Université de Provence Aix-Marseille 1
U.F.R Civilisations et humanités
Département de sociologie

THESE
Pour obtenir le grade de docteur de l'Université de Provence
Discipline : Sociologie

Claire DUPORT

NOTABLES, MILITANTS, ENTREPRENEURS
Une histoire sociale du militantisme dans les cités.

Directeur de recherche : Michel PÉRALDI

Membres du jury :
Mme ASTIER Isabelle, Maître de Conférences, Université de Paris XII, Créteil.
Mme JAILLET Marie-Christine, Directrice de recherche, Université de Toulouse-Le Mirail. Rapporteuse.
Mr LAË Jean-François, Professeur, Université de Paris 8, Vincennes-Saint-Denis. Rapporteur.
Mr VERGÈS Pierre, ex directeur de recherche au CNRS.

Soutenue le 17 janvier 2007
Obtenue avec la mention très honorable avec félicitations

N° attribué par la bibliothèque : TLD 7412

AUPARAVANT…

« La grande chose, c'est de durer, de faire son travail, de voir, d'entendre, d'apprendre et de comprendre. Et écrire, lorsque l'on sait quelque chose et non avant, ni trop longtemps après.
Laissez faire ceux qui veulent sauver le monde si vous, vous pouvez arriver à le voir clairement et dans son ensemble. Alors chaque détail que vous exprimerez représentera le tout, si vous l'avez exprimé en vérité. La chose à faire, c'est de travailler et d'apprendre à exprimer. »
Ernest Hemingway, Mort dans l'après-midi.

Bien des personnes ont contribué à l'élaboration de ce travail. Certaines en me laissant m'immiscer dans leur vie, me confiant aussi le récit de leur histoire et l'exposé de leurs idées : tous ceux que j'ai sollicité pour voir, entendre et comprendre. D'autres en m'accompagnant dans ma vie de chaque jour : la famille, les ami-e-s, les amours, les meilleures copines et copains, et Robert Vuarin, mon compagnon de jardinage et d'idées folles. D'autres encore, en m'accueillant dans leur laboratoire : au CIREJED à l'université de Toulouse le Mirail puis au LAMES à la MMSH de Aix-en-Provence, ou dans leur équipe enseignante : Jean-Charles Bérardi et Catherine Saadoun ; en m'associant à leurs travaux : mes débuts avec Alain Tarrius, Odile Saint-Raymond, Marie-Christine Jaillet, plus tard avec Pierre Vergès, Jean-Samuel Bordreuil, et toujours avec celles et ceux de Transverscité à la Friche la Belle de Mai ; ou en finançant mes projets de recherche : Claude Renard, Claude Rouot, Michelle Sustrac et les membres du programme interministériel de recherche « Cultures, villes et dynamiques sociales ». Qu'ils en soient remerciés, infiniment.

Mais puisqu'il est ici question de présenter l'aboutissement d'un travail de recherche fait de multiples expériences et réflexions, en plus des remerciements pas assez souvent énoncés, je veux témoigner de l'estime, du respect et de l'amitié que je porte à Michel Péraldi. A chaque moment, ceux des heureuses intelligences comme ceux dont je ne me vanterai pas, il a cheminé à mes côtés dans ce travail.
Et bien plus que cela : il m'a appris le métier.

SOMMAIRE

AUPARAVANT
SOMMAIRE

INTRODUCTION LE MILITANTISME SOCIAL COMME ACCOMPLISSEMENT 4

Première partie L'ESPRIT SOCIAL 12

1. Le devoir moral d'assistance : une entreprise de réparation 15
2. « L'esprit social » : doctrine et logiques d'intervention 21
2.1. La doctrine sociale catholique 27
2.2 Les logiques d'intervention publique 40
3. Les formes de promotion collective 49
3.1. Les dames patronnesses et les bonnes œuvres 49
3.2 Les mouvements d'éducation populaire 57
3.3 Le personnalisme communautaire et l'école d'Uriage 65
4. Distance-proximité et frontière sociales 75

Deuxième partie LA LONGUE MARCHE DES CLASSES MORALES 90

1. Micropolitique et altérité 93
2. Les conditions du vivre ensemble 100
3. la gestion des populations immigrées 115
4. Equipements et promotion sociale 130
5. La réhabilitation 147
6. L'institution diffuse 157
7. Le dispositif socioprofessionnel d'animation des cités 167
8. Moi et… les quartiers, ma cité, le social 179
9. Conclusion 192

Troisième partie NOTABLES, MILITANTS, ENTREPRENEURS 197

1. « *Ma vie va devenir ce qu'elle devrait être.* » : Vitécri à Toulouse 209
2. « *Moi aussi j'ai le droit de vivre* » : l'Assur à Marseille 240
3. « *Avant, on cassait des voitures ; maintenant, on ramasse les poubelles* » : La régie services nord littoral à Marseille 258
4. Des entrepreneurs de morale 283

CONCLUSION UN NOUVEL ETAT DE L'HISTOIRE 287

ANNEXE 1 (PARTIE 2, CHAPITRE 8) 291

ANNEXE 2 (3ème PARTIE, CHAPITRE 1) 337

BIBLIOGRAPHIE 342

INTRODUCTION

LE MILITANTISME SOCIAL COMME ACCOMPLISSEMENT

> « Les mots servent à tant de gens qu'ils ne conviennent plus à personne ; comment un terme scientifique pourrait-il expliquer une vie ? Il n'explique même pas un fait, il le désigne. Il le désigne de façon toujours semblable, et pourtant il n'y a pas deux faits identiques dans des vies différentes, ni peut être dans une même vie. Les faits sont après tout bien simples ; il est facile d'en rendre compte : il se peut que vous les soupçonniez déjà. Mais quand vous saurez tout, il resterait encore à m'expliquer moi-même. »[1]

Cette thèse est une histoire du militantisme social. Elle part d'un questionnement sur la relation d'aide sociale, sur ceux qui en formulent les doctrines et en réalisent les modalités d'action. Qu'est ce qu'aider ? D'où vient la conviction que l'Autre a besoin de moi, que d'aucuns ont besoin de nous ? Comment se construit la posture individuelle ou collective qui consiste à se mêler des affaires -du malheur, en l'occurrence- des autres ?
En amont de ce questionnement, on devine deux énigmes : d'un côté la construction d'un Autre dont la condition nous indigne ; de l'autre la construction de ce « nous » qui sait ce qui est bon pour cet Autre. Ces deux énigmes constituent ce que j'ai appelé dans cette thèse « l'esprit social » : un ensemble de dispositions personnelles adossées à une utopie sociale de promotion collective à destination de celles et ceux dont on pense, on croit, qu'ils ont et qu'ils sont moins que ce qu'ils méritent. Il faut alors construire ce « moins », le construire au nom d'une morale de la justice, de l'équité et de la civilisation. Il faut penser, puis énoncer, que d'aucuns sont oubliés, sinon évincés, du projet de société républicaine et démocratique qui ambitionne l'égalité de tous en droit : le droit de vivre décemment et le droit d'espérer, que demain sera mieux qu'aujourd'hui, que nos enfants seront meilleurs que nous. Il faut enfin se construire dans la différence à cet Autre, et comme sachant, au titre de ce que l'on est et de ce que l'on a accompli moralement et socialement, ce qui est bon pour lui.

En complémentarité des deux figures séculières qui organisent le rapport aux populations bénéficiaires de l'aide sociale -le technicien (travailleur social, médecin, architecte, etc.) et le politicien-, une troisième figure s'impose : le militant social, qui a comme registre de légitimité sa conviction et sa capacité à formuler et organiser le rapport aux classes populaires. On s'intéresse ici à cette troisième figure, aux doctrines, aux idéaux et aux dispositifs d'action que les militants produisent, et à la manière dont ils pensent et se pensent.

---

[1] Marguerite YOURCENAR, *Alexis ou le traité du vain combat*, Folio, 1987. p 35.

Tout cela peut sembler simple : outre ce que la psychanalyse pourrait éclairer sur le sujet, le souci de l'Autre peut naître du sentiment d'avoir réussi sa vie ou d'avoir les moyens d'y aspirer, joint à l'ambition de participer activement à un projet de société plus juste et équitable. On verra que c'est bien plus complexe qu'il n'y paraît, d'abord parce qu'il faut que la conviction de son utilité sociale soit assez engageante pour y adosser sa morale, son métier, sa vie, pas seulement dans un rapport d'humanité comme nous l'ont appris les philosophes, mais aussi dans un rapport de nécessité sociale ; ensuite parce qu'il faut aussi penser que les instances de construction et de régulation de la société -l'Etat et ses institutions donc- ne pallient pas à ces déficits de justice et d'équité ; enfin parce qu'il faut bien que ce rapport à l'Autre déficitaire fasse question, puis cause sociale. Penser donc la dépendance de certains, davantage que l'interdépendance de tous, soit en dépit des fonctions de l'état et des institutions, soit au titre de leurs déficiences.

Une thèse sur le militantisme social donc, ses acteurs, leurs fondements doctrinaires, leurs modalités d'action, leur manière de penser et de faire les choses, les relations qu'ils construisent entre eux, entre eux et les bénéficiaires de leurs actions, entre eux et les institutions, les formes d'accomplissement personnel et moral dont tous ces éléments relèvent.
Un travail qui, à ma connaissance, n'a pas été produit comme tel par les sociologues, même si on reconnaîtra les apports et les savoirs des sciences sociales en matière d'analyse des rapports de pouvoir entre classes sociales, et entre l'Etat, les clercs et les classes populaires (Dubet[2], Foucault[3], Chauvière[4]…), du rapport d'altérité entre puissants et démunis (Simmel[5], Paugam[6], Astier[7], …), des transformations sociales (Donzelot[8], Castel[9]…), des fonctions du travail social (Verdes-Leroux[10], Ion[11]…), et celle des acteurs (Ion[12], Poujol[13], Duriez[14]…). Car dans

---

[2] François DUBET (avec A. Touraine, Z. Hegedus et M. Wieviorka), *Le pays contre l'Etat Seuil*, 1981.
Le mouvement ouvrier (dir. Alain Touraine et Michel Wieviorka), Fayard, 1984.
Les quartiers d'exil (avec Didier Lapeyronnie), Seuil, 1992.
Le déclin de l'institution, Seuil, 2002.
[3] Michel FOUCAULT, « Les intellectuels et le pouvoir ». In *Dits et écrits*, tome 2, Gallimard, 1994.
« Pour une chronique de la mémoire ouvrière », *Ibid*.
Sécurité, territoire, population. Cours au collège de France 1977-1978, Gallimard, 2004.
[4]Michel CHAUVIERE, *Le travail social dans l'action publique. Sociologie d'une qualification controversée*, Dunod, 2004
[5] Georg SIMMEL, *Philosophie et société*, Vrin, 1987.
Les pauvres, PUF, 1998.
[6] Serge PAUGAM, *La disqualification sociale*, PUF, 1991.
La société française et ses pauvres, PUF, 1993.
L'exclusion, l'état des savoirs (dir), La découverte, 1996.
[7] Isabelle ASTIER, *Revenu minimum et souci d'insertion*, Desclée de Brouwer, 1997.
[8] Jacques DONZELOT, *L'invention du social : essai sur le déclin des passions politiques*, Fayard, 1984.
L'État animateur : essai sur la politique de la ville, (avec Philippe Estèbe). Esprit, 1994.
[9]Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995.
L'insécurité sociale, qu'est ce qu'être protégé, Seuil, 2003.
[10] Jeanine VERDES-LEROUX, *Le travail social*, Minuit, 1978.
[11] Jacques ION, *Le travail social à l'épreuve du territoire*, Dunod, 1992.
Le travail social au singulier, Dunod, 1998.
[12] Jacques ION, *La fin des militants ?*, éd. de l'Atelier, 1997.
Militer aujourd'hui, (avec Spyros Franguiadakis et Pascal Viot), Autrement, 2005
[13] Geneviève POUJOL, *Des élites de société pour demain ?* Eres, 1996
Dictionnaire biographique des militants, de l'éducation populaire à l'action culturelle, L'Harmattan, 1996.
[14] Bruno DURIEZ, *Les catholiques dans la république, 1905-2005*, Editions ouvrières, 2005.

ces informations et ces analyses, un registre de compréhension n'a pas été traité à la fois dans sa profondeur historique et à la fois dans son efficience pratique : les figures morales de l'esprit social, qu'on pourrait aussi appeler l'état de conscience des militants sociaux. Cet état de conscience participe, on le verra tout au long de cette thèse, de logiques d'accomplissement. Accomplissement personnel pour chaque militant social qui comble ses aspirations en réussissant sa vie et en mettant cette réussite au service des autres ; accomplissement collectif pour les petits clercs qui se font producteurs de morale ; accomplissement politique lorsque les classes moyennes jouent le rôle d'exemples et de modèles pour les classes populaires qu'il faut éduquer.

En passer par le détour narratif de mon cheminement dans le militantisme social et la recherche en sociologie peut être un moyen d'éclairer cette logique d'accomplissement :
J'ai grandi dans une famille de classe moyenne, petite fille d'ouvriers forestiers. Ma mère avait fait des études d'enseignement ménager dans les années cinquante, poussée et aidée pour ce faire par les curés et les séminaristes qu'elle côtoyait l'été dans les camps de vacances catholiques. Elle avait ensuite, à vingt ans, rejoint un collège agricole de sa région pour enseigner la tenue du foyer aux jeunes filles de paysans, avant de s'occuper de son propre foyer et mener de multiples activités bénévoles : enseigner le catéchisme aux enfants du village, gérer le bureau local du secours catholique ainsi que l'association des aides familiales rurales, et militer déjà dans les années soixante pour le développement autonome des pays du tiers-monde. Mon père avait été ouvrier en mécanique chez Renault, avant de devenir ingénieur de manière autodidacte, poussé autant qu'accompagné par un de ses cousins aîné qui avait fait l'Ecole des arts et métiers. A quinze ans, forte de ces filiations parentales qui ne sont pas sans rappeler celles décrites dans cette thèse (voir 1ère partie, chapitre 2, « l'esprit social » : doctrine et logiques d'intervention et chapitre 3, « Les formes de promotion collective »), je travaillais déjà bénévolement comme animatrice au patronage local autant que je partageais les convictions indépendantistes de mes proches amis basques espagnols.
Après l'obtention du Bac, j'ai suivi une formation de travail social, me trouvant par hasard intégrée à la première promotion du DEFA 300, dispositif d'exception permettant à des jeunes issus de milieux défavorisés d'accéder aux formations et métiers de l'action sociale (voir 2è partie, chapitre 6, « L'institution diffuse » et 3è partie, chapitre 2, « Moi aussi j'ai le droit de vivre : l'ASSUR à Marseille »). Je n'étais pas de ces jeunes dits défavorisés mais l'institut de formation que j'intégrais alors à Bordeaux avait décidé, pour une première expérience qui ne sera d'ailleurs jamais renouvelée, de mixer les candidats relevant de ce dispositif d'exception à d'autres relevant du droit commun. Nous nous retrouvions à une quarantaine d'étudiants, les uns ayant été sélectionnés avec le Bac, sur dossier scolaire et concours d'entrée pour passer *in fine* un diplôme d'éducateur spécialisé ou d'assistante sociale, les autres ayant été recrutés de par leurs origines ethniques, sociales et économiques après entretien de motivation pour passer le DEFA[15]. Déjà, cette différence de traitement non pas à l'entrée (les critères de sélection) mais à la sortie (le diplôme attribué) alors même que nous suivions ensemble les mêmes enseignements, avait révolté quelques uns d'entre nous : de la discrimination positive à la discrimination

(avec Michel CHAUVIERE), le groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux. Une longue co-production entre chercheurs et militants. In *Vie sociale*, n°2, 2004.
[15] Diplôme d'Etat aux Fonctions d'Animation.

tout court. Outre le fait que la misère du monde qui fait le quotidien des travailleurs sociaux m'ennuyait, cette indignation que j'éprouvais à l'égard de mes copains du DEFA 300 me fit décider que je serais animatrice et pas assistante sociale, quel que soit mon diplôme obtenu. De toute façon, je ferais, statutairement, un peu mieux que ma mère, accomplissant ainsi le parcours de promotion promis aux enfants des trente glorieuses. Pendant près de dix ans, j'ai exercé professionnellement les fonctions d'animatrice socioculturelle à Bordeaux, à Paris, à Toulouse, gravissant peu à peu les échelons hiérarchiques possibles dans différentes fédérations d'éducation populaire, pour finir à un poste de cadre régional de la fédération Léo Lagrange. Cet accomplissement moral, économique et social étant élaboré (j'avais un diplôme, un métier valorisant, un bon salaire, et je travaillais par l'animation à la promotion des jeunes dans le quartier du Mirail à Toulouse, réputé difficile), je décidais à trente ans de faire des études de sociologie. Cette décision un peu aventureuse était motivée par la critique sociale que j'élaborais dans mes fonctions professionnelles, mais sans avoir les moyens de sa formulation que j'espérais acquérir à l'université. De mon point de vue et de celui de mes collègues animateurs, la sociologie parlait de ce qui nous était familier : le social et ses enjeux. Dans les rayonnages de nos centres de formation, on trouvait les auteurs du moment : François Dubet, Henri Théry, Bénino Cacérès, Joffre Dumazedier, Geneviève Poujol, Renaud Sainsaulieu, Serge Moscovici ou Pierre Bourdieu. La sociologie faisait parti de nos lectures -du moins pour les plus ambitieux d'entre nous- parce qu'elle nous permettait de mettre des mots -si possible savants, ce qui nous donnait un petit surplus valorisant dans les sessions de formation- sur ces choses de notre quotidien. En lisant l'école de Dubet ou la culture de Bourdieu, nous dépassions notre savoir sur l'école du quartier où nous organisions les activités péri-scolaires ou sur la culture des familles qui fréquentaient le centre social d'à côté. De cela, nous savions déjà tout ; les sociologues nous le confirmaient par ce que nous prenions pour une entreprise de généralisation. Mais au-delà du réconfort qu'ils nous apportaient, leurs mots nous permettaient aussi de transformer nos pratiques. L'on commençait par énoncer intelligemment, pour finalement faire ou devenir.

J'ai aujourd'hui la certitude que les objets de l'animation socioculturelle se sont transformés par injonction sociologique davantage que sociale. Ou, pour le dire autrement, que c'est davantage la manière de nommer les choses que les choses elles mêmes qui ont changé ; et que c'est ainsi que se sont peu à peu transformés nos objets de travail, et jusqu'à notre métier[16]. Jusqu'à la fin des années 1980, on avait fait de l'animation dans un cadre et un contexte d'aménagement du temps libre en loisir. Cela relevait de l'éducation populaire, parce que participant d'un souci de démocratisation des loisirs dans une démarche complémentaire, mais différente, à celle des autres lieux de l'éducation (l'école, la famille). Cela se faisait dans un temps libre -hors du temps de travail et de celui des obligations familiales- et libéré des contraintes normatives et éducatives de l'usine, du domicile ou de l'école. Mais pour autant que nos actions se plaçaient à la marge du temps contraint et des

[16] Ce qui est sans doute aussi une des raisons pour lesquelles j'avais sollicité ce congé de formation en 1994 : on était dans une ère nouvelle de l'animation socioculturelle, où s'opéraient à la fois des rapprochements entre les fédérations d'animation et les municipalités (en l'occurrence, pour la fédérations Léo Lagrange, des municipalités socialistes principalement), et des modernisations de l'action au regard des problématiques sociales émergentes. Au passage, nous étions devenus des « agents de développement » et nous avions pour mission de faire de la « médiation ». J'avais aimé ce travail de concertation et d'incitation au développement de l'aménagement du temps libre que je menais avec les élus locaux, j'y avais surtout beaucoup appris de l'art de la diplomatie et de la rhétorique propre au milieux politiques. Mais à côtoyer les sphères du politique, je mesurais les déficiences de l'action sociale institutionnelle.

obligations sociales, nous nous coltinions avec les traces et les conséquences de tout cela. Le temps dont nous avions la charge ne se réduisait pas aux vides des autres temps sociaux, et nos espaces libres étaient emplis des préoccupations de nos usagers autant que de nos partenaires institutionnels (l'école, les services sociaux, les entreprises locales, la police, etc.). A la différence près -de taille puisque c'est cette différence là qui va motiver les changements dans l'animation socioculturelle (voir 2ème partie, chapitre 7 : Le dispositif socioprofessionnel d'animation des cités)- que la question de l'urgence sociale ne se posait pas. Le terme même ne s'employait pas. Pour autant, les problèmes sociaux, eux, se posaient, et avec eux les objets à partir desquels on travaillait. D'où, pour part, cette familiarité avec les sciences humaines : la répartition inégale des richesses, la fracture sociale, la relégation, la précarité, c'était pour nous juste une manière de nommer autrement, et de nommer en termes d'urgence sociale, des choses auxquelles nous avions banalement à faire. En entrant à l'université, je voulais simplement acquérir les mots de la critique sociale que produisaient les gens de ma profession à l'égard du travail social traditionnel et à l'égard des politiques de la ville.

Cela dit davantage qu'une familiarité : pas seulement que le sociologue et le militant, chacun à sa manière, en produisant une intelligence sur les exclus de la promotion sociale les dépossèderaient de leur possibilité de conscience (et l'on reconnaîtra ici le propos de Jacques Rancière[17]), mais aussi que cette co-production est susceptible de limiter la portée d'une sociologie des militants sociaux parce que les uns et les autres travaillent ensemble à la manière de nommer le peuple. Et que cette entreprise commune les accomplit professionnellement.
On peut dire cela de deux autres manières :
A la manière de Foucault : « *la doctrine lie les individus à certains types d'énonciation et leur interdit par conséquent tous les autres ; mais elle se sert, en retour, de certains types d'énonciation pour lier les individus entre eux, et les différencier par là de tous les autres.* »[18]. C'est dire aussi que la coproduction du discours sur les pauvres, les défavorisés, les classes populaires, etc., accomplit aussi les acteurs de cette production en tant que militants ou sociologues.
On peut le dire aussi comme tout au long de la seconde partie de cette thèse, et en particulier dans ce moment singulier de l'histoire sociale qu'est celui de la réhabilitation des cités et de la mise en œuvre des politiques de la ville. A ce moment là, on mesure le rôle et la place stratégiques des « petits clercs » dans l'interface entre les milieux populaires et l'Etat, pas seulement en tant qu'acteurs d'une version socio-éducative du développement des cités, mais aussi comme « producteurs de vérité » : l'entreprise de réhabilitation des cités et de ceux qui les habitent que vont mener conjointement des sociologues et des militants vise autant à former le peuple à la parole et à l'implication politique qu'à parler et agir en son nom.

En croisant à l'université des chercheurs qui avaient participé à ce type d'entreprise sociologique (et en particulier Michel Péraldi), je me suis reconnue dans ce type de démarche, aussi parce qu'ils avaient emprunté pour ce faire des chemins professionnels peu canoniques. On dira sans doute que le contexte politique des événements de 1968 et les années de contestation de l'académisme universitaire

[17] Jacques RANCIERE, *Le philosophe et ses pauvres*, Fayard, 1983.
Et aussi, Gérard BENSUSSAN, « Qu'est ce qu'aider ? Questions sur la justice et la responsabilité », In *Précarisation du travail et lien social*, l'Harmattan, 2001, pp 181-193.
[18] Michel FOUCAULT, *L'ordre du discours*, Gallimard, 1971. p 45.

qui suivirent les y avaient aidés. Je crois plus pragmatiquement qu'ils avaient trouvé dans les cités un terrain d'aventure autant socioprofessionnelle que paradigmatique, que l'université ne leur proposait pas. Ils s'étaient infiltré, parfois de force, dans les vides des institutions en charge du logement social, et s'y étaient bâti une niche de recherche, aux marges de la production universitaire et des carrières qui la permettaient. Ils l'avaient fait sans doute par conviction -notamment celle que la relégation sociale des populations des cités, et notamment immigrées, n'était pas un accident de l'histoire, et qu'à ce titre, la dégradation urbaine et l'exclusion avaient une fonction sociale et politique- mais aussi parce qu'ils avaient à conquérir leurs propres ressources, tant socioprofessionnelles qu'intellectuelles, là où leurs parcours universitaires et militants ne leur proposait, à terme, qu'une reconnaissance symbolique. Car ils étaient déjà, à la fin des années 1970, de ces petits chercheurs mis à l'écart des grands circuits de carrière du CNRS ou de l'université. Les cités se présentaient comme un lieu de recomposition de leurs propres parcours autant que de leur discipline scientifique, tout simplement parce que personne ne voulait y aller. Au même titre sans doute que l'avaient été les contrées sauvages pour les premiers ethnologues, et les colonies pour la génération qui les avait précédé[19]. Et ils y étaient allés sans autorisation ni mandat, forts d'une triple légitimité : celle que leur conférait leur militantisme politique, comme pour conscientiser cette nouvelle sorte d'opprimés qu'étaient les immigrés, premières victimes de la crise économique ; celle qui leur venait de l'antipsychiatrie et de la critique institutionnelle à laquelle les avaient initiés ceux du CERFI[20], et à partir de laquelle ils s'autorisaient à dénoncer les conditions du rapport éducatif et médical ; enfin le fait qu'ils étaient garantis de leur supériorité sociale, constitutive d'un rapport pédagogique à l'Autre et des régimes de compétence, au delà de la compétence réelle qu'évidemment personne n'aurait été fichu d'évaluer. Ils étaient aussi de la première génération de classes moyennes en crise, déprotégés, assignés à faire mieux que leurs pères, dans une société qui n'assurait plus la promotion sociale par l'obtention d'un diplôme universitaire. Je me reconnaissais dans ces parcours de recomposition de destins sociaux impossibles aux conditions normales. Comme eux, quinze ans plus tard, j'avais à construire une fiction politique de la division sociale permettant de donner du sens à ma présence dans les cités. Aux conditions de la sociologie des « quartiers en difficulté » produite dans les années 1990, je ne pouvais pas être sociologue, parce que cette sociologie construisait les cités sur le thème de l'ethnicité. Sauf à ramener la question des cités à des problèmes techniques, c'est à dire la dépolitiser, ce qui m'était impossible puisque je m'étais engagée en sociologie à des conditions politiques : celles de ma promotion et celles, ce faisant, de la promotion de ceux dont je voulais parler. C'est donc une autre sociologie que celle des quartiers en difficulté que j'ai été amenée à produire : une sociologie de ceux qui construisent les termes et le sens de la défaveur des habitants des cités.

Ce long détour biographique nous ramène à l'objet de cette thèse : les figures morales du militantisme social ; et à la possibilité de compréhension de cet objet : une sociologie des militants. Les gens dont on parle dans cette thèse me ressemblent : comme eux, l'engagement militant m'a permis de réaliser l'idéal de promotion collective, cet état de conscience auquel mon environnement culturel et

[19] Michel MARIE, *Les terres et les mots. Une traversée des sciences sociales*, Ed Méridiens Klincksieck, 1989.

[20] Centre d'étude, de recherche et de formation institutionnelles, collectif de recherche autogéré créé par Félix Guattari en 1966 auquel s'associent Michel Foucault et Gilles Deleuze entre autres, et qui initie notamment un vaste débat intitulé « désir et politique » relayé par de nombreux groupes locaux en France.

moral me préparait, et pour ce faire, de faire réussite, y compris socioprofessionnelle, jusque là où je n'aurais pas accédé par le patrimoine familial, l'école ou le piston. Et ainsi m'accomplir socialement et moralement, et mettre cet accomplissement au service des autres, d'abord par l'animation socioculturelle, ensuite par la production d'un savoir sociologique. Cet idéal de promotion collective propre au militantisme social, tendu entre un projet d'éducation et un projet d'émancipation, comme tous les militants sociaux, je l'ai accompli pour moi même afin de le mettre en œuvre auprès des autres, preuve s'il en est que je sais ce qui est bon pour eux ! Aussi, si l'on admet -et on devrait le faire en lisant cette thèse- que le militantisme social relève d'abord de logiques d'accomplissement moral, personnel, et social, alors une sociologie du militantisme doit en passer par l'analyse des figures morales sur lesquelles s'adossent les militants pour faire société.

C'est ainsi que l'analyse des doctrines fondant la relation d'aide et le militantisme social constitue une première partie de la thèse. A travers la naissance de « l'esprit social » en France, on voit apparaître ces figures morales, tendues entre deux grands projets historiquement stables organisant le rapport au peuple : un idéal de disciplinarité, à l'aspect correctif et normatif ; et un idéal d'affranchissement à l'aspect émancipateur. Le fil d'intrigue qui nous guide dans cette première partie tient au fait que ces formes idéales, en apparence et en éthique irréconciliables, passent leurs temps à se croiser, se tricoter en autant de formes hybrides qu'il y a de dispositifs ou de configurations présentes dans le rapport des puissants aux démunis, et plus singulièrement dans la relation des « petits clercs » (pour reprendre l'expression de Jacques Ion) au peuple. On verra aussi que ces idéaux, issus des philosophies sociales que l'on retrouve dans les travaux de l'Académie des sciences morales et politiques autant que dans la doctrine sociale chrétienne ou dans le personnalisme communautaire, ont travaillé et travaillent encore les mondes de l'action sanitaire et sociale, ou éducative, autant que les oeuvres de charité, ou les engagements partisans, politiques et syndicaux.

Après la seconde guerre mondiale, le militantisme social compose de nouvelles configurations autour de deux objets : l'organisation du face à face entre classes moyennes et classes populaires dans le logement social, et la gestion des populations immigrées. Ces configurations militantes vont oeuvrer à la construction d'un dispositif socioprofessionnel : l'animation socioculturelle. Dans une seconde partie de la thèse, en décrivant l'efficience des convictions militantes au travers des formes de mobilité sociale que produit le dispositif d'animation socioculturelle, mais aussi en livrant ses configurations actuelles en termes d'emplois et d'économies, nous développons la question de la mise en application de l'idéal de promotion collective dans les mondes de l'animation socioculturelle. Plusieurs choses justifient la posture locale, à partir de Marseille, qui est ici développée, même si depuis cette situation locale on capte aussi ce qui se passe ailleurs.
D'abord le fait que Marseille est la ville de France la plus exemplaire de l'histoire ouvrière et migratoire et militante. A Marseille, la crise économique s'amorce dès l'après guerre par la désarticulation entre l'activité industrielle et l'activité portuaire, et cette période sera marquée par des luttes ouvrières très dures, opposant des syndicats puissants à un patronat inflexible et très organisé ; c'est aussi trois décennies d'importante poussée démographique, pour l'essentiel du fait de l'arrivée massive de migrants ; c'est enfin, et en réaction, une période de mobilisation sociale et militante incroyablement inventive. On savait que Marseille avait été, dès le début du 20ème siècle, le berceau de nombre de mouvements

visant à l'émancipation de la classe ouvrière : les comités d'intérêt de quartier, les secrétariats du peuple, les amicales de l'instruction laïque ou les universités du citoyen. Après 1945, c'est encore à Marseille qu'en dépit des modes d'organisation nationaux, les militants sociaux vont, du côté de la lutte contre l'habitat insalubre, former des dispositifs alternatifs tels que le mouvement des squatters ou celui des castors ; et du côté de l'accueil des populations migrantes, construire un dispositif post colonial d'hygiénisation des populations autant que de gestion de leurs circulation et leur répartition dans l'espace social et urbain. Enfin, lorsque nous analysons le dispositif d'animation socioculturelle dans les années 1960 et 70, nous trouvons à Marseille encore une situation singulière : un peu comme à Lille[21] où le maire est lui aussi socialiste, maîtriser l'espace et les populations par une logique d'équipements socioculturels, de clubs et de professionnels pour les encadrer, c'est pour Pierre Mauroy à Lille comme pour Gaston Defferre à Marseille une tentative de récupération de l'esprit social porté jusqu'alors par le catholicisme. La comparaison qui est faite à propos de ce dispositif d'animation avec Toulouse, ville démocrate chrétienne peu marquée par l'histoire ouvrière et migratoire, éclaire par ailleurs autant la globalité des phénomènes en France que la singularité des situations locales. Marseille est le théâtre de phénomènes qui ont existé pareillement ailleurs en France, même à d'autres échelles ; mais sur la base de ces phénomènes, des agencements et des élaborations locales sont opérés comme traitement local de ce qui est alors identifié comme des problèmes sociaux et urbains.

Enfin, dans une troisième partie, nous passons ces doctrines sociales, ces idéaux et ce dispositif socioprofessionnel au filtre des relations sociales concrètes qu'ils déploient aujourd'hui. Pour ce faire, nous laissons nos interlocuteurs (militants politiques, syndicaux, associatifs, professionnels de l'action socio-éducative et de l'animation, usagers des équipements et des services, et habitants) choisis dans trois dispositifs militants collectifs (Vitécri-Zebda à Toulouse, l'Assur-Schebba, puis la Régie services nord littoral à Marseille) répondre eux mêmes à la question de ce qui les légitime à être et agir dans les cités, ce qui fonde leur existence auprès des populations qu'ils disent défavorisées. Et nous identifions une nouvelle forme de militantisme social par l'entrepreneuriat, une forme où la morale et l'argent font désormais bon ménage. Lorsque les logiques libérales gagnent jusqu'aux rapports entre l'Etat et les classes moyennes, les militants sociaux explorent de nouvelles manières de faire promotion pour eux mêmes et pour ceux vers qui se destinent leurs actions sociales, des manières produisant leur propre économie.

L'ensemble de ce travail soulève une réalité complexe : celle du rôle des clercs avec l'Etat, et celle du rapport des militants au peuple, à partir de trois grands registres de questions que nous cherchons à élucider :
- La question de la cause sociale, celle de la misère du peuple et de son soulagement, en même temps que son hygiénisation,
- la question ouvrière, partagée, voire clivée, entre disciplinarité et encadrement d'une part, émancipation et révolution de l'autre,
- la question ethnique urbaine qui prend la forme et les ambiguïtés du rapport colonial.

[21] Danielle BLEITRACH, Jean LOJKINE, Ernest OARY, Roland DELACROIX, Christian MAHIEU, *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*, Problèmes/Editions Sociales, 1981.

Première partie

L'ESPRIT SOCIAL

> « Il nous apparaît d'abord que l'individu en tant que tel est une des fins auxquelles doit se destiner notre action. Nous rejoignons ici le point de vue de la charité chrétienne, le culte épicurien de l'amitié, le moralisme kantien qui traite chaque homme comme une fin. Ce n'est pas seulement en tant que membre d'une classe, d'une nation, d'une collectivité qu'il nous intéresse, mais en tant qu'il est un seul homme. Ceci nous distingue du politique systématique qui ne se soucie que des destins collectifs. »[22]

Qu'est-ce l'esprit social, cet élément qui tient de la doctrine autant que de l'accomplissement de soi, et qui pousse des gens à en aider d'autres ?
Participant de la relation d'aide sociale tendue entre un idéal disciplinaire, à l'aspect correctif et normatif et un idéal d'affranchissement à l'aspect émancipateur, l'esprit social est constitutif des dispositifs qui organisent le rapport au peuple. Un rapport qui, dans l'histoire de ces deux derniers siècles, oriente la question sociale sur la base des problématiques liées successivement à la misère des indigents, à la confrontation entre classes industrielles, ouvrières puis populaires et classes bourgeoises, puis moyennes, et enfin de la problématique post-coloniale d'intégration des populations immigrées. En même temps que se construisent les causes sociales, au grès des événements et des transformations politiques et urbaines, les logiques d'intervention s'élaborent, entre politiques publiques et actions privées, entre travail social et militantisme.

Dans la première moitié du 20è siècle, le social se différencie de l'assistanciel, puis se sépare du champ de l'éducation, de celui de la culture, et enfin de l'éducation populaire et du socialisme chrétien qui vont s'organiser en marge et en appui des structures institutionnelles, en fondant l'animation socioculturelle.
En s'institutionnalisant et en se spécialisant dans la première moitié du 20è siècle, l'action sociale s'appauvrit et perd de son caractère et de ses fonctions militantes[23].
Dans les années 1970, la rupture idéologique est consommée entre un dispositif d'action sociale, qui requiert désormais des compétences validées par un diplôme

[22] Simone de BEAUVOIR, *Pour une morale de l'ambiguïté*, Gallimard, 1947, p 167.
[23] Jeanine VERDES-LEROUX, *Le travail social*, Minuit, 1978.
Revue Esprit, *A quoi sert le travail social ?* Mars-Avril 1998.
Jacques ION, *Le travail social à l'épreuve du territoire*, Dunod, 1992.

et un mandat public, et qui joue le face à face avec le peuple dans un rapport de service à la clientèle et de contrôle social ; et un dispositif d'animation socioculturelle, à l'idéal d'émancipation et d'affranchissement, parlant avec et au nom du peuple. Au moment où, entre les années 1950 et les années 1970, ce dispositif d'animation se construit en tant que tel, il formule l'ambition de perpétuer l'esprit social, dans son expression singulière qu'est l'engagement militant, en ces termes : " *Si l'on se reporte aux deux attitudes d'esprit (l'humanisme et l'idéal de promotion collective) dont l'union semblait nécessaire pour qu'apparaisse un véritable esprit social, on devra conclure que l'époque actuelle voit le règne presque absolu de la tendance abstraite, théorique, rationnelle, scientifique ; " l'esprit géométrique " selon Pascal. Par contre, " l'esprit de finesse " se voit considéré comme négligeable lui qui devrait traduire l'effort de l'être humain, aux prises avec les difficultés que rencontrent ses besoins affectifs, spirituels, aussi impérieux, en réalité, que les besoins pondérables et métrables.*
On pourrait légitimement s'attendre à voir ces aspirations vitales trouver leur expression, mais tout au contraire, on constate dans le public une apathie, une torpeur bien surprenante quand on songe aux qualités considérées en général comme caractéristiques du tempérament français.
Bien des causes, sans doute, justifient cette passivité, comme la rudesse des chocs dans la vie nationale et la soif de détente qui s'en est suivie ; l'ébranlement des principes ou même simplement des traditions ou des habitudes qui constituaient la base d'une vie normale.
Le sentiment d'impuissance dont l'individu est saisi devant l'amplitude et la complexité des problèmes que pose l'existence actuelle et devant les dangers monstrueux qui planent sur l'univers, ce malaise éprouvé dans notre pays ne lui est pas particulier mais ne représente que l'un des aspects de la crise générale qui ébranle le monde entier.
Sans doute la solution de tant de problèmes est-elle encore lointaine mais, en ce qui concerne la France tout au moins, on peut déceler dans les milieux les plus divers les indices d'un esprit nouveau : d'intéressantes initiatives se font jour et des réalisations sporadiques encore mais conçues avec un ferme réalisme qui n'exclut pas un idéalisme foncier, sont révélatrices d'une fermentation salutaire.
Pourquoi donc ne pas conserver l'espoir que l'esprit social avec sa puissance de synthèse trouvera l'heureuse formule qui permettra dans ce monde nouveau l'essor du progrès matériel tout ensemble avec l'épanouissement des valeurs proprement humaines.
L'esprit social pourrait alors sans doute jouer une partie modeste mais efficace dans cette immense symphonie "[24].

Ce sont les éléments constitutifs de cet « esprit social » que l'on va examiner et tenter de clarifier au regard d'une histoire qui n'est ni celle des dispositifs institutionnels de l'action sociale déjà largement analysés[25], ni celle de « la question sociale » à l'aune

[24] Mme GOUIN, *Evolution de l'esprit social en France de 1850 à 1950*, Direction du bureau d'information et d'orientation sociale, 1960. p 100-101
[25] Jeanine VERDES-LEROUX, *Le travail social*, Minuit, 1978.
Jacqueline ANCELIN, L'action *sociale familiale et les caisses d'allocations familiales, un siècle d'histoire*, Comité d'histoire de la sécurité sociale, 1997.
Hélène HATZFELD, *Construire de nouvelles légitimités en travail social*, Dunod, 1998.
Olivier COUSIN, « Les mutations du travail social », *Sociologie du travail*, n°2, 1996.
Robert CASTEL, *L'insécurité sociale, qu'est ce qu'être protégé*, Seuil, 2003.
Serge PAUGAM, *La disqualification sociale,* PUF, 1991.
Et les travaux publiés par le CRESAL, ainsi que par la revue Esprit.

de la fondation d'un idéal républicain démocratique[26], ni celle des groupes sociaux constitutifs des formes de démocratie participative à l'œuvre dans la relation au peuple[27], ni celle des formes de *sociation*[28] qui fondent le militantisme social.
Mais une histoire de la tension dans laquelle est prise la relation d'aide, dont elle est constitutive même, tension formée par la superposition d'un idéal d'éducation, et d'un idéal d'émancipation. Une histoire complexe si l'on en croit Proudhon qui disait de « *l'esprit social (qu'il était) le contraire de la constance dans les idées* »[29] ; mais une histoire toutefois qui questionne et renouvelle sans cesse le rapport au peuple et sa définition même, et les postures individuelles ou collectives qui consistent à se mêler des affaires -du malheur, en l'occurrence- des autres.

Pour ce faire, on analysera les doctrines sociales que fondent et dont participent l'esprit social, et la manière dont elles s'articulent sur des dispositifs d'action :
Dans un premier temps (1. Chapitre 1, Le devoir moral d'assistance : une entreprise de réparation) on verra comment la question de la pauvreté se transforme en question sociale. Puis (1. Chapitre 2, L'esprit social : doctrine et logiques d'intervention) comment, entre la fin du XVIIIème siècle et le début du XIXème, les questions sociales se fondent en questions morales à partir des philosophies sociales, et notamment l'apport de l'Académie des sciences morales et politiques. Et l'on verra aussi comment l'église catholique d'une part, et l'Etat d'autre part, s'emparent de ces questions de société pour fonder l'idéal séculier du militantisme social : que la réussite de quelques uns doit être mise au service des plus démunis. Cet idéal porte l'ensemble des dispositifs militants qui s'organisent entre la fin du XIXème siècle et le milieu du XXème, en trois grandes formes doctrinaires : les bonnes œuvres, les mouvements d'éducation populaire et le personnalisme communautaire (1. Chapitre 3, Les formes de promotion collective).
Ces formes doctrinaires et surtout les dispositifs d'action qui en découlent vont être reconfigurés après la seconde guerre mondiale et vont redéfinir la question sociale sur deux objets : le logement, et le traitement de l'immigration (1. Chapitre 4, Distance-proximité et frontière sociales). On verra que ces objets de l'attention du militantisme social sont l'occasion de redéfinir le rapport de distance et de proximité des classes moyennes aux classes populaires.

---

[26] Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable*, Gallimard, 1998.
Jacques DONZELOT (avec Philippe Estèbe), *L'État animateur : essai sur la politique de la ville*, Esprit, 1994.
Christian BACHMANN, Nicole LEGUENNEC, *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville,* Albin Michel, 1996.
François DUBET, *Le déclin de l'institution*, Seuil, 2002.
Alain TOURAINE, *Qu'est ce que la démocratie*, Fayard, 1994.
[27] Notamment les travaux de Jacques ION, andré MICOUD et du CRESAL, ceux de Geneviève POUJOL, Joffre DUMAZEDIER, et de l'INJEP.
[28] Le terme est employé par plusieurs intervenants au colloque « Actions associatives, solidarités et territoires », Saint Etienne, 2001, pour qualifier les différentes formes de regroupement collectif autour d'un objet d'intérêt général.
[29] Pierre Joseph PROUDHON, cité par Elysée SARIN, *Introduction conceptuelle à la science des organisations*, L'harmattan, 2003, p 54.

1. Le devoir moral d'assistance : une entreprise de réparation

« *A mesure que le mouvement actuel de la civilisation continuera, on verra croître les jouissances du plus grand nombre ; la société deviendra plus perfectionnée, plus savante ; l'existence sera plus aisée, plus douce, plus ornée, plus longue ; mais en même temps, sachons le prévoir, le nombre de ceux qui auront besoin de recourir à l'appui de leurs semblables pour recueillir une faible part de tous ces biens, le nombre de ceux-là s'accroîtra sans cesse. On pourra ralentir ce double mouvement ; les circonstances particulières dans lesquelles les différents peuples sont placés précipiteront ou suspendront son cours ; mais il n'est donné à personne de l'arrêter. Hâtons-nous donc de chercher les moyens d'atténuer les maux inévitables qu'il est déjà facile de prévoir. (…)* »[30]

Bien des choses sont énoncées dans ces propos de Alexis de Tocqueville, qui situent déjà une manière nouvelle d'envisager et de formuler les maux d'une société industrielle en plein essor. Cette allocution politique d'un des premiers avocats à la Cour s'inscrit dans un contexte où se confrontent -et souvent s'affrontent- des conceptions sinon nouvelles, du moins différentes, de la pauvreté et des manières de s'en préoccuper. Par « pauvres », on entend des populations qui ne peuvent assurer leur subsistance. Rien de nouveau : l'existence de populations indigentes est une constante de la société française moderne, et l'on s'accorde volontiers sur l'évidence de causes structurelles de ce fait sociétal. Mais les réformateurs sociaux entendent aussi alerter l'opinion sur le fait que les pauvres représentent des populations qui n'ont pas de place assignée dans la figure de l'ordre social. C'est sur ce point, principalement, que se construit la question sociale au tournant du 19è siècle. A la représentation christique du pauvre qui lui conférait une place dans la chrétienté, s'est peu à peu substituée une représentation suffisamment destructrice pour qu'il soit perçu comme un danger social et un inutile au monde, nuisible à l'ordre et à la valeur du labeur, et traité comme tel. Aussi, lorsque s'institue le débat public sur la misère des pauvres, par interpellation directe au politique, par récits publiés ou par essais de philosophie politique interposés, c'est pour grande part la question des fondements d'un idéal républicain du contrat social forgé au siècle des Lumières -contrat entre le corps social et ses institutions, selon lequel la volonté générale est une somme des volontés individuelles[31], et chacun des individus qui le compose-, qui est posée. Déjà, dans les propositions de la commission de 1774 mise en place par Turgot[32], on voit poindre les prémices d'une politique d'assistance, portée par la notion de solidarité et de redistribution des richesses ; opinion soutenue par les encyclopédistes de l'époque. Mais c'est dans d'autres milieux, moins libéraux peut être, qu'émergent les fondements idéologiques d'une relation nécessaire entre ceux qui ont un statut privilégié et ceux qui n'existent qu'en creux dans la structure sociale. Le discours sur la pauvreté qui se construit, issu des théories philosophiques du 18è siècle et qui ne trouvera de consensus qu'à la fin du 19è, pose déjà ses fondements sur deux idéaux : l'éducation et l'assistance. L'éducation parce qu'elle

[30] Alexis de TOCQUEVILLE, *Mémoire sur le paupérisme*, avocat à la Cour royale de Paris, associé correspondant de la Société royale académique de Cherbourg, 1835. Source CEDIAS, centre d'études, de documentation, d'information et d'action sociales, Paris.
[31] Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social*, Paris, 1752.
[32] Anne Robert Jacques TURGOT, baron de l'Aulne (1727-1781), Contrôleur général des finances de Louis XVI.

permet à l'individu d'acquérir les outils de son autonomie et de son insertion, c'est-à-dire les moyens de sa socialisation, voire de son émancipation ; l'assistance parce qu'elle assure la survie des populations en attente d'insertion, et qu'elle participe, par la solidarité nationale et la redistribution des richesses, à la solidification du corps social. Des idéaux sur lesquels vont s'adosser les politiques sociales en France, qu'elles soient de droit public ou privé, et l'on peut bien penser, à l'instar des historiens comme des sociologues, qu'à l'exception de quelques sporadiques initiatives révolutionnaires ou anarchistes, rien ne viendra entraver cet idéal social républicain en marche.
De surcroît, en étudiant les doctrines sociales naissantes à la fin du 18è et au 19è siècles, on est frappé par le fait que ces doctrines se développent dans un cadre favorable à l'émergence des idées dites subversives qui, en fait, seraient plutôt modernistes au sens où elles accompagnent la modernisation et le progrès de la société industrielle naissante. Saisissant les indéniables bouleversements que l'industrialisation amène au 18è et 19è siècles dans l'organisation de la société, certains théoriciens accompagnent leur analyse de ces changements d'une élaboration novatrice des idées religieuses, politiques ou sociales qu'ils veulent voir triompher. Ainsi se construit une nouvelle philosophie de l'homme, une nouvelle science de la société : là-dessus, Proudhon rencontre Saint-Simon, Lamennais lit sans doute Marx et ses contemporains, et chacun discerne sa doctrine presque par petits écarts aux autres, écarts qui ne sont finalement que peu de choses face à l'ampleur du chantier idéologique qu'ils ouvrent dans une société qui n'a pas les formats cognitifs pour penser socialement le pauvre dans la société.

Ce chantier intellectuel trouve, chez les uns comme chez les autres, deux points de convergence : la question ouvrière et la question religieuse.
La condition de l'ouvrier est, tout au long du 19è siècle et de la première partie du 20è, au cœur des problématiques qui fondent ce qu'on appellera « la question sociale », et qui annexe toutes les questions économiques, culturelles et politiques fondant les rapports des riches aux pauvres, ou des puissants aux démunis. Elle est, de même, au centre des préoccupations de tous les grands corps de pouvoir : l'état, l'église, les partis, les syndicats.
Quant à la question religieuse, elle est pour sa part le point de convergence des tensions entre idéologie et pratique : pour les uns il s'agit de fonder un nouveau catéchisme, pour les autres de s'affranchir de sa pression morale, pour d'autres encore de retrouver les valeurs originelles. Pour tous finalement la démocratie naissante n'est autre que l'achèvement du christianisme et le triomphe de l'évangile, comme si toute la critique sociale du 19è siècle préfaçait un nouveau christianisme, cette fois ci « social », et une nouvelle démocratie, chrétienne.

Dans un cas comme dans l'autre (question ouvrière et question religieuse), ce sont les encyclopédistes qui feront triompher les doctrines sociales comme une nouveauté libératrice, empruntant aux sophistes les idées humanistes autant que la fonction d'intellectuel, et empruntant surtout à Aristote la théorie de la valeur -le désir par opposition à la nécessité-. Mais il faut aussi souligner que deux facteurs vont permettre l'émergence et la diffusion de ces nouvelles pensées :

> Le premier facteur favorisant la diffusion de ces idées, c'est l'émergence, notamment entre 1830 et 1850, d'une expression ouvrière écrite, et la naissance du métier qui va avec : le journalisme. Il est important de tenir compte de l'influence des multiples revues et journaux qui voient le jour à partir de 1792, qui

permettront autant la diffusion des idées et des programmes, que l'impossibilité désormais de réserver la pensée autant que la censure, à des cercles choisis (notamment en développant la formule « feuilleton dessiné » qui permet, même aux peu lettrés, de suivre des débats et d'accéder à des projets utopiques). Du même coup, la classe dirigeante se trouve obligée de s'ouvrir à des valeurs nouvelles, venues d'autres horizons que celui de la monarchie.

Le deuxième facteur, c'est la naissance de nouvelles catégories de privilégiés : face au pouvoir exclusif de la noblesse et du clergé, à celui plus libéral de l'argent, montent au 19è siècle deux catégories d'influents politiques et sociaux : les fonctionnaires et les intellectuels, c'est à dire des clercs, hommes instruits qui savent parler, lire et écrire.
Beaucoup de ces clercs sont issus de la bourgeoisie, même petite ou moyenne, mais l'on sait que déjà tout au long de l'Ancien Régime, la bourgeoisie était une classe de transition dans laquelle se rencontraient, en cours d'ascension, les valeurs les plus diverses issues tant du conservatisme que du populisme. C'est ce qui faisait déjà le dynamisme de la bourgeoisie autant que son pouvoir de renouvellement et de progrès, donnant l'exemple de travail, d'épargne et de probité qui rayonnait dans une société exclusivement catholique pour laquelle ces valeurs sont dominantes[33]. Mais à ces valeurs s'ajoute aussi le caractère d'avidité et de lucre de la vie des bourgeois les mieux dotés, face auquel les clercs du 19è siècle s'inscrivent en faux, en s'engageant soit dans des missions de service public (les fonctionnaires), soit dans des objectifs doctrinaires (les intellectuels). Ce sont ces clercs, issus des petites ou moyennes bourgeoisies en ascension[34], qui seront les fondateurs de ce nous appelons ici l'esprit social.

On tiendra compte donc, dans cette partie consacrée à l'esprit social, de ces deux éléments : celui de l'élargissement des moyens de diffusion des idées, et celui de la position des acteurs des courants et mouvements sociaux. Car de ces facteurs et de la rencontre entre les intellectuels et le prolétariat naîtra une pensée propre à modifier l'ordre des choses[35].
Et l'on retiendra aussi que l'invention du social, pour reprendre l'expression de Jacques Donzelot[36], c'est d'abord l'invention d'une idéologie : que le malheur de quelques uns est affaire de tous. Que cela fasse « question » (sociale) depuis bientôt deux siècles -et toujours pour s'en référer à Donzelot, comme à bien d'autres- ne fait aucun doute : on le verra, les choses se conçoivent et se réalisent moins aisément qu'elles ne s'idéalisent. Mais on admettra aussi que les politiques sociales contemporaines autant que les dispositifs militants d'aujourd'hui se pensent et s'accomplissent comme autrefois dans cette tension entre éducation et émancipation du peuple, tension qui participe d'une relation d'altérité.

---

[33] Marie-Madeleine MARTIN, *Les doctrines sociales en France et l'évolution de la société française du 18è siècle à nos jours*, Ed du conquistador, 1963, p 29

[34] Gustav SCHMOLLER identifie, en 1897, la montée et la structuration de ce qu'il nomme déjà les « classes moyennes », dont une des « fractions » qu'il dit nouvelle correspond à ceux que nous nommons ici les « clercs », à savoir un pôle, bénéficiant de l'essor rapide du salariat qualifié, composé des employés de service et de la bureaucratie publique (beamten) et privée (angestellten).
Cité par Louis CHAUVEL, *La déstabilisation des classes moyennes*, Observatoire des inégalités, www.inegalites.fr/article.php3?id_article=378.

[35] Jacques RANCIERE, *La nuit des prolétaires*, Fayard, 1981.

[36] Jacques DONZELOT, *l'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Seuil, 1994.

De la continuité donc, là où les sociologues voudraient voir, souvent, de la nouveauté, du changement, ou de l'innovation. Les dispositifs contemporains de développement social et urbain, ceux de l'insertion ou de l'animation socioculturelle, pourraient bien n'avoir « inventé » que des formes, un peu différentes, plus ou moins modernisées, d'action sociale. Elles pourraient bien, dans le fond, n'avoir fait que mettre en œuvre des outils, des méthodes, au sens pédagogique du terme, mieux adaptés aux situations, voire aux discours du moment. Mais en revanche, il semble que les doctrines fondatrices de cet esprit social se perpétuent et se transmettent. C'est en tous cas ce qui apparaît à la lecture croisée de l'observation et du récit des pratiques des acteurs de ces politiques et de ces dispositifs, et de la compilation des textes de référence, institutionnels ou privés. Il semble, de prime abord, que l'action sociale - institutionnelle ou militante- n'ait pas été sans cesse réinventée au grès des événements, des changements sociétaux ou des gouvernements, mais que, plus précisément, on ait puisé dans les causes idéologiques initiales, les éléments de critique et de jugement nécessaires à la mise en place de nouveaux dispositifs d'action. Ou pour le dire autrement, entre le moment d'affirmation du champ de la question sociale autour de ces notions d'éducation et d'assistance, celui de la formation d'appareils d'intervention publique à partir de 1885, celui de la délégation à des œuvres privées au tournant du 20è siècle, celui de la participation en préparation et gouvernement du Front Populaire, celui de la reconstruction des mouvements sociaux entre les années 40 et 70, celui de la professionnalisation et de l'institutionnalisation du travail social, celui de la mise en place des politiques de la ville dans les années 80 puis de leur déclin[37] ; entre ces moments donc (parmi d'autres que l'on soulignera également), les idéaux autant que les hommes se ressemblent.

Restait encore à préciser comment, d'une part s'est réalisé, de proche en proche, le travail de conviction et de construction de (bonnes) causes sociales, d'autre part par quels objets et quelles expériences ces convictions ont transité, d'un milieu à l'autre, d'une époque à l'autre. Restait aussi à définir la série d'éléments de doctrine dont l'esprit social fait partie, le mode d'analyse dont il relève, la régularité des phénomènes et les conditions dont ils dépendent, les inflexions et la courbe de cette histoire sociale, comme pour en reconstituer l'ordre[38]. Une histoire sociale dont on identifierait les ruptures et les continuités éthiques, institutionnelles, humaines ; dont on établirait les filiations, les transmissions, les héritages, comme les oublis et les renoncements ; dont on déclinerait les dispositifs et les modalités d'action. Il ne s'agit pas ici d'inscrire l'actualité des politiques sociales dans la longue durée, mais plutôt d'introduire, à la manière de Norbert Elias, l'individuel dans le politique, considérant l'individu dans une histoire sociale, comme un maillon d'une chaîne générationnelle[39]. Aussi, reconstituer cette histoire sociale, en quelque sorte celle de la confrontation du corps social aux pauvres, participe d'une double démarche : suivre un fil historique qui nous invite à interroger les idéaux et leurs modalités de mise en œuvre, et suivre un fil généalogique où se croisent l'histoire des acteurs et celle des mouvements sociaux, pour proposer une lecture de la doctrine et des courants sociaux de ces deux derniers siècles.

---

[37] Marie-Christine JAILLET, Jacques DONZELOT, *La nouvelle question urbaine*, Recherches PUCA, 2001.
[38] Michel FOUCAULT, *L'ordre du discours*, Gallimard, 1971, p 57.
[39] Norbert ELIAS, John L. SCOTSON, *Logiques de l'exclusion*, Fayard, 1997.

C'est dans ce double mouvement chronologique (historique et généalogique) qu'a été réalisé ce travail d'histoire sociale, à partir de matériaux divers qui venaient, tôt ou tard mais toujours, se faire écho ou s'imbriquer : des ouvrages historiques et sociologiques bien sûr, mais aussi des archives parfois publiques[40] et souvent privées, conservées par des structures d'action sociale, socioculturelle ou éducative ou par des personnes ayant participé, à titre professionnel ou militant, aux dispositifs dont il est question ici ; et enfin des témoignages, recueillis oralement sous forme d'histoires de vie et de récits de pratiques, et d'autres écrits, sous forme de biographies et autobiographies[41]. Nombreux sont les récits biographiques d'ouvriers au 19è siècle, la plupart du temps retranscrits par des économistes ou historiens, ou par des religieux, et publiés par des libraires-éditeurs philanthropes. La publication, à l'époque, de biographies d'ouvrières et d'ouvriers ou de monographies de villes, de quartiers ou de manufactures, servait autant à la sensibilisation de la bourgeoisie intellectuelle aux maux du peuple, qu'à la défense de la cause sociale, voire socialiste. Plus tard, ces récits biographiques ou ces monographies n'ont été que rarement publiés, sinon à compte d'auteur. On ne négligera pas le fait que ces récits, participant toujours d'une cause (sociale ou politique au 19è et début du 20è, plus souvent de mémoire et de transmission au 20è), s'en trouvent sans doute magnifiés et mythifiés, soit par excès d'admiration, soit par débordement de pitié. Il n'en reste pas moins que, d'une part la description de la vie quotidienne qui y est retranscrite restitue, sinon le réel, du moins la signification que prennent les faits pour les acteurs qui les livrent ; d'autre part que ces récits sont décrits dans des termes et des expressions, même littéraires, comparables les uns aux autres et qui font sens pour décliner une « éthique » de l'action sociale et presque une esthétique du discours social.
Ces matériaux n'ont pas été hiérarchisés *a priori*, par des critères de scientificité[42], d'authenticité[43], de quantité[44] ou d'opérationnalité[45]. Ce n'est que dans un second temps, celui d'une lecture croisée et comparée avec les observations de terrain, qu'ont été retenus ceux qui alimentaient la construction d'un récit de l'évolution de l'esprit social, par enchaînement ou contrepoint, dans un souci comparatif et non cumulatif.

Ce travail constitue davantage qu'un détour historique qui nous ramènerait aux débuts des logiques d'intervention sociale publique. Il ancre la réflexion sur les idéaux et les dispositifs d'action sociale, dans un présent qui re-énonce sans cesse les modalités de l'action éducative et d'assistance, et plus généralement les cadres de nos représentations des populations qu'on aura appelé tour à tour pauvres, nécessiteuses, indigentes, défavorisées, déficitaires ou socialement handicapées…

---

[40] La plupart des ouvrages anciens et des archives cités ont été consultés au Musée Social à Paris ainsi qu'à la BNF ; et pour les plus récents à l'INJEP (institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) et dans les centres de ressources du ministère des Affaires Sociales, de la Jeunesse et des Sports et de la Ville.

[41] On le verra dans un chapitre suivant, « faire trace » est une des caractéristiques de l'être militant. Il est ainsi assez courant, chez les militants sociaux notamment, de rédiger ses mémoires à l'intention modeste des proches et des compagnons politiques, ou plus ambitieuse des « générations futures ». Ce sont ces mémoires et archives privées que les auteurs ou leurs descendants nous ont permis de consulter, outre celles qui ont été publiées.

[42] Un ouvrage rédigé par un historien ou un économiste aura été retenu sur la même base qu'un autre rédigé par un prêtre ou un syndicaliste.

[43] Il s'agit d'authenticité du contenu des récits ou essais.

[44] En termes d'exhaustivité des ressources ou d'ancienneté des acteurs.

[45] On aurait pu, par exemple, ne retenir des textes institutionnels ou administratifs, que ceux qui ont été « opérationnels » au sens où ils s'adossaient à un dispositif opératoire.

C'est, autrement dit, une histoire de l'esprit social ; cet esprit singulier qui amène des femmes et des hommes à s'occuper des affaires d'autres femmes, hommes et enfants, supposés déficitaires ou défavorisés, dans une situation injuste ou inéquitable. Ici sont énoncés les fondements d'une relation d'altérité singulière : d'abord, l'autre est Autre au titre qu'il est, ou qu'il a, moins que ce qu'il devrait. Ce n'est pas qu'il soit différent, on prétend même qu'il ne l'est surtout pas ; c'est que la situation dans laquelle il se trouve est inégale, en infériorité. Et l'on affirme qu'elle ne devrait pas l'être, au nom de l'humanité d'une part, de la justice et de l'équité de l'autre. Soit une autre manière de nommer le principe premier de la déclaration des droits de l'homme, à savoir qu'il naissent libres et égaux (principe d'humanité), en droits (principe de justice) ; de le nommer, plus précisément, à la manière de Voltaire : « *nous sommes tous également des hommes, mais non membres égaux de la société* »[46], et de mettre cette pensée de l'individu au service de la justice. C'est en ce sens notamment que l'esprit social, sans doute intemporel, est pour part fondateur d'un idéal républicain où le malheur de quelques uns est l'affaire de tous ; long processus de réparation de la souffrance qui suppose l'aveu du tort des puissants, la reconnaissance de leur responsabilité, puis la mise en œuvre de mutations sociales[47]. Cette entreprise de réparation naît sans aucun doute du sentiment de révolte *« pas seulement et forcément chez l'opprimé, mais (qu'elle peut naître) aussi du spectacle de l'oppression dont un autre est victime* »[48] ; c'est la mise en scène de ce « spectacle » dont se chargeront les militants sociaux pour alerter leur prochain, et plus singulièrement la puissance publique. Et l'on peut ainsi penser, à l'instar de Jean-François Laë, « *que tout le droit social est une sorte d'interprétation laïque de la souffrance, puisqu'il faut trouver des raisons de la supporter dans une rupture, alors qu'il n'est plus question d'en référer à une explication supérieure qui pouvait auparavant tenir dans l'idée du sacrifice ou de la perte en vue d'un bien supérieur* »[49].

Cette perspective idéologique imprègne toutes les logiques d'action sociale, publiques ou privées ; elle n'est ni uniforme, ni immuable ; elle se confronte -et parfois s'affronte- à d'autres : celle de la doctrine caritative et celle de la doctrine partisane. C'est que l'on va voir dans cette histoire sociale, comme une archéologie des idéaux de l'action sociale qui, dans le passé, trouverait les traces d'un présent des idées du militantisme social et de l'action publique institutionnelle.

---

[46] VOLTAIRE, *Pensées sur le gouvernement*, Paris, 1752.

[47] Jean François LAE, *L'instance de la plainte, une histoire politique et juridique de la souffrance*, Descartes, 1996.

[48] Albert CAMUS, *L'homme révolté*, Les temps modernes, 1952, p31.

[49] Jean François LAE, *ibid*. p 149-150.

2. « L'esprit social » : doctrine et logiques d'intervention

Parler de naissance de logiques d'intervention sociale, dans une perspective sociologique, c'est énoncer que « la société » s'empare de la question du rapport, structurel et fonctionnel, du corps social constitué par ceux qui ont un statut plus ou moins valorisant, à ceux qui n'en ont pas. Ou du moins à ceux qui n'en ont pas encore statutairement dans une époque où même la notion de citoyenneté ne s'accompagne jusqu'au milieu de 19è siècle que de peu de faits, et pas même celui du droit de vote qui est encore réservé aux grands notables. Quant au terme de « social », il qualifie, dès le 18è siècle, ce qui est propre à la vie humaine dans ses aspects collectifs, et s'appliquera bien vite non plus à la vie humaine en général, mais à la classe ouvrière en particulier, différenciant dès lors les termes de « social » et « sociétal ». Du point de vue sociopolitique, on dirait que l'esprit social s'affirme dans les logiques publiques d'intervention en France dans le dernier quart du 19è siècle, soit après le second empire, parce que c'est à cette période, d'une part que s'élabore un consensus sur la question sociale et la nécessité d'assistance aux pauvres, et d'autre part que se mettent en œuvre d'importantes transformations de l'appareil d'intervention. C'est, autrement dit, une période où se stabilise et s'opérationnalise l'action sociale, c'est-à-dire les objets et sujets sur lesquels doit porter la réflexion et l'action, les idéaux qui les sous-tendent, et ceux qui doivent légitimement s'en emparer.

Cette période de stabilisation succède à celle, fort agitée, qui verra l'essentiel des débats porter sur la nature de la société et celle du lien social, à partir du principe de citoyenneté qui lie chaque individu au corps social par un « contrat » de droits et de devoirs. On retiendra bien sûr la place essentielle qu'ont tenu, dans l'instauration et l'alimentation de ces débats, les philosophes des Lumières et ceux de la Révolution, notamment parce qu'ils ont à la fois apporté de nouveaux objets dans l'histoire des idées, principalement l'idée d'individu, et à la fois été des références idéologiques et politiques. On leur doit en particulier, et dans le fond à l'origine des débats qui s'en suivront, le fait que l'homme occupe aujourd'hui une place centrale dans notre conception du monde[50], et qu'il l'occupe dans une forme de contrat social, autrement dit de rapports aux autres autant qu'aux structures des sociétés. Si Rousseau par exemple propose tour à tour de réformer l'éducation, les mœurs, les institutions politiques et sociales, le droit et même la religion, c'est parce qu'il conçoit l'homme comme être social, et le « peuple » comme idéale représentation du « moi-social », comme le souligne aussi Groethuysen : « *Ce qu'on retient ainsi de l'idée du peuple, c'est son essence idéale, son âme, c'est l'esprit social, le vrai sens de la vie commune, la vie nationale, telle qu'elle serait si le moi collectif pouvait se manifester sans alliage, si tous les individus pouvaient s'unir dans un même sentiment qui effacerait toutes les divisions, tout ce qu'il y a de particulier, pour ne laisser subsister qu'une harmonie sociale. Mais quand au sortir du temple que nous avons érigé à la divinité nationale, nous descendons vers la masse, la vision du peuple en soi, du peuple-idée s'évanouit* »[51].
C'est à partir de cette conception complexe de l'homme et du peuple que s'élaborent les idées philosophiques, puis politiques, fondatrices de ce que nous appelons ici l'esprit social. En témoignent les débats sur la liberté comme droit, la

[50] Michel FOUCAULT, *les mots et les choses, archéologie des sciences humaines*, Gallimard, 1966.
[51] B. GROETHUYSEN, *J.-J. Rousseau*, Gallimard, 1949, p83.

nécessité de l'éducation dans une perspective de perfection de l'homme, le rejet des églises et le bonheur comme finalité du destin humain. Aussi, que ces débats aient été liés, divergents ou parallèles, ils auront *a minima* conquis une attitude intellectuelle porteuse d'un idéal universel offert à tous[52], et ils auront ouvert, grâce à un double effort de pédagogie et de vulgarisation, un espace public de débat dont les travaux de Jürgen Habermas[53] ont montré l'importance et la nouveauté.

Dans le foisonnement de ces philosophies du 18è et 19è siècles, la question de la pauvreté et celle de la misère sont fondamentales. Que ce foisonnement d'idées ait été plus intellectuel que pratique n'invalide pas son utilité sociale ; bien au contraire même. Si l'on admet, à l'instar de Jacques Rancière, que le mouvement social est d'abord un mouvement intellectuel[54], ce qui a le plus manqué à l'âge classique dans l'instauration d'un rapport aux pauvres est moins une connaissance des mécanismes d'exploitation et de domination qu'une vision des pauvres comme être sociaux : penser la pauvreté ne suffit pas à penser le rapport aux pauvres. En ce sens ces philosophies sociales du 18è et 19è siècles ont introduit, durablement, la question du rapport aux pauvres comme fondatrice de la question sociale, au sens où « *les pauvres, en tant que catégorie sociale, ne sont pas ceux qui souffrent de manque et de privation spécifiques, mais ceux qui reçoivent assistance ou devraient la recevoir selon les normes sociales*. »[55] .

On pourrait, dans une déclinaison certes limitatrice, reprendre l'essentiel du cheminement de la pensée sociale qui mènera à cette stabilisation des idéaux et à l'institutionnalisation des dispositifs sociaux à la fin du 19è siècle :
Le premier glissement, c'est celui qui introduit la notion d'assistance en contrepoint de celle, admise depuis longtemps, de charité. Le terme qualifie des conceptions nouvelles du rapport aux pauvres, non plus dans une relation de plein droit de la part des nantis, mais de devoir du corps social. Cette notion de responsabilité collective marque une évolution de la pensée de la charité, dispensée jusqu'alors par des particuliers ou par l'Eglise, qui pose comme principe le libre choix du donateur de l'aumône. Tocqueville le précise ainsi : « *Il y a deux espèces de bienfaisance : l'une qui porte chaque individu à soulager, suivant ses moyens, les maux qui se trouvent à sa portée. Celle là est aussi vieille que le monde ; elle a commencé avec les misères humaines ; le christianisme en a fait une vertu divine, et l'a appelée la charité.*
L'autre, moins instinctive, plus raisonnée, moins enthousiaste, et souvent plus puissante, porte la société elle-même à s'occuper des malheurs de ses membres et à veiller systématiquement au soulagement de leurs douleurs. Celle-ci est née du protestantisme et ne s'est développée que dans les sociétés modernes.
La première est une vertu privée, elle échappe à l'action sociale ; la seconde est, au contraire, produite et régularisée par la société. C'est de celle-ci qu'il faut spécialement nous occuper. »[56]. On trouve, dans ces précisions de Tocqueville, l'essentiel des débats qui mèneront à un consensus sur la nécessité d'une politique d'assistance, débats tendus entre droit des individus et devoir social. Dans le fond, nous dira-t-on du côté des réformateurs de la doctrine catholique, la charité n'est rien moins qu'un souci de soi même puisqu'il est question d'y gagner le salut éternel :

---

[52] Emmanuel KANT, *Critique de la faculté de juger*, suivi de *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolite*, et de *Réponse à la question : qu'est ce que les Lumières ?* Gallimard, 1989.
[53] Jürgen HABERMAS, *la technique et la science comme idéologie*, Gallimard, 1978.
[54] Jacques RANCIERE, *Le philosophe et ses pauvres*, 1983.
[55] Georg SIMMEL, *Les pauvres*, PUF, 1978.
[56] *Mémoire sur le paupérisme*, par M Alexis de Tocqueville, avocat à la Cour royale de Paris, associé correspondant de la Société royale académique de Cherbourg. Paris, 1835.

l'intention est opportune, il n'y a que le geste d'altruiste. L'assistance au contraire est guidée par le désir de faire le bien d'autrui ; mais aussi par la notion de responsabilité collective, propriété des démocraties modernes. L'une comme l'autre sont des vertus mais on dira aussi qu'elles sont, chacune, sources de vices dès lors que l'on s'enquiert des conséquences de l'aide. Alors que la charité légitime les inégalités, l'assistance légalise la misère ; l'aumône établit des liens précieux entre le riche et le pauvre, l'assistance établit le même type de lien entre l'individu et la société, mais ce faisant, l'une comme l'autre dégradent le pauvre en ce qu'elles le mettent en position de dépendance, voire l'invitent à l'oisiveté.

Les causes du besoin sont elles aussi débattues : on parle de progrès, de civilisation, de nature et de science, et l'on en discute les qualités, autant que les fâcheuses mais inexorables conséquences. On s'accordera bien vite sur l'idée qu'une société moderne, scientifique et industrielle, fondée sur le salariat, est propre à produire richesses et prospérité pour le plus grand nombre, sur les bases de valeurs nouvelles, tenant au mérite et au labeur, et plus à la seule hérédité. Mais l'on voit bien aussi que cette société plus juste et qui pourvoit aux besoins du plus grand nombre, produit une nouvelle classe que l'on dit alors « industrielle », plus exposée que les autres à la misère. Les dénombrements effectués le montrent bien : dans son essai sur la statistique de la population française, le Comte d'Angeville signale « *un paupérisme beaucoup plus étendu aux départements industriels et riches* »[57], et des disparités de niveau de vie qui montrent bien que cette classe industrielle, productrice de la plus grande partie des richesses, est aussi celle qui en bénéficie le moins. Une misère grandissante et surtout généralisée à ce nouveau groupe social, à laquelle la seule charité individuelle ne saurait pourvoir ; mais aussi face à laquelle on invoque la responsabilité collective et le devoir social, au titre des bénéfices et de la prospérité acquise grâce à cette même classe industrielle.

Sur cette question donc, celle de l'assistance publique, l'abondance de littérature montre bien l'ampleur du débat, en parti initié dès le 17è siècle par Thomas Hobbes affirmant dans Le Léviathan, le rôle protecteur de l'Etat : « *Attendu que beaucoup d'hommes deviennent, par la suite de circonstances inévitables, incapables de subvenir à leurs besoins par leur travail, ils ne doivent pas être abandonnés à la charité privée. C'est aux lois de la République d'y pourvoir, dans toute la mesure requise par les nécessités de la nature.* »[58]. Ce débat trouvera en France un espace institutionnel lorsqu'au début du 19è siècle, l'Académie des sciences morales et politiques[59] s'en saisit. Elle encourage la réflexion publique sur la question sociale : le but revendiqué, pour ces hommes d'expérience dont les intérêts sont davantage philosophiques que pratiques, consiste à établir des cadres d'analyse de la société et des modèles susceptibles de fournir des "lois" au sens scientifique du terme. Nourris

[57] Adolphe d'ANGEVILLE, *Essai sur la statistique de la population française, considérée sous quelques-uns de ses rapports physiques et moraux*, Bourg, 1836, réédition d'Emmanuel Le Roy Ladurie, Paris/La Haye, Mouton, 1969, p 82.

[58] Thomas HOBBES, *Le Léviathan : Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la République ecclésiastique et civile*, Ed Vrin, 1971, p 369.

[59] Créée en 1795 au sein de l'Institut de France et chargée des « sciences morales et politiques », cette Classe fut supprimée en 1803 par Bonaparte, alors Premier Consul, et ses membres répartis dans les autres Classes de l'Institut. Ce fut à l'initiative de François Guizot, ministre de l'Instruction publique, que Louis-Philippe restaura l'Académie des sciences morales et politiques (ordonnance royale du 26 octobre 1832). Il s'agissait de la première institution française habilitée à couvrir le champ des sciences humaines.

des écrits d'hommes politiques, moralistes, visionnaires et maîtres à penser, les travaux de l'Académie tendent aussi à confronter la pensée à la réalité, pour donner une vision du champ social. Aussi, partant de réflexions sur les inégalités sociales, l'Académie invite à une compréhension du « paupérisme », terme qu'initient d'ailleurs certains de ses membres comme Alexis de Tocqueville, Louis-René Villermé ou Adolphe-Jérôme Blanqui. Les observations fournies à l'Académie constituent aussi de précieuses sources d'information sur la condition ouvrière du début de l'ère industrielle et marquent une étape importante dans le développement de l'investigation anthropologique, autant que dans l'émergence de la démographie et de la statistique, sciences qui ne sont pas sans rappeler la manière dont les appareils de surveillance disciplinent la société française à l'époque moderne[60]. Ainsi les considérations sur les diverses méthodes à suivre pour observer le peuple se retrouvent dans de nombreux travaux. A la demande de l'Académie de Lyon formulée en 1814 « *d'indiquer les moyens de reconnaître la véritable indigence, et de rendre l'aumône utile à ceux qui la donnent comme à ceux qui la reçoivent* », Joseph-Marie de Gérando, dans *Le visiteur du pauvre*, explique en 1820 comment distinguer la vraie de la fausse indigence et comment classer les pauvres pour désigner qui a droit au secours ; les monographies de familles de Frédéric Le Play montrent elles aussi plusieurs ressemblances avec les méthodes disciplinaires : selon la méthode de Le Play, l'existence de la famille ouvrière est considérée sous tous ses aspects, avec une accumulation de détails sur le budget de la famille.

Mais l'Académie ne se satisfait pas de la construction de modèles théoriques et de savoirs de références sur la condition sociale. Elle vise aussi à porter une critique des inégalités sociales, et notamment de la misère de la classe industrielle, et finance, sous forme de prix, des initiatives sur les moyens d'y remédier[61]. C'est ainsi à la faveur d'un prix de l'Académie qu'Alexis de Tocqueville rédige le fameux « Mémoire sur le paupérisme » en 1835, à travers lequel il invite à penser la misère en termes politiques que l'on qualifiera plus tard d'ultra-libéraux au titre de sa critique d'une éventuelle intervention de l'Etat ; alors que Jean-Baptiste Say, dans son « Catéchisme d'économie politique »[62] proposé à l'Académie en 1815, invite à une critique de l'action charitable, affirmant que le moyen de « *tirer l'indigent de la misère, de l'oisiveté et du vice, est de faciliter l'alliance des capitaux et du travail, et que l'on rend plus de services en procurant au pauvre les moyens de gagner lui-même sa subsistance qu'en lui faisant l'aumône*.». On critique l'hégémonie de l'Eglise et la suprématie de l'action caritative dans le rapport aux miséreux, et l'on invite à penser le rôle de l'Etat dans l'action de résorption de la pauvreté ; et parfois l'on s'arrange des deux dans la mesure où, comme le dit Tocqueville, « *au christianisme grâce auquel tous les hommes sont devenus égaux devant Dieu, il ne déplairait pas de voir tous les gens égaux devant la loi* ».
Aussi l'Académie discute les fonctions de la puissance publique, entre mission de répression, mission d'éducation et mission de soulagement, et que l'on soit dans le camp social ou libéral, cette ère des savants et des experts que représente l'Académie destitue le modèle de l'homme de bien, au profit de "l'homme d'état

[60] Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, 1975.
[61] Aujourd'hui encore, l'Académie décerne le prix Jules AUDEOUD, qui récompense tous les quatre ans des ouvrages, ou des institutions, établissements publics ou privés, relatifs à « l'amélioration du sort des classes ouvrières ou au soulagement des pauvres ».
[62] Jean-Baptiste SAY, *Catéchisme d'économie politique*, Paris, 1815.

philanthrope", admettant que les formes privées de charité, d'assistance ou de solidarité, ne sauraient à elles seules infléchir la misère qui gagne l'ensemble d'une classe sociale industrielle et urbaine. Par les relations et les positions qu'occupent ses membres et lauréats, l'Académie innerve alors les cercles de l'Etat et du pouvoir de ses travaux, initiant une évolution perceptible sur les représentations que l'on se fait de la structure sociale, du peuple, et des missions de service public.

L'emploi même du terme de paupérisme montre que l'on ne réduit plus la pauvreté à une somme de destins individuels, mais comme un phénomène social nouveau, que les catégories de la misère d'auparavant ne sauraient définir, non pas parce qu'il y aurait davantage de pauvres en France au 19è qu'au 18è, mais parce qu'on assiste alors à l'émergence de nouvelles formes de pauvreté, plus visibles et plus concentrées géographiquement que dans la France rurale, et mesurables en termes monétaires. La société industrielle naissante est à la source de la constitution d'une classe sociale, prolétaire et urbaine, dont le seul bien est sa force de travail, et la seule ressource le salaire qu'elle en tire et qui ne lui permet pas, souvent, de pourvoir à ses besoins vitaux. Alors qu'une partie de la bourgeoisie romantique jugée fantaisiste s'épanche sur les victimes de la misère, la pauvreté est sacrifiée à la prospérité de quelques uns et la classe ouvrière prend naissance dans des conditions d'existence pour le moins misérables[63]. Comme le note d'Angeville, il y aurait deux manières de mourir de faim : une manière isolée et factuelle, celle de l'indigent, et une manière socialisée, celle de l'ouvrier. C'est sans doute au titre de cette socialisation que les observateurs questionnent l'hypothèse d'une dette nationale à l'égard de ceux que l'on exploite abusément alors même qu'ils ne semblent pas avoir démérité du point de vue de leur condition dans la société.

Aussi L'Académie s'évertue t-elle de différencier des formes de misère, par les causes et les sujets qu'elle touche : « *La misère privée ne peut pas toujours être prévenue, parce qu'elle est quelquefois le résultat de quelque accident imprévu. Qu'un couvreur tombe du toit et s'estropie dans sa chute, sa famille se trouve aussitôt dans le besoin. Il en est de même des cas de grêle : le laboureur, riche le soir, se trouve ruiné le lendemain ; la bienfaisance la plus vigilante ne peut rien pour détourner de pareils malheurs ; son rôle se borne à les réparer. La misère privée n'est qu'un malheur du second ordre, si on la compare à la misère publique. Non seulement elle se borne à quelques individus, au lieu d'englober des populations tout entières, mais pour ces individus même, elle est moins désespérée puisque chacun peut concourir à la soulager. Dans le cas de la misère publique au contraire, chacun demande au lieu d'offrir. C'est donc la misère publique qu'il est nécessaire et possible de détourner par des moyens préventifs.* »[64]. Et l'Académie entend bien participer à l'action de résorption de cette misère publique, en apportant des réponses techniques dans les domaines de la situation de l'ouvrier au travail, des revenus de substitution, et de la vie hors travail, qui constitueront les trois grands champs d'intervention de l'assistance publique tout au long du 19è siècle.

Les positions idéologiques portent aussi, dans de nombreux débats publics, sur la question des éléments constitutifs de la société susceptibles de bénéficier du devoir

[63] En 1812, la durée de vie moyenne dans les familles ouvrières des industries cotonnières de Mulhouse était évaluée à 25 ans, 9 mois et 12 jours ; descendue à 21 ans et 9 mois en 1827. Edouard DOLLEANS, *Histoire du mouvement ouvrier*, Editions Armand Colin, 1947.

[64] Ferdinand d'ESTERNO, *De la misère, de ses causes, de ses effets, de ses remèdes*, Paris, chez Guillaumin, 1842. Lauréat d'une Bourse de l'Académie.

d'assistance : les individus, les familles, les communautés locales ? On débat sur la collectivité de référence de la personne, et sur les éléments qui déterminent les individus dans leur besoin d'assistance. On évoque la question du sujet bénéficiaire, comme pour établir une première hiérarchie des individus en fonction de leur statut dans la structure familiale et sociale, et des valeurs dont il peut (et parfois doit) être pourvu. L'enfant vient en priorité, et d'abord l'orphelin, autant parce qu'on l'estime plus vulnérable que parce qu'on le sait plus disposé naturellement et plus disponible culturellement au changement par l'éducation. La mère ensuite, et d'abord la veuve parce qu'elle n'a pas choisi son isolement, encore que parfois l'on en soupçonne certaines d'avoir causé pour part la perte de leur époux en n'ayant pas su le tenir dans le bon chemin de l'honnêteté et de la sobriété. Le miséreux enfin, et plus seulement l'invalide comme le prévoyait l'administration royale, même si la limite entre les conditions d'existence de certains ouvriers et de certains indigents, du point de vue des revenus et des niveaux de vie, n'est pas toujours bien claire, car « *le fait qu'un pauvre soit pauvre ne veut pas dire qu'il appartienne à la catégorie des pauvres. Il peut être un commerçant, un artiste ou un employé pauvre, mais il demeure dans la catégorie (commerçant, artiste, employé), définie par une activité ou une position spécifique » (…) « ce n'est qu'à partir du moment où ils sont assistés - ou peut être dès que leur situation globale aurait du exiger assistance, bien qu'elle n'ait pas encore été donnée- qu'ils deviennent membres d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne demeure pas uni par l'interaction de ses membres, mais par l'attitude collective que la société, en tant que tout, adopte à leur égard* »[65].

Enfin, ces débats sur la question du sujet social, bénéficiaire ou pas de l'assistance, sont aussi structurés par ceux sur la question de la citoyenneté, plus conflictuels dans cette époque qui voit se succéder les gouvernements, monarchiques et républicains, et s'affronter les courants de pensée traditionalistes, libéraux et socialistes. La relation d'assistance est asymétrique par nature : l'Etat a le devoir d'aider les pauvres, mais il n'existe pas de véritable droit des pauvres à être aidés, et ceux-ci se trouvent exclus de la communauté politique. La charte de 1831 fixe en effet les limites de la participation citoyenne : on est électeur à 25 ans si l'on paye 200 francs d'impôts, à 30 ans si l'on contribue à hauteur de 500 francs. Ceux qui n'ont dès lors pas accès à la participation publique, notamment par le vote dont les notables se réservent le droit, trouvent pourtant quelques sympathies auprès d'un côté des libéraux républicains ou socialistes réunis au sein des sociétés secrètes internationalistes, de l'autre de certains catholiques contrariés par la vassalité de l'église vis à vis des pouvoirs publics depuis la menace de séparation d'avec l'état[66] et des relais d'expression dans la presse indépendante de l'époque. La revue « l'Avenir », fondée en 1830 par l'Abbé Félicité de Lamennais (passé du royalisme ultramontain au libéralisme) et le Dominicain Henri Lacordaire, appellent à la liberté de culte, de conscience, de presse, d'association, au suffrage universel, à l'abolition de la peine de mort, et invite le catholique, laïc ou religieux, à se faire le confident et le protecteur du peuple opprimé. Cette revue sera rapidement condamnée par le pape Grégoire XVI et l'encyclique « Mirari Vos » de 1832. Le journal « l'Atelier », fondé en 1840 par des ouvriers accompagnés de gens lettrés et de religieux -dont encore

[65] Georg SIMMEL, *Les pauvres*, PUF, 1998.
[66] Baron de MOROGUES, *De la misère des ouvriers et de la marche à suivre pour y remédier*, Huzard, 1832.

Lamennais- expose ses revendications[67] : un minimum salarial et de meilleures conditions de travail, le droit de vote pour tous et celui à l'association. Ce faisant, les rédacteurs de l'Atelier exerceront une profonde influence sur la pensée sociale du 19è siècle, et notamment l'idée, soutenue par Louis Blanc, que l'Etat doit prendre l'initiative d'organiser les formes d'association et de coopération, de même que le travail en général.
La bourgeoisie industrielle, elle aussi, compte aussi en ses rangs quelques réformateurs tels que le Comte Armand de Melun, fondateur d'une sorte d'ONG d'avant-garde dénommée « Société d'économie charitable », ou encore les industriels Koechlin (qui construira des logements salubres pour ses ouvriers en 1835) ou Harmel (qui établira une mutuelle des ouvriers de ses entreprises en 1840, prémices de ce que seront plus tard les allocations familiales).
Et déjà s'esquissent les affrontements idéologiques qui alimenteront toute l'histoire du militantisme social, entre un courant catholique en rupture avec la hiérarchie cléricale conservatrice mais se méfiant aussi des idées révolutionnaires, et un courant socialiste qui envisage la réforme sous l'égide d'une internationale prolétaire. Les premiers inscrivent leurs activités dans la complémentarité de l'action publique, se situant idéologiquement dans des formes d'opposition au pouvoir public et à la hiérarchie de l'Eglise qui ne remettent cependant pas en cause le système d'action sociale institutionnel ; les seconds seraient plutôt dans l'opposition, allant jusqu'à proposer des formes autonomes et alternatives de gestion du social. De fait, de par son caractère consensuel favorable à l'idéologie dominante française, le courant du catholicisme social sera le plus représenté dans l'histoire du militantisme social, allant jusqu'à trouver de puissants relais et partenaires dans l'appareil d'état.

2.1. La doctrine sociale catholique

Tout au long de l'histoire du christianisme, des croyants, engagés dans la vie de la cité, ont eu à cœur de témoigner leurs bienfaits pour les plus faibles, pauvres, étrangers, esclaves, infirmes, malades…, par des œuvres de charité, d'éducation, confréries ou corporations. L'enseignement social que l'Eglise catholique entend élaborer, en partant des vérités divines révélées qui lui appartiennent en exclusivité, ne saurait pas être considéré comme un « système » de société, élaboré à partir d'une vision philosophique du monde, mais comme une *déclaration des implications sociales de la foi religieuse*[68], selon les principes assomptionnistes, hérités de Saint Augustin : « *L'annonce de Jésus-Christ est inséparable de la promotion de tout l'homme dans la justice, l'amour et l'unité. Toutes nos activités seront animées d'un esprit social, doctrinal, œcuménique* ». (R.V. n° 16). L'esprit social se substitue à l'esprit religieux, l'action à la prière. Il s'affirmera dans la définition d'une nouvelle « démocratie chrétienne », précisée par Léon XIII dans l'encyclique *Graves de communi* (1901): « *Sans doute, la démocratie, d'après l'étymologie même du mot et*

[67] Les journaux d'opposition exerceront un rôle majeur jusqu'à la fin du 19è siècle, en l'absence de partis politiques suffisamment organisés pour avoir cette fonction. Cf. Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable, histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, 1998.
[68] Jean-Yves CALVEZ, Jacques PERRIN, *Eglise et société économique, L'enseignement social des papes de Léon XIII à Pie XII*, Montaigne, 1961.

l'usage qu'en ont fait les philosophies, indique le régime populaire ; mais dans les circonstances actuelles, il ne faut l'employer qu'en lui ôtant tout sens politique et en ne lui attachant aucune autre signification que celle d'une bienfaisante action chrétienne parmi le peuple. En effet, les préceptes de la nature et de l'Evangile étant, par leur autorité propre, au-dessus des vicissitudes humaines, il est nécessaire qu'ils ne dépendent d'aucune forme de gouvernement civil ». Aussi cette doctrine vise t-elle à amender le régime libéral autant que le socialisme utopique en tant que propositions politiques partisanes. Pour autant, il ne s'agit pas d'exclure de la doctrine les analyses sociales, politiques et économiques, de la condition des hommes sur terre. Bien au contraire : cette analyse est nécessaire à la construction de modèles de rapports sociaux dans lesquels les hommes sont engagés. Et ces rapports -les chrétiens sociaux ne le négligent pas- sont déterminés par un ensemble de situations matérielles et politiques. En ce sens, cette doctrine sociale s'oppose à la hiérarchie de l'Eglise pour qui le précepte sacerdotal entend la condition humaine, passage terrestre éphémère, donnée par Dieu et devant être acceptée comme telle. La doctrine sociale catholique entend au contraire préciser la forme et la fonction que doivent emprunter les structures essentielles de l'espace économique et politique, comme prolongement de l'invitation à charité faite à tout chrétien. Et elle entend le préciser, dans tous les cas, autour de la notion de dignité de la personne humaine comme frère du Christ et image de Dieu. A ce titre, la dignité humaine revêt dans la religion chrétienne un caractère absolu qui trouve ses fondements dans un rapport spirituel au mystère ; mais elle ne saurait pour autant être inaccessible à l'homme dans ses rapports aux autres hommes. Il s'agit donc, dans cette perspective, de déterminer les valeurs de l'homme concret et les enjeux de la vie sociale et proposer des solutions propres à l'Eglise visant à l'égalité de tous, devant les hommes comme devant Dieu.

Dans la société industrielle naissante, les chrétiens sociaux invitent alors à résoudre les questions sociales issues de l'industrialisation, et à améliorer le sort des classes laborieuses sans attendre que l'Eglise s'engage sur ce sujet, puisque, comme Dieu, les hommes ne sauraient être indifférents et neutres face à la misère des autres. C'est ainsi qu'en 1845, Mgr Giraud, évêque du Nord, voyant les conditions de travail des femmes et des enfants dans les industries, écrit : « *La religion protestera contre cette oppression de la faiblesse de l'âge et de la faiblesse du sexe qui contraint des parents à immoler, le jour et la nuit, leurs fils et leurs filles aux démons de l'usine et de la fabrique. Elle protestera contre cette exploitation de l'homme par l'homme, qui spécule sur son semblable comme sur du vil bétail, ou comme sur un agent de pur instrument de production qui calcule froidement jusqu'à quelles limites on peut ajouter à sa tâche sans qu'il tombe écrasé sous le poids. Elle ne transige pas plus avec la traite des blancs qu'avec la traite des noirs, qu'avec la traite de toute créature faite à l'image de Dieu* »[69]. On parle ici de religion, et pas de hiérarchie cléricale, et l'on propose des thèses qui ne sont pas sans rappeler celles du futur marxisme. Aussi, en se présentant sous des traits réformistes, le courant du catholicisme social du 19è siècle conteste autant l'unique volonté divine reconnue par la hiérarchie cléricale n'ayant pour pendant que la charité et l'aumône, que le recours à la loi qui interdit toute corporation professionnelle[70] susceptible, selon leurs vues, de permettre à des d'ouvriers de mieux faire face collectivement à leur condition misérable.

[69] Archives Musée Social.

[70] La loi Le Chapelier des 11 et 17 juin 1791 voulant libérer l'ouvrier des sévères règlements corporatifs plaçait aussi celui-ci en face à face avec le patron.

Ce courant réunit, au 19è siècle, des religieux comme des membres de la bourgeoisie rurale ou industrielle, et de l'ancienne noblesse[71], soucieux de restaurer la chrétienté dans une classe ouvrière qui en fait peu cas, autant que d'apporter un soutien charitable aux nécessiteux. En France, plusieurs de ces personnalités progressistes conduisent à la prise en compte du paupérisme, dont Lamennais[72], que le clergé traite de révolutionnaire et qui reste l'un des idéologues les plus importants de la mouvance de l'humanitarisme démocratique, Alban de Villeneuve connu pour son traité de l'Economie politique chrétienne[73], mais surtout l'avocat Frédéric Ozanam[74] qui crée la Société Saint-Vincent de Paul en 1832 puis fonde avec Buchez[75] le journal L'Ere nouvelle, et qui réunit les courants du catholicisme libéral (porté par Lacordaire, Maret ou de Coux) et du catholicisme social, qui réconcilie les projets politiques et sociaux, et qui invite ensembles, religieux et laïcs. En plus d'invoquer la réciprocité de services entre la société et les travailleurs qu'avaient développé les encyclopédistes, Ozanam ouvre le champ de l'action catholique, jusque là redouté par ces derniers autant que par l'église. Frédéric le Play l'abonde avec sa théorie de la liberté patinée à la mode anglo-saxonne de paternalisme et de décentralisation, mais surtout fonde une méthode d'observation sociologique chère aux militants sociaux.

Issus de milieux fortunés et bien nés, ils usent de leur notabilité et de leurs influences, autant que de leur représentativité électorale pour certains, pour innerver de leurs idées les milieux du pouvoir. On parle de travail, comme valeur ordonnée au bien de l'homme et à sa dignité ; de solidarité, de subsidiarité et d'assistance, comme vertus individuelles et collectives ; de droit à la propriété et de devoir de partage ; et on en appelle à la justice et à la protection sociales. Nombre d'entre eux s'en réfèrent au Nouveau Christianisme de Saint Simon[76], publié en 1825, dont ils critiquent violemment les thèses anticléricales, mais retiennent le « *principe que Dieu a donné aux hommes pour règle de leur conduite, et selon lequel ils doivent organiser leur société de la manière qui puisse être la plus avantageuse au plus grand nombre ; ils doivent se proposer pour but, dans tous leurs travaux, dans toutes leurs actions, d'améliorer le plus promptement, et le plus complètement possible, l'existence morale et physique de la classe la plus nombreuse.* »[77]. Et c'est encore à Saint Simon que l'on a recours pour faire « *comprendre à tous les hommes ayant de la bonne foi et de bonnes intentions que si toutes les institutions étaient dirigées vers le but de l'amélioration du bien-être moral et physique de la classe la plus pauvre, elles feraient prospérer toutes les classes de la société, toutes les nations, avec la plus grande rapidité possible.* »[78].

---

[71] On retiendra notamment les Conférences de Saint Vincent de Paul, fondées en 1833 par Frédéric Ozanam qui regroupent au milieu du 19è siècle plus de 30000 personnes issues le plus souvent de la noblesse et de la bourgeoisie, qui s'efforcent d'apporter aux pauvres secours matériels et catéchisme.

[72] Hugues Félicité Robert de Lamennais (1782-1854), dont le nom de famille était originellement La Mennais, issu de la petite noblesse récente, fut ordonné prêtre en 1812.

[73] Alban de Villeneuve, *Economie politique chrétienne*, Paris, Paulin, 1834, 3 vol.

[74] Frédéric Ozanam (1813-1853), fils d'un médecin et d'une fille de négociants lyonnais, il suit des études de philosophie, de lettres et de droit, et fréquente les salons littéraires de Montalembert, Chateaubriand ou Lamartine. Il obtiendra en 1840 la chaire de littérature étrangère en Sorbonne.

[75] Philippe Joseph Buchez (1796-1865), fils de commissaire du directoire, docteur en médecine, adepte de Saint-Simon puis socialiste chrétien.

[76] Claude-Henri de SAINT-SIMON, *La physiologie sociale*, Œuvres choisies par Georges Gurvitch, Presses universitaires de France, 1965.

[77] Saint Simon, *ibid*.

[78] Saint Simon, *ibid*.

Dans l'attente d'une politique sociale d'Etat systématique, les initiatives privées se multiplient. À partir de 1840, Buchez[79], tout en participant activement au journal l'Atelier, « *organe des intérêts moraux et matériels des ouvriers* », se consacre à l'activité pratique. Il développe un projet fondé sur des coopératives ouvrières de production formées sur la base d'un capital inaliénable et indissoluble, et susceptibles, en se développant, de rassembler un « capital ouvrier » sur lequel la classe laborieuse pourra s'appuyer. Cette initiative, bien qu'éphémère, n'en est qu'une parmi les très nombreuses, de type associatif et collectiviste que développeront les membres du courant catholique social, car après la reconnaissance de la question ouvrière comme question sociale, vient la volonté d'y remédier. Le catholicisme social ne prend pas son parti des enseignements de l'Eglise, et ne croit pas irrémédiable, pas plus qu'il ne la justifie, la misère des ouvriers. Ses militants se revendiquent d'exigences morales chrétiennes et des droits de la personne, refusant d'accepter les thèses libérales économiques qu'ils accusent d'être à la source de la misère de la classe industrielle. Sur ce point, ils rejoignent les thèses socialistes qui participent de cette critique du libéralisme. Pour autant, ils s'en différencient radicalement notamment sur la question de la propriété individuelle à laquelle ils restent profondément attachés et dont le droit est contesté par les socialistes. De même qu'ils rejettent les théories révolutionnaires du fait de leur postulat matérialiste, de leur acceptation de la lutte de classes et de l'utilisation de la violence pour substituer à l'ordre capitaliste une société plus juste. Mais pris dans ces tensions politiques, et bien identifiés par le peuple comme des aristocrates (qu'ils étaient en effet pour la plupart), les premiers militants du catholicisme social trouvent peu d'échos à leurs intentions et leurs actions dans les milieux ouvriers même. Par surcroît, après la révolution de 1848, l'Église catholique instituée et qui s'opposait aux thèses du catholicisme social, devient en France, par peur du socialisme, un solide pilier de l'ordre établi. Pendant quelques décennies, les défenseurs du catholicisme social s'oublient dans des dissensions internes et des discussions politiques, même si l'on voit se multiplier les oeuvres de bienfaisance, presque toutes confessionnelles, fortement encouragées par l'impératrice. Louis Napoléon lui-même se dote d'une fondation à des fins d'oeuvres sociales. En 1862, une délégation d'ouvriers élus au sein des différents corps de métiers représente la France à l'exposition universelle de Londres : ils reviennent de ce voyage forts des témoignages d'exilés français de 1848, et des récits sur les conditions de travail des ouvriers anglais, plus favorables qu'en France. Quelques lois[80] améliorant les conditions de travail et de vie des ouvriers sont adoptées, mais la plupart des questions sociales restent traitées par la répression.

Ce n'est qu'après la guerre et la Commune de 1871 qu'Albert de Mun[81], Léon Harmel[82] et René de La Tour du Pin[83], redonnent de la cohérence et des objets

[79] Philippe BUCHEZ (1796-1865), médecin et fervent défenseur de la doctrine sociale, auteur de l'*Essai d'un traité complet de philosophie au point de vue du catholicisme et du progrès* (1839-1840)

[80] la création de la première caisse nationale de retraites (1850), la caisse nationale d'assurances contre les accidents du travail (1868), la création du service médical gratuit dans chaque département (1852-54), le droit de coalition dans les corps de métier (1864)…

[81] Albert de Mun (1841-1914). Officier de cavalerie, il quitta l'armée après la guerre de 1870 pour s'occuper de politique et fit partie de toutes les législatures de 1876 à 1902, tentant de « *contraindre à l'équité par la voie législative ceux qui ne veulent renoncer à leurs privilèges* ».

[82] Léon Harmel (1829-1914). Il prend à 25 ans la suite de son père dans la direction de sa filature de Val-des-Bois et en fait un modèle d'œuvres sociales ouvrières. Il est l'auteur du Manuel d'une corporation chrétienne (1876)

[83] René, marquis de La Tour du Pin Chambly de La Charce (1834-1924). Officier, il rencontra Albert de Mun à Metz, où ils étaient prisonniers en 1870, avec qui il milita pour l'Église et les classes populaires.

d'action au mouvement des catholiques sociaux, suivants leurs « maîtres » allemands, dont en particulier l'évêque de Mayence, Ketteler, député au Reichstag, et dont l'ouvrage sur « la question ouvrière et le christianisme »[84] a décidé de leur vocation sociale. Devant la gravité et l'urgence de la question sociale autant que le péril révolutionnaire attesté lors de l'insurrection de la Commune, la vocation sociale d'un certain nombre d'aristocrates et d'industriels catholiques se fait jour. Ils s'en font une obligation de conscience : « sociaux parce que catholiques » selon le mot d'ordre proposé à l'Association catholique de la jeunesse française, et critiquent, comme leurs prédécesseurs, autant la thèse libérale qui atteste des maux de l'industrialisation comme d'une fatalité, que la doctrine théologique de l'Eglise qui réduit le fait religieux charitable à l'action individuelle. Pour ces nouveaux catholiques sociaux, la charité traditionnelle est impuissante à résoudre la question que pose l'industrialisation : elle peut atténuer des souffrances, éveiller des vocations, mais pas changer l'ordre des relations, d'une part entre l'Eglise et les ouvriers, d'autre part entre les puissants et les nécessiteux.
De Mun, Harmel et La Tour du Pin donnent une nouvelle impulsion au mouvement du catholicisme social en fondant l'Oeuvre des cercles catholiques ouvriers en 1871, qui réunira jusqu'à 37500 ouvriers et 7600 membres d'élites dans près de 375 Cercles en France[85]. Ces cercles visent à associer patrons et ouvriers dans des réunions où l'on débat des conditions de travail comme de vie, autant que l'on élabore des moyens coopératifs de pallier aux difficultés des familles ouvrières. Le droit d'association, le droit de grève, le salaire minimum, l'interdiction du travail des enfants, sont autant de propositions destinées à rendre à l'homme sa dignité en intégrant au monde du travail la morale chrétienne. Accompagnés d'une partie du patronat chrétien et souvent paternaliste, notamment dans le Nord de la France, on s'occupe aussi, dans l'Ouvre des cercles, d'instruction et d'assistance et l'on construit, au sein des cités ouvrières, des écoles, des logements et des infirmeries, autant que l'on crée des systèmes privés d'allocations familiales, de caisses d'assistance maladie ou invalidité. Mais surtout, dans ces premières tentatives de ce que l'on pourrait qualifier d'action sociale, l'outil privilégié qui sert de support à l'amélioration des conditions de vie de la classe industrielle devient le logement, comme réponse à la nécessaire moralisation du peuple. Mais comme réponse aussi à une conception nouvelle du *familiarisme*, dans laquelle les rôles et les places se divisent et se hiérarchisent et où l'enfant devient un « *bien précieux, parce que rare, au sein de cette intimité, tout juste découverte* »[86].

S'inspirant des enseignements de Proudhon, certains évoquent la création d'un habitat collectif ou communautaire, un collectivisme de l'habitat ouvrier. Le mot clef, c'est l'hygiénisme, au travers duquel l'objectif est de régler la question des équilibres notamment entre promiscuités prohibées et proximités obligées. La première étape consiste donc à réaliser, spatialement, la séparation des corps. Des corps qui doivent prendre de la distance, mais à la condition inverse que les relations et les sentiments en deviennent plus intenses : on dispose, contre la contagion des corps malades ou vicieux, des espaces sains et moralisés, et l'on construit des logements où les densités sont redistribuées selon des fonctions. On sépare les objets ou les déchets, on distancie les personnes au sein du foyer, incitant

---

Penseur du catholicisme social, il dénonça le libéralisme dans la revue mensuelle l'*Association catholique* (1874-1891), et situa dans le régime corporatif la manifestation de l'idéal chrétien.
[84] Mgr KETTELER, évêque de Mayence, *La question ouvrière et le christianisme*, Paris, 1864.
[85] Patrick CABANEL, Militants catholiques (XIXè et XXè siècles), in M.I.R.E.H.C. n°4, 2000.
[86] Liane MOZERE, *Micropolitiques et changement social*, Synthèse des travaux pour l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction de Eugène Enriquez, Université de Paris VII, 1993, p 77.

parents et enfants à revoir leurs proximités selon un modèle de répartition disciplinaire que rappelle Michel Foucault : « *à chaque individu sa place ; à chaque emplacement un individu* »[87]. Les densités, dans ce nouvel espace que la famille habite, sont ainsi déplacées, et les déviances évitées, « *les modes de circulation s'en trouvant profondément modifiés, tout comme, bien évidemment, les modes de relations entre les personnes et de socialisation des enfants* »[88].

Ces conceptions d'un logement nouveau font suite à celles déjà érigées en 1848 par la Société des cités ouvrières de Paris qui avait été créée sous la direction de Chabert, et la surveillance de Louis Napoléon Bonaparte, de Benjamin Delessert[89], et de l'abbé Deguerry[90]. Mais une seule réalisation affirmait radicalement, à l'époque, ces idéaux : le Phalanstère de Rochechouard, inspiré de la doctrine de Charles Fourier[91], et construit par l'architecte Gabriel Veugny. Dans la cour-jardin, on va chercher l'eau à une borne-fontaine. L'espace y est en partie sablé, en partie planté d'arbres avec une corbeille de verdure, un jet d'eau et une lanterne à gaz branchée sur l'usine voisine. S'adjoignent des services communs : lavoir, séchoir, établissement de bains, salle d'asile, école primaire, de même qu'un médecin est attaché à l'établissement. Le phalanstère est déjà une utopie de la ville dans la ville : il préfigure le modèle disciplinaire du logement social -construire, éduquer, sélectionner- autant qu'il accomplit l'idéal hygiéniste -régler le jeu des distances et des proximités, distribuer les corps, organiser les circulations et les rencontres[92].
En 1877 Godin, l'un de ces industriels engagées dans le catholicisme social, fonde un « palais social » : le Familistère. S'installer au *Fami*, disait-on à l'époque, c'était changer radicalement sa vie. Un petit livre rouge en expliquait le bien fondé. Autodiscipline, et mise à l'index des fauteurs de trouble ; protocole moral sous l'emprise de l'autorité morale de Godin lui-même, qui écrit en 1879 : « *la chute considérable du taux de naissances illégitimes par rapport à celui de la ville donne une idée de la rigueur morale qui règne au familistère* ».
Quant à l'industriel Meunier, il fait édifier aux abords de son entreprise de Noisiel en 1874, une cité pavillonnaire sur vingt hectares, regroupant 1700 personnes. L'idée de cité pavillonnaire avait été développée par Le Play[93] à partir d'une conception de l'inconduite : *« Le père est presque toujours éloigné du foyer par les obligations du travail ou la recherche de plaisirs égoïstes et grossiers. La mère, abaissée à la condition d'ouvrière déserte également le foyer, soit qu'elle s'adonne à la prostitution, soit qu'elle supporte le poids d'un rude travail : d'où la nécessité de limiter les effets du vice et de l'imprévoyance par l'accès à la maison isolée, l'une des convenances de toute civilisation.* ».

Mais ces initiatives sociales ne relèvent pour autant pas du seul altruisme désintéressé. Car ces réalisations utopiques, nombreuses au 19è et début du 20è siècles, participent d'une stratégie disciplinaire qui vise autant à sédentariser

---

[87] Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir*, Gallimard, 1975, p 144.
[88] Liane Mozère, *ibid*.
[89] inventeur des caisses d'épargne.
[90] curé de l'église de la Madeleine à Paris.
[91] Fourier (1772-1837), philosophe et économiste. Phalanstère : groupes humains harmonieusement composés en vue de procurer à chacun le bien être par le travail librement consenti.
[92] Lion MURARD, Patrick ZYLBERMAN, *Le petit travailleur infatigable, ou le prolétaire régénéré*, Recherches, 1976, p98-99.
[93] Frédéric Le Play (1806-1882). Il s'opposa au socialisme autant qu'à l'individualisme libéral et tenta de donner à la question sociale des solutions de type familial, notamment par le logement. Auteur notamment de : *les Ouvriers européens*, 1855; *la Réforme sociale*, 1864.

qu'à moraliser la classe ouvrière. Comme l'Eglise catholique d'occident avait, au Moyen Age, développé l'installation d'un clergé régulier, devant suivre les règles de stabilité, de pauvreté et de chasteté qui participeraient à la purification des clercs et au développement des richesses et des biens de l'Eglise, les patrons voulaient aussi stabiliser leur main d'œuvre et la moraliser. La ville, milieu corrupteur par excellence, pouvait devenir un milieu correcteur : il fallait pour cela fixer une main d'oeuvre prolétaire autour de la fabrique, et l'éloigner des vices. Les cités minières et ouvrières seront ainsi de véritables laboratoires pour une politique de l'assujettissement des corps et des passions[94] : on ramène l'ouvrier vers l'habitat, qui devient aussi obligatoire qu'attrayant puisqu'on lui fournit un logement attaché à l'emploi, des équipements attachés au logement (écoles, églises, dispensaires…) ; on le désintéresse du cabaret et de la rue en l'invitant, au sein du foyer, à découvrir et apprécier l'intimité, notion nouvelle associée à la vie de couple et de famille.

Une stratégie d'assujettissement qui s'étend à la plupart des rapports, paternalistes, entre patrons et ouvriers : les aides alimentaires qu'organisent certains patrons en période de crise masquent parfois des réductions de salaires. Les prêts d'argent que d'autres consentent à leurs ouvriers sont critiqués jusque dans les réunions de la Chambre des Pairs et du Conseil des Manufactures car, profitant d'une loi qui les autorise à retenir le livret de l'ouvrier[95] qui leur doit de l'argent, certains fabricants tiennent leurs salariés dans la dépendance. De plus, au sein de la plupart de ces œuvres sociales, la discipline est sévère, comme dans les foyers fondés par Leclaire[96]. Dans un courrier adressé en 1872 à son collègue Audiganne[97], il écrit : "*Dans notre maison, les ivrognes se corrigent ou ils se suicident ! Quatre ont déjà fait ainsi, et si on n'était pas arrivé à temps pour un autre, il y en aurait eu cinq. Ce père de famille, je dois le dire à sa louange, s'est réellement corrigé.*". Et il précise en conférence qu'il vaut mieux lier la participation aux bénéfices à l'amélioration de la productivité, que d'accorder des aides : "*J'ai compris qu'il valait mieux gagner plus en intéressant dans mes bénéfices ceux qui me venaient en aide, que de gagner moins en ne les y intéressant pas. Les ouvriers, sinon, ne font que les 2/3 de ce qu'ils pourraient faire.*"[98].
Il est vrai que les ouvriers s'opposent souvent à tout ce qui ressemble de trop près au paternalisme. Ils se méfient des dons, préfèrent des augmentations de salaire ou l'intéressement aux bénéfices, aux aides patronales. Lorsqu'un chef d'entreprise veut, pour lutter contre la vie chère, prendre en charge la production de pain ou la distribution de produits alimentaires, les ouvriers résistent. A la retraite, ils refusent d'aller vivre dans les asiles que des industriels prévenants ont construit pour eux, et beaucoup préfèrent leur famille, même dans la misère. Et préfèrent aussi, comme le montre ce récit de Pierre Bruno, contremaître d'ajustage à Paris en 1892, l'organisation collective entre ouvriers et voisins à l'intervention paternaliste du patron : « *On a fait ces jours derniers, dans l'usine où je travaille, une quête en faveur d'un ouvrier, père d'une nombreuse famille, tout à coup cruellement frappé par un malheur imprévu. Ses enfants, au nombre de quatre, avaient été en même temps*

[94] Lion MURARD, Patrick ZYLBERMAN, *ibid*.
[95] La loi du 14 mai 1851 prévoit que les avances faites par le patron à l'ouvrier peuvent être inscrites sur le livret et que la retenue ne peut excéder le dixième du salaire. De reconnaissance de dettes, le livret devient outil de police administrative et de contrôle des populations.
[96] Jean Leclaire (1801-1872), créateur de la première société de secours matériel pour les ouvriers et précurseur de plusieurs lois sociales.
[97] A. Audiganne, auteur notamment de *La lutte industrielle des peuples*, Capelle, 1868 ; et des *Mémoires d'un ouvrier de Paris*, Charpentier et Cie, 1873.
[98] Leclaire, Conférence de la Sorbonne, 1869.

atteints de la rougeole. Déjà sa demeure ressemblait à un hôpital ; mais voilà que sa femme, au milieu de tant de tourments, vient de donner le jour à un cinquième enfant, qui a été pris, presque aussitôt après la naissance, ainsi que la mère elle-même, de l'affection régnante. (…) Si économe qu'on soit, il y aura nécessairement des frais exceptionnels à couvrir. Le produit de notre petite quête y était destiné. Il a été doublé par le patron. (…) Le patron voulait que l'ouvrier restât chez lui, pendant une semaine, en touchant son salaire. On a objecté, non sans raison, que ce serait peut être aller contre l'intérêt de la famille. Dans le voisinage, on compterait sur sa présence, sans qu'il pu en réalité être fort utile aux siens. Accoutumé lui-même à de rudes exercices et à un mouvement continuel, il serait bientôt embarrassé de sa personne. D'après cette réflexion, on a résolu de laisser les choses aller comme elles vont, sauf à compenser l'avantage d'une autre façon. (…) Voilà ce qui se rencontre, à tout moment, dans la vie des ouvriers. Il y a place, chaque jour, pour l'entraide mutuelle. »[99]
Certes, l'entraide fait partie du quotidien des familles ouvrières ; mais surtout, les ouvriers s'opposent à l'aspect coercitif des caisses de secours gérées par le patronat qui prolongent jusque dans la vie privée la discipline de la fabrique. Car les secours mutualistes s'accompagnent, le plus souvent, de règlements et de « catalogues d'interdits » qui engagent la morale de l'ouvrier, et la surveillance du patron. Il ne s'agit dès lors plus de droits au secours, mais de conditions morales à être secouru, comme le montrent les statuts des sociétés : « *Tout ouvrier malade ou blessé perd ses droits aux allocations: 1. s'il fréquente les cabarets. 2. s'il se livre à un travail rétribué. 3. si la maladie provient d'ivresse ou de débauche. 4. si la maladie ou la blessure est la conséquence d'une rixe…* »[100].

Ces initiatives patronales sont également contestées par les socialistes qui en critiquent le paternalisme et voient, notamment dans les initiatives patronales de logement privé, des formes d'enchaînement des ouvriers à la fabrique et au patron par un titre de propriété payable en annuités. Les révolutionnaires marxistes sont encore plus radicaux : « *Pour mettre fin à cette crise du logement* » écrit Engels « *il n'y a qu'un seul moyen : éliminer purement et simplement l'exploitation et l'oppression de la classe laborieuse par la classe dominante* »[101].

Malgré les critiques et le peu d'adhésion de la classe ouvrière, les expériences collectivistes, qu'elles prennent forme dans le logement même, dans l'aménagement des cités ouvrières ou celui du cadre de vie, se multiplient dans ce dernier quart du 19è siècle, à l'initiative d'industriels sensibles aux idées sociales et souvent engagés dans l'Oeuvre des Cercles, accompagnés de jeunes militants de l'ACJF (Action catholique de la jeunesse française) que fonde De Mun en 1880 et qui, jusqu'à sa dissolution en 1956, fédèrera tous les mouvements de jeunesses catholiques. On aurait pu penser que les critiques de principe à l'égard de ce paternalisme patronal, de même que le rejet de la part des destinataires de ces œuvres, auraient tôt fait de décourager les philanthropes. Voire les auraient incité à rejoindre les défenseurs de l'ultra libéralisme -majoritaires dans les milieux patronaux de l'époque-, très critiques à l'égard de la philanthropie patronale qui, selon eux,

[99] In A. AUDIGANNE, *Mémoires d'un ouvrier de Paris 1871-1872*, Charpentier libraire-éditeur, 1873, p 148-149.
[100] Société de secours mutuels de la compagnie des forges de champagne (1889), cité par Lion MURARD, Patrick ZYLBERMAN, *ibid*, p161
[101] Friedrich ENGELS, *La question du logement*. Ed Sociales, 1969, p 12. (première édition en 1872)

tient du féodalisme et préfigure une sorte de « fin du marché du travail »[102] ; ou ceux du catholicisme traditionnel, dont ils sont issus, et qui s'en remet à l'aumône privée pour soulager la misère de ses maux. Il n'en n'est rien ; et même cet esprit social qui invite le grand bourgeois, entrepreneur, notable ou intellectuel, à se soucier de la misère de ses concitoyens, voire de ses propres employés, fait des adeptes. Car en effet, bien au-delà du salut de son âme que gagne le chrétien charitable, et de l'autorité obligeante ou soumise qu'exerce le patron régulier ou le notable bienfaiteur, le militant social, parce qu'il exerce la philanthropie en donnant de sa personne et pas seulement de son bien, et qu'il en défend le bien fondé universel au-delà de ses intérêts matériels, est susceptible de gagner le respect, l'estime et la considération autant de ses pairs qui peuvent critiquer le sens de son action mais pas son dévouement à la cause, de ses subordonnés qui peuvent refuser le geste mais pas l'intention, et de l'institution (étatique ou cléricale) qui peut réfuter le bien fondé de l'argument mais pas refuser de l'entendre. En ce sens, l'esprit des catholiques sociaux issus de milieux bien nés participe de bien plus que d'une stratégie de développement de leur position économique ou notabiliaire.

Car ces militants, nombreux dans tous les pays industrialisés d'Europe, ne s'en tiennent pas à penser et agir dans un esprit social dans le cercle restreint de leur activité économique, politique ou scientifique : ils entendent aussi proposer un modèle de société, reposant sur la conviction que le catholicisme possède la clé de l'organisation de la société, et que l'Église a compétence pour définir l'ordre idéal, de même que l'Etat est qualifiée pour réaliser et gérer les formes de l'assistance publique. Aussi vont-ils s'employer à étendre leur doctrine sociale à une application institutionnelle d'une part, et une reconnaissance de la hiérarchie catholique d'autre part. De ce point de vue, leur influence est déterminante, et l'on mesure le chemin parcouru par la hiérarchie catholique lorsqu'en 1891 le pape Léon XIII, dans un document solennel d'une portée considérable, l'encyclique *Rerum Novarum*, expose ce qui s'appellera désormais la « doctrine sociale de l'Église »[103]. Dans 3 encycliques précédant celui-ci (Diuturnum 1881, Immortale 1885, Libertas 1888), Léon XIII évoque déjà « *l'organisation chrétienne des Etats* »[104], tentant de réhabiliter l'esprit chrétien malmené, en particulier par les socialistes et les réformateurs, en proposant une lecture de la désorganisation du monde du travail en lien avec la désorganisation de la société civile. Dans ce nouveau texte inspiré des travaux de Mun, le pape aborde « *la condition ouvrière* » comme un des problèmes de la question sociale. L'ensemble de ces encycliques rédigés en l'espace d'une dizaine d'années constitue un changement majeur dans la posture de l'Eglise catholique au sein des sociétés industrialisées : d'une part il fait des organisations chrétiennes de légitimes représentants de « *la société civile* », validant par là même les organisations d'action sociale catholique longtemps décriées par la hiérarchie cléricale ; d'autre part il implique la chrétienté dans son ensemble (religieux et laïcs) dans le traitement des problèmes sociaux, liés en particulier à l'industrialisation.
Evoquant la « *situation d'infortune et de misère imméritée* », le Pape parle ici de « *mal social contemporain* » qui n'est pas une misère accidentelle, mais une situation, un état de misère. Le chanoine Tiberghien, dans un commentaire de l'encyclique diffusé en 1932, précise : « *ce n'est pas la misère de quelques uns, mais*

[102] Bernard GIRARD, *Une histoire des théories du management en France de 1800 à1940*, http://www.bernardgirard.com/BernardGirard/Management/essai.html
[103] Actualisée par les encycliques Mater et magistra (1961) de Jean XXIII, Populorum progressio (1967) de Paul VI, Laborem exercens (1981) de Jean-Paul II.
[104] Tous les extraits cités dans ce paragraphe et suivant sont issus de l'Encyclique Rerum Novarum et des commentaires qui ont été publiés à sa suite.

la misère d'une classe. On pourrait le définir comme un état permanent de désorganisation qui ne permet pas aux gens d'une classe sociale, ayant bonne volonté et se trouvant dans des conditions normales, d'obtenir leur part légitime de félicité temporelle ». Le paupérisme est un mal social. Il pose donc une question *sociale* et requiert comme remède une réorganisation *sociale*. Il est insuffisant de lui opposer l'aumône. Celle-ci, « *même organisée et collective, reste d'ordre privé, et sa fonction normale est de faire face aux misères accidentelles et individuelles*. ».

Le Pape évoque aussi l'hypothèse de « *deux classes ennemies-nées l'une de l'autre* », comme une « *affirmation à ce point déraisonnable et fausse que la vérité se trouve dans une doctrine absolument opposée* ». Doctrine qu'il expose, dès le premier chapitre de l'encyclique, comme opposée au socialisme.
Deux éléments majeurs de la doctrine catholique en fondent l'argument : la question de la propriété privée, et celle de l'intervention de l'Etat dans les affaires familiales. Sur ce second point d'opposition, il est entendu que « *les hommes sont tous et absolument issus de Dieu, leur père commun* » et qu'à ce titre, une intervention des pouvoirs publics sur l'autorité paternelle reviendrait à substituer Dieu par l'Etat, les ministères sacrés par le ministère public. S'il est admis que les pouvoirs publics viennent au secours d'une famille en « *situation désespérée* », en tant que « *membre de la société* », il serait sacrilège qu'un pouvoir terrestre « *envahisse jusqu'au sanctuaire de la famille* » ; tout comme il est établi que « *le premier fondement à poser par ceux qui veulent sincèrement le bien du peuple, c'est l'inviolabilité de la propriété privée* ».

Si cette invitation à l'implication de l'église dans l'organisation sociale, économique et politique des sociétés constitue un tournant majeur dans l'histoire religieuse, elle ne se construit pas tout à fait en rupture fondamentale avec les anciens enseignements de l'Eglise, comme on peut le voir dans l'évolution de la doctrine qui en découlera, et surtout dans la mesure où l'église ne cessera de « *condamner ceux qui confondent la démocratie avec l'avènement d'un nouvel évangile* ». Pour autant, cette encyclique fait tomber les dernières barrières qui maintenaient les tenants du catholicisme social à distance du partage de la condition des ouvriers puisque désormais « *les catholiques sont invités à aller au peuple, et particulièrement aux ouvriers* ».

Après avoir longtemps sévèrement jugé les catholiques progressistes, le pape donne ainsi une existence officielle aux catholiques sociaux dans l'Église et encourage les études et les réalisations qu'ils proposent. Cette légitimation par l'Eglise conduit les chrétiens à multiplier les œuvres, telle la Ligue du Coin de Terre et du Foyer initiée en 1896, et les associations et syndicats, dont le célèbre *Sillon* de Marc Sangnier constituera une nouvelle étape dans l'expression de la démocratie chrétienne : « *la cité nouvelle que nous voulons bâtir* » écrit-il à la fondation du Sillon, « *exigeait des ouvriers non encore usés par les déceptions, lassés par les défaites. De merveilleuses énergies, des réserves insoupçonnées de foi et d'apostolat se cachaient dans les milieux populaires qu'abritaient nos patronages catholiques et nos œuvres de jeunesse* »[105]. Dans l'encyclique donc, le Vatican propose un texte où sont mis en exergue la notion de juste salaire et le souci des réformes nécessaires à l'égard des classes populaires : elle condamne les théories socialistes, contraires à la fraternité religieuse des croyants et à la fraternité naturelle des hommes ; elle demande de respecter la propriété privée, garantie de l'indépendance réelle de

[105] Madeleine BARTHELEMY-MADAULE, *Marc Sangnier 1873-1950*, Seuil, 1973, p 93-94.

l'homme dans la société ; elle préconise l'institution de corporations et de syndicats chrétiens, et prône la décentralisation pour étendre les pouvoirs des collectivités locales.
L'influence de ce mouvement, désormais légitimé par la hiérarchie cléricale, portera jusqu'aux plus hautes sphères de l'Etat. En 1884 se réunit à Paris un Congrès international de l'assistance publique, au cours duquel sont arrêtés un certain nombre de principes : le principe de l'assistance obligatoire pour les collectivités selon lequel l'assistance est accordée dans le cadre territorial le plus proche de l'intéressé (domicile de secours), avec la participation financière de l'Etat à ces services locaux ; le principe selon lequel l'assistance est accordée aux individus sans ressources et qui ne peuvent travailler, assistance subsidiaire à toute autre forme d'aide, et notamment l'aide familiale ; et surtout, le principe de la solidarité nationale. Ces principes seront mis en application dès 1893 en France par le vote des grandes lois d'assistance de la IIIe République[106].

A partir de ces postures fondamentales, au cœur de la vie sociale comme au plus proche de la hiérarchie cléricale autant que de la puissance publique, le catholicisme social se développe dans la recherche intellectuelle des principes moraux, le développement d'initiatives pour la réalisation de l'ordre rêvé, et l'action dans la société politique. Il ne se représente pas pour autant de manière uniforme, et les divergences s'expriment le plus souvent sur la question des missions d'évangélisation de la classe ouvrière : « *J'en reviens toujours* » écrit Jean Gentille, dirigeant JOC « *à cette idée missionnaire : paroisse missionnaire, action catholique, etc. Je sens que je suis à peu près le seul à penser mission à travers l'action catholique et que pour Jacques (Loew, prêtre ouvrier à Marseille) la mission consiste surtout à aller voir les gens, à les visiter, et principalement les non-chrétiens ! Au fond, c'est bien deux conceptions qui s'affrontent un peu et qui demandent à être approfondies.*
L'une, à mon point de vue, considère surtout les individus qui ne croient plus, voulant aller vers eux : témoignage personnel, contact personnel, vie au milieu d'eux : c'est la résidence et c'est dans cette perspective que Jacques voit le travail des prêtres.
L'autre, considérant que ce sont les institutions qui n'ont plus l'esprit chrétien, veut s'attacher à former des chrétiens capables de les transformer de l'intérieur : l'institution de l'Eglise d'abord, la première à réformer pour la rendre acceptable et désirable par la masse ouvrière mais aussi le quartier, l'école, l'entreprise. Le but premier de l'effort missionnaire : former un laïcat très puissamment chrétien, très lié spirituellement dans une communauté chrétienne portant témoignage aussi bien personnellement que collectivement.
Dans la première perspective, le laïc est le prolongement du prêtre et fait œuvre d'évangélisation.
Dans la deuxième, le laïc est pleinement et personnellement responsable des institutions où il s'engage.
Je sais bien que dans la pensée de Jacques les choses ne sont pas aussi tranchées et qu'il pense aux structures générales : plan ville ou état, moins plan quartier et usine et sa perspective de résidence dans cet ordre ; ce qui provoque du reste les réactions des militants du MPF »[107]

[106] La loi dite "des garanties" (1895) qui oblige les employeurs à verser les cotisations (ouvrières et patronales) soit à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, soit à la Caisse des Dépôts, soit à des caisses agréées ; la loi « d'assistance » de 1905 ; celle sur les mutualités (1898) qui supprime l'obligation d'autorisation administrative ; celle de l'assistance médicale gratuite (1893) ou encore la création des Sociétés d'Habitat Bon Marché (HBM) en 1894.
[107] Jean GENTILE, archives personnelles qui m'ont été prêtées par Séverin Montarello.

Dans les propos de Jean Gentile, apparaissent les ambiguïtés qu'entretiennent les militants catholiques dans leurs rapports aux « masses ouvrières », autant que les désaccords fondateurs de la scission entre la Mission de France (église des prêtres ouvriers), les laïcs, et la hiérarchie catholique, qui dessinent un nouvel équilibre entre liberté et obéissance : à l'Eglise bien sûr, mais aussi aux institutions publiques, selon l'infaillible principe de laïcité à l'œuvre dans les logiques publiques d'action sociale.
Sans doute le *Sillon*, mouvement porteur de la démocratie chrétienne, illustre t-il le mieux ces ambiguïtés : après le catholicisme libéral de Lamenais, le catholicisme contre révolutionnaire de Le Play, puis le catholicisme social de Mun, Sangnier fonde la démocratie chrétienne, finalisant l'œuvre idéologique initiée par ses prédécesseurs. Ces écoles doctrinaires ont un socle commun :
. en premier lieu la référence explicite au catholicisme, et la fidélité à l'Eglise (ce qui les différencie des protestants libéraux, même s'ils s'y adjoindront plus tard dans une référence oecuménique chrétienne),
. en second lieu, la conviction que le catholicisme n'est pas une référence privée, mais que, bien au contraire, la foi implique un engagement dans l'ordre social,
. en troisième lieu, le recours mixte entre doctrine et pratique, entre théorie et action.
Parce que leur raison d'être est aussi d'insérer le christianisme dans l'organisation des sociétés, la morale dans l'économie et la politique, ces différents courants doctrinaires donneront naissance à une multitude d'associations, de syndicats, de partis et autres formes de regroupements.

C'est sur la base de ces deux derniers points que la doctrine sociale catholique va imprégner la « société civile » autant que la vie politique, dans le premier cas diffusant ses idées et ses modes d'action dans tous les milieux sociaux (les ouvriers auprès de qui elle œuvre autant que les bourgeois et intellectuels avec qui elle pense et agit), dans le second cas défendant ses intérêts et diffusant sa morale dans les milieux économiques et politiques ; le tout en respectant le premier point (la fidélité à l'église) puisque que Léon XIII a levé l'interdit de l'engagement dans la vie publique et politique.
Et en même temps que la doctrine sociale chrétienne imprègne la société civile, ce sont essentiellement des laïcs qui en sont les fondateurs et les acteurs. D'abord parce qu'il y a eu, de toujours, une grande réticence du Vatican à adopter tel ou tel régime politique comme plus ou moins adéquat à la doctrine religieuse, et en particulier dans cette période post-révolutionnaire qui a vu monter les utopies sociales, une grande défiance à l'égard de ceux qui confondraient démocratie et nouvel évangile.
Ensuite parce que l'institution cléricale à d'autres soucis : celui d'une séparation d'avec l'état dont elle redoute les conséquences, celui de l'exclusion de France des ordres religieux, et surtout celui de la redoutable pénurie de « cadres » au sortir de la tempête révolutionnaire (à la fin du 19è siècle, l'église catholique compte 50.000 paroisses en France et seulement 23.000 prêtres en fonction, pour la plupart très âgés), autant que de brebis, si possible pas trop galeuses : or le peuple est peu croyant et les bourgeois d'affaires se vautrent dans l'indifférence.
Enfin parce que, il faut le souligner, le clergé du 19è siècle est caractérisé par sa grande ignorance théologique et philosophique. Depuis le 17è siècle déjà, les études supérieures dans le clergé séculier et régulier étaient exclusivement régies par l'ordre des Jésuites. Les persécutions auxquelles s'étaient heurté les Jésuites et du coup leur réclusion au sein même de l'église expliquent en partie la chute de l'influence intellectuelle des hommes d'église, autant que le tournant du clergé vers les œuvres charitables, davantage que vers son instruction théologique. Aussi, la

génération de Lamenais, autant que les suivantes, seront des générations de clercs religieux peu formés à la dialectique et à la réflexion intellectuelle, et le relais sera pris par des intellectuels laïcs qui s'initient à la théologie, tels que Sangnier.

Sangnier ne fait pas que fonder en (parti) politique l'esprit social chrétien ; il en affine la doctrine, et surtout, il en construit les registres de grandeur et d'action :
La doctrine de Sangnier (bien qu'il refuse le terme de doctrine, autant que celui l'école philosophique ou théologique) construit une grille de lecture du monde qui lie le domaine des préceptes moraux avec l'examen des faits de nature. Aussi, dans la « cité terrestre » de Sangnier, la vérité s'atteint plus dans et par la vie que par la raison et la logique : ainsi se justifie le militantisme social du Sillon et son registre de légitimité « par l'expérience », plus que par la compétence ou la technicité.
Cette doctrine repose aussi sur une confiance absolue dans la vie et dans l'avenir, qui l'amène à construire un « principe de solidarité universelle ». C'est ce principe de « solidarité universelle » que Emmanuel Mounier affinera pour en construire le personnalisme communautaire, dont on parlera plus loin.
Mais enfin, et surtout, dans la « cité bien ordonnée » des démocrates chrétiens, on ne nie pas les différences, on les atténue par l'effort de justice et de liberté. Cet effort est d'abord pédagogique, énoncé dès la sortie du premier numéro de la revue, le 10 Janvier 1894 : il s'agit d'assurer un contact entre la culture et le peuple, plus précisément « *entre les hommes de culture et le peuple »,* de *« développer l'instruction dans le peuple* »[108]. La différence est posée : le peuple -les éditorialistes de la revue le soulignent- a de nombreuses qualités qu'il faut louer, et dont tout un chacun aurait mérite de s'inspirer : il est vaillant, fidèle, honorable et solidaire ; mais il est dépourvu de savoir, et « *l'un des meilleurs moyens de (nous) rapprocher du peuple et de le servir, c'est de l'instruire (…) et de lui enseigner aussi l'humilité de savoir* »[109].
Un peu plus tard, Sangnier précise : « *Pourquoi faut-il faire l'éducation sociale du peuple ?*
Le fait démocratique : l'histoire nous montre que les peuples modernes sont en marche vers le régime démocratique. Le fait démocratique est d'ailleurs accepté par tous les penseurs éminents appartenant à tous les partis.
Ses conséquences : en démocratie, le pouvoir souverain appartient à tous. Il faut donc mettre le plus grand nombre possible de citoyens en état de remplir avec compétence le devoir social que leur impose cette prérogative.
D'où la nécessité des Cercles d'Etudes, qui donnent à ceux qui en font partie le moyen de devenir des citoyens conscients de leur devoirs et de leurs droits »[110] .

Dans la lignée de Condorcet, Sangnier affirme que le progrès intellectuel et moral de l'humanité peut être assuré grâce à une éducation bien orientée, où l'instruction est accessible à tous selon un processus sans fin. L'homme, pour être citoyen, doit être instruit, accéder au savoir et aspirer à développer l'esprit critique.
On verra plus loin comment cet idéal d'éducation du peuple va imprégner un peu plus tard les mouvements d'éducation populaire qui se développent entre les 2 guerres.

---

[108] C'est d'ailleurs le titre de l'enquête proposée dans ce premier numéro : « est-il bon de développer l'instruction dans le peuple ? »
[109] Revue Le Sillon, n°1, 10 janvier 1894.
[110] Marc Sangnier, *Le Sillon*, cité dans *Citoyens chiche ! Le Livre Blanc de l'Education Populaire*, les Editions de l'Atelier, avril 2001.

2.2 Les logiques d'intervention publique

A la même époque, d'autres doctrines sociales sont énoncées :

La doctrine libérale élaborée par Turgot, Jean Baptiste Say, de Coux, ou Lamenais met la liberté du commerce et du travail comme valeur centrale, et sa doctrine sociale donne une place capitale à l'économie dans la vie des sociétés et leur progrès. Au nom de ce principe de liberté, elle est très proche de l'église catholique (et aussi très opposée aux doctrines socialistes et marxistes). Mais, au nom de cette même liberté, elle fait de la religion et de la spiritualité une activité privée, et de l'aide au prochain une démarche exclusivement individuelle et charitable. Aussi, les doctrines sociales libérales, même si elles dénoncent la « *spéculation sur l'indigence du prochain* » autant que « *les méfais de l'appât de l'argent* »[111] à laquelle l'industrie a trop souvent recours, s'intéressent non pas « *à l'accumulation des richesses mais à leur mauvais usage à des fins d'égoïsme et d'ostentation* »[112]. Sur ce point, ils rejoignent le calvinisme. Les libéraux se présentent plutôt comme des humanistes philanthropes. Il ne s'agit pas de critiquer le capitalisme et les méfaits de l'industrialisation sur la vie des ouvriers, mais de procéder à une juste répartition des richesses tant financières que morales, produites par cette économie. Et pour ce faire, il s'agit donc de construire une économie politique de la répartition. Mais, après l'apport humaniste des physiocrates du 18è siècle, les libéraux du 19è, au nom de l'acquit scientifique, font de l'économie politique la science première, susceptible de réguler et rendre à la raison tant le marché que les mœurs et les lois (de ce point de vue, ils ne diffèrent pas des socialistes et des marxistes). Cette idéologie de la science première leur permettra d'élaborer des théories économiques, juridiques et politiques en conformité avec leur ambition de répartition des richesses et d'humanité suffisamment convaincantes pour fonder les lois sociales (la législation du travail en particulier, mais aussi les mutuelles et le système d'épargne). Cependant, la faiblesse de leur doctrine tiendra essentiellement à leur confiance absolue dans le capitalisme comme « *ordre social parfait* » et dans la nature et le bon vouloir des marchands, dans la mesure où « *les égoïsmes particuliers coïncident fortement avec l'interet général* »[113] : une sorte d'ordre universel économique d'où devraient découler naturellement la justice et la prospérité pour tous (la critique de cette doctrine viendra essentiellement de ce point : justice et prospérité certes, mais seulement pour une classe privilégiée). Il suffit donc, de leur point de vue, que l'Etat régule non pas la répartition des richesses mais la protection des individus et des biens. Aussi défendront-ils d'une part les intérêts des marchands par les lois de libre échange, de propriété et de succession, d'autre part la protection -notamment sanitaire- des travailleurs. Leur exaltation de la nature humaine les mettra en opposition avec les autres doctrines sociales, pour lesquelles les richesses et le profit comme base de l'ordre social conduisent à écraser l'homme (pour les socialistes) et la morale divine (pour les chrétiens traditionalistes, mais à part

---

[111] Marie-Madeleine MARTIN, *Les doctrines sociales en France et l'évolution de la société française du 18è siècle à nos jours*, Ed du conquistador, 1963, p 43, 49.
[112] *Ibid*, p54.
[113] *Ibid*, p72.

les traditionalistes, les premiers catholiques sociaux seront aussi libéraux, et inversement).

Le socialisme (Proudhon, Saint Simon, Fourier, Louis Blanc, Buchez) : le terme naît aux alentours de 1830 (première publication dans la revue encyclopédique en 1834), rejetant l'individualisme des doctrines du 18è siècle et proclamant l'importance des groupes sociaux. Si les socialistes et les libéraux ont en commun, dans leur doctrine sociale, de critiquer les abus et les excès de l'économie capitaliste, les socialistes en revanche critiquent le terme de liberté, associé à des formes qui profitent aux forts contre les faibles, et opposent le rationalisme au parti pris naturaliste. Plus généralement, le socialisme fonde une véritable critique sociale dans ses fondements économiques, politiques, juridiques et religieux, opposant aux pensées dominantes un rationalisme progressiste qui tient l'homme et la science pour maîtres du progrès.
Les socialistes s'opposent au principe de propriété et ambitionnent de fonder une société utopique où toutes les inégalités sont abolies, qui tend vers « *quelque chose de plus sublime et de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens* »[114]. Dans cette société absolument égalitaire, le travail « *dont nul ne peut, sans crime, se soustraire* » est la valeur première, et son instrumentation n'est ni l'économie (au contraire des libéraux), ni la morale (au contraire des catholiques, à l'exception de Buchez, promoteur du « socialisme évangélique », qui croit au progrès comme loi des choses humaines initiée par Dieu), mais le gouvernement. Leur doctrine élabore donc une forme politique de gouvernement parfait, « *fondé sur des principes sûrs, absolus, universels, indépendants des temps et des lieux* »[115].
On pourrait résumer la doctrine socialiste ainsi :
. le libéralisme a échoué à rendre l'homme heureux, le socialisme va y réussir,
. pour cela il commencera par proclamer l'égalité qui est aussi la justice (voir entre autres Louis Blanc qui lie le principe d'association avec celui d'indépendance légitime de la personne),
. en proclamant l'égalité, il niera le droit de propriété individuelle qui est transféré à l'Etat (d'où le collectivisme),
. c'est donc l'Etat qui est chargé de bâtir la société sociale parfaite.
Mais là aussi, à l'exception du principe de propriété qu'ils renient, et du fondement du gouvernement des hommes qu'ils réifient, les socialistes visent, à l'instar des chrétiens sociaux, à fonder une sorte de nouveau catéchisme évangélique. En1849, Louis Blanc écrit dans le « catéchisme des socialistes » : « *le socialisme a pour but de réaliser parmi les hommes ces 4 maximes fondamentales de l'évangile : 1. aimez vous les uns les autres ; 2. ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit à vous-mêmes ; 3. le premier d'entre vous doit être serviteur de tous les autres ; 4. paix aux hommes de bonne volonté* »[116].
Il s'agit donc pour les socialistes non pas de renier la religion et encore moins les enseignements de l'évangile, mais de refuser les déformation de l'église et des institutions religieuses en ne retenant que l'âme et le message évangéliques.

Le marxisme (de Jules Guesde. En quelque sorte, Marx est un rénovateur des idées de Saint Simon, mais aussi dans un certain sens celui qui va adapter la doctrine chrétienne, à des fins terrestres et dans un but immédiat (alors que la religion chrétienne assigne l'idéal spirituel à sa conquête progressive) ; ce qui n'est pas sans

---

[114] Pierre-Joseph PROUDHON, *Qu'est ce que la propriété ?* Reproduction de l'Edition de Paris, 1926.
[115] SAINT-SIMON, *Le nouveau christianisme*, Paris, 1825.
[116] Louis BLANC, *Le catéchisme des socialistes*, Paris, 1849.

lien, pour certains, avec le fait que Marx était juif et aurait hérité du « matérialisme hébraïque qui attend le triomphe d'Israël comme paradis terrestre » autant que de l'esprit communautaire à partir duquel il aurait construit ses théories collectivistes.
Ils opposent au socialisme utopique de Saint Simon et Fourier, un « socialisme scientifique » (Engels) qui ne vise plus seulement à interpréter le monde, mais aussi à le transformer. La forme de gouvernement idéale pour les marxistes, c'est le gouvernement du peuple par le peuple.

Les théocrates de la contre-révolution (Maistre, Bonald, Le Play, Maurras…)
Cette école conteste le « retour à la nature », le recours à la science, et l'utopie du progrès, portés par les révolutionnaires. Pour eux, « *la nature sans culture est comme un élan sans ordre* »[117] et la culture, c'est le christianisme, père de la civilisation. Pour Maistre, la seule méthode à appliquer pour faire progrès, c'est l'expérience ; et c'est l'histoire qui est le réservoir d'enseignement de l'expérience humaine. Or l'histoire enseigne qu'il n'y a pas d'égalité humaine, et qu'il n'y a de liberté que dans le salut.
Le Play scientifise la doctrine contre-révolutionnaire, en tentant « *dans les faits* », de découvrir le secret de la paix sociale, « *une méthode qui permet de connaître toutes les nuances de paix et de discorde, de prospérité et de souffrance, que présentent en Europe les sociétés contemporaines* ». Sa méthode, reposant sur l'étude minutieuse de monographies, lui permet de construire une théorie de l'unité sociale à partir de ce qu'il définit comme « *l'élément souche* » et « *l'autorité sociale supérieure* » : la famille. Cette théorie ruine l'idéal révolutionnaire individualiste, autant que l'idéal de liberté. Toute la doctrine sociale contre révolutionnaire est construit sur les principes moraux de la famille ; dans l'ordre : le respect de dieu, celui du père et de la mère, celui de la femme, celui de la vie, celui de la propriété, et celui de la vérité.
Ainsi Le Play démontre « scientifiquement » que le problème de l'amélioration du sort des sociétés n'est ni un problème économique, ni un problème politique : c'est un problème moral et humain. De Mun et tous les démocrates chrétiens du 20è siècle se revendiqueront de l'enseignement de Le Play, en ce qu'il « prouve » la suprématie de la morale (chrétienne) dans toute forme de dessein économique, politique ou social.

Les différentes « tendances » de l'esprit social, qu'elles soient issues du catholicisme dont on a parlé dans le chapitre précédent, ou des doctrines que l'on vient de citer, vont infléchir les politiques sociales du pays.

Dès 1820, Joseph-Marie de Gérando invite à la construction d'un « état social » caractérisé par sa moralité, et précise : « *Trois ordre composent l'échelle de l'état social : la condition de ceux qui jouissent de quelque superflu ; la condition où les ressources balancent à peu près les besoins de nécessité ; celle enfin où les besoins de première nécessité ne peuvent être entièrement satisfaits. La seconde a en quelque sorte sa carrière propre ; c'est le travail : et le travail a aussi sa moralité. Les deux autres sont appelées l'une vers l'autre par une sorte d'alliance qui appartient à une moralité encore plus élevée. De là deux grands principes d'action, qui mettent la société toute entière en mouvement.* »[118]
Mais c'est plutôt dans la seconde moitié du 19è siècle que se dessinent en France les conceptions idéologiques et politiques qui conduiront à un consensus sur la

[117] Charles MAURRAS, *La politique religieuse*, Paris, 1912.
[118] Joseph-Marie de GERANDO, *Le visiteur du pauvre*, 1820. Prix de l'Académie de Lyon. Réédition Jean Michel Place, 1989.

légitimité de l'intervention publique en matière d'assistance et d'aide sociales et de gestion des populations concernées par les institutions publiques, et à l'élaboration, à la veille de la première guerre mondiale, d'un dispositif législatif et d'un système d'assistance qui constituent un droit social tentant de réparer les maux de l'industrialisation : « *Faire autre chose du vivant que de le détruire, c'est la puissante protestation de la fin du XIXe siècle qui produira l'instance de la plainte, cet appel à disposer entièrement de soi-même contre tous les assauts inquisiteurs, punitifs ou sacrificiels* »[119]. On l'a également dit précédemment, l'idée de l'intervention publique telle que nous la connaissons aujourd'hui naît au 19è siècle du rapprochement entre le renforcement d'un Etat démocratique et les philosophies sociales héritées des Lumières.

La première des idées qui prend place est celle d'équité. Elle se traduit en égale répartition des ressources affectées au secours des indigents au titre de critères « objectifs » et non plus au titre d'une relation personnalisée au donateur. Mais pour autant que l'on souligne l'injustice et les carences de la charité individuelle dès le début du 19è siècle, on n'en élabore pas pour autant la notion d'égalité devant la loi, pas plus qu'on accorde à l'indigent le droit d'être secouru et à l'Etat le devoir d'intervenir. Emergent seulement les prémices de la notion de contrat social et de responsabilité collective qui invitent à penser l'organisation sociale autrement qu'en une société constituée de multiples communautés indifférentes ou hostiles les unes aux autres, à l'instar des thèses que proposent Le Play ou Cheysson. Pour ces polytechniciens en effet, « *si on l'on veut éliminer l'antagonisme de classe il faut voir dans l'ouvrier plus que le travailleur qui loue ses bras et son intelligence. L'ouvrier dans l'atelier n'est qu'une "portion d'homme, il ne met en oeuvre que son intelligence et ses bras." Mais il n'est pas que cela, il est aussi père de famille, un mari, travailleur que la situation économique condamne au chômage, qui prend sa retraite, qui se trouve victime d'accident du travail… Pour les économistes libéraux, obnubilés par le modèle du marché, le monde du travail et celui de la famille, de la vie privée étaient étanches. Pour Cheysson, à l'inverse, "tout n'est pas fini entre le patron entre l'ouvrier après la livraison de la main-d'oeuvre et son paiement. Ce ne sont pas deux étrangers, comme un marchand de charbon et son client." "Derrière la main d'oeuvre, il y a l'homme tout entier." L'usine peut, par son action, réduire ces tensions, limiter l'antagonisme entre le capital et le travail et intéresser le salarié à la prospérité de l'atelier* »[120].

De plus, dans la société industrielle naissante, on est amené à mesurer la richesse autant que la pauvreté non plus en termes de biens et de sols, mais en termes monétaires qui invitent à une hiérarchisation des situations : le riche est celui qui a de l'argent, le pauvre celui qui n'en a pas mais peut avoir au moins un travail et un toit, l'indigent est celui sans aucune ressources. Cette première distinction introduit un débat sur la condition du salarié, statut de plus en plus représenté : on peut contribuer à la richesse de tous par sa participation à l'économie industrielle, avoir un travail et une rémunération, un toit voire, et vivre juste pour ne pas mourir, au sens où le salaire ne suffit pas, comme pour l'indigent, à subvenir aux besoins vitaux. Nombre sont les rapports préfectoraux et les ouvrages qui évoquent alors la

---

[119] Annie STORA-LAMARRE, « La lacune et le remède : la tâche du législateur républicain », In *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 2, 1999.

[120] Cité par Bernard GIRARD, *Une histoire des théories du management en France de 1800 à1940*, http://www.bernardgirard.com/BernardGirard/Management/essai.html

complexité de la question du salariat[121] que l'on décrit volontiers comme une cause du paupérisme, alors que le champ d'intervention de l'assistance reste encore réduit à ceux qui n'ont pas de statut. Philippe Buchez propose même dès 1830, pour limiter les effets du salariat sur la misère, la théorie des associations ouvrières, et l'on voit se multiplier en France les coopératives ouvrières, et les associations ouvriers-patrons. Un décret de 1848[122] prévoit même trois millions de francs pour aider les associations qui font passer les ouvriers « de l'état de salarié à celui d'associé volontaire », selon deux types de conceptions : les associations entre patrons et ouvriers et les associations entre ouvriers, dont l'objectif est de placer l'ouvrier dans une position autre que celle de simple salarié et le mettre dès lors en position de gérer collectivement les bénéfices.

Mais le libéralisme incarné notamment par Thiers reste prédominant dans les cercles du pouvoir économique, affirmant qu'il dépend de chaque individu d'assurer sa survie[123]. Aussi, républicains et libéraux ont-ils en commun une conception individualiste de la société, les seules communautés acceptables et constitutives d'un tissu social étant la famille et la paroisse. Il semble dès lors entendu que seul le bon père de famille soit légitime à pouvoir aux besoins des siens, et qu'il revient à l'Eglise d'exercer l'assistance au niveau paroissial, sachant que ce qui est du ressort de l'Eglise n'est pas entendu à l'époque comme du domaine privé mais revêt bien un caractère public.

La révolution de 1848 marque cependant un premier pas dans l'émergence de politiques sociales publiques, et plus précisément d'une intervention de l'Etat dans les affaires sociales. Les socialistes tiennent alors une grande part dans les débats et les propositions[124] : les ateliers nationaux par exemple, étaient le début de cette organisation qu'avait réclamée Louis Blanc et dont la bourgeoisie avait paru admettre le principe. Louis Blanc avait habitué les ouvriers à l'idée que l'on pouvait, à côté du régime capitaliste, réaliser une organisation totale du travail et résoudre dans le cadre de l'Etat, le problème social. Ces ateliers seront dissous, par arrêté, le 21 juin 1848. Mais toute une série de réformes sociales sont adoptées, esquissant un appareil de législation du travail et de l'assistance. Après juin, la Constituante, puis la Législative, reviennent sur la plupart des ces réformes, mais le travail de conviction sur l'idée que l'Etat a devoir d'intervenir en matière protection sociale et de régulation des problèmes sociaux est engagé. Pour autant, la conception de l'intervention publique comme relevant des politiques de l'Etat ne sera admise par tous qu'à la fin du 19è siècle une fois la forme républicaine de gouvernement légitimée, même si dès le début du siècle la plupart des établissements et structures privées de bienfaisance ou de charité sont soumis à autorisation de l'autorité politique compétente.

---

[121] En particulier le "Traité d'économie politique" du Vicomte de VILLENEUVE-BARGEMONT, 1834.
[122] Décret du 5 juillet 1848.
[123] Edouard DOLLEANS, *Histoire du mouvement ouvrier*, T1 1830-1871, 4è édition, 1948.
[124] On parle peu dans ce chapitre des théories marxistes et de la doctrine communiste. Nul doute qu'elles sont d'une grande importance dans l'histoire du mouvement ouvrier, et plus largement dans l'histoire des nations européennes. Mais la radicalité avec laquelle cette doctrine s'inscrit contre le régime républicain français naissant, autant que contre les organisations dont la classe ouvrière ne serait pas la seule détentrice du pouvoir, fait qu'elle ne s'inscrira pas dans la logique de ce qui est qualifié ici d'action sociale, et encore moins dans une logique d'une politique publique d'assistance. Cf., Edouard DOLLEANS, *Histoire du mouvement ouvrier*, tomes 1, 2 et 3. 1830-1954, 4è édition, 1948.

C'est donc à partir de l'instauration de la IIIè république que l'on peut véritablement parler de politiques publiques en matière sociale. Un terme émerge pour les singulariser : on parle de « solidarité », compromis entre les deux notions de bienfaisance et d'assistance, et entre les idéaux de justice, de liberté et d'équité. Par ce compromis sur lequel s'ancrent les logiques d'intervention publique, la coupure entre libéraux et interventionnistes, qui structure encore aujourd'hui le débat sur l'action sociale, est constituée. La décentralisation des pouvoirs de l'Etat, qui s'élabore après 1870, permet en particulier de déléguer aux collectivités communales et départementales la compétence de l'organisation et la réalisation de l'assistance publique. Les œuvres privées n'en sont pas pour autant reléguées au second plan : l'office central des œuvres de bienfaisance regroupe, dans les plus grandes villes de province, les œuvres privées ; la loi Le Chapelier est abrogée et l'on permet désormais la libre association syndicale ; celle de 1901 autorise la liberté d'association. Autant de statuts juridiques qui favorisent la création de collectifs destinés à assister les individus et familles nécessiteux. Mais le grand infléchissement vers une logique d'action publique est sans doute marqué par les lois de 1898, comme par exemple celle sur les assurances professionnelles obligeant les patrons à assurer leurs ouvriers par rapport aux accidents du travail, celle élargissant les actions de solidarité au delà des corporations et des guildes de métiers par l'autorisation des sociétés mutuelles, et surtout celle du 19 avril qui fixe les premières règles de protection de l'enfance. Ces lois, et les débats dont elles participent, fixent durablement les termes idéologiques d'une politique publique de solidarité, et plus largement de l'action sociale, qu'elle soit de registre privé et militant ou institutionnel : elles reposent sur la notion de morale sociale, qui vient remplacer celle de morale individuelle. Il n'est plus seulement question de faire le bien de quelques uns, mais d'œuvrer pour l'intérêt collectif. Cette notion d'intérêt collectif, par définition même puisque l'intérêt en question dépend du bien et des besoins de tous, n'a cessé d'évoluer jusqu'à nos jours[125], mais sa construction, depuis plus d'un siècle, relève d'un même cheminement : celui d'une entreprise de morale, la même pour tous. Celle qui s'esquisse à la fin du 19è siècle participe de la distinction entre la notion de responsabilité et celle de faute, et trouve son expression singulière dans deux dispositifs juridiques et sociaux : celui de l'assurance sociale, et celui de la protection de l'enfance, tous deux initiés en 1898.

En ce qui concerne la protection de l'enfance, la première des marches idéologiques franchie est celle qui reconnaît l'incapacité de certains parents d'assumer leur rôle *à minima* nourricier et *à maxima* éducatif, dès lors qu'il ne s'agit pas de négligence. La puissance paternelle, au sens de la soumission des membres de la famille à l'autorité et la responsabilité du père, est elle aussi remise en cause, non pas dans le sens où l'on exclurait la responsabilité paternelle en termes de faute ou de négligence, mais dans le sens où l'enfant est reconnu comme sujet incompétent, irresponsable et vulnérable. S'inspirant à nouveau d'un héritage philosophique qui qualifie l'enfant de sujet « innocent » -au sens de candide-, l'on admet sa malléabilité et ses dispositions à l'éducation, que ses mœurs originelles soient bonnes ou mauvaises. S'ensuit alors, dans un esprit de solidarité, la notion de droit spécifique à la vulnérabilité de l'enfant, et de justice privilégiant l'éducation. La loi du 19 avril 1898 renforce celle de 1889 en donnant au juge le pouvoir de confier

[125] Laurent THEVENOT, « S'associer pour composer une chose publique ». In, *Actions associatives, solidarités et territoires*, Publications de l'université de Saint Etienne, 2001.

les enfants « *moralement abandonnés* » par des « *parents indignes* »[126] à une personne ou à une institution charitable, ainsi qu'à l'assistance publique. Mais les termes de la loi notifient aussi les conditions de placement et de sanction des enfants auteurs de crimes et délits. Aussi, la notion d'enfant victime souligne t-elle le lien à celle d'enfant coupable. Les débats sur la culpabilité potentielle de l'enfant dans des faits de violences volontaires ouvrent sur ceux des moyens de punir, mais aussi de prévenir. L'on admet peu à peu qu'un enfant victime est un enfant coupable en devenir, dans la mesure où son immaturité le conduira à la marginalité, et que des mesures préventives et éducatives doivent accompagner la punition. Ainsi se construisent les principes de l'éducation correctionnelle. En parallèle, l'on tente de définir des critères objectifs de responsabilité -et donc d'irresponsabilité- de l'enfant, fondateurs de tous les débats sur la notion de majorité. On tente de fixer l'âge du droit à la protection en cas de violences, qui était de onze ans, et devient désormais porté à treize, puis quinze ans. Mais le critère de l'âge se trouve contesté par ceux qui défendent l'idée de situation à risque, définitoire de celle d'enfance à risque que l'on emploie encore aujourd'hui. Aussi préfère t-on remplacer, en matière d'exposition et de délaissement, l'expression " *enfants au-dessous de 7 ans accomplis* " par la formulation " *enfants hors d'état de se protéger par eux-mêmes* ", beaucoup plus générale. " *Ce n'est pas l'âge*, précise René Bérenger, *qui rend l'acte à la fois criminel et dangereux, c'est l'impossibilité où se trouve la victime de s'y soustraire* ". Par cette formulation nouvelle, la protection s'étend donc aux enfants en général, et plus particulièrement aux incapables, " *idiots, infirmes, aliénés que la loi doit protéger* »[127].
Ces questions relatives aux critères de définition de la responsabilité de l'enfant participent des idéaux, tendus entre droit de l'enfant et droits à l'enfance, qui fondent l'histoire des dispositifs éducatifs et de protection de l'enfance depuis plus d'un siècle. Des questions toujours d'actualité en termes de pédagogie : entre brider les mœurs de l'enfant et les laisser mûrir ; en termes éducatifs : entre prévenir et guérir ; et en termes législatifs : entre protéger et soustraire.

La seconde des dispositions de transformation de l'assistance publique est celle relative aux assurances sociales. La seconde république avait déjà instauré le principe mutualiste en confiant aux collectivités le soin d'organiser une caisse nationale susceptible de généraliser les retraites. La loi de 1898 sur les accidents du travail, les retraites et la sécurité sociale vient conforter le principe mutualiste, mais en le privatisant en quelque sorte, tout en le renforçant d'un système étatique de solidarité. On accepte le développement des sociétés de secours mutuel et de compagnonnage et la loi autorise, sur simple déclaration, la création de sociétés libres. En donnant à la mutualité la possibilité d'organiser des unions et de créer des caisses autonomes, la loi ouvre notamment les champs d'activité de la protection sociale : assurance-vie, assurance invalidité, oeuvres sanitaires et sociales (dispensaires et pharmacies par exemple), allocations chômage. Mais l'Etat s'arroge aussi le droit d'intervenir directement dans les domaines les plus difficiles à réguler pour le secteur privé : celui des retraites et celui des accidents du travail. A défaut de trouver un consensus sur un principe de solidarité dite à l'époque « naturelle », l'on s'accorde sur des modalités de solidarité économique et les patrons acceptent

[126] Pour une présentation générale de la loi, J.-M. RENOUARD, « Actes du colloque national. Autour du centenaire de la loi du 24 juillet 1889 relative à la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés », *Archives aquitaines de recherche sociale*, n° spécial 1989-1990.
[127] Jacques BOURQUIN, « René Bérenger et la loi de 1898 », In *Cent ans de répression et violences à enfants* , revue d'histoire de l'enfance « irrégulière », n° 2, 1999.

de cotiser à des caisses de secours gérées par l'Etat pour l'indemnisation des accidents du travail.
Cette institutionnalisation de l'assistance amène les œuvres privées à se fédérer face à cette nouvelle rivale que représente l'action publique, et pour se faire entendre au niveau national. Mais cette rivalité n'entrave pas pour autant une tendance à l'unification de l'ensemble du système d'action sociale, d'une part parce qu'une partie des œuvres privées jouent le rôle de relais des politiques publiques, d'autre part parce que les idéaux, comme nous l'avons présenté plus haut, se ressemblent. Il s'agit en l'occurrence d'une homogénéité du principe de solidarité caractérisé par sa scientificité et sa moralité. Solidarité mécanique donc, sur des principes économiques à partir desquels l'on calcule la redistribution différée des richesses par un système de cotisations et d'allocations ; et solidarité organique, sur des principes moraux de conception du mal social, de la responsabilité collective et des liens nécessaires à la constitution d'un corps social. Un glissement qui permet de construire une politique publique d'assistance. Autrement dit, et pour reprendre les termes de Numa Murard, « *l'opération technico-politique (du système d'indemnisation des accidents du travail) réussie en 1898, après vingt années d'un débat parlementaire conflictuel, inaugure l'état providence en permettant de réaliser plusieurs gains politiques démontrant que le jeu n'est pas un jeu à somme nulle mais un jeu où tout le monde gagne, pas seulement les employeurs et les salariés, mais aussi l'état, la société et la morale. L'état parce qu'il réussit à compromettre, c'est-à-dire à mettre ensemble dans un accord les deux forces antagonistes principales que sont les employeurs et les salariés, les patrons et les ouvriers. La société parce que les interdépendances reconnues entre employeurs et salariés augmentent la solidarité. La morale parce qu'avec l'assurance les employeurs ont intérêt à maintenir et à renforcer la sécurité sur les lieux de travail, sous peine de voir leurs cotisations augmenter. Dans ses grandes lignes, ce dispositif est applicable à n'importe quel type d'accident à partir du moment où celui-ci est collectif, prévisible et calculable. Il cesse alors d'être un accident pour devenir un « risque ». Et c'est en effet ce dispositif qui va s'appliquer progressivement aux différents « risques » couverts par la Sécurité Sociale : maladie, vieillesse, famille et même chômage.* »[128].

Ainsi les lois sociales prennent-elles peu à peu la place des lois naturelles, attribuant un rôle essentiel à l'action politique et permettant d'élaborer une première distinction entre le secteur « social », versus philanthropie et action militante, qui négocie son rôle et sa place en complémentarité du secteur « assistanciel » qui définit un état social qui entend prendre en charge les « exclus du progrès» et les pathologies sociales. Ce changement s'opère vers ce que l'on appellera un Etat-providence, dont l'idéologie « assurancialiste » s'appuie sur deux modes majeurs d'intervention : un mode consistant à séparer les individus déficients pour les interner dans des établissements spécialisés, et un mode consistant à parer aux déficiences par l'assurance sociale[129]. Ces nouveaux modes de gestion sociale vont infléchir la vocation des tenants de l'esprit social. Il ne s'agit plus -puisque l'Etat entend s'en charger- d'assurer un minimum de sécurité et de protection aux populations déficitaires ; il s'agit d'œuvrer pour un mieux-être social. On parlait jusqu'alors de progrès et de dignité ; on parlera désormais d'émancipation et d'utopie : l'idée que demain sera mieux qu'aujourd'hui.

---

[128] Numa MURARD, *La morale de la question sociale*, La dispute, 2003, p 176.
[129] Robert CASTEL, *L'insécurité sociale, qu'est ce qu'être protégé*, Seuil, 2003.

La tendance des deux décennies suivantes sera celle de l'institutionnalisation de l'assistance publique. Des offices centraux d'assistance sont créés dans chaque département, assez puissants pour prendre le pas sur les œuvres privées locales. L'état se dote peu à peu d'un appareil législatif complexe, régulant le travail, le logement et la famille, et s'attribuant l'essentiel de la responsabilité des secours. Cette tendance à l'institutionnalisation s'accompagne d'une autre à l'unification du système d'intervention. Le principe d'obligation à assistance sur lequel repose l'essentiel de l'appareil législatif amène la puissance publique à déléguer une partie de ses missions aux oeuvres privées, qu'elle régule dès lors d'autant mieux. De plus, « *les administrations publiques ont appris au cours des années d'épreuve ce que peut donner la collaboration avec l'initiative privée, elles ne demandent qu'à y rester fidèle et l'on voit alors cette heureuse entente se traduire par de curieuse et bien efficaces formules. Par exemple, certaines tâches non prévues par les règlements administratifs mais reconnues nécessaires au sein des services publics vont être assumées par des organismes privés, subventionnés pour une large part (mais non en totalité) par les dits services publics dont l'œuvre privée parachève l'action. Citons par exemple le service social scolaire qui suit à domicile l'enfant qui a quelque difficulté intellectuelle, physique ou morale à suivre l'enseignement, le service social à hôpital vivement réclamé par le corps médical qui ne peut plus se passer du concours de ces collaboratrices sociales depuis qu'ils ont eu l'occasion de les voir à l'œuvre dans les hôpitaux de guerre ; le service social des tribunaux pour enfants indispensable pour que la sentence rendue par le tribunal prenne toute sa valeur.* »[130]

On peut désormais parler de politique publique d'action sociale dont la régulation assistancielle de la pauvreté portera de plus en plus sur les obligations familiales, ne contrôlant l'emploi que de manière indirecte : au sortir de la première guerre mondiale, la France s'est doté d'un système idéologique et politique reposant sur la notion de solidarité nationale et sur la logique d'action sociale par la prévoyance et la mutualisation ; un état social qui se fait la voix d'une société qui entreprend désormais de réparer ses déviances et de réguler les rapports entre riches et pauvres. Une société donc qui passe résolument de la préoccupation sociale à la gestion des problèmes sociaux et qui pourtant ne cessera d'en réinterpréter les causes et les moyens d'y remédier, entre système institutionnel et œuvres privées, entre dispositifs publics et dispositifs militants. C'est à partir de ce système apparemment dual que l'on peut examiner les tendances et les modalités d'action qui construiront, de proche en proche, les différents dispositifs de solidarité, comme autant de modalités de régulation du rapport au peuple qui devient enfin, en cette fin de siècle, une réalité sociologique, et plus seulement une force historique et politique[131].

---

[130] Mme GOUIN, *Evolution de l'esprit social en France de 1850 à 1950*, Direction du bureau d'information et d'orientation sociale, 1960.

[131] Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable, histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, 1998.

3. Les formes de promotion collective

Forts des arguments doctrinaires développés par les philosophies sociales, des premières figures d'acteurs du militantisme social émergent. Ils sont issus de l'aristocratie ouvrière, de la petite bourgeoisie intellectuelle ou de la bourgeoisie catholique, et vont prendre en charge la question sociale. Ils préciseront les termes de leurs idéaux et fonderont des organisations collectives à partir desquelles ils mettront en œuvre l'éducation et l'émancipation des plus démunis. Trois grandes formes de pensée sociale et d'organisation vont émerger durablement entre la fin du 19ème siècle et la première moitié du 20ème : les organisations religieuses, l'éducation populaire et, un peu plus tard, le personnalisme communautaire. Ces formes ont chacune leurs idéaux, leurs figures charismatiques, leurs pédagogies et leurs modalités d'action. Elles partagent toutefois une utopie commune : l'idée que la réussite de quelques uns doit être mise au profit de tous, en particulier des plus démunis ; et qu'inversement la relation d'aide aux plus démunis participe à la réussite de ceux qui s'y emploient. Ce sont les différentes formes d'accomplissement de cette utopie que nous allons voir à travers ces trois grandes figures du militantisme social : les tenants des bonnes œuvres chrétiennes, ceux des mouvements d'éducation populaire, et ceux enfin du personnalisme communautaire de Emmanuel Mounier réunis pendant la seconde guerre mondiale à l'Ecole des cadres d'Uriage.

3.1. Les dames patronnesses et les bonnes œuvres

On a parfois tendance à reléguer au rang de folklore le rôle de ces dames bénévoles qui se dérobaient à leurs devoirs de famille et mondains pour accomplir une mission de bienfaisance, conformément à l'enseignement biblique qui voyait ces « *femmes de bonne volonté créés en Jésus-Christ pour de bonnes oeuvres, que Dieu a préparées d'avance, afin que nous les pratiquions* »[132]. Certes la bourgeoisie bien pensante ne manquait une occasion de se départir de son souci d'autrui grâce à ces faire-valoir que représentaient les dames patronnesses et autres oeuvres de charité auxquelles on donnait une aumône conséquente et si possible visible. Mais à travers ces activités de bienfaisance, Maurice Halbwachs voit aussi un compromis entre l'Eglise et le capitalisme : « *l'Église catholique qui, traditionnellement, opposait les riches aux pauvres comme les méchants aux bons, ou du moins ceux qui sont plus exposés au péché à ceux que leur pauvreté préserve de beaucoup de tentations, a dû admettre cependant que l'activité de l'industriel et du commerçant peut ne pas être sans mérite.* » Pour se faire, « *il n'y a en définitive qu'un moyen de justifier sa richesse et les efforts qu'on a faits pour les acquérir : ce sont les bonnes oeuvres, l'aumône, la charité.* »[133].

---

[132] La Bible, Epître de Paul aux Ephésiens, 2, 10.

[133] Maurice HALBWACHS, *Esquisse d'une psychologie des classes sociales*, Paris, Marcel Rivière, 1938, p 56.

Pour autant, le rôle des dames patronnesses[134] ne se borne pas à faire bonne figure et bonne grâce ; elles tiennent un rôle essentiel dans la formation des jeunes filles peu fortunées, suivant le but qu'avait poursuivi Mme de Maintenon sous le règne de Louis XIV : inspirer aux jeunes filles l'amour de la patrie, les initier aux vertus de la famille, et leur donner au besoin les moyens de pourvoir à leur propre existence. Ce triple idéal du travail, de la famille et de la patrie sera le socle doctrinaire national depuis la troisième République et jusqu'à son « épanouissement » sous le règne du Maréchal Pétain. Et les femmes y jouent un rôle important dans les domaines de la santé publique, de l'action sociale, et de l'éducation. Au point qu'en 1820, l'Ordre de la légion d'honneur est ouvert aux femmes, et l'on comptera en 1912 une centaine de femmes décorées pour leurs services dans le secteur médico-social et de la solidarité.

Aussi, ces dames des bonnes œuvres, au-delà du salut qu'elles gagnaient autant pour elles même que pour la société bourgeoise à laquelle elles appartenaient, jouèrent un rôle décisif dans les services sociaux familiaux et les services sanitaires dont elles furent souvent les organisatrices et les premières professionnelles. Déjà au 18è et 19è siècles, leur influence avait été grande dans la préfiguration de ce qui devait devenir les crèches et centres maternels. D'inspiration piétiste, les premières garderies-écoles voient le jour au début du 19è siècle pour subvenir aux besoins de garde de mères ouvrières, en complément du placement en nourrice qui reste la primeur des foyers aisés, et des salles d'asile qui n'accueillaient les enfants qu'à partir de l'âge de deux ans. Dans les garderies-écoles, les enfants en bas âge étaient soignés, nourris, amusés et même instruits, pendant que les parents travaillaient à la manufacture proche. Bien que co-organisateurs du système d'accueil collectif des enfants en bas âge qu'on appellera plus tard « crèches » et « écoles maternelles », les garderies-écoles et les salles d'asile, financées et administrées par des philanthropes et gérées par des dames patronnesses, se différencient par le modèle familial et éducatif qu'elles défendent respectivement. Dans les garderies, conformément à la doctrine catholique, le modèle familial est d'abord fondé sur le mariage ; aussi, les femmes célibataires en sont exclues. D'obédience plus souvent protestante, les asiles accueillent les enfants quelle que soit la situation familiale. Sur les mêmes principes, les familles et notamment les pères sont présents dans les garderies et participent à l'éducation afin de faciliter l'établissement de liens entre parents, personnel et enfants, alors qu'ils ne sont pas admis dans les asiles. En revanche, garderies et asiles partagent une même idée novatrice du petit enfant. Le bébé est considéré comme un sujet de relations, intelligent et sensible aux influences et à l'environnement. Le petit enfant est éduqué comme un être particulièrement réceptif et susceptible de se développer et se socialiser rapidement dès lors qu'il est stimulé. Cette conception de la petite enfance conduit à l'idée de la responsabilité des adultes, et plus largement de la société, dans l'éducation. La société a pour devoir de former les enfants, dès leur plus jeune âge, à leur destin de futurs parents, travailleurs, citoyens : la garderie et l'asile seront les lieux de cette formation par l'éveil pédagogique, dans le souci de faire de ces futurs être socialement conforme, des êtres sociables et socialisés, donc heureux[135].

---

[134] Selon le terme que l'on attribue dès le 18ème siècle aux femmes qui dirigent l'enseignement des jeunes filles, certains services hospitaliers ou encore des écoles maternelles.

[135] Jean-Noël LUC, *L'invention du jeune enfant au XIXe siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Belin, 1997.

A partir de la fin du 19è siècle, sous l'influence républicaine et laïque, la morale hygiéniste se réapproprie la morale chrétienne avec la volonté de « laïciser » la famille. Cette volonté passe par un début d'unification des systèmes de garde et d'éducation de l'enfant par l'instauration d'un nouveau modèle moral fondé sur l'importance de la santé et celle des apprentissages éducatifs. On espère dresser les conduites comme on dresse les corps, on vise pour les corps comme pour les comportements les mêmes objectifs : qu'ils soient sains, évolutifs, autonomes et individuels. Ce mouvement d'individuation s'accompagne de celui du modèle de la mère au foyer, la séparation de la mère et de l'enfant étant vue comme la source de l'essentiel des maux éducatifs[136].

L'instauration de ce nouveau modèle hygiéniste au sein même des asiles et des garderies fondés sur la doctrine chrétienne et sur un fonctionnement privé, pourrait sembler paradoxal. Mais il faut rappeler qu'au sortir de la guerre de 1914-18, nombre de jeunes filles de bonne famille qui avaient fait leurs débuts dans les bonnes œuvres comme infirmières dans les hôpitaux militaires, vont se former dans les écoles sociales nouvellement créées et prendre des responsabilités dans les structures sanitaires et éducatives. Elles constitueront le premier corps de personnel social professionnel au sein des services sociaux scolaires, des orphelinats, des premiers centres sociaux et autres associations familiales, et y développeront un esprit empreint tant de l'hygiénisme qu'elles ont acquis dans leurs fonctions d'infirmières, que de morale chrétienne apprise dans les milieux dont elles sont issues. Elles possèdent une formation technique en matière d'hygiène et d'assistance publique sanitaire et sociale, et une forte autorité qui les amène à imposer une activité professionnelle dans un milieu où l'on préférerait les voir assurer les fonctions d'épouse et de mère. En outre, elles sont du même monde que ceux qui les emploient et donc pourvues des mêmes relations d'influence. Elles imposeront donc rapidement leur rôle dirigeant dans un domaine -l'activité professionnelle- où ce sont d'habitude les hommes qui président[137]. Jusqu'aux directeurs des services de la Santé Publique, de la Justice et de l'Education qui se laisseront convaincre par les arguments de ces grandes bourgeoises au passé philanthropique, pour suggérer une disposition administrative ou calculer le coût de la mise en place d'une nouvelle institution.
A leur initiative, se tiendra à Paris en 1928 la première conférence internationale de service social, s'accompagnant d'une exposition de l'habitation et de l'aménagement des villes, d'un congrès international de l'assistance publique et privée, et d'un congrès international de la protection de l'enfance. Pour la première fois, les initiatives publiques et privées de multiples représentants des cinq continents se donnent à voir de concert et la question sociale devient publiquement un « *objet du politique* »[138], au sens de l'action civile et civique défendue notamment par l'Union féminine civique et sociale[139]. Cette action civique et civile, ces dames patronnesses l'exercent essentiellement dans la formation des jeunes filles,

---

[136] Liane MOZERE, *Le printemps des crèches, Histoire et analyse d'un mouvement*, L'Harmattan, 1992.
[137] Aujourd'hui encore, les activités sanitaires et sociales restent majoritairement féminisées avec 76 % de femmes dans les professions intermédiaires de la santé et du travail social. Source INSEE 1999.
[138] François FOURQUET, Lion MURARD, *Les équipements du pouvoir,* Recherches n° 13, 1973.
[139] L'Union Féminine Civique et Sociale est une association créée en 1925. Elle a été reconnue d'utilité publique en 1947, agréée éducation populaire en 1959, organisation de consommateurs en 1961, organisme de formation en 1976 et organisme de protection de l'environnement en 1978. Son but est de « *Susciter la participation de tous à la construction d'une société démocratique, en partant de l'expérience de chacune, (…et de) faire évoluer les mentalités, en y insufflant un esprit civique qui, appliqué aux domaines de la consommation, de la citoyenneté ou du travail, contribue à la construction d'une société plus humaine, où chacun a sa chance* »

participant à leur niveau à la promotion sociale, économique et politique des femmes. Elles montent et dirigent des écoles d'éducation familiale où l'on enseigne ce qui s'apparente aujourd'hui à l'économie familiale et sociale, et qui sera d'un grand secours à la nation dans les périodes de guerre. Entre Août 1940 et octobre 1941, elles sont déjà 3300 à avoir suivi l'enseignement des dames patronnesses des écoles de cadres, et prêtes à « *donner l'exemple devant la vie, à être ces femmes droites et simples qui contribueront au relèvement nécessaire de la nation meurtrie* »[140]. A la grande école de Grenoble, transférée en 1941 dans l'ancienne Maison d'éducation de la Légion d'Honneur[141] de Saint-Denis instituée par Napoléon 1er, les jeunes filles, sous la direction d'une superintendante assistée d'institutrices, apprennent « *très simplement l'art quotidien de la couture, de la peinture ou de la cuisine* » mais aussi les soins aux enfants et aux malades, la gestion matérielle et financière du foyer, ou se détendent en jouant au tennis installé près du couvent sur lequel on voit « *bondir les jeunes silhouettes noires au col blanc* » ou « *en bavardant couture et philosophie, gravement* »[142]. Au sortir de l'école, et après avoir soutenu leur mémoire de fin d'études[143], ces jeunes filles forment notamment le corps des assistantes familiales et sociales qui exercent dans des milieux divers : à la campagne, elles enseignent aux jeunes filles les arts ménagers, aux garçons le bricolage, gèrent l'activité des syndicats agricoles, des groupement d'achat, ou organisent les loisirs familiaux en proposant par exemple des projections de cinéma. A l'hôpital, elles se font traductrices du langage médical en langage populaire, suivant consultations du médecin afin d'expliquer ensuite au malade et à sa famille de quoi il en ressort ; puis organisent avec les familles la sortie du malade, la prise en charge des soins, et l'insertion professionnelle du convalescent. A la maternité, elles tentent d'éviter les abandons de nourrissons, et préparent les mamans à leur futur rôle d'éducatrice. Ce faisant, elles occupent une place de choix tant dans le développement de l'hygiénisme auprès des milieux populaires, que dans la légitimation professionnelle des femmes dans le secteur sanitaire et social dans un premier temps, puis plus largement dans la vie politique française.

De plus l'influence de ces dames patronnesses, et plus largement des bonnes œuvres au sens chrétien du terme, se retrouve aussi dans trois grands dispositifs d'action et de gestion sociales et éducatives : les mouvements de jeunesse chrétiens et les patronages, les Centres sociaux, et les institutions d'action sociale familiale, notamment la Caisse d'allocations familiales.

Créés dans la plupart des cas par des adultes pour des jeunes, les mouvements de jeunesse chrétiens réalisent une mise en application des idées philanthropiques et éducatives. Dans ces groupes en effet, les adultes, représentants et garants des projets, sont aussi porteurs de convictions dont la plus importante, commune à toutes les tendances, est que la jeunesse est l'emblème de la reconstruction et de l'avenir. Les jeunes pour leur part vont se retrouver dans des mouvements dont ils sont -eux-mêmes ou par héritage- proches, mais avec de volontaristes objectifs d'action religieuse et politique. Ainsi les mouvements catholiques de la jeunesse française de la fin du 19è siècle qui montrent une détermination politique très affirmée : la

[140] Journal COMPAGNONS, n° 45, 25 octobre 1941.
[141] Ecole qui était réservée aux filles de décorés de la Légion d'Honneur.
[142] Journal COMPAGNONS, n° 45, 25 octobre 1941.
[143] On peut consulter un certain nombre de ces mémoires conservés à l'Ecole Normale Sociale de Paris (18è) et au Musée Social (CEDIAS), on y trouve des travaux sur « le rôle de la superintendante », « le suivi social et moral des filles-mères », la réinsertion des mutilés ou des tuberculeux, ou encore sur les loisirs pour enfants de milieux ouvriers.

nécessité de créer un grand courant catholique face aux idées révolutionnaires qui s'implantent dans les mondes ouvriers.
Ces premiers mouvements de jeunesse sont idéologiquement proches de l'Armée du Salut, fondée en 1878 par le pasteur anglais William Booth qui se propose de gagner le salut des populations vivant dans la misère. Pour le pasteur Booth, le changement ne s'opère pas au niveau des masses mais en chaque individu. Le progrès social, politique et économique doit découler d'une profonde transformation intérieure de l'homme, réconcilié avec lui-même par la puissance de l'Evangile. Mais pour accéder à cette spiritualité, on doit d'abord proposer aux hommes des conditions de vie décentes, en s'inspirant du modèle militaire pour regrouper et mettre à l'œuvre les nombreux convertis qui suivent le mouvement. L'organisation aura donc une hiérarchie, une discipline, un uniforme, des règlements. Cette méthode fait la preuve de son efficacité jusque dans l'inspiration des mouvements de scoutisme, et leur pendant féminin qu'est le guidisme, nés en France à la suite du mouvement anglais fondé par Lord Baden-Powell en 1907. Baden Powell cherche à former une jeunesse catholique, patriote et préparée au combat. Cette fonction d'un scoutisme de « petits soldats » restera très présente jusqu'après la guerre de 1939-45. Il en est de même de la mission d'évangélisation qui sort des ambitions du mouvement dans les années 50 -ce qui marquera, entre autres, une scission du mouvement et la création des Scouts d'Europe en 1964- pour s'inscrire dans une démarche laïque, selon la définition qu'en donnent aujourd'hui les mouvements catholiques : "*on peut comprendre la laïcité non comme l'absence du fait religieux, mais comme l'absence de contrainte religieuse - ou idéologique - dans le domaine public. Elle se définirait comme l'autonomie de pensée, d'action, de conduite de sa propre existence, et le fait de reconnaître cette autonomie pour l'autre. Au lieu d'imposer des certitudes, la pensée philosophique laïque préfère accompagner l'individu dans la voie qu'il se choisit*."[144].
En parallèle des mouvements de scoutisme, dans la première moitié du 20è siècle, on voit se multiplier les patronages. Il s'agit, autour d'une paroisse catholique, de regrouper les enfants et les jeunes pour pratiquer des activités ludiques agrémentées de quelques séances de catéchisme, sans oublier les répétitions de la chorale dominicale. Mais en deçà de l'activité paroissiale, il s'agit aussi d'une forme de service de « garderie » rendu aux familles. En termes d'objet pédagogique, les patronages sont finalement ce qu'il y a de plus ressemblant aux différentes structures d'accueil « de proximité » destinées aux enfants et aux jeunes, que l'on trouve aujourd'hui (animations péri-scolaires, centres de loisirs), notamment parce que la paroisse est un indicateur géographique et démographique qui rassemble un nombre défini d'usagers sur la base de la proximité résidentielle.

Les mouvements protestants, quant à eux, sont les premières organisations officielles regroupant des jeunes gens et des jeunes filles, dès le milieu du 18ème siècle, bien avant donc la fondation des Eclaireurs et Eclaireuses de France, organisation fédérant les mouvements de scoutisme protestants, qui naît en 1911. Jusqu'au milieu du 19è siècle, les protestants rencontrent une hostilité politique et publique certaine à leur égard, et les textes de ces mouvements montrent leur volonté de fédérer les jeunes protestants sous forme de groupement d'intérêt. Très rapidement, ces volontés premières passeront au second plan derrière l'idée du collectif, quelles que soient les origines ou les opinions des jeunes qui se rassemblent, et les idées sociales, religieuses, intellectuelles et physiques qui sont défendues. Ces mouvements protestants seront longtemps novateurs en matière de groupes spécifiques : les

[144] Philippe REY, L*a laïcité est une chance*, avant propos de Bernard STASI, Seuil, 2004.

jeunes étudiants, les jeunes travailleurs, les jeunes filles, etc. Mais novateurs aussi en termes éducatifs, au sens où la pédagogie, et notamment celle du jeu, sera mise très tôt au centre de leurs réflexions et de leurs activités : solidarité, respect de l'autre, responsabilité, autonomie et pédagogie sont leurs mots d'ordre, l'évangélisation n'ayant jamais été un des fondements du mouvement.

C'est sur ces deux objets fondateurs –la pédagogie au service de l'éducation, et l'absence de projet d'évangélisation- que se ressemblent les mouvements de jeunesse protestants et les Centres Sociaux, pourtant d'influence catholique.
Mais c'est aussi au sein des Centres Sociaux que s'expérimente la question de la participation citoyenne. Mises en place en France au début du 20ème siècle, les maisons sociales s'inspirent du fonctionnement des centres sociaux des quartiers ouvriers anglais qu'on appelle *settlement*[145]. Au travers d'équipements gérés collectivement, les centres sociaux oeuvrent à l'émancipation des opprimés : les problèmes de misère, d'hygiène et de santé qui touchent le monde ouvrier, mais aussi ceux de l'exclusion de ces derniers des sphères de pouvoir et de leur inaccessibilité à la culture sont autant de questions auxquelles les animateurs des premières maisons sociales tentent de trouver des réponses avec les intéressés. Dans chaque quartier, le centre social doit être représentatif des habitants, avec la volonté des dirigeants de les associer aux conseils d'administration afin de trouver collectivement les réponses les plus appropriées aux problèmes locaux ; ainsi les dames des bonnes œuvres qui dirigent et administrent les maisons côtoient directement les classes populaires. Ce face à face pacifique correspond aussi à la volonté de ces dames de former des « élites » issues de l'action communautaire réalisée au sein des maisons sociales, en mettant les qualités personnelles de chacun au service de la collectivité[146]. Cet idéal de promotion collective est porté par des valeurs fondamentales pour le mouvement : reconnaître et favoriser la dignité de chacun, considérer les individus et les familles comme solidaires du corps social, et opter pour un fonctionnement démocratique, au sens du partage des responsabilités. Il s'exerce au sein des maisons sociales, mais aussi au sein de quelques cités-jardins construites par la société l'Habitation familiale créée l'abbé Viollet. Autour des maisons et des cités, les activités se multiplient : garderies, colonies de vacances, aide aux mères isolées, mutuelles d'assistance, coopératives de consommation, mais aussi activités éducatives d'enseignement ménager, et d'enseignement artistique. Ces activités s'organisent en associations familiales auxquelles participent les parents, accompagnés des dames patronnesses, sous la tutelle des donateurs, de prêtres et de religieuses. Ce mouvement familial a une singularité : il préconise l'action par l'entraide mutuelle et la participation de tous. C'est principalement ce qui le différencie des autres mouvements familiaux qui oeuvrent pour les mêmes objets -logement, santé, prévoyance et éducation- mais selon des formes d'aide et d'assistance plus institutionnelles et hiérarchisées.

C'est en particulier le cas de l'action sociale familiale institutionnelle dont sont issues les caisses d'allocation familiale, créées en 1932. Ces caisses sont un prolongement des réalisations que des institutions publiques et privées mettaient en œuvre depuis un siècle déjà. On notera que ces réalisations s'inscrivaient dans un contexte idéologique singulier, celui du *familiarisme* dont on a parlé plus haut, qui permettait d'ouvrir le « *modèle trop étroit, trop faible, trop inconsistant, qui était celui de la*

[145] Le premier *settlement* est créé en 1884 par un pasteur anglican dans un quartier ouvrier de Londres. D'autres suivront très rapidement en Grande Bretagne, mais aussi aux Etats Unis.
[146] Robert DURAND, *Histoire des centres sociaux ; du voisinage à la citoyenneté*, Syros, 1996.

famille ; (…) *et qui va ainsi, de modèle, devenir instrument, instrument privilégié pour le gouvernement des populations et non pas modèle chimérique pour le bon gouvernement* »[147]. C'est à ce titre que « la population des familles » est saisie sur la base de données démographiques et sanitaires particulières. L'industrialisation tue, ou plutôt les conditions de travail et de vie dans les manufactures affaiblissent les corps autant que le déracinement et la vie urbaine poussent les hommes et les femmes à des vices destructeurs. On parle de « maladies sociales » pour qualifier la syphilis et la tuberculose, au regard des dangers de contamination qu'elles représentent dans les conditions morales et sanitaires dans lesquelles vivent les familles ouvrières. La révolution scientifique à laquelle participent les découvertes de Louis Pasteur et de Claude Bernard inquiète autant qu'elle soulage, car on peut désormais soigner, mais l'on comprend aussi les effets du mode de vie dans la propagation des maladies. Les conditions d'hygiène bien entendu, souvent minimales voire inexistantes tant à l'usine qu'au foyer, mais aussi les rythmes de travail qui épuisent les corps et réduisent les résistances immunitaires, et qui amènent les mères à négliger leurs enfants ou les placer chez des nourrices peu consciencieuses, ou encore les promiscuités qui favorisent l'épidémie. Et dans le domaine de la morale, les plaisirs vicieux propres à une société urbaine, dont notamment l'alcoolisme et la prostitution. A ces facteurs de mortalité, il faut encore ajouter les guerres, en particulier celle de 1914-18 aussi dévastatrice en termes de morts qu'en termes d'éclatement des repères familiaux, notamment patriarcaux. Autant de « *pestes sociales* » qu'il convient d'éradiquer par une morale hygiéniste et une politique familiale.

L'instauration d'une politique publique en faveur de la famille reposera principalement sur l'argument démographique : après la première guerre mondiale, la mère et l'enfant sont au centre des préoccupations parce qu'ils représentent un capital démographique ; « *celui qui vient de naître appartient à sa famille par les liens du sang, mais il appartient aussi à sa patrie, à la grande famille nationale* »[148]. Aussi convient-il de ne pas laisser aux seules œuvres charitables le soin d'apporter soins et assistance aux familles et, dans un souci d'égalité de tous les milieux sociaux et d'uniformisation d'une morale familiale, de mettre en oeuvre une politique familiale de service public. A défaut de pallier dans l'urgence à toutes les carences en la matière, l'état apporte, dans un premier temps, son soutien aux associations et autres œuvres privées tout en appliquant des premières mesures de surveillance de ces initiatives par la présence obligatoire de médecins-contrôleurs au sein des établissements sanitaires et sociaux, secondés par des jeunes filles de bonnes familles qui assurent les visites à domicile comme infirmières visiteuses. Au même moment, les dispensaires publics mis en place, les sanatoriums, les asiles, les centres maternels et les orphelinats institutionnels sont autant d'établissements publics à vocation d'hygiène sociale, autant que de moralisation et d'éducation. Cette intervention de plus en plus exclusive de la puissance publique dans les affaires familiales marque aussi le retour d'un conservatisme familial, comme en témoigne l'adoption de la déclaration des droits de la famille, au congrès de Lille de 1920, en opposition à celle des droits de l'homme qui prônait un individualisme jugé destructeur de la stabilité familiale, de l'autorité paternelle et de la propriété. Mais, tout en centrant l'idéal familial sur l'importance de la fonction paternelle -guère réalisable dans les faits au regard de la « pénurie » d'hommes au sortir de la première guerre mondiale-, la politique publique familiale porte l'essentiel de ses efforts sur l'éducation et la

[147] Michel FOUCAULT, « La Gouvernementalité », In *Dits et Ecrits*, vol III, Gallimard, 1994, p 650-652.
[148] Jaqueline ANCELIN, *L'action sociale familiale et les caisses d'allocation familiale ; un siècle d'histoire*, Association pour l'étude de l'histoire de la sécurité sociale, 1997, p 29.

moralisation des mères, afin de diminuer la mortalité infantile et d'augmenter la fécondité.
Le congé de maternité est instauré en 1903, l'école maternelle est reconnue comme un établissement d'éducation et plus seulement d'assistance ou de garderie, et cette diversité des établissements et des fonctions familiales entraîne dans son sillage une spécialisation des services et des métiers. Ainsi, les dames patronnesses et les jeunes filles de bonne famille qui constituaient l'essentiel du corps actif de l'action sociale sont invitées à se spécialiser et se professionnaliser dans les nouveaux instituts et écoles de travail sanitaire et social : d'une activité de bienfaisance elles en font une profession. Infirmières, visiteuses familiales, assistantes sociales, conseillères familiales, deviennent des spécialisations correspondant peu à peu à des savoirs faire, des compétences, des fonctions et des secteurs d'activités particuliers, à une activité permanente et rémunérée, requerrant peu à peu des diplômes d'état. A la veille de la seconde guerre mondiale, l'essentiel des métiers de l'action sanitaire et sociale est créé, de même que les structures institutionnelles où ils s'exercent et que les dispositifs publics qui les régulent. Les caisses d'allocation familiale, la sécurité sociale, et l'ensemble des dispositifs de santé publique et d'aide familiale constituent dès lors les fondations d'un système d'état d'assistance et de régulation de la cellule familiale au sein du corps social.

3.2 Les mouvements d'éducation populaire

Les mouvements d'éducation populaire s'inscrivent principalement dans une démarche d'éducation du peuple comme outil d'émancipation de d'affranchissement. Il ne s'agit pas seulement de former d'habiles ouvriers et de justes contremaîtres, mais surtout des individus cultivés et des citoyens, dans l'esprit que Condorcet développait en 1792, préconisant déjà une instruction laïque et gratuite, telle « *qu'elle ne devrait pas abandonner les individus au moment où ils sortent des écoles; qu'elle devrait embrasser tous les âges; qu'il n'y en aurait aucun où il ne fût utile et possible d'apprendre, et que cette seconde instruction est d'autant plus nécessaire que celle de l'enfance a été resserrée. (…) cette instruction permettra de prendre connaissance de ses droits, de l'évolution des techniques, de l'économie, (…) on instruira le peuple des lois nouvelles, des observations d'agriculture, des méthodes économiques qu'il lui importe de ne pas ignorer.*»[149]. Mais il faut attendre la suppression des corporations et la Loi le Chapellier pour que s'instaure en France des systèmes de formation des adultes sur un principe fondateur de ce que l'on appellera « l'éducation permanente », et les lois de 1881 et 1882 sur l'enseignement scolaire gratuit et obligatoire pour que s'organisent, en parallèle de l'école laïque, des activités éducatives accompagnant l'enseignement scolaire.

Certains mouvements ouvriers issus de la révolution industrielle marquent les origines de l'Education Populaire en organisant leurs propres réseaux de solidarité et d'enseignement mutuel : on ne se rassemble pas seulement pour organiser la grève, mais aussi pour apprendre à lire et pour transmettre le savoir du métier. Le syndicalisme de métier assoit alors ses propres structures de solidarité, de protection, d'éducation et de loisirs, multipliant les initiatives jusqu'à la fédération des bourses du travail en 1892. Ces dernières se dotent de bibliothèques, d'ateliers divers et affirment leur vocation d'éducation par la fondation des Universités du Peuple, appelées aussi Universités Populaires. L'idéal d'affranchissement du peuple sous tend l'action des Universités Populaires. Créée le 12 mars 1898, la Société des universités populaires veut « *aller au peuple* » et apporter son concours aux groupements laïques existant en mettant les savoirs de scientifiques et d'intellectuels de haut niveau à disposition des classes peu instruites. Les Universités Populaires connaîtront une heure de gloire fulgurante avec près de 260 sites en 1900[150]. L'objet de ces Universités où se rencontrent ouvriers et intellectuels est double : d'une part, pallier à la carence intellectuelle des ouvriers, peu instruits et peu informés ; d'autre part favoriser la participation citoyenne de tous par l'accès à la culture et au savoir. En réalité, ces universités sont autant d'occasions de débats et d'échanges entre le savoir ouvrier et le savoir cultivé, davantage que de cours informés dispensés à un public inculte. Ce sera donc le lieu privilégié de bien des débats politiques, au cœur notamment de l'affaire Dreyfus, et de bien des formations à l'idéologie révolutionnaire. Mais les intellectuels et universitaires à l'origine de ce mouvement se heurtent souvent à l'hostilité des syndicats ouvriers qui les relèguent dans le camp de la bourgeoisie dont ils sont issus, soupçonnant ces représentants de la classe dirigeante de vouloir s'adjoindre la sympathie du peuple à des fins politiques intéressées. Les mouvements de Jeunesses Socialistes, de Jeunesses Laïques et Jeunesses Républicaines[151], crées

[149] Jean-Antoine-Nicolas de CONDORCET, Rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique. 10 et 11 avril 1792, imprimerie nationale 1792.
[150] La première Université Populaire officielle s'installe rue du Faubourg Saint Antoine le 9 octobre 1899.
[151] Ces deux derniers mouvements fusionnent en 1924.

vers la fin du 19è siècle sont mieux accueillis par une classe laborieuse en quête d'action politique[152]. Ces mouvements de jeunesse, résolument politisés, préparent une génération de militants politiques et syndicaux qui trouveront un accomplissement de leurs idéaux dans le Front Populaire de 1936. Dans cette entreprise de formation permanente, ils sont souvent relayés par l'école et en particulier par ceux que l'on a appelé les « hussards noirs de la république », organisation exemplaire du système de formation des maîtres d'école. Issus de toutes les couches sociales, mais sélectionnés comme une élite intellectuelle, ces hommes graves vêtus de noirs répandront dans les villes et les campagnes leur idéal de laïcité, de tolérance, et un savoir rationnel et éclairé, pour lequel l'Education Populaire et permanente apparaît comme le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté et l'exploitation, à travers le développement d'un esprit critique.

C'est aussi cet idéal d'éducation permanente que tente de développer Marius Gonin au sein des Semaines Sociales, qu'il crée en 1904 avec son ami Adéodat Boissard. Leur idée, lancée lors d'une réunion de l'Union d'étude des catholiques sociaux en 1902 (alors qu'ils sont encore tous deux membres du Sillon de Marc Sangnier), est celle d'une université itinérante du catholicisme social par sessions de huit jours au cours desquelles les participants écoutent les "leçons" des conférenciers. La première session rassemble en 1904 quatre cent auditeurs ; en 1939 à Bordeaux ils sont 2500 représentants de divers mouvements sociaux, professionnels de l'action sociale, religieux ou militants syndicalistes à venir écouter la vingtaine de conférences données par des universitaires ou « réalisateurs sociaux ». Les Semaines Sociales (toujours actives), sont une sorte d'université d'été, destinée à apporter une formation de type universitaire aux militants des œuvres. On y réunit donc des militants du catholicisme social pour leur soumettre les résultats des études ou des expériences faites pendant l'année par un certain nombre d'entre eux sur certains sujets d'actualité. Ainsi, la doctrine continue à orienter l'action tout en tenant compte de l'expérience, et les travaux, souvent de très bon niveau, sont édités chaque année dans la revue Chronique Sociale de France qui sert d'instrument de liaison.
Pour autant, les Semaines Sociales n'ont pas pour vocation d'aller directement au peuple, mais plutôt, « *dans la société nouvelle, de s'adapter à chaque milieu de sorte que la communauté nationale soit reconstituée par les élites de chaque classe* »[153] ou, pour le dire autrement, assurer la formation des cadres, ce qui n'est pas étranger -ni dans l'esprit, ni dans la forme- à la vocation de l'école d'Uriage dont on parlera plus loin.
A côté des Semaines Sociales, Marius Gonin, Maurice Eblé et Victor Bétremont fondent les écoles normales sociales ouvrières, les Secrétariats sociaux et l'Action Populaire en 1903, dont le rôle permanent permet de fournir aux militants la documentation dont ils ont besoin, d'établir entre eux les contacts nécessaires et de diffuser la doctrine, à travers les Cercles d'études. Le succès couronnera l'entreprise : les cercles d'études se multiplièrent autour de Lyon, puis à Marseille. Quant aux Secrétariats Sociaux, ils tiendront, après la seconde guerre mondiale, un rôle important dans la refondation du militantisme social dont on parlera plus loin.

---

[152] Eugène QUET, *Les origines, le développement des mouvements de jeunesse français et leurs attitudes devant les problèmes économiques, politiques, sociaux, de 1830 à 1914*, Mémoire pour le diplôme de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, direction Pierre BOURDIEU, 1973.
[153] Cité dans la revue COMPAGNONS, n°113, 19 décembre 1942.

Entre action éducative et formation politique, entre convictions catholiques et action laïque, le *Sillon* représente aussi l'esprit naissant de l'éducation populaire autant que la réalisation d'un face à face entre fils d'ouvriers et fils de notables dans une vocation de réconciliation des classes ouvrières avec la république et ses représentants. Fondée en 1894 par Paul Renaudin et Augustin Léger bientôt rejoints par Marc Sangnier, la revue *Le Sillon* étend son influence dès 1902 et suscite de nombreux cercles d'études où se propage la doctrine de Sangnier. Directement inspirées de la revue mère, de nombreuses publications se répandent par tout le pays, et l'on compte rapidement quatorze suppléments régionaux.
En 1905, dans la revue La Croix, Marc Sangnier précise les thèses du Sillon : «*Le Sillon a pour but de réaliser en France la république démocratique. Ce n'est donc pas un mouvement catholique, en ce sens que ce n'est pas une œuvre dont le but particulier est de se mettre à la disposition des évêques et des curés pour les aider dans leur ministère propre. Le Sillon est donc un mouvement laïque, ce qui n'empêche pas qu'il soit aussi un mouvement profondément religieux.*». Sangnier se recommande explicitement des auteurs de la Déclaration des droits de l'homme et des patriotes de 1792. Ses prises de position ne sont pas sans soulever de vives critiques au sein de l'Eglise qui avait pourtant soutenu l'initiative à ses débuts. La hiérarchie catholique s'inquiète de l'intrusion, par le truchement de la revue, de thèses dont les parentés avec le socialisme sont évidentes. Elles le sont moins, sans doute, que l'Eglise ne le prétend, mais nul doute que le mouvement du Sillon est davantage représentatif d'une doctrine du socialisme chrétien que du catholicisme social. Marc Sangnier s'inscrit en effet résolument dans l'action politique, en fondant en 1912 la Ligue de la Jeune-République puis en siégeant à l'assemblée à partir de 1919[154] au sein de la majorité du Bloc National à la Chambre "bleu horizon" avec lequel il s'emploie à défendre les principes d'une IV^e^ République dans le cadre d'un programme novateur, dans un souci de paix sociale. Pour autant, l'action et les œuvres sociales sont aussi dans les préoccupations du mouvement du Sillon, et dans de nombreux articles publiés dans La Démocratie[155], Marc Sangnier ébauche un véritable système de législation sociale qui entreprend d'intervenir dans le droit des familles, celui au travail et au logement. C'est autour de cette proposition que de nombreuses initiatives sociales voient le jour tels les que des foyers d'hébergement, des maisons d'accueil pour réfugiés comme le Foyer de la Paix, lieu d'hébergement des exilés allemands et catalans, et que se formulent de nouveaux idéaux de mixité sociale par le logement[156]. Mais le Sillon se revendique aussi des mouvements laïques de jeunesse et d'éducation populaire, militant pour l'aménagement du temps libre et des loisirs, et fondant la première Auberge de la Jeunesse en France, l'Épi d'Or, en 1929. L'année suivante, Sangnier fonde la Ligue Française pour les Auberges de la Jeunesse qui participera activement à l'organisation des loisirs, tâche à laquelle se consacre également Léo Lagrange. Ce dernier, député SFIO du Nord depuis 1932, est nommé sous-secrétaire d'état aux loisirs, aux sports et à l'éducation physique en 1936, au sein du nouveau gouvernement du Front Populaire dirigé par Léon Blum.

Si ce gouvernement du Front Populaire et la contribution de Léo Lagrange ont connu une gloire éphémère, ils méritent cependant que l'on s'y arrête, non

[154] Il sera de nouveau élu député à la libération sous l'étiquette MRP (Mouvement républicain populaire), parti démocrate chrétien dont il est président d'honneur.
[155] Journal qu'il avait fondé en 1906.
[156] On le verra plus loin, l'idéal de mixité sociale par le logement, dans l'esprit du Sillon de Marc Sangnier, trouvera de nombreuses concrétisations dans les années 60 et 70, dont la plus célèbre, s'appuyant aussi sur les travaux de Paul-Henry Chombard de Lauwe, sera la réalisation d'un grand ensemble de logements HLM à Saint-Herblain, dans la banlieue de Nantes.

seulement parce que la nouvelle législation du travail qui est alors mise en œuvre marque une rupture historique avec les anciennes conventions, mais surtout parce que se mettent alors en place les conditions de réalisation des idéaux de l'éducation populaire qui ne trouvaient jusqu'alors qu'un accomplissement aux marges de l'appareil d'état, et dans une concurrence farouche avec les dispositifs d'assistance publique et d'œuvres sociales chrétiennes. L'éducation populaire, telle qu'elle est pensée depuis la fin du 19è siècle, s'inscrit en effet résolument contre les dispositifs éducatifs et d'assistance qui prônent l'éducation du peuple par la classe dirigeante et les milieux religieux bien intentionnés. Il ne s'agit pas, pour les militants des mouvements d'éducation populaire, d'une nécessaire éducation *pour* le peuple, mais *par* et *avec* lui. Aussi, les réalisations mises en pratique se font-elles dans ce que l'on appelle alors des C*ercles*, qui réunissent ouvriers, contremaîtres, dirigeants et intellectuels.
Ces cercles ont de multiples objets, semblables d'ailleurs à ceux des œuvres de bienfaisance et autres mesures éducatives et d'assistance : on y conçoit des systèmes mutualistes d'assurances, l'organisation de loisirs familiaux, l'instruction permanente des adultes. Mais aussi, dans les cercles localisés autour de quartiers, d'unités d'habitation ou de groupements de métiers, on préfigure comme l'on organise l'action du Front Populaire ; c'est le cas notamment des Comités d'Intérêt de Quartiers (CIQ), créés à partir de 1906, et des Secrétariats du Peuple à partir de 1910. Les vocations affichées y sont toujours l'« *Action à caractère philanthropique* », les « *intérêts sociaux et de salubrité publique* », ou encore la « *bienfaisance et solidarité pour les plus démunis* »[157]. Mais au-delà de ces intentions philanthropiques, les Secrétariats du Peuple[158] visent à préparer l'union des mouvements politiques et syndicaux de gauche. Il en va un peu de même des Comités d'Intérêt de Quartier, souvent d'inspiration socialiste, et dont les témoins racontent avec autant de verve les luttes partisanes s'en prenant aux propriétaires comme aux pouvoirs publics que les fêtes et sorties entre voisins dont on imagine l'ambiance festive, le siège social des cercles étant situé le plus souvent dans des bistrots. Pour l'une comme pour l'autre de ces organisations, le logement est aussi au coeur de bien des luttes. En 1935, les Secrétariats du Peuple se fédèrent autour d'une Caisse Générale d'Economie des Loyers, sorte de mutuelle permettant ponctuellement de faire oeuvre de « *bienfaisance et charité pour payer les loyers des plus démunis* », et, l'année suivante, les CIQ en font de même autour d'un Comité d'Intérêts Généraux et d'une Fédération des Comités d'Intérêt des groupes HBM, ayant pour vocation les « *intérêts liés à l'urbanité* »[159].

En parallèle, la vie associative laïque et anticléricale impulsée par la petite bourgeoisie qui s'occupe de questions sociales et de loisirs est intense[160]. Dès 1878, se créent les Comités du Sou qui accompagnent les écoles laïques dans des actions de

[157] Source des Archives du Journal Officiel, création légale et objet des associations régies par la Loi du 1er Juillet 1901.
[158] Les Secrétariats du peuple ont tous leur siège social dans un bistrot de quartier, souvent dénommé « cercle » (cercle des amis, cercle des travailleurs, etc.)
[159] Le travail que nous avons réalisé aux archives départementales des Bouches-du-Rhône pour Marseille et de Haute-Garonne pour Toulouse montre que les premiers CIQ sont crées en 1906 à mMrseille, et se multiplient entre 1906 et 1936 jusqu'à ce qu'il existe un CIQ et un Secrétariat du peuple dans quasiment chacun des quartiers de la ville.
[160] Danielle BLEITRACH, Jean LOJKINE, Ernest OARY, Roland DELACROIX, Christian MAHIEU, *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*, Problèmes/Editions Sociales, 1981.

bienfaisance, ainsi que les Amicales de l'Instruction Laïque[161] qui gèrent le domaine péri et extra scolaire. Selon les écoles, on y organise les cantines, les garderies et patronages, les colonies de vacances au grand air mais aussi de nombreuses activités de couture, broderie, musique, théâtre, ou sport sont proposées aux enfants et aux parents hors du temps scolaire. La presse partisane de l'entre deux guerres quant à elle, ne tarit pas d'anecdotes sur les affrontements entre socialistes et curés. Ces derniers ont aussi leurs patronages accueillant les enfants en dehors de l'école pour le catéchisme mais aussi pour y pratiquer des activités éducatives et de loisir au sein même de la paroisse ou avec les Scouts. Dans certains quartiers, les deux types d'organisation -une laïque, l'autre confessionnelle- voisinent, et l'on est sommé de choisir son camp ce qui fait parfois l'objet de furieuses disputes dans les foyers ouvriers où l'on vote et milite avec les communistes, tout en baptisant les enfants.

Mais les militants savent bien que cette effervescence d'initiatives portées par les idéaux de l'éducation populaire restera marginale tant que l'appareil d'état n'intégrera pas l'esprit d'une culture populaire du temps libre. La première des revendications syndicales et politique est donc l'obtention de congés payés[162]. Après l'occupation des usines par plus de deux millions de grévistes en Mai 1936, les patrons affolés cèdent aux revendications, et la nouvelle majorité de Front Populaire peut lancer des négociations entre les syndicats et le patronat afin de résorber la crise sociale. Le 7 juin, la négociation aboutit aux accords de Matignon, véritable charte du travail complétée par un appareil législatif adopté le 20 juin, et dans lequel notamment la durée hebdomadaire du travail est abaissée de 48 à 40 heures sans réduction de salaire, et deux semaines de congés payés sont accordés aux salariés[163].
De toutes les réformes du Front populaire, cette dernière est celle qui rencontre le plus vif succès : le droit aux loisirs, jusque-là réservé à la bourgeoisie, s'offre enfin aux ouvriers. Aussi, la création d'un secrétariat d'état aux loisirs et la nomination de Léo Lagrange qui doit permettre la réalisation concrète du départ en vacances de plusieurs millions de personnes devient un symbole de l'institutionnalisation des loisirs et de temps libre. Pour Léo Lagrange, « *Organiser les loisirs et les sports dans un pays démocratique ne peut pas consister à placer des individus sous le contrôle autoritaire de l'Etat dans l'emploi de leur temps libre. L'Etat doit être un guide pour l'utilisation des loisirs et pour le développement, sur le plan individuel et sur le plan social, de la santé et de la culture. Son but suprême est que les travailleurs dans les loisirs trouvent la joie de vivre et le sens de leur dignité.* »[164]. Les fédérations d'éducation populaire s'associent à la tâche de Léo Lagrange : des moyens leurs sont accordés pour développer le réseau des Auberges de jeunesse, des maisons d'accueil, des colonies de vacances, et proposer des activités sportives et culturelles[165].

---

[161] AIL, dont la première en France sera créée à Marseille en 1882, et qui se développeront de manière constante avant d'être relayées par la Ligue de l'Enseignement, puis ce qui est aujourd'hui la Fédération des Oeuvres Laïques (FOL)
[162] Depuis 1906, les salariés bénéficient seulement d'une journée de repos hebdomadaire.
[163]Une troisième semaine sera accordée en 1956, la quatrième en 1965 et la cinquième en 1982.
[164] Cité par Geneviève POUJOL, *Dictionnaire biographique des militants*, L'Harmattan, 1996.
[165] En 1937, 253 chantiers sportifs sont organisés dans toute la France ; quant aux activités culturelles, elles ont pour but d'intéresser, dans chaque ville où elles se créent, l'ensemble des habitants aux problèmes sociaux ou politiques à travers l'organisation de conférences et d'expositions, et de démocratiser la pratique d'activités artistiques.

Bénéficiant de l'accès à ces structures d'accueil et d'activités, et de la logistique des transports mis à leur disposition à tarif réduit, des milliers de familles partent en vacances et découvrent les plaisirs du temps libre. Mais ce temps libéré, dans l'esprit des militants de l'éducation populaire autant que dans celui du gouvernement du Front Populaire, doit être un temps cultivé, qui doit donner forme à une véritable culture populaire[166] que magnifient de nombreux artistes tels que Renoir dans « La vie est à nous » ou Cartier-Bresson dont les photographies des premiers congés payés montrent les scènes pittoresques des voyages en tandem et du camping. On parle même de créer un ministère de la culture, au désespoir des conservateurs qui voyaient déjà ce secrétariat d'état aux loisirs comme une ébauche de ministère de la paresse. De nombreuses associations culturelles sont crées, qui réunissent artistes et amateurs, et les premières maisons de la culture connaissent un vif succès auprès des familles ouvrières qui apprécient ces formules de démocratisation de l'art et des pratiques culturelles. De même, des émissions d'enseignement par la radio sont diffusées chaque jour dès l'été 1936.

Ces diverses réalisations marquent en fait un tournant décisif dans la forme que l'on donne à l'idéal d'éducation du peuple, par la naissance et l'institutionnalisation de l'animation socioculturelle comme outil pédagogique de démocratisation culturelle. Cette dimension pédagogique participe de deux valeurs fortes soutenues par la notion d'action collective : comme un espace de rencontre communautaire et de prise en charge des aspirations des individus, mais aussi comme outil au service de la promotion individuelle et collective. Et cet idéal pédagogique, à la différence de l'action sociale, est caractérisé par la multiplicité des actions et des savoir-faire, et la polyvalence des champs de compétence[167]. Cette diversité d'activités dont participe l'animation socioculturelle, ainsi que sa multiplicité des pré requis de compétence, favorisera la création, avant la seconde guerre mondiale, de multiples organisations d'animation fédérées, comme les Centres Sociaux, l'Union Française des Centres de Vacances, les Francs et Franches Camarades, les C.E.M.E.A. (centre d'entraînement aux méthodes d'éducation actives)[168] ou encore les C.C.E.O. (Centre confédéral d'éducation ouvrière), qui proposent de nouveaux modes de penser le temps libre : autour d'équipements d'une part, et sur le principe de la promotion collective d'autre part[169].
Mais ce qui, au travers de cette dimension pédagogique, constitue la spécificité de l'éducation populaire, c'est qu'à l'instar de « l'associationnisme », elle se « *constitue d'emblée comme lieu de savoir »,* et ce *« avant même la visée hygiéniste et philanthropique* »[170]. La doctrine de l'éducation populaire s'appuie en effet sur « *l'intime parenté de l'universalité humaine, de la fraternité et de la cause du peuple, pour former à la liberté et à la responsabilité les jeunes ouvriers, en les appelant à agir par eux-mêmes* »[171]. Dans le fond, la visée morale de l'éducation populaire repose sur des valeurs parentes à celles qui fondent l'hygiénisme autour de la discipline physique et morale. L'association d'éducation populaire appelée « l'hygiène par l'exemple » est représentative de cette parenté par les œuvres

[166] Joffre DUMAZEDIER, *Vacances et valeurs*, Autrement, n°111, 1990.
[167] Les premiers stages de moniteurs sont mis en place en 1937.
[168] créés par les Éclaireurs de France, la fédération française des Éclaireurs, l'Hygiène par l'exemple et la Ligue de l'enseignement.
[169] Bénino CACERES, *Histoire de l'éducation populaire*, Seuil, 1964.
[170] Jean Louis PARISIS, Michel PERALDI, *La mise au vert, des rapports de l'Etat et du mouvement associatif dans l'institutionnalisation des loisirs de nature*, Thèse de doctorat en sociologie, université de Provence Aix-Marseille I, 1981. p21
[171] Marc SANGNIER, *Le Sillon, esprit et méthode*, Sillon, 1905, p 97

qu'elle développe en milieu rural auprès des enfants, visant à moraliser les corps et les esprits. Mais elle montre aussi les différences dans la manière dont est ici envisagée l'encadrement éducatif scolaire et péri-scolaires des enfants, sur la base d'un projet de formation, référence explicite à ce que l'on appellera « l'éducation nouvelle », où la psychologie de l'enfant tient une place importante, articulée à une prise en compte des milieux de vie. L'enfant n'est plus envisagé comme un petit être incompétent, irresponsable et vulnérable, base sur laquelle l'hygiénisme fondait ses propositions éducatives, mais comme un individu en formation, à la psychologie et aux sociabilités propres, qu'il s'agit de solliciter et de développer et non plus de modeler. Il en va de même de la formation des jeunes, comme de celle du peuple. On s'appuie sur l'universalité de l'homme et sa fraternité naturelle : « *Vite s'évanouissent les cloisons qui séparaient l'étudiant et l'ouvrier, les emprisonnant chacun dans son milieu, et l'on sent que l'on est véritablement frères, puisque l'on pense, puisque l'on veut ensemble* »[172] ; on se défie de la philanthropie et l'on invite à se garder de « *confisquer la liberté des ouvriers, (et d'être) des donneurs de conseils trop autoritaires* ». Enfin, et c'est sans doute la morale la plus explicite de ce que les militants appellent « la promotion collective » et qui suppose, empiriquement, qu'ils servent d'exemple et de modèle aux classes populaires : les conseillers de l'éducation populaire invitent à « *se contenter d'éveiller et de soutenir les initiatives (des ouvriers) sans faire justement ce qu'il ne faut pas faire, c'est-à-dire agir de l'extérieur.* »[173]. Eduquer le peuple par le peuple. Ne pas aller au peuple mais se faire peuple, telle est la doctrine de l'éducation populaire.

Dans cette acception, les rapports de classe sont supplantés par ceux qu'impose la fraternité, et le peuple prend le sens que lui donnait Michelet : un acteur historique qui ne peut ni se réduire aux classes sociales les plus défavorisées, ni s'étendre à l'ensemble des citoyens ; mais plus proche d'une vision *populiste*, au sens d'une essence communautaire du peuple, et non de classe[174]. Le « peuple » des militants de l'éducation populaire est un tout vivant et homogène, il constitue une société idéale construite des solidarités entre l'homme de science et de culture et « *ceux qui n'ont pas eu d'histoire, ceux qui ont souffert, travaillé, langui, fini sans pouvoir dire leur souffrance (...), caste laborieuse et méprisée, utile et foulée : grand peuple, peuple innombrable* »[175]. On admet que les classes cultivées possèdent l'esprit, et que les classes populaires ont pour elles l'instinct. L'éducation consiste à faire en sorte que la culture n'étouffe pas la nature, qu'un modèle soit imposé par une culture dominante à un groupe social resté plus proche de la nature. Au contraire l'esprit doit s'enrichir de l'apport de l'instinct, le peuple a beaucoup à apprendre aux classes cultivées : "*L'homme de science et de culture ne reprendra sa liberté qu'au contact de l'homme d'instinct. Sa jeunesse et sa vie qu'il croit renouveler dans de lointains voyages, elle est là, près de lui, dans ce qui est la jeunesse sociale, c'est-à-dire dans le peuple. L'homme du peuple, lui, doit accepter la science au lieu de la dénigrer par envie* "[176]. Aussi la doctrine sociale de l'éducation populaire défend une vision éducative qui cultive les différences, voire les inégalités dans le but de s'en enrichir. C'est suivant cette perspective morale que les mouvements de jeunesse, ceux de l'éducation nouvelle et de la formation permanente

[172] Marc SANGNIER, *L'éducation sociale du peuple*, Rondelet, 1899, p 45.
[173] *Ibid*, p 80
[174] Alain TOURAINE, *La parole et le sang*, Editions Odile Jacob, 1988.
[175] Jules MICHELET, Cours au Collège de France, 5 juillet 1841.
[176] Jules MICHELET, Cours au Collège de France, 5 juillet 1841.

développeront les actions culturelles, sportives et de loisirs d'un temps libéré devant être un temps cultivé.

Quelques uns de ces mouvements disparaîtront, beaucoup se mettront en retraite forcée pendant la seconde guerre mondiale, certains seront déclarés illégaux par le gouvernement de Vichy qui crée ses propres organisations de jeunesse[177] ; certains de leurs dirigeants entreront dans la clandestinité auprès des groupes de résistance, d'autres intègreront les organisations vichystes, ou se feront discrets. Certains renaissent après la guerre, d'autres auront disparu du paysage socioculturel pour des raisons simplement fonctionnelles, ou par perte de leur crédibilité due à des agissements peu avouables à la libération. Pourtant, si les structures et les organisations d'animation de la jeunesse font l'objet de remaniements, de refontes ou de disparitions, les hommes et les femmes qui les font ou les ont fait fonctionner restent. On sait que chaque mouvement d'éducation populaire actuel compte dans les rangs de ses dirigeants, membres fondateurs ou membres honoraires, d'anciens résistants[178] qui revendiquent dans leur engagement militant auprès de la jeunesse, une place pleinement politique au même titre que ceux qui auront intégré à la libération les institutions de l'Etat ou mené des carrières politiques[179].

C'est à ce titre aussi que s'exercent dès la fin de la seconde guerre mondiale de nombreuses collaborations entre les acteurs des mouvements d'éducation populaire, les élus et les hauts fonctionnaires. Ces collaborations à la reconstruction d'un état social au sortir de la guerre participent en particulier d'expériences partagées lors du conflit mondial, dans la résistance ou avec l'assentiment du gouvernement de Vichy, qui visaient à préparer les futures élites politiques d'une France libérée.
Sur ce point, sans doute l'école des cadres d'Uriage est l'expérience la plus exemplaire tant des formes de recomposition d'un militantisme social au cours de la seconde guerre mondiale, que des expériences communautaires dont seront issues les futures élites de l'état d'après guerre.

[177] Dès 1940, des chantiers de la jeunesse sont créés pour encadrer les jeunes qui rallient la zone non occupée. Le but des chantiers est de "prendre en main une jeunesse démoralisée par la défaite". Les jeunes sont "occupés à des travaux de défrichage, déboisement, carbonisation et travaux des champs. La culture générale n'est pas oubliée.

[178] Patricia RAMON, *Autour d'une mémoire*, Rapport de recherche, MJC, 1996.

[179] Par exemple, bon nombre de militants de la jeunesse ouvrière chrétienne prendront des responsabilités politiques : Bacon devient ministre du travail en 1962, Prigent ministre de la famille, Théo Braun ministre des personnes âgées, Louis Moulinet, Jean Fonteneau, Jean Peuziat, Georges Delfosse sont députés ; Montaron, Vinieux prennent la direction de « Témoignage Chrétien » ; Villette, Cartayrade, Chirat d'engagent dans les « Editions Ouvrières » ; Ravachol, Dumas, Andreis à la Fédération des malades ; Descamps devient secrétaire général de la CFDT ; Laval de FO accompagné par Peyre et Veyre ; Chavrot, Baghi, Lebruchec à la CGT, etc.

3.3 Le personnalisme communautaire et l'école d'Uriage

Fondée le 12 août 1940 par le capitaine de cavalerie Pierre Dunoyer de Ségonzac[180] sous la tutelle de Georges Lamirand[181], secrétaire à la jeunesse du gouvernement de Vichy qui officialise l'école nationale par une loi de l'Etat français en décembre 1940, l'école nationale des cadres de la jeunesse d'Uriage a pour vocation de penser la défaite et de former les futures élites de la France et de l'Europe à venir. Installés en zone non-occupée dans l'ancien château du Chevalier Bayard à Saint-Martin-d'Uriage près de Grenoble, une trentaine de « permanents » de l'équipe composée de personnes de milieux sociaux et professionnels différents et de convictions politiques et sociales variées, formera entre 1940 et 1942 plus de 4000 jeunes cadres venus de toute la France dont une grande partie jouera des rôles importants dans la reconstruction des structures de l'état français et de l'Europe après la guerre. L'intention est claire à l'initiative de la création de l'école : "*Servir la Patrie, en préparant la revanche sur l'ennemi allemand, et contribuer à la renaissance d'une communauté nationale solidaire*"[182]. Pour ce faire, l'école s'est donnée comme mission « *de refaire le pays par le haut* » en formant trois types d'élites « *dont l'appartenance n'est pas liée à l'exercice d'une fonction de direction mais à l'excellence dont chacun peut faire preuve :*

. les élites de commandements qui excellent dans les qualités de chef,

. les élites de maîtrise par ceux qui excellent dans leurs compétences professionnelles,

. les élites de rayonnement par ceux qui excellent dans l'action morale, intellectuelle, artistique ou spirituelle. »[183]

A l'origine donc, l'école organise des stages d'entraînement physique, intellectuel et moral pour les futurs chefs de la jeunesse qui eux-mêmes formeront les assistants et chefs de compagnie et les quelques 1200 chefs compagnons qui, déjà en 1941, dirigent les camps et écoles régionales de cadres répartis dans toutes les régions de la France non occupée[184].

Pendant deux ans l'école poursuit une activité de formation et d'étude, et devient rapidement un lieu de confrontation permanente entre différents courants de pensée. Car Uriage forge un esprit, élabore un style de vie. L'équipe de l'école forme une communauté dont les membres, unis par les liens de l'honneur, sont incités à donner l'exemple d'un développement personnel complet et équilibré. A partir de 1941, les cadres de l'école prennent progressivement leurs distances avec le gouvernement de Vichy, puis avec le régime, manifestant en 1942 une opposition ouverte à la politique de Laval. L'équipe se disperse et rejoint divers groupes résistants juste avant la suppression de l'école par Laval, en décembre 1942. En 1943, la milice occupe le château avec son centre-école pour des adeptes d'une collaboration avec l'Allemagne.

---

[180] Pierre Dunoyer de Ségonzac (1906-1968), aristocrate Saint-cyrien, cavalier et capitaine de char à 34 ans, maréchaliste jusqu'au printemps 1941, il rejoint la France Libre en décembre 1942.

[181] Fils d'un inspecteur général de l'Instruction publique, licencié en droit et ingénieur de l'École centrale, Georges Lamirand est un passionné par les problèmes sociaux et un chrétien fervent qui se plaît à rappeler que l'usine qu'il dirigeait avant la guerre a abrité la première section de la JOC de France

[182] journal COMPAGNONS, n°3, 2 novembre 1940.

[183] Bernard COMTE, *Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage 1940-1942*, Fayard 1991

[184] Journal COMPAGNONS, 14 juin 1941.

Aujourd'hui encore, l'expérience d'Uriage apparaît comme un des foyers où s'est élaboré un nouvel esprit des cadres de la nation ; elle est de ce point de vue exemplaire des idéaux et des formes que prendront les gouvernements de la IVè et Vè Républiques[185]. Mais elle est aussi caractérisée par sa singularité :

D'abord au niveau des ambivalences idéologiques dont elle s'accommode, valorisant les engagements résistants tout en gardant fidélité en la personne du maréchal Pétain[186]. Porteuse d'un idéal alliant un humanisme de bon père de famille conforme à l'orientation du régime vichyste de 1940, l'École s'inspire pourtant de références au socialisme et accueille tout à la fois les cadres des Chantiers pétainistes, ceux des mouvements de jeunesse de Vichy, autant que ceux venus des mouvements d'éducation populaire et des jeunesses socialistes ou des JOC d'avant guerre. C'est cependant cette fidélité au Maréchal et aux valeurs militaires et catholiques qui fait écrire à Bernard-Henri Lévy, dans « l'idéologie française », que l'école d'Uriage symbolise fascisme et antisémitisme, la quintessence du pétainisme : « *Par quintessence* » écrit-il, « *j'entends sa forme pure et sans mélange : un discours proprement pétainiste, sans le moindre soupçon de « collaborationnisme ». J'entend aussi sa forme exemplaire, observable in vitro : Uriage est mieux qu'une thébaïde ou une cathédrale du vichysme, il en est le laboratoire. J'entends encore sa forme élégante, cultivée, convenable, à la limite de l'acceptable : il faudra faire le compte un jour de tous les hésitants qui succombèrent à un délire si joliment tourné, si profondément rassurant. J'entends enfin la version qui aurait pu durer, enjamber les années terribles, survivre à la collaboration et doter le pays de ce lien social nouveau qu'elle avait de bout en bout pensé* »[187]. Cet ouvrage soulèvera les polémiques et les droits de réponse, car si l'on y reconnaît l'euphorie réformatrice dans laquelle baignaient les cadres de l'école, on peut contester les termes dans lesquels l'auteur analyse les formes doctrinaires qui y furent à l'oeuvre[188].

Car en effet -et c'est un second point qui fait l'exemplarité de l'école- il y a un « esprit d'Uriage » auquel le personnalisme communautaire de Emmanuel Mounier n'est pas étranger et qui ne ressemble pas au fascisme décrit par Lévy. A l'instar de Mounier -qui d'ailleurs participera aux activités de l'école en 1940-, on proclame à Uriage « l'individu pour la société et la société pour la personne », dont l'idéal politique doit se construire par une Europe fédérale à laquelle les cadres de l'école rêvent de participer activement, d'autant qu'ils sont convaincus que les orientations du régime de Vichy peuvent encore être infléchies. Uriage sera « *le berceau et le symbole de ce rapprochement par la rencontre qu'il opéra entre deux courants du catholicisme et du keynésianisme : l'un était de chercher le contact avec les forces profondes de la nation, l'autre, qui était de transformer le pays, de lui imposer la modernité qui ferait d'une nation battue, accablée, une nation forte.* »[189] Aussi, les cadres d'Uriage se donnent pour mission d'établir une troisième voie, ni un état

[185] Comme par exemple la planification, dont un certain nombre d'acteurs sont issus de l'école d'Uriage. Voir aussi à ce propos : François FOURQUET, Les comptes de la puissance : histoire de la comptabilité nationale et du secrétariat au plan. Ed Encres, 1980.

[186] En témoigne la présence conjointe et amicale à la direction de l'école en 1940 de Dunoyer, maréchaliste fervent, et de Henri Frenay, qui contribuera à la création du réseau résistant « Combat » et en fondera le journal du même nom en 1941, et qui sera ministre au sein du Gouvernement provisoire de la république française (GPRF) qui prend la place du gouvernement de Vichy en juin 1944.

[187] Bernard Henri LEVY, *L'idéologie Française*, Grasset, 1981. p53.

[188] Antoine DELESTRE, *Uriage, une communauté et une école dans la tourmente*. 1940-1945, Presses universitaires de Nancy, 1989.

[189] Michel MARIE, *Les terres et les mots. Une traversée des sciences sociales*, Méridiens klincksieck, 1989. p 123-124.

libéral ni un état totalitaire, en élevant la patrie et la nation au rang d'une amitié et d'une fraternité, en rénovant le sens civique et l'autorité de l'état, en disciplinant le capitalisme et intégrant le prolétariat à la nation grâce à l'accès au savoir et aux responsabilités, et enfin en édifiant l'Europe nouvelle[190].

Cette Europe nouvelle, selon leurs vues, doit s'édifier sur les bases d'une culture commune, qui constitue la troisième singularité de l'école. Son objectif est bien de former des jeunes hommes et des jeunes femmes à la construction d'une idée de la culture comme relais social et espace de contact facilitant l'intégration de chacun à la communauté internationale. Aussi la formation est encadrée par des « corps de métiers » représentatifs des piliers d'un état social et fédéral : parmi le personnel d'encadrement, on trouve des militaires, catholiques, traditionalistes (dont certains monarchistes comme Dunoyer) mais à l'écart de l'Action Française, beaucoup sortis de Saumur, qui diffusent l'esprit éducatif de Lyautey. On trouve aussi des hommes d'église : l'abbé de Naurois[191] sera l'aumônier de l'école jusqu'à mi 41, auquel succèdera le père des Alleux, dominicain. On recrute aussi des intellectuels, soit dans la mouvance catholique, comme Beuve-Méry, Mounier, Domenach, Chombard de Lauwe, Chevallier, Reuter, ou Lacroix ; soit dans les mouvances socialistes et marxistes, comme Dumazedier, Gandoffre, ou Jean Marc Jeanneney. On invite des artistes, peintres, céramistes, chanteurs, comédiens, cinéastes, disciples de Jacques Copeau, fondateur du théâtre du Vieux Colombier, qui logent dans une ferme à côté du château. Et enfin, on recrute ce qu'on appelle alors le « petit peuple d'Uriage » : des jeunes issus du Front Populaire, des chantiers de jeunesse ou des mouvements d'éducation populaire, quelques fils d'ouvriers, comme René Thomas ou Bénino Caceres, et quelques industriels et hauts fonctionnaires tout juste sortis des grandes écoles, tels que Claude Toulemonde (sorti de l'Ecole des Ponts), Jacques Chesnais ou Paul Delouvrier. A eux tous, ils expérimentent des méthodes pédagogiques actives qui inspireront, dans les décennies suivantes, les méthodes d'animation socioculturelle et de l'éducation spécialisée[192].

Le destin des acteurs de l'école d'Uriage est à l'image de leur devise : « *penser en équipe, c'est croire et agir ensemble* ». C'est cette idée de la promotion collective, de la réussite de chacun mise au service de tous, qui amènera les anciens d'Uriage à participer aux plus hautes responsabilités dans la construction de l'état d'après guerre, chacun dans son domaine professionnel, mais toujours étroitement liés dans les amitiés comme dans la défense d'une Europe solidaire et d'une formation de la jeunesse par l'éducation populaire. Entre temps, en décembre 1942, l'école avait suffisamment clamé son opposition à la collaboration et à la politique de Vichy pour que Laval en décide la dissolution. Ses membres se réorganisent dans la clandestinité, constituant ce qu'ils nommeront les « équipes volantes de l'école d'Uriage », structure secrète fonctionnant autour d'un noyau central baptisé l'Ordre, qui réunit une bonne partie de la direction, du personnel d'encadrement, des responsables de secteur et des chefs régionaux, et qui apporte son soutien aux groupes résistants constitués en menant des actions de propagande, et en organisant un système d'emplois de couverture pour les réfractaires au STO. Puis, à partir de 1943, les membres de l'Ordre menacés se dispersent pour prendre une plus grande part à la résistance, dans le maquis du Vercors, en Suisse, dans la région de Lyon et des Alpes, et jusqu'à Alger que Segonzac rejoint en 44, laissant la direction de l'Ordre à Beuve-Méry.

---

190 Bernard COMTE, *Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage 1940-1942*, Fayard 1991

191 L'abbé Pierre de Naurois sera co-fondateur, avec Jean-Marie DOMENACH', de la revue ESPRIT.

192 Wilfred Douglas HALLS, *Les jeunes et la politique de Vichy*, Syros, 1988.

Aussi, de par ces distinctions acquises dans la résistance, autant que par l'esprit de construction de l'état nouveau auquel ils sont formés, la plupart des cadres d'Uriage occuperont, après la libération, des postes à responsabilité et à mission de service public. On les retrouvera dans les services de l'état, les plus jeunes entrant à l'Ecole Nationale d'Administration avant d'intégrer les ministères, les autres prenant directement des responsabilités de hauts fonctionnaires, comme Simon Nora à la comptabilité nationale, Paul Delouvrier à la planification[193], Gilles Ferry qui devient directeur du bureau d'études de l'école militaire fondée par Xavier de Virieu, Jean Guéhenno qui dirigera les mouvements de jeunesse et de l'éducation populaire au ministère de l'éducation nationale et Pierre Dunoyer de Ségonzac qui réintègre l'armée. On les retrouvera également à la refondation des mouvements d'éducation populaire, comme Joffre Dumazedier, chargé à la libération d'organiser la réforme de l'éducation nationale dans l'Isère, et d'y initier un grand mouvement d'éducation populaire, reprenant la démarche pédagogique « d'entraînement mental » qu'il avait initié dans la quarantaine d'« équipes volantes culturelles » qu'il dirigeait au sein du maquis du Vercors entre 1942 et 1944. Avec Bénino Caceres, Jean de Chaléon, François Ducruy, Yvonne Jacquot, Louise Marie Lozach' Meur, Joseph Rovan, Lucette Massaloux et Paul Legrand, eux aussi passé par l'école d'Uriage, il crée en 1945 l'association Peuple et Culture[194]. On trouve aussi certains anciens d'Uriage dans les organisations catholiques, dans l'enseignement en écoles privées ou à la CFTC, comme Gilles Ferry, François le Guay, Jacques Roze[195], Jean Marie Domenach[196], ou André Cruiziat[197] ; et la plupart mèneront des carrières scientifiques et universitaires, comme Gilbert Gandoffre qui crée l'institut collégial européen, Jean Marie Domenach qui entre à la revue Esprit en 1946[198], Pierre Henri Chombard de Lauwe, sociologue « autogestionnaire » qui crée le centre d'ethnologie sociale, puis, avec Roger Gall, le centre d'éducation européenne, et qui enfin, avec Dunoyer de Ségonzac, organisera le service de formation des jeunes en Algérie de 1959 à 61. Quant à Hubert Beuve-méry, ancien journaliste à Temps Nouveau sous le pseudonyme de Sirius, il crée le journal Le Monde en 1944, au sein duquel il affirme continuer à appliquer la discipline d'Uriage. Sans oublier les artistes et hommes de culture, tels que le cinéaste Yves Robert, le comédien Olivier Hussenot ou le chanteur Jacques Douai.

De ce point de vue, on doit admettre que l'ambition du Maréchal à ce que l'école nationale forme les futures élites de la France aura été aboutie, même si l'esprit selon lequel cette formation devait être suivie lui aura échappé bien vite. Car en effet, l'objectif du gouvernement de Vichy est bien de former la plus grande diversité des hommes et des femmes à la plus grande diversité des corps de métier. Dans le journal « Compagnons » dirigé par les jeunesses pétainistes, « *l'hebdomadaire courageux d'une époque difficile* » comme le précise son sous-titre, on réfère régulièrement entre 1940 et 1942 des activités et des buts de l'école nationale où « *il*

[193] Paul Delouvrier participera à la mise en place du plan Monnet, puis à l'aménagement de la région Ile de France. Il sera par la suite l'un des initiateurs de la cité des sciences et de l'industrie de la Villette.
[194] Dans les années 60, à la faveur de la guerre froide, le mouvement connaît une première division entre les partisans de l'humanisme qui rejoignent la revue ESPRIT, ceux du socialisme, et ceux d'un idéal laïque dont certains rejoignent la fédération des auberges de jeunesse.
[195] Fondateur de la Jeunesse de l'Eglise, communauté du petit Clamard dirigée par le père dominicain Montuclard jusqu'en 1952.
[196] Fondateur de la communauté des Murs Blancs à Chatenay Malabry.
[197] Fondateur du groupe chrétien Vie Nouvelle en 1947.
[198] il a alors 24 ans, et restera au sein de la revue Esprit jusqu'en 1976. Il crée en 1970, avec Michel Foucault et Pierre Vidal-Naquet, le Groupe d'Informations sur les Prisons.

y en a, comme on dit, de toutes les couleurs : celui-ci vient d'être reçu au concours du ministère de l'intérieur qui lui ouvre la carrière de chef de cabinet du préfet, voire de sous-préfet. Celui-là est tailleur de pierre : c'est un compagnon du Tour de France. Cet autre représentera la France au loin : sorti des Sciences Po', reçu au concours, il partira comme vice-consul de France ou secrétaire d'ambassade. Plus loin encore partira, dès que possible, ce grand garçon frisé breveté de l'Ecole Coloniale, futur administrateur au Laos ou au Tonkin. ». De futurs administrateurs de la France donc, « *mais avant tout des hommes. Car, en réaction contre l'intellectualisme forcené qui tue, il y a le travail manuel. Qui sait manier la pelle et la pioche, qui sait réaliser avec ses mains, celui-là pense mieux !* ». Des hommes qui, « *penchés attentivement sur la France d'hier et sur celle d'aujourd'hui, accueillant l'expérience plus que la doctrine, cherchant plus le témoignage que la thèse dans ce château bâti à une époque où des français croyaient à leur mission dans le monde, ont fait le point comme sur un vaisseau en péril. De leur union sont nés un espoir et une volonté d'action.* »[199]

On pourrait dire bien sûr que la singularité de ce « peuple d'Uriage », pour reprendre l'expression de Pierre Bitoun[200], tient à leur représentativité dans la plus grande diversité des places et des fonctions du pouvoir après guerre : l'armée, l'église, l'état, la science et les arts, aucun des domaines où se construit la puissance publique ne leur aura échappé. Et il est vrai qu'aucune des grandes écoles de la vie ou de l'institution éducative ne semble préparer à une si grande diversité des carrières et des fonctions. Mais au-delà des réussites intellectuelles, politiques et professionnelles des membres de l'école d'Uriage -dont on peut raisonnablement penser qu'elles ont tenu à la puissance des réseaux de familiarité qu'ils ont entretenu, mais aussi que le gaullisme politique d'après guerre prolongeait le creuset personnaliste incarné à Uriage-, la particularité de la formation d'Uriage tient à l'empreinte idéologique que ses membres vont inscrire durablement dans les institutions publiques et privées, idéologie fondatrice d'un état animateur et d'une utopie sociale de la mixité. De toute évidence, leur expérience de vie commune -dans un contexte favorisant les solidarités organiques dont dépendaient non seulement leur formation mais aussi leur survie- aura été fondatrice de très singuliers arrangements idéologiques fondateurs d'une doctrine de la promotion collective et du bien commun. Les grandes différences des origines sociales, des convictions religieuses et politiques et des conceptions morales des cadres et futurs cadres d'Uriage faisaient de ce groupe un exemple d'anachronisme et d'ambivalence bien que, selon la formule de Mounier, le christianisme sut « *infléchir sa conviction socialiste dans le sens d'un respect authentique des subjectivités, conçues comme essentiellement ouvertes* ». Mais en outre, ils avaient en commun d'être des hommes et des femmes cultivés et instruits et, si ce n'est par conviction, du moins la discipline sévère d'Uriage les obligeait-elle à la collaboration et à la solidarité dans la réflexion comme dans l'action, comme en témoigne son règlement :

« <u>*Projet de formule d'engagement*</u>
Je m'engage sur mon honneur à conformer ma vie à la règle de l'ordre et à me soumettre aux décisions du conseil relatives à cette règle.
(Cet engagement est pris pour un an. Il est renouvelable à l'occasion de chaque réunion générale. Dans des cas exceptionnels, le Conseil peut en admettre la résiliation.)

[199] COMPAGNONS, 26 octobre 1940, article signé Philippe Gaussot.
[200] Pierre BITOUN, *Les hommes d'Uriage*, La découverte, 1988.

Projet de règle
1. Se plaçant dans l'évolution du monde vers des formes de vie collective, prendre pour but la libération de l'homme sur les plans économique, social, spirituel.
2. Prendre pour principe : « La fin ne justifie pas tous les moyens. » Chacun pourra et devra déterminer les applications de ce principe suivant les exigences de sa conscience.
3. Mener une action éducative dans le milieu dans lequel on se trouve. Dans la perspective d'une transformation des institutions, s'attacher principalement à la transformation de l'homme.
4. Développer au maximum ses possibilités physiques et assurer son équilibre, par exemple par la pratique du décrassage quotidien et la participation à une séance de sport hebdomadaire (en commun).
5. Développer ses qualités intellectuelles par l'acquisition d'une méthode de pensée et d'éléments de culture.
6. Savoir utiliser et dominer, dans sa vie quotidienne, les moyens mis à notre disposition par la science et la technique modernes : motorisation, habitat, etc. Garder avec la nature les contacts indispensables à une vie équilibrée.
Rechercher la maîtrise de la technique professionnelle que l'on exerce.
7. Faire dans sa vie une large place au désintéressement, voire au détachement, ce qui exclut la recherche pour eux-mêmes des honneurs et de la fortune.
8. Accepter pleinement les risques qu'implique le témoignage de ses idées et de ses convictions.
9. Dans sa ligne spirituelle propre, faire de sa vie intérieure un engagement et une recherche toujours approfondie.
10. Avoir le souci constant d'entrer en contact avec des éléments représentant des milieux différents du sien. Poursuivre ces contacts dans un esprit d'humilité, de compréhension et de recherche en commun.
11. Chercher à développer les liens personnels et une amitié dans tous les milieux dont on fait partie.
12. S'insérer dans la communauté française, d'Europe, d'Outre-mer, en approfondissant ses valeurs traditionnelles et la réalité vivante de son peuple.
13. Avoir le souci d'élargir ses perspectives, en se situant sur le plan international.
14. Être envers tous les membres de l'équipe d'une complète loyauté. S'abstenir d'émettre des critiques graves sur des actes d'un camarade, sans le porter à sa connaissance.
15. Pratiquer entre tous les membres de l'équipe l'entraide la plus large, en particulier l'hospitalité.
16. Verser une cotisation proportionnelle à son salaire suivant un taux fixé par le groupe auquel on appartient.
17. Participer d'une façon habituelle à la vie du groupe le plus proche et mener, quelques jours par an, une vie communautaire complète dans toute la mesure du possible, à l'occasion de la réunion générale annuelle.
18. Pour les membres mariés, la présente règle devra être connue du conjoint et approuvée par lui, avant que l'engagement soit souscrit. Les membres déjà engagés et désireux de contracter mariage sont, de droit, s'ils le désirent, déliés de leur engagement. »[201]

On ne peut, à la lecture de ce règlement, qu'être frappé de l'influence de la pensée personnaliste sur l'esprit et la règle de l'école d'Uriage. Fin 1940 d'ailleurs,

[201] Pierre DUNOYER de SEGONZAC, *Le vieux chef, Mémoires et pages choisies*, Seuil, 1971.

après seulement quelques mois d'existence, l'école organise un colloque réunissant les différentes factions de l'intelligentsia proches d'Uriage. Emmanuel Mounier et Jean Lacroix, les futurs fondateurs de la revue *Esprit* sont les premiers invités ; Jean-Jacques Chevallier, professeur de droit à la faculté de Grenoble, Michel Dupouey du Secrétariat général à la Jeunesse, Henri Massis, de *La Revue universelle*, et d'autres encore y participent. Une forte opposition surgit entre Mounier et Massis. Le premier défend une doctrine catholique et sociale fondée sur le primat de l'individu, dénonçant la massification. Le second est un maurassien. Ce conflit idéologique est aussi un conflit de pouvoir que résume Beuve-Méry, dans un article intitulé « Révolutions nationales, révolution humaine »[202] : *« Il faut à la révolution un chef, des cadres, des troupes, une foi, ou un mythe. La Révolution nationale a son chef et, grâce à lui, les grandes lignes de sa doctrine. Mais elle cherche ses cadres »*. Des cadres dont on imagine sans peine que Mounier en est le préféré. Le 17 février 1941, Segonzac reçoit des instructions précises du gouvernement de Vichy : il est sommé de se séparer de Mounier et de l'abbé de Naurois. Ce dernier est finalement remercié par Hubert Beuve-Méry et Segonzac mais Mounier garde une place de choix dans la formation philosophique des cadres. Sa théorie personnaliste abonde en effet les règles et l'esprit d'Uriage : la personne est libre et créatrice, elle prend le monde comme problème et le construit comme destin. Dans la relation entre affirmation du moi et communion à l'autre, la personne est capable de dire « nous » tout en considérant l'autre comme différent. Il s'agit de vouloir que l'Autre existe afin qu'ensemble on construise l'humanité qui se doit de conquérir des valeurs spirituelles, comportant des exigences de gratuité, de courage, d'ouverture et de don de soi.

Le personnalisme prend aussi la défense de la personne contre les excès : l'Homme en soi ne peut pas vivre, il doit être l'homme-monde car l'homme est dans le monde comme le monde est dans l'homme. Aussi, le personnalisme n'a pas de position propre sur le plan doctrinal : il reste compatible avec la plupart des systèmes dans la mesure où la personne se trouve puis se cherche à nouveau dans un esprit pluraliste. Ainsi, Mounier invite tout homme à un choix éthique : la formation dans l'authenticité. Former, c'est s'opposer aux sectarismes, s'exposer avec lucidité en acceptant d'être utile avant d'être plaisant, savoir être insécurisé par l'autre, haïr l'erreur mais aimer les errants. Ainsi, comprendre et appliquer le personnalisme au quotidien, c'est accepter la confrontation à l'autre.[203]

Ainsi en était-il de l'école d'Uriage qui s'était donné pour mission d'éduquer des cadres méritants et communautaristes, dans un esprit humaniste qui, -pour reprendre l'expression de Michel Foucault- « *servait de jonction pour sauver à la fois le traditionalisme bien pensant et le marxisme* », et que partageaient les aristocrates comme les prolétaires, les conservateurs comme les socialistes qui se retrouvaient là. Dans un heureux mixage d'expérience de vie collective faite de discipline militaire autant que de fantaisie artistique, et de conceptualisation empruntant au catholicisme social comme au socialisme, les cadres de l'école fondèrent une idéologie de l'animation, au sens pédagogique du terme, faite de méthodes de participation active et pluridisciplinaire. C'est sur ces bases pédagogiques, et celles d'un idéal fait de discipline et d'autogestion, que les membres d'Uriage empreignirent le plus largement l'esprit social de l'après guerre : la puissance

---

[202] Hubert BEUVE-MERY, « Révolutions nationales, révolution humaine », *Esprit*, 98, mars 1941.

[203] Emmanuel MOUNIER, *Manifeste au service du personnalisme*, Seuil, 1961 et février 2000.
Et Sylvain CONNAC, *Evaluation formative et relation éducative*, Mémoire de Maîtrise des Sciences de l'éducation, Université Paul Valéry Montpellier III, 2001.

publique devait s'exercer dans la négociation dans un objectif non plus seulement de contrôle social et de régulation mais aussi de protection et d'animation ; les institutions devaient initier des formes de partenariat avec la société civile dans un objectif de service public, et les mouvements militants, confessionnels ou laïques, devaient prendre part à la mission nationale et européenne de construction du corps social et d'éducation du peuple.

Pour autant, dire que l'esprit social de l'après guerre est imprégné des enseignements de l'école des cadres d'Uriage ne signifie pas que les membres de l'école, leurs disciples ou ceux du personnalisme communautaire exercèrent une influence exclusive dans la seconde moitié du 20è siècle, et encore moins que leurs idéaux et leur doctrine furent partagés (et d'ailleurs pas même pas tous ceux d'entre eux), voire appliqués ; en témoigne l'échec d'une Europe sociale dont ils avaient rêvé. Il s'agit plutôt, par l'exemple pédagogique d'Uriage, de montrer que l'esprit social de la seconde moitié du siècle se renouvelle à travers le dispositif d'animation davantage que celui de l'action sociale dont les finalités varieront peu par rapport à celles fondées au tournant du siècle. Et que le renouvellement de ce dispositif d'animation est symbolique d'un infléchissement du rôle de la puissance publique et des fonctions institutionnelles d'un état providence vers un état animateur c'est à dire un état mobilisateur des énergies –dont celles des collectivités locales et des associations- au nom de la solidarité, qui trouvera sa forme la plus aboutie dans les années 1980 et 90.

Ce renouvellement des idéaux et des modalités d'action participera d'un processus de maturation de la question sociale aboutissant dans les années &ç70 à une distinction de la « question sociale » et de la « question ouvrière », à une séparation des champs du social, de l'assistanciel, du sanitaire, du culturel, et de l'éducatif, et à de nouvelles formes de contrat social entre l'Etat, les collectivités locales, et les organisations civiles. C'est ce nouveau « contrat social » qu'énonce aussi Emmanuel Mounier, en commençant par opposer le paradigme personnaliste au paradigme individualiste dont Mounier dénonce le pouvoir de penser par soi et la volonté de vivre pour soi et pense la relation à l'autre et l'éthique comme fondatrices de l'individualité. Il s'agit pour lui non plus de combattre ou condamner l'économie, l'état, ou les systèmes de solidarité entre les hommes, mais de replacer l'éthique au cœur des logiques économiques, la personne au centre des institutions, et la relation à l'autre constitutive de la personnalité. Aussi, l'idéologie personnaliste ne peut se contenter de la seule voie politique, au sens strict du terme, pour réformer la société. Elle ne peut lui réserver un monopole d'intervention. Elle croit aux vertus du pluralisme qui repose sur les institutions intermédiaires, à savoir les associations. Le principe de subsidiarité trouve du reste ici une application exemplaire. Il faut, selon Mounier et ses adeptes, donner une possibilité d'expression à toutes les formes d'organisation spontanées qui font progresser la solidarité[204]. Il faut aussi que ces formes d'expression impriment une double orientation aux institutions :
« *1° Un conditionnement négatif : ne jamais faire d'une seule personne une victime de leur lourdeur ou un instrument de leur tyrannie; ne pas empiéter sur la part proprement personnelle, en domaine privé et en domaine public, de la vie des*

[204] C'est aussi selon ce principe d'ouverture que, dans son entreprise de définition de la personne, Mounier réhabilite une certaine fraîcheur à la philosophie dès lors que chacun peut en être (philosophe, et personnaliste) sans le savoir, et se défend surtout d'une « systématisation définitive » de sa doctrine. Sur ce point il emprunte d'ailleurs à la philosophie de Emmanuel Lévinas, qu'il cite de nombreuses fois dans ses écrits.

particuliers; protéger cette part sacrée contre l'oppression possible d'autres individus, ou d'autres institutions; limiter les contraintes nécessaires aux exigences des nécessités naturelles et à celles d'un ordre public doté d'un souple régime de contrôle, de révision et de progrès.

2° Une orientation positive: donner à un nombre de plus en plus grand de personnes, à la limite donner à chacune les instruments appropriés et les libertés efficaces qui lui permettront de s'accomplir comme personne; réviser de fond en comble des appareils, une vie collective qui depuis un siècle notamment se sont développés avec une rapidité prodigieuse hors du souci des personnes, donc contre elles; pénétrer tous les rouages de la cité des vertus de la personne en développant au maximum à tout étage et en tout point l'initiative, la responsabilité, la décentralisation. »[205]

Mais en même temps, tout en dénonçant l'hypothèse de « civilisations supérieures et de civilisations inférieures », Mounier établit le principe de différence. Ce même principe qu'il attribue à la classe ouvrière : le personnalisme communautaire revendique « *l'égale répartition des " élites " dans toutes les classes sociales, et que les hommes du peuple sont la plupart du temps plus riches de savoir réel que les professeurs et les critiques qui viendront les enseigner: c'est pourquoi nous voulons préserver ces appuis ou ces germes d'une culture fraîche contre les entreprises des demi-savants. Avec les meilleures intentions du monde, on fera honte à ces hommes simples de leur sagesse informe ou de leurs goûts naïfs, on leur donnera le respect de tout le caravansérail des marchands d'instruction, de la quantité de choses sues, de l'habileté, de l'éloquence. Ils croiront connaître réellement quand ils auront été éblouis par la cohérence logique du premier système venu, goûter réellement parce qu'ils apprendront les admirations reconnues et les commentaires appropriés. Ce ne sont pas les intentions que nous attaquons. Le but dernier du personnalisme est bien aussi de donner à tout homme sans exception le maximum de vraie culture qu'il peut supporter. Nous n'en avons qu'aux moyens qui, extérieurs et massifs, iraient à l'encontre du but proposé*»[206].
En rejoignant dans le mouvement ouvrier, et spécialement dans le mouvement ouvrier français, de vieilles traditions personnalistes qui ont pris d'autres noms et d'autres visages, le personnalisme communautaire a pour mission propre de « *réussir la jonction entre les valeurs spirituelles déconsidérées à ses yeux par l'utilisation qu'en a fait le monde de l'argent, et les authentiques richesses, spirituelles elles aussi, qui se sont conservées dans l'âme populaire plus authentiques que partout ailleurs*. »[207]. Ainsi Mounier fonde le rapport de réciprocité entre l'intellectuel et l'ouvrier pour se penser eux-mêmes et se penser l'un l'autre[208].

On pourrait dire, tenant compte des différentes doctrines qui ont été présentée dans cette première partie et de l'apport indéniable de l'idéologie personnaliste à la construction d'un « esprit social », que l'idéologie et les mouvements sociaux de l'après guerre dessinent un nouveau paradigme de l'altérité. Un paradigme où l'Autre -celui vers qui tend la relation d'aide- est pensé non plus seulement dans un rapport distance-proximité entre un « eux » et un « nous » que la relation vise à

---

[205] Emmanuel MOUNIER, *Manifeste au service du personnalisme*, Éditions du Seuil, 1961 et février 2000, p 68.
[206] Ibid, p 96.
[207] Ibid, p 167.
[208] Emmanuel MOUNIER, *Révolution personnaliste et communautaire*, Seuil, 2000. p 97.

réduire, mais aussi dans la différence propre entre « eux » et « nous », stigmatisée par « leurs » traits culturels caractéristiques et singuliers qui « nous » sont inaccessibles.

4. Distance-proximité et frontière sociales

Après le conflit de 1939-45, une autre guerre s'engage en France qu'on appellera « la guerre contre les taudis »[209] et qui, entre problème du logement et traitement de l'immigration, va être l'objet à partir duquel se reconstitue, dans un nouveau paradigme, le rapport au peuple. Ce paradigme participe aussi d'un nouvel objet des attentions du militantisme social : la cité, comme espace bâti (dite aussi « de grands ensembles »), comme espace social et comme lieu politique.

On pourrait ainsi qualifier la cité, telle qu'elle se pense, se bâtit et se consomme dans la seconde moitié du 20è siècle : la cité, c'est un territoire qui tient à la fois du village urbain et de l'ailleurs de la ville, faisant jouer le rapport mobilité-fixation[210] ; la cité tient de l'équipement collectif autant par l'existence d'un socle doctrinaire à partir duquel elle s'énonce que par le dispositif institutionnel qui en organise les fonctions disciplinaires[211] ; et la cité, c'est enfin une intention politique, une utopie, celle de la promotion collective. Cette utopie de la promotion se joue sur le modèle de la mobilité ascendante des « trente glorieuses » et ses trois grands piliers : l'école, le travail, le logement. Mais elle se joue collectivement d'abord dans les grands ensembles de logement à travers la cohabitation entre « *des catégories qui, d'ordinaire, ne voisinent que dans les statistiques* »[212], sur le pari que les classes moyennes serviraient d'exemple et de modèle pour les classes populaires.

A partir de cette qualification de la cité, le développement qui suit à pour objet d'identifier, à travers quelques exemples dont les organisations militantes sociales se saisissent du « problème » de la cité[213], l'infléchissement du « traitement social de la question sociale » pour reprendre l'expression de Michel Chauvière, d'une problématique du rapport distance-proximité au peuple, vers une problématique de la frontière sociale que l'on développera dans la seconde partie de ce travail.

Dans les années 1945-1950, de nombreuses études publiques ou privées[214] font état du dramatique problème de logement en France qui concerne à la fois la pénurie de logements, et l'insalubrité d'une partie des logements existants. Outre les effets de la faiblesse de la construction entre 1918 et 1948[215], on dénombre en France près de quatre millions de logements vétustes, 10 % sont insalubres, 40 % surpeuplés, 50% des jeunes ménages vivent chez leurs parents. Une autre étude du Secrétariat d'Etat à la reconstruction estime les besoins en construction à 300.000 par an sur dix ans ; en

---

209 Jean-François LAE, Numa MURARD, *Mémoire des lieux. Une histoire des taudis*, DRI, 1988. Dossiers des séminaires du GRASS-DRI 1986-1988.

210 Michel PERALDI, « Les noms du social dans l'urbain en crise ». In *Gérer les crises urbaines*, CERFISE, 1989.

211 Michel ANSELME, *Du bruit à la parole*, Ed de l'aube, 2000.

212 Jean-Claude CHAMBOREDON, Madeleine LEMAIRE, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement ». In *Revue française de sociologie*, vol XI, 1970.

213 D'autres ont été largement développés et analysés par Christian Bachmann et Nicole Leguennec, Violences urbaines. Albin Michel, 1996.

214 Sur commande du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement, ou sur commande interne à certaines organisations sociales, telles les Secrétariats Sociaux, ou encore la Mission de France.

215 Au cours de cette période, moins de 1 900 000 logements ont été construits en France, dont à peine 10% de HBM.

1949, on en construira encore seulement 51436. De plus, dans ces estimations et les politiques qui en découlent, les « mal-logés »[216] ne sont pas une priorité institutionnelle. En 1944, le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) créé dans l'urgence, compte une direction du déminage -chargée de la mise en conformité des terrains constructibles-, une direction de la reconstruction -qui gère les crédits de construction constitués, pour l'essentiel, d'aides et de prêts à taux zéro aux promoteurs immobiliers-, et une direction des dommages de guerre -chargée d'indemniser les propriétaires lésés pendant la guerre-. Mais pas de division spéciale à la résorption de l'habitat insalubre au sein de ce ministère, pas plus que les populations mal-logées ne sont considérées en tant que telles au sein du ministère de la santé qui comprend aussi les affaires sociales. De ce point de vue, la puissance publique de l'après guerre perpétue les formes de désengagement de l'état en matière de gestion des populations dans le logement, au bénéfice des promoteurs, des logeurs, des patrons, des organisations mutuelles et autres collectifs associatifs. Mais cette fois, la situation est d'une ampleur alarmante, d'autant qu'aux quelques millions de familles mal-logées, il faut ajouter une main d'œuvre immigrée à laquelle on a massivement recours et qui s'entasse, le plus souvent, dans d'immenses bidonvilles pas même cartographiés sur les plans communaux de l'époque. Un certain nombre de députés s'en émeuvent, dont Germaine Poinso-Chapuis[217] à Marseille ou Eugène Claudius-Petit[218] dans la Loire, tous deux militants catholiques sociaux même si la première est élue sous l'étiquette du Mouvement Républicain Populaire (MRP) alors que le second est membre de l'Union Démocrate et Socialiste de la Résistance (UDSR).

Le thème de la sécurité publique revient en force, sous couvert d'hygiénisme, comme il avait pu être traité au 19è siècle lorsque l'on s'inquiétait de la montée quantitative d'une classe miséreuse. Les problèmes d'hygiène étaient depuis longtemps traités comme un des effets néfastes de l'industrialisation, et la ville, symbole de la concentration ouvrière, était considérée comme source d'insalubrité et d'épidémies. Mais la question de l'hygiène qui était distinguée autrefois comme une affaire de médecins, est de plus en plus prise en charge par les architectes et les ingénieurs qui sont alors une catégorie professionnelle en voie de légitimation. La prise en compte du travail des architectes en matière de réflexion sociale préfigure un changement de conception de l'action sociale et morale en faveur des groupes défavorisés.

Déjà, les défenseurs de l'Habitat Bon Marché, mis en place dès la fin du 19ème siècle, voyaient plus loin que le seul objectif en faveur d'habitations saines et confortables pour l'ensemble de la population comme réponse à un besoin. En permettant à la classe ouvrière une forme d'intégration par le logement, on visait à leur dignité et à un rééquilibrage des inégalités sociales via le statut partagé de propriétaire[219]. Aussi, bon nombre d'architectes des sociétés privées d'HBM accompagnaient leurs projets techniques de visions sociales -l'exemple le plus significatif des premières cités pavillonnaires étant fourni en 1909 par la « cité-jardin » de l'architecte Jean Walter-, au point qu'on leur accordait des idéaux socialistes[220]. Mais ces premiers concepteurs de l'habitat social et du petit pavillonnaire, s'ils ont le mérite de

[216] Terme que l'on utilise pudiquement pour désigner les personnes logées en bidonvilles.
[217] Qui sera Ministre de la Santé de novembre 1947 à janvier 1956.
[218] Qui sera ministre de la reconstruction et de l'urbanisme de septembre 1948 à janvier 1953.
[219] Roger-Henri GUERRAND, « Un art nouveau pour le peuple et les « habitations à bon marché ». In *Vie sociale* n° 11-12, 1991
[220] Roger-Henri GUERRAND, *Les origines du logement social en France*, Ed Ouvrières, 1967.

formaliser une pensée de l'intégration par le logement, sont loin d'apporter des solutions massives aux problèmes du logement insalubre qui se pose dans l'après guerre et qui touche les ouvriers en général, mais aussi d'une grande partie de la classe moyenne. De plus, le besoin massif en construction suppose aussi de rationaliser l'espace bâti dans le but de maîtriser la densité urbaine. Or, la préfiguration de ces missions d'urbanisme semble, de par les politiques publiques d'alors, devoir se jouer entre élus communaux auxquels l'état délègue l'organisation de services temporaires pour surveiller le mouvement des offres et demandes de logements, architectes et promoteurs immobiliers. Par ailleurs, la loi de 1949 sur les HLM[221] qui fixe de nouvelles normes du logement social, prévoie une augmentation semestrielle des loyers HLM de 20% qui favorise la construction des logements sociaux, mais en exclue l'accès aux familles les plus pauvres ; de même que celle de 1953 sur le 1% patronal, qui favorise l'accès pour les salariés. Cette organisation inquiète les réformateurs sociaux qui craignent que se bâtissent des villes aux mains des spéculateurs susceptibles de déterminer le marché foncier, et qu'on en oublie au passage les impératifs sociaux, et notamment les populations mal logées, immigrés et/ou n'ayant pas de statut salarié. De leur point de vue de surcroît, le logement ne se réduit pas aux fonctions d'habiter, et pas non plus aux impératifs d'hygiène : il doit être un dispositif de promotion et de paix sociale.

Cet idéal de promotion par le logement est notamment porté par les organisations chrétiennes, et en particulier par le Mouvement Populaire des Familles (MPF). Fondé en 1951 dans la continuité de la Ligue Ouvrière Chrétienne[222], le MPF prend en charge les problèmes et les préoccupations familiales, sur le principe de la « promotion collective ». Ce principe sous-jacent de l'engagement jociste[223], qui devient officiellement le fer de lance de l'engagement des ouvriers chrétiens, va marquer durablement l'engagement militant. A la mission chrétienne première de la JOC qui alliait l'évangélisation à la solidarité prolétarienne, s'adjoint l'impératif de mobilité sociale. Il ne s'agit plus seulement d'aider les plus démunis, il faut désormais créer, ensembles, les conditions de la promotion personnelle et professionnelle. Le logement en sera le principal outil, dans la continuité de l'action familiale qui avait été engagée pendant la seconde guerre mondiale : les Associations Populaires de l'Aide Familiale (A.P.A.F.) avaient été fondées pour seconder les mères, mettant à leur service et à celui de la tenue de la maison et de l'éducation des enfants des travailleuses familiales.

En 1946, alors que les communistes et les syndicats ouvriers se soucient de la question du travail, le MPF et quelques autres organisations chrétiennes[224] s'engagent dans la lutte contre l'habitat insalubre et la résorption des bidonvilles. On se préoccupe des conditions souvent déplorables dans lesquelles logent bon nombre de familles ouvrières, mais aussi des familles moins nécessiteuses dans les centres villes plus ou moins salubres ; mais l'on s'inquiète aussi de la morale -ou plutôt de l'absence de morale- dans bon nombre de foyers des classes les moins favorisées économiquement et culturellement. Et l'on pense qu'un retour vers la valeur du foyer familial participera tant à la stabilisation sociale des démunis, qu'à leur salut.

[221] cette appellation se substitue à celle de HBM.
[222] La LOC fut fondée en 1936 par des militants issus de la de la Jeunesse Ouvrière chrétienne (JOC, 1927) et de la Ligue Ouvrière Chrétienne Féminine (LOCF, 1935).
[223] c'est ainsi que l'on nomme les objets et les militants de la JOC.
[224] Dont la CIMADE (Comité Inter-Mouvements Auprès Des Evacués), association œcuménique créée en 1939 pour venir en aide aux personnes déplacées et regroupées dans les camps du sud de la France.

Claudius Petit partage cette opinion, invitant les français à consacrer au moins un cinquième de leur revenus à leur logement (c'est-à-dire le loyer ou l'achat, mais aussi l'aménagement et le confort), et recommande « *la frugalité et la lutte contre l'alcoolisme* »[225].

C'est aussi le point de vue que partagent les députés de la majorité MRP : la défense de la famille est la clé de voûte de la doctrine MRP. Dans les listes électorales présentées en 1945, on compte bon nombre de femmes qui représentent, de par leurs engagements associatifs ou leur profession, les valeurs familiales chrétiennes : sages-femmes, infirmières visiteuses, assistantes sociales ou avocates se partagent les places éligibles avec des militantes des associations familiales et des œuvres sociales. Cette composante féminine de la vie politique apporte un nouveau souffle à la doctrine démocrate chrétienne : à la traditionnelle opposition entre individu et famille, elles substituent une idéologie de la protection maternelle et infantile qui implique de fait une acceptation des formes de « laïcité familiales » jugées immorales par les conservateurs et autres traditionalistes. Les démocrates chrétiens restaient en effet, par tradition autant que par vocation chrétienne, attachés aux valeurs du mariage et au pouvoir paternel, autant qu'ils entendaient lutter contre toutes les formes de déviances inhérentes à la dissolution de ces liens primordiaux. L'alcoolisme, le célibat, les enfants naturels, l'impiété en particulier de la classe ouvrière et urbaine, étaient à leur yeux des conséquences d'un effritement du fait religieux comme valeur sociale première, reléguée au rang de valeur individuelle privée telle que la définissait la laïcité républicaine. Sans pour autant s'opposer aux valeurs familiales chrétiennes, ces nouvelles élues du MRP entendaient imposer aux structures institutionnelles la prise en compte de situations individuelles précaires : les mères seules, les enfants naturels, les femmes au travail, les divorcés, les alcooliques, les prostituées, les jeunes délinquants, les mal logés, devaient être soutenus, protégés, et éduqués au nom de la solidarité et de la responsabilité collective, autant que de la charité chrétienne. Leurs arguments se tiennent moralement : si c'est bien dans la famille légitime que doit se jouer le rôle des femmes, ce rôle ne peut être complètement et heureusement assumé qu'aux conditions d'une autonomie financière les mettant à l'abri du besoin en cas de défaillance du conjoint, d'une éducation des enfants leur permettant de jouer le rôle éducatif qui leur est dévolu, en complémentarité des institutions, et d'une assistance publique leur permettant de ne pas être exclues du corps social. Ces arguments se tiennent aussi au regard du contexte économique et démographique de l'après guerre : en plein *baby-boum*, et dans un contexte d'essor économique, l'argument d'une sorte de préférence nationale se défend. Autant faire le choix de la promotion sociale des femmes du pays et de leurs enfants, que de recourir non seulement à la main d'œuvre immigrée dont on connaît la précarité culturelle et sociale, mais en sus au regroupement familial qui ne ferait qu'aggraver, pense t-on, le chantier urbanistique et social en cours. Jouant de la légitimité que leur accorde le milieu politique, en tant que femmes, à se consacrer à la politique familiale et sociale, autant que de la reconnaissance des réseaux du militantisme familial et social que leur voue le monde associatif dont elles sont actrices depuis une cinquantaine d'années, ces nouvelles « femmes de pouvoir » permettront un infléchissement de la question sociale vers des préoccupations exclusivement familiales. Et l'on pourrait dire, à l'instar de Numa Murard, que cet infléchissement d'après guerre est une de ces « *occasions* » qui ont permis d'ancrer la question sociale sur les problèmes d'hygiène sociale, de protection de l'enfant et de la

[225] Ouvrage privé, *Eugène CLAUDIUS-PETIT, Lignes de vie*. Landais Imprimeur, 1990.

famille, de l'aide aux handicapés et aux exclus, et de travail de la relation des institutions à leur clientèle, et de développer la spécialisation et la professionnalisation du travail social[226].

La période 1945-1966 sera celle du déploiement institutionnel de cette nouvelle question sociale, sur les fondements de ce que l'on va appeler un « état providence » : un état qui ne fait plus que seulement pallier et assister, mais qui entend « *instruire le progrès, s'en faire le responsable effectif afin de dégager les moyens d'assurer la promotion sociale de la société, d'en éradiquer les sources du mal, misère et oppression, qui l'empêchent de correspondre à son idéal* »[227]. Cet état social providentiel va se constituer sur un socle juridique fait des lois sur la sécurité sociale, les allocations familiales et la protection maternelle et infantile, et un dispositif institutionnel et professionnel de grande ampleur : celui de l'action sanitaire et sociale[228].
En moins de vingt ans, l'appareil institutionnel d'action sociale est construit, et durablement stabilisé tant du point de vue des ses fonctions et missions publiques directement assurées par l'état et les collectivités ou déléguées à des organismes prestataires sous contrôle de l'institution, que du point de vue de l'appareil statutaire et professionnel permettant d'assurer ces missions. Ce faisant, on assiste à la mise en œuvre des spécialisations et des cloisonnements institutionnels de la mission sociale publique. Le recours au diplôme et au mandat est systématisé pour l'exercice des fonctions, les missions sont particularisées, entre un dispositif d'assurances et d'assistance que se partagent la CNAF, l'UNEDIC et la Sécurité Sociale, un dispositif de surveillance et d'éducation délégué aux services spécialisés de prévention et d'insertion sous la tutelle du ministère de la justice et celle de l'action sociale, et un dispositif d'aide et d'assistance pour les publics handicapés sous la tutelle du ministère de la santé et celui de l'aide sociale. L'action sociale institutionnelle réfute désormais le terme d'assistance, et s'adosse sur un système de « prestations de service » allouées à des fins éducatives (des allocations familiales pour élever les enfants, le financement d'équipements de garde, d'éducation et de soins), techniques (le financement des formations aux métiers de la santé et du social, des « prix de journée » attribués aux établissements spécialisés), et conjoncturelles (l'aide aux prestations de services organisées par des établissements ou organisations privées comme par exemple les haltes-garderies ou des maisons d'enfants à caractère social, de même que, à partir de 1971, le financement des Centres Sociaux agrées par la fédération).

Mais pour autant qu'il en assure la tutelle et le contrôle, l'état n'exclue pas les organisations privées du système d'action sociale. Lorsqu'en 1953 (décret du 29 novembre), l'assistance publique devient l'aide sociale, le social s'affirme et coupe les liens historiques que l'assistanciel avait avec les champs de l'intervention publique. Le monopole du social revient à l'état dans ses fonctions régaliennes. Mais la responsabilité de la nation à l'égard de ses membres en difficulté implique aussi les citoyens et leurs organisations : l'état délègue alors en partie aux syndicats, aux mutuelles, aux associations, qui s'imposent comme acteurs du social. Le mouvement syndical ouvrier s'implique dans le domaine des assurances dès 1945 lorsque s'instaure le système paritaire de gestion des organismes

---

[226] Numa MURARD, *La morale de la question sociale*, La dispute, 2003.
[227] Jacques DONZELOT, *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Seuil, 1994. p 175.
[228] Jaqueline ANCELIN, *L'action sociale familiale et les caisses d'allocation familiale ; un siècle d'histoire*, Association pour l'étude de l'histoire de la sécurité sociale, 1997.

publics tels que la sécurité sociale, des caisses d'allocations, puis des UNEDIC en 1958. Ce faisant, il investit le champ de la vie hors travail, rejoignant les militants sociaux des organisations familiales. Mais ces dernières restent longtemps les seules composantes du militantisme social à s'intéresser au logement. Pour la plus grande partie du mouvement ouvrier en effet, la question du logement n'est pas d'ordre social mais d'ordre politique. Il s'agit en effet de réformer le statut même de l'habitat et celui de la propriété et certainement pas de faire du logement un outil de la croissance et de la consommation individuelle. Les urbanistes et architectes même, parmi les plus visionnaires, se verront opposer l'argument politique de la gauche prolétarienne, malgré leurs sollicitations à collaborer à leurs projets[229]. Aussi trouveront-ils à oeuvrer pour un urbanisme concerté auprès des organisations militantes des mouvements familiaux qui parlent au nom du peuple dont ils partagent les conditions d'existence ou dont ils sont issus. Car ceux qui militent au MPF ou dans d'autres associations familiales sont souvent eux-mêmes mal logés et craignent, pour leur famille comme pour celles d'autres qui vivent en situation précaire notamment dans les bidonvilles, que les enfants ne soient séparés de leurs parents aux vues des conditions d'insalubrité de leur habitat. On l'a dit, dans ces années 1945-50, l'état révèle toute son impuissance à identifier, autant qu'à traiter, les problèmes des mal logés. Les demandes de logement s'entassent sur les bureaux préfectoraux, mais les agents de la puissance publique n'ont ni la possibilité de proposer des logements, ni l'autorité de réquisitionner les logements inoccupés que les propriétaires ont fui ou délaissé pendant la guerre. Seule la Loi de 1945 prévoit la réquisition pour « *les personnes dont le manque de logement est de nature à apporter un trouble grave à l'ordre public* »[230]. Mais les soucis de l'état sont ailleurs, et notamment dans la construction. De plus, il n'est pas bien venu de faire appliquer un tel article qui déclancherait l'hostilité évidente des propriétaires, dont l'état a besoin en tant que potentiel économique, autant qu'électoral. Aussi, après avoir en vain alerté les pouvoirs publics sur la question du logement, quelques militants du MPF partent à la chasse aux immeubles inoccupés.

En Octobre 1946, le Mouvement des Squatters est créé à Marseille à l'occasion d'une première réquisition sauvage, une résidence bourgeoise occupée en partie par une congrégation religieuse. Dans un premier temps, les squatters tentent la conciliation avec les pouvoirs publics. Ces derniers font d'abord preuve de tolérance, face à l'approbation de l'opinion publique. Très vite, le Mouvement des Squatters gagne l'ensemble de la France, les squats se multiplient à Marseille, Angers, puis sur l'ensemble des grandes villes. Issus du MPF qui les soutient et qui compte plus de 150.000 adhérents dans les années 1950, le Mouvements des squatters y trouve autant un vivier de militants, qu'une source de sympathisants dans les milieux chrétiens. Mais les propriétaires font pression sur le gouvernement, et Louis Lombez, militant du MPF, rappelle que « *le départ des ministres ouvriers dans le gouvernement a coïncidé avec le début des grandes offensives de répression contre les squatters* ». D'expulsions policières en procès, le mouvement des squatters s'essouffle un peu, gagné également par les divergences politiques qui règnent au sein du MPF. Pour autant, ses militants trouvent à recomposer leurs moyens d'action en faveur du logement dans la réalisation d'autres formes plus consensuelles de réponse à la

[229] Le Corbusier lui-même sollicitera les instances dirigeantes du Parti Communiste en ces termes : *« J'ai mis sur pied des plans extraordinairement efficaces et capables d'apporter la joie de vivre. Mais il faut savoir les habiter. Il faut enseigner à vos gens la discipline nécessaire »*, et l'on raconte que ces sollicitations auraient soulevé indignation et critique au sein du PCF. Cité par Jean Paul FLAMAND, *Loger le peuple*, La Découverte, 1989.

[230] Article 28 de l'ordonnance du 11 Octobre 1945.

pénurie de logements. A partir des années 1950, quelques squatters se maintiennent en situation irrégulière, dans l'attente de solutions de logements qui seront négociées au coup par coup au fur et à mesure de la livraison des grands ensembles. D'autres choisissent la voie de l'autonomie en construisant eux-mêmes leurs maisons. On connaît la logique de l'Abbé Pierre, s'endettant personnellement dans un premier temps, puis selon une logique entrepreneuriale, fondant une société HLM en 1954 qu'il nomme Emmaüs. Le choix des militants du MPF, anciens squatters fidèles à leur méthode : « Voir - juger - agir »[231] qu'ils appelaient aussi *la présence au réel*, est tout autre : la voie de l'indépendance économique et de l'autonomie résidentielle est identique, mais l'esprit est ailleurs ; non plus dans la réponse à l'urgence par une construction massive, mais dans l'anticipation d'une forme de vie sociale et familiale par le pavillonnaire. Ils s'appellent Castors, et construisent leurs maisons pour un coût inférieur de 35 à 40% au prix du marché. Ils achètent les terrains avec des fonds collectifs, des aides charitables et des souscriptions, mais parfois bénéficient aussi de ventes pour le franc symbolique de terrains que les municipalités leur accordent, espérant ainsi se dédouaner d'une part du problème de pénurie de logements. Puis ils se mettent tous au travail moyennant un nombre d'heures équivalent pour tous, une tâche attribuée selon les compétences, à hauteur d'une participation de quarante heures hebdomadaires par famille. Lorsqu'un lot de cinquante maisons est terminé, on tire au sort son logement et on l'occupe, tout en continuant à construire pour d'autres. Un système collectiviste qui, bien qu'assez contraignant, permettra à bien des ouvriers et petites classes moyennes d'accéder à la propriété d'une part, mais surtout de réaliser une utopie domestique, celle de la résorption du bidonville par l'organisation collective, et celle du modèle parfait de la famille que l'on qualifiera plus tard de « classe moyenne ». Chaque maison en effet, quel que soit l'endroit où elle est bâtie sur le territoire national, est identique : un garage, une cuisine, une salle de séjour, une salle de bains et trois chambres ; un jardinet devant, un autre derrière. Le tout par lotissements de cinquante maisons. C'est dire si l'on conçoit les critères familiaux du bonheur et de la promotion : la famille modèle est travailleuse et méritante, elle s'investit dans le foyer, les tâches domestiques et de loisirs familiaux, elle comporte deux ou trois enfants au plus. Et surtout, cette nouvelle famille-type classe moyenne accomplit l'idéal pavillonnaire qui avait été préfiguré dans les cités minières du 19è siècle, accomplissant « *un nouveau progrès dans la voie de l'hygiène* » : « *le logement type, le type de l'habitat dans l'économie disciplinaire des cités* » [232]. Comme pour les corons en effet, l'habitat des Castors se différencie de l'habitat bourgeois par sa simplicité, mais à la différence des cités ouvrières du 19è siècle, il se conçoit aussi dans une forme personnalisée et « cultivée », qui passe par l'aménagement intérieur et la décoration. Les maisons castor en effet sont livrées sans finitions : la terrasse, la clôture, les peintures et tapisseries, la décoration, restent à la charge de chaque famille, en plus de sa participation collective à la construction des autres maisons. Chacun s'ingénue alors à se différencier des autres par son goût esthétique et ses qualités pratiques d'aménagement ; et à s'en distancier par la hauteur de sa clôture ou celle des haies qui la longent.

Mais ce modèle qui pourrait préfigurer l'individualisme dénoncé par les militants sociaux est compensé par le collectivisme qui permet sa réalisation : construire sa

---

[231] Michel CHAUVIERE, "Le monde de l'action catholique spécialisée". In *Les chantiers de la paix sociale*, ENS, 1995.
Jean François RICHOU, "Apprendre à combattre : l'engagement dans la JOC". In *Le mouvement social*, ed de l'atelier, 1994.

[232] Lion MURARD, Patrick ZYLBERMAN, *Le petit travailleur infatigable ou le prolétaire régénéré*, Recherches, 1976, p 212.

maison, c'est échapper aux contraintes du logement collectif ; mais la construire ensembles, selon des formes d'organisation collective, c'est aussi faire œuvre de rédemption. La cité Castor est de ce point de vue exemplaire car elle propose une modalité morale d'organisation collective : licite, transparente et contraignante. Bien plus encore, c'est une autre forme de loger le peuple qu'ils proposent : entre la soumission à une destinée inscrite dans les rapports de classes et la disciplinarité de la gestion institutionnelle, entre le bidonville et la cité de grands ensembles, ils réalisent une forme d'utopie sociale, soutenue d'ailleurs par Claudius Petit, disciple de Marc Sangnier. Mais cette utopie connaît de fortes critiques au sein même du MPF, dont certains militants reprochent aux Castors de préférer la promotion sociale à la participation politique selon la formule : « *En donnant un logement à ces gens, vous les retirez de la lutte collective* »[233]. Cette recomposition des objets du militantisme marque une première rupture au sein du MPF, rupture fondatrice d'une part d'une pensée de l'aménagement des grands ensembles, et d'autre part d'un renouveau de l'animation socioculturelle.

Au congrès de 1950 à Nancy, le MPF se divise : une partie des militants -dont la plupart de ceux issus des squatters et des Castors- souhaite rester sur l'instrumentation économique et sociale des idées et crée le Mouvement de Libération Ouvrière (MLO), duquel est issu le mouvement d'éducation populaire Culture et Liberté. L'autre partie se veut au cœur du monde ouvrier ; elle crée le Mouvement de Libération du Peuple (MLP) mouvement politique de gauche qui fusionnera en 1957 avec la Jeune République[234] et la Nouvelle Gauche pour fonder l'Union de la Gauche Socialiste (UGS), qui deviendra Parti Socialiste Unifié (PSU). Aucune de ces nouvelles composantes, pour autant, n'oublie ses engagements originels pour un militantisme familial. Aussi, outre leur représentation syndicale au sein des organismes paritaires d'action sanitaire et sociale, chacun se dotera d'outils opérationnels en matière de gestion des questions liées à la famille, créant les Associations Familiales Ouvrières qui deviendront la Confédération Syndicale des Familles pour le MLP, et les Associations Populaires Familiales qui deviendront la Confédération Syndicale du Cadre de Vie pour le MLO. Au sein de ces nouvelles associations familiales, le combat est d'abord celui de la résorption de l'habitat insalubre et du logement pour tous ; combat qu'ils mènent au sein des instances institutionnelles et commissions locales des services de logement[235] dans lesquelles ils ont exigé de siéger des l'après guerre. Mais un premier infléchissement de leur action militante intervient au tournant des années 1960.

La construction massive des grands ensembles[236] engagée à partir de 1954 permet peu à peu à la classe ouvrière d'accéder au logement social, et à des modes de

---

233 Jean MORETON, *Une vie heureuse*, Edition à compte d'auteur, imprimerie Grignan, Marseille, 1996. p 267.

234 Fondée en 1912 par Marc Sangnier, *ibid*, p 27

235 les Comités d'Action Logement (CAL), les Comités Locaux d'Action pour la Résorption des Bidonvilles (CLARB), agences locales qui réunissent élus, architectes et militants, et qui sont des préfigurations de ce que deviendront les futures agences d'urbanisme.

236 L'expression apparaît pour la première fois dans le titre d'un article de l'urbaniste Maurice Rotival dans L'architecture d'aujourd'hui de juin 1935 intitulé "Les grands ensembles" et dont l'auteur précise la visée : "Nous espérons, un jour, sortir des villes comme Paris, non seulement par l'avenue des Champs - Elysées, la seule réalisation de tenue sans laquelle Paris n'existerait pas, mais sortir par Belleville, par Charonne, par Bobigny, etc., et trouver harmonieusement disposés le long de larges autostrades, au milieu de grands espaces boisés, de parcs, de stades, des grandes cités claires, bien orientées, lumineusement éclairées par le soleil. Nous devons rêver de voir les enfants propres, heureux, jouant sur

vie plus conformes au modèle des classes moyennes. Mais les cités, construites à l'écart des centres villes, sont encore, même quelques années après leur livraison, mal reliées aux centres d'activité économique et culturelle encore concentrés dans les centres anciens, et surtout mal équipées. Des problèmes se posent, pratiques et techniques : dans les cités, on manque d'écoles, d'antennes administratives, de commerces et de transports publics pour rejoindre les centres villes ou les lieux de travail. Et souvent aussi, on paye bien cher des charges locatives qui parfois vont jusqu'à doubler le coût du loyer (alors même que seul ce dernier est pris en compte pour le calcul des aides au logement), pour des services que bien des bailleurs sociaux ont du mal à assurer, ou ne se soucient guère. Aussi, nombre de collectifs d'habitants de forment sitôt après la livraison des logements pour réclamer l'aménagement du territoire d'habitat qui leur est affecté, et pour faire pression auprès des logeurs pour une réduction du coût des charges. Des « affaires » éclatent un peu partout en France, parfois de façon autonome par de petits collectifs d'habitants, mais souvent de manière concertée via les fédérations d'associations de locataires coordonnées par les militants des associations familiales.
Mais le cœur du débat sur les grands ensembles est ailleurs : pour ces habitants des cités, nouvelles classes moyennes en expansion ou aspirantes à le devenir, c'est le cadre de vie qui souffre d'indigence. En échappant peu à peu à la précarité, ces nouveaux habitants du logement social, qui côtoient là des familles de cadres et d'employés logés par le 1% salarial, font, à l'instar de leurs nouveaux voisins, de plus en plus usage des équipements et des services. Or, si l'architecture du plan masse et du « chemin de grue » a pensé le grand ensemble en termes d'hygiène, de confort et de praticité, voire d'esthétique du logement, on a négligé de penser et de prévoir la vie sociale. On savait pourtant, depuis les théories hygiénistes du 19è siècle et les expériences de familistères et de communautés d'habitations, que les conditions du bonheur ne pouvaient se réduire à celles de la vie familiale, pas plus que la morale ne pouvait s'éduquer dans un seul rapport individuel. Mais l'ère était plutôt à l'avènement du fonctionnalisme, et l'on pensait que l'énorme ascension qualitative apportée par le logement social et par une économie en pleine expansion, ainsi que la cohabitation des classes populaires et des classes moyennes, suffirait à construire les conditions du progrès et de la paix sociale.

Les progressistes chrétiens, autant que ceux de l'éducation populaire, n'en doutaient pas d'ailleurs, en ayant réclamé dès 1946 « *qu'après quelques années, une maison d'école au moins dans chaque quartier ou village devienne une Maison de la culture, une Maison de la jeune France, un Foyer de la Nation, de quelque nom qu'on désire la nommer, où les hommes ne cesseront plus d'aller, sûrs d'y trouver un cinéma, des spectacles, une bibliothèque, des journaux, des revues, des livres, de la joie et de la lumière*. ». Mais ils avaient aussi alerté, très tôt, les architectes des grands ensembles autant que les pouvoirs publics sur la question de l'aménagement de ce qu'ils appelaient le « cadre de vie », refusant de reléguer le rapport des classes moyennes au peuple à la marge de la question sociale, et de gérer la vie sociale dans les cités comme des anecdotes. Des villes nouvelles hors de la ville étaient en train de se bâtir, prometteuses d'une utopie de la mixité sociale dont ils prétendaient être les acteurs légitimes.

Ils étaient en effet, de par leurs origines ouvrières et militantes, et de par leurs expériences pédagogiques, en capacité d'organiser le face à face entre les classes moyennes et les classes populaires, autant que de réguler, via les associations

---

du gazon et non pas sur le trottoir. Nous rêvons, en un mot, d'un programme d'urbanisme, d'habitations à bon marché en liaison avec l'aménagement des grandes villes. "

familiales, la confrontation entre logeurs et logés. Pour avoir partagé la vie quotidienne des ouvriers, dans les usines dont ils étaient souvent les représentants syndicaux, et dans les quartiers populaires ou les bidonvilles où ils avaient logé, ils savaient l'importance des liens fraternels et des formes de solidarités entre familles françaises et immigrées qui se développaient dans les bistrots et dans les sorties dominicales qu'organisaient la mutuelle des travailleurs, le comité de quartier, l'association familiale ou encore la paroisse. Ils prétendaient aussi, puisque cela fondait leur doctrine sociale, que seule l'éducation permettait d'élargir ces liens sociaux construits sur la base d'unités industrielles ou résidentielles, à l'ensemble du corps social ; ou autrement dit, que c'était la culture et l'éducation qui permettait à la classe ouvrière de sortir de l'entre-soi pour s'ouvrir au monde, et faire mobilité sociale. Aussi, ces formes nouvelles de mixité sociale appliquées dans les cités représentaient un socle essentiel au progrès, à la dignité, et à l'ascension sociale, mais on ne remplacerait pas des liens sociaux par du confort matériel. Il fallait donc aménager le territoire des cités, non pas au sens du cadre bâti, mais du cadre de vie, pour créer les conditions du lien et de la paix sociale entre classes populaires et classes moyennes, entre riches et pauvres, entre français et immigrés qui voisinaient là. S'inspirant des méthodes d'éducation active et participative développées par les organisations d'éducation permanente, du travail social communautaire engagé au Canada, et de leur doctrine de la promotion collective, ces militants de l'aménagement des cités forment les premières associations où s'organisent collectivement, non plus les services d'aide sociale et d'assistance qui sont désormais régulés par l'état, mais l'aménagement du temps libre. Comme aux origines de l'esprit social, on navigue entre éducation et émancipation : des cours du soir d'enseignement ménager, d'économie sociale et d'alphabétisation sont dispensés aux mères et aux jeunes filles, des activités culturelles et sportives sont proposées aux enfants et aux jeunes, des loisirs familiaux sont organisés pour les fins de semaines et les vacances permettant de réguler la vie familiale sur le modèle des classes moyennes, autant que de moraliser le peuple en l'éloignant des plaisirs vicieux. Mais l'on s'organise aussi, en l'absence de commerces et de services, en coopérative alimentaires et autres mutuelles de santé ou d'assistance aux familles en difficulté.

On assiste ainsi, au tournant des années 1960, à un glissement de la question du logement à celle du cadre de vie : il ne suffit plus de bâtir, « *il faut équiper, il faut animer, permettre que se constitue dans les nouveaux quartiers une société civilisée, avec ses commodités, son organisation et ses repères. Les responsables le découvrent, les habitants le demandent.* »[237]. De proche en proche, à la faveur du volontarisme militant et de l'assentiment des élus locaux et de certains bailleurs sociaux, un dispositif social et socioprofessionnel d'animation socioculturelle va se construire, qui participe de la complicité doctrinale entre les militants sociaux et les politiques : éduquer le peuple après l'avoir soulagé de ses maux les plus pressants. La question de l'aménagement du cadre de vie est peu à peu admise par la Caisse des Dépôts et Consignations et par quelques rares bailleurs sociaux qui accordent des « mètres carrés sociaux » aux associations et autres activités de quartier. Les associations locales s'affilient aux fédérations nationales, et le dispositif naissant s'étoffe de structures adaptées à cette nouvelle conception du « temps libre occupationnel » : colonies de vacances ou centres aérés, villages de vacances familiaux ou gîtes ruraux, coopératives et centres culturels, qui s'adossent aux

[237] Robert DURAND, *Histoire des centres sociaux ; du voisinage à la citoyenneté*, Syros, 1996, p 110.

fédérations d'éducation populaire comme la fédération Léo Lagrange ou Peuple et Culture, à de nouvelles branches d'activités des fédérations familiales chrétiennes comme les Centres Sociaux, le Centre de Culture Ouvrière issu de la JOC ou Culture et Liberté, ou directement à la Caisse des dépôts comme par exemple l'ALFA (Association pour les Loisirs Familiaux et l'Animation des grands ensembles). Et l'on envisage, très vite, à l'instar des pays anglo-saxons et du nord de l'Europe, d'inventer de nouveaux métiers de l'action sociale de proximité, autour de ces nouveaux équipements de quartiers.

Si l'ambition est grande chez la plupart des militants sociaux dans les cités de se professionnaliser, professionnalisation qui serait un aboutissement de l'idéal de promotion collective, la greffe des méthodes de travail social communautaire ne prend pas massivement en France. Le monde du travail social a déjà construit ses pré requis de compétences, et le passage par les diplômes agréés rend ces métiers inaccessibles à ces militants qui ne peuvent se prévaloir d'une réussite par l'école. Du côté de l'action sociale institutionnelle, on est d'ailleurs plutôt sur une recherche de formations supérieures ouvrant sur des fonctions d'encadrement, de formation et de recherche, et sur une plus grande spécialisation des missions[238]. A défaut de réussir par la voie des institutions sociales et éducatives, ces militants inventent une nouvelle profession : celle d'animateur socioculturel, dont la fonction est de « *réguler les relations entre individus et groupes* »[239], à travers une éthique de la responsabilité et de l'engagement, et une volonté de démocratisation des loisirs éducatifs et culturels, confortés par la loi de 1957 sur les « congés d'éducation ouvrière » pendant lesquels une formation est assurée et celle de 1964 sur le « congé culturel »[240].

Les premières formations d'animateurs se font sous forme de regroupements nationaux, où l'on échange sur les intérêts et les difficultés d'un militantisme social de proximité, sur les expériences menées au sein des tout nouveaux équipements collectifs, et sur les pédagogies, méthodes et actions à développer. Les Maisons de la jeunesse et de la Culture, les Auberges de Jeunesse, les Centres Sociaux et les plus anciennes fédérations d'éducation populaires sont précurseurs en la matière : en outre d'une expérience certaine, ils disposent d'infrastructures et de personnel expérimenté pour animer et alimenter ces regroupements de bénévoles. Le Secrétariat d'état à la jeunesse et aux sports n'est pas en reste, créant en 1964 le DECEP (Diplôme d'Etat de Conseiller de l'Education Populaire), financé pour part par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (F.O.N.J.E.P.) qui a pour but principal de faciliter la rémunération des personnels d'animation engagés par les associations nationales ou locales, et adossant à l'INJEP (institut pour la jeunesse et l'éducation populaire) les premiers stages de formation d'animateurs, sur une ou plusieurs techniques artistiques ou sportives spécifiques. L'état participe dès lors à la fondation d'un nouveau métier dont on prétend au ministère qu'il doit « *permettre aux individus et aux groupes de participer au mouvement de la civilisation et à la vie sous toutes ses formes pour s'y adapter et*

---

238 On spécialise l'action en faveur des étrangers par l'élargissement, en 1964, des missions du FAS (fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et de leurs familles), de même que les métiers en créant les diplômes de moniteur-éducateur, d'éducateur spécialisé, d'éducateur de jeunes enfants, de conseillère en économie familiale et sociale, etc. Et l'on hiérarchise les structures institutionnelles et les équipements, dont l'aboutissement passe par la création, en 1967, de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS).

239 Geneviève POUJOL, *Dictionnaire biographique des militants*, L'Harmattan, 1996.

240 qui prévoit pour les salariés et apprentis de moins de 25 ans, ayant envie de participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement de cadres et animateurs, ont droit à 6 jours de congé/an non rémunérés.

pour les contester en vue de les transformer ». Dès 1967, le premier diplôme universitaire d'animation est créé, dont l'accès est rendu possible par validation des acquis professionnels aux bénévoles n'ayant pas le baccalauréat, puis, en moins de quinze ans, l'ensemble des diplômes et brevets d'animation, généralistes ou spécialisés. Entre la fin des années 1960 et les années 80, l'animation socioculturelle va représenter un « *tournant territorial* »[241], qui sera stabilisé par les lois Defferre de décentralisation, et affirmé par la politique de démocratisation culturelle et sportive du gouvernement de Pierre Mauroy entre 1982 et 1985. Mais elle va surtout initier de profonds changements dans le paysage des idées sociales et des dispositifs d'action socio-éducative.

Ces changements s'accomplissent à travers le nouveau dispositif socioprofessionnel auquel accèdent les militants devenus animateurs des équipements socioculturels des cités, et sur lequel ils adossent de nouvelles carrières. Fils d'ouvriers, ouvriers eux-mêmes, les premiers animateurs brûlent les étapes de la mobilité professionnelle en accédant à des fonctions certes souvent peu lucratives, mais hautement responsabilisantes. Dans les grilles des métiers et catégories socioprofessionnelles, ils sont désormais identifiés comme appartenant aux couches moyennes, entre les instituteurs et les professions intermédiaires du social et de la santé. Mais la réalité des missions qui leurs sont confiés est toute autre. Dans les structures qu'ils dirigent, ils gèrent des budgets parfois conséquents, recrutent et gèrent du personnel, élaborent et réalisent des projets, et sont directement tenus pour responsables de l'ensemble du fonctionnement de l'équipement. Autant dire qu'ils exercent, du point de vue des tâches, des responsabilités et du temps de travail, des fonctions de chef d'entreprise. Ce faisant, ils se trouvent en face à face avec l'élu local avec qui ils négocient les financements et les agréments et font dès lors partie de ce petit cercle de privilégiés qui dînent à la table du maire et du préfet, accompagnent le Ministre en visite dans la cité et siègent dans les commissions locales et nationales à titre d'experts. Une manière de cumuler les compétences techniques et les fonctions de représentation, et d'acquérir une notoriété qui dépasse le cercle des collaborateurs, autant qu'elle gagne l'ensemble des habitants d'une cité qui constitue une « réserve » potentielle de militants et de sympathisants. Car ces premiers responsables d'équipements s'appuient sur une large participation bénévole composant les conseils d'administrations[242] mais aussi une part des animateurs d'activités de loisirs et sociales. De plus, dans les quartiers d'habitat social ou les quartiers où les « populations défavorisées » sont davantage représentées, l'animation socioculturelle d'un équipement est souvent complétée d'un service sanitaire et social assuré par des éducateurs de jeunes enfants, puéricultrice, conseillère en économie sociale et familiale, éducateur spécialisé. Ces professionnels mandatés assurent les permanences de soins de la petite enfance, éventuellement une garderie, un service de conseil, voire de planning familial. Tout ce personnel des équipements socioculturels entretient des relations avec le tissu associatif du quartier, le plus souvent sur des prêts de locaux, et les habitants ne se trouvent pas être seulement usagers des services proposés, mais aussi membres des conseils d'administration. Un rapport aux usagers qui participe -plus ou moins selon les structures- du partage de pouvoir que tiennent à entretenir les permanents des associations.

---

[241] Guy SAEZ, « L'animation et l'éducation populaire dans les années 60 : variations sur le thème changement et continuité », In Armel HUET (dir), *L'action socioculturelle dans la ville*, L'Harmattan, 1994.
[242] Obligatoirement, puisque, jusqu'à sa modification en 2001, la loi de 1901 stipule que les administrateurs des associations ne peuvent être rémunérés.

Au passage, en se professionnalisant, l'animation prend le relais de l'aide sociale, de l'assistance et de l'enseignement familial et ménager, et met fin au quasi monopole féminin des emplois sociaux et à celui des associations familiales dans le secteur social.

Mais le dispositif socioprofessionnel d'animation qui s'ancre dans le champ du social n'est finalement que le support institutionnel de changements plus profonds, idéologiques. D'abord dans les rapports qu'il entretient au politique, ou plutôt dans la manière dont l'animation va sortir peu à peu du champ politique au sens partisan du terme : d'une part en posant ses problématiques et ses objets propres, appliqués à une discipline -la pédagogie- qui, si elle a l'opportunité d'agir et d'interférer dans le débat sur la lutte des classes et la vie de la cité, n'en fait pas pour autant une finalité ; et d'autre part, concrètement, par le fait que les nouveaux professionnels de l'animation vont le plus souvent quitter les syndicats et les partis dont ils étaient adhérents pour se consacrer à leur nouveau métier, et surtout pour préserver les relations techniques qu'ils ont désormais à entretenir avec les élus locaux.
Ensuite, dans les rapports que les animateurs vont désormais entretenir au peuple. Fidèles au principe de subsidiarité qui leur faisait préférer, historiquement, les petites communautés naturelles de vie : « *l'atelier avant l'entreprise, le quartier avant la commune, la cage d'escalier avant l'immeuble, et bien entendu la famille, unité naturelle et matricielle par excellence* »[243], ils ramènent la question de l'aménagement du cadre de vie à des problèmes locaux, et à des spécificités communautaires. On ne traite plus des rapports des puissants aux faibles, des classes dominantes aux classes dominées, des ouvriers aux patrons, des logeurs aux logés, pas plus qu'on n'envisage la question des cités comme objet de critique politique. Désormais, on s'intéressera à traiter les maux de tel quartier dans ses rapports de telle famille à telle autre, de telle cage d'escalier à son concierge, de telle cité mal desservie par les transports publics, de telle génération difficile à socialiser, ou de telle communauté ethnique en difficulté d'intégration.

Ce « rabattement » de la question sociale à des objets relationnels construit la cité comme un objet de l'intervention sociale, et plus un objet de la transformation politique. De plus, il re-territorialise la question sociale, comme à l'époque où l'on s'inquiétait d'une misère supérieure dans les zones industrialisées. Ce faisant, les militants sociaux consomment la rupture avec les communistes et les marxistes fermement critiques vis-à-vis de l'humanisme et de la logique sociale. Certes, avec le recul dans les années 1960 de « *la pratique religieuse, l'effondrement des vocations, la moindre visibilité du clergé (pratiquement plus de vêtements spécifiques), et l'abandon des prises de position politiques systématiquement réactionnaires* », l'anticléricalisme classique de la gauche prolétarienne à l'égard des progressistes chrétiens se fait moins fort[244]. Mais au-delà, la gauche prolétarienne et marxiste entretient historiquement des rapports conflictuels avec le militantisme social qu'il soit clérical ou laïque[245]. Sans doute parce que « *le marxisme a été longtemps une machine à penser l'événement plutôt que l'action sociale*», pour reprendre l'expression de Michel Foucault, mais aussi parce que le militantisme représente pour eux le « *stade suprême de l'aliénation* ». Ils affirment en effet que

[243] Michel CHAUVIERE, « Le monde de l'action catholique spécialisée : techniques sociales et ambivalences face à la professionnalisation. », *Ibid*.
[244] Jean FAURY, « Le militantisme anticlérical », In *M.I.R.E.H.C*, n°4, 2000.
[245] Centre d'études de la doctrine sociale de l'Eglise, L'Eglise et le socialisme. Nouvelles éditions latines, 1972.

« *Le militantisme touche essentiellement des couches sociales en voie de prolétarisation accélérée (lycéens, étudiants, enseignants, personnel socio-éducatif….) qui n'ont pas la possibilité de lutter concrètement pour des avantages à court terme et pour lesquels devenir véritablement révolutionnaire suppose une remise en question très profonde. L'ouvrier est beaucoup moins complice de son rôle social que l'étudiant ou l'éducateur. Militer est pour ces derniers une solution de compromis qui leur permet d'épauler leur rôle social vacillant*. ». Mais un compromis qui permet aussi d'occuper, par la professionnalisation, des positions de pouvoir qui devraient légitimement être prises par la classe ouvrière : « *L'idéologie militante sert à ça : l'on proclame bien haut que l'on est au service du peuple, que l'on n'agit que pour son bien propre et que si jamais, pendant un court moment, l'on est obligé de prendre le pouvoir, on n'en abusera pas. Une fois que la classe ouvrière aura été bien éduquée, on se dépêchera de lui rendre*. »[246].

Il faudra attendre la fin des années 70 pour que la doctrine marxiste interpelle le social via les mouvements anti-racistes et anti-colonialistes. Le processus de décolonisation est alors terminé, et le recours massif à la main d'œuvre immigrée est désormais stoppé par l'application des lois de juillet 1974 sur la suspension de l'immigration du travail, et de 1977 sur l'application des aides au retour. Mais dans les cités HLM, où sont massivement logés les immigrés et leurs familles, d'autres formes de domination sont à l'œuvre, qu'on appelle « retour colonial ». On traite les immigrés dans les cités à l'image de la position de l'armée française dans les djebels, organisatrice des opérations de pacification que dirigeaient les SAS (services d'action spécialisée) sous-préfectoraux au Maroc et en Algérie avant la décolonisation, et l'on conçoit l'aménagement du cadre de vie comme l'on avait mené les plans de modernisation et d'équipement à Constantine et à Alger en 1954, selon les mêmes concepts d'exigence fonctionnelle en matière de logement. Les gauchistes entendent bien eux aussi « *se frotter aux modes de penser et de faire des ingénieurs qui régnaient sur ces bureaux d'études et ont souvent pensé la période de paix qui suivit celle de la guerre, l'aménagement du territoire, les grands travaux et l'ardente obligation du plan, dans un discours mâle et guerrier* »[247] ; mais ils entendent aussi participer à la valorisation et la légitimité des populations immigrées, et surtout de leurs enfants, français par acquisition de la nationalité. C'est ainsi que les gauchistes passent à l'action militante, en se positionnant en critique radicale de l'institutionnalisation et du colonialisme idéologique de l'action sociale institutionnelle et de l'animation, en s'impliquant dans la création d'associations d'immigrés, et en entreprenant des formations d'éducateurs spécialisés. Ce faisant, ils participent à une sorte d'ethnicisation du discours sur les cités et ses habitants, le but de cette forme d'altérité étant « *précisément d'adoucir certaines formes excessives de différenciation sociale, de telle façon que la structure sociale puisse continuer à se fonder sur cette différenciation.* »[248].

Effet de territorialisation, thématiques et méthodologies de l'animation socioculturelle que s'empresseront de reprendre les politiques de la ville dès la mise en place du dispositif Habitat et Vie Sociale (HVS) en 1974, puis en 1982, en rabattant la question sociale aux rapports ethniques, entendus résolument au sens

---

[246] Journal de l'Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires, supplément à 4 millions de jeunes travailleurs n°4, non daté.

[247] Michel MARIE, *Les Terres et les Mots. Une traversée des sciences sociales*, Méridiens Klincksieck, 1989, p. 30-31.

[248] Georg SIMMEL, *Les pauvres*, PUF, 1998.

anthropologique de cultures d'origine et de rapports coloniaux. Les rapports administratifs le montrent bien -mais on y reviendra- : en fait de développement social (des quartiers, puis urbain), et comme le précise son texte fondateur, la politique de la ville indique que « *l'amélioration des conditions de vie et d'insertion sociale de la population étrangère constitue une priorité pour son secrétaire d'Etat. Ce texte définit les objectifs des contrats d'agglomération, la procédure d'élaboration qu'il convient de respecter et indique, également, que les crédits seront déconcentrés. Cette nouvelle procédure dont la réussite repose sur la prise en compte des aspirations des nouvelles générations issues de l'immigration, implique l'encouragement des projets conçus et portés par les immigrés eux-mêmes et concerne à la fois les communautés étrangères et d'origine étrangère* »[249], suivi des collectivités locales qui entendent assumer leur mission de solidarité auprès : « *- des communautés étrangères , - des populations nomades et Quart Monde* »[250].
Après avoir éradiqué le bidonville, et mesurant l'échec de l'utopie de mixité sociale dans les cités HLM, de même que celui du modèle d'ascension résidentielle pour les classes populaires les plus défavorisées, la question sociale se reformulait dans les années 1980, à l'aune des nouveaux dispositifs de développement urbain : nouvelle figure du peuple, l'immigré devenait « *ce tiers-étranger qui permet à une société en formation, souvent dans le far-west de la banlieue, d'accéder à ses propres processus de repérage, d'identification, de construire ses représentations les plus élémentaires : celle d'un propre et d'un sale, d'un haut et d'un bas, d'une gauche et d'une droite…* »[251].

[249] Circulaire du 17 juin 1983.
[250] Délibération du Conseil Municipal de Marseille adoptant le nouvel organigramme de la Direction des Affaires Sociales, 10 décembre 1984.
[251] Michel MARIE, *Ibid*, p 67.

Deuxième partie

LA LONGUE MARCHE DES CLASSES MORALES

> « Nous souffrons surtout de ces trous de mémoire lorsque nous voulons transformer le monde pour en faire un lieu meilleur pour la démocratie, ou pour la classe moyenne, ou pour les citoyens honnêtes et respectueux des lois, ou pour les malades mentaux, etc. A chaque fois que nous voulons améliorer les choses, nous risquons fort d'oublier (avec commodité, disons-le, sauf que l'incommodité qui en résulte est souvent catastrophique) bon nombre de personnes, de groupes ou de choses qui contribuent au résultat que nous voulons modifier. »[252]

« *Les travailleurs revendiquent la prise en mains de leur destin culturel comme ils revendiquent la prise en mains de leur destin économique, social et politique. Pourquoi ? Le travailleur, dans un aspect aussi important de sa personne ne peut admettre d'être un « mineur », un assisté ; sa dignité lui impose sur ce plan d'être un actif et non un passif, sa vie de manuel réclame du concret pour aller aux idées.*
Cela nécessite que les « éducateurs » des travailleurs soient des travailleurs eux-mêmes, ayant une expérience dans la vie, et étant capables de se faire comprendre, et d'aider leurs camarades à s'exprimer, à se former et à agir. Ils sauront utiliser le langage qui convient, et mettre en pratique les méthodes pédagogiques nécessaires, pour réaliser une promotion collective. Mais nous serions inconscients si nous refusions le concours de personnes extérieures à ce milieu, d'autant plus que nos amis sociologues, professeurs, techniciens sont nombreux, et ont souvent les mêmes perspectives que nous quant au développement de la culture populaire. »[253]

Qui sont ces « éducateurs des travailleurs » ? Comment ces hommes et femmes, dont Séverin Montarello[254] se fait le porte-parole en 1965, travaillent-ils à réhabiliter la dignité de leurs pairs et oeuvrent-ils, avec des intellectuels et des techniciens « amis », à la promotion collective ?

---

[252] Howard BECKER, *Les ficelles du métier*, version imprimée avant édition, p 73.
[253] Séverin MONTARELLO, intervention du 28 novembre 1965 à une réunion des Centres de Culture Ouvrière. Archives personnelles.
[254] Ouvrier ajusteur de 1940 à 1945, puis animateur socioculturel de 1965 à 1983, militant JOC, MPF, CGT, et administrateur de nombreuses associations familiales, sociales et d'animation socioculturelle.

On retiendra ici, pour les nommer, le terme de « clercs[255] » que proposent Julien Benda et Jacques Ion, et qui qualifie « *des hommes dont la fonction est de défendre les valeurs éternelles et désintéressées comme la justice, la vérité et la raison* », qui poursuivent « *ce but éminemment pratique qu'est le bonheur des humains, du moins d'une classe d'entre eux* »[256] (ce qui, du point de vue de Benda, constitue leur « trahison », alors que la pensée devrait s'exprimer sans aucun souci de ses conséquences, vraie loi de la vérité, au contraire de cet esprit social mis au service du peuple), et qui tiennent « *le rôle de relais dans la gestion des idéologies du lien social* »[257].

C'est à partir de la position des clercs que l'on va tenter de comprendre la manière dont ces logiques militantes, issues de l'esprit social, sont socialement inscrites dans l'histoire des cités de grands ensembles. On décrira les manières dont l'utopie de la mixité sociale et de l'émancipation du peuple par la promotion collective s'est jouée comme valeur dans le domaine du logement social et des politiques de la ville ; plus généralement, on regardera les cités comme « *des utopies, où devaient se réinventer la ville, au sens politique compris c'est à dire une certaine manière d'être ensemble et un citadin d'une nouvelle sorte* »[258].
On explorera les dispositifs socioprofessionnels sur lesquels s'est adossée cette utopie, et notamment celui de l'animation socioculturelle à travers lequel les classes moyennes ont été « *porteuses d'une idéologie du « quartier » et d'une problématique des équipements collectifs qui traduisent à la fois leur savoir-faire professionnel -elles sont souvent spécialistes de la communication- et une inscription spatiale contrainte transformée en visée réformatrice* »[259]. Et l'on essaiera aussi de montrer, aux limites des acteurs en tant qu'individus, le rôle et la place des clercs se constituant en « classe morale » portée par l'ambition que résume Sangnier en ces termes : « *Nous, la classe éclairée, avons la charge et la responsabilité du progrès intellectuel, social et moral de notre pays* »[260].

Ainsi, dans un premier temps, on montrera la manière dont les militants sociaux vont construire leur outil de pensée et d'action permettant d'organiser le rapport au peuple (2. Chapitre 1 : Micropolitique et altérité) et l'on décrira, en prenant appui sur l'exemple marseillais, les formes que prend concrètement ce rapport en organisant le face-à-face entre les classes populaires et les classes moyennes dans les cités (2. Chapitre 2, Les conditions du vivre ensemble), et en régulant le rapport aux populations immigrées (2. Chapitre 3, La gestion des populations immigrées). Ces deux objets du militantisme, organisés sur des formes et des doctrines différentes, vont tous deux donner naissance à un dispositif : l'animation socioculturelle. On verra donc la « montée » d'un milieu qui est à la fois un monde professionnel et une organisation sociale (2. Chapitre 4, Equipements et promotion sociale). Et l'on verra en suivant ce que les dispositifs de réhabilitation des grands ensembles dans les années 1975-85 vont apporter au militantisme social en termes de doctrine et de

---

[255] Sans doute repris ici dans sa double acception étymologique, le savant, celui qui sait, mais aussi celui qui est « éclairé », comme le dit Marc Sangnier (cité plus loin).
[256] Julien BENDA, *La trahison des clercs*, Grasset, 1975 (1ère édition en 1927), p 41 et p 99.
[257] Jacques ION, *Le militantisme en questions, enquête sur l'évolution des formes de groupement intervenant dans l'espace public*. Rapport CRESAL, 1992, p 52.
[258] Michel PERALDI, « La vie publique des cités », in L. MOZERE, M. PERALDI, H. REY, *Intelligence des banlieues*, L'Aube, 1999.
[259] Jacques ION, « Cité, cités et droit de cité. Urbanisation périphérique des groupes sociaux en France (1955-1985) », In *Espaces et Sociétés* n° 51, 1987.
[260] Manifeste « A nos frères de vingt ans », *le Sillon* n°1, 10 janvier 1894.

modalités d'action (2. Chapitre 5, La réhabilitation). L'ensemble de ces éléments vont participer à la production des politiques de la ville et favoriser l'émergence publique d'une nouvelle génération de militants sociaux et d'une nouvelle forme de gestion de la cité (2. chapitre 6, L'institution diffuse). On regardera alors comment fonctionne ce dispositif d'animation socioculturelle et, à travers les exemples de Toulouse et de Marseille, précisément ce qu'ils ont produit et qui en sont les acteurs (2. chapitre 7, Le dispositif socioprofessionnel d'animation dans les cités). Enfin, à travers l'analyse du discours des acteurs, on verra comment les militants sociaux pensent et nomment les choses, et comment ils se pensent dans les dispositifs et les parcours dont ils participent (2. Chapitre 8, Moi et… les quartiers, ma cité, le social).

1. Micropolitique et altérité

On a vu dans la première partie que le monde des clercs participe de traditions idéologiques différentes et divergentes ; mais elles ne sont ni immuables, ni irréconciliables, ni homogènes. Les clercs partagent des valeurs communes : le sens du devoir, l'action collective, et le souci de l'intérêt général. Ils partagent aussi une « culture » du réseau, des familiarités entretenues qui imprègnent les rapports professionnels comme les relations privées et intimes, de la réussite individuelle par la méritocratie, et de la promotion collective. Une culture militante sociale sensée réhabiliter les cultures populaires et la dignité de ceux qui en font partie, née dans une frange périphérique du monde catholique et dont sont issus un grand nombre de mouvements et d'initiatives par lesquelles, après la seconde guerre mondiale, la philanthropie se fait technicienne.

Cette entreprise de réhabilitation des classes populaires contribue à la requalification des formes de l'altérité. A force de recours en dignité pour un peuple qui mérite mieux que ce qu'il est, à force de désigner ses handicaps et ses déficits pour mieux les réduire, à force de tensions entre proximité spatiale et distance sociale[261], on finit par désigner l'Autre dans un ailleurs radical. Un ailleurs spatial -il est l'habitant de ces « quartiers dont on parle», ethnique -il est jeune, immigré ou exclu-, économique -il est pauvre ou participe aux économies souterraines-, et culturel. Il nous est étranger ; entre lui et nous se dresse une frontière, que certes l'on franchit dans la relation d'aide ou dans la situation de mobilité sociale, mais qui reste frontière au point qu'on la nomme fracture sociale.
On admettra, à l'instar de Chamboredon et Lemaire, l'effondrement de l'utopie de mixité et de mobilité qui voyait dans les grands ensembles « l'instrument d'une politique civilisatrice » ; on admettra aussi, à l'instar de Dubet, les transformations et renversement profonds de la société et de ses composantes de classes, notamment ouvrière, au point qu'on ne sache plus comment nommer le peuple[262] ; on admettra enfin, à l'instar de Castel, les processus d'effritement des relations d'interdépendance entre les membres d'une société que Durkheim voyait comme un ensemble de « semblables »[263]. Et l'on verra tous ces processus sociaux dans les chapitres suivants.

Mais l'on verra surtout, à travers ces transformations de représentations et de situations, un changement de paradigme, un changement de modèle de la relation d'altérité. Au modèle de normalisation se substitue un modèle solidariste. Le premier des modèles ambitionne de normaliser le peuple, de rendre sa condition conforme à l'idéal social formulé par les encyclopédistes et les philanthropes ; le second modèle, solidariste, sécularise une relation d'inégalité : le peuple est reconnu dans sa différence, son altérité, il devient sujet d'une relation inégalitaire.
La différence peut sembler de prime abord ténue, et l'on voit bien que l'esprit social dont nous avons parlé se réfère successivement à l'un et l'autre de ces modèles, autant que les acteurs les mobilisent alternativement. A ne regarder que les actes,

---

[261] Jean-Claude CHAMBOREDON, Madeleine LEMAIRE, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », In *Revue française de sociologie*, vol XI, 1970.
[262] François DUBET, « Qui vit dans les grands ensembles de banlieue ? », In *Courrier du CNRS*, n° 82, 1996. François DUBET, Michel WIEVIORKA, « Comment nommer les "classes populaires" ?», in ouvrage collectif, *En marge de la ville au coeur de la société : ces quartiers dont on parle*, L'Aube, 1997, p.39-65.
[263] Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Fayard, 1995.

on pourrait s'y tromper : aider son prochain, c'est de toute façon mettre en œuvre une relation inégalitaire entre l'acteur et le sujet de cette relation, qui d'ailleurs, la plupart du temps, n'a rien demandé de tel. C'est aussi que celui qui aide se présente comme celui qui *sait* ce qui est bon pour l'autre. Mais la configuration relationnelle peut, elle, être bien différente : d'un côté on traite les causes et les effets d'un mal social, de l'autre on traite l'Autre en tant que tel.
Ainsi la différence qui fonde l'Autre « descend » dans le social, elle devient culturelle et naturalisée : ce n'est plus qu'il y aurait de faux pauvres avec de vrais problèmes sociaux[264], mais que le fait même d'être pauvre tient de sa différence propre. La question sociale ne tient dès lors plus à normaliser la situation du peuple, mais à traiter sa différence organique.
En analysant les configurations sociales à l'œuvre dans les cités sous l'angle de ce paradigme de l'altérité, on comprendra que la période dite « de la reconstruction » après la seconde guerre mondiale, cette longue période où se crée puis se réhabilite le grand ensemble en tant que forme politique[265], constitue un moment historique. Un moment ambigu qui se dénoue -qui choisit son camp en quelque sorte- et qui marque ce changement de paradigme lorsque l'on affirmera au détour des années 1980 qu'il faut désormais, et en priorité, se focaliser sur la singularité des habitants des cités qui, au nom de « l'homme universel », n'avait pas été prise en compte[266]. Le temps est venu de la « génération banlieue », tantôt défavorisée et tantôt dangereuse, mais toujours fascinante et différente.
Le temps est venu aussi de la « fracture sociale », et l'expression dit davantage que le constat d'une société où riches et pauvres, nantis et précaires, noirs et blancs, sédentaires et nomades, seraient désormais séparés spatialement et socialement les uns des autres. Elle dit aussi que les uns n'ont plus besoin des autres, que les rapports à l'œuvre entre les uns et les autres ne sont plus des rapports de domination, qui nécessitent une interdépendance, mais des rapports de rejet qui suggèrent une mise à l'écart. Elle dit en quelque sorte le glissement d'une société verticale vers une société horizontale, une société dont le moteur des divisions sociales n'est plus l'économie mais pourrait bien devenir l'ethnicité au sens d'une ethnicisation des rapports entre puissants et faibles, au sens aussi de « l'entre soi » où chaque groupe social se met à jouer avec et pour lui même [267].

Changement de paradigme donc, et aussi micropolitisation de la question du rapport des classes moyennes aux classes populaires. On reprendra ici l'acception du terme de micropolitique tel que Liane Mozère en fait recours, et qui rejoint aussi l'idée évoquée par Yves Ronchi (se référant à Michel Anselme) du « *social comme l'état moléculaire du politique* »[268] : il s'agit d'un ensemble d'agencements relationnels, de comportements et de phénomènes « *toujours singuliers et qui ne passent pas dans les directives, qui <u>font évoluer les politiques</u>, tout en leur étant radicalement hétérogènes et irréductibles* ». Ce que l'on pourrait aussi qualifier de « *<u>production locale</u> qui cesse du même coup d'être une pure application* », mais qui pour autant qu'elle ne soit pas production politique en soi, « *n'existe, (en tant que) micropolitique qu'indexée sur le macropolitique, sur les appareils, les institutions, les*

[264] Jean-Baptiste MARTIN, *La fin des mauvais pauvres ; de l'assistance à l'assurance*, Champ Vallon, 1983.
[265] Sur cette question, on a notamment recours aux travaux de Bachmann et Leguennec, et à ceux de Anselme et Péraldi.
[266] Pierre PEILLON, *Utopie et désordres urbains, essai sur les grands ensembles d'habitation*, l'Aube, 2001.
[267] Alain TOURAINE, « Face à l'exclusion », In Revue Esprit, *La France des banlieues*, février 1991.
[268] Yves RONCHI, « Devoir d'intention », In Michel ANSELME, *Du bruit à la parole*, l'Aube, 2000. p 225.

structures »[269]. L'hypothèse formulée à propos du dispositif d'animation socioculturelle -et, on le verra, de ses pendants institutionnels que sont les dispositifs de développement social des quartiers, puis urbain- est qu'il se constitue comme un état micropolitique de la question du rapport au peuple, question formulée à partir des valeurs et des doctrines de ce qu'on a appelé ici « l'esprit social ». Cette hypothèse nécessite, évidemment, d'être précisée et développée.
On l'a vu au cours de cette histoire sociale, l'esprit social, ni religieux ni partisan, ni seulement charitable ni seulement collectiviste, inscrit ses idéaux de justice et de liberté dans un rapport éducatif au peuple.
Que cette utopie d'éducation du peuple ait trouvé ses fondements dans la vie hors travail et notamment à travers les formes d'habitat n'a rien d'un hasard de l'histoire : certains l'on montré[270], face à la contamination des corps et des vices à laquelle contribuait la concentration urbaine et les plaisirs nouveaux d'une classe laborieuse, il fallait morceler, découper, différencier les espaces et leurs fonctions ; autant qu'il fallait assainir, corriger, moraliser, les hommes et leurs pratiques. Davantage que la rue, avec ses tentations vicieuses, c'est le taudis et ses formes de promiscuités et d'entassement qui incarne l'univers des pathologie condamnées et de ses fulgurantes contaminations. La « guerre des taudis », celle portée par l'idéal hygiéniste des cités ouvrières comme celle portée par l'idéal fonctionnaliste des cités HLM, est sans aucun doute une « *police de l'espace, c'est-à-dire une tactique de mise à distance* »[271]. Mais elle n'est qu'une étape dans le processus de rationalisation de la ville en tant qu'instrument de sujétion[272] : le passage de la question du logement à celle de l'habitat ne désigne plus en effet tout à fait le même objet. Le taudis, ce peut être une façon de loger le peuple, ce n'est pas une façon d'habiter. L'habitat est bien plus que le logement, c'est le lieu « *où se résument les histoires de famille, le lieu où à la fois se solidifient les constellations généalogiques et où les caractères des générations successives s'altèrent, dérivent, dévient* »[273] ; c'est, autrement dit, le lieu d'une possible utopie sociale qui se joue dans la tension entre éducation et émancipation de ceux qui y vivent.

Les tenants de l'esprit social l'auront bien saisi : travailler à « habiter », c'est travailler à fournir aux plus démunis, non seulement un endroit pour vivre sainement et accéder à la dignité, mais aussi des lieux pour s'épanouir, et des moments pour espérer : que demain sera mieux qu'aujourd'hui, que nos enfants seront meilleurs que nous. Dans une société en pleine expansion économique, ils appellent au progrès social « *qui passe par la possibilité d'anticiper l'avenir (…) C'est la possibilité d'anticiper à terme une réduction progressive des inégalités et l'éradication des poches de pauvreté et de précarité qui subsistent dans la société.* »[274]. Ils en appellent au progrès, autrement que la philanthropie qui n'assure qu'un mieux être ponctuel en palliant aux carences du moment, autrement que l'humanitarisme qui dépersonnalise les relations entre aidant et aidé, et autrement que le socialisme révolutionnaire qui n'entend qu'une conception collectiviste de l'homme. Les médecins hygiénistes, puis les architectes fonctionnalistes, se sont chargés d'infléchir

---

[269] Liane MOZERE, *Micropolitiques et changement social*. Synthèse des travaux pour l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction de Eugène Enriquez, Université de Paris VII, 1993. p 64-65.
[270] Notamment Jean Paul Flamand, Lion MURARD et Patrick ZYLBERMAN, Michel Foucault.
[271] Lion MURARD, Patrick ZYLBERMAN, *Le petit travailleur infatigable ou le prolétaire régénéré*, Recherches, 1976, p 60
[272] Michel FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population. Cours au collège de France 1977-1978*, Gallimard, 2004.
[273] Lion MURARD, Patrick ZYLBERMAN, *ibid*, p 91
[274] Robert CASTEL, *L'insécurité sociale*, Seuil, 2003, p 36.

la sphère intime de la famille en ordonnant les logements -assujettissement des corps, des proximités et des intimités-[275], première étape dans l'instauration d'un pouvoir de sujétion *« forme réformatrice du pouvoir qui s'inspire des courants hygiénistes, démographiques et urbanistiques français du début du siècle et met en scène l'appareillage des sciences sociales, des domaines particuliers qui d'habitude se situaient hors du politique, tels que l'hygiène sociale, la structure familiale et la sexualité…(et qui) deviennent des cibles de l'intervention d'une fraction de l'Etat »*[276] . Les militants se chargeront de *ménager*[277] les espaces de la vie hors travail, transformant la question de l'aménagement du territoire en question d'aménagement du social. Murard et Zylberman l'ont décrit, inventer « l'habitat », c'est inventer *« l'intimité + la série transversale des appareils de surveillance et de contrôle (crèches, écoles, dispensaires, œuvres), ou encore, « l'habitat » c'est le résultat d'un double mouvement de pouvoir : d'une part, séparer, distancier et stabiliser deux territoires étrangers (le logement et le lieu de travail) mais, en même temps, tout faire pour recoudre par un appareillage transversal de surveillance le tissu déchiré de l'espace du travail et de l'espace hors-travail, du temps productif et du temps libre, de telle sorte que* la totalité de la vie *du travailleur soit l'objet même du pouvoir. »*[278]

Dans ce processus d'assujettissement des classes populaires, les militants sociaux tiennent place, dans les « niches » d'action sociale qui leurs sont déléguées par le patronat, comme par les institutions -les conseils d'administration paritaires des organismes publics de sécurité et d'assistance-, et celles des œuvres de solidarité auxquelles la puissance publique, jusque dans les années 1980, se désintéresse -les équipements socioculturels-. Ou plutôt que tenir leur place, ils la prennent : l'expérience des squatters ou celle des maisons Castors dans l'après guerre ne présentent pas, en soi, d'avancées sociales majeures, pas plus qu'elles ne s'inscrivent dans le combat politique global ; dans l'esprit des militants du Mouvement Populaire des Familles (MPF), elles répondent juste à une urgence matérielle : avoir un toit. Mais ce faisant, les militants sociaux prennent place dans le schéma apparemment binaire de gouvernance qui traditionnellement se joue entre le technicien et le politique, en réinventant la figure du peuple qui n'est plus « *seulement un sujet politique, il est aussi une qualité de la vie sociale »*[279].
La figure du militant, c'est celle de l'acteur du *ménagement du social*[280] : loger dans les maisons des autres comme le font les squatters, construire la sienne selon le modèle pavillonnaire rêvé par Le Play comme les Castors, cohabiter avec le peuple dans les cités HLM, n'ajoute rien à la compétence des architectes et de la puissance publique dans leurs projets d'aménagement urbain. Mais organiser le face à face entre les classes moyennes et les classes populaires est une chose inaccessible, professionnellement, au technicien comme à l'élu[281]. On le sait désormais « *il n'y a pas de bonne solutions techniques aux situations de cohabitation, il n'y a que des*

---

[275] Michel FOUCAULT, *Histoire de la sexualité, l'usage des plaisirs*, Gallimard, 1984.
[276] Michel MARIE, *Les Terres et les Mots. Une traversée des sciences sociales*, Méridiens Klincksieck, 1989, p 46-47.
[277] « ménager » plutôt que « aménager », selon l'expression de Michel Marié.
[278] Lion MURARD, Patrick ZYLBERMAN, *Ibid*, p 201
[279] Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable*, Gallimard, 1998, p30.
[280] Michel MARIE, *Ibid*.
[281] « Promotion collective et action sociale », *Bulletin du réseau universitaire de formation de formateurs de travailleurs sociaux*, n°10, 1978.

solutions négociées »[282] ; ce sont bien ces « situations de cohabitation » que les militants vont anticiper, organiser, réguler, pour refaire la ville à l'extérieur de la ville, dans la paix sociale, ajoutant à la compétence technique de l'ingénieur, et celle politique de l'élu, leur « *compétence de la sensibilité* »[283].

Ces négociations s'inscrivent d'abord dans les relations de voisinage, ces petits faits relationnels articulés au logement qui, seuls, peuvent reconstruire du collectif et de la normalité sociale hors de l'usine, de l'église ou de l'intimité familiale.
Dans son autobiographie, Jean Moretton, militant MPF, en décrit l'ordinaire : « *Au rez-de-chaussée vivait une famille d'origine russe avec deux fillettes. Le père, ancien légionnaire, était manœuvre aux chantiers et ateliers de Provence ; la mère, d'un maintien distingué, s'adonnait à la peinture. Une vieille grand-mère vivait avec eux.*
Leur plus proche voisine, d'origine espagnole, était veuve, avec deux filles, et faisait des ménages pour vivre.
En face, une famille italienne, dont on ne su jamais évaluer le nombre ! Très agressive, très sans-gêne. Ils jouaient à la « terreur », réparaient leur moto dans l'appartement, y effectuant des essais. Ils élevaient même une chèvre attirant le bouc du berger… Lors des campagnes électorales, ils sortaient le poste de radio sur le palier pour que tout le voisinage écoute les discours de Maurice THOREZ et Jacques DUCLOS.
Au premier étage, notre unique pièce était au dessus de leur appartement !
Face à nous, un jeune foyer : lui d'origine polonaise ayant combattu avec l'armée américaine, elle jeune marseillaise : il était gaulliste, et pour répondre au leader du parti communiste, il plaçait son poste également sur le palier à pleine tonalité, pour transmettre à tous les discours du général.
Ses proches voisins étaient d'origine espagnole. Ils avaient trois enfants. Le père était soudeur. Ils fréquentaient une autre famille de quatre enfants, hébergés à Saint Louis.
Leur amitié était forte au point que le soudeur partit avec la femme de son ami, laissant à leurs conjoints respectifs le soin d'élever leurs enfants. Notre voisine, sans ressources, n'eut d'autre solution que de se mettre en ménage avec le mari de sa copine… Plus tard, ils eurent ensemble un nouvel enfant : le huitième !
Toujours sur ce palier, une famille italienne de trois enfants, effacée et sans histoires.
Au deuxième étage, une famille corse et deux enfants ; tous présentaient les signes d'un certain retard mental. Leur comportement était singulier. Une nuit, le mari vint frapper à notre porte. Sa femme était sur le point d'accoucher, il venait demander de l'accompagner chez le docteur car il avait peur de traverser la pinède… Bien entendu, je l'ai renvoyé auprès de sa femme et je me suis rendu chez le docteur d'un coup de vélo. Il travaillait dans une entreprise de ravitaillement des navires ; il ne cachait pas qu'il se ravitaillait lui-même…
Tout à côté, Michel et Marie Agati avec leurs deux enfants Eliane et Gérard. Michel était responsable du château. Il était corse et avait épousé Marie, d'origine calabraise. Ils furent parmi nos meilleurs amis et nous ont été précieux ! Michel travaillait aux chantiers et ateliers de Provence comme chaudronnier formeur sur coques de bateaux. Avec son équipe, il faisait tournoyer la masse pour façonner la tôle. Jeune, il avait habité la Cabucelle, quartier d'Yves Montand, un copain de jeunesse ; il avait fait partie de son tour de chant à ses débuts à l'Alcazar. Sa voix était grave, profonde ; sa stature faisait autorité.

[282] Michel ANSELME,*Ibid*, p 91.
[283] Liane MOZERE, *Ibid*.

Je l'accompagnais relever les compteurs d'électricité. L'EDF n'avait admis qu'un compteur commun à tous. Michel savait déceler les fraudeurs… Il usait de toutes les astuces pour trouver les comptes correspondant à la somme du compteur général. Lui-même réglait les factures.
Un couple d'origine algérienne complétait leur voisinage.
Au sous-sol, des salles assez vastes, éclairées par de petites ouvertures, étaient également habitées. Une famille italienne de cinq enfants, plus ou moins réfugiée en France. Giancarlo, résistant en Italie, avait eu des ennuis à la Libération. Il était accusé à tort de fraude. Plus tard, il retournera au pays après un jugement qui le reconnut non coupable. Maçon de profession, il rendait de nombreux services à tous les voisins.
Un autre couple vivait dans une autre pièce. Lui, Italien, marchand ambulant, avait épousé Pierrette qu'il avait recueillie à Paris alors qu'elle venait de quitter le foyer de l'assistance publique où elle avait grandi orpheline. Nous continuerons de rencontrer Pierrette jusqu'à la fin de sa vie. Son mari mourut jeune d'une crise d'urémie violente. Seule, elle éleva courageusement quatre enfants. Beaucoup de peine, de sacrifices ! Tous les mois, elle vendait son sang pour la somme de 48 francs nouveaux ; elle était devenue obèse ! Elle mourut dans un accident. Pauvre Pierrette ! Avec cinq ou six personnes amies, nous étions les seuls à ses obsèques.(…)
Toujours imbus de nos idées sur la promotion collective, j'insistais pour que Margot fréquente les autres femmes. Le soir, elle me racontait sa journée… Les conversations tournaient la plupart du temps à double sens, à l'aide parfois de revues plus ou moins pornographiques. Margot, très naïve, restait interdite, muette, me demandant, à mon retour, le sens de ces conversations que je lui donnais le plus délicatement possible car cela relevait souvent d'histoires grivoises et même, de corps de garde !
(…) Des incidents, il n'en manquait pas, les conflits, les disputes, voire les bagarres ; en un peu plus de deux ans, il y eut trois correctionnelles… Les motifs étaient souvent futiles. »[284]

La futilité des motifs de disputes n'enlève rien, pourtant, à la gravité des situations : comment cohabiter, pacifiquement, dans une telle altérité, finalement courante dans l'après guerre ? Onze familles dans un petit immeuble de deux étages, plus de 70 personnes, nourrissons, enfants, adultes, vieillards ; couples et familles, veuves, familles recomposées, maris infidèles ; retardés mentaux, voleurs, réfugiés ; russes, espagnols, italiens, polonais, corses, algériens…
Comment organiser le partage du temps et des espaces, les proximités entre jeunes et vieux, entre riches et pauvres, entre indigènes et étrangers, entre intelligents et attardés, entre honnêtes et voleurs, entre naïfs et vicieux ?
Comment, autrement dit, gouverner la cité, sinon en engageant, résolument, un « *processus de « mise en dignité », qui suppose une qualité, celle d'éprouver quelque chose* »[285].

Ce processus, on l'a dit, relève d'une ambition, celle que Jean Moretton à l'instar des militants sociaux, appelle la « promotion collective » : la réussite de chacun mise au service de tous.
Mais il passe d'abord par chacun des plus petits faits de vie quotidienne partagés, en actes et en discours. « Eprouver ensembles » est le maître mot des militants sociaux de l'après guerre ; certains vont même jusqu'à quitter un logement

[284] Jean MORETTON, *Une vie heureuse*, édition à compte d'auteur, 1996.
[285] Jean François LAE, *L'instance de la plainte, une histoire politique et juridique de la souffrance*, Descartes, 1996, p 197.

convenable pour s'installer avec les plus démunis du sous-prolétariat industriel et paysan dans les bidonvilles ou les squats ; d'autres se font missionnaires de la cause de l'habitat auprès des institutions et des tous nouveaux organismes de reconstruction. Tous en tous cas se prévalent de l'épreuve partagée, qui leur confère la légitimité à organiser les relations de voisinage. Et ces relations, ils s'y engagent corps et âmes, convaincus que c'est au plus micro de l'échelle des relations que l'on doit engager le changement social. « *L'aménagement de la société, selon l'accomplissement de l'utopie de la mixité, c'est d'abord,* » disait-on, « *le ménagement du social* »[286].
C'est en ce sens que l'on peut qualifier ces agencements relationnels de micropolitiques, parce qu'à chacun des plus petits événements, à chacun des plus négligeables acteurs sociaux, on accorde l'importance d'un projet de société en entier. C'est ce « social » là, celui des arrangements quotidiens entre des individus et des groupes qu'apparemment rien ne réunit -sinon l'ambition, et non des moindres, de les faire habiter ensembles-, dont se saisissent les tenants de l'esprit social pour transformer, non pas les manières d'habiter, mais les manières d'être ensembles, *« avec cette résistance et cette inventivité des individus et des groupes dans leur volonté de ne pas s'en laisser totalement conter par les appareils et les institutions de régulation, d'enrôlement et de contrôle. »*[287].

Aussi les cités seront le terrain d'aventure pour expérimenter cette micropolitique, sorte d'innovation sociale composée d'une nouvelle manière de penser l'Autre et les choses et par un nouveau système d'action[288], passant par un ensemble de règles du vivre-ensemble et par le rôle d'exemplarité des clercs dans la vie hors travail.

[286] Extrait d'entretien avec un militant du Mouvement Populaire des Familles.
[287] Yves RONCHI, *Ibid*.
[288] Jacques ION (dir), *Le militantisme en question. Enquête sur l'évolution des formes de groupements intervenant dans l'espace public*, CRESAL, mai 1992.

2. Les conditions du vivre ensemble [289]

A la libération, le pays est en ruines. Il faut reconstruire, des logements qui font cruellement défaut, l'économie et notamment le système d'apport de matières premières, mais surtout, il faut reconstruire la paix. La question de la paix est bien sûr internationale ; mais elle est aussi intérieure, et même locale. Une maison sur vingt est détruite, une sur six partiellement, et l'on ne dénombre plus les familles sans logement, les travailleurs sans emploi ou en situation précaire, les milliers d'immigrés, anciens combattants ou main d'œuvre ouvrière qui s'entassent dans les bidonvilles. Les familles sont le premier objet de préoccupation des militants sociaux : il faut regrouper les familles dispersées pendant la guerre, redonner à chacune des conditions de travail et de vie décentes dans des logements salubres permettant d'échapper à l'entassement ; et éviter ainsi la menace d'une « guerre intérieure » qui verrait les classes populaires fondre sur la puissance publique, et le communisme s'installer au pouvoir. Mais l'on s'interroge aussi sur les populations, méconnues, qui peuplent d'immenses bidonvilles aux abords des villes et les îlots d'habitat insalubres dans les centres urbains.
Du moins certains s'en préoccupent, en particulier dans les milieux catholiques sociaux, aux côtés de proches comme Alexandre Chazeaux (directeur du quotidien de droite « Le Méridional » et futur directeur adjoint de l'urbanisme à Marseille, membre actif du Secrétariat Social et créateur en 1941 de la section marseillaise du Mouvement Populaire des Familles pour « soulager les conditions de vie difficiles des familles les plus pauvres ») et d'autres militants du MPF, du MRP, des associations familiales ouvrières, et des Secrétariats Sociaux[290], dont Germaine Poinso-Chapuis, future Ministre de la santé et de la population en 1947, qui participe dès la libération à l'organisation du soutien et du relogement des familles mal logées dans la région marseillaise.
L'association des Sinistrés, créée en 1944 à Marseille par le MPF qui compte alors 2000 adhérents, a pris l'initiative de recenser les locaux vides ou sous occupés afin de recourir à leur réquisition au bénéfice des « *sans logés classés dans les catégories prioritaires : sinistrés, jeunes ménages, prisonniers, familles nombreuses* »[291], dans l'attente de l'application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la politique du logement, de la reconstruction et de l'urbanisme. Elle s'occupe aussi de recenser les familles mal logées, de les classer par catégories prioritaires, et d'administrer auprès des autorités municipales et préfectorales les demandes de logement. Ces recensements passent dès 1944 par la diffusion de tracts et d'appels publiés dans un numéro spécial de l'hebdomadaire « Monde Ouvrier » qui tire alors à 250.000 exemplaires, et l'exposition illégale sur la Canebière de 14 immenses panneaux

[289] L'essentiel des données de ce chapitre sont tirées de deux sources : des entretiens que j'ai réalisés entre 1996 et 2003 auprès de certains des acteurs cités ou de leurs enfants ainsi que des archives personnelles qui m'ont été prêtées par ces mêmes personnes ; et des comptes rendus de séminaires réalisés par le CERFISE en 1988 et 1989 et qui sont regroupés dans un rapport interne sous le titre : « Le temps, les acteurs et les figures de l'aménagement à Marseille ». Lorsque des extraits d'entretien (en italique et entre guillemets) ne sont pas référencés, c'est que les personnes interviewées ne souhaitaient pas être nommément citées. Il s'agit cependant toujours de représentants des associations ou organisations publiques citées dans ce chapitre.
[290] Sortes de bureaux d'aide sociale créés par l'église catholique en France, sous la tutelle des évêchés où se regroupaient religieux et laïcs pour décider des œuvres sociales et les coordonner.
[291] Documents internes du Secrétariat Social de Marseille, Archives privées.

« *présentant à la barbe des autorités, le scandale du logement (…), comme un insolent défi aux pouvoirs publics* ». Dans ces appels, on invite la population à signaler, par lettre ou de vive voix, leur situation, ainsi que « *les abus qu'ils peuvent connaître en matière de logement :*
- logements vacants,
- logements insuffisamment occupés,
- loyers excessifs ou « pas de porte »,
- menaces d'expulsion,
- appartements pouvant être réparés »
L'un des tracts se termine ainsi : « *Si vous nous aidez et si vous nous faites confiance, dans quelques mois il n'y aura plus de crise du logement. Alors, toujours ensemble et avec tous ceux de bonne volonté, nous attaquerons d'autres problèmes* »[292].

Entre 1945 et 1946, 76.000 demandes de réquisition sont ainsi adressées à l'office municipal de logement pour la seule ville de Marseille. Seuls 2200 dossiers sont administrés, et pas une seule réquisition[293]. Le scandale de ce qui est alors qualifié par les militants d'incompétence des pouvoirs publics, et qui en fait relève surtout de leur impuissance, fait passer quelques uns des membres du MPF à l'acte de réquisition autonome, donnant naissance au mouvement des Squatters. Ce mouvement va bientôt gagner toute la France, entraînant dans son sillage nombre de militants des associations familiales convaincus qu'il n'est « *pas envisageable de s'occuper des squatters sans être squatter soi-même* »[294].
Le mouvement entraîne particulièrement des familles sinistrées, mais il touche aussi des gens logés dans les bidonvilles et notamment une population maghrébine et gitane qui elle aussi rejoint le mouvement des squatters. Une petite minorité de propriétaires, catholiques sociaux, voit l'initiative des squatters d'un œil bienveillant, une autre minorité de propriétaires y saisit l'opportunité de faire déclasser ses logements après squat pour démolir et lotir les propriétés familiales. Mais ce mouvement, bien que quantitativement très important en France, n'aura qu'un impact éphémère, et peu d'influence sur les politiques de logement à l'œuvre dans l'après guerre. Il aura cependant un rôle et des effets décisifs sur la manière dont va s'initier, puis se stabiliser plus tard dans les cités, le face à face entre classes moyennes et classes populaires.

Ces militants sont des ouvriers, certes, mais le plus souvent de cette « aristocratie » d'ouvriers qualifiés, souvent instruits et titulaires du certificat d'études, voire d'un certificat professionnel, c'est à dire d'une catégorie qui les fait connaître et côtoyer les mondes ouvriers, mais qui les invite autant à des aspiration de mobilité sociale, qu'à se poser comme exemples et modèles à l'égard de leurs camarades professionnels. C'est leur motivation première d'ailleurs, même si beaucoup regrettent que face à l'urgence sociale de ces années 1945-50 et « *dans toute l'action menée, on n'ait pas eu davantage la possibilité d'éduquer les masses. On a agi et on a été plus activiste qu'éducateur. Mais quand on fait de l'action, c'est très prenant, on va au plus pressé, et bien souvent on ne prend pas le temps d'éduquer et de réfléchir* »[295].

---

[292] Archives personnelles de Etienne CYPRIEN, militant de l'association des familles ouvrières, octobre 1946.
[293] Christian BACHMANN, Nicole LEGUENNEC, *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Albin Michel, 1996.
[294] Entretien Séverin Montarello.
[295] Lettre personnelle de Etienne Cyprien à Jean Moretton.

Cette mission d'éducation, ils l'auront en fait menée davantage qu'ils ne l'imaginent, et surtout bien plus concrètement : pendant les années de vie commune que vont partager les squatters[296], ils affronteront et apprendront à réguler la cohabitation, dans des conditions souvent conflictuelles même si la plupart des discours militants de l'époque magnifient la « culture populaire ». « *La vie prolétaire,* » écrit une des militantes du MPF squatter, « *on la connaît bien. On apprend à vivre avec tous, des gens qui ont des conditions différentes les unes des autres. Les voisins au dessus de notre logement sont corses. Ils jettent toutes sortes d'ordures dans les W.C (collectifs, NDRL), boites de conserves, chiffons, journaux, etc… un matin, je me réveille, toute la pièce est pleine d'eau sale et de merde. Je n'ose plus bouger, j'attrape mon bébé (…) Cet événement est l'occasion d'une prise de conscience collective de la part des familles. On s'est engueulés comme des charretiers : « vous êtes des dégueulasses, des gens qui ne savent pas vivre ! ». Cette algarade a été dure mais utile pour l'avenir* ». On apprend à gérer les conflits, les différences de mode de vie, à contrôler les écarts de ceux « qui ne savent pas vivre ». On apprend aussi à réguler les relations sociales, organiser la vie commune : « *Afin de ne pas être débordés par la squatterisation* » écrit un autre squatter en 1946, « *on fait avec les camarades une réflexion d'ensemble pour organiser méthodiquement la vie dans les châteaux*[297]*. Répartir les familles plus ou moins nombreuses, ce n'était pas de la tarte ! Heureusement, un camarade responsable est désigné pour faire face à tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés jour après jour. Cette vie nouvelle, en semi collectivité, a donné aux gens l'initiative, le sens de l'organisation et le partage des charges. Ce que l'on découvre aussi, c'est un aspect original, mais qui a certainement apporté un grand esprit de dévouement et de solidarité entre tous les membres de la collectivité. Et cela ne peut s'oublier !*
(…) Nous vivons la situation du prolétariat, notre lutte ouvrière passe par là, elle s'inscrit dans ses avancées et ses reculs. Il faut savoir accepter les moments difficiles. Dans cette superbe demeure, il y a huit nationalités qui cohabitent et il faut mettre de la bonne volonté pour se faire comprendre. Cela nous demande de la ténacité, de la diplomatie »

Esprit « de dévouement et de solidarité », propre à l'esprit social dont nous parlions, on y revient encore. Mais ici, la forme change : l'esprit social n'est plus seulement le propre du militant, il se partage et se transmet au « prolétariat » et s'inscrit, durablement, dans les formes relationnelles que doivent prendre, désormais, les relations entre les clercs et les classes populaires. Il faut éduquer le peuple, c'est une récurrence historique, mais il faut aussi apprendre à vivre ensemble, et c'est un apport de l'expérience des squatters dans l'histoire du militantisme social[298]. Cette

[296] Dans de nombreuses résidences squattées, à défaut d'être expulsées ce qui dans bien des cas n'interviendra qu'à partir de 1948, les mêmes familles vont parfois cohabiter pendant plus de trois ans dans l'attente d'un relogement.

[297] La plupart des résidences réquisitionnées par le mouvement des squatters étaient en fait des bastides construites aux abords des villes où la grande bourgeoisie urbaine se retirait les fins de semaine, et qu'elle avait délaissées pendant la guerre, d'où l'appellation de « châteaux ». Le squat de ces bastides présentait plusieurs avantages : d'abord, elles étaient un peu isolées dans les « campagnes » proches, donc moins visibles que les appartements de centre ville et sans voisinage immédiat ; ensuite, ne présentant aucun intérêt foncier dans l'immédiate après guerre, les propriétaires s'en désintéressaient ; enfin, la puissance publique ne comptait pas elle non plus ces bastides dans un potentiel d'immobilier utilisable, car il était trop coûteux et difficile de les réhabiliter pour en faire des logements collectifs.

[298] Michel CHAUVIERE, Bruno DURIEZ, *La bataille des squatters et l'invention du droit au logement, 1945-1955*. GRMF, n°7, 1992.

expérience du vivre ensemble va en effet déborder le mouvement des squatters et autres militants du MPF et des associations familiales ouvrières : elle va imprégner les conceptions de l'habitat des années 50 à 70, lorsque ces mêmes militants s'imposent dans les cercles politiques et techniques en charge de la reconstruction[299]. L'intégration de ces nouveaux acteurs de l'aménagement urbain, aux cotés des élus et des architectes, au sein des CAL (Comité d'Action Logement) et CLARB (Comité Local d'Action pour la Résorption des Bidonvilles) et autres comités locaux qui préfigurent les futures agences d'urbanisme va participer de plusieurs éléments contextuels :

D'abord, les squatters bénéficient dès la libération de la « sympathie » du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, Raoul Dautry. Ce dernier incarne une sensibilité chrétienne et humaniste, entre tradition et modernité ; disciple de Lyautey, il défend le principe de l'action sociale comme élément de pacification, et l'idée hygiéniste d'un accord entre ordre moral et ordre urbain. Pour Dautry en effet, « *l'urbanisme est une part essentielle de la restauration matérielle, morale, physique et spirituelle de nos villages et de nos villes*. »[300]. Aussi, bien que d'un catholicisme trop traditionaliste pour abonder dans le sens des mouvements catholiques ouvriers, Dautry n'en sera pas moins favorable à leur participation à la réflexion sur l'urbanisme. Ce sera également le cas de Eugène Claudius Petit, militant du Sillon de Marc Sangnier, et de nombreux ministres des gouvernements des années 1940 à 60.

Ensuite, les squatters bénéficient du soutien inconditionnel de la Mission de France et des prêtres ouvriers, et de la sympathie, bien plus discrète, de la hiérarchie cléricale. Les opérations de squat les ont en effet amenés à engager des relations très personnelles avec le diocèse, ne serait-ce que lors de réquisition de biens fonciers appartenant à l'église. Nombreux sont les évêques qui acceptent de négocier, avec les squatters, la mise à disposition provisoire de biens immobiliers de l'église inutilisés. Certains vont même jusqu'à alerter les curés du diocèse « *pour qu'ils lancent un vibrant appel commun, en chaire, afin d'engager les chrétiens à signaler les logements libres ou héberger chez eux des familles en détresse. Question de solidarité sociale et chrétienne !* »[301].

De même, les conflits dans lesquels les squatters ont été engagés face à la puissance publique ont amenés les squatters à côtoyer les plus hauts responsables des services préfectoraux, de police et de justice. Les fonctionnaires de l'état, dans ces situations conflictuelles, appliquaient les directives et la loi, souvent sans ménagement ; mais ils reconnaissaient aussi souvent, parfois même publiquement, la légitimité de l'action des militants de la guerre contre les taudis. En 1948 par exemple, à la suite de plusieurs procès intentés par la préfecture et par des propriétaires à l'encontre des squatters, le tribunal de Marseille reconnaît dans les « attendus » du jugement le caractère « humain et social » de l'action des squatters en ces termes : « *Attendu que la politique démagogique suivie en France en matière de logement n'a réussi jusqu'à présent qu'à semer la discorde entre propriétaires et locataires, qu'à décourager sinon la construction, tout au moins l'amélioration des immeubles existants, en privant les propriétaires souvent modestes de revenus parfois insuffisants, (…)*

Attendu que certains organismes ont estimé qu'ils pouvaient faire mieux et plus vite que l'administration (…)

---

[299] Christian BACHMANN, Nicole LEGUENNEC, *ibid*.

[300] Cité par Bachmann et Leguennec, *Ibid*, p 30.

[301] Appel en chaire de l'archevêque de Aix, 1946.

Attendu que Bernus (le représentant des squatters incriminé, NDRL) dont le rôle humain et social ne peut être contesté a raison de chercher à reloger des sans-abri, souvent de petites gens aux moyens très réduits (…) »[302].
Enfin, forts de la réussite des actions de relogement qu'ils mènent, et de la reconnaissance publique des actions qu'ils mènent, ces militants s'engagent, dès 1946, dans le combat pour la reconstruction. Accompagnés par les Secrétariats sociaux, les JOC et le MPF, la CGT et la CFTC, le secours Populaire, la CIMADE, les associations de familles ouvrières, et souvent soutenus par des élus MRP et PCF[303], ils créent, dans de nombreuses villes, les « associations de promotion de constructions d'habitations ».

Il est vrai que l'action des squatters -de même que celle des autres associations philanthropiques- ne résout les problèmes que d'une minorité, en particulier des familles les plus démunies et nombreuses, alors que la pénurie de logement est aussi le problème majeur de la plupart d'entre eux à titre individuel, et de la majorité des jeunes ménages salariés ; et que l'utopie Castor de l'auto-construction pavillonnaire ne saurait, quantitativement, résoudre. Mais il ne s'agit plus seulement de répondre à l'urgence : ils veulent aussi participer à la politique de reconstruction. Ou plus précisément, ces militants veulent participer à une politique locale de construction, tant au niveau technique que social.
Ils savent que les plans d'urgence en reconstruction sont juridiquement du ressort de l'Etat, puisqu'il mettent en jeu les crédits de dommages de guerre ; dans l'immédiate après guerre les maires ne peuvent donc pas lancer de projet de construction sans l'accord du préfet et du ministère, les villes n'ont pas de budget propres pour construire des logements, et les services municipaux ne sont d'ailleurs souvent pas organisés pour ce faire. De plus, c'est aussi Paris qui envoie en province ses architectes et ses techniciens, chargés d'appliquer les normes architecturales et d'aménagement selon une étrange culture du dirigisme, une volonté folle de faire correspondre une activité politico-technique avec une logique de prévisions plus ou moins scientifiques. Or, ces directives nationales et cette forme de tutelle parisienne, ne sont souvent ni adaptées aux situations locales, ni appréciées par les militants, pas plus d'ailleurs que par les élus et techniciens locaux. De plus, la circulaire du 6 mars 1946 qui préconise la participation des populations sinistrées à la gestion de l'habitat n'est que très marginalement appliquée. Enfin, les directives et normes de la reconstruction répondent aux seuls impératifs d'urgence, sur la base d'éléments budgétaires et de prévisions démographiques qui, d'une part ne s'appliquent que rarement aux situations locales, et d'autre part ne considèrent à aucun endroit les éléments de vie sociale. L'exemple des normes de surface des logements HLM est caricatural de ces décalages entre une logique de planification et une logique d'habitat. La surface moyenne des logements en France est fixée à 52 m² -on peut toujours construire autrement, mais c'est sur cette base que sont accordés et calculés les crédits de l'Etat à la construction-. Or, certains architectes comme le Corbusier qui construit sur une base de 100m² par logement, de même que tous les militants sociaux, le soulignent : « *On ne fait pas vivre des familles dans 52m², ou alors on fout les gosses dans la rue et les grands-parents dans les hospices* »[304].

---

[302] Actes du référé du 15 octobre 1948, Tribunal de Marseille.
[303] Participations liées à des représentativités locales, et pas à un engagement doctrinal du parti communiste pour qui le logement et la ville sont des questions secondaires au regard de l'idéologie marxiste.
[304] Mr HARDY, Urbaniste d'Etat honoraire.

C'est sur la base de ces nécessaires adaptations aux situations locales que les militants entendent avoir droit au chapitre dans les plans de reconstruction ; mais aussi sur le registre de la compétence sociale, dont ils se revendiquent les experts, au titre de leur expérience de la culture populaire.

A Marseille en particulier, la situation est singulièrement tendue. Les rapports sociaux y sont suffisamment diversifiés pour être complexes, tant sur le plan économique, politique que culturel, au moins sur trois plans : dès l'après guerre s'amorce la crise du système économique, par la désarticulation entre l'activité industrielle et l'activité portuaire, et la période 45-51 sera marquée par des luttes ouvrières très dures, opposant des syndicats puissants à un patronat inflexible et très organisé ; c'est aussi une période d'importante poussée démographique, pour l'essentiel du fait de l'arrivée massive de migrants ; c'est enfin une période d'incurie municipale sur fond de scandales politico financiers et la ville, à la libération, est toujours sous tutelle préfectorale.
En matière de logement, les besoins sont démesurés : du fait des dommages de guerre qui nécessitent la reconstruction de l'ensemble du vieux port où 456.000 m² ont été détruits et 36.000 habitants expulsés, de la négligence des propriétaires -la ville, et les propriétaires privés- qui ont laissé se dégrader le centre ville pendant des décennies, et du fait de la pénurie de logement sociaux due en partie au retard de construction HLM que la ville a pris au cours des premiers programmes de construction HBM des années 1870 à 1920. En 1960, Marseille ne compte encore en effet que 15.000 logements HLM pour 750.000 habitants. Le grand problème est aussi celui des dommages de guerre, à un moment où seuls les services de l'état sont à même de produire du logement, et où la municipalité ne peut que se doter de réserves foncières pour en doter les offices HLM. Mais aussi, l'un des drames de Marseille, c'est la valse des architectes en chef et leur toute puissance, notamment celle de Expert, que le ministre Raoul Dautry impose comme architecte en chef au maire communiste Cristofol élu en 1946. De plus, le maire ne peut lancer de projet sans l'accord de Paris, pour qui Marseille reste longtemps une ville mineure dont on délègue la gestion urbaine à la DDE. C'est ainsi que les projets du vieux port et du centre feront perdre dix ans à l'urbanisation de Marseille, bloquant les crédits qui auraient pu être utilisés à de plus urgents projets ; et ce n'est que dans les années 1955-60 que commence à se dessiner un horizon urbanistique et métropolitain à Marseille. Par surcroît, on ne peut que constater l'absence de pensée urbanistique globale sur la ville jusque dans les années 1980, en conséquence de quoi les architectes et urbanistes parisiens ont, à Marseille, « *fait à tout prix de la ville là où personne n'en voulait* »[305].

Mais au-delà des guerres de pouvoir et des logiques institutionnelles, le MPF se fait l'interlocuteur de toute une société locale qui partage un projet collectif : reconstruire, reloger, aménager, secourir et soutenir les familles en difficulté. A la libération, le MPF de Marseille gère des maisons familiales de vacances, participe à l'association des sinistrés, à celle des squatters qui organisera entre 1946 et 1951 le relogement à Marseille de 10.000 familles, organise le service de travailleuses familiales financé par la CAF, enquête sur les conditions de logement, et rassemble grand nombre de catholiques et de militants ou sympathisants de gauche. Ce n'est pas un réseau d'amis, ni un réseau clientéliste comme on a pu souvent le prétendre. C'est une société locale où se côtoient des militants sociaux, des religieux, des techniciens, des intellectuels, et des représentants politiques et syndicaux qui se

[305] Mr Bonnier, chargé de mission du SGAR.

reconnaissent dans une ambition commune : apporter au problème de logement des solutions à dimension locale, et sociale.
Ensemble, ils créent le Comité d'Action Logement (CAL). Mr Grandguillot (qui sera ensuite vice président du PACT ARIM) en assure l'animation, et Mme Viaud le secrétariat général. Y participent des représentants du mouvement des Squatters, comme Montarello et Apostolo, et de Economie et Humaniste qui partage un local avec les squatters rue Breteuil. On y trouve aussi des militants syndicaux, et des prêtres ouvriers comme le père Loeuw, très actifs dans les luttes ouvrières de l'industrie portuaire. Le CAL est aussi lié au Secrétariat Social dont le banquier Léon Bonasse -dont la famille investit une partie de ses intérêts financiers dans les sociétés immobilières et HBM dès le début du siècle-, est le président et qui est dirigé par monseigneur Gros, coadjucateur de l'évêque. Mais le CAL est aussi occasionnellement fréquenté par nombre d'architectes et de hauts fonctionnaires chargés de la reconstruction, avec la bénédiction du ministre Billoux, marseillais d'origine, d'abord ministre de la santé puis de la reconstruction, et qui fait de la reconstruction de Marseille une affaire personnelle. Parmi les cent inspecteurs départementaux de l'urbanisme, il nomme Hardy à Marseille, qui sera le principal interlocuteur officiel de ces militants.

Le CAL, c'est d'abord un organisme d'étude et de pensée de la construction des grands ensembles, notamment sous forme d'un premier « livre-blanc sur le logement » compilé en 1960. Il a donné lieu à la fondation de la fédération des centres sociaux de Provence, et réalisé l'étude préliminaire pour la ZUP n°1 en 1960, celle sur la cité Consolat, ou encore celle sur les « cuisines-laboratoires », et préfigure déjà l'action militante dont participeront les programmes HVS et les opérations de réhabilitation. Mais pour l'heure, et pour les architectes de l'époque, toute la problématique de reconstruction se résume à faire simple, vite et pas cher ; problématique dont la première solution s'accomplira dans le programme des cités d'urgence où les architectes expérimentent les méthodes de construction rapide qui, d'ailleurs, coûteront aussi cher que du HLM.
Pour le CAL, la question est toute autre : elle consiste à anticiper et préfigurer la vie sociale dans les grands ensembles. La démarche s'appuie sur une toute autre rationalité que celle, démographique et fonctionnaliste, des architectes : elle suppose de rassembler des données sociales sur les populations qui vont habiter les cités (composition des familles, revenus, modes de vie, etc.), de s'instruire sur les besoins et les modes de vie que vont engendrer ces nouvelles formes d'habiter, et de proposer des programmes de fonctionnement et d'aménagement de la ville. Et très concrètement, à travers les travaux et les réflexions menés au sein du CAL, la critique du schéma des grands ensembles jugés « concentrationnaires » précède même leur construction. Pour eux en effet, et loin des préoccupations architecturales, ce ne sont pas les tours et les barres construites sur le mode du chemin de grue qui sont à condamner, c'est la manière dont elles sont mises en oeuvre en matière d'organisation spatiale et sociale. On avait à Marseille l'expérience de la cité des Rosiers à Saint Gabriel, le premier grand ensemble construit sur la ville ; le CIL (Comité Interprofessionnel du Logement), très lié au CAL qui en avait coordonné la dimension sociale, s'opposait à renouveler cette expérience architecturale des frères Chirié et du coloriste Lassus, non pas dans ses dimensions techniques, mais sur l'absence de concertation avec les futurs habitants et le fait que le projet ne s'était pas accompagné d'une pensée en termes d'équipements et d'aménagement. Mais surtout, on critiquait la vision ethnique des futurs habitant dont avait participé cette expérience de la cité des Rosiers, ne serait-

ce que parce que « *quand on donne des noms de fleurs aux cités, c'est qu'on présume de l'analphabétisme des habitants* ».
A la suite des discussions autour de cette expérience, le CIL et le CAL proposent, en 1951, la création d'un comité consultatif du logement, aux côtés des services techniques de la ville, et organisent une « table ronde nationale des grands ensembles » à laquelle viennent participer plusieurs jours durant des architectes, des psychologues, des sociologues, des fonctionnaires et des militants sociaux. De ces débats naît le projet de la cité de la Maurelette, conçue comme une occasion d'expérimenter la concertation et la confrontation, et dont on se rappelle le rôle d'utopie qu'elle à joué à Marseille.
Cette initiative leur ouvre les portes de la préfecture, et l'Abbé Pierre vient tenir, à l'initiative du CAL et du CIL, un meeting gigantesque dans le stade Vélodrome. Ce meeting permettra de recueillir des dons considérables, que l'on décide d'attribuer à la construction d'immeubles dans les quartiers de Saint Louis, saint Joseph, la Rose et le Rouet. On obtient des terrains paroissiaux qu'accorde l'évêché pour le franc symbolique, des sociétés coopératives ouvrières garantissent les prêts, la Préfecture assure la viabilisation des terrains, et le CAL coordonne la construction et l'aménagement de ces grands ensembles.

L'apport des acteurs du CAL dans ces opérations de construction va être considérable, et infléchir durablement, du moins à Marseille, les modes de gouvernance urbaine, en imposant la figure du militant social et ses propositions d'aménagement dans les modes de gestion des cités et de ses habitants. Il l'impose sur le registre de la compétence sociale, c'est-à-dire celle à penser le partage des temps et des espaces dans les grands ensembles, et sur le registre de la légitimité à y organiser la vie sociale. Dès la préfiguration de ces projets de construction, et loin de négliger les approches urbanistiques classiques de l'époque, le CAL se saisit des données habituelles et les retravaille à l'aune de ses connaissances des milieux populaires.
On veut penser la construction en termes scientifiques, et notamment démographiques ? Le CAL réalise sa propre étude : la moyenne marseillaise d'enfants en âge d'être scolarisés par famille est de 1.6, alors que la norme nationale, appliquée à la construction des écoles sur les nouveaux territoires urbanisés est de 0.8. En conséquence de quoi, dans la plupart des cas, la moitié des enfants ne sont pas scolarisés lors de l'installation des familles dans les cité ; et, dans l'urgence, la puissance publique réquisitionne l'année suivante une partie des terrains réservés à l'équipement d'espaces publics pour y construire de nouvelles écoles. Le CAL anticipe cette sur densification des espaces collectifs et préconise l'achat de terrains plus vastes et la construction des équipements scolaires en même temps que celle des immeubles.
On veut faire des cités HLM de nouveaux modèles de cohabitation en classes moyennes et classes populaires ? Le CAL impose la logique d'équipements qui donnera lieu à la législation sur les mètres carrés sociaux[306]. Cette logique d'équipements socioculturels excède la réalité en termes de nécessité immédiate : « *au début, les gens étaient tellement heureux de venir habiter là, que personne ne réclamait davantage que son appartement tout propre et tout neuf, avec salle de bains et WC indépendants, ascenseurs et vides ordures ; ceux qui venaient dans ces*

[306] Officiellement appelés LCR : Locaux Collectifs Résidentiels. Les LCR affirment la volonté « d'animer les grands ensembles » en y aménageant des lieux non affectés, en prolongement du logement, pour des usages familiaux (par exemple les fêtes de famille) ou, le plus souvent, associatifs. Les LCR sont institués en 1960, puis rendus obligatoires en 1965 dans tous les nouveaux ensembles d'habitation.

logements étaient heureux. Ils arrivaient de logements où il n'y avait pas d'eau, pas d'électricité, etc. Je me souviens de jeunes qui quittaient leurs copains juste pour le plaisir d'aller prendre une douche, ils étaient heureux » ; mais elle anticipe les besoins des habitants en termes d'éducation des masses prolétaires, que ces anciens militants du MPF et des autres associations familiales connaissent bien : « *Les gens se réunissaient dans les cours, dans les prés derrière les collines, simplement parce qu'ils avaient l'habitude de se retrouver : entre hommes le soir au bistrot, entre femmes et avec les enfants sur les places ou dans les jardins. Or, dans les cités, il n'y avait pas de lieux de rencontre, pas de bistrots, pas de jardins, pas de places avec des bancs ou un brin d'herbe, rien pour faciliter la vie sociale. Notre premier combat a donc été d'obtenir la fin des constructions et demander des équipements pour que les gens puissent mieux vivre. Et puis, parmi les gens qui venaient vivre là, il y avait des rapatriés d'Afrique du Nord qui n'avaient pas de pratique de cette vie urbaine, ils étaient perdus dans les cités. Ceux qui venaient des bidonvilles étaient perdus aussi, et nous proposions d'aider ces gens à acquérir une pratique de vie urbaine. En 1963, on avait fait une intervention auprès de tous les élus municipaux, tous les architectes, pour apporter quelques propositions, pour ne pas construire sans prévoir une vie sociale, un environnement intéressant. On nous a dit, ça va coûter trop cher. Alors au début, dans les cités où on n'était pas présents avant même la construction, ça n'a pas été possible de mettre en place les équipements en même temps que la construction. C'est toute cette éducation, cette formation, et cette animation qui nous a été refusée d'une manière catégorique parce que ça coûterait trop cher !* »

Dans certaines cités pourtant, celles où les militants du CAL sont présents dès la préfiguration des projets, et quelques autres où les architectes élaborent une réflexion sur la vie sociale -comme par exemple la cité Radieuse construite par Le Corbusier-, l'équipement accompagne le logement. Se pose alors un autre problème : les locaux sont mis à disposition, mais pas le personnel. Le Corbusier délègue le problème en sollicitant le Parti Communiste Français afin qu'il organise la vie sociale de la classe ouvrière dans ses cités. Fin de non recevoir : le PCF n'investit pas sur la question de l'habitat mais sur des types d'actions d'aménagement à travers ses « brigades » ; de plus, il ne souhaite pas que le mouvement ouvrier s'engage dans l'animation des grands ensembles car cela éloignerait les militants politiques et syndicaux de l'engagement dans la lutte des classes.

Les militants du CAL proposent une autre stratégie : animer eux-mêmes les grands ensembles que beaucoup d'entre eux habitent d'ailleurs, c'est-à-dire prendre directement la gestion et l'organisation des équipements. Ils en ont les moyens organisationnels via les associations familiales, les coopératives ouvrières, les associations de loisirs familiaux et autres fédérations d'éducation populaire qu'ils ont fondées depuis les années 1930 et dans lesquelles ils oeuvrent. Ils en revendiquent la compétence, au titre de leur antériorité dans l'action sociale communautaire et autres organisations collectives. Mais surtout, ils en ont l'ambition, individuelle pour certains d'entre eux, et collective pour le mouvement social. En devenant animateurs des équipements socioculturels dans les cités, les militants entrevoient l'opportunité d'accomplir, par le travail, l'idéal de promotion collective qu'ils tentaient jusqu'alors d'accomplir par l'habitat. Devenir animateur, travailleur social, salarié de leur propre organisation d'éducation populaire, c'est compléter professionnellement le processus d'ascension sociale dans lequel ils sont engagés résidentiellement -en étant passés du taudis au HLM-, et notabiliairement -en étant, par l'action militante, devenus des interlocuteurs du politique et du technicien. C'est

aussi, pour ces militants, l'opportunité de se consacrer entièrement à l'aventure pédagogique que représente le face à face avec le peuple, et de mettre leur propre réussite au service de la réussite des autres. Cette professionnalité revendiquée par les militants déplace aussi les termes de l'aventure pédagogique entre les classes moyennes et les classes populaires : cette aventure ne se jouera plus seulement dans la cohabitation et les relations de voisinage ; elle pourra se jouer dans la mission éducative des clercs, au sens promotionnel du terme.

La puissance publique, autant que les bailleurs sociaux, voient ces propositions comme une aubaine : on est dans une période de construction massive, en particulier à Marseille où, entre 1960 et 1974, on construit 36.000 logements HLM principalement dans les quartiers nord. Les associations de locataires se créent dès l'installation des populations dans les cités, pour revendiquer la construction d'équipements, l'amélioration du cadre de vie, la baisse des charges locatives, des locaux, des transports, des commerces, etc. Les réclamations se multiplient et l'on manque souvent d'interlocuteurs faisant autorité tant du côté des bailleurs que du côté des locataires. Les confédérations syndicales du logement tentent de rassembler les collectifs d'habitants, les organiser, les fédérer, mais les actions collectives sont trop nombreuses, éparses, diversifiées pour être massivement régulées. On ne compte plus, dans la période 1960-70, les affrontements, parfois violents, entre locataires et bailleurs sociaux, les recours en justice et les bras de fer. Dans la plupart des ZUP et des grands ensembles, les conflits éclatent dès l'installation des familles : le potentiel d'accueil des enfants dans les écoles n'a pas été suffisamment évalué et nombre d'enfants d'âge maternelle et primaire ne peuvent être scolarisés pendant les deux ou trois ans nécessaires à la construction de nouveaux groupes scolaires ; à défaut d'activité commerciale à proximité et de services de transports en commun, on doit se satisfaire des quelques petites épiceries qui s'installent aux rez-de-chaussée, et qui font la fortune des gérants qui profitent de cette clientèle captive… Mais surtout, la cohabitation est difficile, notamment entre pieds-noirs et algériens, entre ouvriers et fonctionnaires logés sur le 1% salarial, entre gitans et tous les autres. Au mieux, chacun vit de son côté évitant soigneusement les autres et tentant, auprès du bailleur, d'obtenir un changement de logement pour opérer des regroupements affinitaires ou familiaux par cages d'escalier ; au pire, on se tape dessus, on s'insulte, on vandalise les portes, les boites aux lettres et les parties communes de l'immeuble de l'opposant. On est loin de l'utopie du vivre ensemble dont avaient rêvé les politiques, les urbanistes et les organisations sociales.

Une chose, pourtant, fait l'accord de tous les locataires : le scandale des charges locatives. Elles sont excessives, souvent supérieures au coût du loyer ce qui, symboliquement, révolte les locataires ; mais surtout, les services qu'elles couvrent ne sont pas à la hauteur, ni en quantité ni en qualité. Les ascenseurs tombent systématiquement en panne et il n'est pas rare d'avoir à utiliser les escaliers plusieurs jours, et parfois plusieurs semaines de suite, dans des tours qui font onze à dix-huit étages ! Les vide-ordures sont évidemment insalubres, mais aussi rapidement bouchés et l'on n'hésite par à jeter les ordures et les encombrants par les fenêtres, qui s'entassent aux pieds des immeubles des mois durant. Les bailleurs négligent l'entretien, le nettoyage, les petits travaux, qu'ils estiment secondaires. Mais surtout, c'est le scandale du chauffage qui provoque la plupart des conflits : les grands ensembles sont équipés de chauffage au fioul, et même avant la crise du pétrole du milieu des années 1970, les factures sont exorbitantes, d'autant que des responsables associatifs scrupuleux dévoileront des surfacturations qu'opèrent

discrètement certains bailleurs, histoire de couvrir d'autres frais non facturés. Les moins organisés des locataires refusent de payer, les recours d'huissier pleuvent autant que les menaces d'expulsion. D'autres, plus structurés, font appel aux confédérations syndicales pour un accompagnement juridique : on décide de bloquer le paiement des charges selon une formule juridiquement recevable. Des responsables d'immeubles ou d'associations de locataires passent de porte en porte pour recueillir, chaque mois, deux mandats postaux par famille : l'un couvrant les frais de loyer, que l'on envoie au bailleur, l'autre couvrant les frais de charges, que l'on encaisse sur un compte bloqué ouvert pour ce faire. Et l'on note, scrupuleusement, les résultats de compte que l'on transmet à la confédération et au bailleur pour information.
A Marseille, dans une partie de la ZUP n°1 que l'on dit pourtant exemplaire et « urbanistiquement parfaite » et qui avait fait l'objet d'une étude de préfiguration du CAL, le conflit entre bailleurs et locataires éclate dès la livraison des logements dans les années 1960. Sur la formule décrite ci-dessus, une des associations de locataires présidée par un prêtre ouvrier retient, en six mois, plus de treize millions (d'anciens francs) de charges locatives sur un compte bloqué. En parallèle, ils portent plainte auprès du tribunal administratif pour l'abus de facturation des charges pour des services non assurés, et organisent dans la cité des bals et des kermesses pour réunir les fonds nécessaires aux frais d'avocat. Ils sont déboutés en première instance parce que le juge estime que l'abus de charges ne porte pas préjudice directement à l'association de locataires qui a porté plainte. Mais en appel, deux ans plus tard, l'association, reconnue par le tribunal comme représentative des habitants, a gain de cause. Le bailleur est condamné à recalculer l'ensemble des charges, avec effet rétroactif et personnalisé pour chaque locataire, au regard des dépenses effectives, et de chacune des nuisances détaillées (ascenseur en panne, vide ordures bouchés, travaux d'entretien non effectués, etc.). Triple échec financier pour le bailleur incriminé : il perd le manque à gagner sur les charges, doit rembourser les locataires à hauteur de sommes qui finissent par représenter des fortunes, doit payer des dommages pour préjudice à l'association de locataires ; et par surcroît, les calculs de réévaluation vont lui coûter plusieurs mois de salaire en comptabilité ! Echec plus global pour les offices HLM : l'affaire fait jurisprudence et les voilà tous menacés de procès à la moindre plainte des associations de locataires. Mais échec moral aussi : bailleurs sociaux et locataires deviennent des ennemis.

Ces premiers gros conflits, c'est comme une « *irruption du réel des cités dans le monde des bailleurs sociaux* »[307] qui avaient oublié qu'ils ne géraient pas que des logements, mais aussi des relations aux locataires. Il y a désormais urgence à pacifier les relations entre locataires, bailleurs et puissance publique. Ces deux derniers savent qu'ils ne pourront pas, rapidement, résoudre les problèmes de gestion des grands ensembles qui sont structurels autant que politiques. Les cités en effet présentent des problèmes de malfaçon et de conception insolubles -à moins d'engager des chantiers démesurés de requalification et de réhabilitation, ce qui n'est pas envisagé puisqu'elles viennent tout juste d'être livrées et sont loin d'être économiquement amorties- . Mais surtout les cités sont symptomatiques d'une conception rationaliste de l'espace et de ses usages qui s'avèrera inadaptée aux modes de vie, comme le souligne le directeur d'études de la DDE de l'époque : « *Le développement des cités n'a pas du tout été fait au hasard, c'est même peut être ce qui est inquiétant. Ca a été pensé en des termes scientifiques, la planification ségrégative de l'espace, en comptant les hectares de zones à*

[307] Michel ANSELME, *Ibid*.

urbaniser, les hectares de zones industrielles, etc. On comptait des nombres d'habitants mais on n'a jamais imaginé qualitativement ce que seraient les habitants. On pourrait dire que si l'urbanisation des grands ensembles n'a pas marché, ce n'est pas parce que le développement humain ne s'est pas passé comme le développement numérique qu'on avait injecté dans le mécanisme. Ca n'a pas marché parce qu'on n'avait pas une logique de création d'un ensemble urbain et humain. ».
Une vision « scientifique » de la cité qui a oublié, aussi, que les grands ensembles HLM allaient devoir participer de modes de gestion qu'il fallait inventer. Or, les bailleurs sociaux apprendront à gérer les logements, mais pas des locataires, et l'on dit même ironiquement qu'il faudra attendre encore longtemps pour que les bailleurs découvrent qu'il y a des gens qui vivent dans leurs logements. Les techniciens des organismes HLM ne connaissent pas les cités, ils n'en connaissent pas les règles, les enjeux, les habitants ; et d'ailleurs souvent, ils ne les aiment pas. Mais plus profondément, rien ni personne ne structure véritablement les relations entre logeurs et logés[308] ; et personne d'ailleurs, au sein des organismes HLM pas plus que dans les structures municipales et préfectorales, ne souhaite s'engager dans l'élaboration de rapports structurants avec les locataires, qu'ils anticipent déjà comme un engrenage de conflits et d'interminables disputes pour des causes insignifiantes et des résultats négligeables.

A défaut donc de refaire les cités, comme à défaut d'en structurer la gestion, il faut trouver des intermédiaires susceptibles d'organiser les relations entre logeurs et logés, autant qu'entre habitants eux-mêmes. Des intermédiaires légitimes aussi, autant aux yeux des bailleurs qu'à ceux des habitants ; des intermédiaires enfin, capables de structurer autant les relations que les discours. Des gens légitimes et capables de parler au nom du peuple, et de pacifier les cités. Exactement les places et les rôles que revendiquent les militants du CAL, et autres associations sociales, familiales et ouvrières. Qu'à cela ne tienne : les bailleurs mettent à disposition des mètres carrés sociaux, les collectivités locales et nationales abondent dans le financement du fonctionnement ; les premières structures socioculturelles sont équipées, et les premiers animateurs salariés par les fédérations d'éducation populaire. La fédération des centres sociaux, Peuple et Culture, la fédération Léo Lagrange, les Centres de Culture Ouvrière, l'Association des Loisirs Familiaux et d'Animation des grands ensembles (ALFA) seront parmi les premières, et les plus importantes selon les villes, à s'engager dans la gestion d'équipements socioculturels dans les cités.

Dans cette politique d'animation des grands ensembles, certaines villes se montreront plus intéressées et volontaristes que d'autres. Marseille en particulier, où la conjonction entre un milieu militant déjà ancien tant dans le secteur de l'éducation populaire que sur la question de l'aménagement des cités[309], où des conditions singulières d'essor démographique et de peuplement des cités, et où une situation politique tendue entre l'alliance centre-gauche au pouvoir et le parti communiste, vont amener le maire, Gaston Defferre, à engager la ville dans une politique de maillage territorial par les équipements socioculturels telle que, jusque dans les années 1990, Marseille sera la ville de France qui compte le plus fort taux d'équipements socioculturels par habitant.

---

[308] Michel PERALDI, *Entre logeurs et logés, tome 1 : les figures de la dégradation*. CERFISE, 1987.
[309] C'est à Marseille en effet que furent initiés les Comités d'Intérêt de Quartier (CIQ) en 1906, les associations des Amis de l'Instruction Laïque (AIL, ancêtres des fédérations des œuvres laïques, associations d'animation péri scolaire associées aux écoles) dès 1878.

C'est en effet une politique extrêmement volontariste d'équipement des grands ensembles, et plus largement de l'ensemble des quartiers de la ville, que va soutenir Gaston Defferre dans les années 1960 et 1970. Sans doute son admiration et sa fidélité à l'égard de Germaine Poinso-Chapuis[310] l'auront conduit à être réceptif aux arguments des militants du CAL et des autres organisations familiales, et à ceux des urbanistes et des bailleurs sociaux qui voient bien l'utopie de la mixité sociale s'effondrer. Mais plus directement, Gaston Defferre est un proche de Pierre Mauroy, maire de Lille et fondateur de la fédération Léo Lagrange en 1951 -dont Mauroy est secrétaire général, sous la présidence de Maurice Dexionne-, fédération d'éducation populaire qui coordonne des clubs installés dans chaque quartier ouvrier de la ville de Lille et des communes urbaines du Nord. Les ouvriers et leurs familles s'y retrouvent, des animateurs bénévoles, ouvriers eux-mêmes ou petites classes moyennes de la région, organisent des activités sportives et culturelles, des sorties familiales, des vacances, des activités éducatives, pour une jeunesse du Nord laborieuse, mais qu'il faut éduquer à la laïcité et éloigner du communisme. Defferre se montre fort intéressé par le « système » Pierre Mauroy, d'autant qu'il est confronté à Marseille à une situation sociale et politique comparable[311] : à l'image de la région urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing, Marseille est une ville immense, étendue sur un territoire urbanisé 2,8 fois plus grand que Paris et « divisée » en 111 quartiers comme autant de noyaux villageois attachés, chacun, à défendre son identité et sa singularité propre. Les quartiers sud de la ville regroupent une population plus bourgeoise, catholique de droite ; les quartiers nord une population ouvrière, très investie par les syndicats et le parti communiste ; le centre regroupe des quartiers délaissés par l'ancienne grande bourgeoisie traditionnelle et des quartiers d'immigrés. La ville est par ailleurs très empreinte autant des traditions catholiques que des traditions communistes, que le parti socialiste dirigé par Defferre représente mal. Et enfin, dans les années soixante et soixante-dix, la ville s'urbanise à une vitesse et dans des proportions démesurées, et surtout dans des conditions suffisamment anarchiques pour faire craindre la révolte des habitants. Dans ce fatras urbain, Defferre a bien du mal à trouver des relais sur l'ensemble de la ville qui lui assureraient autant la remontée des informations locales sur les événements et phénomènes susceptibles de faire problème, qu'une « réserve » de sympathisants politiques lui assurant un soutien électoral. En parallèle d'initiatives d'équipement des grands ensembles que prennent certains organismes bailleurs -et notamment ceux liés à la Caisse des dépôts et consignations- auprès des organisations militantes sociales dont on a parlé précédemment, Defferre sollicite, dès le début des années 1960, les responsables locaux de la fédération Léo Lagrange.

La section marseillaise Léo Lagrange a été créée à Marseille en 1951. Elle ne gère alors qu'un unique « foyer », installé en centre ville rue Fortia dans un local prêté par le journal Le Provençal, mais coordonne plusieurs « clubs » dans les quartiers de la ville. Le foyer de la rue Fortia et les clubs sont animés par des jeunes bénévoles, presque tous militants aux jeunesses socialistes, ouvriers, employés et petits fonctionnaires, et fréquentés par les jeunes marseillais qui viennent y organiser et pratiquer essentiellement des activités de loisirs sportifs et culturels. A la demande de

[310] Gaston Defferre et Germaine Poinso-Chapuis (militante catholique engagée dans les associations familiales) étaient tous deux avocats à Marseille. Lorsqu'en 1942 Defferre quittera Marseille pour rejoindre clandestinement les réseaux résistants, il confiera la gestion de son étude notariale et de ses affaires à Germaine Poinso-Chapuis, ce qui laisse présumer une amitié et une confiance mutuelles au-delà de leurs divergences politiques.

[311] Danielle BLEITRACH, Jean LOJKINE, Ernest OARY, Roland DELACROIX, Christian MAHIEU, *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*. Editions sociales, 1982.

Defferre, les animateurs de la Fédération Léo Lagrange de Marseille vont organiser la politique d'équipement de la ville en structures d'animation, selon une logique de maillage du territoire et selon une logique de subtile répartition des espaces, des crédits municipaux et des postes d'animateur entre les associations et fédérations représentées localement : Léo Lagrange bien sûr, mais aussi les Centres Sociaux, les CCO, Peuple et Culture et les MJC. En moins de vingt ans, et en même temps que s'urbanise la ville et que se peuplent les cités, c'est plus de 150 équipements socioculturels qui ouvrent leurs portes dans tous les quartiers de la ville, sans compter les presque 200 centres de loisirs qui accueillent les enfants, et les équipements sociaux ou culturels spécialisés.

On a beaucoup écrit sur le clientélisme marseillais, notamment à partir de cette logique de maillage territorial qui a, il est vrai, plutôt bien servi les intérêts électoraux de Defferre. On a beaucoup dit, notamment dans la presse locale d'opposition au maire, que les équipements socioculturels de la ville participaient d'un puissant système de réseau, au fonctionnement comparable à ces amitiés mafieuses reprochées au premier magistrat de la ville, et qui étaient aussi des amitiés de résistance[312]. Et l'on affirmait souvent que le « réseau » des animateurs socioculturels participait d'une architecture de relations qui se suffisait à elle-même en se fondant sur des impératifs d'appartenance au parti socialiste. Le travail que nous avons réalisé sur le dispositif d'animation socioculturelle à Marseille -et que l'on décrira plus loin- montre une configuration de fonctionnements et d'acteurs bien plus subtile et complexe que ce que d'aucuns qualifient de système clientéliste. Mais il montre surtout que cette politique d'équipements et le dispositif d'animation socioculturelle furent les instruments de réponse à d'ardentes obligations, moralement supérieures aux intérêts électoraux locaux qui, dans le fond, n'auront été que la cerise sur le gâteau municipal. Ils permirent en effet de réaliser une forme de gouvernance urbaine participant de l'idéal du vivre ensemble.

On sait en effet que les cités ont pour singularité d'avoir été fondées sur la base d'une utopie, une intention politique de changer la vie de ceux qui viendraient y habiter. Cette utopie repose sur l'hypothèse que la cohabitation entre les classes moyennes et les classes populaires est une aventure pédagogique ; on pensait qu'à travers la confrontation de ces milieux sociaux dans les cités, les valeurs, les comportements, les modèles culturels dont étaient porteuses les classes moyennes allaient servir d'exemple et de modèle pour des classes populaires qu'il fallait éduquer, au sens promotionnel du terme. C'est l'idéal de promotion collective qui a porté le militantisme social après guerre, et pendant près de quarante ans. Les cités ont donc été pensées comme des laboratoires, comme pour refaire la ville à l'écart de la ville, y réinventer les manières de vivre ensembles, et permettre aux classes populaires d'accéder à l'éducation et à l'émancipation. Mais on sait aussi que la logique de « dispersion » résidentielle des pauvres pour favoriser leur intégration et leur éducation au contact d'autres populations, que cette logique de mixité sociale donc, susceptible d'atténuer la distance sociale et d'ainsi générer de l'intégration

[312] Traditionnellement, le milieu du banditisme du quartier du Panier était proche de la SFIO. Durant la seconde guerre mondiale, ces "bandits" sympathisants du socialisme aidèrent les groupes résistants notamment dans la circulation des armes et la fuite de résistants clandestins vers d'autres régions ou vers l'Angleterre, voire dans "l'élimination" de collaborateurs, qui se trouvaient être aussi des rivaux en affaires. Ces mêmes réseaux aidèrent Gaston Defferre à rejoindre, puis organiser la résistance locale, et le soutinrent pour gagner la mairie de Marseille après la Libération, autant que pour « casser » un peu plus tard les grandes grèves sur le Port. Voir aussi à ce propos : Georges MARION, *Gaston Defferre*, Albin Michel, 1989.

par l'adoption des normes dominantes des couches moyennes, et de l'homogénéité sociale[313], n'à pas fonctionné. Chamboredon et Lemaire l'on montré dès les années 70, plus les populations étaient hétérogènes dans le logement, plus il y avait de différenciation sociale[314].
On pourrait penser qu'entre l'échec de l'aventure pédagogique dans les relations de voisinage, et le départ massif des classes moyennes à la fin des années 1970, c'est à l'effondrement du modèle utopique que l'on a assisté. Nous pensons au contraire que l'idéal du vivre ensemble et l'utopie du face à face, loin de s'effondrer, s'est justement recomposé dans le dispositif d'animation socioculturelle, et que les acteurs de ce dispositif (anciens militants sociaux des associations familiales et d'éducation populaire devenus professionnels de l'animation) ont ainsi réinventé le rôle moral, éducatif et pacificateur des clercs à l'égard des classes populaires.

C'est à cette montée des clercs en tant qu'acteurs moraux et sociaux que l'on assiste à partir des années 1960 à travers le dispositif d'animation socioculturelle que l'on décrira plus loin. Mais pour l'heure, et dans la même période d'après guerre, un autre phénomène préoccupe la puissance publique autant que les militants sociaux : celui de l'arrivée massive des immigrés, qui va mobiliser une toute autre logique de gestion humaine que celle que nous avons décrite sur la question de l'aménagement du logement social.

313 Pierre BOURDIEU, *La distinction, critique sociale du jugement,* Minuit, 1979.
314 Jean-Claude CHAMBOREDON, Madeleine LEMAIRE, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement ». In *revue française de sociologie*, vol XI, 1970.

3. la gestion des populations immigrées[315]

La situation d'accueil et d'hébergement des immigrés au sortir de la seconde guerre mondiale semble être dramatique en France, mais les urgences sont telles en matière de reconstruction politique, sociale et morale du pays, que peu de gens se soucient de cette situation qui reste encore aujourd'hui mal connue. Sinon quelques philanthropes qui, localement, s'inquiètent de la situation des migrants.
Germaine Poinso-Chapuis est de ceux là. Avocate marseillaise, entrée dans l'histoire pour avoir été, à la demande de Robert Schuman en 1947, la première femme nommée ministre en France, mère de famille, militante catholique et dans de nombreux mouvements familiaux, députée Mouvement Républicain Populaire créé en 1945 par Charles de Gaulle, Germaine Poinso-Chapuis représente ce premier « corps » de femmes politiques de l'après guerre engagées dans l'action en faveur de l'émancipation professionnelle des femmes, de la défense des valeurs familiales et de la protection de l'enfance. On connaît le décret de mai 1948 portant son nom, sur la réforme scolaire autorisant le financement illimité des écoles privées sous forme de bourses au élèves, qui va soulever une véritable « guerre des écoles » ; on sait aussi que cette militante sociale réformera le statut des assistantes sociales et des aides soignantes, favorisera le développement de la politique psychiatrique et la création de structures associatives de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est le rôle moins médiatique que va jouer Germaine Poinso-Chapuis dans la configuration que prendront, des années 1950 aux années 1970, les dispositifs de prise en charge des populations immigrées en particulier, et en général des populations défavorisées à travers le logement.

De mémoire de militants de l'époque, Germaine Poinso-Chapuis ne semble pas avoir participé en personne aux mouvements que l'on a décrits pus haut, des squatters, puis des Castors[316] ; mais on dit que ses relations dans la grande bourgeoisie catholique locale, autant que ses compétences d'avocate, ont été d'un grand secours lors de « négociations privées » avec les propriétaires -propriétaires privés des immeubles squattés ou des terrains achetés par les Castors, mais aussi le Diocèse, gros propriétaire foncier à Marseille- ou avec la puissance publique, autant que lors des nombreux procès intentés aux squatters. Ses responsabilités politiques et ses fonctions de magistrate ne lui permettent en effet pas de s'impliquer directement dans des opérations en fait illégales. De plus il est fort probable que le soutien discret de Germaine Poinso-Chapuis à ces mouvements ait été motivé davantage par fidélité à des partenaires du catholicisme social et par charité à l'égard des familles mal logées que par adhésion pour ce type d'action. Pour autant, fidèle à la doctrine sociale catholique, elle défend fermement le fait que l'action sociale en faveur des familles défavorisées passe par les organisations privées, en l'occurrence associatives. C'est en tous cas la politique qu'elle mènera au cours de son mandat de ministre de la santé publique et de la population, puis en tant que députée.

---

315 L'essentiel des données de ce chapitre sont tirées des sources suivantes : des entretiens longs et très détaillés que j'ai réalisés avec Louis et Simone Belpeer, le dépouillement de leurs archives personnelles (archives de l'ATOM et correspondances personnelles), des entretiens avec des membres salariés de l'ATOM ou d'associations partenaires, des documents du FAS et de l'IGAS.
316 Sa participation à ces mouvements n'est pas non plus signalée dans sa biographie : *Germaine Poinso-Chapuis*, associations les femmes et la ville, Edisud, 1978.

Mais lorsqu'elle est nommée au poste de Ministre en novembre 1947, elle s'inquiète aussi d'un phénomène dont, pour l'heure, aucune organisation publique ou privée ne s'occupe concrètement : les bidonvilles, dont personne ne sait précisément sur combien d'hectares urbains ils s'étendent, combien de personnes y logent, et dans quelles conditions. Début 1948, elle alerte les Secrétariats Sociaux sur ce phénomène mal connu, leur demandant d'établir des états des lieux des situations locales, et particulièrement à Marseille dont elle est originaire et où, de par la position singulière de la ville, premier port de France d'arrivée et de départ des migrants, la situation semble particulièrement sensible. Le secrétariat social de Marseille, que fréquentent principalement des représentants de la grande bourgeoisie conservatrice tels que Jean Pradon, Estrangin, Chaix-Bryan ou Théo Lombard[317], n'a que très vaguement connaissance de ces zones de campagne bordant les noyaux villageois de la ville où se construisent des baraquements de fortune sur des hectares, et encore plus vaguement connaissance des populations qui occupent ces bidonvilles. Certains s'en soucient pourtant, et notamment quelques prêtres ouvriers comme le très actif père Loeuw, qui côtoie dans les industries des habitants des bidonvilles et s'inquiète de leurs conditions sanitaires, morales et sociales, de vie quotidienne. Mais en 1948, aucune donnée démographique ne permet de quantifier et qualifier ces populations. A la demande de Germaine Poinso-Chapuis, le secrétariat social de Marseille décide d'engager une étude de recensement des bidonvilles et de connaissance des populations les habitants. Pour ce faire, il recourt à la compétence de Louis Belpeer et de son épouse Simone.

Né en 1909, Louis Belpeer[318] est issu de la grande bourgeoisie catholique conservatrice lilloise. Il suit des études de lettres et de droit à l'Institut Catholique où il est amené à fréquenter les cercles catholiques universitaires, et notamment les fondateurs des cercles Ad Lucem dont l'aumônier est le Cardinal Lienard. En 1934, jeune juriste diplômé et fervent militant catholique, il est invité par l'organisation Ad Lucem à fonder à Marseille le foyer des étudiants africains, rue du Chevalier Roze, que va présider Henri Brenier, vice-président de la chambre de commerce. En tant que directeur de ce foyer de 1934 à 1943, Louis Belpeer y accueille la plupart des fils de grandes familles africaines qui viennent faire leurs études en France, et qui deviendront les dirigeants de leur pays africain d'origine. Il côtoie également le gratin des notables marseillais des milieux économiques et politiques, autant que des intellectuels comme Jean Ballard, fondateur des Cahiers du Sud, au travers des cercles de discussions qu'anime le foyer. Il y rencontre aussi celle qui deviendra son épouse en 1948 et qui, en cette fin des années 30, vient proposer bénévolement ses services au foyer des étudiants africains : Simone Levy-Brane, fille d'une bédouine d'Afrique du Nord qu'elle n'a pas connue et d'un notaire juif, qui sera élevée par ses grands-parents paternels, famille de la grande bourgeoisie juive de la rue Paradis à Marseille, où elle grandit. En 1943, inquiété par les services allemands, Louis Belpeer se réfugie chez des protestants du Queyras, puis rejoint Paris avec Simone en 1945 où il est appelé par Henri Frenay à officier comme inspecteur du Mouvement de Libération Nationale. Il fait alors la connaissance de nombreuses personnalités de l'époque, notamment liées au MRP, qui feront ensuite des carrières dans la haute

[317] Elu du centre-droite qui organisera l'alliance de la droite avec le PS de Defferre, et qui sera aussi un « initiateur » de la carrière politique de Jean Claude GAUDIN, actuel maire de la ville.

[318] Le récit et les données livrées dans ce chapitre sont tirés en grande partie de très longs entretiens que j'ai réalisés avec Louis et Simone Belpeer en 1998 et 1999, ainsi que de leurs archives personnelles qu'ils m'avaient confiées.

administration ou la politique et seront de précieux appuis du couple au cours de leur carrière. Mais Paris ne convient pas aux Belpeer. Aussi, quand Maurice Chaix-Bryan, négociant en épices et directeur du secrétariat social, leur propose de revenir à Marseille administrer une étude sur « les peuples d'outre-mer et les bidonvilles », le couple saisit l'occasion. Philippe Dechartre, classé comme « gaulliste de gauche » et futur secrétaire d'État au Travail à l'Emploi et à la Population auprès de Joseph Fontanet dans les années 1970, les recommande auprès du préfet ; un ami leur prête sa superbe demeure bourgeoise du Parc Bel'hombre -qu'ils acquerront quelques années plus tard-, et le couple se met au travail.

En 1949, ils remettent au Secrétariat Social les premiers résultats de l'étude. Les données sont effrayantes : on dénombre 36 grands bidonvilles, répartis dans tous les arrondissements de la ville à l'exception du centre (1er, 2, 5 et 6è arrondissements), sans compter les dizaines d'îlots insalubres et de micro-bidonvilles éparpillés dans les moindres recoins non urbanisés[319]. Des milliers de personnes s'y entassent, dans des conditions d'insalubrité et d'insécurité maximales, beaucoup d'hommes, célibataires, et de nombreuses familles avec enfants. Mais surtout, le rapport signale que la population des bidonvilles est majoritairement composée d'immigrés, et principalement d'algériens. Quelques îlots, vers les quartiers de l'Estaque, St Henri et St André, au nord de la ville, sont habités par des familles italiennes, immigrées dans l'entre deux guerres et qui travaillent principalement dans les tuileries environnantes ; quelques familles d'autres origines, éparpillées de ci de là, notamment gitanes -mais on n'est pas encore dans la grande vague d'arrivée des gitans d'Afrique du nord qui se fera avec la décolonisation. Quant aux migrants d'Afrique sub-saharienne et d'Asie, essentiellement des navigateurs et des employés des compagnies maritimes aux machines, en cuisine ou en buanderie, ils semblent échapper au bidonville, se regroupant le plus souvent dans les meublés et autres taudis du centre ville. Des algériens donc dans les bidonvilles marseillais, très massivement, et notamment des hommes seuls, anciens combattants, sans emploi pour la plupart, restés là après leur démobilisation dans l'espoir d'une hypothétique pension à vie que le gouvernement français ne leur versera jamais. Louis Belpeer en découvre la présence, mais aussi les problèmes qu'il signale au Secrétariat Social autant qu'aux autorités militaires : « *C'étaient les maghrébins qui posaient des problèmes et ils posaient des problèmes pour plusieurs raisons. La première c'est qu'ils étaient complètement inadaptés, la deuxième, c'est qu'ils vivaient délocalisés. J'ai, dans mes archives personnelles, des cartes de Marseille de 1947-48 : les zones où il y a Saint Barthélémy, Sainte Marthe, sur la carte de Marseille de l'époque, sont en blanc. C'est le no man's land. Il n'y a rien. Comme s'il n'y avait personne alors qu'à Saint Barthélémy, il y avait 7000 types qui habitaient, essentiellement des célibataires. Et ces gens ne travaillaient pas. Un jour, nous avions un ami, parce qu'on s'était crée beaucoup d'amis, un ami qui était colonel au 7ème RTA à Constantine. Il vient à Marseille et je lui dis : "je crois qu'il y a pas mal de militaires du 7ème RTA qui sont à Marseille". Il me dit, « j'ai envie de les voir, tu ne veux pas venir avec moi ? » Je vais à Saint Barthélémy avec lui. Tous les types, que des algériens : « mon colonel, mon colonel ! », tous les types retrouvaient le colon, le père du régiment. A la sortie, je lui dis : « mais ils ne travaillent pas ces types là ! » Il me dit « mais le coup est régulier : ce sont tous d'anciens tirailleurs du 7ème RTA, engagés volontaires ». Voilà, ils avaient donc fait le pari suivant : j'offre ma peau à la France, et si par hasard je m'en tire, la France me nourrira jusqu'à ce que je meure de ma belle mort. Ils ne sont pas mort de leur belle mort, ils n'étaient*

[319] Données recueillies dans les archives personnelles de Louis et Simone Belpeer.

pas nourris par la France, et ils ne pouvaient même pas retourner dans leur pays où ils étaient très mal considérés en tant qu'anciens engagés volontaires ».

Problèmes de ressources pour ces habitants des bidonvilles, problèmes de relogement, problèmes de regroupement familial, mais surtout problème politique et moral que résume Louis Belpeer et qu'il rapporte à ses commanditaires : « *Il y avait deux raisons pour lesquelles nous devions nous engager collectivement auprès des populations des bidonvilles : la première c'est qu'en tant que chrétien, je pensais qu'il n'était pas possible de laisser des non-chrétiens sans présence chrétienne auprès d'eux. Il fallait leur faciliter la vie et dans la mesure où il y avait, dans Marseille, des étrangers vivant dans des conditions précaires, plus ou moins SDF. Il fallait tout de même que les chrétiens habitant la ville, nantis, un toit sur leur tête, leur tendent la main, les approchent et dialoguent avec eux, non pas pour les convertir, on s'en foutait, mais pour dire, « nous ne pouvons pas ne pas vous accueillir ». C'était donc la première motivation. C'était une obligation morale, intérieure, d'accueillir les étrangers.*
Et une deuxième motivation était beaucoup plus prudente, ou plutôt tout à fait prudente. J'étais très frappé par ce qui se passait dans différentes régions d'Afrique du Nord : à Casablanca par exemple où l'on voyait dans les années cinquante la ville indigène fondre sur la ville européenne et où il y avait un danger. Le danger, c'était qu'en effet, les quartiers pauvres fondent sur les quartiers riches. Et je disais « il faut absolument créer un dialogue entre les deux populations : la population autochtone, c'est-à-dire nous-mêmes, et la population immigrée, de façon à ce que ce risque soit un risque limité. »

Le secrétariat social, organisme chrétien mais aussi dirigé par des représentants de la grande bourgeoisie catholique locale, est sensible à ces arguments. Autant que la puissance publique, et notamment Germaine Poinso-Chapuis et ses collègues du gouvernement qui se voient dans l'impossibilité de résoudre dans l'immédiat les problèmes de logement en général, et en particulier des bidonvilles, et dans l'incapacité de gérer l'arrivée et l'installation massive, notamment à Marseille, des migrants africains. Une délégation de principe sur la gestion de ces problèmes est accordée par le Ministère de l'intérieur et celui des affaires sociales à Louis Belpeer, dès 1949. En 1950, soutenu par le Secrétariat Social, la Préfecture et les autorités nationales, il fonde l'association d'Aide aux Travailleurs d'Outre-Mer (ATOM), qu'il dirigera d'une main de fer avec son épouse jusqu'à sa dissolution en 1981, avec deux objets : « l'accueil des migrants en transit, et l'implantation des travailleurs sédentaires. ». Marc Fraissinet, important industriel marseillais des compagnies maritimes et frère du directeur du journal de droite « Le Méridional », en est le président ; accompagné dans le conseil d'administration de figures notabiliaires comme le Colonel Labouchex, Xavier De Leusse, patron des conférences de Saint-Vincent de Paul, ou Théo Lombard. Ils embauchent un médecin et une assistante sociale, et commencent une évaluation sanitaire et sociale systématique de tous les bidonvilles de la ville. En parallèle, par délégation du Ministère de l'Intérieur, ils ouvrent un « bureau d'intervention » près du port, en centre ville, où affluent les signalements et les demandes d'intervention sanitaire ou sociale, et que Simone Belpeer s'amuse à qualifier de « bureau des pleurs », ainsi que des bureaux d'accueil des migrants en gare Saint Charles, sur le port, puis à l'aéroport lorsqu'il sera construit. Bureaux que le ministère agrée en ces termes : « *La présence de l'ATOM auprès des Autorités administratives dans une activité qui, apparemment, ne revêt aucun caractère social évident - puisqu'il s'agit de refoulement -, offre tout de*

même aux intéressés la certitude de se trouver dans une ambiance plus humaine, et éventuellement de pouvoir faire réexaminer attentivement leur problème personnel. Cette présence dans un service qui, de par sa nature même, présente un caractère essentiellement administratif, se trouve donc pleinement justifié et donne à ce service une ouverture plus large. (...) De toute évidence, ce « premier accueil » à la fois sur les lieux d'arrivée -port et gare-, puis dans les services spécialisés qui peuvent analyser plus tranquillement les problèmes et en rechercher la solution avec les services de régime général, se confirme comme restant absolument indispensable et permet une approche plus sérieuse et plus complète de l'action d'intégration et de promotion des migrants. »[320]

Pour l'ATOM, le service d'accueil des migrants consiste à adjoindre une appréciation sociale aux procédures administratives « de refoulement » des autorités : on quantifie les entrées et sorties de migrants, mais surtout on apprécie la possibilité (relativement par exemple aux propositions d'emploi) et la capacité des nouveaux venus à s'installer. Louis Belpeer recours dès lors à ses nombreuses relations dans les milieux industriels locaux et nationaux pour apprécier les besoins en main d'œuvre ouvrière. Si c'est le cas, l'ATOM facilite les démarches administratives des postulants, et oriente les nouveaux arrivants vers l'un des bidonvilles où, en parallèle de cette activité « d'accueil » que dirige Louis Belpeer, son épouse Simone installe et dirige des « foyers ».
Le plus souvent, il s'agit de tentes fournies par l'armée, installées dans chacun des bidonvilles marseillais, sous lesquelles s'organisent les services sanitaires et sociaux de l'ATOM : le médecin fait chaque semaine la tournée des sites, procède aux vaccinations et aux soins les plus urgents. Une assistante sociale fait de même pour débrouiller les situations administratives et financières. Le reste du personnel est composé de « moniteurs » et « monitrices » qui assurent les fonctions socio-éducatives particulièrement auprès des femmes : alphabétisation, arts ménagers, hygiène, puériculture, économie domestique. « *La plus défavorisée dans la cellule familiale, semble bien être la femme. Son rôle est pourtant capital : d'elle dépendra le freinage ou la marche en avant ; par elle aussi, très souvent, sera modelé le visage de la famille. Pourtant, elle se trouve plus démunie que ceux qui l'entourent, et claustrée ou s'auto-claustrant, elle risque de se couper, par incapacité d'adaptation ou manque d'espérance, de l'univers dans lequel il lui faudra un jour s'intégrer. Il apparaît donc que c'est vers elle qu'il faut attentivement se tourner, et qu'il faut lui offrir la chance de pouvoir jouer pleinement le rôle pour lequel elle est faite : celui de compagne, de maîtresse de maison et d'éducatrice.* »[321]. L'on s'occupe aussi des adolescentes et adolescents : pour les filles, remise à niveau scolaire et apprentissage en enseignement familial et social. « *Les jeunes filles, mal scolarisées - pour des raisons bien connues, auxquelles s'ajoute le fait qu'elles aident une mère souvent lourdement chargée d'enfants - plus que les adultes encore, mesurent l'énorme distance qui les séparent de leurs compagnes françaises, vivant dans des conditions normales. Elles en souffrent, elles s'en sentent humiliées et il n'est pas rare d'en voir naître une hostilité à l'égard du milieu familial qu'inconsciemment elles accusent d'être la cause de leur manque d'épanouissement. A elles aussi il faut apporter une chance d'évolution et la perspective de pouvoir assumer avec sérénité leur rôle prochain d'épouse et de mère* » ; pour les garçons : prévention spécialisée en milieu ouvert, scolarité en cours du soir et apprentissage en centre de formation, « *Hommes et garçons ont de toute manière une chance d'approche du*

[320] Rapport du Ministère de l'intérieur, Archives personnelles de Mr et Mme Belpeer.
[321] *Rapports de l'ATOM, années 1952 à 1972,* Archives personnelles de Mr et Mme Belpeer.

monde extérieur (scolarité et emploi). Si elle n'est pas suffisante, le large éventail des cours du soir complète l'appareil et, pour les adolescents, l'accès au centre de préformation ou de formation professionnelle, suivant l'alphabétisation lorsqu'elle a été nécessaire, ouvre des voies extrêmement précieuses sur un avenir professionnel - et donc social - amélioré. »[322]

Pour mener à bien ces actions socio-éducatives, simultanément à la création de l'ATOM, Louis Belpeer et les membres de son conseil d'administration fondent le CANA : Centre d'Accueil pour les Nord Africains (antenne régionale du CANAM, Commission d'Aide aux Nord Africains dans la Métropole) où sont accueillis et formés les jeunes gens et où se réalisent les formations et cours du soir pour les adultes. Les bâtiments de cet établissement sont construits en 1951 sur un terrain cédé par l'administration de l'assistance publique. Cet établissement ainsi que son fonctionnement feront initialement l'objet d'un financement du Ministère de l'Intérieur, puis le relais financier sera pris à partir de 1961 par le FAS. En 1978, le CANA deviendra essentiellement un centre de formation des femmes étrangères. Le relais des formations et apprentissages de jeunes gens est alors pris par l'ACPM : Association des Centres de Préformation de Marseille fondée en 1958 toujours par Louis Belpeer, à l'invitation du Ministère du Travail. A partir de 1978, L'ACPM coordonne en collaboration avec l'AFPA quatre secteurs d'activités : la formation d'adultes (CPM), de jeunes (CPA), la formation de formateurs, et l'accueil de réfugiés.

Il est difficile d'évaluer précisément l'ampleur quantitative des actions de l'ATOM durant ses trente années d'activité ; cependant, un rapport très informé rédigé par Louis Belpeer concernant l'activité de l'année 1967 en donne une idée :

. Pour l'antenne portuaire : pour les 201.730 personnes ayant transité (entrants et sortants) par le service d'accueil au port de Marseille, l'ATOM aura procédé à 33.400 interventions diverses, allant du plus simple accueil, jusqu'au suivi à l'installation. Ce suivi d'installation concerne 1.884 personnes qui auront été orientées vers les foyers d'hébergement, et donné lieu à des interventions à caractère social et administratif.
. Antenne ferroviaire : Pour 193.963 personnes, l'ATOM procède à 22.219 interventions, dont 627 suivis particuliers.
. Bureaux d'intervention répartis dans la ville pour les maghrébins : L'ATOM a enregistré 2.719 nouvelles inscriptions de travailleurs, et procédé à l'instruction de 3.757 dossiers de demandeurs d'emploi, en liaison avec les services de la Main d'œuvre. 1.025 jeunes gens ont été orientés en formation professionnelle.
. Bureau d'intervention africain : 595 nouvelles inscriptions, 664 dossiers de main d'œuvre, 177 orientation de jeunes gens vers le centre de préformation.

. Service d'adolescents en milieu ouvert (cours du soir et loisirs) : 967 jeunes gens fréquentent le foyer, dont 76 nouvelles inscriptions. Plus 129 jeunes gens dans un même service ouvert en 1966 à La Busserine ; et 80 à celui ouvert l'année même à Campagne Fenouil.

. Service d'action socio-éducative féminine : 33 monitrices et 3 aides monitrices gitanes, ont accueillies 308 femmes et 275 jeunes filles en cours d'alphabétisation et d'enseignement ménager dans les 7 foyers de La Cayolle - Grand Arenas, l'Estaque,

[322] *Rapport ATOM, Ibid.*

La Paternelle, Cap-Janet - La Calade, Bassens, Saint Barthélémy - Font Vert, Les Tilleuls.
En outre, les services de l'ATOM auront accueilli 2099 familles, essentiellement des femmes avec enfants, 281 jeunes filles en cours du soir, et 1.770 fillettes auront participé aux « clubs » de loisirs mis en place dans les cités. Par ailleurs, quelques interventions plus ponctuelles auront été effectuées dans les quartier de Saint Gabriel et La Rouguière.

. Service médical : 15.287 consultations en 1967 et 12.246 actes médicaux.

. Le centre scolaire de Saint Louis : ce centre possède une capacité d'hébergement de 144 lits ; il y aura été formé 118 élèves en apprentissage durant l'année.

. Le centre de préformation : 933 jeunes gens ont été admis pour du rattrapage scolaire, de l'accompagnement et des loisirs.

Au total, en une seule année, ce sont 99.193 personnes qui bénéficient des services de l'ATOM, dont 5.623 orientations et placements professionnels, 12.246 actes médicaux, et 9.471 suivis personnalisés de femmes, jeunes et enfants dans les foyers. Un véritable monopole de la gestion des populations immigrées, dont on imagine mal aujourd'hui la possibilité.

L'essentiel de la population à laquelle s'adressent les services de l'ATOM est d'origine maghrébine, en particulier algérienne. Cependant, dans certains quartiers, les foyers ATOM reçoivent des gitans, arrivés d'Afrique du Nord au moment de la décolonisation. C'est ainsi que l'ATOM, à partir des années 1960, se propose de mettre en place des structures s'adressant spécifiquement à la population tsigane, en particulier dans les aires de stationnement à l'époque « sauvages ». Ainsi s'organise un service d'animation et de gestion des sites accueillant les gens du voyage, et passant le relais aux autres structures pour la formation et l'enseignement. Séparant ainsi des populations en fonction de leur origine ethnique alors même que ces populations cohabitent dans les mêmes sites, l'ATOM revendique leur traitement par la différence culturelle.

Enfin, l'ATOM assumera les délégations régionales du Comité des Affaires Africaines, du Comité Liautey et du Comité National pour les Musulmans Français.
Entre 1950 et 1981, date de l'éviction des Belpeer, L'ATOM montera et gérera une trentaine de « foyers », principalement situés dans les bidonvilles, puis dans les cités nouvellement construites à forte concentration de population d'origine immigrée. Le recrutement du personnel est alors exclusivement assuré par Mr Belpeer pour les formateurs et les animateurs de centres, et Mme Belpeer pour les monitrices d'enseignement ménager. Pratiquement aucun des salariés de l'ATOM n'est recruté « en interne », anciens usagers des services : le recrutement se fait en général par voie de presse, souvent par connaissance ou sur recommandations. Dans les années 1960 et 70, ce sont près de 300 salariés permanents qui travaillent à l'ATOM.

Enorme machine que l'ATOM, de gestion des immigrés. Louis Belpeer, dirigeant autocrate l'association, participe aussi activement aux débats sur le logement des immigrés dans les cités, présentant l'ATOM via ses foyers comme un dispositif d'hygiénisation et de correction de populations dont l'instabilité et la précarité peuvent pousser à l'émeute. Ce dispositif aura aussi, de fait, mobilisé des sommes

d'argent considérables. Financé dans un premier temps par le Ministère de la Santé et celui de l'Intérieur, l'ATOM sera ensuite subventionné à près de 95% par le FAS, les 5% restant venant directement des ministères sur des opérations particulières, un peu de la municipalité de Marseille, ou du gouvernement général d'Algérie.
L'ATOM recevra, entre 1969 et 1980, 39.368.289 francs de subventions, soit près de 4 millions de francs par an (dans les années 70). Quant aux locaux que possède l'ATOM, ils auront la plupart du temps été l'objet de dons ou de baux gratuits. Ne sont pas inclus dans cette évaluation financière les activités du CANA et de l'ACPM, fondés par Louis Belpeer sous la tutelle du même conseil d'administration que celui de l'ATOM, mais instances juridiques séparées.

En 1980, la Cour des Comptes administre un rapport sur les activités et la gestion du FAS de Marseille. Dans ce premier rapport, le cas particulier de l'ATOM est évoqué, comme relevant de pratiques financières « inquiétantes ». Aussitôt, le préfet des Bouches du Rhône confie au président de la Maison de l'Etranger, une mission de restructuration de l'ATOM.
En mars 1981, les Belpeer sont évincés de l'ATOM, et le conseil d'administration remplacé. Ce dernier démarre une mission d'expertise financière. De son côté, le FAS engage une mission de contrôle sur les exercices financiers de 1969 à 1980.
En 1982, une nouvelle enquête est alors administrée par l'Inspection Générale des Affaires Sociale, à la demande du secrétaire d'état François Autain. Outre les questions financières, cette nouvelle enquête soulignera certains points liés à la « *conformité des actions actuellement menées par l'ATOM avec la politique nationale d'insertion des immigrés dans la société française* », suggérant la poursuite des activités de l'association « *à condition de ne plus aspirer à une situation de monopole, administrer une gestion financière, administrative et humaine plus rigoureuse, dans le respect du droit commun par rapport aux populations immigrées et notamment le respect des différences ethno-culturelles* ». En d'autres termes, les temps ont changé. L'ATOM disparaît, certaines de ses activités sont reprises par l'ADRIM, association créée sur mesure afin de poursuivre le mandat de l'ATOM, tout en opérant un repositionnement politique à gauche[323] ; la partie concernant les aires de stationnement pour les gens du voyage est reprise par un des animateurs ATOM qui créé l'AREAT (Association Régionale d'Etudes et d'Action auprès des Tziganes).

Le cas de l'ATOM est sans aucun doute unique en France. On connaît à Paris d'autres grandes organisations qui auront relayé la puissance publique sur la question de la résorption des bidonvilles et des populations immigrées, mais aucune n'aura cumulé, derrière une unique direction, l'ensemble des dispositifs. Car l'ATOM, c'est aussi le CANA, l'ACPM, et la gestion des aires de stationnement tsiganes puisque la direction de l'ensemble de ces associations déclarées indépendamment sous la Loi de 1901 est confiée à Louis Belpeer.
Dans les trente années de son existence, l'ATOM restera un dispositif missionnaire, fortement marqué par la personnalisation et le népotisme de ses deux dirigeants qui, à l'instar de Liautey, vantent « l'âme missionnaire » du français dans les comptoirs coloniaux en « *manifestant la force pour éviter de s'en servir* (de sorte que), *la brousse pacifiée, le dispensaire et l'école jaillissent comme un hommage rendu à la liberté* »[324]

---

[323] Plusieurs personnalités se succéderont à la présidence de l'ADRIM, sympathisants sinon membres du Parti Socialiste, dont Philippe SANMARCO.
[324] *Journal COMPAGNONS*, n° 47, 6 septembre 1941.

Et l'ATOM bénéficie surtout de l'appui et du soutien inconditionnel d'une partie de la grande bourgeoisie chrétienne et non des moindres : Germaine Poinso-Chapuis est de ceux-là, mais aussi nombre de représentants de la bourgeoisie industrielle conservatrice locale (des banquiers, des armateurs, des industriels, des avocats), autant que des acteurs de la politique locale du logement, comme Pierre Rastoin[325]. Mais ce qui spécifie les acteurs qui sont pris dans ce dispositif, c'est bien leur extériorité à la société politique locale, au sens strict du terme : hors de l'appareil et de la machine politique defferiste. Les appuis de l'ATOM sont des notables à la réputation nationale plutôt que locale, les administrations sont l'émanation directe de l'Etat, et localement, c'est tout le réseau de la grande bourgeoisie catholique qui soutient le mouvement et l'affranchit de tout compromis avec les réseaux de l'appareil defferiste. On sait d'ailleurs, à l'occasion, faire jouer des relations puissantes pour gagner la protection de tel ou tel conseiller municipal, membre de la mouvance centriste avec qui Gaston Defferre a fait alliance, et qui saura se faire le défenseur de la cause sans compromission directe avec les hommes du pouvoir local. Par cet intermédiaire, l'ATOM est placée sous la protection discrète des très puissants réseaux de l'action catholique, de l'Evêché aux Secrétariat Sociaux. Et par cet intermédiaire encore, elle entretient des rapports étroits avec les administrations publiques, régulières ou missionnaires, qui vont financer l'ATOM et la mandater de plus en plus solidement au fur et à mesure que monte en urgence la question des migrants algériens entre la France et l'Algérie en guerre. L'ATOM va ainsi devenir quelque chose comme le bras séculier de la SONACOTRA et de LOGIREM, puis celui du FAS, lorsque s'étoffe et se développe leur politique immobilière et sociale.

La politique qui est menée alors en collaboration avec les bailleurs sociaux, consiste à établir des points de contact, d'intervention et d'encadrement, tout au long de l'espace-temps urbain dans lequel circulent les migrants maghrébins : des points d'accueil et d'orientation sur le port et à la gare SNCF, des antennes dans les bidonvilles, les foyers et plus tard les cités de transit ou d'urgence, des centres de formation spécialisés. Cette association mène une triple action qui, de fait plus que de mandat, lui est délégué par l'administration :

. Fonction d'action éducative d'abord, lorsque la différence culturelle est pensée comme un déficit qu'il s'agit de combler. Dans la plus pure tradition hygiéniste, les centres ATOM dispensent des cours de cuisine, de soins ménagers et de puériculture ; ils font de l'alphabétisation et ce qui s'apparente à de l'éducation civique. Leur action s'adresse alors en priorité aux femmes et aux jeunes filles.

. Fonction de pacification ensuite, notamment pendant la guerre d'Algérie, où l'ATOM s'efforce de tenir une position de neutralité active entre le FLN et les militaristes français : où l'on tente de protéger la population contre l'enrôlement et les prélèvements financiers du FLN, sans pour autant dénoncer les activistes et sympathisants nationalistes. Position de neutralité que l'ATOM reprendra, lorsqu'il s'agira par exemple de « pacifier » les relations communautaires dans les cités, notamment entre gitans et maghrébins. Tout au long de ces années en effet, ce dispositif de gestion du retour colonial s'étoffe et constitue un lieu d'expérimentation locale marqué par cette intention ambiguë d'encadrement et de correction des populations étrangères. Et après la décolonisation, l'ATOM recevra l'appui de ces

[325] Diplômé de HEC, ancien comptable des sociétés Emmaüs, ancien adjoint de la banque Maurel, adjoint de Defferre puis maire des 13è et 14è arrondissements, et surtout président de l'OPHLM de la ville de Marseille à partir de 1974.

techniciens revenus d'Algérie après la décolonisation, certains passés par le plan de Constantine et autres expériences de règlement pacifique du conflit.
. Fonction de tri enfin, qui se veut efficace dès le débarquement du postulant à la migration et se prolonge tout au long de son parcours dans la ville. On accompagne dans ses démarches administratives celui qui vient muni d'une promesse d'embauche, on dissuade celui qui vient simplement à la recherche d'un emploi, voire même on fait « l'accompagnement social » de ceux que la force publique a décidé d'expulser. Plus tard, dans les bidonvilles, on sélectionne les familles « méritantes » qui accéderont aux cités de transit et d'urgence, puis celles, plus rares et méritantes encore, qui seront jugées dignes d'entrer en HLM ordinaire, comme on sélectionne ceux d'entre les enfants que l'on juge dignes de suivre une formation professionnelle.

L'ATOM devient dès lors l'un des principaux opérateurs du peuplement des grands ensembles en lien direct avec la Sonacotra et Logirem, mais aussi en concertation avec l'ensemble des opérateurs locaux de l'urbanisation. Car jusqu'à la fin des grands chantiers de construction de la ZUP n°1 et des autres cités de grands ensembles, l'ATOM va côtoyer les opérateurs du CAL et autres organisations familiales, malgré leurs divergences, au sein du CLARB dont on a parlé précédemment.
Créé en 1963, le CLARB est un regroupement d'organisations et d'acteurs individuels qui interviennent dans les bidonvilles ou sur la question du logement depuis la libération : on y trouve des membres du CAL, le CIL, le FAS, la CIMADE, l'œuvre protestante, le service civil international, des ordres religieux (Saint Vincent de Paul, les sœurs franciscaines, des dominicains, les prêtres ouvriers), le Secours Catholique dirigé par le père Pinatel, la Croix Rouge, Henry Théry, président du secrétariat social, animateur de Economie et Humanisme et futur président de l'URIOPS, et Mme Jary, qui en assure la vice-présidence et qui vient d'Alger où elle travaillait à l'agence d'urbanisme, avant de fonder en 1967 l'agence d'urbanisme de Marseille.
Le CLARB est à la fois un lieu de rencontre, de coordination et de réflexion, qui se fonde tant sur l'esprit social que sur l'action technique et urbanistique de traitement des problèmes des bidonvilles. Mais c'est aussi un lieu qui affiche une volonté de rationalisation des problèmes de logement, en élaborant des études, des recensements et des enquêtes sociologiques, à la demande des bailleurs ou de la municipalité. De 1964 à 1973, le CLARB mène ainsi un travail de terrain dans les bidonvilles[326], dans les cités de transit et les cités d'urgence, et un travail d'accompagnement social dans les cités. De par sa position centrale dans la société locale et ses engagements sur la question de la résorption des bidonvilles, le CLARB participe à une double naissance institutionnelle : celle de la LOGIREM, office privé HLM créé en 1950 dans la filiation de la SONACOTRA et dont Eugène Claudius-Petit est le président, pensé comme instrument de rééducation sociale, et celle de l'AGAM (agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise), créée en 1967 sur un financement spécial de la DATAR, pensée comme instrument de planification urbaine.

Pendant les vingt années où se construisent les grandes cités marseillaises, le CLARB, l'ATOM et LOGIREM vont entretenir des rapports étroits et efficaces, le premier servant de support technique et de connaissances sur la situation urbanistique et sociale des bidonvilles et des cités, le second servant d'intermédiaire de sélection

[326] Une de ces études, menée par Madine BONHOMME, recensera encore en 1971, quinze grands bidonvilles sur Marseille où logent 12.000 familles.

des familles, le troisième apportant un soutien logistique au peuplement des grands ensembles. On aborde déjà les procédures de concertation, pas encore sur le mode de la consultation des habitants, mais sur celui de la collaboration entre partenaires institutionnels. Dans les années 1960, la capacité de production de logements HLM commence à être atteinte à Marseille et le plus gros bailleur social est la ville avec son OPHLM, contrairement à des villes comme Paris où ce sont alors les bailleurs privés qui possèdent la majorité du parc social. La production, c'est l'élément moteur de la politique d'urbanisation et les éléments qualitatifs restent secondaires ; jusqu'à la construction de la ZUP n°1 pour laquelle architectes, urbanistes et pouvoirs publics vont chercher la qualité, et avec elle s'engager dans la concertation institutionnelle. La ZUP n°1 est bâtie dans des circonstances de crise : elle doit servir à résorber les bidonvilles de Saint Barthélemy, Sainte Marthe et Fontaine Verte qui s'étalent sur des hectares de la zone et hébergent des milliers de familles ; elle doit permettre d'accueillir des familles d'employés mal logés dans le centre et de fonctionnaires sur le 1% salarial ; elle doit aussi loger, dans l'urgence, une infime partie des deux millions de rapatriés d'Algérie, français d'origine, français musulmans, algériens et gitans, qui arrivent à Marseille entre 1958 et 1963.
On sait par avance -l'expérience des plans de pacification au Maroc et en Algérie, comme par exemple celui de Constantine- que la cohabitation des populations dans la ZUP sera, pour le moins, difficile. On le sait d'autant plus que déjà, et dans la même vague que les rapatriés, les technicien et les fonctionnaires coloniaux intègrent la société métropolitaine, ramenant dans leurs bagages l'urbanisme « moderne » qui, en fait, « *était né dans le cadre du colonialisme français, et particulièrement du Maroc de Lyautey qui servit alors aux urbanistes de lieu expérimental et de vitrine de l'urbanisme métropolitain* »[327]. Une partie de ceux qui vont organiser la concertation institutionnelle de la ZUP arrive en effet d'Algérie, anciens de Polytechnique, de Centrale et de l'Ecole des Ponts, qui vont organiser les cadres conceptuels et normatifs du logement social métropolitain. Ils apportent les connaissances techniques acquises au Maghreb dans les domaines divers de la construction, du génie civil à l'hydraulique, de la planification à la destruction des bidonvilles ; mais ils apportent aussi leur connaissance de la population maghrébine, urbaine et rurale, acquise « *dans un rapport de domination coloniale, certes, mais avec « bienveillance », et qui veulent donc, en France, l'aider en l'informant, mais aussi en la transformant. C'est en quelque sorte la poursuite de la « mission civilisatrice » en métropole* »[328].
Des ingénieurs donc, des sociologues, des urbanistes, mais aussi des militaires, anciens officiers des SAS, ces « sections administratives spécialisées » que l'armée française avait mises en place au Maroc et en Algérie pour renforcer les autorités civiles, et parfois s'y substituer. Paradoxe du système militaire colonial au Maghreb, la même armée s'employait, avec sérieux et philanthropie, à faire obtenir les droits légitimes des populations autochtones en matière administrative, de santé ou d'éducation, et sévissait avec violence sur ces mêmes populations civiles. Dans des corps d'armée différents, « *les uns assuraient la « pacification » par des opérations militaires, les autres par l'action sociale et psychologique. Et là encore, comme dans le service social en métropole, on retrouvait le couple domination/protection faisant système au sein même de l'autorité militaire* »[329]. C'est précisément ce couple domination/protection qui va présider aux logiques de logement des populations

[327] Michel MARIE, *Les terres et les mots*, Méridiens klincksieck, 1989, p 46.
[328] Entretien avec Anne GOLUB, responsable du département d'études du FAS, réalisé en 1994 par Vincent VIET. Retranscription qui m'a été amicalement fournie par Anne Golub.
[329] Anne GOLUB, *ibid*.

immigrées d'Afrique du Nord dans les grands ensembles, autant qu'aux logiques d'action sociale et éducative auprès de ces mêmes populations tout au long de l'histoire moderne de l'immigration[330]. De ce point de vue, « *Marseille, comme plaque tournante de l'immigration africaine et méditerranéenne, a joué un rôle essentiel d'apprentissage dans le jeu du rapatriement des modèles coloniaux des affaires indigènes sur le territoire métropolitain* »[331], et au regard de l'histoire locale, tout porte à penser que le trio clarb/atom/logirem va être l'organisateur central de ce rôle. C'est à partir de cette pensée de retour colonial et selon les formes de concertation institutionnelle initiées par ce trio, à Marseille -en même temps qu'à Nanterre- que seront expérimentés les cités-mobiles, les terrains-déchets, les stratégies de destruction des bidonvilles, le foyer de travailleurs immigrés « célibataires », et même la notion de « seuil de tolérance ». C'est aussi cette pensée du retour colonial qui aura produit la cité de transit, dont la petite histoire raconte que le modèle aurait été imaginé au cours d'une rencontre entre Louis Belpeer et Eugène Claudius-Petit, à partir du constat que les populations des bidonvilles, d'origine étrangère et souvent rurale, « *n'étaient pas prêtes à accéder directement au HLM. Elles ne l'étaient pas culturellement, et elles ne l'étaient même pas socialement. Rien que payer un loyer par exemple, c'est un truc que la plupart d'entre eux n'avaient jamais fait. Il fallait donc qu'ils apprennent la vie dans le HLM, avant d'y accéder. La cité de transit porte parfaitement bien son nom. C'est d'ailleurs pour cela qu'on l'a choisi.* »[332]

Mais c'est aussi dans cette proximité institutionnelle entre acteurs de terrain dans les bidonvilles et organisateurs de la planification, plus précisément entre l'ATOM et la Sonacotra, et plus anecdotiquement entre Belpeer et Claudius-Petit, que s'élabore une pensée du traitement de « la question algérienne » et ce, avant même le choc de la décolonisation et le « renouveau » des politiques d'insertion des populations immigrées. Dans la plus pure tradition hygiéniste et familiariste, on envisage positivement le regroupement familial : « *Dans un premier temps, la SONACOTRA ne s'est consacrée qu'aux logements des célibataires. Du moins ce qu'on appelait les célibataires, parce que tous avaient une femme et des enfants au bled. Et je pense que nous y sommes un peu pour quelque chose dans l'arrivée des femmes et des familles de ces travailleurs algériens, dans la mesure où nous estimions -et je continue à estimer- que le Seigneur n'a pas créé le couple pour qu'il vive séparé, la femme en Algérie, l'homme dans un boulot en France. Une cellule familiale doit pouvoir se regrouper, se reconstituer ».* Claudius-Petit et quelques autres semblent d'accord avec Belpeer sur ce point, mais ils restent peu nombreux à penser que les immigrés sont susceptibles de s'installer, durablement et avec leurs familles, en France. *« Je me souviens, que je me bagarrais énormément à ce moment là pour que le regroupement familial soit possible, pour que les familles puissent se regrouper sur le territoire français. Il y avait également d'autres raisons à cela, et c'était pas Le Pen qui allait leur dire, c'est qu'ils touchaient les allocations familiales quand ils travaillaient et ils travaillaient presque tous car il n'y avait pratiquement pas de chômage. Mais ils touchaient les allocations familiales au taux du pays où se trouvaient la femme et les enfants. Le taux algérien était très bas, tandis que s'ils vivaient en France avec leur famille, ils touchaient au taux français. Donc, le taux des allocations étant lié à la résidence de la femme, ils avaient intérêt à faire venir*

330 Vincent VIET, *Les structures administratives des politiques d'immigration, 1914-1986*, Rapport de recherche pour la DPM, le FAS et la MIRE. 1997.
331 Michel MARIE, *ibid*, p 61.
332 Entretien Louis Belpeer.

leur famille. Alors en fait, dès l'après guerre, il y a eu une migration familiale qui s'est développée, et dans d'assez mauvaises conditions puisque ces gens ne pouvaient vivre que dans des bidonvilles. C'est à ce moment là que se sont construits les énormes bidonvilles qui n'ont plus été des bidonvilles de célibataires mais des bidonvilles de familles reconstituées à Marseille au Grand Arenas, Bassens, Busserine, et un peu partout ailleurs en France. »[333] C'est à partir de ce problème que l'ATOM et la SONACOTRA envisagent dès les années 1950 de réguler le regroupement familial, et d'organiser les conditions d'accueil et de vie des femmes et des enfants, non plus dans le bidonville, mais directement dans le logement bâti, d'où les cités d'urgence et de transit.

C'est aussi à partir de cette logique de regroupement familial que se développent un peu partout en France les structures d'éducation des femmes et des enfants, et l'action sanitaire spécialisée auprès des populations migrantes : « *Je me débrouille un peu en arabe. En parlant avec ces femmes je me suis rendue compte qu'elles ne savaient rien, qu'elles étaient d'un autre siècle, d'un autre pays. Elles vivaient dans un pays nouveau où elles étaient terrorisées, elles ne sortaient jamais. Jamais un médecin venait faire une vaccination à un enfant, jamais, jamais ; elles avaient des maladies, tant pis, elles se soignaient comme ça. C'était l'ignorance et en même temps, un besoin de savoir. Par exemple, envoyer les enfants à l'école. Pourquoi faire ? On leur expliquait. Après, elles les envoyaient à l'école. Ca a progressé un peu comme ça et ça a été pour moi une grande satisfaction de voir que je comprenais ce qui leur était nécessaire et qu'elles étaient réceptives. Elles ne se laissaient plus battre, elles savaient cuisiner français alors qu'avant, couscous tous les jours, les hommes n'en pouvaient plus. Elles s'occupaient des enfants qui étaient propres et notre médecin allait une fois par semaine dans chaque bidonville faire de la prévention : l'hygiène, les vaccinations, les choses simples, expliquer aux femmes pourquoi et comment il fallait soigner un bébé, etc. Ca a pris très vite parce que c'était utile. Alors, 1, 2, 3, 10, 20, on a eu un tas de foyers pour les femmes et les enfants dès 1950. Même au Panier (quartier du centre ville), dans un immeuble où il n'y avait que des femmes algériennes qui n'avaient jamais mis un pied dehors à part pour venir d'Algérie au Panier, jamais mis un pied dehors. On nous avait prêté une cave. On a aménagé la cave et elles venaient très nombreuses. Je dois dire qu'on a eu un personnel formidable qui a tout de suite compris, qui a été accepté.* »[334].

Mais l'idéologie de Belpeer et celle de Claudius-Petit ne se retrouvent pas seulement dans une vision conservatrice et hygiéniste de la famille. Tous deux en effet, disciples de Marc Sangnier autant qu'intéressés par les théories de Mounier, ont une conception personnaliste qui ne saurait trahir l'héritage des cadres de l'école d'Uriage, dont ils côtoient d'ailleurs, dans les cercles du pouvoir et ceux de l'intelligentsia parisienne, certains anciens membres. *« Nous avions acheté une chiée de cartes postales et de diapos et on s'était dit : si on leur (les femmes algériennes) apprenait le pays d'où elles viennent, celui où elles vivent ? Et qu'on leur donne la fierté de leurs ancêtres et de leur culture. Et tu en as fait un cours (Mr Belpeer s'adresse à son épouse), « le pays d'où je viens, le pays où je vis ». Le pays d'où je viens, c'était l'Algérie, avec des diapos, et même au point de vue linguistique : le Guadalquivir qui est un grand fleuve, qu'est-ce que ça veut dire ? Hé bien c'est le Oued El Kebir, c'est le grand fleuve. Valladolid, c'est une grande ville, mais qu'est-ce que c'est ? C'est la rivière des enfants, etc. On leur montrait toute l'influence arabe*

[333] Entretien Louis Belpeer.
[334] Entretien Simone Belpeer.

sur notre propre civilisation de façon à ce qu'elles se valorisent à leurs propres yeux. Et le pays où je vis, c'est la Provence, la France. On leur montrait quelles étaient les structures de ce pays, comme il vivait, ses richesses, ses problèmes... Et ceci a été fait pour leur donner une culture fondamentale. Il y avait un autre problème parallèle, un problème d'identité. Dans ces civilisations, il n'y a pas d'individu, c'est la famille qui compte, c'est la tribu. Mais l'individu ne compte pas ; si bien que dans ces 70.000 fiches d'algériens que nous avions, il y en avait plein dont le nom de famille c'était SNP, ce qui veut dire « sans nom patronymique ». Ils n'avaient que des prénoms, Mohamed, Ben Mohamed… On s'est dit : il faut leur apprendre ce que c'est qu'une personne. Et ça c'était ma vieille marotte, j'ai fait parti d'une petite bande fondatrice de la revue Esprit avec Emmanuel MOUNIER, et la marotte, c'était le personnalisme : la personne par différence à l'individu et la société contre la collectivité, enfin par opposition à la collectivité. Il fallait apprendre aux gens ce que c'était qu'une personne.
Mme Belpeer : C'était simple, les garçons et les filles, bon asseyez vous, sortez votre carte d'identité, mettez-là sur la table, qu'est-ce qu'il y a marqué sur la carte d'identité ? Et on partait de... laborieusement, du nom : pourquoi le nom ? Le prénom : pourquoi le prénom puisqu'il y a le nom ? Parce que chacun d'entre vous n'est pas les autres... »[335]

A bien des égards, on trouve dans cette histoire de la guerre contre les bidonvilles, les composantes techniques, sociales et ethniques de ce qui sera plus tard le grand mouvement de réhabilitation des grands ensembles qui initie des formes de participation des habitants. A bien des égards aussi, on ne peut que réévaluer le rôle et le poids de certains acteurs plus ou moins anonymes du logement social qui ont participé au questionnement sur les rapatriés d'Afrique du nord et plus précisément à la construction de ce que l'on a appelé la « question algérienne ». On perçoit confusément en effet, que pour être des immigrants, ceux d'Algérie le sont sur un mode particulier qui a fortement marqué la ville métropolitaine en général, Marseille en particulier. Sur le plan démographique bien sûr, sur le plan de la résorption des bidonvilles et de la construction des grands ensembles, on l'a dit, mais plus encore dans ce rapport singulier de l'intention protectrice à l'égard des rapatriés et des migrants d'Algérie. On ne compte plus en effet les associations d'alphabétisation, de soutien scolaire, de formation professionnelle, d'insertion en tous genre, d'économie familiale et sociale, les structures éducatives en fait, qui auront, de la population algérienne, fait le fleuron de l'expérimentation de l'idéal de paix sociale dans les cités en général, d'intégration en particulier, lorsque l'Autre est pensé dans sa différence culturelle et ethnique. Là encore, à travers l'ATOM et le dispositif français de « blanchiment » des algériens, le militantisme social joue sa rédemption autant que sa « capacité à aller au charbon » ; le retour colonial devient en quelque sorte le « *mythe révélateur des contradictions de notre propre développement* »[336].

Entre les polices du pauvre et celles de l'immigré, le dispositif moral d'éducation et d'émancipation prend forme, selon des idéologies différentes, mais pas irréconciliables. Le logement des faibles, encore une fois, sera le terrain d'aventure des uns comme des autres, et le dispositif associatif, leur bras séculier : *"Certains pensaient qu'il aurait fallu refaire des SAS dans les cités, sur le principe de la pacification au moment du rapatriement ; puis de les refaire encore, plus tard, dans les banlieues, sur le principe suivant : il n'y a plus de rebelles, mais il y a des islamistes.*

[335] Entretien Louis et Simone Belpeer.
[336] Michel MARIE, *Ibid*, p 75.

Je pense que c'est une vue de l'esprit. Cette guerre était finie, il n'y avait plus de colonie, et plus de SAS. Nous n'avions aucune autorité en dehors de celle que nous conférait le service, et nous n'avions, a priori, pas de légitimité pour agir ici. Le monde associatif dans lequel certains d'entre nous se sont engagés au retour d'Algérie, et jusqu'à aujourd'hui encore, est une belle contrepartie. Pour moi, cet engagement associatif a consisté à tenter de réussir avec les fils ce que nous avions raté avec les pères."[337]

[337] Entretien avec le Colonel HARMEL, ancien commandant des SAS (sections administratives spécialisées) en Algérie de 1956 à 1962, à Souk-ahras puis à Alger, fondateur et président de l'association socio-éducative de solidarité avec les maghrébins de France.

4. Equipements et promotion sociale

On a décrit la formation et les éléments constitutifs de deux processus, dont on mesure aujourd'hui la relative autonomie l'un par rapport à l'autre : d'un coté le processus d'urbanisation de la ville, qui aborde la production de logements comme une des dimensions de l'aménagement urbain ; de l'autre le processus militant, plus informel, qui aborde l'habitat comme une forme d'action sociale. On a vu aussi comment les acteurs de ces deux processus apparemment différenciés, se sont (re)trouvés dans une finalité commune : pacifier les relations dans les grands ensembles. Et comment les concertations qui ont présidé à cette finalité commune ont donné lieu à la confrontation de systèmes de gestion des populations habitantes, selon deux logiques : l'une portée par les institutions de tutelle (le Ministère de l'Intérieur, celui des affaires sociales, l'Office National de l'Immigration, les préfectures) et la bourgeoisie catholique conservatrice, relayées par des organisations associatives comme les Secrétariats Sociaux et l'ATOM, qui interrogent les problèmes des travailleurs migrants et de leurs familles selon des logiques culturelles ; l'autre, portée par les organisations sociales chrétiennes dites de gauche et les mouvements d'éducation populaire, qui développent des logiques d'émancipation des groupes à intégrer. Ont découlé de ces logiques de traitement social des habitants des cités, des procédures qui vont accentuer, selon, le particularisme ethnique ou la spécificité sociale des populations, et qui vont infléchir tant les logiques de construction que celles de peuplement des cités dans les années 1950 à 1970. Mais aussi des procédures qui vont d'abord se concrétiser dans la forme urbanistique de maillage du territoire par des équipements sociaux, sanitaires et socioculturels, et des logiques de professionnalisation des militants.

En 1964, lorsque se négocie au niveau national le FONJEP, premier dispositif de financement public des postes d'animateur, Pierre Mauroy réussit à « décrocher » quelques postes pour sa propre fédération d'éducation populaire : Léo Lagrange. Un échange de courriers avec Gaston Defferre, et ces postes sont attribués à Marseille où quelques militants de la fédération Léo Lagrange, on l'a dit, développaient déjà des animations dans les clubs. Parmi eux, Lucien Weygand, Michel Pezet, Frédéric Rosmini, François Sinapi, et bien d'autres qui furent tous par la suite des cadres du Parti Socialiste local et national et des élus de haut rang. La proximité politique entre le maire de Marseille et la fédération Léo Lagrange favorisera la réalisation de ce grand projet urbain dans la confiance, la Fédération devenant l'opérateur de la politique territoriale de Defferre, mais aussi gestionnaire directement d'une grande partie des équipements et des clubs.

Fruit de négociations plus ou moins alimentées de stratégies électorales, le programme d'équipements socioculturels sera finalement réalisé en une quinzaine d'années. Au milieu des années 70, la majorité des équipements est en place, selon des fonctionnements assez diversifiés. Une première logique affirmée est celle des centres sociaux financés majoritairement par la CAF et s'appuyant sur les ressources locales -à savoir des associations d'habitants- pour organiser ses conseils d'administration. On sait cependant les écarts considérables qu'il y aura souvent entre la volonté de participation habitante des centres sociaux hérités des premières maisons sociales, et la réalité de la composition de ses membres. Deuxième logique,

celle des équipements municipaux et d'une partie des équipements faisant l'objet d'une convention de gestion. Là, une organisation centralisée (la municipalité directement, ou la délégation à une fédération d'éducation populaire), coordonne la gestion financière et humaine. Enfin, un peu à part de ces deux « modèles », la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Marseille instaure une « République des jeunes » : un conseil d'administration est composé de personnes issues de la famille militante, et s'adjoint d'un conseil de maison dirigé par les jeunes ; le système, à première vue un peu complexe, tient autour de la personnalité du directeur qui fédère et se porte garant. Personnalisation d'un fonctionnement dont ne sont d'ailleurs pas exempts les autres équipements, tant le fonctionnement d'une structure participe de la personnalité de ses dirigeants.

Reste que ces premiers professionnels de l'animation socioculturelle ont à faire leur place au sens socioprofessionnel du terme, c'est-à-dire inventer un métier, avec ses compétences, ses savoirs faire, ses missions spécifiques. On sait, et de nombreux travaux en montrent la teneur, que cette première génération d'animateurs des grands ensembles sont tous issus, à Marseille comme ailleurs en France, des mondes du militantisme social[338] : les uns viennent des organisations de lutte pour la résorption des bidonvilles, les autres des fédérations d'Education Populaire, d'autres encore des mouvements chrétiens sociaux. Avant de devenir des animateurs professionnels, ils gagnaient leur vie en exerçant un métier, souvent comme ouvrier, parfois petit employé. Tous, en tous cas, entretiennent une grande familiarité avec les mondes ouvriers pour en être eux mêmes issus, leurs pères et mères aussi. Ils ont un engagement syndical (CGT, CFDT ou CFTC) et parfois dans un parti politique (PS ou PC)[339].
Ceux qui viennent de la « filière » éducation populaire ont découvert l'animation au cours de leurs activités de loisirs dans les clubs de jeunes, sportifs ou culturels. Participant à une activité spécifique, ils acquièrent une technique d'animation, et deviennent, lorsque l'occasion se présente, animateurs de la dite activité. Pour certains, ce passage à l'acte bénévole va s'accompagner de stages de formation.

Les années 1960, c'est l'époque où se met en place le DECEP (Diplôme d'Etat de Conseiller de l'Education Populaire), et où le nouveau Ministère de la Jeunesse et des Sports démarre des premiers stages de formation d'animateurs, notamment à l'INJEP, sur une ou plusieurs techniques spécifiques. Ainsi, lorsque se présente l'opportunité d'un poste d'animateur permanent, il leur est le plus normalement attribué, parce qu'ils sont déjà fortement impliqués (comme élus et comme animateurs) dans les structures d'animation où ils seront amenés à intervenir professionnellement. Et lorsque se présenteront ces premiers appels à candidature pour des postes d'animateurs, il y aura finalement peu de concurrence, car parmi tous ceux qui exercent des fonctions de représentation et des activités bénévoles au sein des associations d'éducation populaire, peu prendront le risque de laisser tomber leur emploi pour un nouveau métier dont à l'époque, on ignore tout. Cela n'empêche pas les postulants d'avoir des visées de carrière, il est vrai un peu approximatives ; mais ils sont avant tout en charge d'une mission d'éducation permanente, héritée de l'esprit social, et qui utilise le loisir éducatif comme un outil d'émancipation.

---

338 Voir à ce porpos les travaux de l'INJEP et du CRESAL.
339 Geneviève POUJOL, Madeleine ROMER, *Dictionnaire biographique des militants, XIXè-XXè siècles*, L'harmattan, 1996.

Ceux qui sont issus du militantisme social chrétien arrivent sur le terrain professionnel avec d'autres ambitions. Ils oeuvrent depuis longtemps déjà à l'aménagement des grands ensembles et accompagnent les ouvriers dans leur vie quotidienne de travail et de vie familiale. Animer les équipements socioculturels naissant est pour eux une simple continuité de leurs ambitions militantes, avec par surcroît le fait qu'ils en seront souvent les opérateurs, via notamment l'ALFA (Association pour les Loisirs Familiaux et l'Animation des grands ensembles) et la Fédération des Centres Sociaux.

Aux uns comme aux autres, ce qu'offre surtout cette perspective d'emploi dans l'animation c'est d'une part la possibilité d'exercer un métier plaisant, voire divertissant, qui s'accomplit dans l'autonomie du couple « président de l'association - directeur de la structure », d'autre part d'accéder aux fonctions notabiliaires que confère la proximité au politique sans « perdre son âme » puisqu'ils perpétuent le face à face avec le monde ouvrier[340]. C'est aussi l'occasion d'inventer un métier, dont les animateurs de la fédération des MJC sont sans doute les pionniers, dans la filiation des premiers stages d'éducation permanente qu'organisait l'institut de Marly-le-Roi dès 1948. Dans un ancien château, l'institut accueille des jeunes militants des associations sociales et culturelles françaises pour des formations collectives aux activités culturelles et sportives, dans une ambiance de colonie de vacances : les jeunes dorment par chambrées de cinq dans les anciennes écuries, et l'on alterne entre les corvées de pluche et les ateliers de peinture de décors de théâtre. Les participants sont de jeunes travailleurs, entre 18 et 20 ans, qui prennent sur leurs quinze jours de congés payés pour participer à ces stages gratuits, l'accueil et le transport SNCF étant aussi pris en charge par le ministère de la jeunesse. Un peu plus tard, à partir des années 60, les fédérations d'éducation populaire commenceront à organiser leurs propres modèles de formation : « *C'était écrit par Pierre Mauroy, « il te faut inventer ton métier » ça c'est quelque chose qui m'a paru formidable. Et un peu partout en France, les camarades de la première promotion sont ceux qui ont générés leurs propres structures d'animation dont ils ont assuré ensuite une animation, puis une coordination. Et on peut dire que les premières promotions d'animateur ont inventé le métier. On n'avait aucune formation, les formations on se les donnait nous-mêmes. On a eu 6 mois de formation à Clichy, où l'on avait implanté la première formation d'animateur socioculturel. Le paradoxe c'est que comme il n'y avait personne qui ait une antériorité, on était en même temps formateur, formé. On avait quelques psychosociologues qui venaient nous expliquer quels étaient les ressorts de la vie collective... La formation, il y avait du bon et du moins bon, on improvisait. Mais pour les animateurs de cette première génération, c'était des gens qui étaient déjà impliqués dans la famille Léo Lagrange tout en ayant une activité ailleurs. C'est d'ailleurs caractéristique des premières promotions d'animateurs : ce sont des gens qui avaient un emploi ailleurs et qui choisissaient de venir à l'animation.* »[341]. D'autres, moins intégrés dans des corporations fédératives, bénéficient de formations dans le réseau européen du travail social communautaire, dans la filiation des ambitions personnalistes qu'avaient développé les cadres d'Uriage et autres disciples d'Emmanuel Mounier. De cette branche militante

[340] On lira, dans un rapport des MJC datant des années 60, le projet de « *rapprocher les différents éléments de la jeunesse, le jeune ouvrier du jeune intellectuel, le jeune paysan du jeune ouvrier.* » ; et, à la même époque à la fédération Léo Lagrange, la volonté que « *le mineur et l'artisan, la maçon et l'employé, l'instituteur et le paysan, sentent peu à peu plus profonde, au delà de la diversité des techniques, l'unité du travail humain* ». Documents personnels prêtés par Jean Irrmann, directeur de la MJC de Marseille de 1969 à 1994, et par Frédéric Rosmini, président de la fédération Léo Lagrange.

[341] Entretien avec Frédéric Rosmini, premier salarié de la fédération Léo Lagrange en 1964

sortiront bien des cadres de la Fédération des centres sociaux, de la CAF, et des services institutionnels d'action sociale.

A Marseille, Frédéric Rosmini est le premier de ces animateurs salariés de la fédération Léo Lagrange, en charge de monter et d'organiser la politique d'équipements socioculturels. Le président de la Fédération est le conseiller municipal François Sinapi, Gaston Defferre en est président d'honneur, Lucien Weygand, très jeune militant de la fédération marseillaise depuis sa fondation, qui deviendra président du Conseil Général des Bouches du Rhône, est secrétaire général, et Michel Pezet monte la section marseillaise de la fédération Peuple et Culture que dirigent nationalement Joffre Dumazedier et Bénino Caceres.

Entre 1965 et 1967, une dizaine d'équipements socioculturels sont ouverts dans les quartiers populaires du centre ville et dans les quartiers nord, et le dispositif s'étoffe d'une première génération de directeurs et d'animateurs recrutés dans les milieux militants de l'époque. De très jeunes gens qui, le plus souvent, quittent un emploi d'employé ou d'enseignant pour exercer des fonctions et un métier dont on sait encore peu de choses. La motivation est donc le critère principal : « *Bien sûr on souhaitait quand même que les gens ne soient pas analphabètes mais il n'y avait pas l'exigence de culture générale à l'époque. On cherchait des gens qui avaient une motivation assez forte, des gens qui nous étaient recommandés, des gens qu'on connaissait, la plupart étaient bénévoles dans les associations de quartier. A l'époque c'était un peu à la tête du client, et appelons un chat un chat, c'était uniquement la motivation des gens qui déterminaient leur embauche. Ensuite, ils s'installaient dans une dynamique de formation avec tous les ans un cycle de formation des animateurs permanents ; des séquences de formation en matière de gestion, de sociologie, avant même que les diplômes d'état ne soient créés.* »[342].
Plus généralement, le salariat des premiers animateurs ne se fait pas sans difficultés, au regard de ce nouveau champ de l'action sociale qui, à bien des égards, semble trop récréatif et ludique pour présenter un intérêt : « *les premiers directeurs ont aussi été les premiers à embaucher du personnel dans les maisons, du personnel pédagogique, à payer des profs de guitare, de judo, de théâtre. On a été très critiqués à l'époque, les gens disaient "c'est un scandale qu'on paie des animateurs ! " parce que tous les clubs marchaient bénévolement la plupart du temps. Et puis, la plupart des gens dans les institutions sociales trouvaient que c'était dommage de donner de beaux équipements aux jeunes, que c'était trop joli pour eux. Quand tu demandais un bon pic-up, un vrai terrain de sport ou n'importe quoi pour les jeunes, les financeurs te disaient que c'était du gâchis, qu'il y avait des urgences plus importantes que ce qu'ils prenaient pour du simple loisir* »[343]. C'est sans compter sur la détermination de Gaston Defferre à favoriser la présence, sur le terrain des cités et des quartiers populaires, d'acteurs sociaux en charge d'assurer d'une part la paix sociale dans les cités, d'autre part la médiation entre les institutions et leurs publics. Aussi, un certain nombre d'équipement ne recevant pas immédiatement l'agrément des institutions sociales telles que la CAF seront directement financés par la ville ou le département, selon un système d'équilibre et d'arrangements que coordonne Frédéric Rosmini.

Il faut dire que ce dispositif d'animation socioculturelle participe, à Marseille, d'une configuration d'acteurs singulière qui, au delà de l'environnement immédiat du

[342] Frédéric Rosmini
[343] Jean Irrmann

maire, innervait d'autres configurations existantes pour former un ensemble de réseaux relationnels entre les différents acteurs du dispositif : Gaston Defferre, dans cette « entreprise » de maillage du territoire, mandate ses proches, jeunes cadres du parti socialiste, Lucien Weygand, Michel Pezet et, un peu plus tard, Philippe Sanmarco. Weygand est secrétaire général de la fédération Léo Lagrange, Pezet en est le secrétaire général adjoint ; ils confient à Rosmini, lui aussi au Parti Socialiste dont il sera le secrétaire général à partir de 1972, la mission de coordination de ce vaste projet de développement local. Pour certains -dont Defferre-, l'affaire est entendue : la ville met en œuvre la politique d'équipements dont la fédération Léo Lagrange assurera la gestion directe et la coordination. Mais pour d'autres -en particulier Rosmini-, il semble plus judicieux de respecter la pluralité représentative des différents quartiers de la ville, et s'appuyer sur les réseaux militants politiques et associatifs déjà existants et déjà implantés auprès des populations habitantes : d'une part ceux « tenus » par les communistes et sympathisants, d'autre part ceux de l'ALFA et autres associations familiales. De plus, la délégation de gestion des équipements oblige la ville à administrer un appel d'offre. La démarche est nouvelle : Marseille est une des premières villes de France à développer ce type de politique, et même à Lille, Mauroy fonctionne sur un réseau de clubs et pas d'équipements. De plus, les fédérations d'éducation populaire même, à l'exception des MJC et des Centres Sociaux -mais qui, eux, dépendent d'un agrément de la CAF-, n'ont pas cette tradition de la gestion de « murs » et d'équipes professionnelles. Terrain vierge donc, à peine légiféré à l'époque, qui laisse à Rosmini toute latitude pour organiser le partage des espaces et des responsabilités.
Dans un premier temps, la fédération Léo Lagrange se crée de toutes pièces un satellite, susceptible de gérer une partie de équipements et ainsi de correspondre aux formes légales de pluralité d'un appel d'offre : Michel Pezet crée la section locale de Peuple et Culture, dont il est le secrétaire général, et qui obtient la gestion d'un équipement. Il était entendu que Peuple et Culture pourrait obtenir la gestion de plusieurs structures, mais un conflit entre Weygand et Pezet en 1969 consomme la rupture[344], et Peuple et Culture se retrouve rapidement marginalisé dans le paysage local socioculturel. Plus généralement, la fédération Léo Lagrange se trouve assez bien implantée dans les quartiers du centre et les « noyaux villageois », alors que les quartiers nord, en majorité de constructions HLM, sont plutôt investis par les associations adjacentes soit au Parti Communiste, soit aux branches du Mouvement populaire des familles.

C'est dire en fait qu'une sorte de proximité sociale « historique » entre groupes sociaux et groupes militants se retrouve, à Marseille comme ailleurs, dans la configuration des milieux associatifs locaux. Les communistes, on l'a dit, ne sont pas, dans la vie hors travail, investis sur le terrain de l'animation socioculturelle, mais plutôt soit dans l'action syndicale et mutualiste, soit dans la mobilisation pour faire obtenir, directement et par le réseau des élus PC, des logements ou des aides aux familles en difficulté. Paradoxalement, ils se trouvent cependant plus proches, dans l'action associative, des milieux chrétiens sociaux que des fédérations d'éducation populaire à tendance socialiste[345]. D'autant plus à Marseille où les luttes syndicales dans l'industrie portuaire opposent, dans de très durs combats, les ouvriers à un patronat

[344] La fédération Léo Lagrange avait créé, en 1965, les « échanges franco-allemands pour la jeunesse », préfiguration des politiques européennes d'échanges de jeunes, dont Pezet était le directeur. Le conflit avec Weygand éclate deux ans plus tard alors que Pezet, secrétaire général de Peuple et Culture, aurait directement négocié des échanges de jeunes sans référer à la fédération Léo Lagrange qui, elle aussi organisait ses échanges.
[345] Voir les travaux de Michel CHAUVIERE.

puissant et très organisé qui a, depuis l'alliance de la SFIO avec la bourgeoisie locale et la droite modérée en 1953 pour les élections municipales, le soutien de Defferre. C'est aussi au cours de ces années de luttes syndicales que s'est imposé, notamment sur le port, un milieu de prêtres ouvriers très volontariste.

Issue d'un mouvement de membres de l'église catholique de France préconisant l'aggiornamento (modernisation) social dans l'entre-deux guerres, et dans la filiation de l'énoncé du Pape Pie XI (1925) à savoir que « *le plus grand scandale du 19ème siècle, c'est que l'Eglise ait perdu la classe ouvrière* », la Mission des prêtres ouvriers est fondée en 1943 par des prêtres parisiens, notamment jésuites et dominicains, qui partent incognito rejoindre les travailleurs soumis au service de travail obligatoire en Allemagne. Après la Libération, le mouvement s'organise et obtient l'accord de la hiérarchie cléricale pour que des prêtres quittent leur mission paroissiale afin d'évangéliser sur les lieux de travail, pour « *la conquête chrétienne dans les milieux prolétaires* ». Malgré différents épisodes difficiles qui les verront s'opposer au Saint-Siège[346], la Mission de France et les prêtres ouvriers seront très présents et actifs dans les grandes industries françaises, mais aussi dans les syndicats[347]. En particulier à Marseille, où oeuvre le célèbre père dominicain Jacques Loew, docker sur le port autonome, et pour qui « *La première chose à faire pour un chrétien, c'est d'être vis-à-vis du communiste qui est à côté de lui, sur son palier, dans son atelier ou son bureau, ce que l'Évangile lui demande d'être vis-à-vis de n'importe quel homme. Et ça va loin !* »[348]. Autour de lui et de ses acolytes religieux, de nombreuses communautés chrétiennes d'hommes et de femmes laïcs, travailleurs et souvent militants communistes, se forment pour « *témoigner de l'évangile en milieu ouvrier* ». Tout en restant fidèles à leurs engagements, les prêtres-ouvriers de Marseille n'hésiteront pas à participer aux luttes ouvrières au moment des grandes grèves de 1947 et à s'engager dans les combats menés contre « l'impérialisme américain » en 1952 aux côtés du Parti communiste et de la CGT. Mais outre leur présence active sur les lieux de travail, le père Loew, très présent au CAL et dans le mouvement « économie et humanisme », et parfois à l'ATOM, le père Lesme, qui officie en particulier auprès des gitans, et quelques autres, sont aussi engagés auprès des

---

[346] Le 20 juin 1945 : le saint siège signale son inquiétude au cardinal Suhard, de voir des prêtres militer dans les organisations syndicales et politiques. Début d'une longue suite de malentendus et de désaccords au sein de l'église.
En 1953 : 19 séminaristes demandant à être PO se voient refuser leur ordination, 3 PO sont rappelés, Mgr Delay et le cardinal Suhard annoncent officiellement la fermeture de la Mission de France.
Le 23 sept 53 : Mgr Marella transmet aux évêques de France le message de la papauté sur « le scandale que constituent les PO... Le danger n'est pas le travail mais la collusion avec les communistes »
Circulaire du 19 janvier 54 : les prêtres peuvent « consacrer un temps limité au travail, laisser aux laïcs les responsabilités temporelles, participer à la vie paroissiale » ; le travail est limité à 3 heures par jour. Interdiction d'adhérer à des formations politiques ou syndicales. Applicable au 1er mars, sous peine de sanctions graves. (il y aura de nombreuses révocations de PO)
5 nov. 1963 : Cardinaux Lienard, Gerlier et Feltin vont défendre les PO à Rome. Echec.
1965 : concile, Paul VI (démarré en 1962 par Jean XXIII)
21 oct. 1965 : l'épiscopat français décide de renvoyer 50 prêtres au travail à temps plein, sous la direction du cardinal Veuillot, bras droit du cardinal Feltin. Mais prudence, il ne s'agit pas de PO mais de « prêtres au travail ». Arrivée d'une deuxième génération de PO.
1966 : la Commission Episcopale de la Mission Ouvrière (CEMO) met en place une première équipe de 5 « techniciens de la mission ouvrière » (accompagnement des PO) : Le Toullec, Deschamps, Lahodey, Poterie et Depierre (seul PO).
72 : mise en place de l'équipe nationale des PO

[347] Les prêtres ouvriers de la mission de France sont au nombre de 25 en 1945, 100 en 1950 et 700 en 1984.

[348] Jacques LOEW, *En mission prolétarienne, étapes vers un apostolat intégra*, Casterman, 1961.

ouvriers dans la lutte contre la résorption des bidonvilles et pour l'aménagement des grands ensembles et auprès de nombreuses associations de quartier. Cette double présence des prêtres-ouvriers, sur les lieux de travail et sur les lieux d'habitat, favorisera pour partie les liens entre les ouvriers communistes et syndicalistes CGT et les chrétiens sociaux souvent plus proches d'une gauche politique et syndicale modérée[349].

Equilibres fragiles que ces proximités historiques retiennent localement, qui tiennent souvent du seul charisme de quelques hommes et femmes, et peuvent bien, au moindre conflit entre leaders, se rompre et provoquer dans les cités nouvelles, au mieux du mépris entre sous-groupes sociaux et militants ce qui ne saurait correspondre à l'idéal de vivre-ensemble, au pire de rudes confrontations hors des lieux de travail, et entre les deux, une menace électorale. C'est à cet ensemble de fâcheuses conséquences que Rosmini veut échapper, en ménageant les collectifs militants de quartier par l'attribution de la gestion d'un équipement socioculturel de proximité. On procèdera donc, dès 1967, à un premier partage des quartiers, par répartitions des équipements et des modes de gestion qui restera stable jusqu'à l'éviction, en 1994, des socialistes à la tête de la mairie et la relance d'un nouvel appel d'offre à la gestion des équipements dont beaucoup seront municipalisés et d'autres seront confiés en gestion à des fédérations d'animation proches de la nouvelle majorité de droite. Jusque là donc, et pendant près de 30 ans, la municipalité et le conseil général, tous deux à majorité socialiste, auront construit, de proche en proche, un véritable dispositif spatial et social qui à la fois constituait un réseau de relais dans les différents quartiers de la ville, et à la fois entretenait les proximités politiques et relationnelles utiles au gouvernement urbain. Il faut ainsi souligner qu'ici, la relation des acteurs du militantisme social au politique a été très singulière, dans la mesure où elle transitait par une organisation d'animation, en l'occurrence la fédération Léo Lagrange, qui a joué à la fois le rôle de médiateur des groupes sociaux et politiques proches, et à la fois le rôle de couveuse et de pépinière des futurs talents tant du parti socialiste que du travail social et culturel local[350].

« *A Marseille* » précise Frédéric Rosmini, « *nous avons été immédiatement à la tête d'un nombre considérable de structures et de permanents dans la même ville, cas d'espèce unique en France puisque ni à Lille, ni à Toulouse, ni à Bordeaux, ni à Lyon, et pas même à Grenoble où pourtant il y a eu aussi une politique de développement de l'animation, on a développé sur une même ville un tel potentiel d'équipements socioculturels. Il faut préciser qu'ici, notre rapport au politique a été absolument unique. A Marseille, on a eu un rôle qui nous a permis d'initier la politique socioculturelle, d'en inventer le cadre et le programme, au moment où Defferre nous a demandé de le faire. Les cadres de l'animation ont donc eu une fonction éminente dans les dispositifs et, en même temps, ont initié un modèle de relation au politique autant qu'aux habitants qui est unique en France. Bien sûr -bon maintenant il y a prescription-, il est bien évident que Gaston Defferre avait aussi l'assurance que sur les valeurs principales, sur les combats de société à mener, il y avait une vraie proximité. Ca n'a jamais été négocié en ces termes là mais si Gaston avait eu l'impression de donner des équipements en gestion sans condition à des gens qui partageaient des idées d'exclusion, il est bien évident qu'il l'aurait posé autrement. Mais dès lors que Gaston savait que ces gens-là participaient d'un idéal de société proche de celui du courant politique dans lequel il était, ça lui suffisait. Et puis il*

[349] Jacques LOEW, *Journal d'une mission ouvrière (1941-1959*), Le cerf, 1959.
[350] Par exemple Robert Verheuge.

résonnait souvent en délégation de confiance, pas seulement du point de vue de la structure morale mais aussi d'un point de vue individuel. Disons que ce type de délégation de confiance, on ne l'a retrouvé nulle part, je ne crois pas qu'il y ait une seule ville en France où un Conseil Municipal ait décidé de créer un équipement, d'en assurer l'intégralité des frais de fonctionnement et de ne pas exiger d'en avoir le magistère moral. Les conseils de maisons des équipements étaient constitués essentiellement de bénévoles qui étaient dans l'établissement, et jamais aucun élu municipal n'a siégé d'autorité dans les conseils. »
Les acteurs de ce modèle de relation singulière au politique, ce sont d'abord quelques figures locales, anciens militants bénévoles qui vont devenir les premiers animateurs salariés, puis cadres de l'animation à Marseille. Ceux de la fédération Léo Lagrange bien sûr, parmi lesquels on compte en premier lieu Rosmini, Weygand et Pezet, mais aussi ceux du mouvement populaire des familles qui intègrent l'ALFA et les Centres Sociaux, dont l'ancien squatter Séverin Montarello et bien d'autres, et une sorte d'électron libre que sera Jean Irrmann, directeur pendant 25 ans de l'unique MJC de la ville. La carrière de Irrmann et le mode relationnel qu'il entretient localement au politique autant qu'au milieu de l'animation, de même que l'importance que va avoir, dès sa fondation en 1969, la MJC Corderie dans le paysage local, sont assez exemplaires de ces arrangements singuliers dans le secteur de l'animation socioculturelle, et qui constituaient une partie de ce qu'on a appelé « l'appareil defferiste ». Ils sont singuliers aussi d'une manière d'organiser le face à face avec les classes populaires, et plus généralement les usagers des équipements socioculturels :

Jean Irrmann arrive à Marseille en 1969 pour y diriger la toute nouvelle MJC Corderie, après un passage mouvementé à la direction de la MJC de Avignon, en plein festival de 1968. Ancien ouvrier céramiste initié à l'animation dans les clubs culturels de Perpignan, délégué CGT des MJC, Irrmann ne correspond pas exactement au profil politique adéquat pour la municipalité PS. Mais le contexte politique régional, et les circonstances sociales de l'époque font que Defferre accueille volontiers à Marseille cet animateur à la forte personnalité qui a su, à Avignon, faire preuve de son indépendance à l'égard des institutions et de sa rigueur professionnelle. Mais surtout, au cours de l'été 68 à Avignon, Irrmann a appris à connaître et côtoyer les différents groupes gauchistes, qui « sévissent » aussi dans les milieux étudiants marseillais et aixois. Or, à l'époque, aucun des équipements socioculturels en place n'est en capacité d'accueillir et de contrôler cette frange de la jeunesse jugée trop intellectuelle et surtout trop contestataire pour fréquenter les structures socioculturelles de quartier. Une MJC offrait, de par la tradition de la fédération à instaurer des formes singulières de participation des adhérents à la gestion de l'équipement autant qu'à développer des activités artistiques de haute qualité, la perspective de capter ce public singulier ; pour autant que son directeur ait les épaules assez large pour le tenir. Irrmann avait le profil, il avait surtout l'ambition de développer, à Marseille et à partir de son équipement, une véritable politique culturelle et artistique « populaire » qui faisait défaut à la ville. Ce sera, sans l'ombre d'un doute, le bon choix, puisque pendant les 25 années de son mandat, Irrmann fera de la MJC Corderie un équipement culturel rayonnant, tant du point de vue de sa programmation que de son organisation.
Irrmann devient en outre un pilier de la politique culturelle de la ville, acteur discret qui fréquente peu les milieux politiques ou mondains locaux, mais qui est de toutes les commissions culturelles et de la jeunesse, et que l'on consulte immanquablement : « *la fédération des MJC n'a qu'un équipement à Marseille, un*

seul, mais à partir de cet équipement, il est indéniable que la MJC de la Corderie rayonnait dans cette ville, sur le festival de Saint Victor, sur des expériences théâtrales, musicales, des expériences sportives… Elle a indéniablement constitué une expérience intéressante. Lorsque la MJC de la Corderie s'est créée, Irrmann a été le premier directeur, un an après il m'a demandé d'être membre du CA, c'était paradoxal parce que j'étais président de Léo Lagrange et membre du CA de la MJC de la Corderie à leur demande, c'est dire quel type de relations nous avons eues. Mais je citais souvent la MJC en exemple de méthode : proportionnellement, on gérait avec Léo Lagrange 14 équipements, il est bien évident qu'on faisait mieux quantitativement, mais souvent, sur le plan de la qualité, Irrmann faisait des choses intéressantes. C'est ainsi que j'ai fait rentrer Irrmann à l'office de la culture et des loisirs, Irrmann a été de toutes les aventures collectives. Il s'est instauré un vrai rapport de partenariat, pas seulement avec Irrmann mais avec Igor Vassiliev et Simone Borelli qui sont des amis très proches et qui ont été successivement les deux présidents de la MJC, il y avait des rapports réellement affinitaires. Irrmann n'a pu faire ce qu'il a fait au niveau du festival populaire à Saint Victor que parce que j'étais le secrétaire général de l'office de la culture et des loisirs et que pour compenser le fait qu'il n'avait qu'un équipement on leur assurait le festival populaire de Saint Victor, on leur avait donné un sacré coup de main. De notre côté, on n'a pu avancer sur la politique culturelle que grâce aux expériences de Irrmann. Donc tout ça s'est interpénétré »[351]

Très vite aussi, la MJC Corderie devient un de ces lieux incontournables pour une jeunesse en manque de programmes artistiques, et en demande de participation active à l'organisation et la gestion de projets culturels. Comme tous les équipements socioculturels, la MJC est gérée par un conseil d'administration, que Irrmann choisit sur des bases de la confiance mutuelle. Mais il instaure aussi, dès la création, une « République des jeunes » et un « Conseil de maison », où les jeunes usagers, pour la plupart mineurs puisqu'à l'époque la majorité était à 21 ans et qui n'avaient donc pas légalement le droit de siéger, sont représentés au CA avec les mêmes pouvoirs que les adultes. Cette représentativité effective permettra aux usagers qui le souhaitent de participer aux décisions et à l'organisation de la structure. Véritable apprentissage de la démocratie, mais aussi des rapports de pourvoir : « *C'est là où la plupart des jeunes de la MJC ont tout appris, dans les conflits de personnes, dans les conflits d'intérêts, dans les problèmes de gestion, dans les rapports des sports à la culture, le rapport aux relations extérieures, au maire, aux institutions, à la politique, à la laïcité, les rapports garçons/filles, etc. Tout se débattait en conseil de la maison, tous les problèmes de la maison : on organise des fêtes, on n'organise pas des fêtes, on fait un bal, on ne fait pas un bal, on loue les locaux ou on ne les loue pas, ouverture-fermeture, qui on laisse entrer, la gestion des locaux, propreté, hygiène, permanence, information, publicité, etc. C'était des débats jusqu'à 3 heures du matin, et les gars, ils ont appris la démocratie là. On ne décidait rien tant qu'ils n'avaient pas tranché. Ils ont tout découvert dans une petite structure de merde, de 400 m^2. Y compris le mandat, la trahison du mandat, ça ils l'ont appris très vite. Et aussi quelquefois de s'apercevoir qu'il y avait un gars qui était un peu farceur avec plus de succès aux élections de conseil de maison qu'un gars qui était intègre, honnête, travailleur sérieux et fidèle ; celui-là, il est pas marrant donc il n'était pas élu. J'ai vu des jeunes pleurer de la déception d'un idéal trahi. Ça aussi c'est l'apprentissage de la vie, ça aguerrie, c'est pas méchant mais ce sont des prises de*

[351] Entretien avec Frédéric Rosmini.

conscience. Mais au final, quand une équipe avait un projet, des idées, dans les 15 jours, ils pouvaient commencer ; alors que dans un autre organisme, il fallait attendre un an que les décisions soient prises, que les budgets soient votés. ». Adossé aux ambitions culturelles et artistiques de la MJC, ce mode d'organisation au sein de la structure permettra, de par l'autonomie de gestion et le volontarisme des jeunes usagers, la réalisation d'événements artistiques et culturels qui auront marqué les décennies 1970 et 80 à Marseille[352]. Mais il permettra surtout l'émergence d'une génération d'acteurs artistiques et culturels au rayonnement national, voire international pour certains. On ne compte plus en effet les artistes -en particulier dans les domaines des arts de la rue et de la musique-, les administrateurs de compagnies, les directeurs de structures culturelles, qui auront fait leurs débuts, autant que leurs « classes » devant un public exigeant, à la MJC Corderie ou dans le cadre d'un des projets initiés par le conseil de maison[353].

Mais surtout, la MJC Corderie instaure à Marseille un type de confrontation à ses usagers que l'on connaît peu dans les autres structures socioculturelles où la question de la « prévention sociale » prend rapidement le pas sur la concertation, infléchissant les rapports aux usagers. Très vite en effet, et en particulier dans les équipements implantés au cœur des cités, les animateurs se trouvent confrontés à la gestion de problématiques économiques et sociales qui touchent une partie des habitants. Il est vrai que le public de ces équipements situés dans les quartiers HLM diffère de celui qui fréquente la MJC ou les structures d'autres quartiers, qu'il en diffère en tous cas sur le plan de ses demandes. Car dans les premières années de la politique d'équipement en France, la plupart des fédérations d'éducation populaire ne prétendent pas intervenir sur les problèmes sociaux des populations. Elles sont issues d'une tradition d'intervention dans le champ de l'aménagement du temps libre et des loisirs, champ qu'elles ont investi, dès la fin du 19è siècle, dans les plis du système assistanciel, et qu'elles ont développé tout au long du 20è sur la base d'une vocation de socialisation des population par l'accès aux loisirs sportifs et culturels ; il faut donc « *proposer des activités de loisir pour une population défavorisée au sens culturel du terme, (et les animateurs sont) sollicités pour favoriser l'égalité des chances.* »[354]. Dans les projets de l'époque, on parle de loisirs culturels et d'éducation permanente, d'épanouissement des individus et de développement des sociabilités par les activités collectives, on parle surtout de « publics solvables », en précisant que le personnel d'animation n'est ni formé, ni mandaté pour intervenir auprès de publics « susceptibles de présenter des handicaps sociaux »[355]. Ces champs du « handicap social » et de la spécialisation éducative sont par ailleurs couverts par le travail social institutionnel qui, on l'a dit précédemment, a construit tout au long de la première partie du siècle, son référentiel de compétences et de métiers. Mais, on l'a précisé aussi, en se spécialisant et en s'institutionnalisant, le travail social perd de ses fonctions militantes et réduit le face à face avec les classes populaires à un rapport de clientèle et d'ayants droits.

---

[352] Les festivals « Marseille en fête » et festival Saint-Victor entre autres, mais aussi les soirées et scènes ouvertes où se produisaient de nombreux artistes, débutants et confirmés.

[353] Gilles SUZANNE, *Les glaneurs de sons et le cheminement des musiques. Constitution de genres musicaux et emprise urbaine des mondes de la musique*. Thèse de doctorat de sociologie, Université de Provence, 2005.

[354] Projet éducatif de la fédération Léo Lagrange en 1964.

[355] Extraits issus de projets éducatifs de la fédération Léo Lagrange, des Francas, des MJC dans les années 50 et 60.

C'est sur la critique de ces formes relationnelles qu'une partie des nouveaux directeurs d'équipements socioculturels va investir, elle aussi, le domaine de l'action sociale au sens de la relation d'aide et de réparation auprès de publics défavorisés. Les premiers à s'engager dans ces formes hybrides entre animation et travail social sont issus des associations familiales chrétiennes qui, par tradition autant que dans l'action militante, étaient déjà sur ces terrains proches de l'action éducative spécialisée. La justification de cette forme d'intervention, c'est la prévention sociale ; l'outil, c'est le travail social communautaire. D'inspiration québécoise, cette forme d'action sociale se développe dans les pays anglo-saxons au tournant des années 1950. S'appuyant sur des « communautés de citoyens » qui se forment le plus souvent dans les quartiers pauvres autour d'un équipement social, de nouvelles pratiques de l'action sociale émergent, dans la tension entre deux modes d'intervention : l'action sociale individualisée, propre aux travailleurs sociaux mandatés par l'institution, et l'action auprès de groupes et de communautés en difficultés, propre aux militants sociaux[356]. Cette tension entre deux pôles de l'intervention sociale est aussi argumentée par la critique des modes d'action : au travail social spécialisé vient s'opposer un travail social généraliste, c'est-à-dire de multi activité ; à l'intimité privilégiée par la relation travailleur social/ayant-droit et abondée par le secret professionnel s'oppose la mobilisation collective et l'inscription de l'action dans l'espace public, ce qui implique des formes de visibilité et de transparence ; à l'urgence s'oppose la prévention ; au service public s'oppose l'action communautaire.

Aidés par des bénévoles, quelques animateurs des premiers équipements socioculturels organisent des activités qui mordent sur le terrain de l'action sociale spécialisée : au sein de la « Maison des familles » dans la ZUP n°1, un service de travailleuses familiales est mis en place, des activités pour les jeunes entendues comme actions de prévention, du soutien scolaire, de l'alphabétisation. Et plus largement, des habitants sont invités à participer bénévolement à la vie de l'équipement. Dans le fond, ces premières formes de participation des habitants à l'organisation des activités de l'équipement ne représentent pas ce que l'on a qualifié dans les pays anglo-saxons de « petite révolution tranquille du travail social ». Elle s'en inspire -et d'ailleurs les animateurs en question ont, pour la plupart, suivi des stages de formation à ces méthodes de travail social communautaire, via notamment l'ALFA- mais elle se situe dans la complémentarité davantage que dans le rejet de l'action sociale institutionnelle, et se rapproche de l'idéologie originelle des centres sociaux, telle qu'initiée au début du siècle, et qui voulait, « *pour que s'opère l'intégration du monde du travail dans le jeu des échanges qui font la société* » que « *les habitants du secteur desservi par le centre social deviennent des acteurs à part entière de tout ce qui est entrepris pour le mieux être de chacun* »[357]. Ce faisant, les animateurs redéfinissent la relation d'aide, désormais « *agencée de façon à reposer sur un rapprochement immédiat entre les protagonistes, proche de l'entraide, en ce qu'elle est nourrie du refus d'un rapport de domination fondé sur la dissymétrie aidant/aidé* »[358]. Mais associée à l'idéal de promotion collective dont participe l'action de ces animateurs des équipements socioculturels, cette forme de relations aux habitants initie une nouvelle forme de contrat social où la promotion est d'abord pensée comme entreprise morale, voire disciplinaire, de calibrage aux

---

356 Louis FAVREAU, « Le travail social au Québec (1960-2000) : 40 ans de transformation d'une profession ». In *Nouvelles pratiques sociales*, volume 13, 2000.

357 Robert DURAND, *Histoire des centres sociaux ; du voisinage à la citoyenneté*, Syros, 1996, p 43.

358 Bertrand RAVON, « L'engagement personnel : une critique sociale de l'individuation ». In *Actions associatives, solidarités et territoires*, Presses Universitaires de Saint Etienne, 2001.

normes culturelles des classes moyennes que l'on pourrait synthétiser par l'impératif de mobilité, culturelle, professionnelle, résidentielle.
Comme au 19è siècle, c'est une nouvelle « police des familles » qu'instaure le dispositif d'animation socioculturelle, et qui doit aboutir à l'individualisation des destins et à la promotion sociale : les familles feront moins d'enfants pour assurer une réussite à chacun, les enfants auront des statuts scolaires et professionnels plus valorisants que leurs pères et quitteront l'usine, les habitants des cités les quitteront tôt ou tard pour accéder à l'habitat pavillonnaire, les relations entre tous, riches et pauvres, noirs et blancs, seront pacifiées. Le modèle est en place, magnifié par ces nouveaux animateurs en pleine ascension socioprofessionnelle, d'autant plus admirés qu'ils font figure de pionniers et d'apôtres. Nouveaux clercs, ils informent sur le modèle autant qu'ils l'incarnent, dans des formes de rapports aux habitants où les notions de mérite et de confiance restent aussi vagues qu'elles sont centrales. Selon quel « *registre de justification* »[359] ces militants inscrivent-ils leur rôle de clercs dans les cités ? La réponse tient en deux mots : respect et estime, sorte de recette que préconise l'un des fondateurs de Léo Lagrange : « *Je vais essayer de trouver une formule : on ne peut réussir, d'après moi, que si l'on est à la fois respecté et estimé. Dans l'animation, il y a un tas de types estimables, des braves types, mais qui n'ont jamais fait preuve de l'autorité nécessaire dans un milieu à culture gauchisante où de temps en temps il faut savoir taper sur la table. Donc tous ces gens estimables n'ont jamais su trancher pour se faire respecter. Toute une partie de militants ont disparu parce qu'ils n'ont pas eu cette culture de la responsabilité. Et à l'inverse on en a d'autres qui n'ont fait preuve que d'autorité, c'est-à-dire qui se sont comportés en petits chefs mais n'ont pas su gagner l'estime, en payant de leur personne, en faisant preuve d'équité, en essayant de donner des signes que les individus existent en dehors de leur position hiérarchique* »[360].

Ainsi l'animation devient l'espace de réalisation d'une doctrine où se conjuguent la réussite et la morale, l'exemplarité et le don de soi. Mais un espace aussi où ces nouvelles figures de la mobilité qu'incarnent les clercs entrent sur la scène du travail social sur deux fronts : un front pratique qui consiste à se défaire des cadres institutionnels du travail social en mobilisant l'expérience personnelle et collective, et un front politique de critique des institutions quant à leur catégorisation des publics à aider. En fort peu de temps, les clercs deviennent des « experts associatifs », légitimés sur la base de leurs compétences techniques, mais aussi sur leur capacité de mobilisation collective[361].
Toutes proportions gardées, car l'on s'apercevra bien vite aussi de l'écart de position des différents acteurs des équipements socioculturels, entre ceux qui y exercent un mandat, et ceux qui y font de la figuration[362]. Un pouvoir savamment hiérarchisé se déploie, qui distribue les mandats dans les conseils d'administration à ceux des usagers les plus conformes au modèle culturel des classes moyennes, et relègue les autres à des places de figurants dont très peu pourront jouer du cadre qui leur est offert comme d'un tremplin émancipateur et d'un appui pour des carrières individuelles. Sur le terrain, on n'est pas dupe du fait que les conseils d'administration des associations affiliées au centre social du quartier sont essentiellement composés de gens appartenant aux couches salariées intermédiaires, le plus souvent dans les

[359] Luc BOLTANSKI, Laurent THEVENOT, *De la justification, les économies de la grandeur*, Gallimard, 1991.
[360] Extrait d'entretien.
[361] Frédéric SAWICKI, « La fabrication des adhérents ». In *Actions associatives, solidarités et territoires*, Presses Universitaires de Saint Etienne, 2001.
[362] C'est notamment sur ce point que le mode de fonctionnement de la plupart des équipements socioculturels diffère de celui de la MJC Corderie.

professions sociales et médicales : infirmières, animateurs, enseignants, certes souvent habitants des cités, se partagent les mandats. Mais surtout l'on s'aperçoit que « *toutes les associations où étaient représentés les habitants étaient très marquées par les blancs. Des gens du quartier, mais pas d'arabes. Ou alors très ponctuellement, pour s'arranger le coup ou pour se faire plaisir* »[363]. C'est sur cette question de la faible représentation effective des habitants des quartiers issus de l'immigration maghrébine dans les conseils d'administration ou dans les effectifs salariés, qu'une « deuxième génération » d'animateurs émerge dans les années 1970, et se positionne en critique institutionnelle forte, remettant en cause tant le travail social traditionnel que le fonctionnement des équipements socioculturels et des structures sociales telles que l'ATOM.

L'anti-racisme est à l'époque une des problématiques auxquelles s'intéressent un certain nombre de mouvements gauchistes, nés dans la filiation des luttes pour la décolonisation et des événements de 1968. Pour la plupart de ces militants politiques, les luttes contre le racisme s'inscrivent dans un vaste mouvement internationaliste de solidarité tiers-mondiste et de soutien à l'indépendance des pays colonisés ; mais certains, par affinités ou à l'occasion de mouvements locaux, rejoignent des leaders communautaires. Parmi eux, notamment à Marseille, des antillais, des algériens, ouvriers sur le port, qui se sont engagées dans les mouvements anti-colonialistes en 1954 puis en 1961, menant sur les lieux de travail une lutte pour l'égalité des statuts et des salaires, et dans les grands ensembles où ils résident une lutte « *contre l'acculturation que tentait de (leur) imposer les organisation sociales dans les quartiers* »[364]. Ensembles, ils décident de créer, dans les cités où sont massivement regroupés les immigrés maghrébins et les antillais, des associations « communautaires » -mais le terme n'est pas usité à l'époque- de promotion des immigrés et de leur culture, à l'écart de tout folklorisme, même bienveillant. Les jeunes militants gauchistes, ouvriers ou étudiants, qui participent à ces initiatives, y entrevoient, comme leurs prédécesseurs dans les équipements, l'opportunité de mettre leurs convictions au service d'une population qu'ils découvrent pour la plupart. Sur le terrain de l'action professionnelle, ces nouveaux venus instaurent un élément de rupture : l'histoire des mouvements sociaux, ils ne la connaissent pas, et d'une certaine manière « *ils prennent le train en route, dans un autre wagon que celui des institutions socio-éducatives autant que des équipements socioculturels* »[365]. Mais ce faisant, ils initient des formes d'intervention novatrices auprès des populations : de par leur illégitimité institutionnelle autant que par désir d'être au plus proche des populations qui ne sont pas intégrées dans les structures, ils se font « animateurs de rue » : « *La première image que je garde de la cité, c'est le nombre de gens, de jeunes dehors. J'ai eu envie de faire quelque chose avec ces gens, ces jeunes. A l'époque, on parlait beaucoup des éducateurs de rue. J'ai pensé qu'on pouvait aussi être animateur de rue. J'ai commencé bénévolement avec des trucs informels : j'allais dans la rue, sur le terrain de foot, et on bavardait, on jouait au foot avec les jeunes qui traînaient le soir. J'ai eu envie de monter un tournoi de foot inter-quartiers, ça a commencé comme ça. Et quand on a commencé à me voir en train de faire du foot avec les jeunes, depuis leur fenêtre, les gens me disaient de monter, les parents, pour savoir ce que je faisais là avec leurs enfants. C'est comme ça que j'ai commencé à rencontrer des gens dans la cité. Ils me demandaient qui j'étais, pourquoi je faisais ça. Là, je me suis rendu compte qu'il y avait un besoin de*

[363] Entretien Christian Pesci
[364] Entretien Blaise Fussien, militant antillais.
[365] Entretien Jean Rose, éducateur dans les quartiers nord de Marseille, et militant antillais.

dire les choses, de s'organiser autour de quelque chose. C'est là qu'on a eu l'idée, avec quelques jeunes et quelques parents algériens, de monter une association. »[366] Initiative intuitive et altruiste s'il en est, mais qui, pour beaucoup des animateurs de cette génération, est aussi habité de conviction politiques qui s'insinuent peu à peu au sein des fédérations d'éducation populaire. En 1977, la Fédération des Centres Sociaux et l'association d'enseignement aux étrangers font écho à ces initiatives et mettent en place des « *actions nouvelles pour l'intégration des travailleurs étrangers* », abondées par un financement du FAS afin de créer un programme d'actions dites « *d'animation globale en direction des populations immigrées à Marseille et dans la région, au niveau social, culturel, économique, de l'insertion, et de l'emploi* »[367]. La fédération, qui compte alors à Marseille près de cinquante équipements, met en place pour ses salariés des « *cycles de formation d'adaptation et de perfectionnement sur les problèmes des travailleurs immigrés, comment s'adresser aux populations immigrées, comment mettre en place du soutien scolaire, des cours d'alphabétisation, des soirées culturelles ou interculturelles, de la diffusion de films algériens notamment* »[368]. Jusque là, l'ATOM était la seule associations habilitée et légitimée par le pouvoir national pour intervenir auprès des populations immigrées. Mais ses foyers, installés on l'a dit dans toutes les cités marseillaises, étaient aussi les rares équipements fréquentés par les immigrés algériens et les gitans, populations « *trop spécifiques et trop inadaptées culturellement* » pour être accueillies, et recherchées par les équipements socioculturels. L'initiative de la fédération des centres sociaux de Provence, soutenue par le FAS, marque dès lors un premier tournant dans les politiques d'action sociale et éducative en faveur des immigrés et la préfiguration des enquêtes administratives qui, trois ans plus tard, imposeront la cessation des activités de l'ATOM. Cette initiative est par ailleurs aussitôt relayée par le réseau national des associations d'enseignement aux étrangers, des fédérations de l'éducation populaire et des amicales des algériens de France qui forment, pour défendre ce programme « d'actions nouvelles » d'aide et d'insertion des immigrés, le « Collectif des 41 ».

Il faut surtout souligner que ces initiatives sociales et culturelles s'inscrivent dans le contexte très singulier de ces années 1974-80 qui vont marquer un infléchissement considérable des politiques sociales à l'égard des populations immigrées, à la faveur de plusieurs éléments :
D'abord bien sûr, les effets de la crise pétrolière sur l'économie nationale qui -pour ce qui nous intéresse- vont d'une part avoir des conséquences sur le chômage en premier lieu des ouvriers sous qualifiés, le plus souvent immigrés, et sur la politique d'immigration du travail, qui est stoppée par arrêté en juillet 1974. Ensuite, eut égard aux politiques de regroupement familial et d'insertion des populations immigrées qui se mettent en place entre 1974 et 1977, on mesure l'étrangeté du dispositif territorial que constituent les quartiers HLM, car « m*is en perspective historique avec le destin résidentiel des autres migrants qu'ils ont croisé dans leur histoire, le « devenir sédentaire » des algériens prend la forme singulière d'une concentration non seulement spatiale, mais statutaire puisqu'une grande partie d'entre eux sont aujourd'hui encore locataires HLM. La dispersion dans la ville leur semble interdite et dans cet interdit se joue bien sûr quelque chose d'un destin collectif* »[369]. Enfin, et

366 Entretien Christian Pesci.
367 Rapport fédération des Centres Sociaux, 1977.
368 Entretien avec Robert HOLZOHER, directeur de la fédération des centres sociaux de Provence.
369 Michel PERALDI, « Frontière ethnique et société locale urbaine, ethnicités sédentaires à Marseille », In BEKKAR, REMY, *Ethnicité et lien social : Politiques publiques et stratégies résidentielles*, L'Harmattan, 2005.

plus généralement, les représentations de l'immigration dans ce qu'elle a de processuel autant que dans sa diversité commencent à se faire jour, comme en témoignent les politiques du FAS[370].

Jusqu'en 1960, le FAS assure des missions sociales à l'intention de « travailleurs migrants » en métropole, mais cette catégorie de travailleurs migrants ne comprend ni les femmes, ni les commerçants, et privilégie les populations issues des départements et territoires d'Outre-Mer. Le FAS instruit directement un certain nombre de dossiers administratifs concernant des travailleurs migrants[371], mais surtout travaille au soutient des associations, et principalement quatre d'entre elles : le service social d'aide aux émigrants -immigrants et transmigrants (créé en 1924)-, le service social nord africain, la commission d'aide aux nord africains dans la métropole, et l'ATOM[372]. Un premier élargissement du champ des populations concernées par l'action du FAS est signalé officiellement en 1964 lorsque les gens du voyage et les harkis entrent dans le champ de compétence du FAS sous le vocable : " *populations posant des problèmes d'adaptation analogues aux migrants* ". Mais ces changements restent longtemps de l'ordre de directives administratives énoncées par le Conseil d'administration du FAS, en cohérence avec la politique du ministère des affaires sociales, de celui de l'intérieur et surtout de la direction de la population et des migrations (DPM), le FAS étant longtemps « *une administration à faible niveau de conscience politique* »[373]. Jusqu'en 1973, où apparaissent au conseil d'administration du FAS des représentants des organisations syndicales, en même temps que les représentants du patronat, en nombre égal ; et où, surtout, des changements importants se font jour dans le recrutement du personnel. En 1968 le FAS recrute la première descendante d'un travailleur immigré (née d'un mariage entre un algérien et une française), en 1971, une militante au PS et un indépendantiste guadeloupéen proche des courants Mao, en 1973, un autre militant PS et en 76 une militante de la LCR, par ailleurs très engagée dans les mouvements féministes ; jusqu'au ministère des finances qui détachera une militante PC, et enfin en 1977 la première " beur ", fille d'immigrés algériens et deux secrétaires-dactylos kabyles. De par ces recrutements et la mise en place d'un conseil d'administration paritaire, la décennie 1970 est marquée au FAS par les dissensions internes au personnel, entre un courant « révolutionnaire » et un courant « réformateur », mais surtout par des conflit entre le personnel et la direction. Mais au-delà de ces conflits internes qui affectent essentiellement les modes d'organisation du FAS, les débats qui en participent ouvrent sur la question plus vaste des missions de l'organisme et de ses conceptions de l'immigration et des populations bénéficiaires. En pleine période de réforme des politiques migratoires, le personnel du FAS met en débat la notion d'immigré, qui prend un sens désignant des réalités différentes, renvoyant même à des populations nées sur le territoire national qui n'ont jamais connu le voyage migratoire ; sorte de glissement sémantique de renvoi à l'origine des individus. De même, un début de débat s'instaure en interne sur l'appréhension statistique des populations originaires de l'immigration et sur l'instauration d'une telle catégorie face aux deux seules catégories juridiquement valides de nationaux et

[370] On reviendra longuement sur cette période dans la partie suivante, sur le rôle du FAS et de certains acteurs de ces changements de vision et de traitement des populations immigrées, pour montrer plus précisément leur importance dans l'émergence d'une « élite issue de l'immigration et des cités ».
[371] En particulier les dossiers d'accès aux droits en matière sociale et de santé, ainsi que les dossiers de succession des migrants décédés en métropole.
[372] Avant la création du FAS, ces associations étaient financées par le ministère de l'intérieur et affaires sociales et suivies par des " contrôleurs sociaux de la main d'œuvre nord africaine "
[373] Entretien avec Anne GOLUB.

étrangers ; une interrogation éthique porteuse du risque de délégitimation des français par acquisition. Enfin, il se fait l'écho de militants associatifs des communautés migrantes, «*choqués par les différences de traitement mais aussi les différences culturelles*» dont font l'objet les populations bénéficiaires des services des quatre grandes associations soutenues par le FAS.

Dans la même veine contestataire, en 1974, Daniel Carrière, alors consultant au centre de développement de l'OCDE ainsi qu'auprès des Nations Unies, est commis par la Cour des Comptes pour administrer une enquête sur le dispositif d'accueil des immigrés en France, dans le cadre du programme d'analyse des «coûts et rendements des services publics». Très vite, avec les référendaires de la Cour des Comptes et l'ambassadeur de France en Algérie qui est membre de ce comité d'enquête, il se met d'accord pour administrer cette investigation à Paris, Lyon et Marseille. Les conclusions de cette enquête rapportent trois éléments essentiels, commentés par Daniel Carrière : « *premièrement le dispositif administratif était largement dépassé, pas pertinent, et ça prenait, en particulier à Marseille avec l'ATOM, un aspect tout à fait particulier ; deuxièmement les associations en place étaient des détournements de missions publiques sans avoir les moyens du fonctionnement public, et les pratiques y étaient curieuses ; troisièmement, les habitants n'avaient pas droit à la parole. En face de cela, peu d'autres choses, sinon des initiatives comme celle de la CIMADE, une frilosité certaine des milieux politiques et religieux par rapport aux problèmes de l'immigration, et je n'ai pas gardé un souvenir impérissable de l'action socioculturelle de l'époque en matière d'accueil des immigrés dans les équipements* »[374]. Et en conclusion du rapport, il est précisé que « *tant qu'il n'y aura pas de reconnaissance des droits associatifs pour les immigrés, il n'y aura pas de promotion sociale*. »

Mais pour reconnaître les droits associatifs des étrangers, il faut abroger le décret-loi de 1939 qui leur interdit l'élection aux conseils d'administration, ce qui ne sera fait que par la modification de la Loi de 1901 en 1981. En attendant, et forts de cette conjonction entre les administrations nationales en matière de politique sociale pour les immigrés et un milieu militant local qui commence à s'intéresser aux populations immigrées, les animateurs de rue créent les premières associations locales, affichées non communautaires mais plutôt sur des objets sociaux liés au logement et à l'insertion des jeunes, où les immigrés sont principalement représentés : « *Il faut savoir ce qu'on veut : soit on joue la carte de l'apaisement, et on se met le plus souvent du côté du plus fort, moi, je ne voulais pas me mettre du côté du plus faible, parce que ça fait un peu curé, mais me mettre du côté où il me semblait qu'il y avait le plus de besoins. Et le besoin n'était pas du côté des 4 ou 5 familles françaises qui manipulaient l'amicale des locataires, mais du côté des familles arabes qui n'avaient pas de lieu pour se réunir, pas d'activités pour les enfants. Et puis, avant 1981, les étrangers ne pouvaient pas faire partie des conseils d'administration des associations. Nous, on a triché. On a mis des gens sensés être de nationalité française. Ils ne l'étaient pas, mais la préfecture ne leur a pas demandé de présenter leur carte d'identité...* »[375]. Au sein de ces associations, des activités socioculturelles s'organisent, notamment en faveur des enfants d'immigrés algériens. Ce dispositif associatif favorisera l'accès de jeunes des cités issus de l'immigration aux métiers de l'animation, et c'est encore dans ce type de configuration sociale que va s'élaborer le recrutement des Beurs dans les années 1980. Dans ces initiatives de promotion des

374 Entretien avec Daniel Carrière.
375 Entretien Christian Pesci.

jeunes enfants d'immigrés, les animateurs de cette deuxième génération de militants sociaux sont soutenus par un certain nombre de personnalités locales politiques ou de l'action sociale et éducative, qui voient venir, à l'instar des salariés du FAS et de quelques hauts fonctionnaires « arabophiles » du Quai d'Orsay, la fin des politiques d'assimilation des immigrés et critiquent déjà l'idéologie fortement dominante qui envisage le retour des travailleurs migrants dans leurs pays d'origine. Les dirigeants de l'ADRAFOM[376], du CEFISEM[377] et du CEFREM[378] sont de ceux là, et favoriseront à la fois la représentation des immigrés, notamment maghrébins, et de leurs enfants dans les associations de quartiers, à la fois les liens entre ce « nouveau » milieu associatif et les institutions, notamment sociales et scolaires, à la fois le renouveau de relations pédagogiques entre la France et l'Algérie par la mise en place de dispositifs partenariaux de formation des enfants et des adultes. Ce dispositif de valorisation des immigrés et de leurs enfants viendra bientôt s'adosser aux problématiques de la ville et au grand chantier des années 1980 : la réhabilitation des cités.

[376] Association pour le développement régional des actions de formation des migrants.
[377] Centre de Formation et d'Information pour la Scolarisation des Enfants de Migrants.
[378] Centre de Formation de Recherche sur les Echanges Méditerranéens.

5. La réhabilitation

En 1975, les auteurs du fameux « Livre blanc des HLM » signifient le « nouveau » problème des cités : « *L'aspiration à un nouvel art de vivre jette une lumière plus crue sur les méfaits de l'urbanisation actuelle et nourrit une revendication plus vive pour un habitat réellement social, moins ségrégatif, satisfaisant mieux les besoins des usagers et prenant davantage en compte l'avenir* »[379]. L'urgence n'est plus à la construction, on exclut d'ailleurs la construction de grands ensembles, et l'on admet en avoir fini avec la crise du logement d'un point de vue quantitatif. C'en est fini de ces « étranges formes urbaines » telles que les décrivait Marcel Cornu : « *Des immeubles d'habitation de plus en plus longs ou de plus en plus hauts, assemblés en blocs qui ne s'intégraient pas aux villes existantes. Ces blocs (qui) s'en différenciaient ostensiblement et parfois, comme systématiquement, s'en isolaient. Ils semblaient faire « ville à part ». Surtout, ils ne ressemblaient pas à ce qu'on avait l'habitude d'appeler ville.* »[380]. Le rapport Barre fait écho aux termes du livre blanc et pose les bases de la réforme de 1977 qui réduit l'aide à la pierre au profit de l'aide à la personne, faisant brutalement chuter le rythme de la construction des grands ensembles en favorisant une nouvelle forme d'habitat : le pavillon, et l'accession à la propriété. Mais l'avertissement du livre blanc reste sévère, entérinant les menaces qui avaient été déjà annoncées dans le rapport de la DATAR en 1971[381] : les cités sont en train de basculer vers ce que l'on appelle déjà la « spirale de la dégradation »[382]. Et davantage, on entre dans l'ère des figures de la dégradation[383].

Dégradation du bâti d'abord, non pas que celle-ci se manifeste en premier dans l'histoire des cités, mais plutôt qu'elle soit la première à être prise en compte par les aménageurs et la première revendiquée par les habitants. Peut être aussi que le bâti vient en premier, dans les discours et dans les recours, parce qu'à la différence des autres composantes affectées par la dégradation, le bâti en soi n'a pas fait l'objet d'une espérance sociale au-delà de son attractivité qui devait lui permettre d'être juste un moment du processus de mobilité, et qu'à ce titre il semble plus facile d'en traiter les défaillances.
Mais même s'il n'est pas, dans bien des cas, à la mesure de la plainte, le problème de la dégradation du bâti n'en est pas moins important. D'une part dans les cités de transit et autres cités d'urgence dont l'utilisation perdure bien au-delà des prévisions, et qu'il s'agit de détruire ; d'autre part dans les cités de (plus ou moins) grands ensembles qui, sur fond de crise pétrolière, mériteraient bien plus qu'un coup de fraîcheur sur les façades. Pour autant, d'une part « *les interventions massives qui bouleverseraient des quartiers entiers devront laisser place à un enchaînement d'opérations plus modestes, plus respectueuses du patrimoine existant et de ses*

---

379 Union sociale pour l'habitat, Propositions pour l'habitat : livre blanc / Union nationale des HLM. Supplément à la revue HLM, 244, 1975.
380 Marcel CORNU, *Libérer la ville*, Casterman, 1977, p 60.
381 *Images de la France de l'an 2000*, DATAR, 1971. Dans ce rapport, les auteurs promettaient déjà la fracture spatiale et sociale, avec des villes ségréguées : les riches dans les centres-villes, les pauvres « exécutants à faibles revenus » et les « immigrés peu intégrés » dans les banlieues, ces dernières devenant toujours plus dégradées et isolées.
382 Spirale qu'évoquent de nombreux rapports, et en particulier ceux de Peyrefitte (rapport sur la prévention et la sécurité, 1977) ou Dubedout (Ensemble, refaire la ville, 1983).
383 Michel PERALDI, *Entre logeurs et logés, T1 : les figures de la dégradation,* CERFISE, 1987.

occupants »[384], et d'autre part il n'est plus question que l'Etat s'engage à couvrir les déficits financiers et les augmentation de budget sur ces opérations administrées par les communes[385]. Entre le simple coup de peinture et la démolition, il faut désormais trouver des formes douces mais efficaces de requalification urbaine et architecturale du bâti dégradé, associées à une gestion locale rigoureuse des primes PALULOS accordées par l'Etat[386]. Challenge difficile si l'on tient compte du fait que la manne de l'Etat autant que les techniques brutales des bâtisseurs-démolisseurs n'ont pas permis, jusqu'alors, de maintenir le bâti en (bon) état ; si l'on tient compte aussi du fait que la plupart des bailleurs sociaux affichent des comptes très déficitaires, en plus d'une gestion déplorable du peuplement que traduisent les importants taux de vacance ; si l'on tient compte enfin des permanentes défaillances techniques (ascenseurs, vide-ordures, éclairage, chauffage, eau), et ce dès la livraison des immeubles, dues le plus souvent à des défauts de construction et au manque d'entretien. Bref, nombre de petites choses qui pourrissent la vie quotidienne des habitants et sur lesquelles les bailleurs s'arrachent les cheveux. Pourtant, on ne s'étendra pas sur la question du bâti, d'abord parce que l'état du bâti ne constitue pas le cœur des motivations de ces nouvelles opérations HVS[387], et il suffit, pour s'en convaincre, de mesurer l'absence ou la légèreté des études techniques qui auront présidé au choix des cinquante premiers quartiers français ayant fait l'objet d'une opération HVS à partir de 1977. Mais surtout parce que *réhabiliter*, ce n'est pas *rénover*. Réhabiliter, ce n'est en effet pas seulement mettre en œuvre « *un programme de réfection, un renforcement de la surveillance, du gardiennage, bref, cet ordinaire technique par lequel se gèrent d'habitude ce type de problèmes* », c'est restituer « *un état, des droits ou des privilèges perdus, (de sorte que), il en va avec la « réhab » d'un engagement moral, d'une restauration en dignité* »[388].

La dimension morale dont participent le terme et les actions de réhabilitation est ambiguë : elle tient autant d'une entreprise de protection de la (vraie) ville face à la « *transformation anarchique (des quartiers nouveaux) qui fait peser sur notre société la menace d'une très dangereuse ségrégation sociale* », que d'une entreprise de restauration « *à la normale* » du cadre et des conditions de vie des habitants des cités[389]. Pour le coup, les rapports d'évaluation de l'époque ne manquent pas d'exemples et d'arguments sur ces questions : on y décrit les « *signes de dégradation et de pauvreté sociale et culturelle* », les problèmes de voisinage autant que ceux d'insertion à « *la ville normale* » liés à une « *homogénéité des origines socio-économique associé à l'hétérogénéité des origines nationales* » des

[384] Circulaire du 3 Mars 1977 relative au fonds d'aménagement urbain du groupe interministériel habitat et vie sociale.
[385] VIIè plan, dit « plan Barre », alors premier ministre et ministre des finances.
[386] PALULOS : Prime à l'Amélioration des Logements à Usage Locatifs et à Occupation Sociale. Cette prime, qui peut être assortie d'un prêt accordé par la caisse des dépôts et consignations, est attribuée pour les logements HLM de plus de 15 ans afin de mettre les logements en conformité avec les normes minimales d'habitabilité et de réaliser des travaux visant des économies d'énergie, la maîtrise des charges, le renforcement de la sécurité des biens et des personnes d'effectuer des travaux d'adaptation aux besoins des personnes handicapées, etc.
[387] Dans les textes circulaires relatif au « fonds d'aménagement urbain et au groupe Habitat et vie sociale », la question de la « dégradation physique de certains grands ensembles » est traitée en 6 lignes, sur les 8 pages que représente le texte.
[388] Michel PERALDI, Michel SAMSON, *Gouverner Marseille. Enquête sur les mondes politiques marseillais*, La découverte, 2005.
[389] Circulaire du 3 Mars 1977 relative au fonds d'aménagement urbain du groupe interministériel habitat et vie sociale.

habitants « *pour la plupart sans expérience urbaine, à la recherche d'un équilibre* », les troubles de voisinage, la délinquance, l'alcoolisme, la toxicomanie, et l'insécurité. On y décrit aussi les incuries, dus à la division fonctionnelle du travail au sein même des organismes logeurs, à la complexité des liens entre les institutions partenaires du logement social, et surtout au « *mépris des logeurs pour les habitants* ». On y décrit enfin « *l'essoufflement des associations de locataires* », le « *manque de longévité des leaders associatifs* » pour la plupart issus de ces classes moyennes qui vont quitter les HLM pour accéder à la propriété privée, et « *le désintérêt des populations migrantes* », devenues pourtant, dit-on, majoritaires dans le logement social, « *pour la vie et l'action collectives* »[390].

Voici donc les figures de la dégradation des grands ensembles :
. celle du bâti, des services qui y sont afférents et des logiques de peuplement, que l'on avait réduit à une relation binaire entre logeurs et logés dont on mesure alors l'absence de gestion sociale et le besoin de médiateurs. A ne pas tenir les grands ensembles et leur aménagement en état, les organismes logeurs en ont réduit l'attractivité pour de nouveaux habitants solvables, mais ils n'en n'ont pas réduit et contenu les dangers moraux que représentent les classes populaires.
. celle de la situation économique, sociale et culturelle de leurs habitants qui signifie l'échec des fonctions rédemptrices et normalisatrices de la cité[391]. Les grands ensembles sont déclarés obsolètes en raison même de la logique qui les portait. Le mécanisme de mobilité ascendante a si bien marché que les populations solvables pour qui cet habitat avait été conçu l'ont délaissé au profit de l'accès à la propriété, alors que s'amorçait la faillite générale du système fordiste et l'incapacité où elle mettait les institutions de perpétuer, pour les nouvelles générations, les mécanismes de l'ascenseur social. Ceux qui succèdent peu à peu aux classes moyennes entrent au contraire dans un cycle de précarisation plutôt que de promotion sociale. Le tremplin se fait nasse, la cité radieuse prend des airs maussades. Issus des derniers mouvements migratoires rameutés par les ultimes secousses de la croissance, les nouveaux locataires des grands ensembles, occupant les positions les plus fragiles de l'espace économique industriel, se sont mués en chômeurs et travailleurs précaires, désormais incapables d'assurer les coûts financiers d'une mobilité résidentielle. Des captifs ont succédés aux mobiles, l'homogénéité sociale prend le pas sur la diversité des cultures et des mondes professionnels.
. celle de l'intention politique de mixité et de mobilité : on le croit désormais, l'habitat ne peut pas devenir le lieu de réconciliation sociale avec les classes populaires, même s'il n'existe pas de relation univoque entre le degré d'homogénéité sociale dans les cités et le type de rapports sociaux[392]. A défaut, il faut réconcilier les classes populaires avec leur habitat, et aussi avec elles mêmes. C'est cette utopie nouvelle que porte la réhabilitation : celle d'un recours en dignité pour les classes populaires habitant les cités.

En quelque sorte, il s'agirait de réhabiliter non pas les cités, mais ceux qui les habitent dans un double sens du terme « habiter » : ceux qui y résident (locataires et co-propriétaires) et ceux qui lui donnent une âme, un sens social et politique. Ces

[390] Eléments tirés de plusieurs rapports d'évaluation des quartiers, rédigés par des travailleurs sociaux, des militants associatifs, ou des équipes de sociologues et urbanistes, sur la période 1975-1983.
[391] Michel PINCON, *Les HLM, structure sociale de la population logée*, Agglomération de Paris, 1968.
[392] Michel PINCON, *Cohabiter. Groupes sociaux et modes de vie dans une cité HLM*, Plan construction et Architecture, Collection "Recherches", 1982.

derniers, ce sont des habitant parfois, mais seulement certains d'entre eux, ceux qui sont visibles (symboliquement, les plus visibles sont ceux dont on parle : les immigrés, les familles nombreuses, les jeunes…) et audibles (les râleurs, les plaignants). Ce sont aussi ceux que l'on appelle les « acteurs » du logement social : les représentants de l'institution, du concierge à la secrétaire du bureau HLM en passant par l'ouvrier d'entretien, l'assistante sociale, l'instituteur, l'infirmière ou l'éducateur, les militants sociaux, présidents d'associations ou animateurs, et toute la nébuleuse des petits acteurs du quotidien qui ne tardent pas à devenir des figures notabiliaires, de l'épicier du quartier qui fait crédit au jeune à qui l'on ne donnait pas cher mais qui s'en est sorti, en passant par la mère-courage qui en dépit des difficultés et des malheurs nourrit son monde, tient ses fils dans le droit chemin, émancipe ses filles sans les laisser s'encanailler, et dénonce aux bailleurs comme aux services sociaux les injustices de sa condition.

La réhabilitation, c'est aussi l'apparition sur la scène publique des cités, de « nouveaux » acteurs locaux qui s'attribueront la mission de conduite de la concertation et de la participation des habitants, autant qu'ils participeront à la création d'un discours sur les cités et ceux qui les habitent : les équipes de sociologues, et ceux que l'on a appelé les « jeunes issus du milieu » ou encore la « génération banlieue ».

Les sociologues et urbanistes donc, ces fameux « *amis* » des militants sociaux avec qui ils partagent « *souvent les mêmes perspectives quant au développement de la culture populaire* »[393]. Leur intervention démarre, de manière exemplaire, avec les expériences menées par Daniel Béhar et son équipe de ACADIE à Meaux, celles du CERFI sur le quartier de l'Alma-gare à Roubaix, et celles de Michel Anselme et le CERFISE dans le quartier du Petit-séminaire à Marseille. On retiendra singulièrement ces groupes de chercheurs, parce qu'ils font trace non seulement par les actions et innovations qu'ils ont fondées mais aussi par leur contribution à la sociologie. De telle sorte que les Maîtrises d'œuvres Sociales (MOS), les Régies de quartiers et les formes de concertation dont ils sont les fondateurs et dont ils furent les premiers acteurs, étaient d'abord des objets à penser et nommer le social des cités qui vont marquer durablement l'ensemble des dispositifs militants et institutionnel de développement social et urbain et dans la sémantique du « quartier ».

Le Cerfise, c'est tout à la fois un groupe plus ou moins fluctuant de chercheurs et d'opérateurs, l'investissement local d'un champ des sciences sociales, et un courant de pensée et d'action. Sa naissance tient à la conjonction de plusieurs éléments : une époque d'abord, celle des années post-68, qui voit monter dans les milieux intellectuels et activistes gauchisants les idées de l'antipsychiatrie et de la critique institutionnelle. C'est aussi la volonté d'expansion et de décentralisation du CERFI[394], collectif de recherche autogéré créé par Félix Guattari en 1966 auquel s'associent Michel Foucault et Gilles Deleuze entre autres, et qui initie notamment un vaste débat intitulé « désir et politique » relayé par de nombreux groupes locaux en France. C'est enfin la rencontre pour certains, et le croisement pour d'autres, d'un certain nombre de personnes qui, entre les études de sciences sociales et humaines plus ou moins abouties à la fac de Aix, l'activisme politique dans différents groupuscules gauchistes, et d'improbables lieux d'expérimentation hors de

[393] Voir Séverin Montarello cité plus haut.
[394] Centre d'étude, de recherche et de formation institutionnelles.

l'académisme universitaire, partagent l'ambition de faire de leur lieu de travail un terrain politique, et inversement.
Et puis, la petite histoire dont chacun aura sa version[395] : quelques uns traînent dans les réunions de « désir et politique » ou les groupes d'antipsychiatrie de l'hôpital de Montperrin qui se réunissent à Aix, auxquelles participent Hervé Maury et Anne Quérien du Cerfi et, « *au gré des gens et des choses qui s'agrègent et se désagrègent, au gré des personnages plus charismatiques que d'autres qui prennent les choses un peu en pointe, au gré des choses qui se parlent dans les bars de Aix et des retrouvailles d'après 68, le CERFISE va exister. Peut être des statuts sont déposés en préfecture, peut être quelques études sur le statut du travail vont être réalisées…, en fait on va vivoter, avec quand même, au milieu, Michel Anselme et Paul Saadoun*[396]*. Eux vont penser que le Cerfise peut être un bel instrument de travail.* ».
Peu à peu, à la faveur des intérêts et des compétences des uns et des autres mais surtout de « *plein d'embrouilles néo-mondaines* » qui produisent d'improbables rencontres avec des élus ou hauts fonctionnaires locaux, quelques études sont confiées au Cerfise, et l'on se souvient notamment de celle sur la cité de Frais Vallon pour la mise en place du contrat HVS. De proche en proche, à la fin des années 1970, un véritable noyau (une « cellule » même, aux dires de certains) va se stabiliser pendant plusieurs années, constitué de six personnes[397] et de trois objets de recherche : le travail, la nature et les cités. « *Des thématiques de travail qui se construisent : ville-habitat-logement comme un axe fort, à la suite de l'étude sur Frais Vallon qui pose déjà des choses, puis la grande expérience du Petit Séminaire qui va construire tout ce qui sera utilisé ensuite ailleurs dans le logement social et la réhabilitation. A côté, il y a cet autre grande thématique sur le vert, les loisirs, les espaces naturels, les premiers travaux sur la forêt et les espaces péri-urbains, premiers gros contrats avec le ministère de l'environnement. Et puis cette autre thématique sur le travail qui intéresse surtout Robert Weisz* ».

Sur ces trois grands thèmes se fonde aussi un système de travail : à partir de chacune des thématiques, il s'agit de générer une circulation entre étude, recherche et formation, comme autant de manières de travailler, sans privilégier l'une par rapport à l'autre. Ce système circulatoire est à double effet : un effet de production (de savoir et d'échanges) et un effet d'émulation (entre les membres du Cerfise, entre eux et d'autres collectifs de chercheurs, et enfin entre collectifs de chercheurs et opérateurs sociaux et institutionnels). Mais ce système circulatoire déborde aussi la place du Cerfise et celle de chacun de ses membres, en prenant au sérieux et presque au pied de la lettre un certain nombre d'insertions de l'introduction des « équipements du pouvoir »[398] sur deux propositions : celle de tout objet matériel (par exemple la cité) et immatériel (par exemple la nature) comme équipement collectif, et celle de la perméabilité entre vie professionnelle et vie privée. Ces deux propositions participent de « l'investissement libidinal » de ces collectifs sur leurs relations et leurs travaux, investissement que décrit très subtilement Liane Mozère

[395] Les références et citations qui suivent sont extraites en particulier d'entretiens avec Michel Péraldi, Jean Louis Parisis et Yves Ronchi, mais aussi de conversations informelles avec nombre d'acteurs de cette « histoire », membres du Cerfi et du Cerfise, ou personnes qui, à titre professionnel, politique ou personnel, ont croisé leur route.
[396] Qui quittera ensuite le Cerfise pour s'investir dans une carrière de cinéaste et producteur.
[397] Michel Anselme, Michel Péraldi, Yves Ronchi, Jean Louis Parisis, Robert Weiss à Marseille, et Hervé Maury qui fait des allers-retours entre le Cerfi à Paris et Marseille.
[398] François FOURQUET, Lion MURARD, *Les équipements du pouvoir*, Recherches, T XIII, 1976.

dans les insertions autobiographiques de sa thèse d'habilitation[399], et qui met en perméabilité mutuelle le désir, le savoir et l'agir.

La petite histoire est sans doute différente pour la coopérative Acadie que dirige Daniel Béhar[400], mais les deux collectifs se retrouvent, au même moment, sur les mêmes objets : la réhabilitation de cités « très dégradées » dans lesquelles « plus personnes ne veut aller » et dont les bailleurs sociaux autant que la puissance publique ne savent que faire.
Ils s'y retrouvent pour les raisons sociologiques et politiques que l'on a évoquées plus haut, sans doute aussi par un de ces hasards de circonstance qui les fait rencontrer le bon décideur au bon moment et, « *au pied de la lettre, parce qu'il n'y avait personne ! Ailleurs, on s'est cassé les dents, parce qu'il y avait le PC, ou parce qu'il y avait des stocks de travailleurs sociaux qui nous bloquaient l'entrée. On ne pouvait pas entrer dans des lieux quadrillés soit politiquement par les grands appareils, syndicats et partis, soit communautairement par les groupes de migrants ou les associations telles que l'ATOM, soit militairement par le FLN comme dans certains bidonvilles* ».

Dans les cités, il y entrent aussi parce que *« l'appel aux sciences sociales dépend alors de la politique concertative dite de Nouvelle Société mise en place à la suite de la secousse de 1968* » à l'initiative de la Mission de la Recherche Urbaine (MRU) du Ministère de l'Equipement alors dirigée par Michel Conan[401]. C'est cet « appel aux sciences sociales », porté aussi par le Plan Urbain et par le Plan Construction du Ministère de l'Equipement, et par le Ministère de l'environnement, que des équipes comme le CERFI, ACADIE ou le CERFISE vont pouvoir investir sur la durée. Une durée que leur autorisent les crédits tant financiers que de reconnaissance que leur accordent ces institutions ministérielles, et qui donne le temps de la production intellectuelle. La dimension militante et expérimentale de ces collectifs de chercheurs peut dès lors devenir *expérimentaliste*, au sens scientifique : la production d'une sociologie empirique et dynamique.

Ils s'y retrouvent enfin parce que, comme pour les militants sociaux dont on a parlé précédemment, les cités sont le terrain d'aventures sur lequel ils peuvent adosser leur carrière, là où l'usine, l'institution sociale ou l'université leur demanderait une adhésion politique à laquelle ils ne veulent se soumettre, et des pré-requis de compétence ou de diplômes qu'ils n'ont pas. Car ils sont eux aussi -un peu comme les éducateurs de rue ou les militants sociaux dont on a parlé précédemment- de cette génération de classes moyennes en crise, que la logique d'ascension sociale des années 1950-70 condamne mentalement à être plus que leurs pères, mais que leurs logiques militantes et passionnelles obligent à recomposer : « *Ce n'est pas un problème personnel, mais générationnel : l'ascenseur social, c'est quoi ? C'est le désir d'être autre chose que tes parents ; une série d'agencements de désirs qui font que tu as des aspirations, comme disent les sociologues. Qu'elles soient comblées ou pas, peu importe, elles te portent quand même. Si on avait été 50 ou 80 ans auparavant, on aurait fait des carrières coloniales : on aurait fait l'école des cadres coloniaux, on aurait pris le bateau et on serait allé en Afrique, en Algérie sans doute.*

399 Liane MOZERE, *ibid*.
400 Nous n'avons pas les sources biographiques directes permettant de la restituer avec précision et certitude.
401 Pierre LASSAVE, *Le ministère urbain des sociologues ; approche d'une configuration intellectuelle dans la France des années 80*, Thèse de doctorat, EHESS, 1995. p 32.

Sur les cités, on a fait finalement des beaux parcours de recomposition de nos destins sociaux, des parcours impossibles aux conditions normales »[402]. La Cité du Petit Séminaire à Marseille, celle de l'Alma Gare à Roubaix ou d'autres, ne deviennent plus seulement des lieux et espaces de travail, mais des éléments de leur professionnalité, à la double condition de la professionnalité : au sens du salariat, en tant que chercheurs « *hors statut* » (CNRS ou universitaire s'entend) dans leurs structures autonomes, ce qui ne leur était pas accessible à l'Université ou au CNRS au regard de leur « *moitié de maîtrise* »[403]. Mais professionnalité aussi au sens du recours en légitimité, comme dirait Boltanski, qu'ils peuvent mobiliser. Si ces collectifs de se constituent sur une base militante et se veulent réformateurs de la sociologie, c'est avec « *une volonté non pas pédagogique mais démonstrative* ». Ils deviennent très vite des chercheurs professionnels tenant des positions scientifiques et politiques sur des questions de recherche, et plus sur des questions militantes : « *quelque chose d'une perspective weberienne ou maussienne presque, comme exigence de retotalisation de savoirs cloisonnés* » doublée d'une logique méthodologique qui les crédite d'une « *capacité à voir et construire des positions de terrain* » dans les cités où personne ne veut aller pour faire la démonstration que « *les cités peuvent être gérées de manière dynamique, conflits compris* »[404].

Les voici donc eux aussi, « hommes éclairés » aux cotés des clercs, à tenter leur promotion autant que celle des habitants dans les cités. Pendant plusieurs années de présence quotidienne, ces équipes vont désormais se centrer sur la tâche qu'est la réhabilitation elle-même, en négocier les conditions et la réalisation, réguler les rapports sociaux qu'elle implique, établir des principes d'autorité. Du cœur de cette tâche va émerger le véritable objet et enjeu de la réhabilitation, centré sur le rapport locatif et ses effets : la question des espaces publics de parole[405].

C'est dans le quartier de l'Alma-gare à Roubaix que se crée le premier Atelier Populaire d'Urbanisme au sein duquel les habitants du quartier sont représentés dans le dialogue avec les pouvoirs publics, en vue d'une réhabilitation du quartier[406]. La rencontre entre des chercheurs du Cerfi et des acteurs de l'atelier de Roubaix passe par l'expérience que Gérard Grass et quelques autres du Cerfi menaient au centre Désirée Clary, équipement pour la petite enfance à Marne-la-Vallée, expérience de définition et de qualification des équipements dans les villes nouvelles. Ils y rencontrent l'architecte Pastrana qui déjà, avec l'école de Lille, participe aux premières séances de l'Atelier populaire d'urbanisme à Roubaix, et leur propose de s'y joindre pour y initier une réflexion collective sur les équipements intégrés au quartier. Une équipe du Cerfi va ainsi accompagner, dans le quartier de l'Alma-gare, la réflexion sur : « *comment on fait pour que les équipements collectifs soient pris dans un dispositif participatif ? comment on peut mettre en œuvre une conception participative de l'urbanisme ? et à qui on remet les clefs ?* »[407]. En parallèle de ces réflexions se pose, dans ce quartier particulièrement touché par le chômage, la question de l'emploi local des habitants. Liant les deux, les acteurs de l'atelier populaire et du Cerfi participeront à la création de coopératives : une

[402] Entretien Michel Péraldi
[403] Michel ANSELME, entretien avec Pierre Lassave, *ibid*.
[404] Entretiens avec Michel Anselme, et Michel Péraldi, réalisés par Pierre Lassave, *ibid*.
[405] Michel ANSELME, *Entre logeurs et logés, T V : La médiation ambiguë*. Cerfise, 1990.
[406] Sabine DUPUY, Nora GIACOBBE, *L'Alma-Gare à la croisée du temps*, Rapport au Ministère de l'Equipement, 1989.
[407] Entretien avec Charles BOUZOLS, acteur de l'atelier à Roubaix, puis chef de projet sur le quartier, réalisé par Didier Bonnet.

imprimerie, une entreprise de bâtiment et une régie de quartier dont les salariés sont en charge de l'entretien de la cité. Ces initiatives initieront les expériences et le débat sur la représentation et la participation des habitants à la vie et au développement de leur quartier.
Cette représentation des habitants participe, selon l'analyse de Catherine Neveu, de trois modèles. D'abord, le modèle des « almagariens », dont les figures et les modalités d'action sont issues du mouvement ouvrier, construisant des rapports de force avec la puissance publique autour de revendications liées au logement et à la qualité de vie dans la cité. Ensuite, le modèle des comités de quartier, instances plus conformes à l'idéal de démocratie représentative locale répondant aux aspirations des classes moyennes autant que de la municipalité. Enfin, le modèle du DSQ qui émerge dans les années 1980 et qui va peu à peu engluer les deux autres dans la gestion bureaucratique des procédures, obligeant leurs figures traditionnelles à se professionnaliser ou disparaître[408]. Au Petit Séminaire, la participation des habitants va se jouer différemment, notamment parce que le second modèle, celui d'une représentation démocratique des classes moyennes, n'existe pas. En revanche, le premier -celui s'apparentant au mouvement ouvrier- va s'immiscer avec force dans le processus de concertation à travers ce que Michel Anselme qualifie de « *OPA des Maghrébins* »[409].
Commencent alors, dans ces cités, la préfiguration d'un vaste mouvement de chantiers urbains qui gagnera, au cours de la décennie 1980, l'ensemble des procédures de développement social des quartiers : requalifier l'espace du logement, transformer l'image de la cité et celle que les habitants ont d'eux-mêmes, les réintégrer dans la communauté urbaine, et dynamiser la cohabitation.
Faisant, dix ans plus tard, le bilan de ces expérimentations, Anselme et Béhar préviennent : investir sur le thème de l'implication des habitants dans la gestion urbaine est « *un des derniers atouts maîtres de la crédibilité du politique vis-à-vis du citoyen* »[410]. Et cet investissement se joue d'abord dans le face à face entre logeurs et logés. Lorsque la cité n'est plus vivable, et/ou plus gérable, les institutions de logement social ont à énoncer un projet sur les « *conditions politiques de la cohabitation, en premier lieu à l'échelle de ces quartiers, mais aussi de la commune ou de l'agglomération toute entière. Quelles politiques pour quelles populations ? Et quelle place leur assigner ?* »[411]. Alors Anselme prévient : « *il n'y a pas de bonnes solutions techniques aux situations de cohabitation, il n'y a que des solutions négociées, ce qui implique que ceux qui sont concernés verbalisent leur demande* »[412]. Et il donne la clé : il faut aller du bruit à la parole, c'est à dire passer de « *la vie longtemps calfeutrée, étouffée, à laquelle l'institution ne prêtait pas d'existence et qui brutalement sourd* »[413], à la parole proférée, la conversation aussi, tendue par « *le désir de l'Autre, de la situation, de cet échange bientôt ritualisé* »[414]. Parole sans laquelle il n'y a pas de « *projet politique clair qui énonce dans un même mouvement les règles et le sens social qu'on doit leur accorder* »[415] ; parole qu'il faut construire aux conditions de l'accessibilité, de l'équité et de la visibilité pour qu'un projet soit légitime, et reconnu comme tel.

---

[408] Catherine NEVEU, *Citoyenneté et espace public. Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*, Presses Universitaires du Septentrion, 2003.
[409] Michel ANSELME, *Ibid*.
[410] Michel ANSELME, Daniel BEHAR, *Gérer le quartier : un avant-goût de démocratie ?* Plan Urbain, 1990.
[411] Michel ANSELME, *ibid*, p 193.
[412] *Ibid*, p 92.
[413] *Ibid*, p 58
[414] *Ibid*, p 61.
[415] *Ibid*, p 195.

Qu'on y soit bien attentif : il ne s'agit pas là d'une douce rêverie emprunte de discrimination positive et de démocratisation des rapports entre logeurs et logés. Ce qu'énoncent ACADIE et le CERFISE dans les premières MOS, ce sont les conditions même de définition de l'arène politique dans laquelle se joue la réhabilitation : « *au nom de quels ordres de légitimité agissons-nous, de quel droit ? Jusqu'où faut-il aller dans les troubles et les recompositions engagées ? Entre plusieurs voies possibles, laquelle est non pas la plus efficace ou la plus vraie, mais la plus juste, légale et bonne, comme dirait Paul Ricoeur ?* »[416].

Par leur entremise, la cité devient ce qu'elle a finalement toujours été : le lieu de l'intégrité de ceux qui l'habitent, au double sens du terme. Au sens de la totalité : non pas le logement + le centre social + la rue et la place + autant de minuscules définition sociales que de familles, mais un tout ensemble, irréductible aux noms qu'on lui donne et aux regards qu'on lui porte. Et intégrité aussi au sens de probité, de sens moral et de conscience, qui ne sont pas étrangers au sentiment d'appartenance et aux jeux de rôles afférents.
A travers les MOS, la cité devient aussi un espace public, au sens politique du terme qu'en donnait Habermas[417], et la participation des habitants, leitmotiv des politiques de la ville depuis bientôt trente ans, prend ici une toute autre envergure que celle du vœu pieu, de la complaisance ou même du mépris que la puissance publique donne souvent à voir. Les MOS vont expérimenter les conditions de la mise en œuvre et de la pérennité d'un véritable espace public de débat. C'est à dire un espace investi et pratiqué par chacun des acteurs : des habitants -propriétaires et locataires-, des représentants mandatés et décisionnaires des logeurs, des aménageurs, des administrations, des intervenants sociaux ou éducatifs, des élus. Le caractère public d'un tel espace repose sur deux règles essentielles : celle de l'accessibilité, c'est à dire la possibilité pour tous ceux qui le désirent de pouvoir y entrer, et celle de « *l'équivalence formelle des positions, c'est à dire la garantie pour chaque acteur d'être traité à l'égal de tous les présents, d'y être considéré comme l'un parmi d'autres.* ».
Dès lors, l'enjeu de la réhabilitation n'est pas de trouver des compromis raisonnables susceptibles de préserver la paix sociale, mais de comprendre de quoi participe la dignité de l'Autre pour construire et énoncer un projet sur les conditions politiques de la cohabitation, à l'échelle de la cité, mais aussi de la ville. C'est une arène politique où s'énoncent les règles du vivre-ensemble et le sens social qu'on veut leur accorder ; non pas aux conditions recevables de ce que l'on a prévu d'octroyer aux habitants, mais aux conditions construites ensembles[418].

Cette coproduction d'un espace public de débat dans les cités va favoriser l'entrée en scène d'un certain nombre de « *nécessaires intermédiaires sociaux* »[419]. Ainsi, aux cotés des équipes des premières MOS, la fin des années 1970 voit aussi émerger comme une « troisième génération » de clercs, après les militants de l'action catholique et de l'éducation populaire des années 1940-60, et les gauchistes et autres transfuges du Parti Communiste des années 1960-70[420]. Une génération

---

416 Michel PERALDI, In Michel Anselme, *ibid*, p 230.
417 Jürgen HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1986.
418 Numa MURARD (Dir.), *Pauvres et citoyens ? Faites vos preuves !* Rapport de recherche au FAS, TRASS, Mai 1995.
419 Michel ANSELME, Daniel BEHAR, Ibid.
420 Danielle BLEITRACH, Jean LOJKINE, Ernest OARY, Roland DELACROIX, Christian MAHIEU, *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*, Editions sociales, 1982.

composée de ceux que les précédentes ont « fait monter », du moins sur la scène publique des cités et que la France découvre au détour du mouvement Beur des années 1982-85.

6. L'institution diffuse

On ne reprendra pas ici en détails le récit de l'histoire de ces acteurs du mouvement Beur et d'une nouvelle forme de militance et d'action associative très largement décrite par ailleurs[421]. Rappelons toutefois que l'émergence de cette *génération*, sur la scène médiatique puis dans les mondes professionnels de l'animation, est rendue possible par la conjonction, là encore, de plusieurs éléments :
. l'engagement volontariste d'une partie des acteurs institutionnels et associatifs des années 1970 et du début des années 1980, sur le thème de la restauration en dignité des populations immigrées et de leurs enfants, oubliés des trente glorieuses,
. la « politique des grands frères » qui visait à réhabiliter le vécu, l'expérience et la culture d'origine comme outils de travail social et de promotion,
. le désir et les aspirations des jeunes en question, relayé souvent par celui de leurs mères,
. la nécessité politique pour l'ensemble des élus en place localement et pour la gauche nationale de (re)conquérir les territoires -sinon un électorat-[422].

Partout dans les cités, y compris (et peut être surtout) dans celles qui étaient réputées les plus difficiles, des chrétiens, des communistes, des travailleurs sociaux, s'employaient à donner une forme militante au face à face avec les gens du peuple, avec les supports pédagogiques des plus fantaisistes aux plus pragmatiques :
Le Secours Catholique, le Secours Populaire, ATD Quart Monde, mais aussi parfois des Comités d'Intérêt de Quartier assuraient de la distribution alimentaire, et parfois une aide financière. On trouvait un suivi médical via les camions sanitaires itinérants de l'ATOM et de la CIMADE. L'alphabétisation, l'aide en économie sociale et familiale, le planning familial pouvaient être assurés tant au sein des équipements socioculturels (notamment les centres sociaux) par des professionnels, que par des bénévoles dans les associations, voire de manière indépendante comme on l'a vu dans certaines cités où l'instituteur venait dans les familles le soir aider aux devoirs, ou l'infirmière qui s'employait à informer ses voisines sur la contraception. Les communistes étaient aussi très présents auprès des populations des cités dont ils étaient eux-mêmes souvent habitants et ils eurent une importante influence dans

---

[421] Adil JAZOULI, *Les années banlieue*, Seuil, 1992.
Ahmed BOUBEKER, Alain BATTEGAY, *Parcours et mouvances associatives : entre affirmation d'un droit de cité et gestions politiques*. ARIESE, rapport au FAS, 1996.
Catherine WIHTOL de WENDEN, « Naissance d'une Beurgeoisie », in *Migrations et Sociétés*, Vol 2, n° 28, 1990. et : « Les associations "beur" et immigrées, leurs leaders, leurs stratégies », *Regards sur l'actualité*, n° 178, fév. 1992.
Azouz BEGAG, Christian DELORME, *Quartiers sensibles,* Seuil 1994.
Didier LAPEYRONNIE, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue. française. de sociologie*, vol. XXVIII, n° 2, avr.-juin 1987
Rachid BENZINE, Christian DELORME, « Jeunes militants musulmans de banlieue », *Etudes* n°3, 1997.
Myriam BOUREGBA-DICHY, « Des militants maghrébins de la deuxième génération en France », *Tiers Monde* n°123, 1990.
Jocelyne CESARI, « L'émergence d'une élite intermédiaire parmi les Franco-Maghrébins », *Annuaire de l'Afrique du Nord,* t. 28, 1990.
Ahmed GHAYET, *La saga des Beurs d'origine marocaine en France,* Eddif, 1997.
[422] Michel PERALDI, Michel SAMSON, *Ibid*.

notamment trois domaines : en forçant à la représentation des habitants, et en particulier des immigrés, dans les conseils d'administration des structures sociales ; en jouant des réseaux politiques d'élus locaux et de représentants des offices HLM pour faire obtenir des logements ou éviter des expulsions ; en permettant aux plus jeunes -via les activités politiques et festives- de sortir de leur cité, de rencontrer d'autres gens. Sans oublier le rôle que jouèrent certains religieux, notamment les prêtres ouvriers de la Mission de France, les Jésuites du collège de Provence et quelques autres religieux « gauchisants » un peu marginaux dans l'église.
Enfin, il faut rappeler toutes les initiatives plus ou moins individuelles de bonnes volontés : ceux qui montèrent des activités de loisirs, une bibliothèque, voire une épicerie ; et tous ceux qui se portèrent caution de jeunes mineurs ou d'étrangers pour aider à la création d'associations.

Ces engagements de principe, de convictions, furent relayés par un certain nombre de dispositifs institutionnels qui permirent à un grand nombre de jeunes des cités d'accéder à une expérience professionnelle dans le milieu de l'animation. On a parlé déjà, à propos de la fin de l'ATOM, des infléchissements dans les politiques relatives aux migrants et au statut socioprofessionnel des étrangers qui, au cours de la décennie 1974-84, cessent d'être des politiques d'appel à la main d'œuvre pour se centrer sur la thématique de l'intégration. Situation inédite dans l'histoire des politiques de l'immigration selon Vincent Viet, d'abord parce que l'état renonce à son mode de régulation traditionnel qui consistait, en période de récession, à renvoyer les étrangers dans leur pays d'origine, soit par des mécanismes incitatifs soit par des mécanismes contraignants ; ensuite, parce qu'il n'est plus seulement question de devoirs envers les étrangers mais de droits des étrangers : droit au regroupement familial, droit d'expression syndicale, droit d'association, et plus largement droits sociaux en matière de santé, d'aide familiale, de travail, de formation, et de logement[423].
Ces infléchissements dans les politiques relatives aux immigrés ne sont pas sans lien avec les dispositifs de réhabilitation des grands ensembles dont on a parlé plus haut. Pas seulement parce que les immigrés sont très largement présents dans le logement social, mais aussi parce que les MOS vont être, entre autres dispositifs, des instruments d'absorption politique, sinon professionnelle, des enfants d'immigrés. Les ateliers artistiques (photo, vidéo, théâtre) qui sont créés à l'occasion de ces maîtrises d'œuvre, mais surtout les régies de quartiers, sont autant de lieux et d'espaces sociaux que les jeunes des cités vont pouvoir investir pour tenter de s'y construire des postures militantes, voire des statuts professionnels. De même, en bordure des MOS, l'ensemble des acteurs sociaux de ces dispositifs (collectifs d'habitants, centres sociaux, équipements de quartiers) va cristalliser ses ambitions de promotion collective à l'intention de ce nouveau public permettant à ces jeunes d'entrevoir un champ de possibles relatif à leurs aspirations.
On a longuement décrit par ailleurs les trajectoires sociales et professionnelles que ces mobilisations militantes ont favorisées[424], mais l'on rappellera ici que ces trajectoires socioprofessionnelles de jeunes de cités sont aussi venues s'adosser sur un certain nombre de procédures institutionnelles nées du discours sur l'urgence sociale à traiter le mal des banlieues, de la mobilisation des militants sociaux de terrain, de la

---

423 Vincent VIET, *La France immigrée. Construction d'une politique (1914- 1997),* Fayard, Paris, 1998
424 Claire DUPORT, Michel PERALDI, *Action culturelle, politiques de la ville et mobilité sociale : la longue marche des classes moyennes*, Rapport au Plan Urbain, FAS, DIV, Ministère de la Culture, 1998.
Claire DUPORT, *Gestion des cités et militantisme, les nouveaux entrepreneurs socioculturels*, Rapport au PUCA, sept 2000.

médiatisation des émeutes des étés 1981 et 1982, et des marches des beurs qui s'en suivront.

Lorsque le 3 Décembre 1983, à l'issue de plusieurs semaines de marche de ville en ville, de rencontres publiques et de manifestations locales, près de 100.000 « jeunes des banlieues » s'installent Place de la Concorde à Paris pour une grande manifestation festive et militante « contre le racisme et pour l'égalité », les chroniqueurs de l'époque semblent découvrir un visage méconnu de la France. On était encore marqués par les événements de l'été 1981, inscrits dans les mémoires comme « les émeutes des banlieues » sur fond d'images de voitures incendiées et de centres commerciaux pillés par des jeunes des cités. Le gouvernement, dirigé par Pierre Mauroy, s'était montré réactif à ces événements, créant dès le 23 décembre 1981 la Commission pour le Développement Social des Quartiers (DSQ)[425], pour « lutter contre la ghettoïsation des quartiers défavorisés » ce qui, de toute façon, faisait déjà partie des promesses électorales du PS lors de la campagne pour les présidentielles de Mai 81.
S'appuyant sur les avis motivés et les expériences sociales et politiques d'un petit groupe d'experts, le gouvernement avait mis en place dans l'été suivant les émeutes quelques dispositifs tels que les Zones d'Education Prioritaires (ZEP) pour lutter contre l'échec scolaire, les Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance (CCPD), ou les Missions Locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. De manière expérimentale, seize, puis vingt-deux quartiers repérés dès les années 1970 comme « difficiles » et qui faisaient l'objet de procédures Habitat et Vie Sociale (HVS), sont retenus pour la mise en place de ces nouvelles procédures. Plus tard, lors de la signature du IXème Plan en 1984, cent quarante-huit quartiers de France seront identifiés et désignés, sur la base un peu hasardeuse de critères de déficit sociaux (tels que, par exemple, les taux d'échec scolaire, de chômage, de familles nombreuses), urbanistiques (dégradation du bâti, absence d'aménagements urbains, manque de services publics), et économiques (taux de revenus des ménages, bénéficiaires des prestations sociales). Ces quartiers devaient accueillir et porter ces nouveaux dispositifs, en quelque sorte se constituer comme des relais de l'état dans l'expérimentation du DSQ.
On espérait de ces mesures volontaristes qu'elles soient provisoires et circonscrites aux territoires et aux populations défavorisées alors identifiés ; on espérait en fait qu'en quelques temps, ces dispositifs permettraient une sorte de remise à niveau acceptable pour un état de droit républicain. On parlait alors de dispositifs sociaux d'exception, conçus pour renforcer la politique de droit commun par mesure dérogatoire, sur des territoires eux aussi d'exception de par leurs caractéristiques déficitaires. Et l'on croyait, vraiment, à la puissance du creuset français comme modèle empirique non seulement d'intégration républicaine, mais aussi d'équité et d'égalité. C'est aussi que l'on pensait (et la plupart des rapports d'évaluation de l'époque l'affirment) que la situation déficitaire des banlieues était essentiellement le fait de négligences de l'état, en termes d'intervention ou d'incitation, à maintenir la qualité de vie dans les cités. Et que donc -réponse du berger à la bergère-, s'il y avait eu déficit d'intervention de l'état, des mesures volontaristes et précisément appliquées aux domaines, aux populations et aux territoires déficitaires, permettraient un re-équilibrage du niveau et de la qualité de vie sur l'ensemble du territoire national et pour l'ensemble de ses habitants. Il fallait, disait-on dans les rapports de préfiguration du DSQ qui rappellent étrangement ceux qui avaient été

[425] Qui ne sera officialisée que 5 ans plus tard, par décret 86-183 du 6 février 1986, sous le titre de Commission Nationale pour le Développement des Quartiers (CNDSQ).

produits six ans plus tôt pour HVS, s'attaquer aux deux problèmes à la source du « malaise des banlieues » :

Premier problème : le bâti et les effets de vieillissement prématuré et de dégradation souvent dus à la mauvaise qualité des matériau de construction, de coûts de gestion des charges collectives dû à des équipements techniques inadaptés au nombre de logements et d'habitants par immeubles et aux modes de consommation (ascenseurs, vide-ordures, chauffages collectifs). Des problèmes particuliers, selon les sites, liés aux logiques de peuplement et à la multiplicité des modes de gestion HLM, publics et privés. En pleine crise pétrolière, il fallait intervenir, d'urgence, sur ces problèmes, ne serait ce que pour limiter les coûts domestiques de ce mode d'habitat, sinon pour améliorer le quotidien. Aux programmes médiatiques pour les économies d'énergie des années 1970-72, avaient succédé une réflexion plus large autour du groupe HVS animé par Robert Lion, alors Directeur de la Construction. Mais au fur et à mesure qu'on réhabilitait les quartiers très dégradés, d'autres le devenaient et les premiers vieillissaient à nouveau.

Deuxième problème : la délinquance. Conséquence, disait-on, de tous les autres problèmes sociaux (familles trop nombreuses, chômage, échec scolaire, pauvreté économique et culturelle, inhospitalité du bâti, isolement, désaffection du lien social…), et cause de la plupart des maux : insécurité, dégradations et violences urbaines. La révolte de jeunes de la cité des Minguettes à Vénissieux et le « Juillet noir » de cet été 1981 renvoient la France en général et les acteurs des politiques urbaines en particulier à quelques évidences démographiques et sociales qu'on avait négligées : très majoritairement, et à la faveur du départ massif des classes moyennes vers l'habitat pavillonnaire, les grands ensembles HLM sont désormais habités par des populations plus pauvres qu'avant, et des immigrés. Choc autant qu'effet miroir : avec les révoltes de banlieues, c'est autant le mythe du retour des immigrés que celui de la mixité sociale des cités qui s'effondrent définitivement. Et début de prise de conscience : la puissance publique mesure ses déficiences[426], les habitants des cités sortent du mutisme, et l'opinion publique souscrit à l'idée -menaçante ou compatissante- de quartiers et de populations « en difficultés » aux portes de nos villes.
On entre, pour ainsi dire, dans une deuxième époque de la politique de la ville. Aux problématiques urbaines des années 1950 à 80 succèdent les problématiques sociales et urbaines ; à la réflexion sur la construction, l'aménagement et la gestion des grands ensembles, succède la réflexion sur le développement social des cités ; au slogan « faire la ville » des grands projets urbanistiques, succède « ensemble, refaire la ville »[427], comme une injonction à tisser du lien social.

Cet « ensemble (refaire la ville) » est aussi une injonction à la participation des habitants, que certes les procédures HVS avaient déjà clamé mais qui avait été peu mise en œuvre. Ainsi, lorsque le CNDSQ identifie les 148 sites déficitaires qui vont contractualiser pour une première mission dans le cadre du IXème plan, il les choisit aussi de par la présence sur le terrain d'acteurs proches du PS et soucieux de ce qu'on appelait alors « le problème des banlieues en difficultés » : intervenants dans des quartiers en procédure HVS, militants associatifs, élus locaux, sociologues et

[426] Le 17 décembre 1982, Gilbert Bonnemaison présente au gouvernement son rapport « face à la délinquance : prévention, répression, solidarité », et met en place le conseil national de prévention de la délinquance (CNPD)
[427] Hubert DUBEDOUT, *Ensemble, refaire la ville*, La documentation française, 1983

urbanistes… On les choisit pour ce qu'ils disent, ou écrivent, des problèmes des banlieues, des pauvres, des jeunes, des immigrés ; et pour ce qu'on connaît 6ou qu'on soupçonne- de leur capacité à « aller au charbon », en paroles et en actes, là où les uns -les habitants des cités- ne savent pas, et où les autres -la puissance publique institutionnelle- ne peuvent pas.
C'est en ce sens, et peut être seulement en ce sens, que le dispositif de DSQ est unique dans l'histoire des politiques sociales et urbaines françaises : non pas parce que l'état initie des procédures d'exception territorialisées, mais parce qu'il le fait sur recommandation -sinon sur instruction- de « gens de terrain », sans mandat ni prérogative institutionnelle, ayant seulement, pour qualité requise, une opinion sur les banlieues et la manière de traiter ses maux[428]. Ils sont habitants, ou anciens habitants des cités, ou travailleurs sociaux, instituteurs, animateurs, ou encore administrateurs d'associations et, des plus illustres au plus modestes, ces acteurs vont initier et expérimenter localement, puis relayer et modéliser auprès de CNDSQ, des actions sociales en faveur des habitants des cités.
Mais surtout, ils vont participer à la montée et à la visibilité des jeunes de la « génération banlieues », dont la première sortie publique s'affiche sur les écrans télévisés ce jour de Décembre 1983 Place de la Concorde. Ils en seront pour certains les porte-parole[429], pour d'autres les organisateurs locaux, et pour la plupart enfin, plus discrètement, les incitateurs auprès des jeunes des cités qu'ils fréquentent.

Cet événement, suivi des autres « marches des beurs » de 83 à 85, a plusieurs effets :
D'abord, il met en visibilité publique une représentation positive et dynamique des jeunes des cités que l'on croyait assignés, selon les points de vue, soit à retourner au pays avec leurs pères, soit à des destins précaires dans l'attente d'une hypothétique assimilation, soit à la délinquance ou la marginalité. Ce jour là, les jeunes des banlieues répondent à l'image du caillaisseur révolté qu'on s'était forgée d'eux, par celle du citoyen revendiquant son appartenance à la communauté républicaine. Satisfaction de ceux qui les ont accompagnés jusque là, et soulagement des autres : une génération est en train d'apparaître, sur laquelle on est en droit de faire reposer les espoirs d'émergence d'une « élite issue des cités »[430].
Ensuite, l'organisation de l'événement aura permis d'initier les participants à bien des aspects pratiques de la vie militante et collective. Pour préparer la première les « marches », pendant plusieurs mois, les collectifs locaux de toutes les régions auront appris à se reconnaître et se connaître, échanger et se coordonner. Ce faisant, c'est aussi un réseau national qui commence à se constituer, fondé autant sur des relations interpersonnelles que sur des réputations, et qui trouve une première expérience d'expression collective lorsque tous se retrouvent à Paris[431].
Enfin, et c'est un élément déterminant, outre l'expérience de l'action collective, ces jeunes militants font l'apprentissage du discours sur les cités et ceux qui les habitent,

---

[428] Le texte de loi qui officialisera le CNDSQ le précise d'ailleurs : « La commission a pour mission, dans le cadre des contrats de plan Etat-régions pour le développement social des quartiers en difficultés, d'étudier et de proposer au Gouvernement les actions de toutes natures propres à prévenir des dégradations physiques et sociales de ces quartiers. » JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, 8 février 1986 page 2258.

[429] On se souvient par exemple de Christian Delorme, prêtre du diocèse de Lyon dans la cité des Minguettes, et l'un des principaux initiateurs de cette première « Marche des beurs ».

[430] Ahmed BOUBEKER, Alain BATTEGAY, *Parcours et mouvances associatives : entre affirmation d'un droit de cité et gestions politiques*. ARIESE, rapport au FAS, 1996.

[431] Sophie BODY-GENDROT, « L'émergence des élites dans les quartiers défavorisés », in *Elites et médiations dans le monde interculturel*, Presses Universitaires de Paris la Sorbonne n° 7, 1995.
Malika CHAFFI, *Les associations issues de l'immigration depuis la loi d'octobre 1981*, Agence pour le Développement de Formation, d'Information et de Coordination, 1989.

sur eux mêmes en quelque sorte, et sur les grands thèmes qui portent le militantisme social depuis un siècle : la pauvreté, le logement, l'immigration. Ce faisant, il s'approprient et renouvellent les catégories du social, du politique et du culturel, à partir desquelles se construisent autant les représentations que l'on a de la banlieue, des jeunes, des pauvres, ou des immigrés, que les cadres de l'action publique.

C'est ainsi que cette mise en scène et en intrigue de l'actualité urbaine va faire plus, et mieux, que son effet médiatique immédiat : elle met ceux qui y participent en position de devenir les porte-parole d'une génération, et les acteurs sociaux des territoires dont ils sont issus[432].
Au croisement de lieux et de liens s'initie alors un processus collectif de mobilité sociale, alimenté des héritages du militantisme social, et articulé aux dispositifs socioprofessionnels de l'animation socioculturelle, l'action sociale ou les politiques de la ville[433].
Il s'en produira des parcours et des trajectoires, individuels ou collectifs, « typiques » de ces engagements militants, et les sociologues ne s'y sont pas trompés en y reconnaissant une « génération ». Mais certes pas une génération que l'on pourrait réduire aux catégories de l'âge (les jeunes… des années 80), ou de l'origine (issus « du milieu » comme on disait dans les premiers dispositifs d'insertion, sous entendu de l'immigration et des cités). Plutôt une génération au sens de groupe d'acteurs du renouvellement des cadres moraux et des registres d'action sur les manières d'habiter la ville et d'y vivre ensemble.

Ce cadre moral et ces registres d'actions s'indexent sur la revendication et de la moralité, et de l'altérité. Cette double revendication tient de l'argument culturel, celui de la double culture ou au contraire de la francité, celui du droit à la différence porté par SOS racisme ou au contraire du droit à l'indifférence porté par France Plus[434]. La lutte contre la montée du Front National, le thème de la « nouvelle citoyenneté » qui différencie la citoyenneté de la nationalité, le droit de vote local pour les étrangers, seront autant de thème portés par cet argument culturaliste alimenté de la montée d'un milieu artistique et festif que représentent bien à l'époque les groupes Carte de Séjour ou Zebda.
Elle tient aussi du discours sur l'exclusion et la relégation urbaine. A ce discours s'adosseront des sujets de mobilisations aussi divers que l'abolition de la double peine, l'attention des comportements policiers à l'égard des jeunes immigrés et plus généralement la criminalisation des jeunes de banlieue[435], la montée des « grands frères » méritants face à l'échec de l'action sociale traditionnelle, et la représentation des immigrés dans la vie politique[436].

Les institutions des politiques de la ville et les acteurs locaux de terrain vont s'appuyer sur cette génération banlieue, autant que sur le dynamisme associatif des cités pour faire émerger et monter des « élites issues du milieu ». Peu d'activités spécifiques sont à l'époque proposées pour les adolescents dans les équipements socioculturels. De

---

[432] Sonia FAYMAN, *Le devenir d'associations créées dans les années 1980 par des jeunes issus de l'immigration*, FAS-ACT, 1997.
[433] Claire DUPORT, « Militants sociaux : passation diffuse d'une génération à l'autre », In *Jeunesse et génération(s), jeunesse et transmission*, EMPAN n° 50, juin 2003.
[434] Ahmed BOUBEKER, Alain BATTEGAY, *Cultures urbaines, expérience des quartiers et travail de conviction : la construction des mondes de banlieue*, rapport intermédiaire au FAS, 1997
[435] Voir notamment, Loïc WACQUANT, *Les Prisons de la misère*, Raisons d'Agir, 1999.
[436] Voir en particulier sur ce sujet Olivier MASCLET, *La gauche et les cités, enquête sur un rendez-vous manqué*, La dispute, 2003.

plus, ces jeunes sont susceptibles d'y croiser leurs mères ou leurs petits frères alors même que ce qu'ils cherchent d'abord, en dehors de l'école, c'est de pouvoir se rencontrer entre eux, entre garçons et filles, ce qui n'est pas toujours au goût des parents. C'est donc plutôt autour des activités de petites associations de loisir ou de soutien scolaire, ou encore dans les clubs de prévention qu'ils font leurs premières expériences collectives, puis d'animation dans les centres de loisirs et les colonies de vacances organisés par les fédérations d'animation. Parallèlement, beaucoup d'entre eux fréquentent des associations locales où l'on milite contre le racisme. Car c'est tout un réseau associatif qui est présent dans les cités, des chrétiens aux gauchistes, où les jeunes se retrouvent et se construisent une identité politique[437].
Dans chaque cité, ils sont une poignée de jeunes, souvent dont les parents ont immigré d'Algérie, à fréquenter assidûment les associations. Ils ont entre quinze et vingt ans au début des années 1980, lorsque se mettent en place les premières « expérimentations » des stages d'insertion et autres formations pour des jeunes « issus du milieu ». On est en pleine effervescence du pré-DSU, et ces jeunes sont au coeur de la mouvance associative dont ils ont appris les rouages, et par surcroît, ils veulent s'en sortir. Ils passent le BAFA, financé par les équipements sociaux qui les emploient ensuite sur des vacations. Avec quelques militants qui voient en eux la relève, ils accèdent à des postes moins précaires, ou montent leur propre association. Deux filières s'avéreront particulièrement productives : le DEFA 300, et les formations à l'animation dans le cadre des stages d'insertion du projet Schwartz[438].

Partant du constat que l'inégalité entre les jeunes c'est d'abord le chômage, Bertrand Schwartz propose de simplifier les formules de stages, d'associer les jeunes à la vie de la cité, de faciliter l'accès des jeunes au logement par des aides financières et juridiques. Son ambition est de substituer à la logique de l'échec et de la sélection celle de la réussite fondée sur l'autonomie, la confiance et la capacité créatrice des jeunes. Pour ce faire, la mission d'insertion que dirige Bertrand Schwartz mettra en place, dès 1982, les PAIO (permanences d'accueil et d'orientation pour l'insertion) et les Missions locales, sortes d'ANPE pour les jeunes de 18 à 25 ans sortis de formation sans diplômes ni emploi. 60 missions locales sont constituées en 1982, il y en aura 310 en 1997. Et surtout, cette mission aidera financièrement et légitimera de nombreuses formations à l'animation que proposent des associations locales. Ces stages d'insertion permettront la formation de dizaines de milliers de jeunes aux métiers de l'animation, mais essentiellement sur les brevets de basse qualification, BAFA et BAFD. Mais pour autant que ces formations ne suffisent pas en soi à envisager des carrières dans l'animation, elles permettront aux jeunes qui en bénéficient d'infléchir leurs parcours en émargeant *a minima* sur petits boulots saisonniers. La plupart utiliseront la rémunération de ces emplois pour argent de poche, ce qui est déjà pas mal pour souffler un peu et profiter de quelques loisirs ; et certains profiteront de ce salaire d'appoint pour reprendre ou poursuivre des études pour lesquelles leur famille ne peut subvenir. Mais quelques uns toutefois se serviront de ce dispositif comme tremplin à la fois à la poursuite de formations dans le social ou le socioculturel, et à la fois à l'insertion dans le milieu associatif, initiant ainsi de véritables carrières.

---

[437] Jacques ION, « De la formation du citoyen à l'injonction à être soi : l'évolution des référents dans le champ de l'action socio-culturelle », in *Espaces et Sociétés*, n° 38-39, 1981.
[438] Bertrand SCHWARTZ, alors professeur de sciences de l'éducation à l'université de Paris-Dauphine, est nommé en 1981 par Pierre MAUROY pour une mission d'étude sur la formation initiale et professionnelle des jeunes.

Le DEFA 300, quant à lui, est mis en place à l'initiative du Ministère de la Solidarité en 1982. L'objectif de cette formation était de « *faire accéder 300 jeunes adultes définis comme étant issus de milieux défavorisés, au Diplôme d'Etat aux Fonctions d'Animateur*[439]*, diplôme reconnu de travail social* »[440]. Cette formation se met en place rapidement dans de nombreuses villes françaises, s'appuyant sur les administrations du Ministère et des écoles de travail social ou des associations pour réaliser les contenus de formation. En fait, le seul pré-requis de recrutement pour l'entrée dans ces formations se jouera sur un critère de discrimination positive, à savoir l'appartenance des candidats à un groupe minoritaire (dans le cas présent, il ne s'agit pas seulement d'une minorité quantitative, mais surtout d'un groupe socialement faible) ayant fait l'objet d'une discrimination, c'est à dire ayant été « oubliés » dans le processus de professionnalisation des militants. Dans ces premières formations, on trouvera dès lors principalement des jeunes issus de l'immigration maghrébine et des cités, mais aussi quelques jeunes déscolarisés très tôt, d'autres sortant de prison. De tels espoirs de renouveau pèsent sur cette formation que l'année suivante, la procédure étend pour devenir le DEFA 4000. A la différence les stages d'insertion, les profils de sortie de formation sont plus homogènes. Car le DEFA est un diplôme de niveau II qui ouvre de bien plus intéressantes perspectives professionnelles que les brevets d'animation. Aussi, si nombre des jeunes qui bénéficieront entre 1982 et 1985 de cette formation d'exception n'iront pas jusqu'à la finalisation du diplôme[441], la plupart de ceux qui l'obtiendront feront des carrières dans l'animation socioculturelle, accédant assez rapidement à des postes de cadres dans les équipements socioculturels.

Mais au-delà des effets quantitativement faibles de ces dispositifs, ce qu'ils initient, c'est une posture et une pensée symboliquement très fortes : la discrimination positive.

En France, le levier communautaire dont pourrait participer la logique de discrimination positive n'est pas envisageable. La conception française de la citoyenneté est en effet antagonique de toute forme de communauté et d'identité dont les personnes d'origine étrangère pourraient se revendiquer publiquement ; et puis, l'on croit à la force du creuset français et au nécessaire arrachement des individus à leur communauté[442]. Reste le levier territorial, celui sur lequel s'adossent toutes les politiques de la ville depuis bientôt trente ans qui, en mettant en exergue les processus de regroupement des populations exclues dans les cités, produit paradoxalement un phénomène d'ethnicisation de la question urbaine[443]. Cette

---

[439] Le DEFA est un diplôme de niveau II, créé en 1974 et délivré sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse et des Sports. Une sélection d'entrée est nécessaire comprenant un écrit de culture générale, et un entretien de motivation.

[440] *L'opération DEFA 300, ses problématiques et ses enjeux*. Actes de la table ronde des 3 et 4 février 1986 à Lyon, ARIESE.

[441] Ce qui n'a rien de singulier si l'on tient compte du fait que seulement 6% des candidats au DEFA suivent la formation dans sa totalité et obtiennent le diplôme (source Jeunesse et Sports). Ce taux très faible est principalement dû au fait que la formation au DEFA se déroule en alternance formation-emploi sur une période longue d'au moins 3 ans, entrecoupée de stages ; hors, beaucoup de candidats soit n'ont pas les moyens d'investir si longtemps sur une formation, soient trouvent un emploi stable entre temps.

[442] Dominique SCHNAPPER, *La France de l'intégration, sociologie de la nation en 1990*, Gallimard, 1991.

[443] Nadir BOUMAZA, « L'ethnicité dans la question urbaine en France », In *Courrier du CNRS* n°82, 1996.

logique territoriale est certes empreinte de bonnes intentions et permet, comme le préconise le rapport Cheix « contre la précarisation et la pauvreté »[444], d'analyser la pauvreté comme un fait social lié aux logiques de peuplement des villes. Elle permet aussi de ménager les aspirations des habitants par nombre de mesures d'aide portant sur l'emploi, l'éducation, la justice, la formation, la prévention et les loisirs[445].
Mais il faut bien reconnaître à l'instar de Jacques Donzelot, que « *l'horizon pratique du débat sur la discrimination positive manque de clarté* » et que les politiques de la ville de la période DSQ seront un peu un fourre-tout d'initiatives locales et nationales dont l'enthousiasme et le volontarisme n'effacent pas l'absence de lisibilité et d'évaluation. On voit en effet, entre 1984, date de signature du premier contrat de plan sur le DSQ, et 1989, date de signature du contrat suivant, une multitude de procédures dérogeant au droit commun être mises en place : les ZEP dans le domaine de l'éducation qui favorisent la création de postes d'enseignants et d'animateurs dans les établissements scolaires, et qui attribuent des crédits pédagogiques et des bonifications pour les personnels. Dans le domaine de la prévention de la délinquance, des conseils communaux sont créés, animés par des éducateurs de rue et l'Etat finance des milliers d'Opérations Prévention Eté ; mais aussi il crée le comité interministériel de lutte contre la toxicomanie. Dans le domaine de l'aménagement urbain, la mission Banlieues 89 réalise 116 opérations en 5 ans, associant un maire et un architecte. On renforce la sécurité urbaine par les Contrats d'Action Prévention pour la Sécurité dans la ville (CAPS). Et l'Etat multiplie les incitations favorisant la formation et l'emploi, en finançant des initiatives telles que les régies de quartier, les stages de formation et les missions locales ; et il crée, en décembre 1988, le Revenu minimum d'insertion (RMI).
Le rapport Lévy fait le bilan de ces années d'effervescence[446]. Il y souligne le rôle essentiel du DSQ dans les politiques de gestion urbaines, sans lequel « *aucune action décisive n'y aurait été menée* » et qui a permis de « *mettre fin à une espèce d'extra-territorialité de ces quartiers* », le tout à moindre coût pour l'Etat. Mais, s'il souligne que seul ce type de dispositif d'exception pouvait enclencher un processus de requalification sociale et urbaine des quartiers, il précise aussi que le dispositif doit désormais passer par des modes de gestion plus classiques et des processus de contractualisation plus formels, et s'étendre à des zones territoriales plus vastes, intégrant une plus grande diversité des ressources. C'est la fin du DSQ, et la mise en place du Développement Social Urbain (DSU).

Dans les dix années qui suivent, on assiste au développement de deux processus déjà présents dans le DSQ :
D'abord la consolidation de l'élargissement de l'échelle territoriale, à l'échelle de la ville, puis de l'agglomération, le contrat de ville ne devenant plus que le « volet social » du contrat d'agglomération.
Ensuite la multiplication des dispositifs et des sites bénéficiaires. Au moment de la signature du XIIème Plan en 2000, on compte alors 1300 quartiers retenus comme territoires prioritaires, 600 comités locaux de sécurité et de coordination pour la prévention de la délinquance, 50 grands projets de ville, 30 opérations de renouvellement, 4 contrats d'agglomération, 41 nouvelles zones franches urbaines (ZFU) s'ajoutant aux 44 existantes, 216 villes qui entrent dans le cadre du programme URBAN de la communauté européenne, 10 projets validés par le programme

[444] Groupe de travail interministériel, 1981.
[445] Cadre des misions d'intervention du DSQ.
[446] Bilan/perspectives des contrats de plan de développement social des quartiers, LEVY, commissariat général au Plan, 1988.

national de rénovation urbaine… le tout administré par des milliers d'agents de développement, d'animateurs, d'adultes-relais et autres médiateurs, et géré par un inextricable organigramme de responsables, du niveau le plus local du quartier à celui de l'Etat.
Les contrats locaux d'éducation, les contrats de sécurité, les programmes d'habitat, les procédures d'accès à la prévention ou aux soins et tous les dispositifs de lutte contre l'exclusion, ont certes des effets directs dans les cités et les villes, mais ils viennent aussi, par leur multiplicité autant que par la lourdeur administrative qu'ils requièrent, dépouiller les politiques de la ville d'un de leur sens premier : celui des « circuits courts » qualifié par la capacité de réactivité et de coordination des acteurs.

Deux processus qui font analyser l'évolution des politiques de la ville comme révélatrice d'une « *perte du caractère expérimental et de l'image de creuset de l'innovation* » mais aussi d'une spécialisation de ces politiques au sein d'un système d'échelles institutionnelles et contractuelles ultra complexe. Toutes choses qui laisse entrevoir « *une politique destinée à entretenir des actions marginales, dans des territoires marginaux, selon une logique de maintenance sociale* »[447]. Aussi, dans le fond, l'institutionnalisation des politiques de la ville, ce n'est pas tant l'imposition de la logique technico-administrative que, comme le dénonce Paul Ricoeur, «*l'opposition du côté coercitif accordé de façon préférentielle à l'institution, au côté subversif reconnu à l'expérience sociale*» qui conduit à la production de contraintes et de procédures de surveillance.

Et puis, il reste encore la question ethnique qui sourd dans le débat sur la discrimination positive. Cette question est plus sensible dès lors que se profilent des montées de violence dans les cités, « *dont on voit bien que ce sont toujours des personnes d'origine maghrébine qui sont à la pointe de ces émeutes, et pourtant on parle toujours des problèmes de banlieues avec tout un tas de métaphores (…) destinées à dire que leur dimension ethnique ne peut pas perdurer et qu'il faut voir le caractère ethnique de ces manifestants comme circonstanciel* »[448].

Mais aussi à travers les politiques culturelles que le DSU favorisera et qui relèvent toutes les ambiguïtés de l'intervention culturelle et artistique (comme celle de l'intervention sociale d'ailleurs) dans les territoires déficitaires, parce qu'aux rapports sociaux et aux modes institutionnels de gestion des populations défavorisées, se surajoutent, comme le précise Virginie Milliot, « *les rapports post-coloniaux. Il ne s'agit plus seulement de la domination de la culture " savante ", " bourgeoise ", sur la culture du peuple, il s'agit aussi de légitimité des acteurs de la " culture des autres ". C'est une lutte idéologique dont l'enjeu est celui de la construction d'un espace commun*. »[449].

---

[447] Philippe ESTEBE, *La politique de la ville, de la discrimination positive à la cohésion territoriale. In l'évaluation de la politique de la ville*, Cahiers du CRDSU, juin 2001.
[448] Jacques DONZELOT, *La discrimination positive face à l'affirmative action. L'urgence du rattrapage*, D'un monde à l'autre, n°6.
[449] Virginie MILLIOT-BELMADANI, *Quand la cité investit la culture pour redéfinir l'espace commun*, Rapport au Ministère de la Culture, FAS, DIV, Plan Urbain, juillet 1998.

7. Le dispositif socioprofessionnel d'animation des cités

A travers le débat sur la discrimination positive et celui sur le développement social et la participation des habitants dans les banlieues, les politiques de la ville ont aussi, et systématiquement, argumenté par la question du « *déficit d'animation sociale* » dans les grands ensembles comme cause nodale de la dégradation dans toutes ses figures. A supposer qu'à elle seule, l'animation suffisait à faire levier sur « *la douleur et la monotonie, (à) développer la vie sociale, (à) moderniser la gestion mais aussi lutter contre la ségrégation* »[450]. Et beaucoup de travaux, visant à analyser et montrer l'efficience du dispositif d'animation socioculturelle et du monde associatif dans les cités pour favoriser le lien social et diverses formes de mobilité, se sont appuyés sur un rapport corrélatif entre animation sociale et défaveur[451].
Ces analyses viennent conforter le thème de la participation des habitants dans les politiques urbaines à partir de l'idée que la configuration de la vie sociale et militante des cités pèse sur les relations sociales et produisent de la dégradation tout autant, sinon davantage, que les infrastructures urbaines[452]. Pourtant, on peut se questionner, à l'instar de Bachmann et Leguennec, sur le côté « *potion magique* » que pourrait suggérer une telle causalité. D'abord parce que l'on peut se demander si c'est bien l'effervescence de la vie sociale et militante d'un quartier qui produit de la mobilité ascendante, ou si ce n'est pas, *a contrario*, parce qu'il y a désir et aspirations à mobilité qu'émerge une effervescence militante (on y reviendra dans la troisième partie). Ensuite parce qu'il semble bien que la dégradation ne soit que la formulation de ses figures, ou pour le dire autrement, que les cités dégradées n'existent que lorsqu'on en parle, le plus souvent lorsqu'il s'y passe quelque chose de suffisamment dramatique pour qu'on en parle, et que ce discours fasse écran aux réalités, quantitatives et qualitatives, de l'animation sociale. Les travaux que nous avons menés à Toulouse et à Marseille montrent en effet qu'il en va tout autrement que d'un lien de causalité entre animation sociale-vie associative et situations défavorisées[453].

Dans le quartier du Mirail à Toulouse, dans les années 1990, nombre d'indicateurs de dégradation sociale sont au rouge, que les émeutes de janvier 1999, à la suite du décès du jeune Habib, résident de la cité de la Reynerie, viendront conforter. Pourtant, le quartier du Mirail et sa dizaine de cités, qui représente le plus vaste quartier d'habitat social de la ville construit sur le modèle des villes nouvelles, fait l'objet, depuis le milieu des années 1970, de toutes les procédures de développement, faisant du Mirail la vitrine nationale de politiques de la ville volontaristes. Cette volonté à sans cesse réhabiliter le quartier comme son image tient aussi au travail de Françoise de Veyrinas, figure centrale des politiques de la ville à Toulouse, première adjointe au maire de Toulouse sous les mandats de

---

[450] Annick TANTER, Jean-Claude TOUBON, « Mixité sociale et politiques de peuplement : genèse de l'ethnicisation des opérations de réhabilitation », In *Sociétés contemporaines*, n° 33/34, avril-juillet 1999.
[451] Laurence ROULEAU-BERGER, Sonia FAYMAN, Virginie MILLIOT, *Ces quartiers dont on parle, en marge de la ville, au cœur de la société*, l'Aube, 1997.
Armel HUET (Dir.), *L'action socioculturelle dans la ville*, L'Harmattan, 1994.
[452] Christine FABRE, Michel AUTES, Jacques LEROY (Dir.), *Agir sur le lien social en Europe,* APASSE, 1991.
[453] Ces travaux ont été en partie menés sous la direction de Marie-Christine JAILLET dans le cadre des programmes de recherches : *Conditions de vie des familles défavorisées*, CNAF-INSSE Toulouse, 1996-1997, et et Michel PERALDI, programme interministériel de recherche « Cultures, villes et dynamiques sociales », 1998-2003

Dominique Baudis à partir de 1983, secrétaire d'État aux quartiers en difficulté en 1995 et députée européenne. Malgré le grand renfort des procédures institutionnelles et l'action volontariste que mène Françoise de Veyrinas auprès des associations du quartier avec lesquelles elle tisse des liens de confiance, le quartier du Mirail ne cesse, à Toulouse du moins, de faire l'objet des inquiétudes et des critiques. Ou peut être d'ailleurs justement à cause de ce renfort politique, car il n'est pas de meilleur atout pour une politique locale que d'en justifier les raisons. Toujours est-il qu'on parle encore, après plus de vingt ans d'incessantes réhabilitations, de « *portes aux battants défoncés, (de) cages d'escalier couvertes de graffiti où flottent des remugles de bière et de haschisch, de groupes de jeunes qui ont entre 17 et 25 ans (et qui) stationnent* ». On en décrit les tours et les barres « *aux murs lépreux* », on parle de l'héroïne qui fait des ravages et dont le trafic cause de telles nuisances « *que des habitants ont par deux fois chassé les dealers à coups de battes de base-ball* », et de la délinquance permanente[454]. La Dépêche du Midi, quotidien local, rapporte les faits divers plus dramatiques, voire fantaisistes, les uns que les autres : l'arrestation d'un « gang » de voleurs de voitures de huit ans (!), les mariages fêtés à coups de fusil tirés en l'air, les bagarres de jeunes, mais aussi de femmes, en plein marché, où l'une d'elles aurait même perdu un œil. On dit aussi, dans les rapports du DSU, les faiblesses de l'action institutionnelle face au « *repli sur soi de la plupart des habitants, particulièrement ceux d'origine migrante* », et à la faiblesse de l'action associative avec qui « *les actions menées sont très positives* » mais qui restent « *trop peu nombreuses et dans des situations financières trop précaires pour satisfaire aux besoins du quartier en matière de lutte contre l'insécurité, l'échec scolaire et l'exclusion* ».

Le discours sur le manque d'animation sociale, dans la presse comme dans les services sociaux et de DSU, ne manque pas d'arguments. Et en effet, lorsque nous démarrons l'enquête de terrain dans le quartier[455], les services sociaux et ceux de la ville nous signalent le recensement de 97 associations dans ce quartier de plus de 52.000 habitants et seulement 2 équipements socioculturels. Ce qui est en effet très faible, quantitativement, au regard des taux d'associations et d'équipements sociaux recensés sur le territoire français[456]. Or, lorsque nous précisons ces données par un travail de recensement directement dans les fichiers de la Préfecture, nous trouverons pas moins de 669 associations ayant leur siège social domicilié dans le quartier, et étant toujours en activité[457]. Soit six fois plus qu'on nous l'avait signalé, et un ratio d'une association pour 77 habitants, quand il est d'une association pour 65 habitants sur l'ensemble de la ville de Toulouse.
Tout à coup, l'écart parait bien faible et le discours sur l'absence d'animation sociale bien ambigu. De quoi invalider le discours sur l'anomie du quartier si l'on retient le nombre d'associations en activité comme indicateur de vitalité sociale.
Mais davantage encore si l'on regarde attentivement la configuration de ces associations :

---

454 Lakhdar BELAID, « Plongée dans une une cité toulousaine », In *L'événement du jeudi*. Octobre 1995.
455 Cette enquête, dont les données qui suivent sont tirées, a été menée entre 1995 et 1997 au Mirail dans le cadre d'une recherche nationale sur les « conditions de vie des familles défavorisées », INSSE, CNAF. De ces travaux a été tiré l'ouvrage collectif : *Ces quartiers dont on parle, en marge de la ville, au cœur de la société*, l'Aube, 1997.
456 Voir données INSEE.
457 Ce travail de recensement a été réalisé à partir du fichier préfectoral de recensement des associations et du Journal Officiel, en 1996-98. Pour la qualité de « encore en activité », nous n'avons retenu, en consultant directement chaque dossier en préfecture, que les associations ayant signalé par courrier officiel, une activité dans les 3 précédentes années.

Sur ces 669 associations :
. 227 ont pour vocation des activités sociales, éducatives ou socioculturelles. On regroupe ici les activités de soutien scolaire ou d'alphabétisation, les centres d'animation ou de loisirs pour les enfants et les jeunes, les régies de quartier, les activités s'adressant à des publics handicapés ou inadaptés, les activités culturelles et toutes les associations ayant pour vocation de sortir les habitants de leur isolement ou de l'exclusion.
. 166 sont ce que nous appellerons des amicales : collectifs ethniques ou communautaires, anciens combattants, parents d'élèves.
. 138 développent des activités sportives,
. 88 sont des groupements professionnels : personnels d'établissements publics ou privés,
. 50 sont des associations de locataires ou de copropriétaires.

A supposer même qu'un certain nombre de ces associations n'entrent pas directement dans le champ du développement social, elles sont toutefois bien plus nombreuses que les 97 annoncés à œuvrer pour la qualité de vie et la promotion des habitants du quartier.

Mais il faut encore préciser :
586 de ces associations toujours en activité ont été créées depuis 1981. Les plus anciennes par des rapatriés d'Afrique du Nord lesquels, s'ils ne sont plus directement actifs, restent élus dans les conseils d'administration. Leur présence s'avère tout à fait utile et pertinente : la plupart d'entre eux en effet, soit de par les responsabilités militaires ou politiques qu'ils exerçaient en Afrique du Nord, soit en raison de leur implication dans la vie politique ou économique locale au retour en métropole, ont tissé des réseaux relationnels puissants et durables. Autant de bonnes adresses qu'ils mettent à la disposition de leurs successeurs dans ces associations qu'ils ont créées, et qui permettent à ces derniers de s'affranchir tout ou partie de la tutelle administrative et financière des institutions sociales et du DSU ; ce qui justifie sans doute qu'une partie de ces associations n'apparaissent pas dans le listing de partenaires du DSU.
Les plus récentes de ces associations, créées dans le sillage des dispositifs de DSQ et DSU, sont le fait de professionnels de l'éducation, de travailleurs sociaux et de militants catholiques ou protestants, peu nombreux mais très présents tant au sein des associations que dans le dialogue et le partenariat avec les institutions locales. Siégeant pour nombre d'entre eux dans plusieurs associations, ils attestent de l'investissement des classes moyennes dans le militantisme social.
A leurs côtés, des jeunes du quartier issus souvent de la mouvance Beur, qui légitiment le droit ou le devoir d'agir au nom de l'anomie sociale (démission des pères, carences éducatives, pauvreté économique et culturelle des familles), du déficit institutionnel des dispositifs d'insertion et de l'échec des politiques d'intégration. Pourtant, ils ne cessent d'avoir recours pour leurs « petits frères » au creuset français au titre qu'il aurait fonctionné pour eux-mêmes, et de faire référence à l'idéal républicain d'intégration qui prône le vivre-ensemble et le respect des valeurs humanistes.
Beaucoup d'entre eux en effet s'opposent à toute forme de retour aux valeurs communautaires de leurs parents d'origine maghrébine, même si la plupart respectent les traditions alimentaires musulmanes « par habitude et par respect pour la famille », disent-ils. A travers cette revendication d'une double culture, l'action militante qu'ils mènent dans leurs associations, et leur attachement au quartier, ces

jeunes représentent des modèles de sortie de crise vertueuse pour leurs voisins, leurs congénères et pour les travailleurs sociaux et autres représentants institutionnels qui les côtoient et qui les citent souvent en exemple.

A Marseille, c'est une autre configuration que nous avons mise à jour, mais qui vient, tout autant que celle de Toulouse, éclairer le discours récurant sur le déficit d'animation sociale. On y voit en effet, en moins d'une vingtaine d'années, s'amplifier et se consolider un véritable dispositif socioprofessionnel qui s'ancre dans les équipements socioculturels. On voit surtout ce dispositif prendre place selon une logique territoriale presque d'exception des « quartiers nord » par rapport au reste de la ville. Les quartiers nord, c'est un terme générique pour désigner les 13è, 14è, 15è et 16è arrondissements de la ville. Ils regroupent près de 30% de la population marseillaise, et plus de 80% des grands ensembles de plus de 800 logements de la ville sont situés dans les 13è, 14è et 15è arrondissements. Ce parc social a été bâti pour l'essentiel entre 1962 et 1975 et ces quartiers vont connaître un accroissement de population de 60.000 personnes, soit presque la moitié de la croissance démographique de la ville à la même période. Mais pour autant que, dans le parc social des quartiers nord, la représentation des catégories d'ouvriers (47 à 58% selon les quartiers) et d'employés (20 à 25%) domine, ces quartiers dans leur ensemble restent assez hétérogènes. Une hétérogénéité qui d'abord se voit, dans un paysage urbain où voisinent des grandes cités et d'autres plus modestes, entre des noyaux villageois anciens, des groupes pavillonnaires et autres cités Castors, quelques restes d'îlots de bidonvilles, le tout bordé de collines sauvages et inconstructibles avec, depuis la plupart des cités, les plus belles vues de Marseille sur sa baie, ses îles et son port autonome. De cette hétérogénéité urbanistique découle une hétérogénéité de population, plus diversifiée encore depuis que certaines parties des quartiers nord ont acquis un statut très attractif ces dernières années[458]. Il n'en reste pas moins que, dans l'imaginaire marseillais, les quartiers nord ce sont les cités HLM plus ou moins mal famées, et leur lot de population immigrée. Ce sont aussi, pour les élus locaux, des quartiers à conquérir du point de vue de l'électorat autant que de la paix sociale alors même que dans les années 1970, « *là-bas, les plus petites choses de la vie municipale étaient absentes : pas de cantonnier, des équipements collectifs mais pas ou peu d'animateurs, pas de véritables mairies, peu de réponses des élus aux interrogations de la population* »[459]. L'emploi dans les équipements socioculturels sera, avec les logiques d'attribution des logements, l'instrument de cette conquête.

Au-delà de cette configuration territoriale singulière, il faut aussi donner quelques précisions concernant les modes de gestion des équipements socioculturels, pour bien en comprendre les logiques salariales :

D'abord le fait que l'animation socioculturelle reste un secteur professionnel qui ne nécessite légalement quasiment aucun pré-requis de diplôme et de mandat, ce qui est unique dans le champ des métiers de l'action sociale et éducative. On n'a en effet pas le droit en France d'exercer le métier d'enseignant, d'assistant social ou d'éducateur de jeunes enfants sans justifier du diplôme d'état correspondant, et sans entrer dans le cadre légal d'un mandat délivré par le ministère de tutelle. Dans

[458] En particulier les quartiers de l'Estaque et de Verduron qui connaissent un véritable effet de gentrification depuis quelques années attirant, par leur charme et leur isolement du centre, une population de cadres supérieurs et connaissant une incroyable flambée des prix de l'immobilier.
[459] Bernard MOREL, Philippe SANMARCO, *Marseille, l'endroit du décor*, Edisud,1985.

l'animation, le seul diplôme obligatoire, c'est le BAFA ou le BAFD (qui ne sont d'ailleurs pas des diplômes mais des brevets, qui s'acquièrent en trois stages de une à trois semaines), brevet qui n'est d'ailleurs requis que dans le cas d'accueil de mineurs ; et le seul mandat nécessaire, c'est l'agrément du Ministère de la jeunesse et des sports dans le cas d'organisation de loisirs et séjours collectifs pour des mineurs. Et encore, ces pré requis minimaux de brevet et de mandat sont nécessaires non pas au vu de la loi, mais pour bénéficier des subventions du ministère et des prestations de la CAF. Autant dire qu'il suffit presque de s'autoriser de soi même pour faire de l'animation socioculturelle.
Ensuite, les particularités des modes de gestion des équipements. Sur l'ensemble de la ville de Marseille, on peut distinguer trois grands types d'équipements socioculturels : les centres sociaux, majoritairement financés par la CAF ; les équipements faisant l'objet d'une convention de gestion, financés en majorité par la municipalité, la CAF, et selon les projets développés, la Direction de la Jeunesse et des Sports, le DSU, le FAS, etc. ; et enfin les équipements municipaux qui bénéficient du même type de financement que les équipements en gestion, mais d'un coût salarial qui peut être plus important que les autres équipements car indexé sur les grilles de la fonction publique.
Le coût de fonctionnement d'un équipement socioculturel à un autre varie pourtant assez peu, au prorata bien entendu du nombre de salariés et d'activités[460]. Les plus larges variations que l'on peu identifier tiennent davantage aux frais d'investissement, notamment lorsqu'il y a intervention sur le bâti. Les normes en vigueur nécessaires à l'obtention d'un agrément des commissions de sécurité afin d'accueillir du public sont de plus en plus strictes, et obligent les propriétaires à des aménagements et réhabilitations des locaux fréquents et coûteux, en particulier dès lors qu'on accueille des mineurs, ce qui est le cas de tous les équipements socioculturels. Cependant, les associations et fédérations d'animation ne sont jamais elles mêmes propriétaires des locaux qu'elles occupent pour leurs activités, ces derniers étant le plus souvent mis à disposition, et parfois loués soit par la municipalité, soit par les offices d'HLM avec des conventions d'utilisation. Pour autant, la gestion des murs fait l'objet d'âpres négociations entre les propriétaires et les gestionnaires : une intervention de mise en conformité d'un équipement peut être jugée trop coûteuse par le propriétaire, qui préférera orienter son financement sur une autre structure plutôt que de rénover une structure existante. C'est notamment l'objet ces derniers temps d'une vive controverse entre certaines fédérations d'éducation populaire et la municipalité de Marseille qui semble s'orienter vers de nouveaux partenaires ou gérer directement les équipements plutôt que de financer à grands frais des équipements qui, après près de trente ans de fonctionnement, auraient bien besoin d'un coup de neuf ou de locaux supplémentaires. Quoi qu'il en soit, ces questions se négocient sur un terrain politique plutôt que financier, car quel que soit le partenaire gestionnaire, le coût de l'investissement est sensiblement identique.
Hormis donc les questions financières liées à l'investissement, le coût de fonctionnement d'un équipement socioculturel est extrêmement faible au regard de l'activité et de l'emploi qu'il génère. Par exemple pour un centre social de taille moyenne qui propose un service médico-social pour la petite enfance ou une crèche, et un service d'animation de centre de loisirs sans hébergement et d'accueil de jeunes, on peut estimer le coût de fonctionnement à environ (et en

[460] Ces données ont été recueillies en consultant les budgets des associations et des équipements socioculturels soit directement auprès des structures concernées, soit auprès des fédérations d'associations.

moyenne) trois cent euros par an et par adhérent. Il faut cependant noter l'écart, parfois considérable, qu'il peut y avoir entre le nombre d'adhérents et le nombre d'usagers. Est adhérente, toute personne qui acquiert la carte d'adhésion de l'association, moyennant une somme forfaitaire annuelle qui varie de cinq à quinze euros par an. C'est le cas en général des enfants qui participent aux activités de centre de loisirs (même si l'on accorde la gratuité à certaines familles) ou inscrit à la crèche, des membres du conseil d'administration et de l'ensemble des bénévoles de l'association, des usagers réguliers d'un service ou d'une activité. Cependant, il faut savoir qu'un nombre important d'habitants à proximité sont usagers de l'équipement sans être recensés comme adhérents, comme par exemple des usagers ponctuels, des jeunes qui utilisent des locaux dans l'équipement pour une activité culturelle (répétition, manifestation) ou pour juste passer le temps entre copains lorsqu'il fait trop froid pour être à l'extérieur, d'une association ou d'un groupe qui viendra exceptionnellement organiser une activité.

La part salariale est la plus importante du budget d'un équipement[461], et ne représente pourtant en moyenne qu'un coût de 30.000 à 80.000 francs par an et par temps plein travaillé[462]. Pourtant, un poste à temps plein, sans ancienneté :
de directeur d'équipement niveau DEFA, coûte environ 150.000 francs annuels TCC
d'auxiliaire puéricultrice environ 130.000 francs
d'animateur, environ 90.000 francs
d'administratif (secrétariat, comptabilité, accueil) environ 100.000 francs
de personne de service ou d'entretien 80.000 francs

La répartition peut être très variée selon le nombre d'activités et de services proposés par les équipements, d'une douzaine de personnes, jusqu'à près de cent cinquante.

Tenant compte de ces conditions d'existence du secteur socioprofessionnel de l'animation socioculturelle, on peut analyser quelques données recueillies sur Marseille :
En 1982, la ville comptait déjà pas moins de 48 centre sociaux affiliés à la fédération régionale des centres sociaux agréés par la CAF et plus d'une trentaine d'équipements socioculturels portés par la logique politique de maillage du territoire de Defferre et de la Fédération Léo Lagrange dont on a parlé plus haut.

Cette année là, une étude sur les emplois des Centres Sociaux est menée à Marseille, à la demande de la fédération régionale[463], dont on retiendra les résultats suivants :
. 46 équipements sociaux et socioculturels à Marseille sont affiliés à la fédération régionale des centres sociaux, dont 24 sur les quartiers nord (13è, 14è, 15è et 16è

[461] Les calculs qui suivent ont été réalisés en 2000, aussi apparaissent ils en francs.
[462] Ces calculs ont été réalisés en divisant le coût salarial annuel total par le nombre d'heures travaillées, tous postes et tous statuts confondus.
[463] Christine FABRE DU PASQUIER, *Les centres sociaux et socioculturels en PACA*, rapport d'étude Fédération des Centres Sociaux PACA, Juin 1984.

arrondissements) soient 52% des équipements. (mettre tous les tableaux en annexe et les référencer)

Dans ces équipements (à l'exception du centre social du quartier Ruisseau-Mirabeau dont les chiffres ne sont pas communiqués), on compte, en emplois salariés :

- 108 temps pleins
- 62 mi temps
- 7 trois-quarts temps
- 3 quatre cinquième temps
- 1 quart temps

dont, sur les équipements des « quartiers nord »:

- 62 temps pleins (57% des emplois temps plein)
- 30 mi-temps (48% des emplois mi-temps)
- 3 trois-quarts temps
- 1 quart temps

On notera que les équipements ayant des activités de PMI[464] sont toujours davantage dotés en emplois et en budget. La PMI regroupe des activités anciennes avec agrément CAF, requérant des emplois diplômés (assistantes sociales, assistantes maternelles, médecins, conseillère en économie familiale et sociale…), le plus souvent stables, à temps complet, et mieux rémunérés que les emplois d'animation. On notera également que les emplois aidés (TUC, SIVP) ne sont à l'époque pas encore mis en place. Tous les emplois ici notifiés sont donc de droit commun.

En 1994, nous réalisions un travail similaire à celui livré en 1982, auprès des 50 centres sociaux que comptait alors la ville[465].
Les centres sociaux de l'époque comptaient alors 2064 salariés[466], soit une augmentation de 1094 % (avec une moyenne de 45 salariés par équipement). Mais il fallait aussi compter avec le fait que 1753 de ces emplois salariés émargeaient sur des statuts précaires, à savoir des emplois à moins d'un mi-temps en CDD, et des emplois relevant d'un dispositif d'emploi aidé (CES, CEC) c'est à dire à temps partiel, et en CDD ou vacataires, et à moins du SMIC[467]. Soient 85% des emplois dans les centres sociaux sur des statuts ou des revenus précaires[468].

---

[464] Protection Maternelle et Infantile : le planning familial, les crèches, et éventuellement des services médicaux de suivi des mères et des enfants en bas âge.

[465] Nous avons utilisé une étude sur les emplois des centres sociaux à Marseille réalisée par la fédération en 1994. Cette étude livrait des résultats quantitatifs généraux sur l'ensemble des structures gérées par la fédération. Nous avons alors croisé ces résultats avec ceux que nous avons construits en étudiants précisément les emplois sur 29 centres sociaux -parmi les 50 affiliés à la fédération régionale des centres sociaux- à partir des données DADS (déclaration automatisée des données sociales).

[466] Dont seulement 311 emplois à temps plein et mi-temps, qui étaient à 92% des CDI et 8% en remplacements de congés (maternité ou maladie)

[467] Le dispositif « emplois-jeunes » n'intervient pas puisqu'il ne sera mis en place qu'à partir de 1995.

[468] Ne sont pris en compte que les emplois à l'année, et pas les vacations (colonies de vacances, centre de loisirs)

Plus exhaustivement, nous avons aussi réalisé le même type d'enquête entre 1994 et 2000 sur l'ensemble des équipements de la ville de Marseille[469] :
La ville comptait alors pas moins de 153 équipements socioculturels[470] accueillant tous publics (enfants, jeunes et adultes), dont :
. 27 faisant l'objet d'une convention de gestion entre la municipalité et des associations (principalement fédérations d'éducation populaire) : Maisons Pour Tous (MPT), Maison des Jeunes et de la Culture (MJC), Maisons des Jeunes, centres sociaux
. 50 centres sociaux agréés par la Fédération des Centres Sociaux de Provence et la CAF
. 76 équipements municipaux (Maisons de Quartier, Centres d'Animation de Quartier (CAQ) ou de Loisirs (CAL), Unités d'Animation Sociale (UAS), …

Ces 153 équipements socioculturels restent assez inégalement répartis, plus nombreux dans les quartiers périphériques le plus souvent de gestion associative, et moins dans le centre ville avec plus souvent une gestion municipale. Les équipements sont par surcroît au nombre de 72 dans les quatre arrondissements des quartiers nord, soit près de la moitié de la totalité des équipements. Alors que la ville compte en moyenne un équipement pour 5228 habitants, le 13è arrondissement en compte un pour 3579 habitants, le 14è : un pour 2997, le 15è : un pour 2979 et le 16è : un pour 2874. Pour les taux les plus faibles, il faut noter que les 1er et 5è arrondissements, en centre ville, comptent respectivement un équipement pour 17752 et 10055 habitants.

Chaque équipement emploie au moins :
- un directeur, salarié à temps plein sur un contrat à durée indéterminée (CDI), diplômé de niveau DEFA. Il est très exceptionnel que les directeurs émargent sur des contrats aidés (ou alors ils sont en cours de formation DEFA ou BEATEP) ou à temps partiel, et qu'ils ne soient pas diplômés DEFA ou niveau équivalent (sauf dans certains équipements municipaux où la grille de la fonction publique n'avait pas indexé la filière animation. C'est chose faite à Marseille depuis quelques années, et les directeurs qui n'étaient pas diplômés sont désormais en cours de formation).

[469] Nous avons recoupé différentes sources recueillies auprès de la CAF, des services municipaux de la ville de Marseille, des fédérations d'éducation populaire et de l'AGAM (agence d'urbanisme)
[470] Auxquels on pourrait ajouter 183 centres de loisirs sans hébergement (CLSH) accueillant des enfants et des jeunes de 4 à 16 ans dont :
. 47 équipements privés
. 65 faisant l'objet d'une convention
. 71 centres municipaux

- une secrétaire (qui, si elle est seule, assure aussi les fonctions d'accueil et de comptabilité), le plus souvent salariée à temps plein et en CDI.
- un second agent administratif, le plus souvent à temps partiel, mi-temps ou trois-quarts temps, en CDI.
- Un à deux animateurs à temps plein, en CDI.
- Un à deux animateurs à temps partiel en CDI.
- les autres animateurs sont soit vacataires sur des temps partiels inférieurs à un mi-temps, soit en contrats aidés (CES, CEC, CEV)
- Du personnel de service et d'entretien, très rarement à temps plein et en CDI, le plus souvent à temps partiel, moins d'un mi-temps, ou en contrat aidé (CES, CEC)
- lorsqu'il y a un service sanitaire et social, on emploie une puéricultrice ou auxiliaire à temps plein en CDI, plus du personnel de santé ou éducatif à temps partiel, souvent moins d'un mi-temps. Très rares sont les contrats aidés dans ce domaine.

Pour les équipements importants, on trouvera en plus du personnel minimum présenté ci-dessus :
- un directeur adjoint, soit à temps partiel en CDI, soit en contrat aidé (plutôt contrat de qualification, ou contrat de formation)
- Tous autres personnels en quantité plus importante, mais le plus souvent en vacations sur moins d'un mi-temps, ou en contrat aidé. Le nombre de temps plein en CDI n'est donc pas proportionnel au nombre de salariés d'une structure.

Un rapide calcul des données que nous avons analysées à partir des relevés DADS de la moitié des équipements, rapporté aux 153 équipements que compte la ville nous permet d'évaluer le nombre d'emplois à plus de 6000 sur la ville de Marseille, tous postes et toutes activités confondus : l'équipe de direction, les animateurs, les professionnels du social et de la santé (puéricultrice, auxiliaires, conseillères en économie familiale et sociale, éducateurs spécialisés), le personnel administratif (secrétariat, accueil, comptabilité), le personnel de service et d'entretien.
Quant aux seuls quartiers nord, l'animation socioculturelle représente plus de 3500 emplois[471], soit 4% de la population active[472], et près de 25 % des professions intermédiaires (en ne comptant ici que les directeurs, animateurs et professions éducatives et de la santé). Autant dire qu'il ne s'agit pas d'un détail, d'autant plus s'il l'on tient compte du fait que les emplois d'animateurs, qui représentent 74 % des emplois des structures socioculturelles, sont essentiellement occupés par des jeunes de 17 à 25 ans. Une vraie filière professionnelle donc, et une véritable économie pour des cités que l'on dit désertées par les possibilités de ressources légales et formelles, et par le pacte salarial.

Mais une filière professionnelle qui développe aussi, et principalement, de l'emploi précaire, c'est-à-dire soit en contrats aidés CES, CEV, CEC, contrats de qualification, qui représentent un fixe annuel sur la base d'un temps partiel mais n'autorisent pas à travailler par ailleurs, soit en vacation sur moins d'un mi-temps. La part de ces emplois précaires représente :
- 22% des postes de directeurs (les précaires concernant le plus souvent les adjoints de direction sur du temps partiel)
- 62% du personnel sanitaire et social (fort peu de contrats aidés, mais beaucoup de vacations à temps partiel)

[471] En incluant les équipements socioculturels et les centres de loisirs.
[472] Données INSEE 1990 sur la population active des 13, 14, 15, et 16è arrondissements : 91048 personnes

- 71% du personnel de service et d'entretien (beaucoup de contrats CES et CEC, et quelques temps très partiels puisque de 2 à 10 heures par semaine)
- 94% des animateurs. Parmi ces animateurs en emploi précaire, 83% d'entre eux exercent moins d'un mi-temps. Ce sont tous les vacataires qui interviennent sur les centres de loisirs et les centres de vacances, donc seulement les mercredi et vacances scolaires. Les 17% restants sont pour la plupart en contrat CES.

On pourrait imaginer que les emplois précaires touchent majoritairement les équipements en gestion associative dont les crédits dépendent des financeurs institutionnels et municipaux, et pourraient donc être soumis à de moindres investissements. Pourtant, sur les 1809 employés de la ville de Marseille en 1997[473], seulement 450 personnes émargent sur des contrats à temps plein et à durée indéterminée soit 24,8 % des emplois. Les 75,2 % restant sont des contrats de vacataires, essentiellement employés pour les colonies de vacances, les centres de loisirs et les animations cantine. Ces emplois précaires représentaient par ailleurs 55% des salariés de la fédération Léo Lagrange Animation (un total de 69 emplois précaires sur 125), 89% des emplois dans les Maisons Pour Tous (64 emplois précaires sur 72)

On constate donc, si l'on compare les résultats de 1982 et ceux de 1994-2000, qu'en moins de 20 ans, le secteur de l'animation sur la ville de Marseille s'est considérablement développé en postes et emplois (+ 661%) mais que ce développement quantitatif est exclusivement adossé aux emplois précaires (sur les centres sociaux : 118 temps pleins en 82, 120 en 94 ; 62 mi-temps en 82, 60 en 94 ; 1 emploi moins d'un mi-temps en 82, 1017 en 94). Ces écarts sont, sur la ville de Marseille, bien plus importants que sur la région PACA, et que sur l'ensemble du territoire national[474]. Ils confirment d'autant plus l'évolution générale de l'emploi précaire dans l'animation socioculturelle.
Dans ce secteur, les deux professions les plus représentées quantitativement sont celles "d'animateur socioculturel et de loisirs" et de "moniteur et éducateur sportif", repérées par la nomenclature des professions de l'INSEE. L'effectif total de ce champ d'activité est estimé à près de 54.000 emplois salariés privés en région PACA en 1998[475]. Ce dynamisme (surtout dans le secteur associatif), et celui des activités d'animation dans les collectivités territoriales, a été très favorable à la croissance des emplois d'animateur socioculturel et de loisirs et de moniteur et éducateur sportif et au développement de leur formation à partir de 1990. Comparées à l'ensemble des métiers en région, ces deux professions bénéficient d'une offre d'emploi abondante[476]. Cependant, elle est marquée par la prédominance d'emplois précaires et aidés même si la réalité reste difficile à établir puisqu'un certain nombre d'établissements n'ont pas pour objet l'animation alors même qu'ils en développent des emplois.

---

[473] Donc salariés des équipements en gestion directe par la ville de Marseille ou par les Mairies de secteur.
[474] *Sport et animation socioculturelle, du parcours de formation au marché de l'emploi*, Enquête CEREQ, ISSN 0758 1858.
[475] *Animations sportives et socioculturelle en région PACA, activités, emploi et qualifications, marché du travail*, Mission régionale d'observation de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle, juin 2002.
[476] *Ibid*.

Mais aussi, il faut préciser une autre donnée spécifique à ce développement des emplois : dans les équipements socioculturels se profilent des formes de dualité professionnelle avec des postes précaires essentiellement occupés par les jeunes des cités, le plus souvent issus de l'immigration maghrébine[477]. Et pourtant, dans un contexte où les parcours ascendants de mobilité socioprofessionnels semblent régresser qualitativement, peu d'espaces professionnels autres que l'animation offrent des possibilités de pouvoir modifier ce qui est souvent vécu par les jeunes des cités comme une destinée discriminante.
Le modèle évolutionniste de la mobilité professionnelle pouvait présenter ce dispositif d'animation, ouvert et facile d'accès, comme un lieu du passage, du mouvement, de la transition vers des postures de mobilité sociale ascendantes qui devaient se confirmer avec l'acquisition de compétences, voire de diplômes, et d'emplois équivalents. C'est en tous cas sur ce modèle que se sont indexées les carrières démarrées dans les années 1950 à 1970 par les premiers militants, où tous étaient tirés vers un même devenir, avec des positions différentialisées juste selon l'acquisition ou pas de diplômes.
Or, la configuration actuelle des métiers et des emplois fait que ce mouvement semble arrêté et l'on voit s'installer un système qui produit une véritable dualisation où l'on a d'un côté les « nantis », qui tiennent les emplois et les statuts stables et rémunérateurs, et d'un autre les « précaires » qui se voient exclus des logiques statutaires évolutionnistes. Précarité relative cependant, car si un CES ou quelques heures travaillées dans un centre social ne suffisent pas à l'économie d'une famille, l'emploi dans l'animation socioculturelle confère un statut social. Dans la cité, celui ou celle qui occupe une place d'animateur dans l'équipement se trouve en posture de notabilité, avec la possibilité de jouer, pour lui même ou pour ses pairs, un rôle d'intermédiaire entre l'habitant et le logeur, l'usager de l'équipement et ses administrateurs, de traduction entre le dispositif d'action sociale et ce qui est dit comme leur « communauté ». Il en va de même des postes d'administrateur, pourtant bénévoles, des associations. L'effet pervers pourtant, c'est celui qui stabilise des individus dans ces positions de précarité, souvent au titre même d'un militantisme dit pur, c'est à dire peu ou pas rémunéré.

C'est probablement le cas par exemple des postes de « femmes-relais », de « médiateurs » et « médiatrices », véritable main d'oeuvre bon marché au service des institutions scolaires et de travail social qui les sollicitent pour traduire les demandes sociales, et jouer les intermédiaires entre les familles et les représentants institutionnels. Souvent d'ailleurs, ces fonctions -qui sont fréquemment cumulées avec un emploi aidé dans une association locale- sont assurées par ces mêmes mères maghrébines qui avaient expérimenté l'action sociale dans les années 1960 et 1970 au travers des cours d'alphabétisation et autres activités socio-éducatives, leur permettant de se maintenir dans des places notabiliaires, voire médiatiques dans la cité. Ce sont alors elles qui portent la réussite de la famille, et médiatisent la discrimination positive des cités. D'autres, celles qui auront refusé le sous-emploi que leurs proposent les institutions, se voient relégués à quelques heures salariées de travail domestique au mieux, et à indexer leur réussite sur celles de leurs fils et leurs filles. Parfois, elles montent leur propre association, de type familial. Quand aux pères, on les voit exclus de ces schémas de réussite notabiliaire, et souvent aussi

[477] Les déclarations DADS à partir desquelles nous avons travaillé sont nominatives, et précisent l'âge et l'adresse du salarié. On peut ainsi constater que les emplois d'animateurs (à 94% des emplois précaires) sont occupés essentiellement par des jeunes habitant les cités et portant des noms de famille à consonance maghrébine.

exclus du pacte salarial. Leur reste à se retrouver entre hommes, dans la dignité relative d'un local que leur auront aménagé leurs épouses et leurs filles.

Aux jeunes donc de porter les espoirs d'une hypothétique réussite. Dans les équipements socioculturels, ils prennent la place de leur mère, assurant une « présence des habitants » indispensable au discours de légitimation du projet militant. Ils y trouvent une petite source de revenus, et une légitimité politique à occuper des postes qui, malgré leur précarité, sont fort recherchés et font l'objet de concurrences farouches entre les jeunes eux mêmes, voire entre les familles.
Quant à ceux, jeunes issus du « milieu » qui ont émergé dans les années 1980 et occupent aujourd'hui des postes de direction d'équipements, ils se trouvent également -et paradoxalement- toujours relégués à des secondes places. On aurait envie de les classer dans les nantis, salariés sur des statuts institutionnels, mais on ne peut qu'admettre que l'utopie militante qui les a porté là a partiellement échoué. En fait « d'élites », on s'est contenté de leur reconnaître un statut et de les intégrer dans le grand pacte salarial, dans un métier « sur mesure » où ils se trouvent en face à face avec leurs pairs, leurs compétences sous-exploités mais leur performance (la fameuse capacité à aller au charbon là où l'action sociale se trouve inopérante) sur-utilisée, les mettant parfois dans des positions inextricables d'intermédiaires.
Force est de reconnaître, à l'instar de ceux qui les ont aidés et d'eux mêmes, que l'utopie militante post-coloniale qui voyait en ces jeunes issus de l'immigration et des cités une nouvelle génération d'opprimés offrant l'opportunité de « réussir avec les fils ce que l'on avait raté avec les pères » a produit ses propres limites.

8. Moi et… les quartiers, ma cité, le social

Si, comme on l'a montré précédemment, l'utopie de la promotion collective s'inscrit désormais aux limites des possibilités socio-économiques d'ascension sociale, elle n'est pour autant pas obsolète si l'on regarde les formes de production morale auxquelles les militants participent. Aussi, pour comprendre les manières dont s'expriment aujourd'hui l'esprit social et l'engagement militant, comment ils s'inscrivent à la fois dans des continuités aux dispositifs que nous avons décrits précédemment, et à la fois comment les acteurs s'affranchissent de l'histoire sociale autant que des dispositifs institutionnels dans lesquels ils sont pris, il nous faut ici nous arrêter sur la manière dont ils nomment et pensent les choses, et dont ils se nomment et se pensent.

A en croire les observateurs du social, nous serions dans l'ère de la fracture sociale et urbaine, celle d'une société binaire -une société à deux vitesses, à deux villes, à deux cultures, à deux mondes-, une société où riches et pauvres, noirs et blancs, étrangers et autochtones, nomades et sédentaires, ne seraient plus en dépendance les uns des autres mais en défiance. Ce que les coordinateurs du programme interministériel de recherche « Cultures, villes et dynamiques sociales » nomment « *un déclin du désir de ville* »[478]. A cette idée de déclin s'adosse l'impuissance des politiques sociales à réduire les dites fractures, et celle de l'action militante à (re)créer du lien entre des morceaux de ville qui désormais au mieux s'ignorent, au pire se redoutent. Les termes mêmes à partir desquels on qualifie ce processus de dualisation de la société, entre un normal et un déficitaire, sont souvent ramenés à celui de « quartiers », toujours au pluriel. Les quartiers, c'est désormais le terme générique qui donne sens à l'ensemble des problématiques qui, depuis plus de vingt ans, désignent ce qui détruit le corps social et les termes de son contrat. Dans une analyse sémantique du mot « quartier », Sonia Branca-Rosoff montre l'extension inédite que le terme connaît ces dernières années : du terme générique et quasi-millénaire qui permet « *au citadin ordinaire aussi bien qu'aux experts (…) de signifier une portion de l'espace de la ville* », le mot a connu récemment un glissement sémantique qui lui fait signifier aujourd'hui des qualificatifs qu'il n'est désormais plus besoin de préciser, et les habitants de cette entité. Lorsqu'il est au pluriel, le mot « quartiers » cohabite avec « *défavorisés, sensibles, difficiles, ethniques…* » et, lorsqu'il est utilisé pour référer à « *jeunes des* », il signifie « *dangereux* » ou « *déshérités* » ce qui, précise l'auteur, « *limite la portée de l'explication par l'euphémisme* » et « *structure la constitution de l'objet social « quartier »*[479].

C'est pour part à partir de cette seconde remarque que l'analyse sémantique que nous avons réalisée[480] apporte quelques éléments de compréhension. La portée analytique de la lexicologie des usages qui montre l'articulation entre les utilisations du langage et les fonctionnements mentaux, et celle de l'ethnométhodologie qui précise le rôle actif du langage au-delà de sa fonction représentative, ne sont plus à

---

[478] Appel à contributions de chercheurs, programme interministériel de recherche « Cultures, villes et dynamiques sociales », 2005.
[479] Sonia BRANCA-ROSOFF, « La sémantique lexicale du mot « quartier » à l'épreuve du Frantext (XIIè–XXè siècles) », In *Langage et société* n° 96, Juin 2001.
[480] Voir en annexes la méthodologie de cette analyse.

démontrer. En outre, l'intérêt d'une analyse sémantique c'est l'émergence d'un paradigme « des quartiers », « des banlieues », ou « des cités » non seulement comme système d'habitation et de relations singulier mais aussi comme représentation binaire et duelle de la société. On a donc recherché, à travers l'analyse discursive, le sens que les acteurs des cités -habitants, militants et professionnels- donnent à leurs idéaux, leurs actions et leurs modes de vie, autant que la manière dont ils se placent au regard de cette pensée duelle de la société.

Et l'on s'aperçoit immédiatement que ce sens donné aux choses qui construisent l'idéal militant est intimement lié à la manière dont chaque individu construit sa position par rapport aux choses et aux autres. On verra ainsi des « je », des « nous » et des « eux » révéler les formes d'investissement de soi sur le social et l'institutionnel qui constitue l'environnement militant, et plus généralement celui des cités.

> *Ce travail d'analyse sémantique a été réalisé à partir d'un échantillon d'une trentaine d'histoires de vie et récits de pratiques choisis parmi une centaine, des entretiens longs et approfondis où les personnes interrogées étaient invitées à raconter leur vie, et à inscrire leurs idéaux, leurs choix et leurs pratiques de militants dans le cours de ce récit. Sans entrer dans les détails méthodologiques fournis en annexes, il est nécessaire de préciser que les conditions de recueil de ce matériau[481] ainsi que la méthode apparentée à l'autobiographie, ont permis de recueillir des propos très peu parasités par mon intervention ; ainsi, par exemple, les termes cités plus bas dans l'analyse ont été spontanément formulés, sans avoir été a priori proposés ou suggérés.*
> *Avant même d'entrer dans l'analyse, deux observations sont notables :*
>
> *La première des observations concerne l'emploi des pronoms et précisément l'emploi du « je » qui, bien que toutes les personnes interrogées fussent engagées dans des histoires militantes collectives, est très abondamment énoncé et quasiment deux fois plus souvent que « nous » ou « on », eux mêmes davantage que « ils » ou « eux ». A ces pronoms, sont associés des verbes ou groupes de mots que nous avons classés en quatre types :*
> *signifiant une « position » : verbe « être », plus rarement « avoir », et tous les groupes de mots qui signifient des éléments participant à la construction de la position occupée dans l'espace physique, social, politique, relationnel ou symbolique.*
> *signifiant une « action » : verbe « faire », « créer », « participer », « travailler » et tous les groupes de mots signifiant des actions.*
> *signifiant une « opinion » : verbe « penser », « (se) croire », « concevoir », « savoir », « (se) dire », « vouloir »…*
> *signifiant un « sentiment » : « aimer », « (res) sentir », « désirer », « être sensible à »…, ainsi que les mots signifiant des émotions et sentiments tels que bouleversé, frustré, fasciné, merveilleux, colère, drôle, trahison, (mal)heureux, etc.*
>
> *Le « je » est, en quantité comme en position dans les énoncés, d'abord un « je » d'opinion, puis un « je » d'action, puis un « je » de position. Et dans cet ordre là, comme si le déroulé de formulation « je pense -ou je crois- ; je fais ; je suis »*

[481] notamment le fait qu'il ait été recueilli sur un temps long, laissé à discrétion des personnes interviewées, souvent en plusieurs fois, et que les personnes aient eu la possibilité de relire, et de commenter à nouveau les retranscriptions littérales des entretiens.

pouvait s'énoncer « en conséquence de… ». C'est à dire : « je pense, donc je fais (en fonction et en conformité de ce que je pense), ce qui fait que je suis tel que je suis ». On pourrait en comprendre qu'à l'inverse, ce que je suis est le miroir de ce que je fais qui est la mise en acte de ce que je pense. Mais lorsqu'il s'agit de parler des origines familiales et/ou résidentielles, cette suite de formulations consécutives est énoncée à l'inverse : « je suis (de telle cité, ou fils de...), donc je fais et je pense »
Le « nous » ou le « on » sont quasi exclusivement d'action : « nous » est un « faire ensemble »
Le « ils » ou le « eux » désignent très majoritairement une position, associée au verbe « être », soit : « ils sont » ; parfois au verbe « avoir » au sens de « posséder », ce qui détermine également dans les énoncés une position.

Deuxième observation : dans les parties des entretiens relevant du récit de pratiques, les mots les plus souvent employés sont « quartier-s » et « social », et plus précisément « les » quartiers comme indéfinis, et « du » ou « mon » quartier en référence à des lieux et faits précis ; et « le » ou « du » social. Et dans les parties d'entretiens relevant de l'histoire personnelle, le mot le plus employé est « capacité » (ou « être capable de »). Le mot « cité » n'est finalement que très rarement employé, et quasiment toujours au pluriel.

De la familiarité aux mondes populaires

Je suis fils d'ouvrier, fils d'immigré, je suis des quartiers. Ainsi s'énonce l'être de ceux qui construisent et alimentent le militantisme social. Etre militant des causes sociales c'est d'abord être, presque par nature et toujours de culture, proche de ceux qui bénéficient de l'action militante sociale, à savoir les mondes populaires. Certes Zoubida, Robert, Magyd ou Marcelle ont des parents qui ont fait le voyage migratoire, le plus souvent depuis l'Algérie au moment de la décolonisation. Mais pour d'autres, ce sont les grands parents qui ont migré, les parents, même encore de nationalité étrangère pour certains, sont nés en France. Quant au statut d'ouvrier, il est encore plus confusément identifiable, tant les positions socioprofessionnelles occupées par les parents sont diverses et surtout présentent des trajectoires en mouvement -ascendant ou descendant- qui brouillent la piste de ce qu'on pourrait associer au *prolétaire* dans tout ce que le terme connote de domination, de discrimination et de précarité. Les parents de Christian étaient des employés, ceux de Jean étaient petits fonctionnaires, même si Jean a lui-même exercé ses premières activités professionnelles comme apprenti dans une manufacture. Le père de Nordine était effectivement ouvrier manœuvre mais on connaît dans la famille proche de nombreux membres ayant fait réussite et prospérité. Quant à Louis, Alain ou Danielle, issus de la moyenne ou grande bourgeoisie française, ils ne peuvent avoir recours à un tel énoncé. Et pourtant, au titre des convictions sociales de leurs parents et des leurs, ils énoncent eux aussi une proximité aux mondes populaires, par souci doctrinaire, qu'ils fondent en familiarité lorsque l'engagement les amène à côtoyer les plus faibles.
Autant d'éléments biographiques susceptibles d'invalider la revendication de « fils de », originaire des cités et des mondes ouvriers. Il importe dès lors de s'attacher non pas à une réalité socio-démographique des faits, mais à l'énoncé en tant que tel, et en tant que registre de justification. La pratique et le récit du militantisme social relève en fait d'un rapport de responsabilité personnelle qui tient d'abord à l'authenticité de soi, avant de rencontrer un autre.

En d'autres termes, la familiarité avec les mondes populaires légitime pour les militants leur position en tant que tels, et justifie ce à quoi ils croient et ce qu'ils font :
« *J'avais le désir qu'ils (les enfants d'immigrés de la cité) adhèrent à des convictions que j'avais. Par exemple sur l'oppression. J'étais très sensible à leur double culture. Peut être parce qu'avec mon histoire de fille de paysan, j'avais aussi ce sentiment de double culture, de confrontation à la modernité. J'étais très marquée par mes origines paysannes : mon père se faisait punir quand il parlait patois à l'école, on lui suspendait ses sabots autour du cou. On portait en nous la honte d'être paysans. Sur le culturel aussi : j'aurais beaucoup aimé faire de l'audiovisuel quand j'étais jeune. Je m'y suis mise sur le tard, avec des féministes, sur ce truc revendicatif où il n'y a que certaines classes qui ont accès à la création*. »

Tel que l'énonce Maïté Débats, comme tous nos interlocuteurs, ce « je suis » est aussi un « donc je fais ce que je crois », et inversement. Cette formulation nous éloigne sensiblement de la manière dont la sociologie politique traite du militantisme social. On évoque les rapports de pouvoir et les scènes théâtrales sur lesquelles ils se publicisent, de même qu'on problématise les questions sociales et politiques et les conflits qui en découlent. Mais la pratique et le récit du militantisme social relèvent aussi d'une négociation avec soi-même, d'un recours en dignité pour soi-même et pour ceux qui occupent les mêmes positions dans l'espace social, dans un rapport de dette et de don. Pour les uns, il s'agit d'aider à son tour après avoir été aidé, pour d'autres de réussir avec les fils ce que l'on a raté avec les pères, pour tous de transmettre ce que l'on sait et ce à quoi l'on croit. Ce qui nous importe ici, c'est de signaler comment se construit cet espace social de référence à partir duquel les gens vont penser, croire, parler et faire ; et à partir duquel ils vont construire les « je », « nous », « ils », « on », « eux » de leur être au monde personnel et militant.

Cet espace social de référence est d'abord celui « des quartiers », terme générique qui désigne à la fois un type de population résidente (des pauvres, des immigrés, des familles, des jeunes, et parfois « les gens des quartiers ») ; un type d'investissement institutionnel et politique lié à l'histoire de l'immigration et celle de la construction des grands ensembles ; et un objet de différenciation au reste de la ville. Habiter dans les quartiers, c'est en être au sens d'une part d'identité partagée -celle de l'origine migratoire et ouvrière- et d'autre part de ce que Ahmed Boubeker nomme une « communauté d'expérience »[482], inaccessible à ceux qui n'en sont pas.
« *C'est pour ça qu'ils ont bâti les quartiers, parce que tous les gens comme nous habitaient les bidonvilles. Alors ils ont commencé à construire par là, et petit à petit ils rasaient le bidonville* »[483]
« *Les quartiers d'il y a 40 ans n'étaient pas les mêmes. Les groupes des quartiers, c'était beaucoup plus homogène qu'actuellement. Les bandes et les grandes familles permettaient de pallier à un déficit affectif et à l'environnement des immeubles. Là dedans j'ai baigné, je me suis senti bien, peut être que ça m'a marqué pour revenir y travailler après, je peux pas te dire.* »[484]

[482] Ahmed BOUBEKER, *La communauté d'expérience des héritiers de l'immigration maghrébine*, Balland, 2001.
[483] Nadia RIPOSI, présidente de l'association Tout Horizons.
[484] Didier BONNET, fondateur et directeur d'une régie de quartier.

« On rencontre plein de militants de gauche, des gens qui militent contre le racisme par exemple, qui sont maladroits par rapport aux quartiers, qui sont sur un discours très éloigné du terrain. On ne peut pas parler des quartiers en disant c'est tout pourri, ou c'est tout bon. Quand tu vois tous les colloques sur les banlieues, c'est affreux, c'est à côté de la plaque. Les seuls référents qu'ont ces gens qui bavardent dans les colloques, c'est les chercheurs au CNRS d'origine arabe ; c'est pas les pires, mais quand même, ce qu'ils disent manque vraiment de terrain. »[485]
« Avec Bania et d'autres amis qui sont devenus des professionnels de l'audio visuel, on se disait que l'information, telle qu'elle était traitée à propos des quartiers et de nous, elle ne nous plaisait pas du tout. Trop maladif, trop schizophrène. On a voulu traiter autrement les quartiers à travers l'image, et c'est pour cela qu'on a monté cette association »[486].

Ce « nous » de référence renvoie autant à une histoire qu'à une identité partagées. Au « je », « ils » et « nous » des quartiers, sont associés des indices de position qui souvent reprennent les stigmates en vigueur : les parents sont « arabes », « immigrés », « pas instruits », « à la remorque » ; les fils sont « mauvais à l'école », « sur la mauvaise pente », « condamnés à ne pas réussir » ; les filles sont « filles ou sœurs de », « brimées », « pas aidées ». Mais à ces qualificatifs dévalorisants dits au pluriel, en sont souvent apposés d'autres, valorisants, au singulier. *Aux* quartiers s'oppose *mon* quartier ou *ma* cité, aux milieux populaires se différencient *mes* voisins, aux immigrés et/ou ouvriers se distinguent *mes* parents, et aux jeunes de banlieues s'écarte *mon* parcours, comme pour détourner le discrédit communément appliqué aux banlieues[487].
Le terme de « quartiers » ou « cités » au pluriel renvoie aussi à un mode de gestion sociale. Aux cités sont associées les logiques de peuplement des grands ensembles et les effets de la crise économique et du chômage qui font que beaucoup d'habitants sont désormais captifs du logement social ; ainsi que les politiques d'aménagement urbain telles que nombres de quartiers d'habitat social sont isolés des lieux d'activité économique et culturelle. Aux quartiers sont associés les dispositifs de développement social :
« A l'époque, pour les gens des quartiers, avoir un centre social ça représentait quelque chose de valorisant »[488]
« Dans les quartiers, il y a l'urgence d'une présence auprès des jeunes parce qu'ils font aujourd'hui plus de conneries que nous on en faisait il y a dix ans. Et puis, on ne peut pas se permettre de laisser le terrain libre à n'importe qui. Si nous, on n'est plus dans les quartiers et qu'il n'y a que les racistes qui s'expriment, c'est un vrai problème »[489]
« Eux (les responsables du DSU), ils ont des priorités très particulières par rapports aux quartiers, comme si les jeunes de nos quartiers étaient différents des autres. Par exemple, ça ne leur viendrait pas à l'idée de donner la citoyenneté ou le respect comme objectifs pour une opération concernant des jeunes de milieux favorisés. »[490]
« A une certaine époque, à partir de 83/84, il y a eu des problèmes dans les quartiers, il y avait des mômes qui se faisaient tirer dessus au fusil, le front national commençait à apparaître. J'avais quinze ans, mes parents avaient déménagé vers

485 Moustapha Amokrane, membre de ZEBDA et du Tactikollectif.
486 Christian Pesci, ancien animateur dans le quartier des Flamants, travaille aujourd'hui dans l'audiovisuel.
487 Serge PAUGAM, *La disqualification sociale*, PUF, 1991.
488 Zoubida Meguenni, fondatrice de l'Assur et de l'association SCHEBBA
489 Nordine TAGUELMINT, membre de la RSNL.
490 Kamel DACHAR, membre de la RSNL.

la campagne parce qu'ils avaient envie de construire une baraque et j'ai senti, au moment de partir des Izards, une montée de la violence. J'ai voulu réagir face à tout cela »[491]

Cet énoncé des quartiers, comme terme générique, pour représenter un moment de l'histoire urbaine et une singularité des politiques de traitement des déficits sociaux est aussi une manière de construire, pour les militants, un discours et une position critiques à l'égard des institutions. Celles qui ont en charge le développement des quartiers -DIV, FASILD, et autres délégations ministérielles ou municipales impliquées dans les politiques de la ville- ont une représentation très limitée, sinon schématique, des mondes sur lesquels elles travaillent. Les limites de ces représentations sont celles de leur mandat : travaillant sur les déficits, les acteurs du développement social ont une connaissance de leurs publics uniquement en situation déficitaire. Ces limites sont aussi territoriales : l'espace d'intervention des politiques de la ville se réduit à celui de parties de ville qualifiées de défavorisées. Elles sont temporelles, puisque outre le fait que les dispositifs de développement social sont d'exception, ils sont aussi professionnels, c'est-à-dire limités à une relation et un temps de travail. Elles sont enfin relationnelles, pour ces mêmes raisons précédentes, mais aussi parce que les agents des politiques de la ville ne se posent pas la question de leur légitimité dès lors qu'elle leur est conférée par mandat, alors même que leurs rapports aux habitants sont en permanence, à travers l'exigence de représentativité (n'avoir à faire qu'à des représentants des habitants, des jeunes, des immigrés, des associations, etc.), dans cette sommation de légitimité (à parler au nom de…).
Opposer « *les quartiers* » à « *ma cité* », « *eux* » à « *nous* », et imposer la première personne, voire « *moi, je* », nous aide à comprendre les processus d'accomplissement de soi que réalisent les militants :
. il y a l'espace social à partir duquel les militants se caractérisent et justifient leur utilité : les quartiers, la fracture, l'impuissance des institutions scolaires, sociales et éducatives à produire de la justice et de l'équité : « *Il y a eu un élément déclencheur de tout le malaise social actuel : on a menti aux jeunes des quartiers. On a fait un tas de truc : les PAIO, les entreprises intermédiaires, des stages, des contrats aidés... Tout ça pour revenir toujours à la case départ. En mentant à cette génération qui avait dix ans dans les années 80, on les a désespérés et leur violence est encore plus difficile à appréhender. Ca veut bien dire que les travailleurs sociaux en place avaient atteint les sommets de leur incompétence et de leur discrédit auprès des populations. Alors, ils sont allés chercher des congénères, au sens éthologique, ceux qu'on a appelé les grands frères, pour les habiller en travailleurs sociaux. On leur apprend la langue, le discours, et on les balance sur le terrain, persuadé qu'ils ont acquis le profil. Ça ressemble aux misérables de Victor Hugo qui se reconnaissaient par leur parler argot. Avec ces travailleurs sociaux issus des quartiers, on fabrique des apprentis sorciers de l'action sociale. De toute façon, il n'y a pas plus chiant que les travailleurs sociaux. Ils bossent toujours avec les mêmes acquis intellectuels et théoriques qu'il y a tente ans, et il leur manque la praxis et le logos : or même un excellent conducteur de fiacres ne saurait pas rouler sur une autoroute. Alors j'ai décidé de venir travailler dans ces quartiers.* »[492]

. il y a un « eux » qui désigne par différence, sinon par opposition tant les acteurs des politiques sociales que leurs clients : « *Je pense que le problème qui se pose aux plus*

[491] Tayeb CHERFI, membre du Tactikollectif.
[492] Jacques DAVID, responsable d'une association de prévention de la délinquance.

jeunes, ce n'est pas seulement celui des situations économiques et sociales déficitaires, c'est aussi le fait que le milieu associatif militant est en déclin. Il n'existe plus que des institutions ou des associations de services, et plus de militants comme nous l'avons été. Nous avons aussi fait du service, mais on a toujours été suffisamment malins pour se surveiller les uns les autres, quitte à tout arrêter quand on sentait qu'on perdait nos convictions militantes. Et s'il n'y a plus d'associations de militants, c'est parce qu'il n'y a plus de démocratie, de libre expression. On ne peut plus être un collectif dans un quartier, et avoir des moyens pour intervenir publiquement en toute liberté. Aujourd'hui, il y a une séparation entre les usagers et les décideurs d'une association ou d'une institution ; chez nous, usagers et décideurs étaient les mêmes. »[493]

. et un « nous » qui permet de s'extraire de l'espace social critiqué autant que de ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas s'en extraire ; mais aussi un « nous » qui qualifie le collectif auquel chaque militant s'identifie ou s'associe. Le collectif en soi n'est probablement pas une nécessité pour être militant, mais il en est un lieu de transition pour passer de l'endroit où l'on n'est rien à une place d'individualité publique. C'est dans le collectif que l'on apprend à dire « je », à partir du collectif que l'on existe au yeux des divers « eux » : « *Je crois que si je n'avais pas eu Vitécri, j'aurai fini en beauf bête et méchante. Ca m'a révélé, ça m'a sorti de mon quotidien poisseux. Sans Vitécri, je n'aurai jamais rencontré des élus, je n'aurai pas fait la différence entre une mairie et un Conseil Général, même si à Vitécri on développait davantage d'idées que de discours politiques. Dans nos réunions chacun se positionnait, tout le temps. Par mes activités à Vitécri, j'ai découvert la vidéo, la pédagogie, l'animation, j'ai fait le DEFA alors que j'aurai pu rester vendeuse de surgelés. Et ce qui me tient le plus à cœur dans cette histoire, c'est ce premier voyage à Paris avec toute la bande, pour faire une formation vidéo à l'INJEP. Dix ans après, je suis de nouveau montée à Paris avec des jeunes pour faire un stage à l'INJEP dans le cadre de mon travail : c'est un joli pied de nez à la vie.* »[494]

Ce processus d'accomplissement peut être illustré par toutes les histoires de militants que nous avons reconstitué. Autant de trajectoires qui sont l'enchaînement d'une longue série de décisions et de situations dont aucune, prise isolément, ne paraît étrange ou incohérente en elle même et dont aucune n'est vraiment définitive ; mais dont chacune, liée aux autres, construit un univers commun de référence.

De la représentation du social à l'accomplissement de soi

Les représentations qu'ont les militants des cités, même si elles diffèrent de celles des institutions et du sens commun, restent de l'ordre des représentations. Elles sont constituées de leur expérience propre de vie, des images et des croyances communes dans leur cercle familial, amical et professionnel, mais aussi de leurs idées sur la manière dont le monde urbain doit être structuré pour qu'ils puissent poursuivre leur action militante. Ces représentations sont constitutives de la forme de grandeur à laquelle ils se réfèrent[495].
On peut ainsi dire que le monde des cités (forme politique d'habiter), comme les pauvres (situation économique), ou encore les ouvriers (catégorie professionnelle),

[493] Salah AMOKRANE, membre du Tactikollectif et élu à Toulouse sur la liste Motivé-e-s.
[494] Sylvie VISCAINO, membre de l'association Vitécri.
[495] Au sens où l'entendent Boltanski et Thévenot, *Ibid*.

font l'objet de descriptions qui participent de fictions, parce que ces descriptions ne correspondent précisément ni au vécu de ceux dont on parle, ni au vécu de ceux qui en parlent. Mais ces fictions permettent de donner corps à un savoir sur de grandes catégories, et pas seulement sur quelques particularités personnalisées. Ainsi les histoires et les faits que racontent les militants sont informés par leur conceptualisation du monde et cela leur permet d'évoluer dans le monde en bonne logique avec la manière dont ils le conçoivent.

Exemple : « *Une réalité : les filles avec les mecs, dans ces quartiers là, c'est chaud. Dans mon quartier, tu n'avais pas intérêt à faire la bise à la soeur de ton copain. S'il y avait son père pas loin, tu étais mort, et elle, elle était enterrée. C'est aussi dans ce climat qu'on devient macho*. »[496]. Prise au mot, on sait bien que cette description des rapports sociaux de sexe et des rapports hiérarchiques familiaux est une fiction, tout comme on sait qu'un garçon ne devient pas macho juste parce qu'il ne peut pas embrasser une fille (peut être même au contraire, le désir d'embrasser une fille va sans doute l'amener à développer des stratégies délicates et subtiles plutôt que des comportements brutaux). Mais ce discours sur les rapports entre garçons et filles, et entre garçons, filles, frères aînés et pères dans les cités, produit un sens social sur la cité : la cité reposerait sur un fonctionnement de société de place, où chacun(e) est assigné au rôle qui lui est conféré par son sexe, son âge, sa position dans la famille, et aux comportements qu'on en attend, au risque de sa vie, c'est-à-dire au risque de ne plus exister dans le monde de référence. Cette représentation est, on le sait, bien au delà de la réalité des relations et des comportements entre garçons et filles dans les cités. Et davantage même, elle est dans bien des cas inopérante même en tant que représentation, puisque ceux là même qui la formulent comme « une réalité » -en l'occurrence, des militants sociaux- sont des exemples mêmes du contraire, les mondes militants étant des mondes particulièrement mixtes et singulièrement policés dans les rapports sociaux de genre et de sexe. Le même qui décrit la « réalité » de la violence des rapports garçons-filles ajoute plus loin : « *Au départ, les filles sont moins gâtées que les garçons. Nous, on était plus libre. Elles n'ont pas pu participer à tout. On avait des réunions le soir. C'était pas possible avec les pères. Mais malgré ça, Magyd, moi, pareil pour les Amokrane, on a vraiment fait en sorte que nos soeurs sortent le plus possible, qu'elles découvrent des choses. Magyd, Mounir et Dada, morceaux de macho quand même. Aujourd'hui ce sont des pères modèles. J'aurai pas cru que ces mecs là s'occupent de leurs gosses comme ils le font. Quand tu vois le premier film qu'ils ont fait, c'est bagarre, les mecs déguisés en filles, ça dénote bien le machisme violent*.(…) *On a fait tous les efforts possibles, pour être les plus civilisés possibles. On a mis nos soeurs à Vitécri. Elles ont beaucoup appris et nous ont beaucoup apporté*. »[497]

Reste que le sens social que produisent ces fictions est un registre de justification de l'action militante. Dans cet exemple précis, le sens de cette « réalité » d'une impossible mixité et de la violence des relations entre pères ou grands frères et filles ou sœurs a produit un des objets du militantisme social des quinze dernières années dans les quartiers : le droit à l'individualité pour les femmes et les jeunes filles ; un dispositif militant d'envergure internationale : « ni putes, ni soumises » ; et une orientation institutionnelle : le fonds d'action sociale pour les immigrés et leurs familles (FAS) est devenu le Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre

[496] Tayeb CHERFI.
[497] Tayeb CHERFI.

les discriminations (FASILD) dont une des missions est de lutter contre les discriminations dont sont victimes les femmes et les filles.

De même, les problèmes sociaux auxquels les militants font référence pour justifier l'acte militant (rétablir la vérité, la justice, l'équité, favoriser l'insertion, etc.) n'existent pas indépendamment d'un processus de définition. Ce ne sont pas des problèmes sociaux parce qu'il est dans leur nature d'être des problèmes, et l'on pourrait en dire autant des problèmes à travers lesquels on qualifie les gens (défavorisés, exclus, etc.). Ce sont des problèmes parce que quelqu'un, quelque part, les vit et/ou les définit comme tels, et les élève en cause commune pour construire un objet de dénonciation collective[498].

Exemple : « *Aujourd'hui, on voit émerger dans le quartier une communauté d'enfants d'étrangers qui fait obstacle à l'intégration en se référant à la stabilité de la culture de leurs pères. Très concrètement, cela se manifeste par une utilisation abusive de la langue de leurs pères, un retour du religieux, une attitude liée au fait que leurs parents ont été refoulés de la société. Si dans notre association, bien qu'on soit tous d'origine maghrébine, on interdit l'usage de la langue arabe, c'est tout simplement parce que c'est impoli de s'adresser à quelqu'un dans une langue qu'il ne comprend pas. Exactement de la même façon qu'on interdit les injures et les grossièretés. Mais on ne peut pas nier pour autant que d'être d'origine arabe est un handicap réel pour réussir, au moins à valeur égale que de ne pas avoir été à l'école. Regarde moi : j'ai 25 ans, un DESS d'administration locale, après avoir fait une filière en droit ; j'ai passé et obtenu le concours d'attaché de la fonction territoriale il y a deux ans. Depuis, je multiplie les entretiens d'embauche, sans jamais obtenir de poste. Pourquoi ? Parce que je cumule les handicaps : jeune et arabe. Dans tous les services où j'ai été passer un entretien, j'ai jamais vu un étranger.* »[499]
Peut-on peut mesurer que l'origine nationale, religieuse ou ethnique, contribue à hauteur de x% aux chances de promotion d'un individu, de la même façon que le niveau d'étude explique pour x% le statut du premier emploi ou que l'ancienneté explique pour x% le niveau de salaire ? On peut avoir une compréhension intuitive ou idéologique de ce problème de l'origine ethnique en tant que facteur de risque. Mais on sait aussi que « *un groupe n'est pas un groupe ethnique du fait de son taux de différences mesurables ou observables par rapport à un autre groupe ; c'est au contraire un groupe ethnique parce qu'aussi bien les gens qui en font partie que ceux qui n'en font pas partie savent que c'est le cas ; parce que tous, qu'ils en soient ou qu'ils n'en soient pas, parlent, agissent et ressentent les choses comme si ce groupe était un groupe distinct* »[500]. On comprend alors que l'ethnicité participe d'une production collective et que le groupe « jeunes beurs » émerge comme tel et comme problème social sur des saillances territoriales, à savoir « jeune des quartiers ».

On peut alors se demander à quoi servent ces productions de représentations sur les cités, formulées en problèmes sociaux, eux même élevés en causes collectives. Sans doute assez simplement à produire de la légitimité à l'action militante, parce que les problèmes sont faits pour être résolus ; et que dès lors qu'ils font cause, ils impliquent un engagement moral ou politique.

---

498 Luc BOLTANSKI, *L'amour et la justice comme compétences, trois essais de sociologie de l'action,* Métaillié, 1990, p 24.
499 Amar DJEMMAL, membre de l'association de promotion sociale des enfants de migrants.
500 Everet HUGUES, *Le regard sociologique*, textes rassemblés par jean Michel Chapoulie, EHESS, 1996.

C'est à ces moments de la formulation d'un problème, de la nécessité de le résoudre, et de l'exigence d'un engagement moral pour ce faire, que peut se construire de l'individualité ; le moment où l'on devient publiquement quelqu'un, en prenant part à quelque chose de suffisamment élevé -au sens de la grandeur- pour faire cause commune, un moment de renoncement au particulier pour aller vers le l'aspiration collective. Plusieurs éléments participent à ce processus.

- Il y a d'abord la formulation d'un élément de critique sociale : parce que les mondes des cités sont particulièrement familiers des mondes professionnels de l'action sociale et éducatives[501], le passage du particulier au général transite souvent par la critique du corps de métier même, et des finalités de l'action sociale. Par exemple : « *On trouvait que les travailleurs sociaux ne faisaient pas leur boulot, ou le faisaient mal, qu'ils avaient la planque. Ils ne visaient pas juste par rapport aux envies et aux besoins des quartiers : ouvrir sur l'extérieur, faire du soutien scolaire, infléchir les parcours des jeunes, les aider à s'en sortir avec l'école, les loisirs. Les éducs sur le quartiers, ils faisaient un peu tout ça, mais dans un esprit de consommation. En plus, ils fonctionnaient comme des profiteurs, ils achetaient aux jeunes des trucs volés et ils te filaient des loisirs de consommation en échange, etc. Et nous, on trouvait pas ça normal.* »[502]
Ou bien : « *La fermeture du centre social par les pouvoirs publics et par le désengagement de la Fédération Régionale des centres sociaux dans le quartier a servi de déclencheur, et on n'a jamais été neutres. Mais quand je dis "on", en fait c'est « je » : j'ai pris position, et les gens m'ont suivi. Tout de suite, les gens ont compris pourquoi j'étais là : parce que tout le monde a droit à avoir un endroit où se retrouver, faire des choses et prendre la parole* »[503]

- Il y a ensuite la nécessité que cette formulation individuelle rencontre un Autre, un collectif, pour monter en généralité et faire cause, mais aussi pour que l'individu qui la formule rencontre un auditoire, et par là une visibilité publique. Ici, les schémas sont plus divers parce que les configurations locales sont multiples :
« *Si je n'avais pas rencontré des gens et une organisation d'animation avec qui partager une réflexion sur les gens, qu'est ce que je serai aujourd'hui ? Peut être quelqu'un qui vote Front National. Alors je me mets à la place des gens qui votent front national ; qu'est ce qui leur a manqué ? Quelle est la rencontre qui leur a manqué ? Quel processus les a emmené là ?* »[504]

« *Moi, j'ai appris la politique dans la rue, au contact des gens et en me confrontant à la réalité du terrain. Et puis, j'ai eu la chance de travailler avec des gens qui m'ont beaucoup appris. Tout en étant au conservatoire de musique, je continuais à m'investir dans la vie de mon village en montant des animations pour les jeunes, les 14-20 ans qui sont toujours un peu les laissés pour compte de l'animation. J'ai monté des séjours à la neige, avec quelques copains on a monté un centre aéré parce que les mamans étaient embêtées, on a monté des expos, des soirées. C'était sans prétention mais on s'y plaisait et en même temps on avait l'impression d'apporter un peu aux gens du coin. Les conseillers municipaux nous débloquaient un peu de sous, et après on se débrouillait en aller taper un peu les commerçants. On arrivait à*

---

[501] Geneviève POUJOL, Raymond LABOURIE, *Les cultures populaires : permanence et émergences des cultures minoritaires locales, ethniques, sociales et religieuses*, Privat, 1979.
[502] Moustapha AMOKRANE.
[503] Christian PESCI, animateur dans la cité des Flamants.
[504] Roland POUSSE, militant à la fédération Léo Lagrange.

grappiller 1000 ou 1500 balles, et avec ça on était les rois du pétrole, on décrochait la lune. Plus tard, un élu de mon village est venu me chercher pour faire partie de son équipe. Il m'a choisi à moi, parce que les autres personnes de son équipe n'étaient pas de ma génération. Je pense qu'il m'a choisi parce qu'il a du penser que j'avais un potentiel à développer, le reste s'est joué en termes affectifs. C'est lui qui m'a mis le pied à l'étrier, et depuis 25 ans, on ne s'est pas quitté, on a toujours été ensembles, aujourd'hui au Mouvement des Citoyens. Donc il a dû présumer que je pouvais faire quelque chose de ma vie. »[505]

Mais encore faut il qu'il y ait de la place pour exister en tant qu'individu : *« Je n'ai pas participé aux partis politiques, à des actions de parti politique, c'était pas mon job. Je n'étais pas accroché par la politique partisane. Mais tout ce qui intéressait la vie de quartier m'intéressait et j'y ai participé. Je ne me suis pas tellement investi dans les Comités d'Intérêt de Quartier parce que il y avait suffisamment de monde qui s'en occupait et puis parce que j'étais d'avantage centré sur les problèmes d'éducation populaire. Moi ce qui me préoccupe c'était la promotion collective des gens autour de moi et avec une pédagogie qui est celle de l'éducation populaire, qui part de l'action qui va à la formation pour ensuite, avec une réflexion, améliorer l'action. Voilà cette spirale qui associe l'action, la formation, la réflexion et qui ne s'arrête pas. Et c'est comme ça qu'un homme qui applique cette pédagogie d'éducation populaire c'est un homme cultivé parce qu'il a le souci de l'autre, le souci des gens, voilà. Qu'est-ce que je n'ai pas fait ? Y a des tas de trucs qu'on n'a pas fait...mais ma vie a été bien remplie je crois.* »[506]

« *C'est vrai que je suis attaché à cette association de promotion des maghrébins. J'aime ça, et puis il faut bien que quelqu'un le fasse. C'est mon coté communautaire. Je souhaite donner un coup de main aux maghrébins. Je ne me sens pas redevable mais je souhaite que quelques uns puissent profiter de mon expérience, des gamelles que j'ai prises, des pièges à éviter.* »[507]

- Il y a enfin un surinvestissement du « moi » sur les deux éléments précédemment cités, à savoir la critique institutionnelle et le collectif qui permet la montée en cause collective autant que l'existence publique de chacun :

« *J'ai commencé à aller dans les cités le 16 janvier 1967. Pendant six mois j'ai fait un peu tous les quartiers, et puis j'ai choisi Bassens. Bassens, c'était comme un lieu de mort, maudit. Un univers concentrationnaire, sans rires ni cris. Tout était en béton, les murs, les sols, l'usine Kulmann d'un côté, la voie ferrée de l'autre. Les femmes ne sortaient de là que pour aller à l'hôpital pour accoucher. En 70, j'ai fait un rapport sur les conditions de vie à Bassens et Mr Martin, directeur de la Logirem, a réagit en disant : « Bassens, c'est du remords coulé dans du béton ». Moi, j'y ai fait mon chemin de Damas en une heure.*»[508]

« *Je n'ai jamais abordé mon action dans le sens où "moi je suis d'une manière et je vais te donner ou t'apporter quelque chose", ça n'a jamais été comme ça, ça a toujours été en termes de contrat, presque du donnant-donnant "moi y a des choses*

---

505 Kamel ADJINA, Chargé des relations intercommunautaires au Conseil général.
506 Séverin MONTARELLO, militant de l'éducation populaire et ancien directeur de la maison des familles dans le quartier Busserine.
507 Amar DJEMMAL, membre de l'association de promotion sociale des enfants de migrants.
508 Danièle GRANIER-TURPIN, ancienne animatrice à l'ATOM.

que je sais faire et que toi tu ne sais pas faire, et toi y a des choses que tu sais faire et que moi je ne sais pas faire, on peut peut-être échanger l'un et l'autre et s'apporter mutuellement un certain nombre de moyens qui peuvent nous faire aller l'un et l'autre dans les meilleures autonomie", c'était ça ma position.
Claire *: Donnez moi un exemple de ce genre d'échanges ?*
Oui, je vais vous en donner un "moi je sais remplir un papier et toi tu sais changer un joint de culasse". Alors très vite, on a installé un préfabriqué au sein de ce bidonville où étaient les gitans, et si eux réparaient la culasse de ma voiture de sport -parce que à l'époque j'avais des motos, et une vielle Mercedes AMG-, et bien de la même manière moi qui savait lire et écrire je remplissais les papiers. »[509]

« *Moi je n'avais pas peur, les autres y allaient avec des à priori, moi je n'avais pas d'à priori. Si on n'aime pas les gitans, si on n'a pas envie, on ne peut pas faire ça pour un salaire ou un statut.*
Claire *: Est ce que ça suffit d'aimer les gitans et d'avoir envie ?*
Je n'ai pas dit aimer les gitans, j'ai dit ne pas en avoir peur. C'est très important avec les gitans. Pas peur d'aller dans les aires de stationnement et les cités, pas peur de faire respecter le règlement, pas peur d'être sur le terrain tout le temps, d'y loger, de poser des questions, de faire des bilans auprès des familles. »[510]

« *Mon grand père, il était ouvrier, un bourrin. Mais en même temps, il avait le savoir de l'immigré, les baluchons toujours prêts, pouvoir circuler n'importe où, n'importe quand. Moi, c'est tout le contraire, je déteste me trimballer. Moi, j'ai un parcours valorisant : fils d'immigré, j'ai un poste de direction au ministère de la justice, je travaille avec le sous préfet à la ville. Alors je vais m'arrêter là, aller faire des voyages avec le 3ème âge ? Ca non ! J'ai envie, pendant deux ou trois ans encore, de vérifier que mon expérience peut s'appliquer. Je fais dans l'idéalisme à son paroxysme. Moi, j'ai été nourri au travail bien fait, celui du grutier.* »[511]

« *Dans la cité, on me consulte pour tout, je suis à toutes les réunions, et si je n'y vais pas, ils viendront chez moi pour m'en parler. Ici j'ai ma place parce qu'ils ont besoin de moi : je suis instruit, je connais les rouages administratifs, je sais monter des dossiers, etc. Alors on me consulte pour organiser une manifestation, envoyer de l'argent aux Comores, monter un dossier de subvention auprès du conseil de l'Europe pour le développement aux Comores. Je ne gagne pas beaucoup d'argent, mais le jour de ma mort, je crois qu'il y aura beaucoup de monde à mon enterrement, des gens de mondes différents, c'est ça qui est important pour moi. Pas au sens de faire partie d'une structure, je ne suis pas politiquement correct, je ne sais pas suivre un clan. Je marche sur des idées.*
Claire *: Lesquelles ?*
L'utopie. Une société meilleure : manger à sa faim, la dignité pour tous, pas de gens à la rue, pas de misère. »[512]

« *Moi, j'ai commencé avec la galère, les mauvais coups. J'ai payé, maintenant, il ne faut pas oublier les petits frères des overdoses. Alors, j'ai décidé de bosser pour mon compte, avec pour mission de sortir les jeunes du quartier grâce à la musique, et sortir les techniciens de l'ombre. Je veux que les jeunes soient autonomes, qu'ils*

[509] Denis KLUMPP, fondateur et directeur de l'AREAT.
[510] Denis KLUMPP.
[511] Jo ROS, éducateur, fondateur de l'université du citoyen.
[512] Mohamed M'BAE dit Soly, animateur dans la cité de la Savine.

sachent monter eux mêmes des disques de qualité, se servir du matos. Je leur apprends à faire des produits sans les producteurs. »[513]

«*Au début, j'avais pas idée d'avoir une activité : pour moi, j'étais mariée, j'aurai voulu rester à la maison élever mon gosse. D'ailleurs, ça me faisait un peu chier de venir à la régie, je préférais aller en formation, c'était plus tranquille. Mais les autres ne me lâchaient pas, ils me disaient «il faut que tu t'accroches, que tu avances». C'est venu peu à peu, à force de venir ci, de voir que pas mal de gens avaient des problèmes, d'être amenée à leur faire des CV, les diriger. C'est là que j'ai eu une autre vision de ce que je pouvais apporter aux gens du quartier ; et j'ai beaucoup changé. Et puis je vois bien que j'y ai aussi gagné mon indépendance, ma vie, même si je suis mariée, je n'ai rien à demander à mon mari. Et même avec mes parents et mes beaux-parents, ce que je fais ici, ça ne les regarde pas. Après tout, ils avaient qu'à nous ramener au bled quand on était jeune. En restant en France, ils ont pris le risque qu'on ouvre les yeux, ça sert plus à rien de se fâcher maintenant.*»[514]

On comprendra, à la lecture de ces extraits (mais aussi en regardant l'organisation textuelle d'ensemble, voir en annexe) que les militants instruisent leur position en personnalisant ce qu'ils sont et ce qu'ils font par opposition à un autre. Cet autre comparatif, lorsqu'il s'agit du faire, est souvent le représentant de l'institution, mandaté et salarié. Enoncé à leur manière, ils disent que les institutions seraient détentrices d'un savoir coupable au sens où ses représentants savent des choses qu'ils gardent pour eux, choses qui seraient susceptibles de rétablir des vérités ; mais en même temps d'un savoir partiel et parcellaire au sens où ils ne savent des choses que ce qu'ils en perçoivent dans leur mission professionnelle. A contrario, le militant serait détenteur d'un savoir véritable participant de l'expérience et de l'empathie aux mondes des cités. A ce tire, les militants endossent des rôles, davantage qu'ils ne les construisent ou les subissent : ils font en conformité avec ce qu'ils sont, comme si par exemple être issu de l'immigration et/ou des cités induisait naturellement une position empathique à l'égard de ses pairs et impliquait la dénonciation d'une injustice originelle de position. Processus qui peut aller jusqu'à la réduction caricaturale, par exemple : « *On a envie de créer une dynamique humaniste, progressiste, tout ce que tu veux, pour ne pas dire de gauche. Etre humaniste, c'est lutter contre un système où tu as la misère d'un côté et la profusion de l'autre. C'est ce fossé, cette ignorance qu'il faut faire disparaître. Et être de gauche, c'est être humaniste. Faut voir, il y a peut être des humanistes de droite, mais moi, j'en connais pas.* ».

A partir de ces énoncés de position, ils réinventent du « je » qui fait à la fois distance aux « eux » et ralliement à un « nous » impliqué dans une activité culturellement valorisante : la relation d'aide et la participation à la distribution de valeurs et de biens sociaux. C'est à travers ces énoncés que les militants construisent la doctrine sociale qui fonde leur action et qu'ils se construisent en tant qu'entrepreneurs de morale.

---

513 David FERNANDEZ, fondateur d'une association de promotion par la musique.
514 Soraya., secrétaire à la RSNL.

Conclusion

On a vu dans la première partie la manière dont les logiques d'action sociale, publiques et privées, sont socialement inscrites dans notre histoire, et l'on a tenté de comprendre, aux limites des acteurs en tant qu'individus, l'évolution de l'esprit social, fondateur des systèmes d'action. Mais aussi fondateur du changement des représentations du « peuple » : des miséreux en prolétaires, des prolétaires en classe ouvrière, de la classe ouvrière en milieux populaires. Jusqu'au milieu des années 1970, alors que se résorbe le problème massif du logement, et que les positions au sein même des mondes populaires se transforment. Ce que l'on pouvait raisonnablement qualifier de classe ouvrière jusque dans les années 1950, se trouve plus radicalement divisé notamment dans les cités qui ont été pendant une bonne vingtaine d'années le fleuron de ce que certains ont appelé le « système résidentiel fordiste »[515], c'est à dire, dans leur efficacité matérielle et symbolique, l'articulation d'une utopie normative et d'une production industrielle. Jusqu'au milieu des années 1975 les grands ensembles ont en effet constitué une machine institutionnelle très performante à produire les conditions sociales et financières d'une véritable mobilité sociale. Le grand ensemble constituait tout à la fois un tremplin économique vers l'accès à la propriété, un environnement moral de calibrage des familles ouvrières aux normes des classes moyennes. Il rendait ainsi la promotion sociale par la mobilité résidentielle possible, désirable et normative. Rappelons à ce propos les conclusions du travail si souvent cité de J.C. Chamboredon et M. Lemaire : « *La diversification de sous-groupes nettement particularisés, l'éclatement des perceptions coutumières, la disparition de l'unité de voisinage comme instance qui rappelle et contrôle le respect des normes du groupe, la diversité conséquente des groupes de référence possibles et, corrélativement, l'image négative de la condition populaire, tout concourt à encourager, dans certaines catégories, ouvriers qualifiés, techniciens, employés, des aspirations à la mobilité qui, souvent à l'origine du changement de résidence, sont en tout cas renforcées par celui-ci.* »[516].

Mais cet effondrement doit aussi au recours massif à la main d'oeuvre originaire des colonies, et à la division entre ce que l'on a appelé « l'aristocratie ouvrière » (composée d'une main d'œuvre française, qualifiée, travaillant aux machines -avec ses figures charismatiques que sont le grutier ou le mécanicien, et ses niches d'activité dans l'industrie navale, automobile ou l'imprimerie- et qui entretient une conscience de la classe pour elle-même, influençant la vie politique et syndicale), et un sous-prolétariat travaillant à la chaîne, composé principalement d'une main d'œuvre immigrée et de femmes, aux statuts précaires et aux pouvoirs, même symboliques, quasiment inexistants, à l'usine comme dans la vie civique.
Cette fraction là de la classe ouvrière sera la première touchée par la crise, dans la plupart de ses aspects et de ses conséquences : la perte de l'emploi bien sûr, et des perspectives réduites à la précarité des statuts d'intérim et des travaux à risque et grande pénibilité, mais aussi la captivité dans le logement social. Au moment même où commence à se réaliser la sortie par le haut du logement social, à la faveur des lois Barre qui favorisaient l'accession à la propriété privée, cette fraction de la classe ouvrière, en voie de précarisation, est exclue des perspectives de mobilité résidentielle ascendante.

---

[515] BIDOU-ZACHARIASEN, « La prise en compte de « l'effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains », *Revue Française de Sociologie*, vol 38, 1997.
[516] Jean-Claude CHAMBOREDON, Madeleine LEMAIRE, *Ibid.*

Pas seulement parce qu'il n'en ont pas les moyens économiques, mais aussi parce qu'ils ne sont, pour les uns pas prévus dans le schéma d'ascension des classes moyennes, et pour d'autres pas encore culturellement prêts à y accéder. Avec le logement (dans le logement même, pourrait-on dire-), « l'accueil » des immigrés est la seconde des batailles qui mobilise le militantisme social.

Jusque dans les années 1980, le débat politico-idéologique dont participe le militantisme social porte sur la question de la domination. L'idée force est celle de l'exploitation des classes populaires, dans une société hiérarchiquement divisée où les patrons dominent les travailleurs, où les bourgeoisies sont tenues de faire fructifier le capital économique, social et culturel dont elles sont garantes, et les ouvriers tenus de préserver le peu qu'ils ont. Logique de reproduction donc pour les deux extrêmes de la hiérarchie sociale économiquement liés, d'une reproduction qu'on pourrait qualifier de généalogique pour la première, et de quotidienne pour la seconde.
Entre les deux, les classes moyennes, dont le propre est de ne pas être enracinées sur de la reproduction, mais sur de l'accomplissement[517]. Elles ont à acquérir, elles aspirent à devenir au moins un peu plus que leurs parents, et leur accomplissement passera par l'école, notamment, et visera à l'acquisition de statuts socioprofessionnels et économiques les faisant grimper dans la hiérarchie. Ceux là seront (ou épouseront des) ingénieurs, médecins, enseignants ou chercheurs. Les autres, ceux qui auront failli à la réussite scolaire, n'échapperont pas pour autant à l'impératif de mobilité sociale : les « carrières militantes » si souvent décrites sont un bel exemple de promotion des classes moyennes. La professionnalisation du travail social ou éducatif et de l'animation socioculturelle en est un singulier révélateur : c'est là que les aspirants à réussite dépourvus de capital scolaire viendront faire carrière, intégrant peu à peu des statuts de cadres[518].

Société verticale donc, reposant sur un principe de division sociale, où les classes moyennes sont dites agissantes, parce qu'en constante mobilité là où d'autres participent de logiques de reproduction ou de préservation.
Jusqu'au contour des années 1980 où, sur fond de crise économique, la répartition des richesses ne vient plus imprégner l'ensemble des couches sociales, et le principe de mobilité ascendante perd son principal moteur, à savoir l'économie. Il n'y a plus assez pour tous, ou plutôt il n'y a plus assez pour que tous revendiquent et obtiennent une part (même inégalement répartie) des bénéfices. Mais surtout, à partir du début des années 1970, « *les deux piliers sur lesquels sont édifiés les systèmes de protection collective -l'Etat et les catégories socioprofessionnelles homogènes- s'effritent* »[519].
Le premier effet de cet effritement des systèmes de promotion et de protection, c'est celui du passage progressif d'une société verticale à une société horizontale constituée de corps sociaux peut être pas si hermétique que la « société à deux vitesses » marquée par une « fracture sociale » dont on nous parle tant, mais tout de même, une société polycentrée. La problématique de l'habitat social est révélatrice de ce premier glissement : l'expression consacrée dit « qu'on y entrait par le bas pour en sortir par le haut » et l'histoire de la mobilité résidentielle des années 1950 à 1980 nous a montré qu'il était en effet normal, en l'espace d'une vingtaine d'années, de quitter le bidonville ou le logement insalubre pour accéder à l'habitat social, puis de quitter le HLM pour acheter un pavillon.

---

517 Pierre BOURDIEU, *La distinction, critique sociale du jugement,* Minuit, 1979.
518 Jacques ION, *Le travail social à l'épreuve du territoire*, Dunod, 2000.
519 Robert CASTEL, *L'insécurité sociale*, Seuil, 2003, p 40.

On sait aujourd'hui ces trajectoires résidentielles stoppées. Mais si les cités se sont paupérisées, ce n'est pas seulement parce que leurs habitants se sont appauvris ; c'est aussi, et surtout, parce que ceux qui ne sont pas partis dans les années 1970, n'ont plus pu le faire après. Ils se sont appauvris là, et ne peuvent plus faire réussite ailleurs, et l'attachement que manifestent bien des habitants à l'égard des cités où ils résident ne fait que mieux signifier la frontière imprécise entre captivité et enracinement au quartier.

Le second glissement est plus énigmatique parce qu'il questionne le sens, l'utilité sociale, et la fonction même des rapports et des régulations entre les différentes couches sociales. Castel le souligne dans son analyse de cet effritement des piliers de la société, « *avec l'individualisation des tâches et des trajectoires professionnelles, on assiste aussi à une responsabilisation des agents. C'est à chacun de faire face aux situations, d'assumer le changement, de se prendre lui-même en charge*. »[520]. Les militants sociaux vont pour partie occuper des espaces de régulation qui ne sont plus assurés par ces piliers de la société. Mais le rôle stratégique des clercs se joue d'abord dans leur rapport pédagogique aux classes populaires. On sait -et c'est sur cette utopie que les cités ont été constituées comme des laboratoires sociaux- que le rôle social que s'étaient attribué les clercs était de servir d'exemple et de modèle aux classes populaires qu'il fallait éduquer. Ce rôle pédagogique était en jeu autant dans les rapports de voisinage lorsque les classes moyennes habitaient les cités, que dans les équipements et les associations où œuvraient les premiers professionnels du dispositif social et éducatif. L'impératif de mobilité sociale dont sont porteuses les classes moyennes s'accomplissait par la promotion collective : le chemin qu'avait fait ceux qui étaient passés de la condition d'ouvriers à celle de classes moyennes par l'animation serait fait, à leur tour, par leurs « clients », aspirants à la même mobilité[521]. Les militants se trouvant dans des positions stables et de réussite, le profit qu'ils tiraient à militer n'était que symbolique : ils y gagnaient de la reconnaissance et de la notabilité.
Ce n'est plus le cas : à militer, on ne gagne plus aujourd'hui -ou que rarement- un statut socioprofessionnel et un salaire correspondant. Dès lors, le débat politico-idéologique qui fonde l'esprit militant ne peut plus reposer sur la promotion collective par l'ascension professionnelle. Désormais, les clercs, menacés tout autant que les autres sinon davantage[522], ont aussi à préserver leur propre place socioprofessionnelle dans la société. Alors, à défaut de pouvoir construire leur légitimité sur des registres de justification sociale, il leur a fallu renégocier leur rôle politique et reconstruire le discours symbolique qui donnait sens à leur action. D'où, dans les années 1980, la mise en œuvre de deux logiques visant à légitimer leur rôle de modèle auprès des couches populaires : une logique de médiatisation, consistant à ramener toujours sur le devant de la scène la question de l'urgence sociale dans les cités[523] ; et une logique d'ethnicisation du discours sur les habitants des cités.

---

[520] Robert CASTEL, *Ibid*, p 45.
[521] Jacques ION et alii, *Le militantisme en question. Enquêtes sur l'évolution des formes de groupement intervenant dans l'espace public*, CRESAL, mai 1992.
[522] Et la précision est de taille : on peut en effet se demander qui sont les principales victimes de la crise, pas seulement au sens économique du terme, mais aussi au regard du destin social. Car ce qu'ont perdu les classes moyennes ces 20 dernières années, c'est autant leur pouvoir d'achat, que l'assurance que leurs enfants seront et auront davantage qu'eux.
[523] Alain BATTEGAY, AHMED BOUBEKER, *Les images publiques de l'immigration*. L'Harmattan, 1992.

Or, on peut raisonnablement discuter la réalité sociale sur laquelle reposent l'une comme l'autre de ces deux logiques. Loin de nous l'idée de mettre en doute le processus de précarisation qui touche principalement les jeunes et les personnes issus des mondes ouvriers, et l'on sait que ces deux catégories sont factuellement davantage représentées dans les cités d'habitat social. On peut cependant se demander sur quel type de diagnostic on glisse du thème « public à risque » à celui « d'exclusion » et « d'urgence »[524]. On peut croire la différence anodine, elle ne l'est pas, du moins pour ceux que l'on désigne ainsi ; on peut penser que l'on passe rapidement d'une situation à l'autre, mais les parcours de réussite que nous avons décrits montrent qu'il n'y a rien de mécanique dans ce type de processus. La plupart des gens des cités sont intégrés, à tous les sens du terme, et beaucoup ne sont pas pauvres.
On peut alors se demander comment, alors même que disparaît la figure du *zoufri*, l'immigré pensé comme main d'œuvre isolée et étrangère, alors même que disparaît cette figure archétypale donc, on vient penser leurs fils sur le thème de la différence culturelle, sur fond d'appartenance ethnique et d'entre soi dans les cités[525].

Ces deux logiques excèdent la réalité, on le sait bien, y compris statistiquement[526]. Mais elles ont un sens : celui de la légitimité de la présence des classes moyennes aux postes de «nantis» dans les cités, parce que l'on justifie ainsi la nécessaire différence qu'il faut pour qu'une relation soit éducative. C'est cette radicale frontière qui garantie la valeur sociale des clercs. Dans la forme relationnelle, rien n'a finalement changé, on est toujours dans un rapport pédagogique entre les couches moyennes et les couches populaires ; dans le fond en revanche, la différence se fonde non plus sur une échelle sociale, mais sur une échelle culturelle, au sens ethnique du terme.
Et, sociologiquement, cela pose un problème, parce que les jeunes issus de l'immigration auraient dû faire promotion sociale, pas seulement en tant que fils d'ouvriers, normalement promis à un destin de classes moyennes, mais parce qu' aspirants à ne pas ressembler à leurs pères. Cette aspiration, ils l'ont réalisée culturellement -en d'autres termes nous nous ressemblons-; ils l'ont aussi réalisé professionnellement pour ceux qui ont intégré le dispositif d'animation socioculturelle, et on l'a vu, ils sont nombreux. Ils devraient aussi la réaliser socialement, comme la plupart d'entre nous l'ont fait. Or, les discours communs comme une grande partie de la sociologie « des banlieues » ou celle « de l'exclusion » nous disent l'impossible mobilité sociale, voire spatiale, des jeunes issus de cités et de l'immigration aux conditions normales de la promotion.

Loin de nier ou de négliger ces conclusions sociologiques, il nous semble cependant qu'un élément d'analyse y fait défaut, celui que l'on a justement traité dans ce travail : **la question morale et ses figures, dont participent les rapports des clercs aux classes populaires et les processus de mobilité individuels et collectifs**.
Vus sous cet angle, les évolutions et changements dont on a parlé plus haut prennent un autre sens : on pourrait dire, au regard des parcours de mobilité des successives générations de clercs, que leur force sociale et sociologique, c'est leur capacité à professionnaliser n'importe quelle posture morale : la philanthropie

[524] Daniel BEHAR, « L'intégration à la française: entre rigueur et pragmatisme », In *Le culture dell'abitare,* Edizioni Polistampa, 2000.
[525] Voir à ce propos les travaux de Ahmed BOUBEKER.
[526] Michèle TRIBALAT, *Faire France*, La découverte, 1995.

produit des philosophes sociaux et des statisticiens, l'assistance produit des travailleurs sociaux et des nounous, l'hygiénisme produit des urbanistes et des infirmières, la promotion collective produit des animateurs socioculturels, des agents de développement social et des sociologues.
On pourrait dès lors admettre que ce ne sont pas tant les modèles et les processus de mobilité socioprofessionnelle qui ont changé, que les positions morales des clercs à l'égard des autres autant que leurs propres aspirations. C'est cette évolution morale que l'on va définir et dont on va décrire l'efficience dans la partie suivante, par une approche anthropologique des mondes des clercs.

Troisième partie

NOTABLES, MILITANTS, ENTREPRENEURS

> « Il serait trompeur d'opposer l'idéal philanthropique à l'esprit de l'ingénieur. L'un et l'autre se mêlent dans le processus d'expansion et de professionnalisation de l'aide »[527]

On a vu, dans le travail précédent, les paradoxes qu'ont produit le dispositif d'animation socioculturelle et les politiques institutionnelles d'action sociale et de développement social et urbain. En faisant de la question sociale une problématique territoriale et ethnique, ces dispositifs de promotion collective des populations des cités ont reformulé les ambiguïtés du rapport colonial : il fallait réussir, ici, avec les fils, ce qu'on avait raté, là bas, avec les pères. En admettant que les enfants d'immigrés étaient différents des autres enfants de France, on leur refusait, socialement, la voie *normale* de la réussite pour les orienter vers celle de l'intégration. Impossible projet, puisque intégrés, ils l'étaient.
Aussi, lorsque cette génération « beur » n'a plus eu, socialement, la possibilité de faire réussite, certains l'ont tenté en tant qu'acteur individuel. Mais aujourd'hui, les fils d'immigrés qui choisissent la voie militante pour réussir, n'ont plus les moyens de leurs ambitions. Entre accepter la précarité socioprofessionnelle et économique qui environne les métiers de l'action sociale et éducative en n'y gagnant qu'un statut symbolique de reconnaissance et de notabilité, et gagner une place économique par le commerce qui suppose le plus souvent informalité et insécurité, certains proposent une troisième voie : celle d'un entrepreneuriat militant.

Notabilité, militantisme, entrepreneuriat ; c'est de cela que relèvent aujourd'hui certaines démarches d'engagement social et politique de ceux que l'on appelle « les jeunes des cités », et qui forment la nouvelle génération de clercs. On verra que ces démarches permettent des réussites sociales à la marge des destins collectifs auxquels les jeunes issus de l'immigration, des mondes ouvriers et des banlieues, sont relégués : parcours de désaffiliation comme le dirait Castel.
Ces parcours, et les processus dont ils sont issus, ont été décrits et analysés par nombre de chercheurs. On retiendra pour notre part les éléments qui éclairent le présent travail, à savoir la description de trois groupes d'acteurs sociaux du militantisme dans les cités, rassemblés chacun respectivement autour de trois structures associatives : à Toulouse, l'association Vitécri née dans la cité des Izards dont sont issus le groupe musical Zebda, l'association Tactikollectif et les Motivé-e-s ; à Marseille, l'association Assur du quartier de la Busserine dont est issue

[527] Rony BRAUMAN, In hors série *Mythologies d'aujourd'hui*, Nouvel Observateur, Août 2004.

l'association Schebba ; puis la Régie Services Nord Littoral dans la cité de la Bricarde. Ces trois groupes d'acteurs sont issus de ce que nous avons appelé dans la partie précédente « la troisième génération de militants sociaux », arrivée à visibilité publique dans les années 1980 à la faveur des mouvements Beur, des grands travaux de réhabilitation des cités, et de la mise en œuvre des politiques de développement social et urbain. Cette génération de militants sociaux occupe aujourd'hui le devant de la scène politique des cités en tant que professionnels de l'animation sociale, culturelle, ou du développement urbain, mais aussi en tant que porte-parole reconnus et légitimes, invités régulièrement à s'exprimer publiquement au nom des habitants des cités et sur les problématiques sociales et urbaines. Ils sont reconnus aussi, localement et pour certains d'entre eux nationalement, comme des modèles de réussite sociale et morale : issus de milieux peu favorisés économiquement et, pour la plupart d'entre eux de l'immigration algérienne, ils étaient promis aux destins peu valorisants des jeunes de leur génération et de leurs milieux dans les années 1980. Avec des parents peu ou pas lettrés, et eux-mêmes des parcours scolaires chaotiques, aucun capital économique ni biens à recevoir en héritage, des réseaux relationnels sans influence, ils étaient en quelque sorte de cette « *classe non propriétaire condamnée à l'insécurité sociale permanente en lui procurant un minimum de ressources, d'opportunités et de droits nécessaires pour pouvoir constituer, à défaut d'une société d'égaux, une société de semblables* »[528]. On espérait au mieux que les garçons ne tournent pas trop mal et trouvent un bon métier qui assurerait leur subsistance et celle de leur famille, et que les filles épousent « un bon mari ». Leurs rêves d'adolescents -avoir de l'argent, de l'amour, un métier, des passions, comme tout le monde- leurs semblaient inaccessibles, et les adultes qui les accompagnaient -parents, instituteurs, et travailleurs sociaux- se faisaient fort de leur rappeler. Au contact d'autres jeunes de leur âge issus d'autres milieux et d'autres quartiers au collège, et encore davantage au lycée pour ceux qui y sont allés, ils ont fait l'expérience de leur différence : aucun accessoire vestimentaire ou scolaire à la mode, personne pour les aider dans leurs études. Mais encore plus dans leurs rares sorties urbaines, dont la plus décevante était bien la sortie en discothèque, pour peu qu'on les laisse y entrer, ce qui était exceptionnel. Tous, à un moment ou un autre, ont fait l'expérience de la discrimination raciale ou spatiale parce qu'habitant un quartier à mauvaise réputation, ou de la différence sociale et culturelle. En ce sens, même si leurs histoires personnelles et familiales sont toutes singulières, ils partagent ce que Ahmed Boubeker appelle une « communauté d'expérience »[529] et qui fondait leur sentiment d'être différents des autres jeunes de leur génération comme leurs parents semblaient différents des autres adultes, moins bien lotis et moins considérés socialement. Par ce qui est souvent présenté comme des hasards, ils se sont trouvés pris dans des aventures collectives dans lesquelles ils se sont d'abord amusés, épanouis, avant de s'y engager politiquement puis professionnellement. Là où, en l'absence de diplôme ou de relations bien placées, seules les filières de la délinquance ou de la violence semblaient pouvoir leur permettre d'accéder à leurs rêves, ils ont expérimenté une autre forme de réussite passant par la notabilité et une sorte de morale de la responsabilité collective. Et ils s'y sont accomplis, suffisamment pour adosser leur carrière et leur destin personnel sur cet idéal de promotion collective et pour être, à ce titre, respectés et estimés. Suffisamment aussi, en durée et en convictions, pour être légitimés en tant que porteurs d'un discours sur les problématiques sociales, les cités et leurs habitants.

---

[528] Robert CASTEL, *L'insécurité sociale*, Seuil, 2003, p 35.

[529] Ahmed BOUBEKER, *La communauté d'expérience des héritiers de l'immigration maghrébine*, Balland, 2001.

A travers le récit des trajectoires personnelles et des réalisations collectives des acteurs de Vitécri, de l'Assur ou de la Régie, on retrouvera les thèmes et les problématiques analysées par la sociologie des vingt dernières années sur les cités, leurs habitants, les problématiques sociales et les politiques de la ville :
On retiendra, parmi bien d'autres, les travaux de Jean Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire[530], ceux de Michel Pinçon[531], Edmond Preteceille[532] ou Colette Petonnet[533] qui, outre le fait de proposer un changement d'analyse du peuplement des grands ensembles et de leurs habitants par les sciences humaines, nous alertent sur les formes de mise à distance sociale et relationnelle qui ne sont pas sans rappeler les modes d'exclusion internes aux cités que décrivent et analysent Norbert Elias et John Scoton[534] dès la fin des années 1950. Les sciences sociales des années 1980 s'empareront de ces thèmes de la distance sociale et des formes d'exclusion pour produire une géographie et une sociologie des phénomènes de ségrégation sociale et urbaine : Jean Claude Kaufmann[535], Nadir Boumaza[536], Hervé Vieillard-Baron[537] en montrent les causes et les conséquences, même si leurs points de vue divergent parfois. Alors qu'à la fin des années 1970 on se désespère du départ massif des classes moyennes des grands ensembles vers l'habitat pavillonnaire, et qu'à l'aune de ce départ les sociologues constatent l'effondrement du projet de mixité sociale qui avait fondé un idéal de nouvelle ville, ces analyses montrent que les phénomènes de ségrégation urbaine ne dépendent que peu du peuplement des grands ensembles. Que les caractéristiques des habitants soient homogènes ou hétérogènes, ce qui manque aux banlieues et qui favorise la relégation, c'est « un projet de vie commune » comme le définit Patrick Simon.
Ce projet, ce serait les militants sociaux qui le portent, les habitants des cités, jeunes et moins jeunes, dont la parole et les revendications vont émerger à la faveur des événements médiatisés et de la mise en œuvre des politiques de la ville. Sur ces phénomènes, la littérature sociologique est foisonnante : outre l'ouvrage remarquablement informé de Nicole Leguennec et Christian Bachman qui nous apporte une lecture tant historique que sociologique des questions évoquées dans ce chapitre[538], Jacques Ion et l'ensemble des travaux du CRESAL, de même que nombre de productions publiées dans la revue Esprit, apportent une matière riche aux réflexions sur l'action militante, le rôle des dispositifs associatifs et d'action sociale, en tant que maillons d'une chaîne de production de liens sociaux. C'est aussi cette chaîne de production, entre habitants, relais sociaux et institutions, qui est analysée dans les travaux de Michel Anselme et Michel Péraldi dont on a parlé au chapitre précédent.
Ahmed Boubeker et Alain Battegay informent les sciences humaines sur le rôle majeur de la médiatisation des banlieues et sur celui des jeunes issus de l'immigration

---

530 Jean-Claude CHAMBOREDON, Madeleine LEMAIRE, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », In *Revue française de sociologie*, vol XI, 1970.
531 Michel PINCON, *Cohabiter, groupes sociaux et modes de vie dans une cité HLM*, Plan Construction, 1982.
532 Edmond PRETECEILLE, *La production des grands ensembles. Essai d'analyse des déterminants de l'environnement urbain*, CSU, 1971, 1972.
533 Colette PETONNET, *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Galilée, 1979.
Ces gens-là, Maspero, 1968.
534 Norbert ELIAS et John L. SCOTON, *Logiques de l'exclusion*, Fayard, 1965
535 Jean Claude KAUFMANN, *La vie HLM, usages et conflits*, Editions Ouvrières, 1983.
536 Nadir BOUMAZA, « L'ethnicité dans la question urbaine en France », in *Courrier du CNRS* n° 82, 1996.
537 Hervé VIEILLARD-BARON, *Les banlieues Françaises ou le ghetto impossible*, l'Aube, 1994.
538 Christian BACHMANN, Nicole LEGUENNEC, *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Albin Michel, 1996.

dans l'action militante, thème que l'on retrouve au centre des analyses de Catherine Wihtol de Wenden, Sonia Fayman, Laurence Rouleau-Berger et bien d'autres.
On n'oubliera pas les travaux de François Dubet, Didier Lapeyronnie ou Adil Jazouli, mais l'attention qu'ils portent aux dispositifs institutionnels d'éducation ou d'action sociale sont finalement peu évoqués par nos interlocuteurs qui, plutôt que la fin des institutions[539], semblent voir l'évolution des structures vers une institution diffuse, d'une certaine manière moins pressante mais plus présente. Ce que nous disent autrement Jacques Donzelot et Philippe Estèbe, en montrant que les institutions ne peuvent pallier à une activité politique défaillante face à la « démocratie d'implication » qu'imposent les acteurs sociaux des cités.
On retiendra enfin, parmi les travaux récents, ceux de Michel Kokoreff[540] et ceux de Olivier Masclet[541] qui analysent les phénomènes de délégitimation du politique tel que représenté par les partis, notamment de gauche. Leurs analyses ne sont pas sans rappeler celles qu'évoquent plus loin nos interlocuteurs, militants sociaux décidant d'entrer en politique par la voie électorale pour certains, professionnelle pour d'autres. En outre, on gardera de leurs analyses le glissement d'approche dont les banlieues font l'objet, lorsque la question de la sécurité prend la place de celle de l'exclusion ; analyses qui font écho aux travaux de Sudhir Venkatesh[542] sur la criminalisation de la pauvreté à travers les procédures d'accès et de captivité dans le logement social.

Le travail qui suit renvoie à ces recherches, au sens où les questions qui sont évoquées ici, les récits qui sont livrés, les contextes et les situations qui sont décrits, sont exemplaires des analyses sociologiques que l'on vient de référencer. Mais si ces travaux sociologiques ne sont pas cités en ponctuation de la rédaction qui suit, c'est un parti pris de posture et d'écriture : j'ai voulu privilégier un regard sur le social par l'entrée des acteurs, et prendre les acteurs et leurs récits comme analyseurs du social. Deux éléments motivent ce choix : d'une part, le fait que dans nombre de travaux sociologiques, l'analyse du sociologue semble prendre la place des faits racontés par celles et ceux que nous observons et interrogeons, rendant confuse notre possibilité de « *saisir la légitimité des opérations du chercheur qui sélectionne, dans la parole des gens, ce qui lui paraît être une information « sociologique » de celle qui n'aurait pas cette valeur* »[543]; et d'autre part les situations de travail et les qualités analytiques des personnes que j'ai rencontrées qui permettaient une restitution quasi littérale de leurs propos et du travail que nous avons construit ensemble.

Nombre de sociologues, dont en particulier Norbert Elias dans ses réflexions épistémologiques[544], nous ont appris que la sociologie tient sa singularité de sa capacité à nommer les choses, à les nommer telles qu'elles font sens pour ceux qui les vivent et les énoncent. Ils nous ont appris aussi que les termes de vérité, de

---

539 François DUBET, *La fin des institutions*, Seuil, 2002.
540 Michel KOKOREFF, *La force des quartiers – de la délinquance à l'engagement politique*, Payot, 2003
541 Olivier MASCLET, *La gauche et les cités, enquêtes sur un rendez vous manqué*, La dispute, 2003.
542 Sudhir VENKATESH, *American Project : The Rise and Fall of a Modern Ghetto*. Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 2000.
543 Nicole RAMOGNINO, *De la montée en généralité à la montée en objectivité*, Texte non publié, séminaire du LAMES, 2004. p 10.
544 Norbert ELIAS, *Qu'est ce que la sociologie* ? Fayard, 1970.
Engagement et distanciation, Fayard, 1983.

généralité ou de réalité sont souvent inadéquats pour envisager notre travail d'observateurs et d'analyseurs du social, mais qu'en revanche, nous avons à révéler ce qui fait sens pour les acteurs eux-mêmes, et à opérer, lorsqu'il y a lieu, une « montée en objectivité »[545]. C'est ce sens propre aux acteurs que j'ai voulu ici mettre en valeur, retenant en préalable la leçon de méthode que nous livre François Fourquet dans « les comptes de la puissance », consistant à intervenir dans le récit « *comme interlocuteur, comme monteur ou metteur en scène des énoncés, comme récitant qui présente l'arrière-plan d'un événement, ou un personnage, ou le contenu d'un ouvrage ; et enfin comme commentateur qui donne son interprétation personnelle* »[546].

Si cette posture a été possible et fructueuse dans mon travail, c'est d'abord que, comme pour les interlocuteurs de François Fourquet, les personnes que j'ai rencontré et suivi dans leur histoire et leur parcours autant que la position que j'ai occupé auprès d'elles, permettaient un travail réflexif et analytique quasiment simultané. Cet élément n'est pas dû au hasard ou à la nature des personnes en présence. Comme pour celles interrogées par François Fourquet, politiciens et haut fonctionnaires de l'Etat, les militants sociaux sont amenés, fréquemment et face à des publics différents, à argumenter leurs positions personnelles, éthiques et politiques. Et puis, on l'a vu dans les chapitres précédents, le militantisme participe aussi d'un art du discours : la capacité de formuler et de convaincre, et, pour rappeler à Michel Anselme[547], le plaisir et le désir qui vont avec. Tayeb Cherfi, se rappelant les premières interventions publiques de Vitécri alors qu'il était un tout jeune adolescent, le précise ainsi : « *A Vitécri, on me donnait la parole : alors tu la prend, tu apprend, tu dis des conneries, tu te récupères…Quand on présentait les films de Vitécri, on apprenait déjà à être civilisé, se tenir, se forcer à mieux parler. (…) Au fur et à mesure de nos interventions, j'avais des choses à dire, il fallait que j'explique aux gens ce qui se passait, c'est à dire rétablir certaines vérités. Je me suis senti utile* ».
Ces qualités rhétoriques nécessaires à l'action militante ne dépendent pas seulement de la volonté et des convictions personnelles ; elles s'acquièrent, de proche en proche, se travaillent, et concourent à l'aptitude à analyser le champ social dans lequel on s'inscrit. Pour les gens de Vitécri, de l'Assur ou de la Régie, ce qui était de la révolte ou de la rancœur pour les adolescents qu'ils étaient en 1980, est devenu peu à peu un objet, un champ social et politique à investir autant pour y faire sa vie que pour changer le monde. Cet investissement a pu se faire à minima pour certains, ramené à la technicité d'un emploi dans l'action sociale ou éducative. Mais pour tous -et quelle que soit finalement la position sociale occupée aujourd'hui-, cet investissement a participé, entre autres, à leur acuité aux phénomènes et aux situations sociales contemporaines, leur culture politique et leur aptitude à l'analyse. Aussi, leur discours ne nécessitait pas nécessairement, pour le sociologue, la rédaction d'un surplus analytique pour accéder à la compréhension de leur histoire et de leur monde. D'autant que la méthode utilisée comportait déjà des temps de réflexion individuelle et d'autres de confrontation collective permettant de (se) réfléchir, ce que Germaine Tillion appelle « la double réflexivité »[548]. J'ai alors tenté, dans l'écriture de ce chapitre, d'être au plus près du

---

[545] Nicole RAMOGNINO, *Ibid*.
[546] François FOURQUET, *Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Encres, 1980. p XV.
[547] Michel ANSELME, *Du bruit à la parole*, l'Aube, 2000.
[548] Germaine TILLION, A la recherche du vrai et du juste, Seuil, 2001.

rôle de scribe des personnes interrogées de sorte que le lecteur élabore sa lecture analytique.
Pour autant, cette posture relève d'une construction : outre les étapes classiques en anthropologie permettant « d'entrer dans la place »[549] et celles de recueil d'observations -souvent participante- et d'entretiens, nous avons construit, avec mes interlocuteurs, les conditions de production d'un propos réflexif. Les entretiens ont toujours été élaborés selon la méthode des récits de pratiques et histoires de vie ; mais en outre, les retranscriptions littérales étaient communiquées aux intéressés pour relecture. Les commentaires et éventuelles demandes de modification étaient alors discutés, commentés et analysés ensembles, de même qu'une partie de mes notes d'observation. En plus de ce travail, avec tous les membres de Vitécri et une partie de ceux de l'Assur et de la Régie, la méthode employée à été empruntée à François Fourquet, à savoir transmettre à chaque membre du groupe les entretiens de tous les autres et engager à la suite une nouvelle série d'entretiens individuels et/ou collectifs. A partir du matériau recueilli, j'ai élaboré un travail de mise en perspective du contenu au gré des justifications parfois chronologiques mais le plus souvent thématiques, alternant seulement récits et témoignages[550] pour alléger la lecture.
Enfin, il faut rappeler que les milieux militants des cités sont fortement imprégnés du discours produit par les sciences sociales et des concepts sociologiques. Pour avoir été, pour la plupart d'entre eux, fréquemment interrogés par des sociologues ou par des journalistes politiques, pour les avoir entendu dans les médias et lu leurs productions, mais aussi pour avoir été depuis leur enfance des « clients » des travailleurs sociaux et autre éducateurs avant d'en être les interlocuteurs, ils maîtrisent et emploient le vocabulaire des sciences sociales. Il faudra donc lire dans ce qui suit les termes employés pour définir un lieu, une personne ou une situation, comme déjà pourvus d'intelligence sociologique. Mais au-delà, la construction même de leur discours est déjà une construction analytique : l'ordre d'agencement, l'argument, et jusqu'aux expressions langagières donnent déjà à comprendre, sans nécessité de commentaire[551]. On verra parfois des propos longuement commentés et référencés, et d'autres pas : là encore, ce qui est livré ici est le fruit de leur discours et de leur analyse. Si tel événement local ou national, telle référence théorique ou historique, telle relation institutionnelle ou structurelle n'est pas développée, c'est justement qu'elle ne fait pas sens pour celui ou celle qui raconte[552].

Les trois récits qui suivent, celui de l'association Vitécri, de l'association Assur et de la régie Services Nord Littoral, s'inscrivent à la suite et dans la filiation de ce que nous avons vu dans les chapitres précédents. Idéologiquement, les modèles et les convictions sociales que portent et défendent les personnes qui racontent sont issus des doctrines sociales que l'on a développées ; ils parlent d'humanisme, ambitionnent l'affranchissement des jeunes ou des femmes immigrées, évoquent leur désir de réussite mise au service des autres… Autant de propos qui rappellent à

[549] Erving GOFFMAN, « Le travail de terrain », In *Journal of contemperrary ethnography* n° 2, 1989.
[550] Les extraits d'entretiens restitués ont été relus et parfois reformulés par les personnes interrogées. Ils n'ont fait l'objet de ma part d'aucune modification en suivant, ni des termes employés, ni des tournures de phrase, ni de l'organisation du propos.
[551] Pour donner un autre exemple de cet effet d'imprégnation du discours et de la pensée par les sciences sociales, voir Younes AMRANI, Stéphane BEAUD, *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue*. La Découverte, 2004.
[552] Du moins au moment où il raconte et dans le contexte de notre travail collaboratif, sans oublier cependant que ces entretiens ont été menés avec les mêmes personnes durant plusieurs années.

l'idéal de promotion collective porté par la génération des militants sociaux de la reconstruction et de l'aménagement des grands ensembles, mais aussi aux philosophies sociales d'éducation et d'affranchissement du peuple. Plus directement, les acteurs de ces dispositifs d'action collective sont des héritiers tant des mouvements d'éducation populaire et des politiques sociales de la seconde moitié du 20è siècle, que des acteurs de ces mouvements et ces politiques. Ils le sont parfois symboliquement au sens où ils sont ces fameuses « élites issues du milieu » que les militants sociaux et les fonctionnaires des structures en charge de la gestion sociale de l'immigration et des cités rêvaient de voir émerger dans les années 1980. Au sens aussi où ils perpétuent le projet personnaliste et communautaire d'Emmanuel Mounier et celui, pédagogique, de la Loi de 1901 sur le rôle des associations, en se faisant acteurs de la promotion collective et passeurs de culture[553]. Mais ils le sont aussi concrètement parce qu'ils ont hérité de ces idéaux, de ces formes d'action et même parfois de leur position professionnelle, directement de ceux qui les ont précédé sur le terrain de l'action sociale dans les cités. Et ils le revendiquent d'ailleurs, souvent, en citant celles et ceux les ont amenés là où ils sont, construisant par là de nouvelles figures du militantisme social : Maïté Débats pour Magyd, Salah et tous ceux de Vitécri, puis Magyd Cherfi, Salah Amokrane et ceux de Zebda et de Motivé-e-s pour toute une génération d'amateurs de musique « engagée » et de nouvelles formes d'engagement politique, Alain Fourest ou Séverin Montarello pour Zoudida ou Loucif, puis Zoubida Meguenni pour les femmes de Schebba ou Loucif Iklef pour les jeunes engagés dans le théâtre citoyen, Michel Anselme pour Didier, puis Didier Bonnet pour Kamel, Nordine et Soraya ; ainsi de suite[554].

On verra aussi que ces récits prennent place dans un contexte historique, biographique et politique référencé. Pour résumer de quoi il s'agit, il suffit de reprendre littéralement les termes de Moustapha Amokrane qui, lors de notre première rencontre, débute son récit ainsi :
« *Je situe Vitécri par rapport à l'histoire de l'immigration, dans ce moment de prise de conscience des Beurs. Des jeunes du quartier des Izards ont dit : nous avons vingt ans, nous sommes nés là, nous savons lire et écrire le français et nous nous sentons français même si on ne se l'avoue pas encore.*
A cette époque, la représentation qu'on a des immigrés en général va changer. Nos parents sont souvent représentés pas les syndicats, parce que ce sont des ouvriers ; et on retrouve au syndicat les plus intéressés, les plus cultivés, les plus motivés. Quand je dis plus cultivé, ça peut être seulement savoir lire et écrire le français, mais c'est déjà beaucoup chez les ouvriers d'origine immigrée. Les syndicats ont besoin de gens comme cela, qui soient représentatifs pour l'ensemble des travailleurs parce que les immigrés représentent souvent plus de la moitié des travailleurs de l'entreprise : celui qui sait au moins lire et écrire, il peut être délégué syndical. C'est le cas de mon père qui est militant à la CGT et au PC. Et dans le quartier, il n'y en avait pas deux, donc mon père était un peu leader au niveau des solidarités jusque dans le quartier. Ma mère aussi parlait bien le français et exerçait cette solidarité naturelle

[553] On emploie le terme de « passeur » ici précisément en référence à Michel MARIE, Michel MARIE, *Les Terres et les Mots. Une traversée des sciences sociales*, Méridiens Klincksieck, 1989.
[554] On notera au passage de nouveau l'inscription des sciences sociales dans ces transmissions : Maïté, ancienne éducatrice spécialisée aujourd'hui enseignante à l'Université du Mirail au sein du Groupe Simone, Alain Fourest, urbaniste, Michel Anselme, sociologue. Et l'on verra aussi que certains des acteurs de ces collectifs ont eux-mêmes, souvent sur le tard, entrepris des études en sciences sociales : maîtrise de sciences économiques pour Kamel, DESS d'urbanisme pour Salah, DESS de sociologie pour Zoubida, entre autres exemples.

en traduisant pour les papiers, la sécu. Mes parents, ils ne sont pas super cultivés, mais ils ont joué un rôle un peu particulier parce qu'ils parlaient français.
Ce sont des choses qui ne se posent plus aujourd'hui parce que, des gens de notre génération, tous parlent français ; alors ça se pose autrement : dans le parcours scolaire, l'indépendance, et la qualité des parents qui aide, qui donne la possibilité et la capacité de prendre quelque chose en main. Et l'aide de quelques adultes comme Maïté Débats ou Michel Carrière qui nous ont suivi dans nos rêves. Nos rêves, c'étaient pas des rêves de travailleurs immigrés, mais de jeunes Français. Et avoir une caméra dans les mains pour faire des films, ça a été pour nous un privilège.
Deux ans après, il y a la marche des Beurs, et ça a été le point culminant de ces rêves. Et nous, on a foncé là dedans parce qu'on s'est sentis forts, entourés. On avait nos points de vue politiques et sociaux.
Claire : lesquels ?
Mous : à l'époque, c'était pas vraiment défini, c'était la présence de travailleurs sociaux sur le quartier, l'animation, des choses qui semblent banales aujourd'hui mais qui n'existaient presque pas à l'époque. Et pour nous, tous ces jobs sociaux se sont présentés comme des portes de sortie, c'est le cas de plein de jeunes des quartiers. On trouvait aussi que les travailleurs sociaux ne faisaient pas leur job, ou le faisaient mal, qu'ils avaient la planque. Ils ne visaient pas juste par rapport aux envies et aux besoins du quartier : ouvrir sur l'extérieur, faire du soutien scolaire, infléchir sur les parcours des jeunes, les aider à s'en sortir avec l'école, le loisirs. Les éducs sur le quartier, ils faisaient un peu tout cela, mais dans un esprit de consommation. En plus, ils fonctionnaient comme des profiteurs, ils achetaient des trucs volés, ils te filaient de la consommation de loisirs en échange, etc. Et nous, on ne trouvait pas ça normal.
Pour ceux qui volent, la raison on la connaît : tu te retrouves avec un truc volé dans la main parce que tu as besoin de vivre, tu as envie de rêver un peu, et tu n'as pas d'argent. Et quand tu n'as rien, il vaut mieux assouvir un peu tes envies que te tourner vers la haine. Vitécri a exactement servi à ça. Au début, j'avais quinze ans, je ne savais pas vraiment pourquoi j'étais là, je faisais parti de l'association et je profitais de Vitécri pour faire des films. C'est à dire assouvir des rêves ; Vitécri c'était un rêve comme un autre, comme une paire de pompes ou un beau blouson. Là c'était se voir à la télé, jouer les stars. Ca permet de se détendre, de calmer des haines qu'on porte en soi. Si on assouvit pas un peu ces envies, on tombe dans une exclusion cérébrale presque irréversible, le dégoût de tout ce qui se passe, la haine de tous ceux qui ne sont pas de ton quartier ; ta seule identité devient celle du quartier, et rien d'autre. Et quand tu en es là, dès que tu sors du quartier tu es en situation de défense. C'est le pire qui puisse arriver, et le pire arrive souvent. Donc, même si je suis déjà prédisposé à m'en sortir, Vitécri est un tremplin, un endroit ou je calme ma parano, ou j'ai du recul par rapport à ma situation d'exclu, je sors de ce mode de pensée où le seul rapport possible est la violence. »

On verra aussi que ces récits, outre leur inscription sociale et historique, donnent à voir et à comprendre ce qui constitue les petits mondes du militantisme social dans les cités. Les formes relationnelles dont participe l'action collective : formes affectives, passionnelles, fidélités et trahisons, paix et conflits, etc. Les liens qu'ils déploient et mobilisent, forts et faibles, les réseaux qu'ils constituent et ceux dont ils participent. Les rôles et les places qui structurent le collectif et l'action : les indispensables figures charismatiques et les suiveurs, tout aussi indispensables, les

passeurs, les mailleurs[555], les penseurs, les tâcherons, les empêcheurs de militer tranquille, les bons amis et les bons ennemis, les boucs émissaires et les fer de lance, etc. Le rôle enfin, symbolique mais parfois aussi très concret, que tiennent le temps et l'espace et qui sont énoncés en terme d'urgence sociale, de relégation ou d'insertion, d'espérances réalisées ou déçues. Et l'on remarquera que, souvent, le temps et l'espace sont conceptualisés en hétérotopies et en hétérochronies[556] : « la cité », « les quartiers », sont bien des morceaux de ville, le fruit d'une histoire architecturale, urbaine, sociale et politique qui est affaire de tous, mais c'est autre chose, un ailleurs de la ville à l'intérieur de la ville, bâti sur des campagnes ou des bidonvilles oubliés, et qu'on promet de raser prochainement. « Les jeunes », « les immigrés », « les habitants » vivent certains temps comme hors du temps, parce qu'au passé amnésié et au futur improbable. Et deux mondes, celui des cités et celui d'ailleurs, qui semblent ne se (re)connaître et pouvoir se nommer qu'en termes de différence et d'altérité.

On verra enfin ce qui rend possible l'action militante au sein des dispositifs institutionnels d'action sociale et des politiques de la ville : les relations inter personnelles, les ambitions, l'argent, les convictions, la morale. Ces ressources cognitives et pratiques qui rendent possible l'agir militant ne sont d'ailleurs pas sans nous rappeler celles analysées par François Fourquet à propos des grands corps d'Etat et de la constitution du système de planification française ; par Luc Boltanski et Laurent Thévenot décrivant les régimes de grandeur et les registres de légitimité ; ou encore par Michèle Lamont[557] concernant les rapports entre éthique et économie. On pourrait ainsi dire que, qu'elle soit regardée par le haut ou par le bas du corps social, la construction des formes de régulation de la société et des structures sociales passe toujours par les mêmes types de rapports sociaux, d'éthique et de pouvoir.

Il faut alors préciser ce qui a motivé, pour cette partie descriptive des mondes militants, le choix de ces trois structures collectives, parmi d'autres également rencontrées. D'abord trois, parce que chacune, à elle seule, ne suffisait pas à aborder l'ensemble des thèmes évoqués plus haut et qui constituent une histoire du militantisme social des années où s'instaure la politique de la ville dans les cités. Non pas que chacune ait été épargnée ou indifférente à l'ensemble des phénomènes et des dispositifs participant à cette histoire sociale, mais que, dans leur récit, les acteurs livrent ce qui fait sens pour eux ; et tout ne fait pas sens tout le temps pour tout le monde, de même qu'au gré des situations locales certaines choses ont pris plus de place et plus d'importance que d'autres. Le choix de tenir mon analyse et mes commentaires en arrière de leur récit m'a donc amené cumuler plusieurs récits pour rassembler les éléments de cette histoire sociale. Ensuite indifféremment Toulouse et Marseille (mais c'aurait pu être sans doute pareillement Bordeaux, Paris ou Nice) parce que, si les contextes sociaux, urbains et humains y sont chaque fois singuliers et particuliers, et décrits par les acteurs comme tels, les récits ici restitués renvoient à l'histoire sociale générale des banlieues et de ses habitants : c'est-à-dire qu'à travers les récits s'opère déjà la montée en généralité nécessaire à la compréhension d'un phénomène.

---

[555] Le terme est ici employé en référence à , Luc BOLTANSKI, Eve CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

[556] Michel FOUCAULT, « Des espaces autres », In *Dits et écrits*, vol 4, 1984.

[557] Michèle LAMONT, *La morale et l'argent. Les valeurs des cadres en France et aux États-Unis*, Métailié, 1995

Enfin, chacune de ces trois histoires collectives, telle que restituée par ceux qui en sont les acteurs :
Pour Vitécri, ce qui prime c'est l'histoire personnelle et parfois intime des acteurs, construite collectivement. Les liens rares et forts qui unissent la vingtaine de personnes à l'origine du collectif, puis qui les unissent à ceux qui les rejoindront de proche en proche, sont constitutifs de la longévité de leur histoire collective, de leur obstination à être et faire ensemble, mais aussi de leur autonomie à l'égard des institutions et des grandes procédures politiques. Aussi, leur récit analyse davantage les phénomènes relationnels que structurels.
Pour l'Assur, la prise de conscience sociale et politique individuelle prend plus d'importance que l'engagement collectif. Aussi, les acteurs de cette histoire analysent plus volontiers leur place et leur rôle au regard des procédures et dispositifs institutionnels par rapport auxquels ils vont construire leur critique, leur discours et leur position sociale et professionnelle.
Pour la Régie Service Nord Littoral, deux éléments émergent fortement : d'une part l'importance du dispositif « régie de quartier » en tant que tel, inscrit dans un ensemble de procédures institutionnelles de développement social des quartiers au sein des politiques de la ville, et par rapport à ses représentants. D'autre part l'importance des rapports sociaux entre ceux qui habitent les cités, ceux qui y travaillent et parlent en leur nom sans y habiter, et ceux qui n'en sont pas. Et dans le fond ces deux éléments ramènent aux mêmes analyses : celle des rapports de pouvoir et celle des légitimités.

Un entrepreneuriat militant

Cette histoire que nous livrent quelques uns des acteurs du militantisme social des années 1980 à nos jours apporte quelque chose de plus que le récit des passions personnelles et des filiations idéales et morales. Elle nous éclaire sur une forme différente d'engagement, différente du moins de celle de leurs prédécesseurs : celle d'un entrepreneuriat militant. On retiendra l'acception du terme « entrepreneurs » au sens entre autres où Howard Becker en fait usage[558] : ces femmes et ces hommes qui racontent leur histoire ont quelque chose de « l'entrepreneur de morale » au sens où ils construisent une doctrine (une réforme des mœurs selon Becker) et se font fort de la mettre en acte, d'en faire respecter les règles et les usages. Mais entrepreneurs, ils le sont aussi au sens économique du terme : du bien commun, dont ils partagent la passion par l'acte militant, ils font un outil de réussite socio-économique qu'ils gèrent et administrent avec la même ambition de prospérité que le ferait un artisan.

A l'aube des années 1990, on va ainsi voir émerger dans les cités des structures dont les dirigeants et animateurs affichent une double ambition : une ambition, traditionnelle dans l'action militante, de défense du bien commun ; et une affirmation, très nouvelle dans ce domaine, de réussite économique. Concrètement, cette émergence se traduit dans trois types de filières d'activités dans lesquelles s'inscrivent ces nouveaux acteurs :

. Une filière du social, qui perpétue le travail entrepris dans les équipements socioculturels. On y retrouve les associations qui font dans l'alphabétisation, le soutien scolaire, l'accompagnement de publics ciblés (les femmes, les jeunes), et l'animation. (c'est le cas ici décrit de l'Assur)

[558] Howard BECKER, *Outsiders*, Métaillié, 1985

. une filière culturelle où l'on trouve une grande partie des jeunes qui tentent de combiner des carrières artistiques et un engagement politique. C'est le cas de bien des groupes de rap marseillais des quartiers nord qui cumulent par exemple un premier album et quelques concerts, avec des activités sociale et éducatives pour les « petits frères », organisées dans des associations qu'ils créent pour ce faire et soutenues par les institutions socio-éducatives au titre du modèle de sortie de crise qu'ils représentent, comme nous le verrons aussi plus loin avec Vitécri.

. une filière du service, probablement la moins précaire. C'est la logique originelle des régies de quartier, comme on le verra avec la Régie Services Nord Littoral, et d'associations que montent des anciens animateurs pour gérer de la formation (la part « insertion » du RMI par exemple), du logement, ou de l'aide à la création d'entreprise.

De ce point de vue, il ne s'agit pas vraiment d'un renouvellement des secteurs d'activité du militantisme social. Ce qui est nouveau en revanche, c'est la manière dont les acteurs de ces dispositifs vont construire leur posture et leur discours pour rendre compatibles et visibles des choses que leurs prédécesseurs s'étaient toujours gardé d'aborder, voire dont ils avaient dénoncé l'association : la morale et l'argent. Ces structures en effet on pour singularité d'afficher une ambition de réussite économique de sorte à produire de l'emploi et de la richesse re distribuables sur des objets de bien commun. Cette ambition est soutenue par la finalité de promotion collective, une conception selon laquelle la poursuite de l'intérêt individuel est mise au service de l'intérêt collectif, voire général. Pour ces entrepreneurs militants, la fonction entrepreneuriale, le statut de directeur, ou même de patron, relève de deux formes morales : les parcours méritants dont tous se revendiquent, et l'opportunité de ce fait de pouvoir se poser comme modèle. Mais cette fonction est aussi confortée par la nécessité, admise par tous, de favoriser l'emploi et le développement économique dans les cités. De ce point de vue, même si les acteurs de ces nouvelles formes d'entrepreneuriat militant affirment un discours politique, ils ne ressemblent que peu à ceux que Toni Négri appelle les entrepreneurs politiques[559], parce que ceux que nous avons rencontré ne pensent pas la fonction entrepreneuriale après l'organisation de la production, mais simultanément. En opérant une association heureuse entre morale et argent, entre action militante et réussite socio-économique, ces nouveaux entrepreneurs formulent leur parcours personnel comme « un passage de l'épreuve de force à l'épreuve de grandeur légitime »[560]. Ce faisant, entre eux et les travailleurs sociaux dont ils se distinguent de manière très volontariste, entre eux et les entrepreneurs inscrits dans des logiques capitalistes, entre eux et les logiques marxistes, ils opèrent des déplacements, parfois de faible amplitude du point de vue des logiques d'action, mais qui apportent une vision corrective et normative des publics ou des terrains sur lesquels ils œuvrent. Lors des Assises de la Ville en 2003, les entreprises installées dans les cités étaient qualifiées de « capitalisme humain ». A entendre au premier degré le discours de leurs dirigeants, il y a en effet dans ce type d'entrepreneuriat une tentative de compatibilité entre la rentabilité économique et le souci des salariés autant que des populations plus généralement auxquelles s'adressent les dispositifs d'insertion professionnelle. Pourtant, dans nombre de ces structures, l'organisation entrepreneuriale est prétendue comme un outil au service d'un intérêt collectif, et la réussite des entrepreneurs mise au service de la promotion collective. Alors, si l'on en croit Chiapello et Boltanski, à savoir que « le capitalisme est

[559] Toni NEGRI, l'entrepreneur politique. In Michel PERALDI et Evelyne PERRIN (dir.), *Réseaux productifs et territoires urbains*, PUM, 1996.
[560] Luc BOLTANSKI, Eve CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*. Gallimard, 1999.

sans doute la seule, ou au moins la principale forme historique de pratiques collectives à être parfaitement détachée de la sphère morale »[561], le terme « capitalisme », fut il « humain » et fut-il choisi dans le cadre d'une visée sociale, semble ici peu approprié. Car les entrepreneurs dont nous parlons ici s'inscrivent dans un registre de justification qui n'est pas celui de la performance économique, mais celui de la compétence humaine. Si l'on reprend en effet les « modèles » proposés par Alain Ehrenberg[562], on est, dans le cas de ces entrepreneurs, bien loin du type d'aspirations décrites. Que l'action d'entreprendre, au delà d'une hypothétique situation conjoncturelle qui ne laisserait pas le choix, symbolise « une création personnelle, une aventure possible pour tous »[563], cela ne fait pas de doute. Mais il y a chez ces entrepreneurs militants sociaux une volonté de se démarquer d'une part du « symbole de l'exploitation »[564], d'autre part de la « figure du commencement, c'est à dire se faire soi même, avoir pour passé celui que l'on a produit soi même, qui ne nous a pas été légué par la transmission d'un héritage ou d'une filiation »[565]. La question des héritages et des transmissions reste au contraire fortement inscrite dans les parcours et les ambitions de ces nouveaux acteurs, d'une part parce qu'ils participent d'une histoire sociale qui est celle du militantisme, d'autre part parce qu'ils ambitionnent de faire trace à leur tour.

Ces acteurs sociaux proposent une formule de réponse aux problèmes et aux déficits économiques de la banlieue et de ses habitants, relevant en partie du consensus qui fait force aujourd'hui quant à la question du chômage et de la nécessité de développer l'emploi dans les cités. Or, des emplois, ces structures en créent, par surcroît dans des espaces que l'on dit désertés du pacte salarial, et pour des catégories de population les plus touchées par le chômage. Cette logique entrepreneuriale participe de ce que Laurence Rouleau Berger qualifie d'« espaces intermédiaires »[566], espaces de création et espaces de recomposition permettant l'élaboration d'un processus de socialisation professionnelle. Cela suppose d'une part que les prétendants à une position entrepreneuriale ne possèdent pas le capital scolaire et relationnel leur permettant d'avoir accès plus directement aux biens et aux savoir-faire pour créer leur structure, d'autre part qu'ils ne disposent pas des ressources financières et professionnelles leur permettant de s'engager directement dans une activité autonome non rémunératrice dans l'immédiat.
Enfin -mais nous y reviendrons-, ces personnes renouvellent la position militante parce qu'il y a dans leurs démarches, longues et laborieuses, un accomplissement par la réussite individuelle.

[561] Luc BOLTANSKI, Eve CHIAPELLO, *Ibid.*
[562] Alain EHRENBERG, *Le culte de la performance*. Calmann-Lévy, 1991.
[563] ibid., p 198.
[564] ibid., p 196.
[565] ibid. p 201.
[566] Laurence ROULEAU BERGER, *La ville intervalle. Jeunes en centre et banlieue*. Méridiens Klincksiek, 1991.
Les mondes de la petite production urbaine, LEST, 1997.

1. « *Ma vie va devenir ce qu'elle devrait être.* » : Vitécri à Toulouse[567]

> " La force révolutionnaire a de nos jours un double objectif : moral et matériel. Ceux qui en sont les jeunes protagonistes rappellent à certains égards les premiers chrétiens idéalistes, à la différence près qu'ils prêchent en même temps la violence, et crient : " A bas le système ! ". Ils n'ont pas d'illusion sur le système, mais en revanche ils en ont une quantité sur la manière de changer le monde d'aujourd'hui. C'est précisément ce point qui fait l'objet de mon livre. Ces lignes, je les ai écrites en désespoir de cause parce que c'est, dans une certaine mesure, ce que ces jeunes font et feront qui donnera un sens à ce que moi-même et des hommes de gauche de ma génération avons fait dans notre vie. "[568]

Vitécri est une association créée en 1981 dans la cité des Izards à Toulouse, et dissoute en 1997. Ses membres fondateurs créeront en suivant le Tactikollectif. Son histoire est indissociable de celle des mouvements sociaux des années 1980 -comme aiment à le rappeler tous ceux qui en ont été les acteurs- parce qu'elle est exemplaire tant de l'effervescence qui a mobilisé les cités dans cette période, que par sa longévité et sa productivité en termes de parcours individuels et collectifs. De Vitécri naîtra en effet le groupe de musique Zebda, le festival « Ca bouge au Nord », le collectif Tactikollectif qui présentera des candidats aux élections municipales à Toulouse, et le groupe militant et musical Motivé-e-s.

La cité des Izards est un des grands ensembles construits à Toulouse sur ce qui fut longtemps un vaste terrain vague au nord de la ville. C'est sur le terrain du Domaine de Lalande que sont édifiées en 1930 une trentaine de petites maisons construites par la municipalité et attribuées à des familles issues des bidonvilles toulousains. En 1950, la Cité Blanche est bâtie, composée de vingt cinq bâtiments de 4 logements à un étage avec un petit jardin privé pour chacun, sur le modèle des cités ouvrières. L'Abbé Pierre entre en scène à Toulouse en 1956, avec la force des mots et des actes qu'on lui a connu dans l'hiver 54 à Paris. Puisque "lorsqu'une construction est illégalement entreprise, la police a autorité d'arrêter le chantier tant que la bâtisse n'a pas de toit, mais (qu')il faut une décision du tribunal dès qu'il y a un toit", et vu l'urgence de reloger les familles du camp se stationnement de Ginestou sinistré par les inondations, on commence par la construction des toits. Le droit plie, et en quelques semaines 28 logements individuels avec jardin sont érigés. Cette cité d'urgence est appelée Cité Van Dick. En 1958 la municipalité construit une cité de transit dite Cité Raphaël composée de 220 pavillons. A partir des années 1960, à côté de ces petits coins de paradis avec vue sur pelouse et basse-cour, la cité des Izards est construite en trois tranches. Les Izards I., dite "des rapatriés" en 1963 avec 286 logements ; les Izards II. dite "tours Micoulaud" en 1975 avec 2 tours de 7 étages soit 92 logements ; les Izards III. dite "la toute électrique" (chauffage oblige) en 1976.

---

[567] Pour s'y retrouver parmi les protagonistes, se référer à l'annexe en fin de chapitre.
[568] Saul ALINSKY, *Manuel de l'animateur social*, Seuil, 1976.

La cité d'urgence de l'Abbé Pierre est détruite en 1975, la cité Raphaël rénovée en 1978, la réhabilitation des tours Micoulaud est réduite à un coup de pinceau sur les façades en 1979. Quant aux équipements, ils se réduisent au strict minimum : une école maternelle construite en 1959, puis une autre dans les années 1970, un club de prévention, une permanence DDASS, une église catholique, 2 terrains de sports mais qui sont interdits à l'utilisation en dehors de l'activité des clubs fédérés de football et de rugby. Plus tard, on construit une école primaire et un lycée d'enseignement professionnel. Sans oublier les trois ou quatre carrés de pelouse ornés de massifs épars et l'unique toboggan en béton.

Ainsi se présente le quartier à la fin des années 1970, au moment où débute l'histoire de Vitécri. Une histoire qui naît de la rencontre entre des éducateurs du club de prévention du quartier et des jeunes adolescents qu'ils fréquentent, et qui naît surtout de désaccords profonds entre les éducateurs au sein de la structure. Deux pédagogies s'affrontent quant à l'éducation de ces adolescents, tous enfants d'immigrés maghrébins, portugais ou gitans dont les perspectives d'avenir sont peu réjouissantes, et qui traînent dans les terrains vagues avoisinant ce quartier peu avenant et très isolé du centre ville. Les débats au sein du club de prévention sont caractéristiques de ceux qui animent la scène éducative des années 70 : ils questionnent les institutions et leur pouvoir d'assujettissement en général[569], l'intervention psychiatrique en particulier. Deux approches s'affrontent : d'un côté, ceux qui pensent les caractéristiques des adolescents comme des problématiques individuelles et psychologiques, qui analysent leurs difficultés en termes de marginalité et qui proposent un traitement de redressement par le suivi individuel, et par l'approche ethno-psychiatrique. Cette approche reçoit un écho très défavorable auprès des jeunes de la cité des Izards comme Magyd le raconte : « *Il y a eu une première équipe d'éducateurs, dans laquelle il n'y avait pas Maïté. Ce sont Michèle et Fernand qui ouvrent un local. Ils ont des a priori : pour eux, ils ont affaire à des jeunes délinquants qui vont mal tourner. Ils commencent d'abord par les Gitans. Michèle va s'occuper de jeunes filles gitanes, puis de nos mères avec l'alphabétisation, s'occuper des papiers, et ensuite il y a un élargissement aux mômes. Les pères n'ont rien du tout. Et Fernand pareil : d'abord les jeunes gitans, puis tous les jeunes. Et Fernand était complètement gravissime. D'abord, il fallait avoir rendez vous pour le voir. Et là, il te donnait des photocopies de Freud et disait : "voilà, tu lis ça, et on se revoie tel jour". A l'époque, je ne connaissais rien à Freud mais je sentais qu'il était en train de bousiller des gens, dans une sorte de dérive du sauveur des défavorisés ; après Freud, voilà Fernand. Et pour moi, ce mec, c'était Hitler ; et même les moins fins d'entre nous comprennent que c'est un enfoiré. Alors on lui mène une guerre infernale, chacun à son niveau.* »[570]

De l'autre côté il y a ceux -dont Maïté et Michel du club de prévention- qui pensent les caractéristiques des adolescents des cités et les problèmes de violence ou de délinquance comme participant d'un ensemble de problématiques sociales, économiques et culturelles propres aux cités et aux populations différenciées et mises à l'écart de la société. Saul Alinsky[571] est le référent des prétendants de cette

---

[569] François FOURQUET, Lion MURARD, *Les équipements du pouvoir*, Recherches, T XIII, 1976.

[570] Entretien avec Magyd CHERFI.

[571] Saul Alinsky est né en 1909 dans un bidonville de Chicago. Dans les années 30, il développe et théorise une nouvelle forme d'activisme communautaire local et décide "d'organiser le quartier le plus misérable de Chicago » en mettant au point des méthodes d'animation et d'action dont il fera un ouvrage traduit en français sous le titre de "Manuel de l'animateur social" (Éditions du Seuil, 1976), qui

deuxième approche. Son ouvrage de référence, le « manuel de l'animateur social », ne sera publié et diffusé en France qu'en 1976, mais ses théories sont depuis longtemps mises en pratique dans une partie des organisations syndicales américaines, dans les *settlement*[572] britanniques et dans l'initiation du travail social communautaire au Canada. Venant du Québec, les références francophones aux théories et aux méthodes de Alinsky vont se diffuser en France dès le début des années 60, non pas dans les milieux du travail social traditionnel, déjà trop légiféré et régulé par l'Etat pour intégrer les formes d'organisation autonomes que propose Alinsky, mais dans les centres sociaux gérés par la fédération nationale et par l'ALFA[573], puis par une partie des acteurs de ces nouveaux métiers de l'action sociale et éducative dans les clubs de prévention et autres structures de proximité. Alinsky propose une doctrine sociale qui interpelle et séduit par sa singularité et sa liberté de propos, qui convainc au titre de la longue expérience de l'auteur auprès des populations pauvres, immigrées et auprès des petits et grands délinquants et qui, surtout, autorise tout un chacun à passer à l'action, dès lors que cette dernière sert le plus grand nombre. Alinsky en construit l'éthique, selon une morale « *qui consiste à faire ce qui est le mieux pour un maximum de gens* », mais les critères de moralité et d'éthique ne sont pas définis par avance, et ne le sont surtout pas en référence à une idéologie dominante, historique ou institutionnelle. Ils sont toujours particuliers, « *en fonction du jugement que l'on porte sur la situation (…), du contexte de l'action (…) et de sa finalité* », sachant que les populations n'ont pas toujours le choix dans les moyens de la lutte. Cette lutte pour le bonheur et le bien-être de tous que préconise Alinsky s'adresse principalement en faveur des groupes opprimés, des minorités dépréciées, des délinquants, et plus généralement des populations pauvres et discriminées. Elle vise à initier les populations à la prise de conscience de leur condition mais aussi de leurs ressources et de leur libre-arbitre, à favoriser la prise de parole et le passage à l'acte de décision par tous et pas seulement par la puissance des Etats et des institutions. En quelque sorte, Alinsky appelle à l'affranchissement des populations négligées par les pouvoirs publics et les bien-pensants[574] selon sa devise : « *s'imprégner de la communauté, la respecter, l'aider, puis s'en aller* ». Aussi la relation d'aide chez Alinsky ne vise-t-elle qu'un seul but : l'autodétermination du peuple pour le changement social. Cette doctrine expérimentée concrètement par Alinsky dans les quartiers pauvres des Etats-Unis sera le socle théorique et pratique du travail social communautaire, caractérisé par des formes d'engagement non conventionnelles qui défendent les intérêts de « ceux d'en bas ». Ici, le type d'engagement des populations est celui de l'implication, plus efficace sur le changement social et plus pérenne que celui de la participation, trop souvent régulé par l'institution. C'est aussi au nom de cette doctrine, et autour du débat sur l'antipsychiatrie et sur la critique institutionnelle, qu'un certain nombre de militants s'autoriseront à développer le « travail de rue » dans les quartiers mal famés où le travail social traditionnel devient inopérant. Et c'est de ces initiatives et de ces

---

sera l'ouvrage de référence de toute une génération d'animateurs et de travailleurs sociaux en France dans les années 70. Il est mort en 1972.

572 Equivalent en Angleterre de ce qu'on appelle ici les centres sociaux, c'est-à-dire des équipements sociaux de proximité.

573 Association pour les loisirs familiaux et l'animation des grands ensembles.

574 Il faut rappeler à ce propos que Saul Alinsky avait été très proche des réseaux maffieux de Chicago pour avoir évolué adolescent dans les milieux de la pègre, avant de faire une thèse de criminologie sur le gang de Al Capone au sein duquel il est introduit par Franck Nitti. Non sans humour et provocation, Alinsky disait des organisations maffieuses qu'elles étaient « des entreprises d'utilité publique, en fournissant aux gens ce qu'ils demandaient ».

débats que naîtront en France en 1972 les clubs et équipes de prévention spécialisée.

Au Club de prévention du quartier des quartiers nord de Toulouse, les affrontements sont terribles entre le psychiatre et quelques éducateurs « psychologisants » de l'équipe, et deux ou trois jeunes éducateurs défendant une approche communautaire. Michel Carrière, alors éducateur au club de prévention, explique cette position : « *Dans la cité, c'étaient des gens qui n'avaient pas accès à la parole. Souvent d'autres parlaient à leur place et se faisaient les traducteurs auprès de la collectivité. Nous on pensait que notre boulot c'était de les aider, de les accompagner dans le fait qu'ils s'approprient leur propre parole et qu'ils puissent eux-mêmes transmettre leur histoire et faire en sorte que la société prenne en compte leur propre histoire et leurs propres propositions de transformation sociale* »[575]. Maïté Débats, jeune éducatrice au club est à l'initiative de ces réflexions sur la place des habitants des cités, appuyée donc par Michel Carrière puis par son épouse Marie Jo, et par un groupe de proches, travailleurs sociaux ou animateurs à Toulouse pour la plupart, et militants féministes. Ils défendent le point de vue que les problèmes des jeunes sont liés à leur incapacité à exprimer et formuler leur présent. Et que cette impossible formulation tient à l'absence d'espaces de parole pour les minorités, en l'occurrence les immigrés, les femmes, les pauvres…
Mais Maïté est aussi très impliquée dans la relation, « très particulière et très rare » selon ses termes, qu'elle noue avec quelques uns des adolescents du quartiers et avec leur famille dès 1975. Au sein du club, elle ouvre des ateliers de vidéo et d'écriture pour permettre aux adolescents de s'exprimer ; elle ouvre aussi la porte de son domicile : « *Un atelier ordinaire, avec ces jeunes, ça n'aurait pas marché. Attention, il ne faut pas se les imaginer comme aujourd'hui : ils étaient très durs, bourrés d'à priori, certains étaient complètement allumés, violents... Mais la vidéo, ça les a tout de suite accroché. Je sentais qu'il fallait que je laisse faire. Ils ont embrayé direct sur les beurs, leur situation, l'identité... Surtout, on discutait beaucoup. Et puis, je leur faisais rencontrer d'autres gens, des amis à moi. Je les embarquais en week-end chez moi, à la campagne, et ils voyaient d'autres façons d'être, de vivre...* »[576]

Des façons de vivre et d'être avec lesquelles ils se familiarisent, de proche en proche et au fur et à mesure que les uns et les autres s'apprivoisent et apprennent à se connaître :
« *Maïté vient chez nous, dans nos familles, elle est rassurante auprès de nos parents, et de nous mêmes aussi. On est tout le temps avec elle. Dès que l'école n'est plus là, c'est Maïté. Et elle va très loin : elle est là le jour, le soir, le dimanche. Et puis, on va chez elle, et c'est la première fois que quelqu'un d'ailleurs que du quartier nous ouvre sa porte. (…)*
La maison de Maïté, c'est le lieu fondateur, c'est un paradis. Quand je rentre dans cette maison, je suis un mec bien. Je suis pas seulement un mec normal : je suis mieux que d'autres parce que je vais chez Maïté. Et chez Maïté, il y a tout un milieu, des gens forcément gentils, forcément ouverts. Et pour nous, toutes ces sensations sont nouvelles et on explose tous dans nos têtes. Même les plus durs d'entre nous ont envie d'aimer Maïté, même si c'est difficile pour nous de s'acoquiner avec une éducatrice. Elle ne fait pas d'histoires, pas de cinéma, les choses sont toujours simples, sans mesquinerie. Je suppose que ce sont ses convictions qui veulent ça

[575] Entretien avec Michel Carrière.
[576] Entretien Maïté Débats.

puisque les autres, et nous d'abord, n'ont pas été capables de faire cela. Elle le fait parce que ça nourrit son intellect, son plaisir, c'est un boulot qui déborde sur l'amitié. »[577]

Un boulot qui déborde aussi le cadre du mandat de Maïté en tant qu'éducatrice du club de prévention au sein duquel elle poursuit ses activités avec les jeunes. L'atelier vidéo, et celui d'écriture qu'elle propose aux jeunes filles, ont pour objectif « *d'aider les jeunes à renouer avec l'écriture et la parole, source de leur échec, souvent au niveau scolaire, et de se réapproprier le langage* »[578].
Zina : « *On habitait tous dans le même quartier. Je crois que le tout début de cette histoire de Vitécri a démarré avec la vidéo et les camps qu'organisait Maïté dans le cadre du Club de Prévention. J'avais quinze ans. Il y avait Magyd, Myriam, Sylvie, Salah, Monir, Dada, Mamoud mon autre frère… Pour moi, ça n'était pas difficile de faire des choses parce que Magyd est mon frère. Mais pour les filles à l'époque, sortir n'était pas évident à cause de nos parents. Moi j'avais la chance d'avoir Magyd qui est très libéral, qui m'a beaucoup aidé à sortir, m'a appris plein de choses. C'est grâce à lui que je suis rentrée dans Vitécri.*
Au début, je crois qu'on faisait des reprises, des clips vidéo. Je me souviens très précisément d'un clip de France Gall sur la chanson "il jouait du piano debout" où j'imitais France Gall. C'était très drôle. Ca s'était fait au préfabriqué route de Launaguet. Il y avait un mec au piano, je crois que c'était Jean-Marc. Et puis les camps : quand on partait, on prenait toujours la vidéo avec nous. Les garçons filmaient tout le temps. C'est très vieux tout ça. Après il y a eu l'atelier d'écriture avec Maïté, c'était super. A l'époque, j'adorais lire, écrire. Pour cet atelier, on était un groupe de filles un peu plus important. Il y avait Louisa, Ouria, deux ou trois gitanes du quartier des Trois Cocus[579]. On était une dizaine de filles qui avaient beaucoup de choses à raconter, beaucoup de choses à dire, toujours. Je me souviens, je tenais un journal, j'aimais bien écrire des poèmes, des textes comme ça. Et les autres filles, c'était pareil. On faisait cet atelier d'écriture deux fois par semaine, après l'école. Il me semble que parfois ça se faisait à l'APIAF[580], parfois au club du quartier des Izards qui était dans les immeubles et dont je ne me souviens plus du nom. Ca a fermé depuis.
En même temps j'ai bossé à l'Apiaf, je m'étais mise un peu dans le mouvement féministe. On était monté à Paris pour une conférence avec Laurent Fabius qui présidait. J'écrivais des choses sur les femmes, j'étais militante, vraiment. De toute façon, avec Maïté, Marie-Françoise, je n'avais pas le choix. Il y a eu l'atelier de couture aussi, peut être à la même époque. On avait envie de faire de tout de toute façon avec les filles. On voulait tout faire, tout voir : la danse, la couture, sortir, écrire, parler... Et pour cet atelier de couture, j'étais au top, ça me plaisait vraiment.
Claire *: tu cousais déjà à la maison ?*
Zina *: un peu oui. Ma mère cousait beaucoup. Quand j'ai passé mon BEP de secrétariat ma mère était déçue : elle me disait toujours, "c'est pas un métier pour les femmes, le métier de la femme c'est couturière". Ensuite elle a été contente que je bosse là-dedans. Donc à cet atelier couture, on se retrouvait entre filles. Maïté nous avait acheté du crépon noir et blanc et on s'était fait des jupes toutes simples. Mais en fait pour Maïté l'important c'était qu'on se retrouve ensemble et qu'on parle.*

[577] Magyd Cherfi.
[578] Document personnel de Maïté Débats, 1979.
[579] Cité à proximité de celle des Izards, au Nord de la ville.
[580] Association de promotion des femmes créée par Maïté Débats.

Elle voulait nous faire beaucoup parler. Comme on est bavardes à la base, il n'y avait pas de mal. »

Outre le fait qu'elles sont recommandables auprès des parents, ces activités sont aussi des prétextes pour quitter la cité et se réfugier pour des vacances ou des week-ends à la campagne, et ainsi permettre la rencontre entre des gens que rien ne réunit. C'est enfin l'occasion pour Maïté de mobiliser quelques amis : un projet vidéo avec une formation à l'INJEP[581] de Marne-la-Vallée est envisagé, financé en partie par la direction de la jeunesse et des sports. Le club de prévention refusant de soutenir le projet et d'apporter son aide matérielle, Maïté sollicite ses proches : Marie Françoise Vabre est alors animatrice au centre culturel de la rue Croix Baragnon, au centre ville de Toulouse, où une programmation de cinéma et des ateliers sont aussi proposés : elle fournira le matériel ; Michel Carrière, après un bref passage au club de prévention, entreprend des études de cinéma : il assurera la technique. Les jeunes partent en stage à l'INJEP, en reviennent très critiques et décident, presque par revanche, de faire leur premier film qui voit le jour en 1980.
Le film « Autant en emporte la gloire » est un récit de réussite : quatre jeunes de la cité, partis de rien, vont devenir des stars du show-biz et crever le plafond. Pour cela, il font preuve de leur talent (une série de clips en play-back en costumes discos sur des musiques de James Brown), et de quelques méthodes musclées pour persuader un producteur. Ce premier film aux qualités techniques très discutables est un véritable objet de défoulement au regard des conditions dans lesquelles se déroule le tournage (entre bagarres, disputes, agressions, mais aussi énormes moments de rigolade), mais surtout au regard de son thème. Ici, on montre une facette caricaturale du rêve américain, parodie version toulousaine du noir qui va devenir immensément riche et célèbre. La mode est à la musique funk et le modèle politique est celui du black power : dans « autant en emporte la gloire », les deux sont réunis.

La réalisation du film est aussi pour ces jeunes une manière, quasiment autonome, de s'approprier la parole à travers la vidéo. Mais les adultes qui les accompagnent voient une autre finalité à la production vidéo : communiquer à d'autres. Mobilisant le réseau des travailleurs sociaux et des militants sympathisants qui préfigurent déjà le mouvement Beur, le film est diffusé dans les écoles d'éducateurs de la ville, suivi d'un débat avec les jeunes auteurs. Il est aussi présenté aux rencontres du film amateurs dans le quartier de Empalot à Toulouse, et plébiscité par le directeur de la section audio-visuel de l'Université. Ces rencontres sont l'occasion pour les jeunes qui y prennent part de se confronter à la parole publique, au regard de l'autre, et de se construire un début de « conscience de leur condition » même un peu approximative, faite de refus du misérabilisme qui qualifie le plus souvent les discours sur les immigrés, de revendication à la réussite et de valorisation de leur « double-culture ».
En parallèle, les garçons laissant peu de place aux filles dans l'activité cinéma[582], celles-ci montent avec Maïté un atelier d'écriture. Elles lisent les unes pour les autres, écrivent des textes dont certains seront publiés dans des revues militantes.

Ce premier film, l'effervescence des débats et le plaisir qu'il procure à la soixantaine de jeunes du quartier qui gravitent autour de ces activités, en appellent un second. Nouvel affrontement au sein du club de prévention qui refuse de financer le projet de Maïté qui défend l'idée que la pratique culturelle et artistique est un outil de

[581] Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.
[582] au point que les rôles féminins du premier film sont tenus par des garçons grossièrement déguisés.

développement et d'affranchissement personnel. Par son intermédiaire, le conflit gagne le groupe d'adolescents qui lui sont proche, créant des rivalités -attisées par ceux que Magyd nomme « groupuscules »- entre les groupes de jeunes que suivent respectivement Maïté et un autre éducateur, Fernand : « *L'équipe éducative du club de prévention est tellement désagréable qu'elle se crée des hostilités partout. Et on comprend vite qu'il n'y a plus qu'à tirer tous les gens pour qu'on explose cette équipe de travailleurs sociaux. Alors, petit à petit, sur une année, je fais passer le mot qu'il faut qu'un groupe aille dire ce qui ne va pas. Et Maïté est dans l'histoire : elle nous informe qu'il va y avoir une réunion avec un politique et que c'est à lui qu'il faut parler. Dans nos têtes, ça reste très vague mais on comprend l'essentiel. Ca se passe lors d'une réunion du club où se trouve Elie Bordes du Conseil Général et une espèce de grand costaud à la botte du PS. Il y a Monir, Dada, Rachid, moi et d'autres, et voilà des jeunes qui se rebellent contre le club : on dit que le fonctionnement ne nous va pas, qu'on exige d'avoir à travailler de telle ou telle façon, "combien vous êtes payés ? Pourquoi, à dix heures, vous buvez le café ?". Ca, pour nous, c'est le mépris. Et là, Fernand perd ses moyens et vient nous affronter physiquement : seulement il y a une teigne avec nous qui l'explose d'un coup de tête phénoménal.*
Et tout va changer dans le quartier, de manière peu visible mais avec une pression constante pendant des années. On ne les arrête pas, mais leur boulot va se structurer en groupuscules avec les plus durs. Fernand a toujours de l'argent à proposer aux plus durs, des appartements, des stages ; il les tient et il brise le quartier en deux ou trois morceaux. »[583]

Maïté démissionne du club de prévention mais continue bénévolement à s'investir auprès des jeunes et des familles du quartier à travers ces projets de cinéma et d'écriture. Le petit groupe d'amis de Maïté qui avaient déjà prêté main forte à la réalisation du premier film se mobilise pour une nouvelle aventure de cinéma. Béatrice Grandchamp, alors chargé de mission à la DRAC[584], propose de financer l'opération, mais il faut une structure porteuse du projet. Dans l'urgence, Maïté réunit ses amis pour créer une association, avec Evelyne Mabilat qui cohabite alors avec elle et côtoie les jeunes de la cité depuis quelques années, et Marie-Françoise Vabre qui, dans le cadre de ses missions à la ville de Toulouse, anime un projet de sensibilisation à la télévision nommé « jeunes téléspectateurs actifs ». L'association est créée dans la soirée. Elle s'appellera Vitécri parce que les statuts doivent être déposés au plus tôt et que c'est « vite écrit » même si l'on dira plus tard qu'il s'agit de « vidéo-théâtre-écriture ». Maïté et les jeunes ayant désormais une association support de leurs activités, l'écriture et le tournage du second film peuvent démarrer.

Après la période 1975-81 qui est celle de la rencontre entre un petit groupe d'adultes souhaitant participer à l'épanouissement personnel des jeunes des Izards et à la prise de conscience de leur condition, et les jeunes de la cité qui découvrent la parole, l'écoute, mais aussi l'amusement, la période 1981-88 sera celle de la prise en main de leur destin par une partie de ces jeunes. Cette période est caractérisée par une très grande effervescence, tant au sein du groupe de jeunes qui va petit à petit se former au gré du départ de certains et de l'arrivée d'autres et va se consolider durablement, que plus largement au sein des mouvements sociaux nationaux auxquels ils vont prendre part.

---

583 Magyd Cherfi.
584 Direction régionale des affaires culturelles.

Cette effervescence participe de la quantité et la nouveauté des événements et des débats qui émergent en France sur la question des conditions de vie et des possibilités d'avenir des jeunes des cités, du foisonnement d'initiatives individuelles et collectives qui va accompagner ces mouvements, mais aussi de l'enthousiasme et du bonheur avec lesquels ces jeunes vont s'engager dans les débats et l'action. Cette composante des mouvements militants Beurs des années 1980, et en particulier du groupe qui va se constituer dans Vitécri, est essentielle à la compréhension de leur histoire. Ils n'ont pas même vingt ans (à Vitécri, en 1981, le plus âgé a dix-sept ans), comme la plupart des adolescents ils sont immortels ou ont le sentiment de l'être, ils sont insouciants, ils ont envie de rire, de s'amuser, de draguer, de se faire remarquer. Mais ce désir d'existence singulier aux adolescents est, chez eux, à fonder aussi socialement : la présence d'adultes « différents de leurs parents » auprès d'eux les conduit peu à peu à regarder et comprendre leur condition sociale, celle de leurs parents et celle, plus largement, des habitants des cités -ne serait-ce que, au début de leur rencontre, par comparaison avec ce que ces adultes leurs donnent à voir d'eux-mêmes. Mais ces adultes sont aussi des militants sociaux : ils les initient à la réflexion et au discours politiques, ils les invitent à la parole publique et au débat, ils leurs permettent d'entrevoir des possibles autres que les destins auxquels ils semblent promis par des enseignants qui les renvoient à leur incapacité, des éducateurs qui renforcent leur défiance des adultes, et un regard social qui les ignore, les méprise ou les rejette. La conscience prend peu à peu le pas sur l'indifférence, la revanche prend le pas sur l'impuissance, le volontarisme sur l'insouciance, et le devenir sur le néant. A parler de « désir et politique », les militants des années 1960 et 1970 inspirés par les théories de Deleuze et Guattari pourraient envier ces jeunes qui en sont, même inconsciemment et selon des formes très brouillonnes, totalement empreints.

« *Ma vie va enfin devenir ce qu'elle devrait être* ». La formule est de Nadia qui a à peine dix-huit ans lorsque, accompagnée de ses frères et des jeunes de Vitécri, elle « monte à Paris » pour la première marche des Beurs.
« *On habitait au Trois Cocus, nos parents se connaissaient, se fréquentaient. Les femmes s'aidaient pour les naissances, le père de Mounir a béni tous les mariages, il donnait les cours d'arabe… Lorsque mes parents ont déménagé pour habiter la cité de Bourbaki*[585] *, on a continué à se voir le mercredi, les week-ends, pour les fêtes, les mariages. En grandissant, mes frères ont gardé des liens avec les autres jeunes de la cité, ils allaient souvent aux Izards retrouver les copains, pour des boums, des sorties. Mais pour moi, le problème des sorties avec d'autres ne se posait pas : j'étais fiancée, je devais me marier et partir vivre en Algérie, je me disais « je l'aime, c'est l'homme de ma vie. Je vais à l'école, à la maison, j'ai de bons résultats, je ne fais rien de mal. Ma vie est monotone mais c'est mon destin : j'ai dix-huit ans, je suis fille de maghrébins, donc ma destinée, c'est ça ». Et puis un soir, en décembre, Magyd vient à la maison en disant : "Voilà on va à Paris, parce qu'on fait une manif pour que les jeunes maghrébins, les petits arabes, les Beurs comme on les appelle, puissent revendiquer leurs droits, dire qu'on est différent mais qu'on a envie aussi de taper du poing" ; et mon frère Salah dit « oui, ce serait bien que Nadia vienne à Paris ». Ma mère devait partir en Algérie le lendemain, ce serait la première fois que je ferais quelque chose à l'extérieur de la maison sans les parents. Ils ont parlé, longtemps, et les parents ont dit oui. (…) Pour moi, ça a été quelque chose d'exceptionnel : il y avait Maïté, les garçons du quartier, plein de filles que je connaissais, je n'étais plus seule, j'avais vu, rencontré et parlé avec plein de gens qui*

[585] Egalement située dans les quartiers nord de Toulouse.

vivaient les mêmes choses que moi.(…)De retour à Toulouse, quelque chose de ma vie avait changé : je me dis « les dix-huit ans passés, ils t'ont été racontés, tu n'es pas cette fille là ». Je suis comme Zina, Myriam, Louisa, Zoulie, Malika, enfin toutes les filles du quartier. On est des filles issues de l'immigration et il faut qu'on se fasse notre place. Je crois que j'ai ma place et je demande à ce qu'on me fasse une place au titre d'une fille qui a envie de vivre quelque chose du collectif, de partager les convictions de tous ces jeunes issus de l'immigration, d'appuyer par le discours et de militer dans le combat pour la reconnaissance de nos différences, de nos droits, de notre façon d'être, de ce qu'on est. Je vais rentrer dans Vitécri pour ça, je vais y rentrer pour moi, parce que ma vie doit changer. Ma vie va enfin devenir ce qu'elle devrait être. Vitécri, ça a été concret : ça a été le truc sur lequel je me suis appuyée pour qu'ensuite, tout décolle. »

A l'image du cheminement de Nadia, cette période de 1981 à 88 sera à Vitécri, comme pour beaucoup de jeunes enfants d'immigrés, un moment de transition : celui où il deviennent acteurs, pour partie, de leur destin. Celui du moins où ils vont tenter d'assouvir leur désir et leurs aspirations de réussite. Le tournage du second film de Vitécri débute en 1981 : « Prends tes cliques et t'es classe » est l'histoire d'un jeune fils de maghrébins immigrés dans le Gers qui vient habiter dans la cité. Il a l'allure et les manières d'un « paysan », il est la honte des copains de la cité, il ne pourra jamais s'en sortir dans la vie. On lui conseille d'aller voir le « prof de frime » qui va lui apprendre à être « classe », c'est à dire savoir s'habiller, danser, draguer, se battre, voler. Ce fils de paysan va suivre les cours de frime, s'initier aux règles de la cité et devenir un gagnant.
Au-delà de la parodie du beur qui utilise les effets de la mode vestimentaire et des codes de la banlieue comme moyen d'intégration sociale, le film pose plus généralement la question de la différence, à deux niveaux. Il y a d'abord la question de l'Autre, celui qui leur est radicalement étranger : ce n'est pas le jeune différent du vieux, le blanc différent du noir, le riche différent du pauvre, c'est le paysan, par opposition au citadin. Pour eux *"la cité, c'est le monde ouvrier dans une vie purement urbaine, qu'on soit arabe ou français. Il y a davantage de différence entre l'immigration qui s'est faite vers la ville et celle de la campagne, entre un immigré de Fumel et un autre des Izards.* »[586]. Il y a ensuite la question culturelle : à travers la valorisation de la musique funk, métissage esthétique et culturel afro-américain, les jeunes revendiquent leur propre métissage qui se traduira, dans les slogans des mouvements beurs, en termes de double-culture.
Dada : « *on avait l'esprit d'être ensemble, de rassembler les gens : on a fait des boums sur le quartier, puis on a loué une salle à Sesquières pour faire des soirées. L'entrée était gratuite et le patron se payait sur les consos. C'est à partir de là qu'on a fait les films, d'abord "Autant en emporte la gloire", ensuite "Prends tes cliques et t'es classe" -mais là, j'étais à l'armée- puis "Salah, Malik, Beurs". On était monté très haut avec toutes ces activités, et là, l'armée m'a tout cassé, en Janvier 83.*

Claire *: Tu avais le choix ?*

Dada *: Pas vraiment. J'étais ressortissant Algérien, je finissais mon apprentissage et ma carte de séjour se terminait. L'état Algérien ne me renouvelait pas la carte si je ne faisais pas l'armée et si un jour tu es contrôlé, en Algérie tu es déserteur, ici clandestin, tu es coincé.*

[586] Moustapha Amokrane.

Claire : *Et tu n'avais pas voulu demander la nationalité française avant ?*
Dada : *Tu as 18 ans, tu ne fais pas gaffe à ces choses là quand tu es jeune. Tu penses à la boum de samedi, pas aux papiers. En même temps, je ne regrette pas, ça m'a permis d'aller en Algérie, de comprendre ce qui se passait là bas.*
Claire : *Tu n'y avais jamais été ?*
Dada : *Si, mais je jouais les tocards américains. C'était les grandes vacances, les dinars coulaient à flot, tout le monde me faisait des salamalecs… A l'armée, ça a été la vraie galère, deux ans, pas de plage ni de cocotiers ni de sardines grillées. Ca m'a beaucoup mûri : j'avais un rideau devant le visage qui m'empêchait de voir l'essentiel et à l'armée, le rideau s'est ouvert et j'ai fait attention à tout. En même temps ça m'a abruti parce que ce qu'on a fait était idiot : j'ai connu la faim, la soif, les bagarres, les complots, mais au retour je savais ce qu'était l'Algérie. Maintenant, je sais que ce n'est pas un pays pour moi : c'est un pays de mecs, au café, dans la rue, les femmes dans une chambre qui regardent Dallas avec la parabole, les hommes qui se montrent…* »

« Salah, Malik, Beurs », le troisième film, est aussi le support de la solidification d'un collectif qui s'élargit à de nouveaux venus et se sépare en même temps des moins convaincus. Dans le groupe de jeunes, quelques uns se lassent, se fâchent, ou n'ont pas l'assiduité nécessaire que leurs ambitions cinématographiques exigent ; d'autres arrivent pour jouer dans le film : les petits frères, quelques rôles pour les sœurs des premiers venus et, pour la première fois, deux ou trois copains extérieurs à la cité. Pour le tournage, quelques adultes viennent prêter main forte à Maïté : Michel Carrière qui poursuit des études de cinéma aide au tournage, des animateurs de centres culturels prêtent des locaux, Marie Françoise Vabre intervient pour les accessoires, les éclairages, les transports. Elle invite aussi régulièrement les jeunes pour l'opération « jeunes téléspectateurs actifs ».
Le groupe se consolide ainsi autour des activités de l'association. Maïté en est l'animatrice principale, mais les jeunes sont poussés à s'investir, prendre les décisions, organiser, réaliser des projets. Car, au gré de la publicité faite au premier film et du dynamisme du groupe, des subventions du FAS, du Ministère de la Culture et de la ville de Toulouse sont proposées pour le fonctionnement de l'association. Les avis entre adultes sont partagés sur la nécessité que l'un d'entre eux prenne les rennes de la gestion de la structure. Maïté, de par sa disponibilité professionnelle puisqu'elle a démissionné du club de prévention, et surtout grâce à la reconnaissance et l'affection que lui portent les jeunes, est la plus légitime pour ce faire. Mais ce n'est pas dans ses ambitions, et surtout, cela ne correspond pas au projet d'autonomie qu'elle ambitionne pour les jeunes. Un peu malgré eux, ce seront Magyd, Rachid, Salah et Sylvie qui se partageront le premier poste salarié et s'investiront dans les actions prévues. A l'époque, la quinzaine de jeunes du quartier qui participe activement aux activités de Vitécri est peu impliquée dans la gestion et l'animation de l'association en tant que telle. Cette prise en main quasi-autonome de Vitécri va leur permettre de développer et multiplier leurs actions et leurs ambitions, mais aussi les contraindre à un registre de justification de leur place, de leur statut et de leurs compétences, auquel ils sont peu préparés. Les sollicitations institutionnelles se multiplient, offrant la possibilité de développer des activités dans le cadre des nouvelles procédures de DSQ : du soutien scolaire dans le cadre des ZEP, des loisirs dans le cadre des Loisirs Quotidiens des jeunes (LQJ) et des Opérations Prévention Eté (OPE), et toujours leurs propres activités : organiser des boums, faire du théâtre, de la vidéo et de l'écriture. Activités dont ils font bénéficier les petits frères en

montant des ateliers, et qu'ils font connaître en les diffusant dans les milieux socio-éducatifs locaux.
Mais en même temps qu'ils permettent le développement des activités sur le quartier et pour eux-mêmes, les jeunes se retrouvent impliqués dans des relations nouvelles avec les institutions qui les financent et avec les autres jeunes du quartier dont ils deviennent les animateurs. Le tout dans une certaine insécurité due au mode de décisions collectives, à leur inexpérience technique, au foisonnement des projets et à l'ampleur des aspirations :

Maïté : « *Je me sentait très très impliquée, je sentais qu'il ne fallait surtout pas lâcher, c'était une période difficile pour moi, à cause de cet engagement. Mais en même temps, c'était une période passionnante, parce que les jeunes commençaient vraiment à prendre part dans l'association (...) Mais ça ne venait pas non plus comme ça. Déjà, quand j'étais au club de prévention, j'avais élaboré un projet culturel sur le quartier, c'était pensé, on ne naviguait pas à vue. Le tout était de transmettre ce projet aux jeunes. Et puis, on avait beaucoup, beaucoup de discussions, sur la démocratie dans l'association, sur les prises de pouvoir...*
Donc, il y a eu ces postes d'animateurs pour l'association, et c'est là qu'il y a eu beaucoup de jeunes qui sont venus, qui débattaient, qui critiquaient, très intéressant. Mais très vite, ils se sont sentis tellement mal dans ce rôle... Ils se sont sentis délaissés par le conseil d'administration, parce qu'on les laissait très libres, très autonomes, et en même temps on ne les soutenait pas beaucoup. Rachid a pas tenu, il a dû rester permanent seulement six mois. Il se sentait pas de faire ça, il assurait pas, il était tout le temps en retard, il ratait les rendez-vous, il ne pouvait pas s'y tenir. Et c'est Sylvie qui l'a remplacé, et qui s'est énormément investie. Quand à Magyd, il a très mal vécu d'être payé, et à un moment, il n'a plus voulu être salarié, il a préféré redevenir bénévole. Et puis, vis à vis du quartier, c'était très difficile d'assumer le fait d'être payé : tout le monde lui demandait des comptes, lui disait qu'il avait de la chance d'être payé, etc. »

Evelyne : « *Je ne me souviens pas très bien et ça n'est pas un hasard, car c'était très compliqué : comment ils rendaient des comptes, comment ils se parlaient, comment ils reconnaissaient ou pas le travail des autres. Comme cela se passe dans tous les groupes, sinon que là, tout était dit. Les choses se parlaient beaucoup, tous les conflits éclataient et ils n'en avaient pas peur : c'était à celui qui dirait le plus la vérité, et tout le monde, à un moment ou un autre, s'est fâché avec tout le monde. Ils sont allées de conflit en conflit : ça a été très éprouvant, mais en même temps ils se sont personnellement et professionnellement construits avec ça. Et ces conflits qu'ils posaient nous faisaient réfléchir, mais -en tous cas pour ma part- je n'ai jamais désespéré d'eux. Et je pense que c'était profondément politique même s'ils n'en avaient pas conscience ou qu'ils ne le disaient pas comme cela : ils avaient une position de citoyen dans leur proximité. Pourtant, ils auraient pu se détacher du quartier ; d'ailleurs on pense souvent qu'il faut se détacher du quartier pour satisfaire son ambition personnelle. Ils avaient des ambitions, mais ils restaient liés au quartier.* »

Maïté et Evelyne ne sont d'ailleurs pas seules à mesurer l'ampleur de la tâche autant que les enjeux institutionnels et personnels auxquels ils sont confrontés :
Sylvie : « *J'avais dix-huit ans, j'étais alors vendeuse à mi temps, et bénévole sur mon temps libre a Vitécri. Je faisais des animations vidéo avec Magyd au collège, et une*

fois avec des gitans de Bagatelle. Pour parler de nos activités, De Veyrinas[587] nous avait emmené à un colloque du CNPD[588] au Havre, avec la directrice du collège. Ca nous permettait de rencontrer d'autres gens, d'apprendre des choses de ceux qui faisaient des activités audiovisuelles ailleurs. Là, on commençait à s'organiser et faire des animations, et il y a eu un premier poste qu'a occupé Magyd. Ensuite, Rachid et peut être Salah se sont partagés un poste à mi temps chacun, ça n'a pas trop marché, ils sont partis et, quelques temps plus tard, j'ai repris le poste. Mais dès que les postes ont été crées, il a commencé à y avoir des histoires : à Magyd, puis Salah et Rachid, on leur reprochait leur tranquillité face au travail. Magyd avait pourtant une activité importante pour la rédaction de ses scénarii, mais on leur a toujours reproché cela. Et je me suis toujours dit que ça a commencé à foirer quand il y a eu des sous.(…)
J'ai appris sur le tas, en faisant des films, en cherchant des infos, je me constituais des petits dossiers de travail, on fréquentait l'atelier vidéo de Marie Françoise, on échangeait avec d'autres jeunes, par exemple, avec des jeunes ariégeois qui faisaient du cinéma d'animation et que Maïté nous avait fait rencontrer. Entre Magyd et moi, on arrivait à s'en sortir, mais on y allait surtout au culot : le FAS donnait des sous pour des AEPS (Activités Educatives Péri Scolaires) le mercredi. On faisait faire de petits films aux jeunes. Je disais toujours que j'étais animatrice, pas technicienne. Ensuite j'ai fait de l'animation avec des filles du quartier : je me souviens avoir fait un camp en Espagne avec Myriam, et seize filles du quartier, ça avait été l'hystérie. Je n'étais pas très costaud à l'époque et j'en avais pris plein la gueule. Lorsque les jeunes avaient retapé l'appartement pour en faire un local, on leur avait donné une bourse loisirs en contrepartie. On commençait à organiser du loisir alors qu'avant, on ne faisait que saisir les opportunités. Je me retrouvais à gérer des dossiers auxquels je ne comprenais pas toujours les tenants et aboutissants. Je me souviens avoir été convoquée au tribunal de grande instance avec Marie Françoise parce qu'on n'avait pas payé l'URSSAF, mais il y avait toujours les adultes avec nous pour nous expliquer les choses, nous passer peu à peu les dossiers. »

Michel : « *C'est, de mon point de vue, essentiel que les jeunes s'approprient la gestion, qu'ils se rendent compte du prix des choses et du prix des comptes à rendre. Donc on a dit "on ne veut pas de postes permanents mais on veut des postes par projet, on veut justifier le nombre d'heures et pas un poste pour gérer une association, on veut des heures de travail pour faire du travail". Ce qui fait que les actions n'étaient pas conçues pour justifier le salaire de quelqu'un, mais avec leur présupposés, leur parti pris politique, leur impact sur la dynamique sociale du quartier, tout ça déterminait les forces vives dont on avait besoin et à partir de là on déterminait un certain financement qu'on n'obtenait pas toujours, bien sûr.* »

Cette stratégie des adultes de l'association à responsabiliser les jeunes dans la prise en charge de la gestion et des relations avec les partenaires institutionnels, n'a pas des effets que sur leur responsabilisation. Ces activités de gestion et de représentations institutionnelle les mettent aussi dans une position difficile à assumer au contact et sous le regard de leurs pairs et congénères de la cité. Magyd notamment, est particulièrement affecté par un sentiment d'illégitimité.

---

[587] Françoise de Veyrinas, première adjointe au maire de Toulouse, élue aux affaires sociales et aux quartiers en difficulté (voir chapitre précédent).
[588] Conseil national de prévention de la délinquance.

Magyd : « *Là, c'est un grave virage de Vitécri. A ce moment là, je ne sais pas si c'est l'arrivée de la gauche qui veut cela, mais il y a une pluie de fric qui tombe de partout, notamment du FAS. On nous dit : "il y a plein de millions à prendre, vous n'en voulez pas ?". Maïté est dans son dilemme : elle me parle de cet argent, et je lui dis qu'il faut qu'elle le prenne. Alors on accepte cette manne financière qui tombe du ciel. Je crois que je partage le poste avec Rachid, ou Sylvie, je ne sais plus. Et là, la grande question du salarié se pose : pour faire quoi, quelle déontologie, quel objectif, que suis-je censé faire ? On se met à jouer les animateurs, surtout pour justifier du fric, et on dérape dans tous les sens, on devient un centre d'animation : on récupère des gosses, on monte des camps, on improvise totalement. On est dans l'euphorie, on refait le quartier avec des trucs qui nous dépassent complètement. Et il y a des gens qui ne sont pas salariés comme Sylvie, et qui font autant de boulot que nous sans être payés. Et cela pose tous les problèmes de déontologie : un conseil d'administration est sensé déterminer l'action alors que là, nous déterminons tout. Lorsqu'on dit "il y a réunion", on se retrouve à une quinzaine d'adultes et de jeunes qui décident de ce qu'on va faire. Mais personne, ni les uns ni les autres, ne veut encaisser cette relation employeurs-employés. Et tous les problèmes d'administration, de gestion, de rapport aux élus, de comptabilité se posent à nous. On se retrouve devant des élus et on comprend rien à ce qu'ils nous disent ; je me revois en train d'agresser De Veyrinas, etc. On passe des années à bricoler. Rachid n'a pas du tout envie de jouer les salariés, et moi, j'ai un énorme problème de conscience qui va durer pendant les 4 ou 5 ans où je serai salarié : justifier l'argent que je gagne et me définir une motivation politique qui n'arrivera jamais. Vis à vis des jeunes, des copains et du quartier, je suis tiraillé entre l'affection que j'ai pour eux et mon statut d'animateur ; et j'ai un problème technique au niveau de la compétence d'animateur. Tout ce dont j'ai envie, c'est d'écrire des scénarios et faire des films avec les jeunes du quartier. Ca veut dire que ce boulot d'animateur, ça ne me plaît pas. Et puis chez nous, le boulot, c'est le manoeuvre avec la pelle et la pioche dans le bâtiment ; ceux qui sont en costume sont des français privilégiés. Et dans nos têtes, on ressemble à ces mecs qu'on a condamnés, avec un salaire, à rester assis sans une truelle entre les mains. Pour cela, on est coupable.* »

Ces ambitions de réussite personnelle et d'engagement politique qu'ont les jeunes de Vitécri prennent une dynamique et un tournant singulier dans le groupe avec la sortie de leur troisième film, et l'engagement dans les mouvements Beur auxquels ils prennent part.
Après la première marche « contre le racisme et pour l'égalité » à laquelle ils ne participent que lors du défilé à Toulouse, ils sont sollicités par les organisateurs parisiens et lyonnais pour participer à la « grande convergence », parcours en mobylette à travers la France sur la base du slogan : « La France, c'est comme une mobylette : pour avancer, il lui faut du mélange ». Une euphorie un peu instinctive, et surtout un malentendu, font qu'ils participent aux manifestations à Paris : l'organisation du mouvement a prévu la représentation des diverses communautés d'immigrés pour cette Convergence, chaque ville représentant l'une des communautés. Pour Toulouse, les organisateurs décident que ce seront les portugais et sollicitent Vitécri pour organiser le départ de Toulouse. *« Mais comme on ne trouvait pas de Portugais qui bougeaient dans les quartiers de Toulouse, ils nous ont envoyé des Portugais de Paris, on leur a trouvé des mobylettes, et Rachid est parti avec les Portugais. Nous, de temps en temps, on le rejoignait sur une étape, puis à Paris. Pour aller à Paris, on a organisé un bus avec plein de jeunes du quartier des*

lzards, pas que des jeunes de Vitécri. Pour se payer le bus, on avait organisé sur le quartier une soirée cinéma et boum où on avait diffusé "les blues brothers" »[589]

C'est donc Rachid, le seul aux yeux de tous à pouvoir tenter l'aventure, qui se retrouve à accompagner les « portugais de Paris représentant les Beurs de Toulouse » : « *Alors j'ai fait tout le parcours Ouest en mobylette, avec une dizaine de jeunes de Pau, Tarbes, et des portugais qui étaient venus de Paris... Ca a vraiment été une aventure fabuleuse pendant un mois. On arrivait dans une ville pour trois ou quatre jours. Là, on était accueilli et hébergés par des gens, on participait à des débats, on racontait nos histoires aux gens, on parlait de l'égalité, du logement... En même temps, c'était crevant parce qu'on n'avait pas trop l'habitude de bouger comme ça. Et puis, il y a aussi eu des moments difficiles, des disputes entre nous... Mais l'essentiel, c'était de partir, de rencontrer des gens, de parler de la question de l'immigration. Pour moi, ça a été une prise de conscience sociale et politique, une éducation politique.* »

Et les membres de Vitécri rejoignent le convoi en décembre, pour la manifestation rassemblant tous les groupes à Paris.
Tayeb : « *On loue un bus quarante places, cinquante copains à l'intérieur, et on y va. Le chauffeur, c'est le copain de Maïté qui nous arrange le plan. Tu chantes, tu causes, il faut jamais oublier la dimension affective et ludique de Vitécri. C'est fondamental, si tu enlèves l'amitié, la camaraderie, le rire, la chanson, Vitécri n'existe pas. J'y suis allé parce qu'il y avait les copains, et parce que, pour la première fois, je partais à Paris. Paris, la grande ville, je trouvais Paris beau, immense, première expérience de manif. Tu ne sais pas qu'à Paris, il pèle deux fois plus qu'à Toulouse. Au début de la journée ça va, il fait beau et puis la manif dure jusqu'à six, sept heures du soir et pendant deux heures, tu te gèles.* »

C'est aussi sur la base de cette dimension ludique, affective et initiatique que se tourne et sort, en 1986 le troisième film : « Salah, Malik, Beurs ». Le héros du film, Malik (joué par Magyd), est le leader d'un groupe de rock de la cité, il cherche des salles pour se produire (c'est la naissance du groupe ZEBDA[590], dans lequel Zina, Myriam et Louisa sont choristes). Salah (joué par Dada), un copain de la cité, fugue de chez ses parents et va se réfugier chez sa soeur étudiante (jouée par Nadia) qui vit seule en ville après avoir, elle aussi, quitté la famille. Malik et ses copains braquent une station service. Quelques temps plus tard, Malik est arrêté par la police, les copains soupçonnent à tort Salah de l'avoir vendu. Ils le retrouvent en ville et lui cassent la figure. Malik est relâché, Salah revient dans la cité et on s'explique. Tout finit bien dans un grand concert du groupe Zebda.
Le film est présenté dans le cadre du festival du film méditerranéen à Marseille, et reçoit le prix spécial du jury. Le même jour, les filles du groupe qui, dans la mouvance de la « mode Beur » ont démarré un atelier de couture, présentent leur collection pour un premier défilé de mode en public au Centre Culturel Bonnefoy de Toulouse : tout le monde défile avec les vêtements qu'ont confectionné Zina et Zoulie, le groupe Zebda joue sur scène pour le défilé. Michel organise les journées de la mode à Toulouse auxquelles participent des jeunes créateurs, des professionnels, et les jeunes de Vitécri.
Vitécri est alors sollicité pour faire des défilés de mode à Montpellier, à Marseille, à Bordeaux. Zina est contactée par Antenne 2 pour une émission avec le couturier

[589] Entretien avec Salah Amokrane.
[590] Le nom est choisi parce que ZEBDA veut dire beurre en arabe, clin d'œil au mouvement Beur.

Jean Paul Gaultier, Zebda donne ses premiers concerts, un premier disque trois titres a été édité pendant la réalisation du film. Un atelier de théâtre est monté avec Mamoud et Mohamed.
Dans la cité, les actions se poursuivent auprès des jeunes et des collégiens. L'association s'installe dans un appartement dont elle fait son local, au rez-de-chaussée d'un des immeubles de la cité. Les projets et les actions se multiplient, Rachid, Salah, Zoulie et quelques autres y font des passages salariés en participant à des animations dans les collèges.
Peu à peu, les adultes laissent la place. Maïté suit une école de cinéma, monte une association de promotion des initiatives autonomes des femmes (APIAF), Marie Françoise et Evelyne quittent le conseil d'administration en 1985, Michel et Marie Jo vers 1987.

Ainsi, au gré des sollicitations portées par les institutions du DSQ et le FAS, de l'effervescence des activités menées par le mouvement Beur, et de la montée en notoriété de leurs propres initiatives, les jeunes se dessinent des débuts de carrières. Le groupe Zebda, groupe fictif qui avait été créé pour les besoins du tournage de « Salah, Malik, Beurs », devient un « vrai » groupe musical qui se produit lors des défilés de mode que réalisent les filles, lors des festivals et autres manifestations culturelles du mouvement Beur, puis dans les cafés et les concerts toulousains. Mais alors -et déjà pour le tournage-, plus question de faire du play-back comme lors des précédents films où la musique était toujours présente. Leur totale méconnaissance de la pratique musicale amène Magyd à solliciter des copains du lycée, musiciens. Et pour la dynamique chorégraphique, on recourt à Moustapha et Hakim, les deux jeunes frères de Salah et Nadia qui ont à peine quinze ans mais qui sont repérés depuis longtemps dans les boums de la cité comme de merveilleux danseurs. Ainsi s'ébauche un début de carrière de musiciens, qu'ils n'envisagent pas de manière professionnelle mais qui leur permet de découvrir un monde séduisant tout en portant, à travers leurs chansons et leur musique, l'insigne et le discours du métissage culturel et de la valorisation des cités, dans la lignée du groupe lyonnais « Carte de séjour » de Rachid Taha qu'ils ont croisé dans les marches.
D'autres comme Dada, Monir, Nadia, Tayeb, Sylvie ou Myriam, davantage attirés par les activités d'animation qui sont développées à Vitécri et mobilisés sur le discours critique du travail social institutionnel, s'engagent dans des études de travail social ou d'animation et intègrent, via les réseaux de Maïté et ceux CNPD, les écoles de formation. D'autres encore, comme Zoulie ou Rachid, se spécialisent dans l'audio-visuel accompagnés par Michel et Marie Jo qui commencent une activité professionnelle de vidéastes, ou Maïté. Et il y a enfin Zina qui fait une formation de couture et poursuit les activités de l'atelier.

Ainsi chacun des membres du groupe aborde, par le support des activités de Vitécri, un début de parcours professionnel. Ce faisant, ils commencent à accomplir ce que les idéologues des mouvements Beur avaient rêvé pour eux : ils représentent les « élites issues de l'immigration » dans les cités. Mais la question de leur propre réussite vient se confronter à celle de leurs idéaux de changement social et de promotion collective. Difficile question politique qui se joue alors pour chacun d'eux dans le collectif, autant qu'elle se joue dans le mouvement Beur et plus largement autour du débat sur la discrimination positive et les politiques territoriales d'exception du DSQ dont on a parlé précédemment. Les ambiguïtés qu'ils soulèvent sont à l'image de celles du débat national élaboré pendant cette période. Pour les adultes qui d'abord portent, puis soutiennent le mouvement, l'émergence publique d'une

mobilisation portée par la *deuxième génération* d'enfants d'immigrés et d'habitants des cités, c'est la mise en critique de l'action et des politiques sociales et la possibilité d'une prise de conscience et d'autonomie.
Michel : « *Le mouvement Beur, c'était une manière de transcrire en termes politiques le travail qu'on essayait d'impulser sur le quartier. La crainte, c'était de marginaliser ce mouvement en l'enfermant dans un truc communautaire et pour moi c'était pas la bonne solution. Mais en même temps c'était important qu'ils trouvent un moyen d'expression et d'autonomie vis-à-vis de nous parce que dans ce débat culturel, on était hors jeu, c'était pas directement notre affaire, c'était leur affaire.* »

Et de fait, cette prise de conscience politique naît aussi du réel et du quotidien d'une partie des jeunes des cités :
Moustapha : « *Notre vision des choses change : on s'intéresse à la politique, on regarde la France, on réfléchit sur notre place dans le pays. On commence à être français. Par exemple, la référence dans le quartier se joue sur la question du service militaire : faire vingt-quatre mois en Algérie ou un an en France, plutôt d'ailleurs dans l'optique de se faire réformer ? Dans Vitécri, on est les premiers à dire : « on ne va pas en Algérie ». Et tu vois comme les choses ont changé entre la génération de Magyd, Dada ou Monir, et celle de Tayeb et moi qui avons cinq ans de moins qu'eux : dans ma génération, même les mecs qui sont restés les plus arabes, qui parlent arabe tout le temps, ils prennent la carte d'identité française et ne vont pas faire le service en Algérie. Alors que Monir, Dada, ont fait le service en Algérie, et ils ont pris les papiers français au retour. Faire le service en Algérie, c'était être le fils de tes parents, avec l'idée du retour au pays que les vieux avaient pour eux, et pour nous. Au départ, l'immigration c'est fait pour revenir. Et ceux de la génération de Magyd étaient encore en plein dilemme ; cinq ans après, ça avait tout changé, on était français, ça ne se posait pas. Pour moi, c'est la preuve irréfutable que l'intégration, c'est un mot de merde qui ne veut rien dire. Tout ça, c'est cette période des marches qui l'a permis, qui a été loin, jusqu'à la création d'un mot : Beurs, et d'un lobby beur. Sinon que, ce qui s'est installé, c'est bien le fait d'être français et pas le fait d'être beur : le fait de faire l'armée ici, d'avoir les papiers français, de se marier avec la fille que tu veux, française ou pas.* »

Et la réalité du mouvement en tant que tel n'est pas conforme à la représentation qu'en ont les participants :
Magyd : « On s'y est cru, on y a cru, on a cru qu'on était une nouvelle élite culturelle et qu'on allait casser tous les tabous culturels. On est les créateurs Beurs : écrivains Beurs, chanteurs Beurs, Carte de Séjour nous explose, une bande dessinée Beur, ça nous déchire. Nous voilà, le grand jour est arrivé, on est l'avenir, le lobby Beur, le grand mouvement Beur qui va changer la France, avec un président Beur, etc.(…) On s'y est cru, on y a cru, on a cru qu'on était une nouvelle élite et qu'on allait casser tous les tabous culturels. Rien du tout ! On n'a rien cassé du tout !»

Très rapidement, les rêves des jeunes acteurs du mouvement Beur se confrontent à la dure réalité des mondes politiques et à celle, plus pragmatique, des ambitions personnelles qui s'y déploient. La montée, puis la rapide « récupération » par le Parti Socialiste de SOS Racisme marque une première rupture des convictions, mais aussi du sens même des propos et des aspirations portées par le mouvement. Du droit à la différence, on passe au droit à l'indifférence, c'est-à-dire la revendication d'être traité comme tout le monde et non plus selon des particularismes culturels, en même temps qu'on déchante face aux carrières politiciennes que débutent certains

leaders du mouvement Beur et de SOS-racisme. Et puis, le discours sur la double-culture des jeunes de banlieue et sur la montée de ses élites laisse apparaître peu à peu toute la diversité sociale et idéologique de ceux qui le portent. Il y a bien sûr les militants sociaux qui voient là une opportunité de passer le relais militant à ces jeunes enfants d'immigrés et, ce faisant, de perpétuer l'idéal de promotion collective ; c'est le cas des adultes de Vitécri. Mais il y a aussi, dans cette mouvance, les militants des associations créées dans les années 1970 par des jeunes migrants du Maghreb, jeunes diplômés primo-arrivants en mal d'intégration ou en mission politique pour leur pays d'origine qui ont investi les équipements socioculturels des cités en proposant le plus souvent des cours d'arabe ou de l'enseignement coranique. Ceux là intègrent et alimentent le mouvement Beur avec l'ambition de rapprocher les jeunes des cités de leur histoire nationale et coloniale amnésiée par le pays d'accueil autant, souvent, que par leurs parents. Le but étant de ramener cette génération vers un idéal communautaire qui n'existe pas chez les maghrébins de France dans leur ensemble[591]. Il y a enfin toute une nébuleuse d'intellectuels arabophiles aux origines diverses, qui font l'apologie d'une culture orientale riche de ses apports scientifiques et artistiques, pensant ainsi mieux valoriser la culture « d'origine » des enfants d'immigrés.

Magyd : « *Dans les têtes pensantes du mouvement, il n'y a pas un Beur -comme ici où ceux qui font fonctionner la machine Beur sont des militants ex-Mao-, on n'est là que dans le décor. Nous, on veut faire de la musique, du cinéma et des vêtements, mais les autres pensent à une révolution politique. On passe d'un ego individualisé très hollywoodien à un ego au retentissement national.*
Ici, en 86, c'est le festival Toulouse Multiple qui rassemble le mouvement. Une histoire maîtrisée par la municipalité, avec plein de gros sous. Les associations de quartier, en fait les Beurs, sont sensés recevoir des sous pour mettre en place des oeuvres culturelles. Evidemment, distribution de sous aux copains : je me souviens par exemple d'une association qui s'appelait Transcultures de Bagatelle, montée par des étudiants marocains fraîchement débarqués, intellos vrais. Ils s'intègrent tout de suite dans une mouvance Beur à la française, et nous, on pige de suite que ça déconne : il y a les Beurs et les Arabes. Transcultures débarque avec une apologie orientale élaborée, mais les Beurs, ceux qui étaient nés en France, avaient notre état d'esprit rock n' roll : des bandits, des baffes qui claquent de partout, des braquages, "Salah, Malik, Beurs", des filles, de la mode, Zebda.
Zoulie : *et eux, ils nous apportaient Tahar Ben Jelloun (Zoulie et Magyd éclatent de rire). Alors eux, c'étaient des intellos, alors que dans les quartiers, il y avait deux ou trois intellos... Mais à Toulouse Multiple, ils proposent quand même des choses. Ils font des expos de peinture orientale, ils vont chercher des peintres de Paris auxquels, nous, on ne comprenait rien. On n'en avait rien à foutre.*
Magyd : *en attendant, ils pompent toutes les subventions, et on nous donne trois miettes. Mais comme même avec zéro francs on faisait des choses, on perd la tête à Toulouse Multiple : on va faire un spectacle de mode qui explose de magie, et notre présence émerveille les gens qui sont là. Mais en même temps, c'est encore une mystification : on voit des filles pleines de création, des mecs pleins d'énergie, mais c'est pas la réalité. La réalité, c'est qu'il y a Magyd qui écrit seul, qui se fade des centaines d'heures toute l'année sur un scénario ; les autres émergent pour jouer, pour faire les acteurs. Pour le défilé de mode, il y a deux filles qui créent pour vingt autres : Nadia et ma soeur Zina. Est apparue l'image de la création Beur, alors qu'il y a en réalité des gens qui ont envie de dire quelque chose et qui auraient très bien*

[591] Hamed BOUBEKER, Alain BATTEGAY, *Parcours et mouvances associatives*, FAS, 1995.

pu ne pas être Beurs. Mais les gens ont tellement envie de cette dynamique Beur qu'on va foncer dedans, et s'y compromettre, parce qu'il n'y aura pas d'issue à ça, être Beur, ça ne peut pas être une finalité.
D'avoir été Beurs, ça nous a fait faire les plus belles choses parce que c'était un moteur, et ça nous a aussi tué parce qu'on s'y est jeté avec un manque de lucidité fou. Salah, quand il militait aux Jeunesses Communistes, il lui suffisait d'être Beur ; on fait du théâtre et parce qu'on est Beur, c'est mieux que les autres théâtres, pareil pour les films. Et tout cela nous empêche de bâtir des bases idéologiques, parce qu'on reste dévoré par la honte de notre identité. Ce n'est que maintenant que je peux formuler cela, dix ans pour piger. Et je reproche beaucoup à Salah et Rachid, autant qu'à moi même -puisqu'on était les trois vrais intellos de ce groupe- d'avoir cédé à cette fascination Beur.
Zoulie : *mais d'être Beur, ça a aussi permis à beaucoup de gens de toucher une caméra par exemple. Rachid, c'est aussi parce qu'il était Beur qu'on lui a confié une caméra.*
Magyd : *Michel a aussi beaucoup contribué malgré lui à nous faire tomber dans ce piège "on vous doit ça, et vous avez le devoir de"... J'étais le seul dans le groupe à le suivre parce qu'il balise, il me met en sécurité. Les autres ne le suivent pas. Peu à peu, j'ai décroché de Michel, mais sans que les autres ne s'en aperçoivent.*
Zoulie : *alors que Maïté était beaucoup plus nuancée. Elle n'est pas du tout tombée là dedans. Elle recherchait quelque chose chez chacun d'entre nous, individuellement.*
Magyd : *et elle n'avait aucune culpabilité, alors que Michel était à la fois fasciné et coupable. Il a cherché à faire œuvre sociale avec nous, sans y arriver.* »

La diversité des finalités dont participent les doctrinaires du mouvement Beur laissent les jeunes de Vitécri d'abord perplexes, puis ils s'en éloignent peu à peu pour se centrer sur les activités qu'ils développent dans leur quartier. Mais en même temps, ils sont gênés entre d'un côté leurs ambitions de réussite, et de l'autre la représentation d'eux-mêmes qu'ils souhaitent donner au quartier et aux petits frères auprès desquels ils se sentent totalement investis, comme d'une mission salvatrice et rédemptrice. Difficile pour eux de tenir, en même temps et au même endroit, l'idéal de réussite personnelle auquel ils se sont destinés, et l'idéal de don de soi dont ils se sentent redevables à l'égard du quartier.

En 1987, après avoir été pendant six ans les « chouchous » des médias, des politiques locaux, et des financeurs institutionnels, les jeunes de Vitécri stoppent les activités de l'association, rendent les subventions et, pour ceux qui étaient salariés, démissionnent. C'est le temps d'un premier bilan qu'ils nomment comme un échec : le groupe ZEBDA n'a fait qu'un passage éclair sur les scènes toulousaines, la plupart des jeunes de Vitécri font soit de l'animation avec des statuts précaires, soit des petits boulots, soit accumulent les formations jamais finies. Ils se sont pris pour des vedettes de cinéma, mais leurs films n'ont été montrés qu'à des éducateurs compatissants ou des militants déjà conquis. Ils ont cru être un contre pouvoir politique mais ils se trouvent pris dans les enjeux institutionnels auxquels ils sont tenus de répondre docilement. Ils se sont investis dans le social avec conviction pour finalement se laisser prendre au jeu de la justification financière vis à vis des décideurs, et à celui de la légitimité vis à vis des travailleurs sociaux du quartier et des jeunes qui fréquentaient l'association. Et finalement, ils n'ont même pas fait carrière.

C'est du moins la manière dont ils formulent les choses car on peut aussi les analyser positivement : pendant ces années d'expérimentation ils acquièrent des savoirs et des savoir-faire autant en politique qu'en animation ou en musique, ce qui d'ailleurs sera la configuration des carrières des uns et des autres une dizaine d'années plus tard. De plus, en assumant la fermeture de l'association, ils formulent ce qui leur permettra, dans les années suivantes, de réussir personnellement et professionnellement : la capacité à donner du sens et de la valeur à ce qu'ils font et ce qu'ils sont en le construisant publiquement.

Michel : « *Se réapproprier la parole pour soi-même ça n'a pas de sens, c'est se la réapproprier pour pouvoir la communiquer à d'autres qui a du sens (...). Notre démarche dans Vitécri, c'était avant tout de faire naître des utopies et d'ouvrir des possibles, et après rebondir. Chaque fois, on pose un axe et cet axe génère un certain nombre de phénomènes. C'est comme ça que ça s'est fait, au départ il y avait des films, un groupe de musique et des filles qui voulaient faire des fringues, puis de l'animation sur le quartier : d'abord ça pérennisait le groupe avec un prétexte quelconque et en même temps ça donnait l'occasion aux filles et aux garçons de faire ensemble quelque chose, chacun avec une place à part entière. Des rebondissements successifs, je pense que c'était ça la stratégie.*"

Pendant deux ans, Vitécri est mise entre parenthèses. Chacun va faire sa vie, beaucoup travaillent, bricolent de ci de là des activités d'animation, de vidéo, de couture, de formation ; Azou gère quelques affaires courantes, règle les factures qui traînent et ce faisant, permet que quelque chose de Vitécri existe encore même si le local est prêté à une association du quartier. Mais surtout, on ne se sépare pas tout à fait, parce que Vitécri c'est aussi (et peut être d'abord) une histoire passionnelle : des amitiés fortes, au delà des liens de sang, qui se sont construites et ont maturé lentement, comme le précise Claude[592] *: « D'abord c'est une histoire de famille, je suis un peu l'exception par rapport au noyau dur parce que je ne suis pas arabe, je ne fais pas partie de la famille et je ne suis pas de la cité, mais il y a un lien affectif entre nous que je crois réel, entre Salah, Moustapha, Magyd, moi et les autres. On est très proche, ça c'est pas négligeable dans l'histoire de Vitécri. »*
Sur ces amitiés s'adossent la conscience d'une histoire et d'une condition partagées.
Zoulie : « *C'est notre jeunesse, et beaucoup d'affect. Même si on s'est déchiré, on était ensemble face à l'extérieur, à l'ennemi, au Front National, tous ces gens qui ne voulaient pas qu'on réussisse. Pour nous, l'impératif était de montrer qu'on pouvait faire quelque chose de bien. Qu'on n'était pas des sous-enfants. On était convaincus qu'on avait des idées, on avait envie de le crier très fort. On avait envie de reconnaissance autant pour les habitants de notre quartier, pour nos propres copains, que pour nous-mêmes. Vitécri, c'était le moyen de faire des choses qui pouvaient nous valoriser. Faire en sorte qu'on ne soit pas que des petits Arabes qui sont mauvais à l'école... »*

Ainsi, malgré la cessation des activités de Vitécri, cette proximité affective, antérieure d'ailleurs à Vitécri et qui lui prévaut[593], autant que les combats sociaux et

[592] Copain de lycée de Magyd, il intègre Vitécri en 1985, puis y est salarié en tant que TUC quelques temps pour gérer les relations de presse (Claude Faber est aujourd'hui journaliste). Il sera ensuite président de l'association.
[593] A l'exception de Claude et des 3 musiciens de Zebda, tous les jeunes des débuts de Vitécri ont grandi dans le quartier des Izards. En outre, ils ont tous des liens de famille, à partir des cinq garçons liés très tôt à Maïté : Magyd, Dada, Salah, Monir et Rachid : Zina, Tayeb, Nouredine, sont frères et sœurs de

politiques qui les mobilisent, les tient encore dans le désir d'avancer ensembles. Fin des années 1980, Magyd relance les musiciens de Zebda et le groupe participe à quelques festivals dans le cadre des activités culturelles DSU, comme le festival « Y'a de la banlieue dans l'air » à Bondy. Dada intègre un emploi d'éducateur au centre de prévention de la délinquance ; Nadia, éducatrice, crée l'association « Bourba qui vit » dans le quartier de Bourbaki[594]. Et, chacun selon ses possibilités et ses envies, continue son cheminement sans s'éloigner des autres, du quartier et des ambitions de changement dont ils rêvent pour eux-mêmes et pour leurs voisins. Et c'est encore à travers Vitécri qu'en 1990 ils se réunissent pour créer, sur le modèle des festivals de banlieue qui fleurissent en région parisienne et lyonnaise, le festival « Ca bouge au Nord ». Durant cinq années, le petit groupe d'origine presque intact se remet au travail, chacun selon ses compétences. Magyd et Claude sont au conseil d'administration de Vitécri et, avec Salah qui en est salarié, ils forment le trio de tête de l'association et mettent en synergie des convictions et des savoir-faire acquis à Vitécri avec une dynamique associative dans les quartiers. Dada met en place le service d'ordre du festival, avec les adolescents qu'il suit toute l'année notamment au travers du club de boxe qu'il anime, Nadia fait le lien entre le club de prévention, Vitécri, Bourba Qui Vit et les acteurs sociaux du quartier : elle organise l'équipe de bénévoles du festival ; Jean Pierre Riché, président du club de prévention et médecin est le toubib du festival ; Tayeb est « chef des merguez » ; Zoulie filme... Il faut une équipe de cuisine pour nourrir pendant plusieurs jours tous les bénévoles et les artistes ce qui représente plusieurs centaines de repas par jour ; des bras pour monter les scènes, les tentes, les chapiteaux, les barrières ; des animateurs pour s'occuper des enfants ; des serveurs et serveuses aux buvettes, surveiller les parkings, les entrées, accueillir les artistes, les institutionnels ; et c'est près de trois cent bénévoles qui prêtent la main.
Pendant les éditions successives en septembre, le festival « Ca bouge au nord » réunira des artistes et des têtes d'affiche dans le milieu sportif ou politique à faire pâlir les organisateurs des plus grands rendez-vous, et plusieurs milliers de participants chaque jour sur le stade de Sesquières et dans les cités des quartiers nord de Toulouse.

Salah détaille cette histoire : « *en 1990, on a décidé d'utiliser un peu de fric qui restait dans Vitécri et on a fait un concert aux Izards. L'idée était de faire une fête et de faire redémarrer l'association. Avant, le truc fédérateur, c'était la vidéo. Entre temps, il y a eu ZEBDA, et le truc fédérateur devenait la musique. Donc, on a fait une première édition de "Ca bouge au nord" en 91, aux Izards. Il y avait 2 ou 3 associations de jeunes des Izards qui s'étaient organisées en dehors de Vitécri : Stop la galère, Elsa Payala... et on a essayé de faire avec eux, avec plus ou moins de bonheur même s'ils ont donné un coup de main.*
A partir de ce premier festival, Vitécri a fonctionné. J'étais au chômage, et j'ai bossé pendant 6-8 mois avec Magyd, un peu Monir et Dada pour mettre en place des projets et des activités aux Izards. Il y avait la dynamique avec tout le monde autour du festival, et Magyd sur le quotidien. On a réactivé le réseau avec la Caravane des Banlieues ou Génération Banlieue, remis en place un accueil d'enfants et un centre de loisirs, on a embauché une animatrice pour créer un centre de loisirs. Parce que moi, je ne suis pas animateur, je n'ai jamais été animateur. Quand j'ai été salarié de

---

Magyd ; Zoulie est son épouse. Nadia, Mous et Hakim sont frères et sœur de Salah ; Nadia sera la compagne de Dada ; Myriam, Azou sont sœur et frère de Monir ; Malika est la sœur de Rachid ; Lili est la compagne de Salah, etc.

[594] association dont Monir sera salarié, et Tayeb président.

Vitécri, on est partis du principe que c'était pour gérer l'association et pas pour faire de l'animation. Parce qu'on avait l'expérience de Magyd et Sylvie qui étaient animateurs et qui géraient Vitécri en même temps, et on n'en avait pas un bon souvenir. Et puis, je ne savais pas animer un groupe, être avec un groupe d'enfants ou de jeunes. Je savais que je ne voulais pas faire de l'animation, parce que j'avais déjà essayé. A une époque, j'avais travaillé pendant un an pour Vitécri sur des interventions en milieu scolaire, et je n'en ai pas gardé un bon souvenir. Donc, je ne voulais pas faire des activités de loisirs avec des enfants ou des jeunes, et on était d'accord là dessus...Gérer, je ne savais pas vraiment le faire, en fait je ne savais pas faire grand chose, mais la question ne s'est pas posée. J'ai quand même fait un stage de comptabilité, et puis je me suis débrouillé. Je rencontrais les financeurs, et ça ne me posait pas de problèmes de demander aux gens comment il fallait faire les dossiers.
On a donc embauché des animateurs. Moi, j'étais totalement absorbé par la préparation du festival pendant au moins cinq mois de l'année. Et on en était arrivé à s'organiser par secteurs : le secteurs jeunes avec une responsable, Lili, et je n'étais référent pour l'animation que du point de vue financier. Moi, c'était la partie festival et la gestion de l'association. La programmation et l'activité des artistes se discutaient tous ensemble. A une époque, vers 93, on était onze salariés de Vitécri, mais pas tous à temps plein. C'était une deuxième vie de Vitécri, on avait coupé le cordon avec les adultes du début, et on prenait tout en charge avec Magyd, Dada, Moustapha mon frère, les frangins à Magyd, Nadia ma soeur qui était déjà éducatrice au club de prévention, puis Claude, Rémi et Laurence de ZEBDA. Mais tout le monde participait un peu à toutes les décisions, avec un peu moins de poids pour les jeunes animateurs que l'on formait. Il y avait aussi un comptable qu'on a rencontré par hasard et qui nous a tout remis à jour, et puis Fabien, un mec de la fédération des œuvres laïques qui travaillait sur le festival et dont on avait obtenu de la FOL quasiment son détachement, Jean Pierre Riché du Club de prévention qui intervenait en réunions. »

Claude précise les enjeux du festival : « *j'ai bien conscience qu'à certains moments, on nous a fait des chèques en blanc. Je sais aussi que certains attendaient qu'on prouve qu'on allait se planter, qu'on allait se casser la gueule mais en même temps, les gens qui nous ont donné le feu vert ou qui nous ont laissé faire, ils n'avaient pas le choix. Ils n'avaient pas le choix parce que c'était trop beau qu'une association avec pratiquement pas de moyens se lance dans de tels projets. Donc chaque opération a rassuré les financeurs, les partenaires, et à chaque fois on allait un petit peu loin sans vraiment le dire aux gens. C'est-à-dire qu'on n'a jamais imaginé, en faisant par exemple l'édition Noir Désir, qu'on allait se retrouver avec plus de 10000 personnes en une semaine à Sesquières. Sincèrement, on n'imaginait pas. On a été un peu naïf sur ce coup là.*
Les partenaires n'avaient pas l'impression de s'adresser à des pros mais ce qu'ils savaient, c'est qu'on était réellement présent sur le terrain, et que l'association était aussi bien intégrée dans le quartier que dans le milieu associatif du nord.

On a toujours eu du culot par rapport à ça et ce culot nous a amené à réussir certaines choses et, après on se disait, « ouf, c'est passé » ; et de retenter autre chose. Et puis il y a eu les rencontres, les opportunités qui ont aidé.
En 91, la mairie ne voulait plus prêter le terrain de foot pour le festival, il fallait qu'on aille à Sesquières. Hop, la « caravane des banlieues » fait le tour de la France,

connexion avec Zebda, ils nous disent « on va s'arrêter à Toulouse le jour où il y aura votre festival. Allons à Sesquières, justement, ne vous inquiétez pas on a une grande scène ». L'année suivante, la mairie nous oblige à repartir à Sesquières et on se dit, « Sesquières c'est pas mal parce qu'on est pas loin du quartier et à Sesquières, on a de grandes facilités de parking, de bruit et puis si on l'a fait une fois avec Caravane, on peut le refaire seuls, il suffit de louer le matériel ». Donc, on le refait. On se met à réfléchir sur la programmation, et il se trouve que Bertrand Cantat, le chanteur de Noir Désir, rencontre Manu Chao de la Mano Negra. Manu lui avait parlé de la caravane des banlieues qu'il suivait et lui dit, « tiens à Toulouse aussi il y a une étape qui est sympa, ça s'appelle "ça bouge au nord" » et Bertrand Cantat dit, « ça m'intéresse, j'ai envie d'y passer ». Il contacte Magyd, il dit « on vient ». Nous, on pensait qu'ils venaient juste bouffer des merguez. Il dit « on joue tel soir ». Magyd leur dit, « vous jouez ? » « Oui, oui, on joue ». « Mais on n'a pas de fric ». « Non mais on joue gratuit ». Merde, on met sur l'affiche Noir Désir ! Plein de choses sont faites comme ça, des montées en puissance, petit à petit, puis voilà. On s'est retrouvé avec 6500 personnes le samedi soir pour le concert de Noir Désir. Tout ça, c'est à la fois un alliage de beaucoup de culot, et beaucoup de chance. "Ca bouge au nord", ça aurait pu exploser 50000 fois, il n'y a jamais eu un problème, même pas un échange de paire de claques, c'était délirant, un service d'ordre du quartier âgé de 15 à 18 ans, à peine 12 professionnels pour le service d'ordre, on a pris des risques énormes et tout est passé. En même temps, sans fausse modestie, c'était pas donné à tout le monde : on s'est bien démerdé mais la chance n'explique pas tout, on a su s'entourer de compétences et utiliser les nôtres raisonnablement. »

Au-delà de l'aventure humaine qu'est le festival Ca bouge au nord, l'ambition est aussi, pour les organisateurs, d'en faire un lieu politique. C'est-à-dire un lieu, et un moment, où se mettent en scène et en débats et se jouent concrètement des rapports de pouvoir et de légitimité : « *montrer que l'on n'est pas que des petits Arabes mauvais à l'école* », éprouver les relations institutionnelles qui passent par l'argent alloué à l'association et par la relation de face-à-face, exprimer publiquement la volonté d'un groupe d'agir sur la cité et de changer, le temps d'une fête, le cours des destins individuels et collectifs. Autrement dit, le festival veut être un lieu où des gens qu'apparemment tout sépare, vont se rencontrer. C'est aussi un moment de mise à distance des civilités institutionnelles, de sortir de l'enserrement procédurier des dispositifs d'action sociale. Le festival "Ca Bouge au Nord" n'est en effet pas financé par la mairie de Toulouse, ni dans le cadre des procédures de développement social. Ainsi les organisateurs ne se sentent pas redevables d'une politique locale qui favorise plutôt l'expression des cultures minoritaires via le festival Racines dans le quartier du Mirail. L'un des éléments de la médiation possible entre un idéal et des participants, c'est à dire la possibilité de changer le cours des choses pour les gens qui y participent, c'est aussi le bénévolat. Pendant le festival, personne n'est payé : la reconnaissance veut se jouer ailleurs que dans le rapport salarié, comme l'explique Moustapha : « *C'est grâce à ce statut de bénévole que le festival peut devenir ton histoire. Et puis, ça pose autrement le rapport à la réussite : est-ce que la réussite c'est gagner de l'argent, ou être reconnu pour ce qu'on fait ?*

Porter des barrières, c'est faire partie d'une équipe où tout le monde porte des barrières à un moment vu que personne n'est payé, et où le jeune est dans une position de privilégié par rapport au spectateur. Participer au festival, c'est un symbole de réussite, tu es reconnu et respecté pour ce que tu fais. Avec un rôle pendant le festival, tu étais vu différemment.

De toute façon, il n'y a pas 36 manières de devenir riche si tu n'as pas envie, ou pas le courage d'être voleur. Bertrand Cantat de Noir Désir ou Manu Chao de la Mano Négra, ils ont réussi, y compris avec l'argent, mais sur le festival "Ca bouge au nord" ils étaient respectés parce qu'ils portaient les barrières comme tout le monde. C'est ça qui devient une référence pour les gens qui ont participé au festival. »

Et surtout, les activités de Vitécri et ces temps de ponctuation et de publicisation que représente le festival sont autant d'objets de l'utopie sociale qu'énonce le collectif : après avoir adhéré à l'idéal d'une France métissée et son pendant éducatif par l'intégration, les gens de Vitécri s'affranchissent peu à peu des dispositifs institutionnels dont ils sont les faire-valoir pour affirmer leur utopie, *« un chemin initiatique de la citoyenneté avec comme but de voir s'établir une reconnaissance de fait de l'individu qui naît, grandit et vit dans un espace »*[595]. Cette utopie a un territoire, celui des cités où ils ont grandi et des mondes métissés que Zebda revendique à travers les textes écrits par Magyd Cherfi et les musiques composées ensemble. Les chansons de Zebda sont le reflet de cet héritage bigarré dont ils se revendiquent : ils chantent la France, creuset de l'intégration et se chantent français mais chantent aussi la discrimination et le racisme. Ils composent des rythmes et des mélodies empreintes de leurs héritages : Idir ou Aznavour qu'ils écoutaient en famille, mais aussi du rock, du rap, du ragga et du reggae. Dès la sortie du premier album, Zebda se trouve classé dans les bacs « chanson française », pari gagné pour ce groupe mal à l'aise dans cette identité Beur qu'on leur attribuait, attribution pas tout à fait illégitime au demeurant puisqu'il faut rappeler que Zebda est la traduction de « Beurre » en arabe, clin d'œil à Beur.

On comprend aussi que Zebda n'est pas seulement un élément illustratif de l'utopie du collectif, et plus largement de celle d'une génération Beur qui s'était montrée dans les rues de Paris entre 1983 et 1986, comme Rachid Taha et le groupe Carte de Séjour l'avaient été en reprenant la chanson de Charles Trenet « Douce France » sur des rythmes rock et un accent beur bien prononcé. Zebda n'est pas une illustration, c'est le socle même de l'utopie sociale de réconciliation entre la ville et sa périphérie, entre une histoire sociale et des désirs de réussite, au-delà de l'aventure locale dont ils sont issus. Zebda est à l'image de ses musiques : un groupe métissé. Pas seulement parce que les membres qui le composent viennent d'univers culturels différents, mais aussi parce qu'ils vont intégrer des éléments de métissage dans leur production artistique et scénique : l'accordéon accompagne des textes en kabyle, Moustapha porte sur scène le maillot du Stade toulousain ou de l'équipe de foot d'Algérie, des textes graves sont accompagnés de musiques festives, et le fond de scène est drapé d'une immense calligraphie arabe représentant le coq français. On notera d'ailleurs que cette représentation métissée du groupe et de ses productions artistiques est un élément présent dans le discours des médias autant que dans le propos du groupe lui-même.

C'est aussi davantage dans ce qu'il fait et soutient du collectif que dans ce qu'il représente, que Zebda concrétise le lieu de son utopie : sur le modèle américain de KRS-One[596], Zebda prône et symbolise l'« edutainement », formule américaine qui

[595] Dépliant du festival « ça bouge au nord » 1993.

[596] Lawrence Kris Parker est né en 1965 et grandit dans le south bronx à New-York. Il devient MC et rappeur dans les années 80 sous le nom de KRS-One (« Knowledge Reigns Supreme Over Nearly

associe les termes « education » et « entertainement », soit éducation et divertissement. Cette pédagogie a pour finalité de pacifier les relations dans les quartiers dominés par la violence et le racisme, en permettant aux jeunes d'accéder à la connaissance et au savoir en s'amusant. Les formes esthétiques du hip-hop (le DJing, la danse, l'écriture et le chant rap), très appréciées dans les milieux dits défavorisés parce que techniquement très accessibles, en seront le support. KRS-One, autodidacte et figure mythique du rap New-yorkais depuis les années 1980 est l'initiateur de cette pédagogie qu'il met en œuvre dans le secteur social à travers son mouvement « human education against lies » (éducation des hommes contre le mensonge) qui lui vaut le surnom de « métaphysicien du rap ». Une pédagogie et des outils qui ne sont pas sans rappeler ceux que Zebda prône à travers le festival, comme l'écrit Magyd : « *L'un dans l'autre, on a envie de faire de la musique qui donne aux autres l'envie d'être soi et réciproquement, se payer une tranche de poésie mais rester maître de ses maux autant que des mots. Faire de la musique, monter sur scène et y puiser une raison de croire davantage que le partage existe et le sublimer. Devenir initiateur d'une expression artistique conviviale, façon de lever la chape qui trop souvent étouffe les velléités de reconnaissance des modes de vies et de pratiques considérées comme marginales parce qu'étrangères. Se démarquer d'un simple rôle d'animateur musical* »

Mais si certains membres du groupe citent parfois KRS-One en référence, c'est aussi parce qu'ils se reconnaissent davantage dans le parcours personnel et l'engagement politique de Kris que dans celui de Malcom X ou de James Brown qui étaient leurs idoles à l'époque des premiers films de Vitécri. Comme les jeunes de Vitécri (dont il est d'ailleurs un congénère), Kris grandit dans un milieu défavorisé et un quartier (le south bronx) marqué par le discrédit. Comme pour les jeunes de Vitécri, c'est la rencontre avec un éducateur qui va conduire Kris vers la musique, la lecture et la parole, démarche qu'il va s'approprier pour à son tour s'engager dans l'accompagnement des jeunes du ghetto. Comme eux encore, Kris construit sa critique sociale en créant sa propre organisation et utilise le support festif et ludique de la musique pour diffuser son message et amener les jeunes à des modes relationnels pacifiés. Comme eux toujours, Kris se construit une réputation et des qualités de communication qui l'amènent à donner des conférences dans les instituts de travail social, puis dans les universités de Harvard, Yale ou Stanford. A l'image de KRS-One, « *Zebda propose d'offrir sa notoriété au service de tous ceux qui œuvrent pour la réconciliation entre les générations, les cultures d'origines différentes et surtout entre les férus de culture et ceux qui vont t'apprendre à l'appréhender comme un élément incontournable du bien-être intérieur* »[597]. Comme chez Zebda enfin, KRS-One est un des premiers rappeurs à décloisonner les styles et les genres musicaux en introduisant des influences raggae, ragga ou blues dans sa musique, décloisonnement esthétique qui tend à illustrer l'ambition de mixité sociale que Magyd écrit : « *Au delà du succès médiatique et d'une musique*

Everyone" - la connaissance règne en maître sur presque chacun de nous) et développe une philosophie autant qu'un combat politique en portant à la connaissance des médias et du grand public le quotidien de l'univers des ghettos noirs urbains et en développant un idéal de pacification des relations entre noirs dans les ghettos à travers le mouvement « stop the violence » et le concept « d'édutainement » (éducation et divertissement). Après plus de 20 ans de présence sur la scène artistique hip-hop et dans l'engagement politique et social, KRS-One marque par sa longévité, par sa singularité dans un milieu rap dominé par les envies de réussite économique et les discours agressifs, et par le respect et l'estime que lui portent la critique et le public.

[597] Document de 1993.

métissée qui intègre les influences d'une société ouverte donc multiculturelle, Zebda porte le message citoyen du « tournons nous vers l'autre ».

Et si la comparaison avec KRS-One semble un peu excessive, c'est pourtant bien cet idéal éducatif, ludique et pacifique qui va porter les gens de Vitécri pendant près de vingt ans, dans un cheminement de maturité personnelle et d'inflexion de leurs destins, puis -et en parallèle- vers une ambition sociale de transformation des rapports sociaux entre la cité et la ville, l'utopie d'un espace de mixité et de paix sociale En témoigne un texte de présentation du projet de café-musiques qu'ils rédigent en 1993 : « *Cet espace que Zebda va s'efforcer d'enrichir par une démarche d'intérêt général. Cela, quelle que soit sa race, sa religion ou la couleur de sa peau. Nous croyons que la revendication de cet espace est le premier signe d'appartenance à une société qui saura générer pour le futur un sens à l'existence de tous.* »[598]

Ce texte montre aussi qu'un retournement de tendance s'est opéré : ce n'est plus, comme à l'origine du collectif, le groupe Zebda qui s'adosse aux ambitions et aux actions du collectif Vitécri, c'est l'utopie sociale portée par le collectif qui prend appui sur l'image et la réputation de Zebda. Avec la montée en publicité et en contenu de Zebda et avec celle du festival, les places et les rôles au sein du collectif se différencient et c'est désormais à Zebda de construire une morale et une démarche d'intérêt général sur lesquelles adosser l'utopie. Ce retournement de tendance qui s'opère en l'espace d'une dizaine d'années a des effets très concrets sur ce qui fonde en existence et en doctrine le collectif et les actions de Vitécri :
La promotion collective dont participe le militantisme social va désormais être aussi un objet de différenciation sociale : au sein même du collectif, il y a ceux qui sont dans la lumière des médias, du public et de la reconnaissance institutionnelle, et les travailleurs de l'ombre du quotidien de l'action sociale dans la cité. Au quotidien, même si les membres de Zebda -et principalement Magyd, qui est le président de l'association, Mous et Hakim- sont très présents dans Vitécri, ils le sont sur le registre d'une responsabilité morale. Double responsabilité d'ailleurs, d'une part parce Magyd est la figure historique et charismatique du collectif, et d'autre part parce que Zebda porte à visibilité publique la parole politique de l'idéal de l'association. Cet effet de visibilité et de publicité de Vitécri à travers Zebda est un outil dont tous se revendiquent et dont ils usent pour assurer une montée en généralité de leur projet social. C'est aussi un élément de division sociale du travail : Zebda est en tournée et sur les plateaux médiatiques une grande partie de l'année pendant que Salah, Lili, Claude, Tayeb et assurent l'animation socioculturelle dans la cité. Chacun est au service des autres, les uns alimentant en réalité d'action le propos que les autres mettent en scène à travers la musique, et cette visibilité publique police les relations institutionnelles que Vitécri entretient avec ses partenaires et financeurs locaux. Parce que chacun a une place morale et affective indispensable au fonctionnement du collectif, la promotion est un élément effectif de leur fonctionnement relationnel et institutionnel.
Mais cette division produit aussi des écarts dans la chronologie de réalisation de l'idéal : là où Zebda aimante une attention du public en quelques heures de concert, Vitécri patine sur des années d'action sociale et éducative sur le quartier. Là où Zebda fait l'unanimité de la critique, Vitécri se confronte aux relations institutionnelles pesantes et complexes. Double position donc que celle qu'occupe le collectif : d'un côté la médiatisation d'un propos et d'une volonté d'action

[598] Extraits de documents de vitécri, 1992-1993-1994.

conforme à l'utopie, de l'autre l'action quotidienne de l'association qui finit par se conformer aux canons de ce que les institutions de développement social attendent. La citoyenneté que prône Zebda n'est plus celle que le collectif met en œuvre dans la cité, l'égalité de position qu'ils ambitionnent n'est plus en œuvre, ni entre eux, ni entre eux et les publics de leurs activités associatives. Ainsi se forge au sein du collectif, peu à peu, une critique de l'action telle qu'il la met en œuvre dans le face-à-face avec les populations du quartier dans lequel ils sont installés. L'action éducative, fut-elle teintée de divertissement, produit de la différenciation sociale entre eux et les jeunes du quartier avec lesquels ils se trouvent dans l'impossibilité de passer le relais. Dix ans après leurs premières expériences d'animation socioculturelle, les gens de Vitécri sont pris dans l'injonction institutionnelle de réussir avec les plus jeunes là où le club de prévention avait échoué avec eux-mêmes. A l'instar de leurs prédécesseurs militants de l'éducation populaire, ils mesurent les limites de l'action sociale de proximité.

Dans les années 1990, une première hypothèse de sortie de crise est ébauchée : fonder le lien entre Zebda et Vitécri en lieu d'action, par la création d'un espace artistique. Le projet est nommé « l'arène des faubourgs », espace d'accueil, de création, de diffusion et d'animation où, autour de projets musicaux, artistes et publics se retrouveraient. En quelque sorte un espace « d'édutainment » formalisé. Le projet est déposé, et les négociations engagées avec les institutions de tutelle locales et le Ministère de la Culture sur la fondation du label café-musiques. Le choix de la ville de Toulouse se portera finalement sur d'autres lieux pour soutenir la production et la diffusion musicales, exacerbant au passage les désaccords entre l'association et les élus municipaux. Face à cet échec, aux lassitudes du quotidien et à l'évaluation des limites de l'action sociale de proximité, les membres de Vitécri décident, en 1995, de cesser leurs activités associatives. Cette année 1995 sera la première d'une longue période de transition dans l'histoire sociale du collectif vers une nouvelle forme d'action militante consistant à faire de la politique, et « faire de la musique un acte politique »[599]. La première des étapes de transition est celle qui, en 1995 et 96, va voir le collectif se reconfigurer et s'élargir à d'autres membres et va voir les membres du collectif initial se repositionner.

Un travail de recherche va accompagner cette nouvelle configuration du collectif et de ses objectifs : en 1995, la Bourse Michel Anselme est créée pour « *soutenir et faire connaître les initiatives citoyennes* ». Dans « *l'esprit du travail entrepris par Michel Anselme qui s'employait à Marseille et ailleurs, à animer, à mobiliser et donner envie à d'autres de travailler* », un groupe de proches du chercheur décident d'attribuer une bourse permettant de « *mettre en œuvre un travail de réflexion collective* » entre une association et « *un intervenant extérieur choisi par l'association comme étant en capacité d'enrichir la démarche de réflexion collective par l'apport de son regard extérieur et de ses compétences particulières* »[600]. Connaissant les membres de Vitécri et de Zebda pour avoir participé au festival et avoir interviewé Magyd et Salah pour un travail de DEA[601], et sachant les difficultés auxquelles ils sont confrontés à cette époque, je suggère à Magyd de candidater pour cette bourse afin de mener un travail réflexif sur leur action. Après avoir consulté l'ensemble des membres de Vitécri, Magyd m'invite, avec Claude et Salah,

---

599 Danielle MARX-SCOURAS, *La France de Zebda 1981-2004*, Autrement, 2005.

600 Extraits du texte d'appel à candidature de la Bourse Michel Anselme.

601 Claire DUPORT, *La médiation dans le domaine socioculturel,* Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) de Sociologie urbaine sous la direction de Alain TARRIUS, Université de Toulouse le Mirail.

à discuter cette proposition et définir ensemble une méthode de travail. Nous nous décidons pour un travail de récits croisés de leur histoire, manière pour eux de se parler hors du face-à-face et d'évaluer les forces d'analyse et d'actions qu'ils peuvent mobiliser. La proposition que nous faisons au jury de la bourse, et qui sera retenue, est la suivante :
« *Comment s'imposer dans un site, aux côtés des habitants sans se constituer en contre-pouvoir face à la pression institutionnelle, via notamment les dispositifs publics de développement urbain ?*
Comment entrer, et prendre position dans le champ du politique, c'est à dire celui de la représentation, mais aussi de l'action sociale, et du débat, en jouant sur d'autres modes que celui du consensus provisoire, de la plainte ou de la domination ?
Ensemble (ceux qui militent aujourd'hui, ceux qui ont croisé VITECRI, et l'accompagnatrice du projet), nous optons pour une démarche qui consiste à penser, construire et comprendre l'histoire de VITECRI et celle de chacun pour réactiver cet objectif que nous évoquons si souvent : retrouver sa mémoire pour trouver son futur. »[602]

A la faveur de ce travail réflexif que nous mènerons en 1995 et 96[603], les gens de Vitécri réécrivent leur histoire, ce qui leur permettra de fonder de nouveaux idéaux. C'est aussi la période des mobilisations nationales contre le plan Juppé et le CIE[604] dans lesquelles s'engagent les membres du collectif. A la suite de la cessation des activités de Vitécri, la fondation du Tactikollectif[605] marque la volonté de participer à l'action publique au-delà de la seule expérience de la vie dans les cités et de l'origine migratoire qui fonde leur image. Les conflits qui les opposent depuis longtemps à la puissance publique locale, et notamment aux acteurs des politiques de la Ville, sont d'ailleurs symboliques de cette représentation de Zebda et Vitécri : en symbolisant et en se posant comme les représentant d'une jeunesse issue de l'immigration et des cités, ils se trouvent piégés dans une injonction identitaire. C'est pourtant cette même injonction identitaire dont va participer l'image de la liste électorale qu'ils présentent aux élections municipales de 2001 à Toulouse.
Après avoir été les fers de lance des mobilisations sociales à travers l'album « Motivé-e-s » dont le titre phare reprenant le « Chant des partisans » anime toutes les manifestations de chômeurs en 1997 et celles contre l'alliance avec le Front national qui pointe dans de nombreuses régions aux élections de 1998, le collectif s'engage en politique en vue de présenter une liste aux élections municipales de 2001 à Toulouse. Cet engagement, outre de construire l'expérience de quelques membres de Vitécri en matière de militantisme dans les partis[606], porte deux ambitions : renouveler les formes de participation citoyenne, et investir les espaces décisionnaires de la puissance publique. Au cours de la campagne électorale, leurs

[602]Claire DUPORT, Vitécri, Extrait de la réponse à l'appel à candidature de la Bourse Michel Anselme, 1995.
[603] Claire DUPORT, Vitécri, *Les gens de Vitécri : L'histoire d'une association des quartiers nord de Toulouse racontée par Moustapha Amokrane, Nadia Amokrane, Salah Amokrane, Monir Bendib, Myriam Bendib, Michel Carrière, Marie Jo Carrière, Magyd Cherfi, Tayeb Cherfi, Zina Cherfi, Zoulie Cherfi, Rachid Chetouani, Maïté Débats, Claude Faber, Evelyne Mabilat, Marie Françoise Vabre, Sylvie Vizcaïno* , Bourse Michel Anselme, 1996.
[604] Contrat initiative emploi.
[605] Le nom de Tactikollectif est issu d'un des slogans du groupe : « si t'es pas fils de calife, une idée s'impose : le collectif ». L'association Tactikollectif est crée en 1995.
[606] Certains des membres de l'association avaient fait parti des Jeunesses Communistes ou étaient proches du Parti Socialiste, mais en outre, l'album « motivé-e-s » avait été financé par la Ligue Communiste Révolutionnaire.

objectifs dépassent les espérances : forte du succès médiatique de l'album Motivé-es qui leur confère une notoriété nationale et leur permet, grâce aux bénéfices des ventes[607], de fonctionner en toute autonomie économique, la liste Motivé-e-s rassemble et marque l'entrée en politique d'une génération que les politologues décrivent pourtant comme étant désintéressée par l'action publique. Mais une fois encore, c'est sur le thème de la représentation ethnique que les médias comme les politiques qualifient les Motivé-e-s. Leur liste, constituée à la suite d'assemblées publiques, rassemble des personnes d'origines sociale, ethnique ou militante trop diverses pour afficher une sympathie à l'extrême gauche ou une affinité pour la représentation des jeunes issus de l'immigration. Pour autant, la présence de Salah Amokrane en tête de liste et la collaboration des Motivé-e-s avec la Ligue Communiste Révolutionnaire pour financer la sortie de l'album va classer résolument le collectif dans la catégorie « retour du lobby Beur gauchiste ». D'autant qu'à trop vouloir se revendiquer d'une démarche citoyenne ouverte à tous et à des projets d'intérêt collectif, les Motivé-e-s fuient le débat frontal que leur opposent les autres candidats : celui de l'illégitimité de personnes issues de l'immigration à revendiquer une place de pouvoir. En outre, leur programme de campagne teinté de bonnes intentions fraternelles et de morale humaniste n'est pas conforme au débat traditionnel qui oppose les partisans de droite et de gauche dans la ville. Si la liste obtient 12,38% des suffrages au premier tour, elle sera toutefois amenée à entrer dans le jeu partisan, ralliant avec les verts qui avaient obtenu 6,15%, la liste PS qui totalisait 27,8% des voix. Mauvaise stratégie sans doute, puisqu'au second tour, cette liste d'union nommée « Toulouse en mouvement » sera balayée avec plus de 55% des suffrages par la liste de droite menée par Douste-Blazy. On leur reprochera cette alliance contre-nature, on les soupçonnera de s'être blanchis et policés en réponse aux propos xénophobes et brandissant le spectre de l'extrême gauche que leurs avaient renvoyés les candidats de droite comme de gauche, et au lendemain du second tour, les Motivé-e-s n'inquiétait plus personne, retrouvant aux yeux de beaucoup leur image et leur quotidien de gentils saltimbanques[608].

Pourtant, le rôle de Zebda, de Vitécri, du Tactikollectif et de Motivé-e-s est représentatif à bien des égards de l'infléchissement du militantisme depuis les années 1980. Au regard des termes qui ont fait la campagne électorale des Motivé-e-s en 2001, on pourrait penser que l'espace politique français n'est pas prêt à abriter l'expression d'une affirmation républicaine et multiculturaliste[609]. Mais on sait aussi que la politique est un métier avec ses règles, ses codes, et ses stratégies qui relèvent d'un apprentissage, souvent long pour les prétendants à la représentation, et aussi parfois de filiations au sens familial du terme[610].
Les Motivé-e-s n'avaient, de toute évidence, pas la maîtrise du fonctionnement de ce petit monde des politiciens, et pas non plus la patience de construire un propos et une affirmation de gouvernement de la ville. Ils n'en avaient d'ailleurs pas l'ambition, annonçant dès le début de leur campagne que leur objectif n'était pas de gouverner Toulouse, mais d'introduire dans les débats de campagne un espace de parole citoyenne au plus proche des habitants, notamment les gens simples dont la voix arrive rarement jusqu'aux oreilles des puissants. Ce qu'ils firent d'ailleurs, en construisant une liste électorale composée de prétendants divers et relativement

[607] Dans la seule année 1998, l'album se vend à plus de 100.000 exemplaires.
[608] Le terme de saltimbanques sera employé plusieurs fois, pendant la campagne, pour les qualifier.
[609] Geneviève ZOIA, Laurent VISIER, *Ce que Motivé-e-s veut dire*, Le Monde, 22 Mars 2001.
[610] Michel PERALDI, Michel SAMSON, *Gouverner Marseille. Enquête sur les mondes politiques marseillais*, La découverte, 2005.

représentatifs de la diversité des populations de la ville, en ouvrant les thèmes de campagne et les débats à la parole publique, et en attirant l'attention des médias autant que de leurs adversaires électoraux. A l'instar de la campagne qu'avait mené Coluche aux présidentielles de 1981, tous les regards étaient tournés vers eux en 2001, bien au-delà de la seule région toulousaine. A l'instar encore de cette insertion provocatrice du comédien dans la vie politique, celle de ces artistes et militants sociaux avait ému, éveillé la curiosité, suscité l'envie de participation, voire la fascination de nombre d'électeurs. Et ce jusqu'à provoquer l'offensive agressive des opposants, même de gauche. Entre les deux tours et une fois les accords passés avec le Parti Socialiste, les Motivé-e-s sont hors-jeu.
Reste que le débat avait eu lieu, qui n'était sans doute pas celui d'une affirmation d'une république française multiculturelle -et encore moins pluri-communautaire-, mais d'une utopie de l'égalité des chances à la participation citoyenne. Cette utopie avait trouvé son lieu d'affirmation, localisé dans les activités de Vitécri, les chansons de Zebda et le Festival Ca Bouge Au Nord ; elle était de fait dans le champ doctrinaire et d'action du militantisme social, pas dans celui du militantisme politique pour la gestion et le gouvernement de la ville.

C'est sans doute là, dans ce que ces deux espaces sociaux (le social et le politique) ont de différent de par leur fonction, que les Motivé-e-s se sont égarés, espérant que l'idéal d'affranchissement des mondes populaires par l'éducation et le divertissement ferait bon ménage avec le gouvernement urbain. En 2002, Zebda sort un nouvel album titré « Utopie d'occase », à propos duquel Magyd précise : « *c'est une expression décalée qui engage à ne plus espérer l'émancipation des peuples prolétaires, mais à se prendre en main individuellement* »[611], comme si cette utopie fondatrice de leur collectif et des idéaux qui les avait mené sur le terrain de l'action sociale et celui du rassemblement festif, cette utopie donc à laquelle ils avaient voulu ouvrir les portes du pouvoir n'était plus qu'un vieux rêve usé.

Les textes des chansons de cet album, écrits par Magyd Cherfi, sont évocateurs du désenchantement des lendemains d'élection autant que, paradoxalement, du retour sur l'idéal social qui les portait :

Dans « Troisième degré », Zebda chante :
« *Je dessoudais la fracture sociale*
mais c'était que des tournures grammaticales
je dénonçais assis sur mes intimes
et c'est pour moi qu'on avait de l'estime (…)
moi j'étais qu'un nabot dans la cour des grands
j'étais le nain qui se prenait pour un géant »

Dans « Sheitan » :
« *Comment ça ! J'ai pas ma place à ce point !*
Je vais m'en faire une avec les poings
car mon ventre déjà criait famine
je finis par avoir mauvaise mine
oui, j'ai fait l'effort pour me sortir du ghetto
mais je me suis entendu dire "c'est trop tôt" »

[611] In « Zebda, toujours motivés », Nouvel Observateur, 22 août 2002.

et dans son ouvrage de nouvelles intitulé « Livret de famille », Magyd Cherfi écrit :
« *Sans chercher un pote à Besancenot, est-ce qu'un bout de conscience de classe les habite ou suis-je complètement stupide de penser qu'un riche soit fier de payer un max d'impôts comme une obole à la valeur « République » ?*
Oui, oui, je suis stupide ! Un riche ne prête qu'à un riche, point barre. »[612]

Désenchantement donc, qui n'aurait pourtant pas lieu d'être si l'on admet que les Motivé-e-s, en s'engageant en politique, ne trahissaient ni leur idéal, ni leurs ambitions personnelles. Bien au contraire même, ce faisant, ils se réalisaient individuellement en tant qu'entrepreneurs de morale sur le lieu même de production de la morale, celui de la représentation politique. Leurs idéaux ne se réduisaient plus à l'espace social du face à face avec les « peuples prolétaires » (selon l'expression ci-dessus de Magyd) dans une relation pédagogique et éducative : ils ouvraient un espace public de débat et d'action, cette fameuse portée universelle de la cause sociale que convoitent tous les militants sociaux. Mais à choisir l'instrument de la voie électorale pour ce faire tout en voulant lutter contre les formes installées de pouvoir, les membres de leur liste électorale autant que leur projet devenaient à la fois l'objet et l'instrument des autres prétendants au pouvoir municipal. En d'autres termes, on ne peut pas au même endroit user du pouvoir pour lutter contre ses formes, sauf à tenir la position de l'intellectuel[613], ce dont ils se défendaient.
Reste qu'ils avaient osé entreprendre ce dont leurs congénères des marches des Beurs rêvaient, et ce que les acteurs sociaux -éducateurs et militants des cités- porteurs de cette mouvance avaient espéré pour eux. On pourrait presque avancer que, jusqu'à cet engagement des Motivé-e-s en politique, l'utopie de l'émergence publique d'une « élite issue du milieu » n'avait pas trouvé son accomplissement ailleurs que dans l'action sociale. Non pas qu'il eut été impossible à un fils d'immigrés, issu des cités, d'accéder à la représentation politique, mais que les formes de démocratie locale autant que l'organisation au sein des partis politiques semblaient indifférents à ce type de représentativité. Et même, dans bien des cas, les candidats et élus issus de l'immigration et des milieux populaires, qu'ils s'en revendiquent ou pas, se trouvaient assignés à des positions communautaires. Car même si la France compte quelques élus issus de l'immigration, « *avant d'être considérés comme des candidats ou des élus républicains comme tous les autres, leur présence était d'abord envisagée sous l'angle de la médiation entre le système politique local et des populations qui étaient censées poser des problèmes spécifiques, d'ordre social, culturel, voire même religieux* »[614]. Comme on le voit aussi dans le film documentaire « rêves de France à Marseille »[615], les représentants ou prétendants politiques issus de l'immigration se trouvent relégués à des places de faire valoir, sommés de ne pas déranger le jeu politique des partis traditionnels, ou cantonnés à gérer les affaires de ceux qu'on croit être leurs pairs : relations communautaires ou, comme à Marseille, gestion du dossier de création de la mosquée. Sorte d'emplois réservés, un peu comme les femmes étaient jusque dans les années 1980 cantonnées aux affaires familiales et sociales.
En ramenant le débat à des questions de représentation des immigrés, les partis traditionnels toulousains renvoyaient cette génération d'acteurs sociaux à tenir le

612 Magyd CHERFI, *Livret de famille*, Actes Sud, 2004. p 25.
613 Michel FOUCAULT, « La fonction politique des intellectuels », In *Dits et écrits*, vol 3. Ed Gallimard, 1994. pp 109-114.
614 Vincent GEISSER, « L'évolution du statut et du rôle des élus issus des migrations dans la vie politique locale (1989-2001) », Actes du colloque*, 1901-2001 Migrations et vie associative : entre mobilisations et participation* , Institut du monde arabe, 8 octobre 2001.
615 Jean Louis COMOLLI, Michel SAMSON, *Rêves de France à Marseille*, Doriane Films, 2002..

seul rôle d'héritiers de l'éducation populaire, et la seule place d'acteurs de la paix sociale dans les banlieues. Leur présence en tant que militants sociaux dans les cités les avait rendus indispensables à la perpétuation de la mission civilisatrice de l'esprit social, mais dans le seul endroit politique du traitement du « mal des banlieues ». Et c'est exactement la place et le rôle que, directement ou pas, volontairement ou pas, Vitécri et Zebda auront tenu pendant près de vingt ans, y trouvant au passage les formes d'accomplissement personnel et collectif qui leur ont permis, chacun, de réussir leur vie. Cette production d'eux-mêmes qu'ils ont réalisé réinterroge la question de la promotion collective par l'entrée en politique. En initiant des formes singulières de démocratie locale avec les Motivé-e-s, les gens de Vitécri ont renouvelé leurs modalités d'action. Mais aussi, en devenant les entrepreneurs de leur propre destin, individuellement, ils se sont aussi affranchis de l'interdit de réussite personnelle propre aux doctrines sociales.

2. « *Moi aussi j'ai le droit de vivre* » : l'Assur à Marseille

Créée dans l'été 1982, l'Assur[616] est une association initiée et portée par des jeunes de la cité Busserine, au cœur de la grande ZUP n°1 de Marseille. L'histoire de cette association, le récit des parcours de ceux qui en ont été les acteurs et surtout l'analyse des idéaux et des convictions dont ces histoires participent, sont exemplaires du mouvement de critique sociale de l'action institutionnelle qui a servi de support à l'émergence de nombreuses associations de jeunes issus de l'immigration et des cités dans les années 1980-90, adossées aux dispositifs de politique de la ville.

On l'a décrit dans la partie précédente, la fin des années 1970 et le début des années 1980 va voir l'émergence publique d'une nouvelle génération de militants sociaux, issus de l'immigration et grandis dans les cités. Ceux que l'on a qualifiés de « génération banlieue », « génération Beur » ou encore « jeunes issus du milieu »[617]. Cette émergence participait de l'intention des représentants de l'Etat, et singulièrement à partir de l'élection en 1981 d'un Président de la République socialiste et la formation d'un gouvernement de gauche, de mettre en place une politique d'accueil des populations immigrées en rupture avec les projets assimilationnistes des gouvernements précédents[618] d'une part ; et d'autre part de pacifier les relations dans les banlieues au bord de l'explosion, par la mise en place de dispositifs sociaux spécifiques aux territoires déficitaires. Cette intention politique va se fonder sur deux éléments de jugement : une critique du travail social traditionnel, et une critique des dispositifs d'accueil et d'intégration des populations issues de l'immigration. Et l'on trouve, de part et d'autre de la fondation de ces deux critiques, deux types d'acteurs : du côté de la critique du travail social, des militants sociaux (acteurs associatifs ou éducateurs de rue) ; du côté de la critique des politiques d'accueil des migrants, des militants associatifs aussi mais surtout des fonctionnaires et autres agents de l'Etat dans les structures du FAS(fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles) et du Ministère des Affaires Etrangères. Ces deux types de militants qui -comme on l'a vu dans la partie précédente- ne se côtoyaient que peu, chacun ayant choisi son terrain d'aventure - les premiers sur la question du logement social, les seconds sur la question de la gestion des populations immigrées-, vont se rencontrer dans les années 1980 sous l'impulsion d'un état animateur, et s'associer autour d'une cause commune : les enfants d'immigrés dans les banlieues.
Comment s'est construite cette cause ? Pour partie, on l'a vu précédemment, à travers le rapport qu'entretenaient les clercs aux classes populaires dans le logement social et à travers l'action militante de terrain. Mais pour partie aussi au sein même des structures de l'Etat, et singulièrement du FAS. Créé en 1958, le FAS a pour rôle, en pleine période de décolonisation, de poursuivre la mission civilisatrice de la France en métropole, opérant un passage administratif de la compétence « algérienne » à

[616] Le nom a été choisi parce que l'expression à la mode à l'époque pour désigner quelque chose de remarquable était « ça assure ! ».
[617] Adil JAZOULI, *Les années banlieues*, Seuil, 1992.
[618] Vincent VIET, *Les structures administratives des politiques d'immigration, 1914-1986*, Rapport de recherche pour la DPM, le FAS et la MIRE. 1997.

la compétence « migrants »[619], puis s'adjoignant la compétence « des groupes de populations posant des problèmes d'adaptation analogues »[620], à savoir les gens du voyage et les harkis que l'on maintient administrativement, malgré la fin de la guerre d'Algérie et leur nationalité française, sous leur nom de combattants et dans un statut de migrants étrangers.
Avant même la prise en compte juridique, à partir de 1974, du regroupement familial, le FAS va se trouver en charge de la gestion administrative et sociale des épouses et des enfants de migrants, bien plus nombreux qu'on ne le croit alors. Peu d'études permettent, jusque dans les années 1975, de quantifier les familles issues de ce qu'on appelait alors l'immigration familiale sauvage, logées le plus souvent dans les bidonvilles que l'on pensait exclusivement peuplés de travailleurs isolés. Or, la présence de familles de migrants sur le sol français révèle bien plus qu'un simple concours de circonstances ou qu'une question d'agrément personnel pour les travailleurs migrants : elle est le signe du non-retour des migrants dans leur pays d'origine et pose, par voie de conséquence, la question de la poursuite de l'immigration et de la formalisation du regroupement familial. Pourtant, la présence massive de femmes algériennes aux manifestations du FLN le 21 octobre 1961 à Paris aurait pu alerter les pouvoirs publics. Mais c'est plutôt par les travailleurs sociaux, et principalement les assistantes sociales de la CIMADE et d'autres organisations présentes dans les bidonvilles, que le FAS est directement sollicité pour des actions d'assistance aux femmes et aux enfants de migrants, démunis, illettrés, sans logement décent et sans soins. Entre 1961 et 1981, par l'intermédiaire de ces relations personnalisées aux travailleurs sociaux, le FAS va constituer des réseaux associatifs subventionnés, en charge de l'action sanitaire et sociale, de l'alphabétisation et de l'éducation, dans une relation « *à la fois protectrice par rapport aux populations et autoritariste par rapport aux équipes de terrain* »[621]. Dans la même période, le FAS intervient dans la construction de logements, dans des dispositifs de formation professionnelle, et dans l'alphabétisation, y compris en Algérie, ce qui constitue d'ailleurs une partie importante des subventions qu'il accorde.

A travers l'ensemble de ses actions, directement en faveur des populations migrantes ou indirectement par le subventionnement d'associations sociales, le couple domination/protection fait système au sein même du FAS, comme il l'avait fait au sein des autorités militaires dans les colonies. C'est cette position de dominant/protecteur qu'occupent les services de l'Etat à l'égard des populations immigrées, relation paternaliste s'il en est, qui chagrine très tôt un certain nombre d'agents de l'Etat que Anne Golub qualifie « d'éléments progressistes parmi les fonctionnaires » au sein du FAS mais aussi au Ministère des affaires étrangères. Les débats et les conflits suscités par cette critique du post-colonialisme caractéristique de la posture des pouvoirs publics, participeront d'un côté à l'embauche, au sein de ces administrations, de quelques agents issus de l'immigration, de l'autre au renforcement des liens du FAS avec un réseau associatif partageant la même construction critique[622]. Pour les plus modérés, il s'agissait de rompre avec la mission civilisatrice issue du colonialisme qui maintenait les immigrés en position de radicale

[619] Nourredine ELKARATI, « les grandes étapes de l'histoire du Fonds d'Action Sociale », *Hommes et migrations* n° 1121, avril 1989.
[620] Vincent VIET, *Ibid*.
[621] Entretien avec Anne GOLUB, ancienne responsable du département d'études du FAS, réalisé en 1994 par Vincent VIET. Retranscription qui m'a été amicalement donnée par Anne Golub.
[622] Marie-Pierre MOREAU, *Etude sur les emplois dans les associations cofinancées par le FAS*, Rapport au FAS, novembre 2000.

altérité, à défaut de devenir invisible au corps social en tant qu'immigré. C'était donc rompre avec le projet assimilationniste et rompre aussi avec le mythe du retour. Pour les plus durs des critiques, souvent proches de l'extrême-gauche, l'immigré est la figure archétypale du nouveau prolétaire, contraint à la surexploitation ou à l'exil. Il s'agit alors de saisir la question de la gestion des travailleurs immigrés comme régulatrice d'un système d'oppression induit par le capitalisme.
D'une façon comme de l'autre, ces éléments de critique suggèrent de passer d'un projet assimilationniste à un projet d'intégration, et par voie de conséquence, d'offrir aux immigrés les mêmes chances de mobilité, résidentielle, professionnelle, et sociale, qu'à tous les résidents sur le sol français. Cela suppose, pour ceux qui critique le modèle en place, un transfert de compétences du national vers le local et des pouvoirs publics vers les représentants des populations concernées. Ce que permettront en partie les lois de décentralisation : en élargissant le registre de compétences et de responsabilités des délégations régionales du FAS, mais aussi des préfets de région puis des sous préfets à la ville, l'Etat ouvre la voie de nouvelles formes de régulation et de face à face entre la puissance publique et les populations immigrées. Ce faisant, il fait des délégués régionaux et des sous-préfets des sortes de « princes de l'immigration »[623] et de « chefs de village ». Mais ces nouvelles formes de régulation produisent aussi de la relation singulière à chaque groupe de migrant, et réduisent le rôle paternaliste et dirigiste des pouvoirs publics à l'égard des associations et des bénéficiaires, au bénéfice d'un rôle incitatif.
C'est donc à partir de 1981 avec la mise en place des premiers dispositifs d'insertion, puis à partir de la mise en place des lois de décentralisation, que cette critique va pouvoir trouver des accomplissements dans la politique même de l'Etat en faveur des populations immigrées. On verra plus loin que les associations et acteurs cités sont directement issus de cette mouvance critique du post-colonialisme qui, à défaut de pouvoir revenir sur un passé douloureux entre la France et l'Algérie, tenteront de réussir avec les enfants d'immigrés ce qu'ils avaient raté avec les parents.

On s'est longuement arrêté dans la partie précédente sur le rôle qu'on joué les militants sociaux dans l'émergence de cette génération d'enfants d'immigrés dans le monde associatif, et singulièrement par l'animation socioculturelle. On précisera ici, à travers l'exemple de Marseille et de l'Assur, le rôle de certains acteurs mandatés directement par l'Etat ou ses institutions. Et l'on restituera le récit de l'histoire sociale de l'Assur et de ses membres pour mieux comprendre et analyser les postures critiques portées par certaines associations de jeunes issus de l'immigration et des cités : critique du travail social mais aussi critique des politiques de la ville et de ses dispositifs d'insertion. Et l'on verra à travers cet exemple la manière dont la posture entrepreneuriale dans l'action socioculturelle a favorisé, pour ces acteurs, leur position critique.

Daniel Carrière est un de ces acteurs ayant assuré la mission institutionnelle de favoriser l'émergence d'une élite issue de l'immigration et des cités à Marseille. Ancien consultant au centre de développement de l'OCDE ainsi qu'auprès des Nations Unies, ancien intervenant à l'ENA sur les questions d'immigrations avec son collègue et ami l'ambassadeur de France au Liban Paul-Marc Henri, il est commis par la Cour des Comptes en 1974 pour enquêter à Marseille sur le dispositif d'accueil

[623] L'expression est de Anne Golub.

des migrants sur la question des « coûts et rendements des services publics »[624]. Cette enquête est motivée par le fait que l'Etat aborde, à partir de 1974, une nouvelle politique en matière de gestion des flux migratoires et des populations migrantes puisque entre 1972 et 1974 plusieurs lois et décrets stipulent la fin des régularisations pour les travailleurs migrants, la suspension de l'immigration du travail, puis les mesures en faveur du regroupement familial et de l'insertion des migrants réguliers. Cette politique nouvelle induit de transformer les dispositifs administratifs en charge de ces questions, de moderniser le fonctionnement des structures d'accueil des migrants et d'évaluer la capacité des autorités locales et des associations à relayer l'Etat dans ces missions.
Les investigations de Daniel Carrière l'emmènent à rencontrer localement les autorités religieuses et politiques, les administrations, et les associations les plus importantes dont, précise t-il, « *l'incontournable Belpeer ; c'est à dire ce qu'on appelait déjà l'empire Belpeer : ATOM, ACPM, CANA*[625]*, etc*.».
A la suite de cette enquête, dont les conclusions révèlent des modalités d'organisation administratives non pertinentes au regard des nouvelles dispositions de l'Etat et des modes de gestion des finances publiques dépassés, sinon frauduleux, une nouvelle enquête portée principalement sur les mode de gestion et d'administration des associations est commandée par la Cour des Comptes, puis en 1981, une enquête de l'IGAS sur l'ATOM et ses associations connexes, qui conduira à la fermeture administrative de l'ensemble du dispositif.
Daniel Carrière pour sa part, est suffisamment interpellé par les mode de gestion des populations immigrées pour s'investir à Marseille dans l'action associative en faveur d'une amélioration des relations entre la région PACA et les pays du bassin méditerranéen, via notamment l'association « Echanges méditerranée », puis de nombreuses autres associations dont il sera fondateur, président ou membre, en plus des responsabilités de délégué régional du FAS en PACA qu'il prend en 1984. Cet engagement dans des responsabilités associatives et professionnelles participe d'une analyse critique des dispositifs institutionnels régulant la question de l'accueil des populations immigrées qu'il formule dès la réalisation du premier rapport à la Cour des Comptes en ces termes : un dispositif administratif non pertinent qui favorise des pratiques autocratiques ; une délégation de service public à des associations auxquelles on ne donne pas les moyens d'un fonctionnement public ; et l'absence de droit à la parole et à la participation citoyenne pour les populations issues de l'immigration. Mais une formulation critique qui tient aussi compte du contexte singulier qui se présente à Marseille après trente ans de quasi délégation de la gestion de l'immigration et des populations résidentes à l'ATOM. Contrairement à ce que l'on pensait au Ministère des affaires étrangères et au FAS à Paris, le choc de la décolonisation n'avait pas été, à Marseille, aussi porteur d'innovation, de création et de distance avec le modèle colonial qu'on voulait bien le croire.

Comme on l'a en partie décrit dans la partie précédente, par la puissance de ses soutiens nationaux, notamment au Ministère de l'intérieur et au Ministère de la reconstruction, et celle de ses réseaux locaux dans les milieux catholiques, Louis Belpeer avait construit, à Marseille, un dispositif de maîtrise totale des populations immigrées, depuis la gestion des flux migratoires jusqu'au contrôle des mobilités

[624] Deux autres référendaires de la Cour des Comptes mèneront la même mission que Daniel Carrière à Paris et Lyon.
[625] ATOM : Association d'aide aux travailleurs d'outre mer fondée en 1951, ACPM : Association des Centres de Préformation de Marseille fondée en 1958, CANA : centre d'accueil des nord africains fondé en 1951. Toutes ces associations ont été fondées et dirigées par Louis Belpeer, voir partie précédente.

résidentielles, professionnelles et culturelles. Ce dispositif autocratique ne laissait aucune place à d'autres initiatives ou à d'autres acteurs que ceux de l'ATOM, du moins auprès des populations immigrées et dans les lieux de la ville où l'association était implantée. Et cette implantation même résultait de l'intervention de l'ATOM dans la mise en œuvre des politiques de construction. L'ATOM et la SONACOTRA puis LOGIREM construisent ensemble, dès la fondation de LOGIREM en 1960, un dispositif de suivi des populations résidentes à l'écart des associations militantes et des structures socioculturelles déjà présentes sur ce terrain qui, comme le précise un des cadres de LOGIREM « *venaient tous plus ou moins du catholicisme social de gauche et que, chez eux, le militantisme prenait le pas sur l'approche économique* »[626]. Or LOGIREM se préoccupe de la rentabilité de son parc social, et les réclamations multiples des organisations militantes sur le coût des charges locatives n'arrangent pas ses affaires[627]. Mais outre cette collaboration sur le volet social que ne prend pas en charge le logeur, Louis Belpeer passera des accords singuliers avec Alfred Martin, Président de LOGIREM, accords renforcés à partir de la fin de l'immigration du travail en 1974 : là où l'on détruisait un bidonville, on installait un foyer de l'ATOM de sorte à contrôler l'éventuel regroupement familial favorisé par l'installation d'un travailleur migrant dans un logement décent. Double fonction de contrôle d'ailleurs puisque l'ATOM a possibilité d'un côté (via ses bureaux « d'accueil des migrants ») de réguler l'entrée des épouses et enfants sur le territoire, et de l'autre, lorsque l'entrée est régulière, d'encadrer (via ses foyers dans les cités) la socialisation et l'éducation de ces familles de migrants.
Il s'agit d'un dispositif disciplinaire qui passe par la fonction régulatrice et éducative post coloniale de l'ATOM à l'égard des populations immigrées, mais d'un dispositif disciplinaire qui passe aussi par une géographie de l'implantation des populations dans la ville. Jusque dans les années 1980, les populations immigrées à Marseille n'ont quasiment aucune possibilité de s'installer où elles le souhaitent dans la ville, pas plus que les associations sociales et autres équipements socioculturels n'ont de possibilité d'intervenir auprès des populations immigrées. Ainsi, comme le souligne Daniel Carrière, « *au mépris de ce qui pouvait se faire à une encablure, ou dans d'autres villes en France par le réseau plus ancien des centres sociaux ou de la Cimade, l'ATOM et la LOGIREM avaient produit dans certains quartiers de Marseille une géographie de surconcentration de l'action sociale en faveur des immigrés* ». Dès lors, le jeu de la migration urbaine induisant celui des mobilités diverses qui pouvait être accompagné par le milieu associatif dans d'autres villes ou dans d'autres quartiers, était à Marseille rendu impossible.
Les choses changeront, radicalement, à partir de 1981 et de la cessation d'autorité de toutes les activités de l'ATOM en 1983 à la suite de l'enquête de l'IGAS. La configuration de type monopole qu'exerçait l'ATOM disparaît, les formes d'encadrement se diversifient et le projet d'émergence d'une élite issue de l'immigration peut enfin voir le jour.

C'est précisément à ce moment, et sur ces ambitions, que Daniel Carrière accepte la délégation du FAS. Mais les effets de ce modèle post colonial porté par l'ATOM et la LOGIREM pendant trente ans sont au-delà de la configuration du milieu militant et associatif local si l'on admet, à l'instar de Daniel Carrière, « *que la génération de "beurs" c'est plus les fils de leurs mères passées par certaines filiations, que des fils des centres sociaux, de l'animation, de l'éducation populaire, etc, comme s'il y avait aussi des registres généalogiques.* ». Difficile dès lors de trouver les prétendants à

[626] Entretien avec Yves Grenier, cadre à LOGIREM.
[627] Voir 2ème partie, chapitre 2, les conditions du vivre-ensemble.

devenir publiquement une élite issue de l'immigration et des cités alors même qu'une grande partie des enfants d'immigrés à Marseille avait grandi dans l'injonction de discrétion, sinon d'invisibilité portée par l'idéal du modèle assimilationniste dans lequel leurs mères avaient été prises. Difficile aussi de s'appuyer sur les équipements socioculturels, dont on a vu dans la partie précédente qu'ils constituent un rouage essentiel, quantitativement et qualitativement, dans les processus de mobilité des classes populaires, mais qui ont trop longtemps été écartés des populations immigrés et des questions singulières qu'elles révèlent. Ce sera donc davantage sur des forces individuelles que sur des dispositifs structurels que le projet du début des années 1980 de changement des rapports aux immigrés et des modes de gestion des populations devra s'appuyer à Marseille.

Parmi ces forces individuelles, acteurs sociaux sensibles aux questions soulevées précédemment, on comptera Claude Lasnel. Claude Lasnel est enseignant, parti rejoindre un lycée d'Alger en tant que professeur de français coopérant de 1963 à 1975, quatorze années qu'il qualifie « *d'engagement personnel et militant dans un projet formidable pour la seconde partie du 20ème siècle (…), un vrai projet de développement culturel et de solidarité avec l'Algérie indépendante* »[628]. De retour en France, après une année à l'école nationale supérieure de Saint-Cloud, il est nommé par le Ministère de l'éducation nationale à Marseille pour encadrer, via le CEFISEM[629] et le CEFREM[630], la formation des professeurs du secondaire qui accueillent alors un grand nombre d'enfants d'immigrés, notamment algériens, dans leur classe[631]. En parallèle, Claude Lasnel organise des échanges d'enseignants, de parents et d'élèves, entre la France et l'Algérie d'abord dans le cadre de supports associatifs liés à l'éducation nationale, puis en lien avec le FAS et le DSU, et enfin des missions d'échange entre la France et les pays du Maghreb dirigées par le ministère des affaires étrangères.

Car en effet, tout ne s'est pas arrêté dans les relations entre la France et l'Algérie avec les accords d'Evian : une période intermédiaire jusqu'au milieu des années 1970 a permis la poursuite des programmes de construction de logements et d'aménagement du territoire en cours[632], la mise en place de services sociaux-éducatifs[633], et la coopération sur les questions culturelles et scolaires. Puis, dans une seconde période où la France entre dans une logique d'intégration des jeunes issus de l'immigration, de nouvelles relations s'élaborent entre la France et ses anciennes colonies, notamment avec l'Algérie. Des relations d'échanges, soutenues par un milieu associatif et militant qui pense que l'intégration doit passer par la valorisation des cultures d'origine, valorisation qui favorisera une plus grande estime et reconnaissance des populations. C'est dans ce cadre que Claude Lasnel, par le support des fédérations d'animations intervenant dans le cadre péri-scolaire (Ligue de l'enseignement ou CEMEA), va développer des échanges entre la France et l'Algérie dans un objectif de reconnaissance et de valorisation culturelles. Mais c'est aussi dans une forme d'engagement qui mêle son mandat professionnel

[628] Entretien avec Claude Lasnel.
[629] Centre de formation pour la scolarisation des enfants de migrants.
[630] Centre de Formation de Recherche et d'Etude sur les Migrations.
[631] Statistiquement, c'est à partir des années 1975 que les enfants de migrants arrivés massivement en France après la décolonisation, arrivent à l'âge de la scolarisation en secondaire.
[632] Michel MARIE, *Les terres et les mots,* Méridiens klincksieck, 1989.
[633] Germaine TILLION, *A la recherche du vrai et du juste*, Seuil, 2001, pp 219-298.

d'enseignant à ses convictions militantes que Claude Lasnel construit sa pensée et sa relation aux algériens immigrés. Sa maîtrise, même imparfaite, de la langue arabe, lui permet dès son arrivée à Marseille de pousser la porte des appartements des quartiers Nord où résident nombre de familles algériennes. Lui qui ne connaissait que les Algériens en Algérie, découvre l'immigration et tous les changements sociaux et culturels qu'induit le voyage migratoire.
Ses intérêts professionnels l'emmènent à considérer particulièrement le rapport des migrants à l'école et inversement les profonds changements que la scolarisation des enfants provoque chez les migrants. D'un côté le quartier, la rue, où femmes et enfants, français d'origine ou immigrés, se côtoient, échangent, s'informent sur les codes culturels des uns et des autres ; de l'autre les institutions éducatives et en particulier l'institution scolaire qui produit du déni culturel à l'égard des migrants : « *les mamans me disaient "cette école nous a volé notre enfant". Que ce soit au jardin d'enfants, à la maternelle, à l'école, très vite au bout de quelques semaines, de quelques mois, l'enfant à qui elles parlaient en arabe ou en berbère leur répondait en français. C'était pour elles quelque chose d'épouvantable, un lien qui s'était cassé, une fracture terrible et elles disaient "moi je peux plus rien lui dire, c'est plus mon enfant, on me l'a pris". Et du côté des enfants, ils se trouvaient à l'école face à des instituteurs qui refusaient d'admettre les différents niveaux de langue, entre celui de la maison, celui de la rue et celui des livres de français. Jamais personne, je l'ai vérifié dans toutes les écoles des quartiers Nord, ne leur avait appris qu'il y avait plusieurs niveaux de langue et que c'était un passage incontournable. Le même instituteur qui, à la récréation, parlait le marseillais avec ses collègues, cinq minutes après, quand un enfant des cités glissait quelques mots de marseillais ou d'arabe dans son langage, il leur disait "c'est pas français, répète après moi". Alors que les enfants savaient bien qu'ils parlaient en français puisque dans la ville, partout, c'était avec cette langue là qu'ils se faisaient comprendre. Donc il y avait au sein même de l'institution scolaire quelque chose de l'ordre du mensonge, de l'inexpliqué qui provoquait des attitudes de refus de la part des enfants et qui faisait qu'ils allaient se mettre près du radiateur.* »[634]. A travers ces expériences, Claude Lasnel fait le constat que l'échec scolaire est produit par l'école elle-même davantage que par les carences culturelles ou éducatives de la famille. Ce constat le conduit à élaborer une pédagogie de *« l'interculturel au sens de relations entre les éléments culturels populaires français -ceux qu'ont en commun tous les enfants des cités : des valeurs, un langage, un rapport particulier à la nature-, des éléments de la culture d'origine -qu'elle soit arabe, berbère, provençale ou chinoise-, et la culture normée, celle de l'école et de la réussite* ».
Entre 1975 et 1985, il multiplie les stages, les formations d'enseignants, les échanges entre enseignants d'établissements scolaires et de villes de la région, les échanges entre élèves des cités et d'autres quartiers, et organise même quelques voyages d'enfants, de parents, d'enseignants et d'éducateurs en Algérie. Puis, en 1985, il est contacté par Michel de La Fourrière, nommé conseiller culturel à Alger après avoir été ambassadeur de France en Haïti[635]. Intéressé par les échanges que réalise Claude Lasnel, Michel de la Fourrière lui propose une mission pour le développement des échanges entre la France et l'Algérie, mission que Claude Lasnel assurera pour le Ministère des affaires étrangères pendant quatre ans en Algérie, puis pendant deux ans au Maroc. A travers ces échanges, c'est un petit milieu d'adolescents et d'adultes qui se trouve engagé dans des actions en faveur des populations

[634] Entretien avec Claude Lasnel.
[635] Claude Lasnel et Michel de la Fourrière s'étaient connus à Paris en 1961, tous deux militants pour l'indépendance de l'Algérie au sein de l'UNEF dont Michel de la Fourrière était président.

immigrées à l'écart du modèle assimilationniste, faisant monter en visibilité et en responsabilité des jeunes issus de l'immigration et des cités que l'on retrouvera plus tard, pour bien d'entre eux, à des postes d'enseignant, de travailleurs sociaux, ou de fonctionnaires des collectivités territoriales sur la question des échanges interculturels. Mais aussi, ces échanges sont toujours adossés à des institutions locales, en France et en Algérie permettant ainsi des rapprochement et des collaborations entre Claude Lasnel et, selon ses termes, « tout un groupe de diplomates arabophones souvent, en tout cas arabophiles, pour qui une nouvelle politique méditerranéenne doit se mettre en place », mais aussi avec Daniel Carrière, via le FAS, et Alain Fourest, via le DSQ.

Alain Fourest, urbaniste d'origine marseillaise passé par les grandes écoles parisiennes et un début de carrière à Lyon puis à Fos, est recruté en 1974 par Gaston Defferre pour la mise en place des équipements régionaux portés par l'AGAM[636]. Il participera à ce tire à la première réhabilitation de la cité Frais Vallon à Marseille en 1979 puis, la même année, sera sollicité par Philippe Sanmarco, secrétaire général adjoint de Defferre, pour réaliser un diagnostic de la cité Busserine. A la suite de ce diagnostic, il est investi dans cette cité comme agent de développement de ce qui préfigure déjà le dispositif de DSQ auquel il participera localement et nationalement à partir de 1981 dans les missions nationales qu'assurent Bertrand Schwartz et Hubert Dubedout. Le diagnostic que Alain Fourest réalise sur la cité Busserine va être le déclencheur de son engagement professionnel et militant pour le développement dans cette cité, à la suite de constats qu'il a déjà fait sur l'ensemble des politiques d'urbanisation en ces termes : « Plus de modestie, plus de temps passé à comprendre les besoins et la diversité des situations locales, plus de dialogue avec les multiples partenaires, voilà ce qui manque pour que cette période de croissance urbaine ne nous laisse pas ces sentiments d'insatisfaction et de rejet »[637].

La cité Busserine est un des grands ensembles de la ZUP n° 1 de Marseille, bâtie entre 1960 et 1963 dans des circonstances de crise. Cette ZUP de plus de 9.000 logements doit en effet, et en urgence, servir à résorber les bidonvilles de Saint-Barthélemy, Sainte Marthe et Font Vert qui s'étalent sur plusieurs hectares de la zone et hébergent des milliers de familles ; elle doit permettre d'accueillir des familles d'employés mal logés dans le centre et de fonctionnaires sur le 1% salarial ; elle doit aussi loger, dans l'urgence, une partie des deux millions de rapatriés d'Algérie, français d'origine, français musulmans, algériens et gitans, qui arrivent à Marseille entre 1958 et 1963. A la fin des années 1970, la cité Busserine présente des problèmes importants de dégradation du bâti, mais aussi de dégradation des conditions de vie des habitants. La mixité sociale qui caractérisait la première ZUP de Marseille se réduit à peau de chagrin lorsque les employés et cadres moyens qui avaient accédé à ces logements par le 1% salarial le quittent pour l'accession à la propriété ou pour des résidences plus accueillantes au cours des années 1970. Ils sont remplacés par des ayant droit au logement social plus pauvres et plus souvent issus de l'immigration[638]. Les besoins de réhabilitation du bâti sont urgents, mais aussi le besoin de résoudre les problèmes importants de délinquance qui se posent dans la cité, autant que les problème de déscolarisation de nombre de jeunes, et de chômage des adultes. Mais, à l'origine de la commande de diagnostic, c'est

[636] Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise.
[637] Alain FOUREST, *Chroniques de la ville ordinaire*, l'Aube, 1995, p 63.
[638] Marie-Adeline BONHOMME, *Monographie Marseille ZUP n° 1, secteur Busserine*, Rapport à l'INFAC, septembre 1978.

uniquement la question de l'aménagement urbain qui préoccupe les pouvoirs publics, dans une partie de la ville qui fera bientôt l'objet de transformations importantes, notamment par le projet de passage d'une autoroute urbaine au cœur du site.
Il faut donc réhabiliter la cité et rénover la ZUP, non pas pour une meilleure qualité de vie, mais pour anticiper les transformations à venir. Alain Fourest répond pourtant sur les deux termes : « *1er front : nettoyer les poubelles, enlever les saloperies, réparer les portes, c'est pas la peine de passer des années en discussion et en concertation, il faut faire. 2ème front : les choses qui vont mal dans le quartier, les problèmes de populations qui vont mal, de qualité de vie. Là, on met tout le monde autour de la table : les habitants, mais aussi l'ensemble des structures associatives, sociales, institutionnelles. Sur ce 2ème front, à moyen terme, sur 3 à 5 ans, ce qu'il faut faire pour changer nécessite une consultation : a minima que chacun s'écoute. 3ème front : quelle peut être la perspective de développement de l'image de la ville, du quartier, dans 15 ou 20 ans, et donc la stratégie à moyen terme, la rocade, la transformation urbaine ? Là, comment rassembler des habitants alors qu'ils n'y comprennent rien ? Comment demander à des habitants ce que sera la ville dans 20 ans ? J'étais convaincu que ces questions là se posaient au niveau de la politique d'une ville, de la démocratie.* »[639]. C'est donc sur cette question de la participation des habitants aux projets d'aménagement et de développement de leur cité que Fourest va s'engager. Il se trouvera au départ à la fois soutenu politiquement puisque depuis déjà les premières opérations HVS il est question que les habitants participent au débat public, et à la fois isolé sur le terrain parce que cette intention politique est restée, dans la plupart des cas, sans mise en acte. Fourest mesure l'impuissance des pouvoirs publics et des acteurs locaux à organiser cette fameuse participation : « *le leitmotiv de tout le monde localement comme à Paris c'est bien entendu, « on ne fera rien sans les habitants ». Ce qui conduit souvent à ne rien faire du tout parce que les habitants ne sont pas d'accord avec ce que les pouvoirs publics proposent. La réalité, c'est qu'on ne sait pas comment leur demander leur avis, alors quand on leur demande, ils vous disent le contraire de ce qui serait souhaitable, si par hasard ils disent quelque chose. Alors on dit qu'ils ne comprennent rien, les pauvres malheureux. Et très franchement, moi non plus je n'ai pas pu complètement me départir de cette technocratie, de cette idée que j'avais raison, que je détenais une part de savoir et de pouvoir en tant qu'urbaniste ; ce qui en même temps était vrai, faut pas déconner.* ». Outre la pesanteur technocratique, Fourest se heurte au mépris des agents techniques en charge de l'aménagement à l'égard des habitants, mépris qui se trouve renforcé par l'arrivée de nouveaux habitants plus pauvres et plus nombreux d'origine immigrée. Mais il trouve du soutien chez quelques acteurs isolés, militants sociaux de la maison des familles et formateurs des nouveaux dispositifs d'insertion mis en place par Bertrand Schwartz ; formateurs proches sinon issus des dispositifs mis en place par Claude Lasnel, et soutenu par Daniel Carrière via Echanges Méditerranée puis le FAS.

C'est grâce à ce petit milieu d'agents de l'Etat et de militants locaux qu'un groupe de jeunes de la cité va émerger publiquement. A la fin des années 1970, ils sont une poignée d'adolescents de 16 et 17 ans à participer, grâce à quelques éducateurs du club de prévention, à des activités d'animation. Ces derniers leur font passer le BAFA[640] et dans le groupe de jeunes émerge l'envie d'organiser et d'encadrer des

[639] Entretien avec Alain Fourest.
[640] Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur, nécessaire pour encadrer des centres de loisirs et colonies de vacances accueillant des mineurs.

colonies de vacances pour les enfants du quartier. Au même moment, la mise en place des stages d'insertion dans le cadre des dispositifs gérés par Bertrand Schwartz fait naître chez Fourest et chez des formateurs du CEFREM et d'une de ses branches, l'ADRAFORM, l'idée d'une formation d'animateurs pour les jeunes des quartiers nord de Marseille, que Daniel Carrière raconte : « *Survient un événement que je voudrais souligner, à l'ADRAFORM, ça devait être en 1978. Le bureau et le conseil d'administration de l'ADRAFORM étaient assez engagés et ils tranchaient avec les conseils d'administration de l'époque dans le monde associatif. A force de réfléchir, on a été quelques uns à se dire : « Et si pour changer un peu les choses, on se donnait comme objectif qu'il y ait dans la ville de Marseille, au moins un, voire deux animateurs socioculturels par arrondissement, issus du quartier ? ». C'était culotté, en fait, c'était un pari. Quand je suis arrivé dans cette région, il n'y avait pas plus de dix personnes d'origine immigrée qui avaient des responsabilités d'animateur sur toute la région ; pas plus de dix. Aucun d'entre eux n'était en charge d'un équipement. Aujourd'hui, on peut estimer sans trop de risques de se tromper qu'ils sont au nombre de 300-400 en responsabilité d'équipements sur l'ensemble de la région.*
Alors que s'est-il passé ? Nous avons décidé avec l'ADRAFORM de lancer cette opération. Nous avons mis du temps ; et elle n'a abouti qu'en 82 lorsque a été lancé un appui ministériel sur la formation DEFA 300. Il se trouve que sur Marseille, comme ceux qui avaient lancé l'idée c'était l'ADRAFORM, le DEFA à Marseille a été mené par l'ADRAFORM, piloté par la DRASS et la DRJS. C'était un objectif très volontariste pour faire passer quelque chose qui ensuite, confronté à l'épreuve des faits, à l'épreuve des cursus de formation, n'a pas donné les résultats qu'on espérait. »
Car cette formation au DEFA menée par l'ADRAFORM, avec le soutien de Fourest et de Carrière, va en effet se dérouler à l'écart, sinon en contestation du dispositif DEFA 300[641]. Le DEFA 300 va en effet être un dispositif qui recrute sur le critère affirmé de discrimination positive : pour y accéder, il faut être fils d'immigré et habiter les cités ou, comme il est précisé de manière plus policé dans les documents de l'époque, être un « *jeune issu du milieu* ». Les jeunes qui bénéficieront de cette formation seront donc recrutés, dans la première version du DEFA 300, de par leur appartenance à un groupe minoritaire (dans le cas présent, il ne s'agit pas seulement d'une minorité quantitative, mais surtout d'un groupe socialement faible, car trop peu représenté) ayant fait l'objet de discriminations sociales (liées à la notion de captivité dans le logement social, d'échec scolaire et de difficultés à l'emploi).

Dans le dispositif de formation au DEFA que construit l'ADRAFORM, le critère de position sociale n'est finalement que peu pris en compte, car si la plupart des jeunes qui participeront à cette formation ont grandi dans les cités des quartiers nord et dans des conditions de précarité financière, ils ne sont pas culturellement défavorisés. On y retrouvera en effet les quelques jeunes bacheliers de l'époque ; leurs parents sont ouvriers, parfois illettrés, mais les pères ont milité avec le FLN, puis à la CGT ou au PC, et les mères ont croisé les dispositifs d'alphabétisation et de planning familial ; eux-mêmes sont recrutés sur la base de leur reconnaissance dans le monde associatif pour avoir déjà participé à des activités dans la cité. Donc des fils de leurs parents (pour rappeler les termes de Daniel Carrière cités plus haut) passés par les syndicats de travailleurs pour les pères, par l'alphabétisation et le planning familial pour les mères, autant que des fils de l'éducation populaire passés par les dispositifs d'animation et les équipements sociaux. Mais des enfants dont on sait qu'ils n'auront pas les mêmes possibilités que leur prédécesseurs à faire de leur

[641] Ce dispositif de DEFA 300 est décrit en détails dans la partie précédente, chapitre 6, L'institution diffuse.

engagement militant un métier. En d'autres termes, l'ADRAFORM veut favoriser des jeunes des cités non pas sur le critère de leur appartenance et leur position culturelle, mais en tant qu'oubliés des processus de professionnalisation du militantisme social.
Des participants à ces deux types de formation expliquent, en d'autres termes, les processus et les enjeux de cette différence de recrutement :

Un des participants au DEFA 300 : « *Comment on est arrivés à là ? Alors, je vais te dire, il y a deux versions : la version officielle, c'est qu'il y a des gens, on va dire des militants, qui ont pensé qu'on serait la nouvelle génération des professionnels du travail social, et que les jeunes arabes des quartiers seraient le remède au déficit de l'action sociale traditionnelle. Ils sont venus nous chercher parce qu'on était arabes et qu'on bricolait un peu dans les associations, pour nous faire accéder à un diplôme reconnu.*
Ma version, celle de l'intérieur, c'est qu'on était déjà sur le terrain, en plein dedans. On était partout, on revendiquait fort une place dans ces machines qu'on connaissait bien, depuis tout petits. A Bassens[642]*, il y avait tout un tas de gens avec qui on pouvait faire des choses. Une militante catho avait monté une bibliothèque, et on s'est joué d'une concurrence farouche avec deux autres jeunes de la cité (dont l'un est aujourd'hui directeur d'un équipement socioculturel, et l'autre directeur d'une structure d'aide à la création d'entreprises et ancien élu municipal à Marseille) à celui qui s'en occuperait. ATD Quart Monde était là avec nos mères, il y avait des cours d'arabe qui étaient donnés par des anciens du FLN. Les communistes aussi avaient un local, on y allait surtout pour voir des filles, boire un coup, piquer des livres. En même temps, ça nous permettait de fréquenter d'autres cités, parce qu'il y avait des réunions, pour la fête du Secours Populaire. Là, on a rencontré des gens du Mouvement Non Violent, des Amis de la Terre, de Jeunes Sans Frontières. On allait en ville dans leur local, on était partout, dans les réseaux gauchos comme dans les réseaux cathos, dans les associations de quartiers, dans les centres sociaux. Et bien sûr, quand ils ont monté ce DEFA 300, on l'a su avant tout le monde et on s'est mis bien en face de la case départ. Ils n'ont pas eu à les chercher longtemps, les jeunes issus du milieu, nous on savait que ce serait nous ou personne, on était prêts pour ça, on s'y préparait, peut être sans trop le savoir, depuis des années. Eux, ils ont juste vu qu'on était arabes, qu'on habitait la cité la plus pourrie de Marseille, et qu'on avait de la gueule* »[643].

Pour les organisateurs du DEFA 300, c'est donc le critère de discrimination positive qui va jouer en faveur des jeunes recrutés. Et cette qualification en tant que jeunes issus de l'immigration et des cités aura été un des grands marqueurs de la visibilité en général de ceux que l'on a nommé les « élites issues de l'immigration ». Ce faisant, ces dispositifs dérogeaient au droit commun (par exemple en ce qui concerne les critères de sélection à l'entrée au DEFA puisque sous le régime de droit commun, le Bac était exigé), plaçant les bénéficiaires de cette procédure en position d'être soupçonnés, aujourd'hui encore, d'être un peu moins que les autres du point de vue des compétences, comme s'ils n'avaient pas tout à fait mérité leur place.

C'est déjà cette critique que formulent les jeunes de la promotion DEFA de l'ADRAFORM, comme critique d'un dispositif participant d'une discrimination, fut-elle positive : « *quand il y a eu les premiers chefs de projets DSU, ils refusaient de nous*

[642] Cité des quartiers nord de Marseille.
[643] Entretien avec un participant au DEFA 300 en 1982.

financer sur du droit commun et nous avaient dit : « faites des CES[644] ». On lui a dit : « tu nous as vu dans les yeux toi ? nous, des CES ? Tu peux crever ! On est contre les CES ». Tous les dispositifs précaires, on était contre, SIVP, TUC[645], on avait tout rejeté. Même quand on a fait le DEFA, on a refusé de faire le DEFA 300. On a dit : « c'est un truc ghetto, on va encore nous traiter comme des pauvres petits arabes qui peuvent pas se débrouiller tout seuls, on ne veut pas ! » Avec Fourest, on avait dit « ça va pas non ? nous, là-dedans ? Jamais de la vie, on est comme tout le monde ». Il y avait quand même un minimum ! »[646].

C'est ainsi sur cette logique de critique de la discrimination positive que ce petit groupe de jeunes de la cité Busserine est engagé dans la formation DEFA puis, aidés par Alain Fourest, qu'ils montent l'association Assur :
Alain Fourest, qui sera administrateur de l'association, en raconte les débuts : « *Une des formatrices de ce DEFA a rapidement compris les enjeux, elle est venue me voir en me disant : « à l'issue de ce stage, ces jeunes veulent bâtir un projet, et notamment faire une colo pour les enfants du quartier ». On les a réunis, on a discuté, et on les a aidé à monter leur projet, malgré l'hostilité permanente de toutes les institutions locales. Pour nous, il s'est agit de donner l'occasion à des jeunes d'être citoyen dans leur quartier, de servir, être utile et avoir des responsabilités sans attendre que ça tombe d'en haut. Et ils se sont battus en permanence pour se justifier, deux fois plus que les autres. Il fallait qu'ils soient meilleurs que les autres, impeccables, aussi vis à vis des structures éducatives et sociales du quartier. Ca a duré dix ans et ça a été cassé parce que ça ne rentrait plus dans les cadres du DSU.* »

Zoubida Meguenni, fondatrice et animatrice de l'Assur : « *Nous, la bande, on se connaissait déjà avant, l'idée de monter une association est venue bien avant, quand on a monté les colos de quartier. On se voyait régulièrement dans l'appart d'une copine qui est maintenant à la mission locale 13-14. Quand on a fait ce stage de formation, on a rencontré d'autres personnes des Flamants[647], de Busserine qui avaient fait le BAFA par d'autres réseaux. On s'est croisés. Alors dans ce stage DEFA on a continué à réfléchir, on a profité de ce lieu où il y avait des techniciens qui nous soutenaient pour former la première association de jeunes du quartier qui s'est créée en Juillet 82. On était un peu leaders du stage et on ne savait pas où aller, on ne voulait pas continuer les études. Certains n'avaient qu'un CAP. Mais quand même, l'action de jeunes, le groupe d'animateurs, tout le côté réflexion à la question sociale, un espèce de syndicat d'animateurs, c'était bien avant.*
Donc le stage s'est fait à la maison des familles 13-14, c'était notre territoire c'est pour ça que le siège social Assur, est né là-bas aussi. Lorsqu'on a voulu monter l'Assur, quelques personnes nous ont aidé, comme Alain Fourest qui était chef de projet. On avait 18, 20 ans, et quand on était face aux décideurs, on s'écrasait. Mais lui, il nous considérait normalement, il nous respectait. Quand on allait demander des subventions, il entendait bien ce qu'on disait. Il disait : « bon, c'est quoi ton projet ? » Et il nous faisait confiance. »

---

644 Contrat emploi solidarité, contrat aidé à temps partiel et à durée déterminée.
645 Les SIVP (stage d'insertion à la vie professionnelle) et TUC (travaux d'utilité collective) étaient les premiers contrats aidés, (et précaires) mis en place par Bertrand Schwartz dans le cadre de sa mission d'insertion des jeunes.
646 Entretien avec Zoubida Meguenni, participante au DEFA ADRAFORM, fondatrice de l'Assur.
647 Cité voisine de la Busserine, dans la ZUP n° 1.

Faouzi, un autre fondateur et animateur de l'Assur : « *Au départ, on avait juste envie de se regrouper entre animateurs du quartier, et créer nos emplois. Puis, on a eu des objectifs : d'abord, l'animation-cantine, dans les écoles. Ca n'existait pas, on l'a inventée. Ensuite, l'animation autonome, ce qui voulait dire créer nous-mêmes des animations, des colonies, des camps de jeunes. Enfin la formation des adhérents qu'on organisait et assurait en interne. Et pour finir l'animation sur prestations de service. Voilà, quatre objectifs précis qui s'inscrivaient dans de la nouveauté, des choses qui n'existaient pas à l'époque dans les cités. C'était juste avant le DSQ. On commençait déjà à être partenaires, c'était la période de réhabilitation, avec le dispositif HVS. Parce qu'on regroupait les jeunes, parce qu'on touchait aussi les parents, et parce qu'on a été suivis par des gens bien, très vite, on s'est retrouvé être des notables, autour d'une table à la préfecture pour discuter des problèmes du quartier.*
Même pour la création de régie de quartier des Flamants en 1984, Assur était présente dans les discussions avec les chercheurs du CERFISE, la ville, le logeur. C'est vrai qu'on est un peu devenus les grands frères, un peu l'élite. Avec un peu de recul, je pense qu'Assur était un outil pour l'action sociale. Mais peu de gens ont voulu y croire. »

Rapidement, Assur devient un outil incontournable de gestion des enfants et des adolescents dans les cités de la ZUP n°1, via les animations et colonies de vacances qu'ils organisent. Mais cette association devient aussi un véritable outil de promotion et de professionnalisation des jeunes dans l'animation socioculturelle via les formations et les emplois qu'ils proposent, participant ainsi au mouvement de promotion des jeunes issus de l'immigration et des cités qui se développent en France dans les années 1980[648].
Au milieu des années 1980, l'Assur compte plus de 300 adhérents, et entre 100 et 200 personnes salariées occasionnelles sur les colonies et camps de vacances en été. En cours d'année, une soixantaine d'animateurs assurent les « animations-cantine », animations en milieu scolaire entre midi et quatorze heures, ils font « stade ouvert » en assurant la gestion et l'animation des équipements sportifs jusqu'alors dédié aux activités scolaires et aux clubs fédérés. Ils organisent des soirées guinguette, des animations dans les centres sociaux ou les associations de jeunes, et offrent leurs services en renfort dans les séjours de vacances des fédérations d'éducation populaire. L'ensemble de ces activités et de ces formations va fonder tout un milieu d'animateurs que l'on retrouvera dans l'ensemble du dispositif associatif marseillais à partir des années 1990.

Daniel Carrière analyse rétrospectivement les effets de l'Assur et de quelques autres associations participant des mêmes logiques de développement de l'emploi : « *dans le milieu associatif qui a favorisé l'émergence de jeunes issus de l'immigration, il y avait soit des gens qui se positionnaient de façon volontariste parce qu'ayant déjà milité, soit des gens qui étaient à la recherche d'une position sociale ou d'un emploi, et je pourrais mettre dans cette catégorie ces jeunes du DEFA 300. Mais je crois que les véritables greffes sont venues d'une autre catégorie dont est issue l'Assur, qui était des jeunes n'en pouvant plus de voir que les élus et les citoyens ne faisaient pas*

[648] Voir à ce propos les nombreux travaux de recherche sur les ANI (Association Née de l'Immigration), et en particulier sur Marseille :
Sonia FAYMAN, Assane BA, Khelil BELHEINE, Rachid BENATTIG, *Le devenir d'associations créées dans les années 1980 par des jeunes issus de l'immigration,* Rapport au FAS, 1997.
Malika CHAFFI, Nancy SPINOUSA, *Parcours d'adaptation des algériens : des dispositions aux acquisitions*, Rapport au FAS, 1996.

leur boulot, et qui se sont interposés... Il y a parfois confusion entre les deux dernières catégories parce qu'elles passaient toutes les deux par l'animation socioculturelle, mais ça ne portait pas les mêmes logiques ni les mêmes ambitions. Ceux qui ont été des militants issus du quartier comme ceux du DEFA 300, et puis une génération plus professionnelle, plus portée par les parcours professionnels.
Comment s'est fait le rapport avec le reste du monde associatif ? Il faut bien dire que ça s'est très mal passé. J'en prendrais pour preuve que nous avions, sur les 500 associations de la région travaillant auprès des migrants, une centaine d'associations nées de l'immigration. C'était pas mal, on était la région de France où il y en avait le plus... Nous avons donc essayé par voie de convention, de contrat d'objectif, de faire évoluer le reste du monde associatif avec des succès vraiment très très limités. Même en utilisant l'arme redoutable du financement, on n'y est pas arrivé car il y avait des réticences du genre : « ils n'ont pas la même pratique associative que nous... Ils ne sont pas forcément des facteurs de paix sociale... ». Et puis, il y a eu je pense le sentiment de dépossession. J'ai eu le sentiment qu'à donner trop de reconnaissance à ces nouveaux venus, on risquait d'y perdre y compris sur le plan financier. Et en plus, politiquement, il n'y a jamais eu d'élus qui les ont vraiment soutenu. Ils disaient: « ce sont des enfants d'immigrés, c'est donc une affaire du FAS ». C'était très caractéristique, on a très souvent été attaqué ici à cause de ça. »

On comprend en effet, et on l'a d'ailleurs précisé dans la partie précédente, que les réticences à produire des parcours de mobilité socioprofessionnelle ascendants dans l'animation socioculturelle sont venues essentiellement de l'intérieur, et pas seulement d'un contexte économique difficile. Ces réticences sont semblables à celles que l'on voit émerger dans le monde politique où à l'image du danger symbolisé par l'élu ouvrier du PC s'est opposé celle de l'élu Beur proche du Parti Socialiste[649], semblables en fait à celles que l'on a décrites dans le chapitre précédent à l'égard de la liste Motivé-e-s à Toulouse. Dans l'animation socioculturelle, c'est la quasi-totalité du milieu professionnel déjà en place qui a travaillé -peut être malgré lui- à se distancier de ces nouveaux venus qui ont massivement investi leur champ professionnel, « *affaiblissant la veine locale associative déjà en place* »[650]. Rappelons que dans les années 1980, l'Assur à elle seule embauchait et formait près de 300 jeunes des cités chaque année, produisant là de quoi renouveler -en quantité et en qualité- l'ensemble d'un dispositif que leurs prédécesseurs avaient mis des années de lutte à constituer.
Les gestionnaires d'équipements furent partagés entre la fierté de cette réussite à laquelle ils avaient en partie contribué, ne serait-ce que dans le face à face qu'ils avaient entretenu avec les classes populaires, et la crainte de voir l'animation devenir un métier politiquement désincarné.
Le DSU, une fois institutionnalisé, eut tôt fait de casser cette logique « autonomiste » d'associations montées et gérées par des jeunes des cités qui refusaient de jouer le jeu de la précarité de l'emploi en persistant à se penser sur des statuts en voie de réalisation. L'argument des agents du DSU fut alors -et reste encore- la neutralité politique au service du bien commun ; autrement dit, le DSU demandait à ces jeunes de « *mettre leur force de conviction au service de l'absence de conviction* »[651], ce qui bien sûr allait totalement à l'encontre du style de comportement adopté par

[649] Vincent GEISSER *Ethnicité et politique dans la France des années 90*, Thèse de sciences politiques, Université de Aix, 1995.
[650] Jacques ION, « Cité, cités et droit de cité, urbanisation périphérique des groupes sociaux en France (1955-1985) », in *Espaces et Sociétés*, n° 51, 1987.
[651] Miche PERALDI, « Le cycle du fusible », In *Annales de la Recherche Urbaine, n° 68-69, 1995.*

l'Assur. Reste que ces jeunes des années 1980 qui ont pour nombre d'entre eux intégré des postes de direction dans l'animation, approchant aujourd'hui la quarantaine, se trouvent face à l'incapacité de l'institution à les intégrer sur des statuts méritants, au titre affiché de leur manque de diplômes[652], alors même que la plupart des chefs de projet du DSU marseillais par exemple sont les mêmes en place depuis 1990. Certains de ces animateurs d'ailleurs préparent ou ont passé des DESS pour postuler « à armes égales », alors même qu'ils se savent déjà largement compétents de par leur longue expérience de terrain, et cette disposition à intégrer la valorisation par les diplômes tient lieu aussi, notamment auprès de leurs pairs et des « petits frères », de statut de méritants plutôt que de parvenus. C'est la cas précisément de Zoubida Meguenni qui travaille aujourd'hui au sein du dispositif de politiques de la ville et qui pourtant estime avoir moins que ce qu'elle mériterait : « *J'ai pas vécu ce poste au DSU comme une promotion, je te dis la vérité. Pour moi c'était normal que je l'aie par rapport à mon parcours. A la rigueur j'aurais été chef de projet de suite, ça aurait été une promotion ; mais là, non. Parce que je suis encore à l'usine. Quant à la notabilité dont certains me parlent, pour moi, ce n'est pas une satisfaction parce que c'est moi qui l'ai construite avec les autres, parce qu'on a travaillé. C'est pas ça qui a fait que j'ai eu mon poste. C'est pas ça qui a fait que j'ai eu 10.000 francs pour manger, et c'est une misère parce que je mériterais davantage avec ce que je fais, avec mon expérience. C'est relatif, ça vaut une thèse, un diplôme. Je suis partout dans les journaux et tout le monde croit que je suis payée une fortune. C'est honteux, surtout que c'est une référence vis-à-vis des jeunes qui montent. Et puis même, je mérite d'être payée pour ce que je fais. Et je fais énormément de travail.* ».

Il en est de même du sentiment d'absence de reconnaissance et de rancœur à l'égard des positions professionnelles, pour les jeunes issus du dispositif Assur. Farid et Loucif sont de ceux là, et ont créé leur association à la cité Busserine après avoir été des petits frères de l'Assur : « *Nous, on était trop petits pour les marches des Beurs, pour SOS Racisme, mais on a quand même bénéficié de tous ces trucs au niveau de l'animation. On faisait des milliers de choses, tout le temps. Au début, on faisait tout cela avec des éducs, des AS (assistantes sociales). Puis, il y a eu des types qui ont été un peu nos grands frères. L'un d'eux a monté l'association des Jeunes de Picon[653] (AJP), il avait fini par créer son poste.*
Après, on a fait les animations-cantine avec Assur, et la colo de quartier qui se faisait avec les enfants, les parents et les jeunes du quartier. Par exemple on partait avec des petits du quartier qui ne pouvaient aller ailleurs, nous on était animateurs, la mère de Farid était infirmière, la grand-mère d'un autre s'occupait de la bouffe, etc. Ca marchait comme ça.
L'animation, on savait faire que ça. Mais quand le DSU s'est installé à la fin des années 80, la mairie a repris toutes ces idées qui venaient du terrain et a cassé l'Assur. Alors nous, on a monté notre association, en s'appuyant sur notre réseau d'amis. C'était 7ème Vague, l'agence de voyages des quartiers nord. On a décidé de monter une agence de voyages bon marché pour ceux qui n'ont pas d'argent, on était les spécialistes du tourisme des familles en difficulté. Mais pour monter une agence de voyage et avoir l'agrément tourisme, il fallait 500.000 F. de cautionnement, que nous n'avions pas, évidemment. Alors, on a monté une

[652] Au sein du vaste dispositif DSU marseillais par exemple, une seule de ces personnes a été intégrée sur un poste d'agent de développement. Aucun d'entre eux n'occupe des fonctions de chef de projet, ou d'autres postes à responsabilité dans les institutions ; et ce n'est pourtant pas faute de postuler.
[653] La cité Picon jouxte la cité Busserine.

association Loi 1901 de tourisme social. Et au bout de trois ans, comme on n'était pas du tout aidé et qu'on n'avait toujours pas ces 500.000 francs de cautionnement, on n'a pas eu l'agrément tourisme du Ministère. Et localement, personne ne nous a soutenu, ni le DSU, ni la ville. Ils se sont dit : « avec leur agence, ils veulent faire du fric et nous, on n'est pas là pour aider les gens à faire du fric ». Mais comment on fait pour vivre si on gagne pas d'argent ? On milite pour la gloire ? Eux, c'est pas pour la gloire qu'ils militent, c'est pour le salaire qu'ils touchent à la fin du mois..»

Quel bilan faire de ce dispositif professionnel et militant issu de l'émergence de jeunes enfants d'immigrés ? D'un côté, on observe une machine incroyablement productive, qui en moins de vingt ans a réinterprété le champ de l'action sociale, éducative et culturelle pour construire un secteur professionnel qui tente de fusionner les différentes dimensions de l'intervention publique sur l'individu et la famille. On se trouve face à un nouveau champ professionnel, un peu politique, un peu technique, mais ni partisan ni expert ; un peu social, un peu éducatif, un peu culturel, mais qui laisse à l'individu le libre accès sans pré-requis d'ayant-droit ni nécessité de construire un discours de la plainte. Bref, un champ qui réinvente la place de l'usager et le rôle de l'opérateur ; le premier étant traité comme un client, le second proposant une relecture de la notion de service public.
On peut ainsi interpréter le dispositif d'animation socioculturelle modernisé dans les années 1980 par ces nouveaux acteurs, comme une ouverture du marché de l'emploi social. En même temps, cette interprétation doit aborder la multiplicité et la complexité du dispositif. Il est multiple parce qu'il s'est constitué comme une superposition de générations et de systèmes d'action différenciés ; et complexe parce que ces générations successives -de par la jeunesse du dispositif même- se côtoient et cohabitent encore. Enfin, c'est un dispositif qui travaille tant à sa production qu'à sa destruction : il génère des milliers d'emplois dans les sites, les couches sociales et les classes d'âge les plus sévèrement touchés par le chômage, mais des emplois en majorité précaires ce qui d'une part ne permet pas de l'intégrer à un semblant de pacte salarial, d'autre part ne favorise pas la qualification et la professionnalisation des employés qui soit y font souvent des passages éclair, soit s'y maintiennent avec peu de possibilité d'évolution professionnelle.

Pour cette génération de jeunes issus des cités, et pour la nouvelle qui a fait ses débuts à leurs côtés, plusieurs logiques se côtoient, produisant des économies différentielles ou combinées :

- une économie de la « razzia » dont on dira que c'est la logique des « petits » qui prennent là où il y a à prendre : un contrat aidé, quelques heures de vacations, une reconnaissance dans un équipement, et la possibilité à plus ou moins long terme d'intégrer des postes moins précaires, selon si l'on sera reconnu plus ou moins méritant.
- une économie de la « rente », qui consiste acquérir de pair un diplôme (BEATEP ou DEFA) et un salaire, et à rentabiliser le tout dans la durée. Elle permet à des jeunes d'intégrer des postes de direction ou d'adjoint notamment dans les fédérations d'animation, mais souvent à la condition de ne pas exercer dans son quartier d'origine.
- une économie de la « compétence », où chacun vise à réduire l'écart entre le statut qu'il occupe et « ce qu'il vaut ». Cette économie là produit souvent des rancoeurs proportionnelles à l'écart entre la place qu'on occupe et celle que l'on mérite. Ecart de salaire d'une part, puisque l'ancienneté reconnue est celle relative

au poste occupé, alors même que ceux qui ont démarré à dix-sept ans dans les associations se trouvent, lorsqu'ils intègrent un poste, avec une ancienneté effective dans la fonction de plusieurs années. Ecart de statut d'autre part, qui les oblige à se présenter à des postes inférieurs aux savoir-faire acquis sur le terrain.
- une économie de l'entreprise, logique entrepreneuriale qui pousse beaucoup de jeunes animateurs-militants à monter leur propres associations, s'y salarier et y salarier « la famille ».

C'est sur ces deux dernières logiques économiques que Assur a construit son action. Après la fermeture de l'association, les uns ont intégré les dispositifs d'animation ou des politiques de la ville sur des statuts inférieurs à leurs prétentions ; les autres ont créé leur propre activité professionnelle[654]. Comme par exemple Farid et Loucif qui, après avoir été obligés de fermer leur agence de voyages faute de soutiens financiers, ont créé leur emploi sur une activité de théâtre-forum citoyen permettant le dialogue dans des situations de crise. Leurs clients sont aujourd'hui des entreprises publiques ou privées au sein desquelles ils résolvent des situations difficiles entre le personnel et la direction, des institutions scolaires dans lesquelles ils favorisent le dialogue entre enseignants et parents ou élèves, ou des travailleurs sociaux. Logique entrepreneuriale qui permet de développer une activité économique et des emplois sur une finalité sociale que développent aussi les acteurs de l'association Schebba, association créée par Zoubida Meguenni et quelques autres de l'Assur. Cette association créée et animée par des femmes du quartier développe aujourd'hui de multiples activités, depuis l'intervention en milieu scolaire ou dans les structures sociales pour favoriser le dialogue entre habitants et professionnels, jusqu'à la restauration, la coiffure ou le salon d'esthétique, l'ensemble de ces activités produisant aujourd'hui une vingtaine d'emplois et des ressources économiques ponctuelles lorsque l'association intervient en tant que prestataire de services, par exemple pour la réalisation des robes, des coiffures et des repas pour les mariages. Cette production de ressources financières et d'emploi pour les femmes du quartier participe aussi de la critique des politiques de la ville et de ses dispositifs d'insertion qu'avait initié l'Assur : « *Il y avait une demande sur le quartier, il y avait beaucoup de femmes isolées : la maison de quartier, ça ne touchait que les européens et la maison de la petite enfance aussi. Et on s'est rendu compte que pour nos mères, nos sœurs, il n'y avait rien. Il y avait aussi des conflits inter-générationnels dans les familles entre les mères qui ne connaissaient pas bien la vie quotidienne de leurs enfants, et leurs filles. Moi, je travaillais beaucoup au niveau des jeunes et j'ai dit : "ce serait bien qu'il y ait un contact, et que les filles s'occupent de leurs mères". Et ça s'est fait ; ça n'a pas été facile mais ça s'est fait. Il y avait aussi le fait que dans les écoles par exemple, le dialogue n'était pas possible entre nos mères et nos profs, les femmes maghrébines étaient méprisées et humiliées par les profs. C'est pour ça qu'on a créé les femmes-relai, des femmes du quartier qui pouvaient faire le lien entre l'école et les mères d'élèves. Et aussi, dans tous les équipements sociaux où on était passés et où on avait fait plus que nos preuves en animation, quand il y avait un emploi, c'était jamais pour nous. C'est pour toutes ces raisons là qu'on a monté Schebba* ».

A l'exemple du théâtre-forum de Farid et Loucif ou de l'action sociale que développe Schebba, des logiques de réussite socio-économiques se déploient et parfois prospèrent dans les cités, permettant aux habitants des réussites notabiliaires et économiques là où les dispositifs sociaux des politiques de la ville ont favorisé

[654] Plusieurs des anciens de l'Assur se sont tournés vers les métiers de l'audiovisuel, certains créant leur propre structure de création et de production.

l'émergence publique d'une génération Beur sans leur donner les moyens de la réussite professionnelle. Mais les économies qui participent de cette logique entrepreneuriale sont souvent fragiles, parce que circonscrites à l'égard de populations et sur des territoires captifs des politiques de la ville. Cette fragilité est dès lors un miroir de l'ensemble des politiques de la ville dont les procédures et la dérive technico-administrative auront, ces dernières années, oublié les idéaux auxquels pourtant elles travaillaient. Ainsi, bien des associations nées dans l'effervescence des années 1980 et du début du DSQ se seront épuisées à force de financements sur projets ne permettant pas d'assurer la pérennité du fonctionnement -donc, des salaires-, et les idéaux qui visaient à casser les logiques de l'exclusion (notamment de l'emploi) des habitants des cités ont fini par céder face l'institutionnalisation des agents en place.

Face à la dérive des politiques de la ville et l'idéal de la promotion collective gratuite et politiquement impliquée, les formes d'initiatives entrepreneuriales ici décrites proposent probablement un retournement de l'utopie militante. Ces nouveaux acteurs du militantisme social combinent des réussites économiques et notabiliaires avec une implication militante souvent très « pure », ne serait-ce que parce qu'ils se sentent fort peu redevables de leur réussite. On les dit rebelles, ils sont plutôt affranchis. En créant leur propre emploi dans leur propre structure, ils se donnent la possibilité de se démarquer de bien des logiques militantes de leurs prédécesseurs : la dette sociale, la complicité politique, la connivence des pairs. Ce faisant, ils sont probablement en passe de réinventer les modèles de réussite du militantisme social, tout en faisant perdurer les idéaux d'implication politique et le face à face avec le peuple.

3. « *Avant, on cassait des voitures ; maintenant, on ramasse les poubelles* » : La régie services nord littoral à Marseille

C'est à travers le récit de l'histoire de la régie services nord littoral (RSNL) et de ses acteurs, que l'on va s'informer de cette démarche et cette posture d'entrepreneuriat militant telle qu'elle associe engagement social et réussite économique.
La Régie Service Nord Littoral participe à la fois du volontarisme et de la personnalité de ses fondateurs, à la fois d'un mouvement national adossé aux politiques de la ville, celui de l'économie sociale. Les régies de quartier sont des dispositifs issus de ce mouvement : la première des « régies » voit le jour à la fin des années 1970 dans le quartier de l'Alma Gare à Roubaix. Créée par des militants de la Confédération syndicale du cadre de vie, elle naît dans la mouvance d'une opération de restructuration urbaine et de résorption d'îlots insalubres à laquelle participe un « atelier populaire d'urbanisme » composé d'habitants du quartier, des experts en particulier sociologues, et les élus locaux. Cette opération vise une prise en compte des habitants, notamment sur la question du relogement sur place et dans de bonnes conditions. La mobilisation collective d'habitants et de sociologues et la prise de conscience qui s'en suit, se poursuivra autour des questions d'économie sociale locale. Quelques habitants et militants avancent l'idée d'une structure locale et autonome travaillant à la réhabilitation et l'entretien du quartier ; ils créent pour ce faire un outil original dont l'opérationnalité repose sur la mobilisation de trois types d'acteurs : l'élu local, le bailleur et l'habitant. Quelques principes simples fondent la démarche : la participation démocratique à la gestion de la structure, la mise en œuvre de services de proximité, et l'embauche locale. Ainsi est créée la première régie de quartier, structure ayant en charge l'entretien de la cité par des salariés habitants. Dans le sillage de cette initiative pionnière, deux autres régies voient le jour en 1982 et 1984 : l'une à Meaux, l'autre dans la cité des Flamants à Marseille, initiées par deux sociologues et leurs équipes : Daniel Béhar et Michel Anselme. En 1988, les six régies de quartier en activité se regroupent et créent le Comité National de liaison des Régies de Quartier. En 1993, on compte 92 régies, 120 en 1997.

Si les régies de quartier se caractérisent par leur grande diversité et l'hétérogénéité de leurs pratiques[655], elles se retrouvent toutefois sur la base d'une problématique générale[656] :
. La régie de quartier est un outil de gestion urbaine et technique des quartiers HLM.
. Elle est une structure d'insertion par l'économique, et favorise le développement solidaire.
. Sa dimension associative favorise l'implication des habitants et la capacité de mobilisation démocratique.
. Elle relève d'une dimension territoriale et locale.

[655] Une des originalité est que le nom même : « régie de quartier » est déposé. Ainsi, on trouve des structures tout à fait ressemblantes qui ne portent pas le nom soit parce qu'elle ne l'ont pas souhaité, soit parce que certains modes de fonctionnement ne répondent pas aux exigences de la charte des régies ; et d'autres qui peuvent porter le nom, mais ont décidé de quitter le réseau - c'est le cas de la RSNL.
[656] problématique annoncée dans deux textes de référence : la charte des régies de quartier, et le manifeste des régies de quartier.

. C'est une structure à caractère entrepreneurial.

Les objectifs visent à :
. produire de la régulation sociale, à travers notamment la relation entre salariés-habitants et habitants,
. valoriser la relation travail/salaire et travail/gratification,
. favoriser l'insertion sociale, professionnelle et politique de ses adhérents et salariés[657].

Si la RSNL relève des mêmes réflexions sur le développement d'une économie locale sociale et durable que celles menées au plan national au sein des politiques de la ville, le choix de présenter ici spécifiquement cette structure -qui est la seconde régie de quartier (selon le label institutionnel du même nom) créée à Marseille- pour développer cette question de l'entrepreneuriat militant nécessite une précision. Ce choix de structure et le terrain de recherche qui en a participé a été saisi dans un ensemble comparatif et cumulatif, parmi des initiatives entrepreneuriales à partir d'objets sociaux, et pas particulièrement parmi différentes « régies de quartier ». Et ce notamment parce que la RSNL n'est plus aujourd'hui à proprement dit une « régie de quartier ». Elle n'en a plus le label, ses dirigeants ayant quitté le réseau national précisément parce qu'ils ne se reconnaissaient plus dans la définition « régies de quartier ». Ce faisant, comme on le verra, la RSNL à choisi de s'inscrire dans une définition « d'entreprise citoyenne » insérée dans un mouvement d'économie sociale durable.

En outre, cette structure présente la particularité d'avoir poussé les ambitions économiques et de promotion collective d'une part jusqu'au point d'une autonomie financière quasiment indépendante des fonds publics, d'autre part jusqu'au transfert des compétences de direction et de management aux salariés. Il y a donc à la RSNL quelque chose de l'idéal de promotion collective qui s'est joué, concrètement, dans la passation de pouvoir au sein de la structure et pas seulement dans l'élaboration doctrinale. On analysera ainsi d'autant mieux la posture entrepreneuriale et ses accomplissements à travers cet exemple.
L'on pourra apporter toutes les nuances possibles, rien n'y changera à la désignation des quartiers nord de Marseille que l'habitude et la rumeur décrivent comme des quartiers difficiles où dominent les figures du délinquant et de l'immigré. Pour comprendre la force avec laquelle s'enracine le préjugé dans l'imaginaire collectif, il est nécessaire de situer ces quartiers dans l'espace social marseillais (en rappel de ce qui a déjà été précisé dans la partie précédente). Le terme « quartiers nord » désigne à Marseille les 13ème, 14ème, 15ème, et 16ème arrondissements. Ils regroupent plus de 30% de la population de la ville de Marseille et sont urbanisés, sur des collines, de manière très hétérogène : d'anciens villages, des zones pavillonnaires bâties pour certaines dans les années 1930, et de l'habitat collectif, grands ensembles HLM pour la plupart. En tout, ce sont 35.112 logements HLM qui sont situés dans les quartiers nord, 36% dans le 13ème arrondissement, 26,5% dans le 14ème, 33% dans le 15ème et 4,5% dans le 16ème. En moins de 15 ans, entre 1962 et 1975, les quartiers nord vont connaître un accroissement de population estimé à 60.000 personnes -ce qui représente la moitié de la croissance démographique de la ville- dont l'essentiel intègre le parc locatif social. Cet accroissement représente deux nouveautés pour la ville de Marseille : la concentration de population, alors que le peuplement de la ville est plutôt traditionnellement épars ; et, dans une

[657] Marc HATSFELD, *Topo-guide des régies de quartier, tisser le lien social*, Desclée de Brouwer,1998.

première époque de peuplement, l'hétérogénéité des populations. Le parc locatif social marseillais va en effet, jusqu'à la fin des années 1970, accueillir tant des familles issues de l'habitat insalubre ou dégradé du centre de ville, que celles qui logent dans les immenses bidonvilles de la ville, auxquelles viendront s'ajouter les rapatriés d'Afrique du Nord. Cette hétérogénéité tient aux origines résidentielles (de ceux qui sortent des baraquements de fortune jusqu'à ceux qui ont quitté une résidence luxueuse en Algérie), aux origines sociales (du sous prolétaire journalier dans les industries du port ou du bâtiment, à l'ancien propriétaire des colonies, avec cependant une majorité d'ouvriers et d'employés), et aux origines ethniques (une majorité de pieds-noirs, et d'immigrés ou d'enfants d'immigrés, mais tant d'Afrique du nord, d'Asie du Sud-est que d'Italie ou d'Espagne ; sans oublier les gitans que l'imaginaire collectif multiplie à loisir).
Comme beaucoup des habitants des cités françaises issus des mondes ouvriers singulièrement touchés par le chômage, ceux de Marseille vont connaître une paupérisation rapide et massive dès la fin des années 1970. Reste aujourd'hui dans ces logements HLM pour l'essentiel des ménages à faibles revenus, dont une part y réside depuis leur construction, et qui n'ont pu accéder à la mobilité résidentielle des couches moyennes.
Malgré la grande diversité des origines ethniques de ces habitants et des ressources qu'ils sont susceptibles de mobiliser, leur homogénéité socio-économique accentue le stigmate que véhicule l'opinion publique qui, pêle-mêle, associe pauvreté, insécurité, et origine immigrée, tant qu'à faire arabe. S'il n'y avait que cela, ce discours commun dévalorisant, on pourrait s'en tenir à des positions de très grande altérité : *ces gens là, là bas, dans les quartiers nord ; chacun chez soi*. Ce serait déjà énorme, mais ce n'est pas tout : les habitants des cités ne sont pas seulement gênants, ils sont illégitimes, doublement. Non seulement parce qu'ils auraient fait partir des cités les foyers issus des couches moyennes, mais par surcroît, parce qu'ils sont résidentiellement captifs, ils les empêcheraient d'y revenir alors même que tous les bailleurs sociaux visent la mixité des populations dans leurs logements. Ainsi peut s'énoncer la chaîne de signifiants simples qui construisent la figure archétypale de l'usurpateur.

Pour comprendre les logiques à l'œuvre dans les politiques sociales et urbaines et dans les démarches militantes, il faut aussi saisir que cette notion de captivité est aujourd'hui au cœur des représentations symboliques, et qu'elle travaille les discours et les pratiques tant des intervenants sociaux que des habitants. Sans oublier pourtant qu'il n'en a pas toujours été ainsi, et qu'il ne s'agit ici que d'une nouvelle manière de nommer le peuple -il fut dominé, opprimé, déficitaire, exclu, il est aujourd'hui captif- qui confirme la mise à distance et légitime la *présence au monde* des militants. Ce faisant, les quartiers nord de Marseille induisent aussi, pour ceux qui y font un travail social, une sorte de plus-value. Travailler dans les quartiers nord relève de la performance dans la double acception du terme : tant au sens de l'exhibition -ce qui confère une visibilité publique à l'action militante-, qu'au sens de l'exploit -tenter l'utopie de la mobilité sociale dans un milieu qualifié de déficitaire-.

C'est sur ce registre de performance que s'initie le projet de la Régie Services Nord Littoral en 1988, dans la cité de la Bricarde à Marseille autant que c'est une performance affichée pour son fondateur que de s'engager professionnellement dans les lieux de la ville réputés les plus difficiles. La Cité de La Bricarde au sein de laquelle Didier Bonnet va fonder la Régie Services Nord Littoral (RSNL) est constituée

de 40 bâtiments de 3 à 15 étages, bâtis en espalier sur un bout de colline ; soient 703 logements. Juste au dessus, en haut de la colline, la cité de Plan d'Aou (529 logements). De l'autre côté de l'avenue Henri Barnier, la cité de La Castellane, la plus grande (1246 logements, et plus de 6000 habitants). L'ensemble est officiellement appelé « les trois cités ». En contrebas, le centre commercial Grand Littoral construit en 1996, vivement critiqué par les travailleurs sociaux des quartiers environnants parce qu'un grand nombre de familles s'y seraient endettées. Vers l'Ouest, l'Estaque, bout de village et port de plaisance, les plages et les calanques ; vers le sud, Saint André, au nord-est, Saint Antoine, noyaux villageois aussi.
Depuis la construction du centre commercial, la cité n'est plus un cul-de-sac : on a ouvert la route pour accéder aux parkings. Les « trois cités » sont par ailleurs desservies par une ligne de bus qui rejoint le terminus du métro, permettant de se rendre au centre ville (comptez 1h à 1h 30, dernier service à 20h30). Enfin, la gare de Séon Saint Henri, assez proche, bénéficie de cinq passages journaliers vers la gare de Marseille Saint Charles, trois le dimanche.
Un centre social qui ne cesse d'ouvrir et de fermer au gré des dissolutions du conseil d'administration, un restaurant, une douzaine d'entreprises domiciliées là depuis l'attribution du label Zone Franche (défiscalisation oblige), trois associations de quartier, un local pour les jeunes mis à disposition par LOGIREM, l'unique logeur, un bureau de tabacs et presse, une pharmacie, un médecin, et la Régie Services Nord Littoral.
La zone bénéficie de tous les dispositifs de la politique de la ville : procédures de Développement Social Urbain, Zone Franche Urbaine, Zone d'Éducation Prioritaire, site du Grand Projet Urbain, Plan Local de Sécurité, Zone Sensible…
A La Bricarde, il y a surtout les gens : ceux qui habitent là (ils sont environ 2300, soient 3,2 personnes par logement), et ceux qui viennent y travailler.

J'aime bien La Bricarde, pas seulement parce que plusieurs années de présence et de rencontres créent certaines familiarités. Cela ne tient pas non plus de l'esthétique, même si de partout dans la cité l'on a vue imprenable sur la baie de Marseille et le Port Autonome, mais plutôt de l'atmosphère. Ici, je n'ai pas le sentiment d'enserrement que provoquent parfois, dans d'autres cités, la forme du bâti et son état. Ici, il y a de l'espace entre les tours, l'air y circule et le soleil s'y faufile. Je n'ai pas à apprivoiser les regards inquisiteurs de ceux qui « tiennent les murs », ni à affronter les provocations verbales.
En y venant pour la première fois, j'avais rendez-vous avec Didier Bonnet, directeur de la RSNL. J'ai discuté dans le bus avec des collégiens qui m'ont ensuite accompagnée dans le labyrinthe de la cité. En chemin, nous avons croisé un employé de la régie, avec qui j'ai fini le trajet en commençant à faire connaissance. Il faisait beau, on a regardé la mer quelques instants, il s'est arrêté pour saluer des collègues, m'a présentée rapidement : « elle vient voir Didier ». On est entrés dans les locaux, sourire et bienvenue de Soraya, la secrétaire. Didier était occupé au téléphone, il m'a fait un signe depuis son bureau ; Kamel, le comptable passait dans le couloir, il m'a offert un café. Un salarié est entré, s'est mis très en colère pour une histoire de congés, m'a prise à parti. Didier a hurlé depuis son bureau qu'on dégage le plancher mais ça n'a rien changé. Toutes portes ouvertes, on entre comme dans un moulin, on fouille, on s'interrompt, on boit un café, on ressort. En partant, on me dit « vous reviendrez ? Alors, à bientôt ». Quand je suis à La Bricarde, je passe ou je m'arrête, rien ne se passe ; rien de spécial, pas plus qu'ailleurs, pas moins non plus.
Pourtant, on me rappelle souvent à un passé moins paisible, celui d'avant la réhabilitation, celui des années 1980 : « la racaille, la violence, la misère » dit-on. Sans

doute, les choses se sont bien améliorées à La Bricarde, mais comment ? De toute évidence, pas du point de vue de ce qui est considéré par les travailleurs sociaux et les aménageurs comme des « handicaps sociaux » pour les familles : aujourd'hui, 87% des ménages bénéficient de l'Aide Personnalisée au Logement, 78% ont un revenu inférieur au SMIC[658]. Dans les évaluations élaborés pour l'étude de faisabilité de la régie, on signale que, pour ce qui concerne la situation sociale et économique des habitants des trois cités, « tous les indicateurs sont au rouge » : chômage, échec scolaire, revenus moyens des ménages, délinquance et criminalité. Ces évaluations ne reposant sur aucun diagnostic statistique fiable et exhaustif concernant les trois cités en particulier, et aucun autre n'ayant été élaboré depuis d'ailleurs, rien ne laisse présumer de la situation et son l'évolution. Quand bien même les chiffres seraient objectivement inquiétants, on en serait quitte pour s'interroger sur « l'effet quartiers nord » : dans un travail réalisé en partie à partir de statistiques du chômage, Samuel Bordreuil note que le différentiel du taux de chômage entre les quartiers nord de Marseille et l'ensemble de l'agglomération s'explique par la composition de la population des quartiers et non par un effet « quartiers difficiles » en soi. Autrement dit, « *le fort taux de chômage renvoie au fait que, dans le quartier, les catégories de population les plus menacées structurellement (c'est à dire aussi bien ici qu'ailleurs) par le chômage - ouvriers, jeunes et migrants ou « issus de l'immigration » - sont sur-représentées par rapport aux moyennes marseillaises.* ». Alors, si l'on admet, à l'instar de Samuel Bordreuil, qu'il n'y a pas « d'effet quartier » en soi, mais que pour autant tout le monde s'accorde pour signaler que la situation des trois cités frise le dramatique, c'est qu'à *minima*, le discours sur la défaveur est aussi un des éléments de justification de l'intervention publique et militante dans les cités. C'est à dire que ce ne sont peut être pas *les choses* qui ont bien changé à la Bricarde, mais les gens, et en fait la manière dont ils regardent les choses. Et il semble bien que la RSNL ne soit pas étrangère à ce changement, c'est à dire à la manière dont, une quinzaine d'années après l'installation de la régie, on ressent, on regarde, et on publicise la cité de la Bricarde. Toutes celles et ceux avec qui j'ai parlé de la cité et de la manière dont on y vit (habitants, intervenants sociaux, logeur, institutionnels) associent les changements, à un moment ou un autre, à la RSNL et/ou à son directeur. Si cela ne suffit pas pour conclure que *c'est* la régie qui change les choses, il semble cependant que la régie et ses acteurs interviennent par effet d'impulsion ou d'inversion dans les processus d'évolution des situations et des rapports sociaux à œuvre dans la cité.

L'une des intrigues de mon propos tient à comprendre comment une « entreprise citoyenne » -comme la qualifie le projet- peut infléchir les représentations sociales de la vie d'une cité, et le destin de certains de ses habitants. L'autre vise à mettre à jour la manière dont cette entreprise fonctionne à la fois comme instrument de la promotion individuelle et comme un des éléments du dispositif social à l'œuvre dans les cités.

L'histoire sociale de la structure est éminemment empreinte d'une part de celle de Didier Bonnet, son directeur et fondateur, d'autre part de celle d'un renouvellement de la critique sociale sur les « problèmes des banlieues » dans les années 1980. Cette entreprise participe d'une forme de centralité : la synergie entre quelques hommes, des idéaux, un lieu symptomatique d'un moment de l'histoire sociale des cités, et un processus qui s'inscrit dans la stabilité. Le récit qui suit intègre l'ensemble de ces éléments indispensables à notre compréhension des modalités relationnelles, des registres de légitimité et des modes de fonctionnement à l'œuvre dans la régie, et

[658] Ce relevé est fourni par LOGIREM, unique bailleur de la cité qui comptabilise les prestations déduites à ses locataires.

par extension dans la cité, dans les sphères institutionnelles et les réseaux sociaux connectés avec le monde des cités.

Didier se revendique d'un « parcours atypique ». Dernier d'une famille de quatre enfants, le père fonctionnaire, la mère au foyer, il grandit dans la cité HLM d'une petite ville de Saône et Loire. Une hospitalisation de plusieurs années pendant son enfance l'éloigne de sa famille et l'empêche de suivre une scolarité normale. A dix-sept ans et demi, au sortir de la 3ème, on l'oriente vers la vie active. Il entre comme ouvrier, payé au SMIC, dans une entreprise de nettoyage, puis comme magasinier pendant plus de trois ans dans une petite entreprise de vente en gros de produits de droguerie, partageant la vie des milieux prolétaire de l'époque : *« On bossait sur des rythmes assez soutenus de 6 heures et demi du matin à 18 heures. Entre temps, le casse-croûte au vin blanc à 8 heures, l'apéro du midi, celui du soir. C'était la culture du bistrot, je m'y suis fait une sorte de famille, j'y ai trouvé une sorte d'affection, des côtés très fraternels, des potes. On jouait aux cartes, on discutait, on y passait des heures. »* Le bistrot est aussi le lieu de nouvelles rencontres, des « intellectuels » avec qui il partage le goût de la musique et du cinéma. Après le service militaire, il trouve un emploi de surveillant dans un Centre de Formation des Apprentis, et retape pendant ses heures libres une maison qu'il achète avec son épouse, institutrice. Fin 1980, la famille vient s'installer à Aix en Provence où l'épouse de Didier entreprend une formation de psychologue scolaire. Là, Didier retape un nouvel appartement, s'occupe de sa fille, et cumule des petits boulots au noir de travaux du bâtiment, se faisant par ce biais de multiples connaissances dans la région. Par une de ces connaissances, et au regard de ses compétences techniques dans les travaux du bâtiment, une Mission Locale de Marseille lui propose en 1983 d'encadrer la partie pratique d'un stage d'insertion de jeunes sur la cité de la Renaude réputée particulièrement mal famée parce qu'habitée exclusivement par des familles gitanes. C'est la découverte d'un milieu : les cités, l'action socio-éducative, les institutions du DSQ, et le monde associatif. *« Au début, je ne sais pas ce que c'est, je ne sais pas comment ça fonctionne, je n'ai aucune idée de ces dispositifs, aucun repère théorique, institutionnel ou technique. Pour moi, je déboule sur un quartier pour encadrer un chantier, point. »*

La rencontre pour Didier, c'est aussi celle avec un « public », faite de surprise, de confrontation, et d'intérêt : *« J'avais 13 jeunes gitans âgés de 14 à 16 ans, et je n'étais pas socio culturellement construit de la même façon qu'eux. C'était difficile de gagner leur confiance, tu n'es jamais qu'un payo. Il y avait du corps à corps, des rapports de force, des bras de fer. La cité de la Renaude, en 83, c'était western : des voitures qui brûlaient, du trafic de came, des gamins complètement déstructurés qui venaient te prendre la tête. Je prenais cela de plein fouet, et je me suis pris au jeu en tissant du lien avec les jeunes, les familles, au delà du temps de formation. Du coup, je me suis senti investi de quelque chose, c'était fascinant. Avec le temps, les choses se sont plutôt bien passées ce qui fait que les mecs étaient présents et réguliers au stage. »*

Première performance, qui n'échappera pas aux travailleurs sociaux et intervenants institutionnels dans ces cités. Après ce stage, Didier embraye sur d'autres projets sociaux et culturels dans différentes cités de Marseille où il fait connaissance avec le milieu militant local, et commence à se faire une idée des enjeux institutionnels et financiers à l'œuvre. C'est aussi l'époque des débuts de la régie de quartier des Flamants, projet qui intrigue Didier et auquel il va s'intéresser, au grès des rencontres.

« Quand je suis rentré dans les années 80, dans les quartiers nord de Marseille, je me suis senti plutôt bien dans ce type de boulot, avec ces affrontements, ces tensions,

ces rapports à l'autre, une espèce de vocation ; j'ai ressenti des choses et je me suis imprégné de ça. En allant par hasard aux Flamants voir la régie, je me suis dit qu'il y avait là quelque chose d'intéressant à exploiter. Je n'étais pas visionnaire, pourtant je me disais que ces quartiers étaient voués à des difficultés à terme et qu'il fallait trouver des modes de fonctionnement des outils susceptibles d'améliorer la vie de ces grands ensembles.
La participation des habitants, cette idée de structure locale avec une forte dimension participative sur le quartier me semblait être un outil d'avenir. En même temps je me disais qu'on pouvait bâtir un contre-pouvoir et utiliser cet outil politique, avoir une vraie représentation. Un contre-pouvoir face aux institutions, qui correspondait à mon fonctionnement ou ce que j'avais en tête ou ce que je n'avais pas réalisé étant gamin. »

Ces rencontres vont être pour Didier initiatrices de deux logiques : une logique de révélation (d'un public) et une logique de reconnaissance (par un milieu professionnel). Ce qu'il rencontre auprès du public qu'il côtoie dans les stages d'insertion, ce n'est pas tant un milieu populaire (dont il a partagé, enfant puis jeune ouvrier, les modes de vie) que des formes culturelles, au sens ethnique du terme. Les gitans, les arabes, le renvoient à des valeurs, des codes et des modes de vie qu'il ne partage pas. Il le dit encore aujourd'hui : « *nous ne sommes pas socio culturellement construits de la même façon* ». Mais cette affirmation ne vient pas faire fin de non recevoir : la rencontre de l'autre est affaire d'hommes, et les objectifs d'alors de Didier, comme ceux d'aujourd'hui, ne viennent pas déborder le cadre d'une mission d'insertion professionnelle. Didier, de par son expérience d'ouvrier et d'artisan, connaît les règles du métier. Il les formalise, les formule et met en œuvre, de manière empirique, les outils de régulation visant à faire accepter, puis intégrer ces règles. Cela participe d'une conviction, qu'il formule en ces termes : « *Dans le fond, je pense que tout le monde est capable. C'est un principe pour moi. (…) Et même si les gens ne sont pas encore à 100% de leurs capacités, on peut à la fois trouver des combines, à la fois se dire que ça n'est pas terminé non plus.* »

Le reste (c'est à dire les effets sociaux induits par une transformation du rapport au travail) ne lui est pas indifférent sans doute, mais il se défend d'une mission sociale qu'on lui reproche parfois de ne pas assurer.
Quant à la logique de reconnaissance, elle participe des codes relationnels propres au monde des clercs : il s'agit de faire « milieu », relativement strié d'interconnaissances dont les liens s'entretiennent aussi hors du cadre professionnel. Là encore, ce n'est pas tant une manière d'entretenir des liens sociaux que Didier découvre (il s'est fait artisan sur ce mode là), que l'étroit entrelacement des passions personnelles avec les passions politiques et militantes. Multipliant les rencontres au gré des réunions, colloques, assises de la ville et autres commissions d'experts, Didier se constitue rapidement un réseau de connaissances - devenant des amis- susceptible d'être activé pour la structure qu'il dirige ou pour lui même. En devenant un des leurs, il publicise son action autant qu'il accède au monde des clercs.

En 1986, l'association qui employait Didier ne renouvelle pas son contrat, il se retrouve sans emploi, mais ne tarde pas à avoir une nouvelle proposition, via le directeur du centre social de la cité de la Bricarde, pour animer un chantier-école. L'animation de ce chantier de travaux de réhabilitation avec des jeunes de la cité au cours duquel il développe, au delà de sa mission, des travaux plus qualifiants pour les jeunes en formation et des relations avec les habitants de la cité, lui fait

entrevoir une possible suite du projet, sur la base de la création d'une structure de type « régie de quartier ».

« Je me dis que ce remplacement au pied levé est une bonne opportunité pour dynamiser mon projet d'entreprise. Si l'on fait la démonstration avec ce groupe de jeunes que l'on peut faire quelque chose d'intéressant, on doit pouvoir trouver les partenaires susceptibles de passer à la vitesse supérieure sur le montage d'une régie de quartier. Pendant un an, je me suis attaché à dynamiser ce chantier qui végétait un peu. J'ai réussi à faire la démonstration d'un certain nombre de choses, notamment sur des travaux beaucoup plus qualifiants. J'avais rencontré le représentant du logeur avec qui j'étais devenu pote : Henri Besançon qui est président de la RSNL aujourd'hui, qui était à l'époque salarié de LOGIREM, adjoint au responsable de la délégation nord qui gérait entre autre la Bricarde. Je lui ai dit : « ce chantier école va arriver à son terme, on est sur une logique intéressante, on peut aller bien au-delà de ce qu'on fait, on peut toucher toute une population, des femmes, des hommes. Il existe en France des structures que tu connais peut-être, les régies de quartier » Il se trouve qu'il connaissait parce qu'il venait de Lille, il connaissait l'expérience de l'Alma Gare. Ce mec là avait une sensibilité, c'était une nouvelle race de logeur, avec une autre façon de gérer le quartier, le mec ouvert d'emblée. De fait, ce mec là était sensible aux propositions, et donc il s'est dit, "pourquoi pas, ça peut être intéressant de monter un outil comme celui-là".
Ça confirmait un peu ce que j'avais en tête, sur les principes, donc on a alerté les partenaires locaux, en leur disant, "on aimerait passer à la vitesse supérieure, est-ce que vous, logeurs, vous êtes en mesure de nous faire des propositions, nous aider, à la fois financièrement et en terme de marché sur ce quartier ? Est-ce que vous pensez que l'implantation d'une régie de quartier est viable, ou pas ?". Ils ont été plutôt réceptifs à la proposition, on a donc alerté les deuxièmes partenaires : la Ville de Marseille et son chargé de mission, Alain Paul, qui connaissait l'expérience des Flamants. Il avait dit, "si on monte cette structure, autant s'appuyer sur une expérience et un savoir : celui de Michel Anselme, du Cerfise, qu'on peut mandater sur la préfiguration de ce projet et l'étude de faisabilité ». L'opération a démarré, pendant une petite année, on a mis autour de la table les différents responsables, le tout piloté par le Cerfise, en faisant intervenir de temps en temps Dominique Métatla qui était à ce moment-là directrice de la régie des Flamants, les trois logeurs du quartier, dont LOGIREM, les chargés de mission, un certain nombre de techniciens et de travailleurs sociaux, les représentants locataires des habitants, et les responsables des centres sociaux. On s'est agité pendant un petit moment, pour arriver au terme d'une étude de faisabilité impliquant les trois logeurs de ces trois cités avec un potentiel de 15 000 habitants, 3000 logements. Ce qui devait nous permettre de démarrer sur des bases assez solides.
On a été assez rapide sur l'étude de faisabilité car ailleurs, ça prend beaucoup de temps. Il se trouve que là, on avait déjà une histoire sur ce quartier. C'est ce qui a fait la différence par rapport à d'autres montages sur d'autres cités. On avait fait des choses concrètes depuis deux ans. Ça permettait d'être plus efficaces et plus rapides dans la mise en œuvre du projet. »

S'inspirant des régies existantes pour affiner son idée, Didier Bonnet va par surcroît bénéficier de l'accompagnement de Michel Anselme pour monter la structure.

Cette collaboration se limite, en ce qui concerne le Cerfise, à un rôle de conseil et de suivi de démarrage de la structure -autrement dit d'expertise- dans un projet où

l'initiative militante tient au couple Didier Bonnet/Henri Besançon, qui est le président de la structure. A eux deux, ils construisent - et tiendront - l'utopie sociale qui portent la RSNL : celle de la réussite économique des habitants des cités par leur participation à l'aménagement de leur propre lieu de vie.

Henri Besançon : *« On a une première étape qui est la mise en œuvre d'un chantier Travaux d'Utilité Collective sur la cité avec une quinzaine de jeunes et Didier, salarié à l'époque du centre social, encadre ce chantier. Le chantier se déroulait sur la Bricarde, Didier le dirigeait, et moi, j'était le représentant du logeur HLM, la société LOGIREM que j'ai quittée peu de temps après. On avait le même type de préoccupations, on avait imaginé ce type de réponse chacun de son côté, et il était assez logique qu'on finisse par se rencontrer sur ce genre de projet. Le fait de travailler sur ce dispositif précaire -parce que les chantiers TUC, c'était un dispositif précaire- permettait de faire avancer la réflexion sur la gestion technique de ces quartiers et des habitants. A cette époque nous sommes dans le cadre d'une opération HVS qui engage tous les partenaires : la ville, l'état et le logeur. Et Didier et moi, on considérait que cela engageait aussi très fortement la participation des habitants, alors que cette participation ne se concevait qu'à partir des modes de fonctionnement réglementaires, des accords locatifs par exemple. Les institutions n'avaient pas imaginé pouvoir gérer une opération de réhabilitation, de requalification urbaine, avec la participation effective des habitants.*
L'idée est partie d'un constat alarmant, terrible, de non-gestion de ces quartiers, d'un abandon de ces quartiers de la part des logeurs HLM, de l'incapacité chronique de ces logeurs à entretenir une relation forte avec les habitants, une absence totale de communication. »

La question de la participation des locataires aux opérations de réhabilitation des cités, tout comme à la gestion quotidienne du cadre de vie a longtemps été méprisée par les logeurs ; on sait que les initiatives de ce type émaneront de groupes militants, de locataires, de travailleurs sociaux. Mettons au crédit des logeurs, offices publics et privés d'HLM, qu'ils ont longtemps été sollicités en urgence pour bâtir d'abord, et en quantité, la manne de l'état venant pourvoir aux besoins financiers.

A Marseille, LOGIREM (office privé HLM) est le principal logeur des quartiers nord ; son histoire, bien que singulière, est exemplaire des logiques qui président à la gestion des grands ensembles HLM. Créée en 1960, dans la directe filiation de la SONACOTRA, LOGIREM assurera sur la région l'essentiel du relogement faisant suite aux opérations de résorption des bidonvilles et de l'habitat insalubre. Dirigée par une équipe d'anciens cadres coloniaux, pour l'essentiel issus des services d'administration des communes mixtes en Algérie, l'entreprise présentera jusque dans les années 1980, un caractère que d'aucuns qualifient de « monoculture » : c'est l'époque des constructeurs et de la gestion « paternaliste » du peuplement. A Marseille, la mobilité résidentielle des migrants issus des bidonvilles et de l'habitat insalubre du centre ville passera pour l'essentiel par l'intervention népotique d'une association d'accueil des travailleurs migrants (l'ATOM), véritable bras séculier de la SONACOTRA qui permet aux familles méritantes d'accéder aux cités de transit et d'urgence, puis au parc social locatif. La particularité de cet office HLM, qui la différencie localement de tous les autres logeurs, c'est bien d'avoir eu vocation à accueillir

les familles les plus nécessiteuses, et ce, dès le début de la construction de ses grands ensembles. La société ne se prévaudra que bien tard, et *in extremis* alors qu'il est question dans les cercles du pouvoir de la liquider, d'un programme de réhabilitation de son parc immobilier et, plus tard encore, d'une politique locative qui intègre les besoins et les demandes des habitants en place. *« Dans les années 80*, précise l'un des anciens cadres de la société, *le logeur avait encore le fantasme de la belle époque où les gens faisaient la queue pour avoir un logement, et payaient leur loyer et les charges rubis sur l'ongle. Les organismes HLM ont découvert tardivement qu'il y avait des locataires dans leurs logements.* »

Le comité de pilotage, animé par le CERFISE, constitué de représentants de logeurs HLM des trois cités, des responsables des centres sociaux de chacune des cités, de l'agence d'urbanisme et de l'équipe de réhabilitation de la Bricarde, engage une réflexion collective sur le contenu et les modalités de réalisation du projet suggéré par Didier Bonnet en 1987. En janvier 1988, certaines orientations formelles sont retenues, visant à « *structurer des liens de voisinage et d'entraide qui participent de la dynamique sociale sur le quartier* » :
. la création d'une régie de quartier, en constituant une association loi 1901, forme qui garantit « *la participation effective, juridiquement fondée, des habitants au processus de décision* ».
. l'intervention sur les trois cités d'une part pour maintenir la dynamique interne aux trois cités qui « *forment peu ou prou un quartier* »[659], d'autre part afin d'assurer la rentabilité économique de la structure.
. des activités centrées, dans un premier temps, sur le nettoyage et l'entretien des espaces collectifs et des espaces extérieurs.
Le 25 mars 1988, la Régie Services Nord Littoral est fondée, dans le but « *d'améliorer l'environnement et la vie sociale des cités de la Bricarde, Castellane et Plan d'Aou, en permettant aux habitants eux mêmes d'effectuer une série de tâches d'utilité collective (entretien, réparations locatives, animation, formations diverses, etc..)* ». Le budget prévoit d'émarger sur un chiffre d'affaire de deux millions de francs au démarrage dont l'essentiel doit être assuré par les marchés d'entretien passés avec les logeurs, l'aide au démarrage en subventions, évaluée à 600.000 francs pour la première année, devant être limitée à 200.000 francs au bout de deux ans de fonctionnement. On prévoit le salaire du directeur, celui d'un chef d'équipe et, sur la base du SMIC, celui des salariés de la régie.
Le projet est alors décliné en ces termes :
« *Dans les 3 cités, les indicateurs sont au rouge, et il donc est impératif :*
- de maintenir une économie alternative et solidaire en redynamisant le tissu socio-économique local,
- de prendre en compte toute la génération en « sursis » au risque d'en faire une génération « sacrifiée »,
- de faire redescendre d'un cran les tensions pour éviter toute forme de violence et faire en sorte que la loi du plus fort soit proscrite pour faire place à un débat plus démocratique,
- d'éviter que la relative « paix sociale » disparaisse au profit des « luttes urbaines »,
- de développer le concept d'entreprise citoyenne à l'échelle micro et de favoriser son essaimage,
- de faire en sorte que les cités HLM généralement stigmatisées à l'excès ne soient

[659] Extraits des statuts de l'association RSNL.

pas toutes des ghettos en puissance. »[660]

Trois règles, énoncées comme des registres moraux, marquent le démarrage de la régie, et resteront stables dans son fonctionnement : la transparence du fonctionnement, les modalités de recrutement des salariés sur la base de deux pré-requis simples -habiter le quartier et vouloir travailler-, le refus des contrats aidés.

La transparence :

Henri Besançon: « *Le concept qu'on a développé d'emblée, c'est : on met tout sur la place publique. Que ça nous emmerde ou pas, tout est connu, il n'y a pas ici une seule zone d'ombre : le salaire de Didier et celui des autres, le mec qui est ici en sortie de prison et avec qui on va faire un travail, les conflits, les choix, absolument tout. On n'a rien caché, rien soustrait, et on assume les problèmes que cela peut poser. Ca, c'est extrêmement payant ; les louvoiements, on se les prend un jour ou l'autre dans la gueule, comme un boomerang. Nous, on assume sur le moment, mais on n'aura pas de retour de bâtons. Quand on a licencié -c'est arrivé- ça ne s'est pas réglé aux prud'hommes. Ca s'est géré ici, dans le local, dans la rue. Tout cela a joué pour beaucoup et on doit continuer à jouer la transparence, et faire ce qu'on dit. Combien de dispositifs se sont plantés à cause de l'absence de transparence ? Ils se sont plantés parce que le louvoiement n'est pas jouable dans la durée.* »

Didier : « *Les mecs ne s'engouffrent dans les murs qu'à partir du moment où il y a des failles. Si le mur est trop dur tu rebondis. C'est ça le principe du pilotage d'une structure comme la RSNL. Pour moi c'est un principe essentiel. S'il n'y avait qu'une chose à dire et une seule sur ces trucs là c'est qu'il faut être étanche à un certain nombre de choses et hyper carré sur les effets d'annonce, le deal, les contrats tacites ; le premier mot qui me vient à l'esprit, ce serait transparence. Même si tu ne l'es pas toujours ou si tu ne peux pas toujours parce qu'il y a des jours où tu ne peux pas engager un bras de fer, débattre, pour le coup tu vas évacuer en trouvant des procédés faciles à utiliser, mais ça, ce n'est pas mon genre*. »

L e refus des contrats aidés :

Cette règle est tenue par l'entreprise depuis sa création, à l'exception d'un contrat de qualification qui fut accordé à un salarié, ce contrat lui permettant d'accéder à une formation à laquelle il n'aurait pu souscrire. Cependant, la personne a été embauchée en CDI dès la fin de sa formation. A cette exception près donc, aucun contrat CES, CEC, contrat de qualification, emploi ville, objection de conscience ou emploi jeune n'a été signé à la RSNL, qui n'a pas non plus « hébergé » de salariés d'une autre structure. Cette position de principe constitue l'essentiel de la force morale de la RSNL, tant sur le marché concurrentiel des entreprises de nettoyage, qu'auprès des habitants qui n'ont bien souvent comme autre proposition d'emploi que ce type de contrat aidé.

Cependant, c'est également sur ce point que se focalisent l'essentiel des critiques qui sont de deux ordres :

. une critique économique : les heures de travail sont facturées au-delà du SMIC horaire, incluant ainsi le coût réel du travail plus les frais de fonctionnement de la structure. Or, un rapide regard sur le marché local montre que certaines entreprises concurrentielles arrivent à facturer jusqu'à moins que le tarif du SMIC horaire, et d'autres facturent moins d'heures pour une mission équivalente. Les premières ont un statut associatif et emploient aux travaux d'entretien essentiellement des contrats aidés ; c'est le cas de la plupart des régies de quartier. Les secondes proposent des

[660] Projet de la RSNL, 1988.

conditions de travail plus difficiles à leurs salariés, emploient parfois du personnel non déclaré, ou négligent la qualité de la prestation.
Ainsi, au delà des débats factuels posés lors de chaque conseil d'administration de la RSNL sur le coût de la prestation, et sur le « retour sur investissement social » notamment en termes de ponctualité et d'absentéisme du personnel, la question économique ici déclinée pose la question de l'engagement des partenaires économiques. Ces marchés de l'entretien de la cité, passés par le logeur principal, font l'objet d'appels d'offres annuels auxquels la RSNL répond au même titre que d'autres entreprises ; si le logeur de la Bricarde choisit la RSNL, tout en invoquant le fait que certaines propositions concurrentielles sont meilleur marché, ou de meilleur rapport qualité/prix, c'est qu'*a minima* il reconnaît la « plus value sociale », non facturable, et difficile à mesurer, qu'apporte la régie. On invoque parfois à ce propos que le logeur vient ainsi « acheter la paix sociale », ou même « céder à la pression des habitants », mais, sur les deux autres cités attenantes à la Bricarde, et malgré les arguments de la RSNL autant que les suggestions favorables des pouvoirs publics, les logeurs continuent à sélectionner des entreprises privées non implantées sur le site et employant des personnes n'habitant pas le quartier.

. une critique sociale : l'effet « captif » est souvent discuté par les partenaires de la régie, relevant les ambiguïtés du discours sur l'insertion des « publics de milieux défavorisés ». En soutenant la structure, les partenaires économiques signifient leur adhésion (plus ou moins volontariste) au projet d'insertion par l'emploi d'habitants de la cité. Cependant, la plupart d'entre eux soutiennent que l'emploi aidé, de par l'association des faibles revenus et de la durée déterminée, favorise la mobilisation du salarié sur un projet de sortie de la structure. Les emplois salariés en CDI produiraient, de ce point de vue, un double effet captif : d'une part spatial (pourquoi aller chercher du travail ailleurs qui ne sera sans doute pas mieux rémunéré alors qu'on peut travailler en bas de chez soi ?), d'autre part socioprofessionnel, en maintenant les personnes dans un emploi peu valorisant. Il n'y a en effet à la RSNL que quatre postes d'encadrement (directeur, secrétaire d'accueil, comptable, chef d'équipe), pourvus à durée indéterminée par des habitants de la cité, ne laissant donc que d'improbables chances à un salarié de changer de statut (sauf donc départ d'un des quatre). Cependant, si la plupart des salariés ont pour mission de nettoyer et d'entretenir leur cité par le biais de travaux d'intérêt collectif, bien au delà de ces tâches basiques, leur rôle essentiel est d'être acteurs du développement local en créant, à partir du lien de voisinage, des formes de mobilisation et d'intérêt à la vie de la cité. Cette démarche se situe à l'interface entre logeurs et logés.

Les modalités de recrutement participent d'un énoncé simple : « habiter le quartier, et vouloir travailler », élaboré en cohérence d'une part avec les objectifs de la structure (la participation des habitants), d'autre part avec le contenu des emplois proposés. Il s'agit d'entretien des parties communes, internes et externes aux bâtiments : ramassage des poubelles, nettoyage, entretien des espaces verts ; travaux qui ne nécessitent pas d'autres compétences que celles acquises dans la sphère domestique. Les premiers recrutements restent des moments fondateurs :
Didier : « *On a démarré très vite, un mois après mon embauche. Avec un premier contrat de nettoyage sur la Bricarde, on lance un appel d'offre pour embaucher huit ou neuf femmes, en mettant des tracts dans les boîtes aux lettres. On a eu beaucoup de chance parce qu'elles se sont présentées à treize alors qu'il nous en fallait neuf. On les a réunies, on a discuté, et la sélection s'est faite entre elles, par*

des accords à l'amiable à partir de nos critères : habiter la cité, une personne par immeuble. Et voir ensuite qui en avait le plus besoin, mais ça, ça a été de leur ressort, et ça s'est fait sans clash. Ensuite, en fonction du cahier des charges, je suis allé sur le terrain, et je leur ai fait une démonstration. On avait 10 mn pour balayer et laver un étage. Donc, j'ai pris le balai, j'ai balayé, puis j'ai pris la serpillière, hop, 9 mn 30. « Vous voyez ? ». Elles se sont marrées, sans trop oser me dire, mais quand même elles m'ont fait remarquer que sur 10 étages, avec la fatigue, on mettrait plus 9 mn 30. C'était vrai, mais il fallait tenir le cahier des charges. Elles ont accepté de relever le défi.
Ensuite il fallait mettre le turbo, faire des propositions faire entrer du volume de marché pour pouvoir être viable à terme puisqu'on avait des subventions pour démarrer. Fin 89, Provence Logis, syndic de propriété, responsable de la réhabilitation de la cité du Plan d'Aou à l'époque nous a fait une proposition, une convention signée sur la perspective d'un travail salariant les jeunes du quartier, en travaillant sur des logiques de récupération, tri, stockage de matériaux et assistance technique aux entreprises. Avant de démarrer, j'ai balancé un tract d'information sur la régie les perspectives de la réhabilitation ce que ça voulait dire pour le quartier. J'ai fait une réunion au centre social dans la grande salle : il y avait 80 personnes. J'explique qui je suis et ce qu'on fait. Et je précise qu'on a une proposition qui porte sur quatre emplois pour le moment... Les gens m'ont écouté pendant ¾ d'heure ; il y en a deux ou trois qui sont partis, j'ai invité les autres à venir à mon bureau pour discuter...
Ils sont tous venus. J'ai expliqué à chacun d'entre eux le contenu du travail, les enjeux pour eux mêmes, pour la régie et pour la cité si ça marchait ; puis j'ai noté leur candidature en précisant que je n'avais pas d'autre critère que celui de leur présence à cet entretien de recrutement. Seulement voilà, je n'avais que quatre postes à mi-temps à proposer, et ils étaient 80. Alors on a discuté, ils ont aussi négocié entre eux et se sont mis d'accord sur un système : au début, ceux qui en ont le plus besoin, plus un tirage au sort, plus un système de roulement qui permettra à tout le monde d'avoir un emploi à un moment donné.

On a démarré avec quatre mecs à mi-temps en poste d'encadrement sur la sélection, puis on a tiré au sort et on en a pris quatre autres, etc. Et pendant plus d'un an, on a pu travailler avec les 80 personnes, certaines à plusieurs reprises, en signant des contrats successifs. »

Si la structure peut se prévaloir d'une grande souplesse de recrutement, les critères se présentant *a minima*, l'insertion et le maintien du salarié dans la structure requiert toutefois une importante implication. Il s'agit tant de « relever le défi » technique (faire son travail, tenir les délais, être en fait l'auteur du contrat entre l'entreprise et le logeur), que d'apprécier son rang au sein du groupe (choisir qui va travailler, combien de temps). Double implication donc, sous le regard de ses pairs, au sein même de la RSNL et dans la cité.
Aucune règle n'est dictée en matière d'implication, mais appliquée de fait, par un système de type collégial : ici l'absentéisme, la qualité du travail, les renvois ou les embauches, tout comme les primes, sont discutés avec qui le souhaite, et parfois en réunion de salariés.
Il en a été de même sur les critères de recrutement, lorsque la structure s'est dotée de postes « d'encadrement » (une secrétaire d'accueil, un comptable et un chef d'équipe).

Soraya, secrétaire d'accueil et responsable d'une partie de l'encadrement des femmes, a été recrutée au départ sans qualification, secondant pendant quelques mois l'ancienne secrétaire.

Soraya : « *Je ne connaissais pas du tout la régie. A l'époque, je venais de me marier, en 89 ; j'avais pris un appartement ici, à la Bricarde, parce que c'est très facile d'obtenir un appartement quand on habite déjà ici. On a donc demandé un appartement puisque mes parents et ceux de mon mari sont d'ici, on l'a eu et on s'est installé. Ca se passe toujours comme cela, pour tous ceux qui se marient, ils peuvent s'installer à la Bricarde. Trois mois après notre mariage, mon mari a été licencié ; il travaillait depuis près de dix ans comme homme d'entretien dans un foyer SONACOTRA, et on ne s'attendait pas du tout à un licenciement. On avait fait un crédit pour la voiture, quelques meubles, et j'étais enceinte de un mois ; je suis alors allée voir l'assistante sociale. Elle m'avait découragée. Ils n'aident pas trop les personnes mariées, ils estiment qu'à deux on peut se débrouille, elle m'avait reproché d'avoir acheté une voiture à crédit, une 309. Elle m'avait dit de revendre la voiture, mais on l'a gardée quand même ; et elle m'avait trouvé un stage à SIGMA formation qui est implanté à la Bricarde. Mon mari est très débrouillard : il passait tous les jours à l'ANPE, dépouillait toutes les annonces dans le journal, et il a très rapidement trouvé du travail en intérim. Et moi, j'ai fait ce stage de secrétariat. Dans le cadre de cette formation, j'avais trois semaines de stage, et comme j'étais installée ici et enceinte, je ne voulais pas m'éloigner pour faire ce stage. L'ancienne secrétaire de la régie, Viviane, effectuait une fois par semaine un stage à SIGMA. On avait fait connaissance, et elle m'avait proposé de faire mon stage à la Régie en son absence. Moi, je te promet que je n'en avais rien à foutre : j'étais enceinte, j'attendais mon bébé et le reste ne m'intéressait vraiment pas. J'étais pourtant au bâtiment juste à côté, mais je ne m'accrochais pas du tout. Dans ce stage où l'on faisait une remise à niveau dans différentes matières, ils se souciaient davantage de nos problèmes personnels que de ce qu'on apprenait ; ce qui fait qu'à chaque fin de stage, ils nous renouvelaient. Au final, j'ai passé trois ans dans ce stage, et pourtant je n'en avais rien à foutre. En plus, je voulais partir de la Bricarde, j'en ai toujours envie, habiter dans ma propre maison un peu en dehors de Marseille mais mon mari est très attaché à son quartier, comme Nordine, et il ne partira pas. Entre temps, ça m'a permis de m'approcher de la régie : je venais ici effectuer mon stage de trois semaines tous les deux mois. Puis Viviane est partie, et Franciane est restée, qui faisait tout. Mais Franciane partait une semaine par mois en formation, donc Didier me demandait de venir assurer la permanence en son absence. Je faisais seulement l'accueil puisque je ne connaissais pas trop le fonctionnement de la régie. Je suis restée un an, j'ai sympathisé avec Franciane, et c'est elle qui a appuyé pour que je sois embauchée. Mais Didier ne veut pas prendre des personnes bénévoles, il ne veut pas profiter des gens. J'ai donc été embauchée.*»

Didier : « *Soraya, on l'a embauchée sur un poste dont on n'avait pas vraiment besoin à la Régie. Franciane était encore là, et Soraya est passée en cherchant un stage, disant qu'elle était prête à travailler en CES. Nous les CES on n'en veut pas, surtout sur le secteur marchand ; Soraya ne savait rien faire, ou presque, mais on l'a prise en stage, puis embauchée. Donc, on a formé Soraya, puis on a pérennisé son contrat avec un CDI. Je défie de trouver une structure qui a déjà fait avec un de ses salariés ce qu'on a fait avec Soraya. C'est hallucinant ! Le temps qu'on a passé, à faire, refaire, reprendre sans cesse. Y compris des choses évidentes.*

C : mais dans le fond, tu penses qu'elle est capable ?

D : dans le fond, je pense que tout le monde est capable. C'est un principe pour

moi. Pour Soraya, c'est pas maintenant qu'elle va partir. C'est à nous de nous adapter, dans la mesure où elle le souhaite aussi, bien entendu. »

Nordine, chef d'équipe, est entré à la RSNL de longues années avant d'accéder à ce poste d'encadrement. Dans ses premiers contacts avec la structure, il tient une position de leader rebelle dans la cité, qu'il transformera peu à peu en statut charismatique.

Nordine : « *J'avais quinze ou seize ans, Didier arrivait sur le quartier, la régie n'existait pas, il y avait un système de formation, c'était le démarrage des TUC, on était à la recherche d'un emploi, on s'est inscrit. C'était des stages de remise à niveau, pour sortir de l'école, ça se passait sur le quartier, pour les gens d'ici. Didier a débarqué dans la galaxie des formateurs, j'avais fait partie d'un groupe de stagiaires, je continuais mon cursus mais à l'extérieur. Didier avait pris en charge la formation au niveau du stage, l'idée d'une entreprise comme ça est venue à ce moment là.*

Claire *: Et toi, tu le voyais comment, à 15-16 ans ?*

Nordine *: Je le voyais, au début, comme un abbé Pierre qui se bat contre des moulins à vent. Mais j'avais quand même une vision de l'entreprise qu'il voulait créer, je comprenais le discours de Didier, sa position par rapport à l'installation de la régie sur le quartier, c'était une logique d'économie alternative, solidaire, locale, la vision d'un fonctionnement en harmonie. On voulait tous du boulot, mais il n'y en avait pas pour tous. Certains ont récupéré des postes basiques (nettoyage, cages d'escalier à repeindre) au coup par coup, fractionné, jusqu'au jour où je suis rentré sur un contrat de un an.*

Claire *: Comment ça c'est passé ?*

Nordine *: J'étais un peu scandaleux, excité, je jouais le rapport de force. Dans notre adolescence, on a été manipulé, on a écouté des gens avec leurs grands discours, les travailleurs sociaux, cette vision utopiste d'un monde parfait. Du coup, on avait une vision trop simple de la société, on ne regardait pas comment était faite la loi, il fallait qu'on s'occupe de nous, point. Comme un dû. A la régie on a appris à connaître le système : tu consommes, mais tu produis aussi pour la communauté. J'ai été l'un des premiers à comprendre le fonctionnement, les rapports de force, comment ils procèdent : c'était pas simple de négocier avec des gens qui ont l'habitude de gérer les habitations mais pas des demandes de jeunes pour la gestion de locaux. On était un groupe de jeunes enragés, après ça a donné naissance à des sous-ensembles derrière nous. Aujourd'hui il ne reste plus qu'un foyer des jeunes, les autres sont tombés à la trappe. Tout l'argent qui peut circuler dans le quartier est destiné à Grand Littoral, zone franche, GPU… Des avions d'argent qui passent au dessus de la cité, mais sans conséquences directes.*

Claire *: Donc toi tu es rentré sur un rapport de force ?*

Nordine *: J'étais contestataire, mais aussi, je me suis toujours investi, la tchatche c'était ma force. Il y avait tout un mouvement derrière moi, on faisait des boulots avant la régie pour financer des camps et des sorties. On a travaillé avec les scouts de France pour pouvoir partir en vacances, c'est pour ça qu'on a suivi Didier. Mais mon premier employeur ça a été la régie. A 18 ans j'ai voulu ouvrir un restaurant avec tout mon capital. Ca a du marcher pendant deux ans mon petit resto à l'Estaque. Et puis les impôts, le propriétaire vendait, les impayés, logique dévastatrice. Ca m'a ruiné. A 19 ans, j'avais 300000 francs de dettes. Je suis allé voir Didier, le seul qui écoutait, qui pouvait aider, pour lui demander du travail. Il m'a donné des petits trucs, mais pour lui aussi c'était difficile. On s'est engueulé, mais avec respect.*

Les quatre ou cinq premières années, c'était des chantiers de bricole, après j'ai eu la chance d'occuper un poste à la société LOGIREM, un gars s'est blessé, j'étais assez

sérieux, on m'a fait faire le remplacement. Et puis de remplacements en remplacements… Je les connaissais tous et eux aussi… et la confiance installée, ça s'est ouvert sur la régie.
L'implantation du supermarché "grand Littoral" a généré des emplois pour le chantier. On jouait aux boules et les camions passaient sur notre route. Un jour on les a empêchés de passer sinon il fallait payer à boire. Ils ne voulaient pas, tout était bloqué. Le mouvement s'est amplifié, ils craignaient qu'on revendique des emplois pour le quartier, et on s'est retrouvé 200 à revendiquer. Nous on a voulu jouer localement avec la régie, pour que les emplois soient à plus long terme que de l'intérim, et il y a eu huit embauches de collègues sélectionnés, on a voté entre nous, c'était naturel, il y avait 150 demandes. On a choisi en fonction des besoins de chacun. J'ai commencé à travailler en espaces verts, mais j'avais des capacités commerciales, je savais gérer, et le jeune qui était responsable avait du mal. Didier m'a alors proposé le poste de chef d'équipe tout naturellement même s'il ne voulait pas trop s'engager avec moi : j'avais mis le bordel deux ans avant. Au début, j'étais ouvrier-plus, pas chef, je voulais seulement faire avancer les choses. Quand on a fait des chantiers jeunes, je coordonnais. Je voulais du boulot à la régie, chez moi, je voulais faire mes preuves. Après le poste de chef est venu naturellement en récupérant les conneries des autres. Au bon moment au bon endroit ! J'ai réussi à m'infiltrer, passement de jambes ! Et maintenant, je suis encore là.

Claire *: Au début c'était Didier qui faisait fonction de chef d'équipe, et toi, tu étais adjoint sur le terrain ?*

Nordine *: J'avais une vision du chantier au réel, il n'y avait pas de chef, mais tout le monde me respectait, j'imposais un rythme de travail, je donnais une marge de rentabilité. Autorité naturelle. C'était pas mon rôle officiel. Le chef d'équipe il n'était pas trop là, il n'était plus respecté par notre équipe, et je me suis retrouvé leader du groupe, avec prime d'assiduité aux ouvriers, et Didier me demandait ce que j'en pensais. Ca s'est passé naturellement, il nous faisait confiance. Il avait une logique, il tenait. C'était pas des rêves, pas comme les travailleurs sociaux qui me faisaient des chèques en blanc juste pour que je ferme ma gueule, que je calme les autres et pour que eux puissent travailler.*»

Didier : « *Nordine est issu d'une histoire de rébellion sur le quartier en 92 ou 93. A cette époque, il y a eu le souk sur la cité, lié à des effets d'annonce d'embauche par la presse, et les jeunes ont fait un coup de force comme par hasard à un moment où je n'étais pas là. J'ai horreur des putchistes quand il y a encore des bases démocratiques. Donc, on me prévient, je file à la régie, et je rencontre les mecs. Les gars me disent : « c'est dans le journal, tu dois créer huit emplois ». Les mecs remontés ! Je fais un projet dans le week-end, je le met dans le circuit, et une semaine plus tard, toujours pas de réponse des financeurs. Alors les gars me prennent en otage, sachant que j'allais téléphoner pour faire accélérer les choses ; ce que je fais. On discute avec la Préfecture, le DSU au téléphone, moi en première ligne pour arbitrer sur des peaux de bananes sur lesquelles on m'avait mis. Du coup, ils s'engagent à me filer 1/3 du fric dans un premier temps. J'explique aux mecs qui me prenaient en otage, et je leur dis donc que dans un premier temps, je ne pourrais pas créer huit emplois, mais qu'on avait un engagement sur 1/3 du financement. Sachant que je faisais une connerie - et je leur ai dit - en cédant à la pression de la violence. Bref, je fais un contrat pour trois personnes, et je précise que les cinq autres devront faire l'objet d'une autre négociation. Quinze jours après avoir déposé le dossier, j'avais le chèque de la Préfecture sur le bureau. Je pense que c'est la première fois dans l'histoire de la politique de la ville, qu'on a pu travailler en circuit*

court. Comme quoi, sous l'effet de la violence...
Donc, il y a trois personnes qui ont intégré la structure, dont Nordine, et aussi Musto. Ensuite, il a fallu gérer ces trois mecs qui étaient un peu particuliers sur la structure. J'ai vu que Nordine était intéressant, il se trouve que je n'avais plus de chef d'équipe puisque l'ancien avait tapé dans la caisse donc il a fallu s'en séparer, et l'autre avant avait monté un magasin sur le quartier. Donc je vois Nordine, caractériel, compliqué, pas facile. Bref un défi intéressant : le mettre face à des responsabilités. Mais c'était surtout un des plus motivés. Troisième tentative de chef d'équipe à l'échelle locale, en montrant qu'on pouvait trouver sur le site même des gens susceptibles d'assurer des postes à responsabilités. Je lui propose donc le poste, il a avancé là dessus, ça a été laborieux, il a dû gagner du crédit, ce qui n'était pas simple.

Claire *: comment on forme quelqu'un à être chef d'équipe ?*
Didier *: c'est un peu empirique, on n'a pas vraiment de références là dessus, mais une part de la formation se fait aussi en externe, on a toujours appuyé cette alternance. Là Nordine prend des cours d'organisation, de gestion du personnel, etc. Donc Nordine s'est retrouvé peu à peu à gérer des conflits, les bras de fer que je faisais avant. Je lui ai souvent dit qu'il avait le poste le plus difficile à tenir, et là dedans, la régulation des conflits est le plus difficile à faire. Et moi, je l'ai peu à peu renforcé dans son rôle, c'est là que je pense que ce que je fais est sensiblement différent de ce que je vois ailleurs. Et puis, de toute façon, ils ne se laissent pas faire non plus. Il faut les voir les Kamel, les Nordine et les autres, on s'est engueulé un nombre incalculable de fois, et je ne leur imposerai jamais mes idées, tout simplement parce qu'ils ont les leurs et qu'ils défendent aussi leurs arguments. »*

Kamel, comptable, présente un cursus plus atypique que les autres salariés de la régie car, bien qu'entré dans la structure comme ouvrier d'entretien, il est diplômé d'une maîtrise de sciences économiques.

Kamel : « *En 90, je n'avais plus droit aux bourses d'étudiant parce que j'avais arrêté des études d'expertise comptable, mais je voulais continuer les études. J'avais préparé un bac G2 avant. J'ai demandé à Didier si je pouvais travailler à la régie. Il m'avait dit "avec le bac, tu peux travailler ailleurs". Moi j'ai dit « sans expérience je ne peux pas », il m'a envoyé sur la touche, je me suis un peu engueulé avec lui, j'étais un peu caractériel. Je disais à Didier « mais tu veux que je devienne délinquant pour pouvoir travailler ? ». Il savait pertinemment qu'avec une origine maghrébine, du travail, on n'en trouvait pas facilement. Je suis alors allé voir en douce le chef d'équipe et je lui ai dit « je sors de prison, je n'en peux plus, mon père veut me jeter de chez moi, il faut que je travaille absolument ». Le chef d'équipe a été d'accord pour m'embaucher et le jour de la signature de mon contrat, Didier m'a dit, "mais c'est toi qui travaille le dimanche ?" Et comme il est assez humain, il a laissé faire. Grâce à ça j'ai pu continuer mes études, payer le bus et les repas à la fac, sinon je serais peut être un délinquant. Ensuite il a embauché un autre étudiant de la cité comme moi et jamais deux étudiants n'ont travaillé aussi longtemps le dimanche à la régie à sortir les poubelles, pendant trois ans. Par la suite, Didier n'a jamais été contre l'idée d'aider un étudiant quand c'est possible. Ensuite Didier a rajouté une troisième personne pour faire les heures que nous faisions à deux. Donc 4 h chacun. J'étais déjà en licence. Alors je lui ai dit « c'est pas justifié, tu te rends compte ? » Il m'a dit « c'est comme ça ». Alors comme je suis têtu, plus que lui, j'ai démissionné, mais je suis resté en bons termes.*
Et je suis monté à Paris sans fric sans rien. (…) Après je me suis aperçu que vivre sans

travailler, pour moi c'était pas possible, mon épanouissement passait par une activité sociale. Didier était toujours prêt à m'aider, à Paris il m'avait aidé, mais c'était pas évident pour lui, j'avais pas d'expérience professionnelle, mais à Marseille je savais qu'une comptable devait partir… J'étais resté en contact avec Didier. Après j'ai réfléchi, et je savais que Didier pouvait compter sur moi, donc je suis arrivé à la régie, il m'a embauché comme comptable. »

Didier : « *Kamel a travaillé pour nous quand il était étudiant. Il habitait le quartier. Il avait besoin de tunes et on l'a embauché comme homme d'entretien le week-end pour qu'il poursuive ses études la semaine. Il a fait une maîtrise d'AES à Aix. Entre temps Franciane est partie, et il y avait une fille qui nous faisait l'expertise comptable qu'on avait embauchée en attendant de préparer localement quelqu'un. Cette fille a bossé deux jours par semaine pendant deux ans. C'était très compliqué, et elle n'était pas du quartier. Un jour, Kamel qui était parti à Paris entre temps, passe me voir. Il cherchait à revenir, il avait un peu bossé dans les foyers Sonacotra. Sur le coup je dis trop rien, on bavarde un peu, et en partant je lui dis de repasser me voir de temps en temps, des fois qu'on pourrait remplacer la comptable qui ne convenait pas. Il revient me voir assez vite et là, je lui propose un contrat et il commence à travailler avec cette femme qui était titulaire, sur un système de formation interne. Je ne sais pas comment se sont instaurés les rapports entre lui, jeune et beur, et cette femme, 45 ans, pas du quartier. Disons qu'il y a des décalages et ça va mal se passer, avec des choses intéressantes qui se sont jouées à la fois dans les rapports homme/femme, Kamel n'étant pas du tout sur de la séduction, et en partie sur l'ethnique. Bref, elle est partie et Kamel a pris le relais. Il est monté en régime, et il est toujours là.* »

Chaque embauche à la RSNL sera donc un moment clé pour la structure comme pour les partenaires présents sur le site. A travers l'embauche -quelle qu'en soit la durée, le statut ou le contenu de l'emploi- se jouent une part des régulations sociales et relationnelles sur la cité.
Le rapport économique en termes de revenus est sans doute le moins important. Bien entendu, on sait que la très grande majorité des familles de la cité vivent avec des revenus fixes inférieurs au seuil de pauvreté. Sans généraliser pourtant, les témoignages et les observations réalisées depuis plusieurs années montrent que d'autres sources de revenus que celles de l'emploi déclaré et des prestations sociales viennent parfois s'ajouter aux ressources des familles. Le travail au noir en est sans doute la composante la plus courante : on pense immédiatement aux divers « services rendus » entre connaissances, mais il faut aussi compter avec une banalisation des emplois rémunérés au noir dans de nombreuses entreprises. Les associations restent peu usagères de ces pratiques d'une part parce qu'elles sont contrôlées par les financeurs publics, d'autre part parce qu'elles émargent sur une majorité d'emplois aidés peu coûteux pour la structure. Des activités commerciales de produits de consommation courante, le plus souvent effectuées par les personnes d'origine immigrée avec le pays d'origine viennent également compléter les ressources financières des foyers. Enfin, on fait largement appel à la débrouille, Marseille restant une ville où les produits de première consommation se trouvent à bon marché.

On peut donc comprendre que les revenus qu'assure la RSNL à ses employés présentent une opportunité économique très relative. Cet élément reste cependant plus important pour les femmes que pour les hommes. Les femmes ont en effet moins

accès aux autres formes de revenus : l'accès au travail au noir est le plus souvent limité aux emplois de ménage et elles sont moins nombreuses que les hommes à développer des activités commerciales, exception faite de l'organisation des fêtes familiales. La proximité emploi-domicile peut sembler être un avantage, qualifiée parfois même par certains partenaires sociaux de facilité immédiate et de frein à la mobilité professionnelle. Il est vrai que certains employés comme certains prétendants à un emploi à la régie voient dans le fait de travailler sur le site même de leur lieu de domicile à la fois un avantage financier (économie des transports) et une moindre nécessité d'adaptabilité à l'entreprise et à l'emploi. Mais ils mesurent aussi rapidement la difficulté et la complexité de leur position : il leur faut en effet inventer un nouveau mode relationnel, entre le voisinage et l'autorité, entre la familiarité et le respect. C'est autour de ce registre relationnel, induit par la proximité, que se joue l'essentiel du projet militant de la structure consistant à faire de l'employé-habitant un acteur social. Ils ont dès lors à se construire d'une part une légitimité aux yeux de leurs voisins, d'autre part une position d'exemplarité. Sur ces points, Didier, comme Nordine ou Soraya interviendront fort peu, sinon pour réguler des conflits lorsqu'ils seront sollicités pour ce faire. Chaque salarié, de manière empirique, construit peu à peu son mode relationnel et sa position. Ainsi, la plupart d'entre eux parlent d'une redécouverte tant de leur cité que de leurs relations de voisinage. Non pas qu'ils aient changé leurs usages et leurs habitudes personnelles dans la cité, mais plutôt que le regard distancié par la pratique professionnelle leur ait permis de mieux évaluer les effets de la banalisation de certaines pratiques. Dans leurs discours, cette « prise de conscience » est particulièrement importante en ce qui concerne l'entretien du bâti et la propreté qui restent des valeurs très partagées par les habitants sans pour autant que ces derniers aient un rapport individualisé et personnalisé avec ces valeurs dans leurs pratiques. Ainsi, l'essentiel des discussions que les salariés ont avec leurs voisins portent sur la responsabilité de chaque habitant face aux dégradations. La légitimité qu'ils ont à pouvoir s'adresser à leurs pairs sur un mode éducatif tient en grande partie au fait qu'ils effectuent des tâchent peu valorisantes ; et c'est justement de ce rôle éducatif -citoyen dit-on en interne- que les salariés tirent la valeur de leur travail, négligeant la part de la tâche pour laquelle ils sont rémunérés. Ainsi, si la proximité spatiale est susceptible de renforcer l'effet captif des salariés en termes de mobilité professionnelle, dans le cadre de la RSNL, elle favorise aussi le changement social et socioculturel au moins dans un petit cercle relationnel qu'est celui du quartier.

C'est aussi sur la base de ces registres relationnels qui assurent une fonction tant éducative que d'entraide entre habitants salariés et non salariés, et qui débordent le cadre de la mission des employés, que le local de la RSNL est devenu peu à peu, de fait plus que de mandat, un lieu aux usages et fonctions multiples, que l'on pourrait décliner selon quatre registres :

. une fonction de services et de conseils : on vient à la RSNL chercher des informations diverses, en matière d'emploi (faire « approuver » un contrat de travail passé avec un employeur, demander conseil pour une formation, un problème avec l'ASSEDIC…), d'argent (établir un dossier bancaire, envoyer de l'argent à la famille…), d'administration (faire remplir des papiers, lire du courrier lorsque les personnes sont illettrées,…). Mais aussi, plus simplement (et « *parce qu'ici il n'y a pas à payer ou à prendre rendez-vous* »), on vient y faire ses photocopies, passer un fax, emprunter des outils, même si cela n'est pas officiellement de mise.

. une fonction d'interface entre les habitants et les institutions : dans ce cas, la RSNL est saisie soit comme un espace de neutralité où pourront se négocier des projets,

ou se discuter des conflits, par exemple entre des habitants et le centre social ; soit comme un espace d'engagement. Ce peut être le cas lorsqu'un travailleur social ou un banquier s'adresse à la RSNL pour confirmer des informations concernant les ressources de telle ou telle famille, mais aussi, et notamment, en ce qui concerne les habitants dont un des proches est incarcéré. Didier Bonnet est en effet visiteur de prison aux Baumettes ; double engagement, l'un personnel, dont il parle peu, l'autre professionnel : contre une promesse d'embauche, Didier apporte au Juge d'Application des Peines un élément en faveur de la sortie préventive du détenu. L'outil d'insertion professionnelle qu'est la RSNL est ici mis à l'épreuve, y compris dans les situations les plus difficiles. Les habitants de la Bricarde le savent et viennent, lorsqu'un de leur proche est en prison, chercher conseil ou solliciter son aide.
. un usage sécurisant pour les personnes extérieures au quartier : tel journaliste ou vidéaste, tels étudiants en travail social ou en sciences humaines, en cours de réalisation d'un sujet sur les cités, viennent systématiquement à la RSNL pour glaner des informations, se « faire accompagner » dans la cité, mais aussi déposer son matériel en lieu sûr ou faire un pause entre deux temps de travail.
. un usage convivial : bien que rien ne soit aménagé à la régie pour ce faire, on vient boire un café, bavarder, donner et prendre des nouvelles d'untel, ou lire le journal.

Il faut aussi compter avec les rapports qu'entretient la RSNL, en tant qu'outil d'insertion professionnelle, avec les institutions et partenaires. Les partenaires financiers sont inégalement répartis, 85% environ des produits relevant de prestations aux contractants privés (essentiellement les bailleurs sociaux), 15% de subventions (DSU, FIV, Conseil général et DDTE). Concernant les premiers produits, la RSNL répond aux appels d'offres de services légaux et annuels ; concernant les seconds, la structure suit les procédures administratives habituelles de demandes de subvention.
A l'ensemble des relations aux institutions, il faut ajouter celles, moins formelles, que Didier entretenait avec le milieu des acteurs sociaux et économiques, mélange de relations professionnelles et personnelles. Ces relations constituent un ensemble de ressources, susceptibles d'être activées au gré des besoins de la RSNL ou des projets de développement.

Ces relations ont aussi participé à la décision de la RSNL de quitter le réseau national des régies de quartier et ainsi d'en perdre le label. Participant activement à la vie du réseau national et côtoyant régulièrement les responsables des différentes régies en France, les responsables de la RSNL ont vu évoluer le mouvement et les structures : au gré des dispositifs d'insertion sociale et de l'évolution des contrats de travail, les régies se sont peu à peu éloignées de l'objectif de développement économique durable pour entrer dans le champ de l'insertion sociale, émargeant systématiquement sur les subventions publiques et sur des contrats précaires. Aussi, si la RSNL n'est plus une régie de quartier, c'est parce qu'elle n'a pas changé, du moins du point de vue des idéaux qui y sont mis en œuvre, des convictions que portent ses dirigeants, et des principes de fonctionnement qui en découlent. Créer de l'emploi sur des sites particulièrement touchés par la désertion du pacte salarial ; faire du travail un outil d'insertion auprès de catégories de populations privées du salariat depuis longtemps, sinon toujours ; engager ces dynamiques d'insertion dans un processus global de changement territorialisé dans la cité et auprès des acteurs de ce territoire (les habitants, le logeur, les tiers institutionnels) : autant d'outils du développement social et urbain à l'œuvre au sein de la RSNL comme dans l'ensemble des régies de quartier. Ces outils sont au service d'idéaux qu'on tente ici

de mettre en actes et en pratique : il s'agit de dignité, d'émancipation et de promotion collective.
La dignité, c'est penser que les gens sont équilibrés sur d'autres centralités que celles de l'emploi, et en capacité de mobiliser des ressources et mettre en place des stratégies de vie et pas seulement de survie. C'est aussi penser qu'un outil d'insertion professionnelle n'est pas, par mandat, un outil de travail social. Cela passe par un principe de limitation des sphères d'intervention de la RSNL : travailler à l'insertion professionnelle des habitants salariés ne vient pas déborder, par mission, sur les registres de l'insertion sociale ou culturelle. Ici, on ne s'occupe pas des affaires personnelles des salariés, tout comme on ne fait pas de signalements aux travailleurs sociaux.
L'émancipation, c'est refuser de regarder les populations issues de l'immigration et vivant dans les quartiers d'habitat social comme collectivement porteuses de handicaps intégrés par les individus, ou de dissemblances partagées en regard de la société française, pour s'attacher à une version de l'insertion qui retienne plutôt la notion de risque supplémentaire d'exclusion qu'encourent certaines personnes au regard de leur origine sociale ou ethnique. En termes d'emploi, les gens des cités ne présentent pas un taux de handicap en soi, et l'on ne peut que suggérer que l'écart différentiel final des taux de chômage avec l'ensemble de l'agglomération relève d'effets de discrimination à l'adresse ou au faciès. C'est en cela qu'il y a « risque ». Mais ce risque, diffus dans l'ensemble de la société française, vient ici se doubler des effets de précarisation professionnelle qu'ont produit les dispositifs de la politique de la ville, à grands renforts de contrats aidés et de statuts précaires. Comment dès lors affranchir les habitants des cités des incontournables CES et autres emplois précaires qui leur sont systématiquement proposés, sinon en faisant du Contrat à Durée Indéterminé sur la base au moins du SMIC, un principe d'embauche. C'est ce principe qui est maintenu à la RSNL, à l'exception des emplois saisonniers liés aux contrat d'entretiens des espaces verts qui ne sont à l'œuvre qu'en période estivale ; mais dans ce cas, les jeunes scolarisés sont alors privilégiés sur ces postes saisonniers, comme une manière de participer au financement de leurs études.
La promotion collective est pensée tant au sein de la structure, que dans une dynamique territoriale entre salariés-habitants et habitants. Cet idéal se présente sous la forme d'une implication individuelle de chaque salarié à la réalisation collective des objectifs de l'entreprise.
Didier : « *La spécificité est que tous les salariés sont des salariés-habitants investis sur des postes à responsabilité, qui progressivement prennent le pouvoir, s'installent dans leurs responsabilités, prennent en main et s'accaparent la structure, et c'est en ça que je crois qu'il y a une dimension communautaire. Avec quelques règles de base qui sont le partage du travail -qui a été proposé, accepté à l'unanimité- mais qui n'était pas un principe de base au départ, on en a discuté longuement, c'est un vrai débat. Je ne me suis pas vraiment formalisé là dessus. Et puis, la parole donnée, pour moi, c'était clair d'entrée.* »

Henri Besançon « *On ne met pas des gens au travail juste pour répondre à une difficulté économique, on les met au travail pour qu'ils soient en capacité peu à peu de se prendre en charge et d'intervenir sur le quartier. Une femme de ménage, on ne veut pas que ce soit seulement quelqu'un qui balaie : on veut que ce soit quelqu'un qui fait aussi de la régulation, qui va au contact des habitants, qui interpelle les gens de manière importante. Pour nous, le changement passe aussi par cela, et on ne veut pas laisser la valeur travail être dévalorisée. C'est un combat très difficile. Le critère au départ, c'était : on prend les plus craignos. On savait aussi*

qu'en prenant les plus craignos, on s'exposait à un certain nombre de difficultés. Et le travail de Didier a consisté à développer une relation forte avec le personnel et les habitants. Notre objectif, c'était l'investissement sur le terrain, avec les habitants, avec les salariés. »

Cet investissement sur le terrain du développement d'une économie locale dans les cités va jusqu'à la décision que prend Didier, après douze années de fonctionnement, de quitter la structure et en transmettre la direction aux salariés. Cette transmission va nécessiter plus de trois ans pendant lesquels les choses sont mises en débat et organisées. Au départ, Didier envisage de répartir ses responsabilités de direction entre Kamel, Nordine et Soraya, le premier devenant directeur administratif de la structure, le second directeur technique et du personnel. Quant à Soraya, elle prendrait en charge le suivi particulier des femmes salariées et des marchés sur lesquels elles émargent, essentiellement de nettoyage des parties communes. Il faut bien dire qu'au départ, les salariés n'y croient pas, tant la RSNL est incarnée et personnalisée par Didier. Son départ leur semble impossible, d'une part parce qu'ils ne s'imaginent pas Didier abandonnant cet outil qu'il a construit et à travers lequel il se construit professionnellement depuis douze ans ; d'autre part parce qu'ils ne se croient pas légitimes aux yeux des partenaires financeurs pour reprendre la direction. Et de fait, les partenaires concernés autant que les proches de la RSNL n'y croient pas vraiment non plus, pour les mêmes raisons.

C'est sur cette question des légitimités que va s'adosser l'essentiel du travail de passation de la direction, et que l'on peu analyser la place et le rôle de ce type d'entreprise et de ses acteurs:

La RSNL est un des dispositifs qui construit la critique des modes de gestion HLM, autant que la critique du travail social. En organisant un nouvel outil de gestion des propretés et des aménagements des grands ensembles HLM par les habitants, les régies de quartier ne signifient pas seulement les carences dans la manière dont les bailleurs sociaux gèrent l'entretien de leur patrimoine ; elles soulignent aussi les limites de la relation entre logeurs et logés et plus largement entre l'ensemble des institutions qui ont en charge les cités et ceux qui les habitent. On peut mieux l'évaluer aujourd'hui, après plus de vingt ans de fonctionnement : les régies de quartier ne sont pas un dispositif d'urgence mais un dispositif institutionnel de gestion des HLM, là où les bailleurs sociaux sont engagés dans la défiance dans le face à face avec leur clientèle. De ce point de vue, ce dispositif s'inscrit comme un bras séculier des politiques de la ville dans leur critique du travail social et de la relation institutionnelle aux habitants des cités, critique initiée dès les premiers rapports d'évaluation de l'opération HVS en 1975, et plus volontairement dans le rapport Bonnemaison[661]. On peut introduire ici l'analyse de Philippe Estèbe sur les termes de cette critique qui s'appuie non pas sur « *des raisons morales -dénonçant par exemple l'assistanat ou le contrôle social- mais au nom de l'efficacité* »[662]. Les arguments de cette critique ne sont pas difficiles à trouver : dans les cités -et surtout dans les années 1980 alors que très peu de grands ensembles ont fait l'objet de réhabilitations-, les effets de la dégradation du bâti sont on ne peut plus visibles, et ceux du désengagement des bailleurs sociaux dans toutes les conversations : les

[661] Gilbert BONNEMAISON, *Face à la délinquance, prévention, répression, solidarité*, Rapport au premier ministre de la Commission des Maires sur la sécurité. La documentation française, 1983.
[662] Philippe ESTEBE, « Les métiers de la ville », In *A quoi sert le travail social ?* Revue Esprit, mars-avril 1998. p 48-59.

parties communes sont dégradées, sales, mal ou pas entretenues alors même que les charges locatives sont considérables, les recours individuels des habitants restent sans effets auprès des logeurs, alors que ces derniers n'enregistrent quasiment aucun impayé. Du côté du travail social et de l'action de la police et de la justice sur le climat d'insécurité dans les cités, les arguments ne manquent pas non plus puisque l'inflation des mesures de répression et de prévention dans les années 1980 s'accompagne de celle des taux de délinquance, et notamment de la petite délinquance qui affecte la qualité de vie dans les cités, et la pauvreté des ménages augmente.

La critique de l'action sociale et des relations institutionnelles aux habitants des cités va porter sur le fait que les relations sont construites sur la base d'une évaluation des difficultés et des handicaps de personnes ou de groupes sociaux, et pas sur l'évaluation d'un état déficitaire du territoire. Du point de vue des acteurs de la politique de la ville, même si cette logique personnalisée des politiques sociales traditionnelles intercède en faveur de ses bénéficiaires, elle n'agit pas sur les causes de ces difficultés ou handicaps qui sont, de leur point de vue, territoriales. La première rupture de ces logiques avec celles de l'action sociale traditionnelle, c'est donc « *l'irruption du territoire dans l'action sociale (…) avec l'approche clinique des inadaptations*. »[663]. Cette première rupture induit de nouveaux modes de fonctionnement du rapport entre logeurs et logés, et entre institutions et habitants : l'instauration du débat public dans les modes de décision, la participation de tous les acteurs dans ce débat (les responsables des différentes institutions intervenant dans les cités, les experts, les habitants et les élus), et l'irruption de la figure du militant (fut-il salarié du DSQ) comme agent de médiation, voire comme expert sur la question du développement social des quartiers.
C'est précisément sur la base de cette critique et des nouvelles formes de travail social qui s'y opposent, que des projets comme les régies de quartier et des figures comme celle de Didier vont pouvoir émerger. A la Bricarde comme ailleurs en France, c'est « *dans l'expérience du manque, relatif ou absolu, que se fait jour la possibilité d'une intervention des habitants. Soit que ce service fasse défaut (n'ait jamais été offert), soit que son effectuation soit jugée insuffisante ou inefficiente par ses utilisateurs* »[664]. A la lourdeur procédurière des institutions traditionnelles en faveur de l'emploi (ANPE, ASSEDIC, contrats d'apprentissage nécessitant une inscription scolaire, etc.), les régies opposent l'interaction directe entre l'employeur et l'éventuel employé ; au discrédit qui pèse sur les jeunes des cités dans leur recherche d'emploi, les régies offrent des possibilités d'encadrement local tant par la direction de la structure qu'à travers le regard des voisins ; au traitement individuel des handicaps sociaux, les régies opposent un mode de responsabilisation collective de l'ensemble des habitants et intervenants du quartier. Et de surcroît, à l'impossible ascension professionnelle dans le travail social -sauf à passer les diplômes requis ce qui n'est quasiment jamais dans les possibilités des prétendants-, les régies comme la plupart des dispositifs sociaux associatifs proposent une issue : on est ici recruté sur la seule valeur du volontariat et de l'assiduité. Voire même dans le cas de Didier, il se sera autorisé de lui-même à interférer dans la gestion de la cité sans y être invité par les acteurs des politiques de la ville, son entreprise prenant tous les aspects d'un désaveu du logeur dans son rôle de maintien des services aux habitants, et un désaveu des travailleurs sociaux dans leur mission d'accompagnement à l'emploi.

---

663 Philippe ESTEBE, *ibid*.
664 Michel ANSELME, Daniel BEHAR, *Gérer le quartier : un avant-goût de démocratie ?* CERFISE, ACADIE, rapport au Plan Urbain, Novembre 1990. p 38.

Mais les aspects seulement du désaveu, car d'une part en créant une régie de quartier il venait investir un champ (celui du territoire) qui n'était couvert ni par les uns ni par les autres ; et d'autre part il le faisait accompagné de Henri Besançon qui était lui-même salarié de l'organisme HLM qui gérait la cité.

Aussi, le défaut de légitimité que craignaient les salariés de la part du logeur et des institutions à leur égard n'était pas justifié et les représentants institutionnels se seront contentés de participer de très loin au débat sur la passation des fonctions de direction, et à renouveler in fine leur collaboration avec la structure. (En interne, les enjeux de la passation auront été plus impérieux entre les salariés même et aujourd'hui, c'est Kamel seul qui assume les fonctions de directeur). D'autant que l'analyse que font les uns et les autres (logeurs, travailleurs sociaux, représentants de la régie et habitants) de la nécessité pour la cité d'un outil de gestion tant de l'entretien du bâti que des relations de voisinage, est plutôt consensuelle. On admet volontiers que sans le partenariat de tous, maintenir le cadre de vie dans la cité et les relations entre habitants dans des conditions acceptables est impossible. On admet aussi au sein de la régie que la production d'un service aux locataires ne peut se faire sans l'assentiment et même la collaboration du bailleur ; et l'on conçoit côté bailleur que pour que la régie produise davantage qu'un service de nettoyage pouvant être couvert par n'importe quel marché public, la dotation du marché doit s'accompagner de la reconnaissance de ceux qui le mettent en œuvre. « *D'où l'effet politique majeur de renforcement mutuel de légitimité, lié à ce mode de prise en charge de services de proximité par les habitants*. »[665]. Cet effet de légitimité s'accompagne d'un discours moralisateur : en confiant le marché de l'entretien des cités à la RSNL et en fournissant ainsi des emplois locaux, le bailleur se félicite de contribuer à la promotion des habitants ; et en légitimant les nouveaux responsables dans leur mission de service, ils participent à la reconnaissance des plus méritants. De leur côté, ces méritants s'autorisent un discours éducatif sur la responsabilisation du logeur autant que des salariés ; ces derniers se prévalant d'être acteurs de la paix sociale dans la cité. Les habitants enfin, en bout de chaîne, peuvent se féliciter d'avoir, par leur contestation des modes de gestion de la cité, contribué à son meilleur devenir et à la promotion de quelques uns d'entre eux. Le tout constitue un ensemble de cautions morales qui justifie l'immersion des habitants dans les affaires publiques et qui, poussé à son paroxysme, pourrait presque se remercier que les cités soient dégradées au point qu'on ait besoin de tous s'y mettre. Cette production critique et morale n'a donc rien de paradoxal : elle construit la justification même des politiques de la ville et de l'ensemble de ses procédures et dispositifs.

Reste à souligner la singularité de la RSNL par rapport à d'autres régies de quartier. Sur la base de cette forme de gestion institutionnelle des HLM, Didier a adossé une logique entrepreneuriale qui lui est propre, puisque la plupart des autres régies n'ont pas suivi le mouvement de promotion par l'emploi de la même manière. Adoptant le discours éducatif commun aux travailleurs sociaux selon lequel il faut quitter la cité pour s'affranchir des handicaps qu'elle produit, les régies ont émargé de manière volontariste sur les contrats précaires, supposés favoriser la mobilité professionnelle. Et en adoptant une stratégie de rapprochement à la puissance publique pour mieux affronter les bailleurs sociaux, les régies se sont aussi peu à peu détournées du système économique classique de réponse aux marchés privés, pour émarger essentiellement sur les aides et subventions publiques. Ce faisant, elles se sont mises en équivalence avec n'importe quelle autre association de quartier, et se sont

[665] Michel ANSELME, Daniel BEHAR, *ibid*, p 42.

trouvées en concurrence. En ne faisant pas le choix entrepreneurial au sens économique du terme, elles ont aussi fini par être désavouées par les logeurs non pas en tant que dispositif socio-éducatif mais en tant qu'outil de gestion du cadre de vie et des relations entre logeurs et logés, c'est-à-dire en tant que dispositif technique.

Cette logique entrepreuriale qu'a développé et tenu Didier, puis les salariés de la RSNL à sa suite, participe donc à une production singulière : celle d'un représentativité politique des habitants par la reconnaissance et la légitimité technique (et donc pas seulement morale et éducative). Car c'est bien par la reconnaissance de leurs compétences techniques (en matière de concurrence avec les entreprises privées, de gestion financière et du personnel, d'organisation du travail, de nettoyage et de maintenance du bâti) que les salariés de la RSNL ont acquis la légitimité à participer au débat public dans et sur la cité. Là où les autres associations et régies de quartier n'ont à opposer à la puissance publique que leur production morale, la RSNL peut avancer aussi ses acquis professionnels : salariat pérenne, organisation du travail, qualité des prestations techniques et, en conséquence, création d'emploi et d'économie locale durable et transformation positive de la qualité de vie dans la cité. C'est sur la base de ce recours à la légitimité technique et non plus seulement morale que la logique entrepreneuriale assumée par la RSNL propose une forme différente, sinon nouvelle, de militantisme social.

4. Des entrepreneurs de morale

> « Le militant ressent l'absurdité de l'existence que l'on nous impose. En " décidant " de militer, il tente d'apporter une solution à l'écart qui existe entre ses désirs et ce qu'il a réellement la possibilité de vivre. C'est une réaction contre la prolétarisation et contre la misère de sa propre vie. (…) Ainsi, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, en se mettant véritablement au service de soi-même on en vient à aider véritablement les autres et cela sur une base de classe, et en se mettant au service des autres on en vient à protéger une position hiérarchique personnelle.
> Militer, ce n'est pas s'accrocher à la transformation de sa vie quotidienne, ce n'est pas se révolter directement contre ce qui opprime, c'est fuir ce terrain. (…) En se politisant, le militant est à la recherche d'un rôle qui le mette au-dessus des masses. Que ce " au dessus " prenne des allures d'avant-gardisme ou d'éducationnisme ne change rien à l'affaire. Il n'est déjà plus le prolétaire qui n'a rien d'autre à perdre que ses illusions ; il a un rôle à défendre. »[666]

Parmi les nombreuses personnes issues des quartiers dits en difficulté qui tentent des réussites économiques à travers des positions entrepreneuriales, peu accompagnent cette position d'une démarche militante et sociale. La plupart en effet, quel que soit le niveau de formalité de leur activité, émargent dans le commerce sans, à titre militant du moins, faire de leur réussite un outil de promotion collective. Ceux qui relèvent des profils que nous avons décrits, tiennent l'idéal de promotion collective comme moteur de leur action. Ces démarches d'entrepreneuriat militant investissent trois filières : une filière culturelle, une filière sociale, et une filière technique. La filière sociale est la plus précaire, parce qu'elle émarge sur des crédits majoritairement publics. Mais elle est aussi celle qui élabore et expérimente des idées novatrices en matière d'action sociale, reprises ensuite par les institutions, notamment des politiques de la ville[667]. L'idée des animations-cantine (devenues par la suite animation inter-classe, puis intégrées dans les procédures soutenues par le Ministère de la Jeunesse et des Sports et celui de l'Éducation dans le cadre de la prise en charge du temps extra-scolaire) à émergée dès le début des années 80 dans des associations de jeunes des cités comme à l'Assur, qui s'engageaient dans l'éducation des «petits frères» ; il en fut de même des rôles de femmes-relais, intermédiaires entre les familles immigrées, parfois illettrées, et les

---

666 " Le militantisme, stade suprême de l'aliénation. Le révolutionnaire est au militant ce que le loup est à l'agneau ". Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires, supplément à 4 millions de jeunes travailleurs n°4, non daté (sans doute 1969 ou 1970.)

667 Michel BONETTI, Michel CONAN, Barbara ALLEN, *Développement social urbain, stratégies et méthodes,* L'Harmattan, 1991.

enseignants ; ou encore, plus récemment l'idée de l'accompagnement dans les études supérieures de jeunes des cités entrant à l'université ou dans les grandes écoles. Dans ce dernier cas par exemple, bien plus qu'un soutien scolaire, il s'agit pour les animateurs de ces formules d'accompagnement, de favoriser l'inscription des jeunes étudiants dans un projet intellectuel, si ce n'est de carrière. Rendons-leur cela : si les acteurs de ces associations sont économiquement peu productifs, en revanche ils le sont sur le plan des idées[668]. C'est une des conditions de leur reconnaissance et de leur pérennité d'ailleurs, puisqu'ils se trouvent sur des terrains concurrentiels aux équipements socioculturels et aux grandes fédérations d'animation et d'éducation institués et partenaires des financeurs publics.

La filière culturelle et artistique que l'on a décrite à travers l'exemple de Vitécri et Zebda s'est aussi beaucoup développée autour du mouvement hip-hop[669]. Le «rap de Marseille» dont parle la critique est né dans le sillage du groupe IAM, le pas rapidement emboîté par les « petits frères des quartiers » : la Fonky Family, 3ème Œil, Faf Larage, puis Carré Rouge et Psy 4 de la Rime. Ce rap rempli les bacs des marchands de disques, il s'écoute partout, y compris dans les rues piétonnes du centre ville lorsque les jeunes s'y retrouvent. Il en est un autre, côté plus obscur et surtout moins lucratif, celui des cités et des quartiers populaires, des caves et des équipements socioculturels. Le rap inscrit dans les cités est politique, non pas au sens d'un discours plus revendicatif, mais parce que si les jeunes rappeurs sont invités à visibilité publique, c'est parce que, faisant désormais «culture urbaine», leur action est sensée se déployer pour le plus grand bénéfice de tous, selon une vision des habitants devenus à la fois aménageurs urbains et artistes engagés au service du bien-être collectif. Il n'est ainsi pas rare de voir des groupes de jeunes artistes s'engager dans une vision socialement productive de la pratique artistique. En d'autres termes, le rap et les différentes esthétiques dont il participe (un art du langage qui suppose une maîtrise de l'écriture et de la syntaxe, et un art du scratch qui suppose une culture discographique) sont mis au service d'objectifs sociaux, des plus ambitieux (socialisation des jeunes, intégration) aux plus opérationnels (soutien scolaire, encadrement des petits). Ainsi, les jeunes rappeurs développent au travers de cette pratique artistique à la fois des compétences techniques et esthétiques, à la fois des compétences relationnelles. C'est sur la base de cette «rentabilité sociale» du rap que bien des artistes combinent une carrière artistique avec un engagement militant. Ils le font parfois à défaut de percer sur le marché de l'industrie culturelle (peu en effet ont la chance de signer auprès des majors), souvent par conviction au regard de l'urgence sociale à développer les cités et soutenir les « petits frères ». D'une certaine manière, en harmonisant cette double identité, ces jeunes ont inventé la figure du «rappeur de service public».

Dans la filière du service technique, on trouve des entreprises d'insertion, mais aussi des structures relevant d'une activité non prise en charge par l'intervention publique. C'est la filière la plus créatrice d'emplois, en distinguant toutefois création d'emploi et création d'activité. Toutes ces structures (associatives ou privées) créent de l'emploi, cependant, la plupart émargent sur les aides indirectes par le biais des emplois aidés. Enfin, certaines structures ne créent pas de l'activité, venant seulement proposer une formule entrepreneuriale différente sur un marché qui existe

---

668 Patrick DUBECHOT, *Comprendre des insertions professionnelles « réussies » parmi les jeunes des quartiers en difficulté*, CREDOC, février 1998.

669 Virginie MILLIOT-BELMADANI, *Quand la cité investit la culture pour redéfinir l'espace commun*, Rapport programme interministériel « culturec, villec et dynamiques sociales », juillet 1998.

déjà. On pourrait ainsi différencier la RSNL de l'AMPIL[670] : la première est venue se positionner sur un marché qui préexistait à sa création (l'entretien d'un parc locatif) et qui était jusqu'alors assuré par le bailleur même dans une première époque, puis confié à des entreprises privées. La seconde a créé une activité dans un secteur qui ne relevait jusqu'alors ni d'un marché privée, ni de l'intervention publique, mais d'une sorte de vide institutionnel dans lequel se trouvaient les personnes lorsqu'il s'agissait de passer de l'un à l'autre. Très concrètement, les « clients » de l'AMPIL ne relevaient de l'intervention publique (l'aide sociale, le relogement) que si, une fois expulsés, ils se trouvaient à la rue, mais en situation régulière. Fati, directeur de l'AMPIL, est donc venu pallier à une carence sociale et institutionnelle, un peu sur le modèle des organisations non gouvernementales. Ce faisant, les emplois créés au sein de sa structure, ne sont pas des emplois déplacés d'un marché à un autre. Il y a donc bien, dans toutes ces démarches, une réflexion sur la manière de mobiliser de l'économie et de la redistribution de valeurs financières et symboliques.

D'une manière générale, ces « nouveaux entrepreneurs » de l'action sociale ou culturelle sont porteurs d'un discours politique et de valeurs visant à infléchir les destins individuels et collectifs d'eux mêmes et de leurs pairs. On peut leur attribuer un vocabulaire commun : ils se qualifient d'entrepreneurs, de militants, et tiennent à être distingués des travailleurs sociaux. Ils partagent aussi des causes communes : la création d'emploi, la territorialisation (spatiale ou sociale) de leur activité sur le principe de l'urgence sociale. Ils ont des ambitions qui se ressemblent : la promotion collective, le reconnaissance et la notabilité. Ils définissent le pouvoir comme une "nécessité pour agir sans compromis", et la notabilité comme une "affirmation de soi qui passe par des espaces que l'on doit occuper", le tout leur permettant d'affirmer leurs convictions en toute indépendance. On notera l'ambiguïté, puisque « occuper des places » suppose (d'entrer dans et) de faire réseau, et que cela passe par un certain nombre de compromis relationnels. Mais ces compromis, lorsqu'ils sont faits, supposent aussi de ne pas vendre son âme. Ainsi, ces nouveaux acteurs sont souvent sans indulgence pour ceux de leur génération qui auront "entaché" leur réussite personnelle et professionnelle de compromission et de conformisme. Ils s'inscrivent dans la résistance, construisant une alternative aux discriminations contre lesquelles ils luttent par le biais de leur activité professionnelle.
On dira plus simplement que ces acteurs sociaux ont construit une forme d'idéal qui associe réussite individuelle et promotion collective ; une conception selon laquelle la poursuite de l'intérêt individuel sert l'intérêt collectif, si ce n'est général. Ici, la fonction entrepreneuriale, le statut de directeur, ou même de patron, relève de deux formes morales : d'une part les parcours méritants dont tous se revendiquent, au titre d'avoir réussit ni par l'école, ni comme héritiers, d'autre part se poser comme modèle. Quant à la conviction, elle est de l'ordre de la recherche d'équité, davantage que de justice. En opérant cette association, ces nouveaux entrepreneurs formulent leur parcours comme « un passage de l'épreuve de force à l'épreuve de grandeur légitime »[671]. Ce faisant, entre eux et les travailleurs sociaux dont ils se distinguent de manière très volontariste, entre eux et les entrepreneurs inscrits dans des logiques capitalistes, ils opèrent des déplacements, parfois de faible amplitude du point de vue des logiques d'action, mais qui apportent une vision corrective des publics ou des terrains sur lesquels ils œuvrent. Ce qu'ils opèrent ainsi,

[670] L'AMPIL est une association qui prend en charge le logement des familles sans domicile, expulsées du logement social ou n'y ayant pas accès, et n'ayant pas assez de revenus pour accéder au logement privé.
[671] Luc BOLTANSKI, Laurent THEVENOT, *De la justification, les économies de la grandeur*, Gallimard, 1991.

c'est un processus d'affranchissement de la pression institutionnelle autant que des doctrines sociales qui mettait le don de soi en posture première. Monter son entreprise est une option à cet affranchissement.

C'est aussi un défi à la discrimination, parce que la réussite de quelques uns questionne les mécanismes de dénie qui s'appliquent à tous.
On pourrait en conclure que ces nouveaux acteurs socioculturels ont assez simplement inventé une formule d'action militante adaptée aux conditions nouvelles du marché de l'emploi et de l'économie de crise de ces trente dernières années. Mais il s'agit d'une énigme plus problématique : faire tenir ensemble une activité économique et une activité sociale, c'est faire tenir ensemble des valeurs antinomiques puisque le social a pour vocation, par définition, de stériliser l'argent productif, alors que l'économique a pour fonction de le valoriser et le faire fructifier. Il faut donc autre chose à ces acteurs que de la compétence pour agencer leur activité sur un système de contradiction.
C'est là où les dimensions individuelles interviennent parce que la promotion sociale ne se fait pas simplement par l'acquisition de compétences ou de statuts estampillés. Elle se fait aussi par l'acquisition de statuts symboliques.
Ces statuts symboliques s'élaborent à deux niveaux : un niveau où chaque acteur légitime ce qu'il fait par des positions de notoriété. Dire "je suis l'assistante du Sous-préfet à la ville" (ce qui est le cas par exemple de Zoubida Meguenni, mais Salah Amokrane pourrait en dire autant vis-à-vis du Maire de Toulouse, et Didier Bonnet à l'égard du PDG de Logirem) confirme bien mieux leurs aspirations que d'acquérir une compétence technique humble et modeste.
A un autre niveau, ces acteurs confectionnent leur position et leur cause selon « *une grammaire libérale du bien public, à partir d'intérêts individuels ou particuliers* »[672]. Ces intérêts individuels ou particuliers divergent : sur l'action socioculturelle, sur l'action politique locale, sur l'action technique. Mais la grammaire participe d'un régime d'engagement convergent : le désir de réparation morale. Réussir sa vie, réellement par l'acquisition d'un statut professionnel et symboliquement par la position notabiliaire, ce n'est pas seulement parvenir à la place qu'on estime être en droit d'occuper. C'est aussi rétablir socialement la dignité d'une génération, se libérer de la dette d'honneur qu'avaient formulé les militants sociaux et les agents de l'Etat à l'égard des migrants et des habitants des cités. En produisant les conditions de leur réussite et celles de la promotion de leurs pères et de leurs petits frères, ces entrepreneurs militants produisent une nouvelle forme morale qui associe le devoir social et la réussite économique.

[672] Laurent THEVENOT, « S'associer pour composer une chose publique », In *Actions associatives, solidarités et territoires,* PUSE, 2001. pp267-274.

CONCLUSION

UN NOUVEL ETAT DE L'HISTOIRE

« - Ton père était en Chine en 54 ?
- Ouais, à bord d'un vieux cargo rouillé. Pire que le nôtre. Hors d'âge, déglingué, sans même de radar. Jamais su son nom. Mon père l'appelait le *cafard*. Un rafiot, parmi tant d'autres vendus à la ferraille et que armateurs grecs achetaient à Rotterdam, pour rien. Ils les faisaient encore tourner pendant des années. Aux risques et périls des marins. Mais il fallait bien gagner sa croûte. Le *cafard* transportait du matériel de guerre. Quand ils sont arrivés à Shantou, les communistes achevaient de prendre le pouvoir. Du port, bombardé, il restait rien. Que quelques fumeries.
- Qu'est ce qu'ils en ont fait du matériel ? Ils l'ont livré aux communistes ?
- J'en sais rien. De toute façon je pense que ça changeait plus rien au cours de l'histoire. Pourquoi ?
- Pour rien. Simple curiosité.
- Seulement ?
- Non. Mais... je me suis souvent demandé si, justement, c'était pas ces petits riens qui changeaient le cours de l'histoire.
- L'histoire, peut être. Pas son cours. »[673]

Ce travail est le récit et l'analyse de moments de l'histoire sociale du militantisme : un moment où le militantisme social se constitue en tant que dispositif de régulation du rapport au peuple, un moment où ce dispositif forge les conditions morales, sociales et politiques de sa pérennité, et un moment où il se trouve conduit à en produire les ressources économiques. On a mis à jour et analysé les doctrines sur lesquelles les militants adossent leur éthique et leur action, entre idéal d'éducation et idéal d'émancipation du peuple. On a montré ce que ce dispositif moral et humain a produit, à savoir l'émergence du travail social, de l'animation socioculturelle, et celle d'un lien fort entre l'Etat et les classes moyennes. On a décrit un monde social : ce que sont les militants sociaux, ce qu'ils font, comment ils (se) pensent.

L'ensemble de ce travail évoque aussi la construction et l'insertion d'un dispositif moral et socioprofessionnel au sein d'un système économique, et l'on peut commenter autrement ces moments de l'histoire sociale en admettant que la question de départ (qu'est ce que la relation d'aide sociale ?) est continuellement inscrite dans des conditions socio-économiques précises, et que cela donne non pas

[673] Jean Clause IZZO, *Les marins perdus*, J'ai lu, 1997.

un mais des visages du militantisme social : il y a d'abord la naissance d'une société de classes, adossée au développement industriel et au système démocratique. Dans cette société nouvelle, la classe ouvrière s'organise en tant que telle, tente de se protéger et de réguler ses rapports à la classe dirigeante.

Ce faisant, elle entre en synergie avec les classes moyennes pour qu'ils construisent, ensemble, une morale de la relation des puissants aux faibles. On a vu que cette construction prendra des visages divers, entre correction, hygiénisme, émancipation et pédagogie. On croit que ce lien entre le peuple et les classes morales va être rompu par la professionnalisation de l'aide sociale. Et l'on voit qu'il n'en est rien parce que la promotion des uns est mise au service des autres.
On croit aussi que le lien entre les classes morales et l'Etat disciplinaire va être fragilisé par l'institutionnalisation des dispositifs d'aide sociale et d'assistance. Mais l'on voit que les militants ont tôt fait de construire un dispositif socioprofessionnel (l'animation socioculturelle) complémentaire à ceux de l'institution sur une logique de performance là où l'Etat ne peut intervenir que sur des logiques de mandat et de compétence.
On croit enfin que les logiques entrepreneuriales développées par certains ces dernières années vont reconfigurer définitivement le rapport des clercs aux populations défavorisées, parce que la réussite économique des premiers ferait insulte tant à la morale de l'action sociale, qu'à la pauvreté des secondes. Ou, autrement dit : est-ce que les militants sociaux vont perdre leur âme en devenant d'abord salariés, puis riches ? Sans doute pas, d'abord parce la promotion collective est toujours un élément doctrinaire constitutif de la relation d'aide sociale, et ensuite parce que l'on voit, à travers du moins les exemples que nous avons décrits, que le professionnalisme et la réussite économique sont mis au service de l'idéal de promotion collective.

Alors, si le rapport entre les clercs et le peuple, les premiers servant de d'exemple et de modèle au second qu'il faut éduquer au sens promotionnel du terme, si ce lien séculier n'est pas rompu malgré l'évolution des conditions socio-économiques et des dispositifs d'action du militantisme social, que se passe t-il ces dernières années pour que le sens commun définisse les rapports au peuple en termes de fracture et d'altérité, et pour que les sociologues eux-mêmes commentent la rupture de ce lien entre classes moyennes et classes populaires ?
Robert Castel énonce autrement la vanité du projet militant : « *Le droit au secours peut il fonder une citoyenneté sociale ? Pas s'il reste accordé en raison d'une infériorité et qu'il la légalise.* »[674]. On a vu pourtant que la relation d'altérité au peuple que construisent les militants à la suite des philosophes, depuis bientôt deux siècles, relève de critères d'infériorité et de leur légalisation tout en fondant la doctrine sociale qu'ils énoncent en citoyenneté.
Jacques Ion annonce « *la fin des petits clercs* » dès lors qu'ils ont, en professionnalisant leur dispositif d'action et en s'écartant de leur proximité spatiale et sociale des classes populaires, perdu leur capacité à produire de la critique institutionnelle. Or, la professionnalisation de l'action militante dans le travail social et l'animation socioculturelle ne sont que des moments socio-économiques qui font continuité, et pas rupture, dans l'histoire du militantisme. Et l'on a vu aussi que la mise à distance entre les classes moyennes et les classes populaires que l'on observe ces trente dernières années est, autrement qu'un éloignement, une recomposition des figures du peuple et de celles des clercs.

[674] Robert CASTEL, *L'insécurité sociale*, Seuil, 2003. p 75.

François Dubet analyse « la fin des institutions » en tant que dispositif de régulation des inégalités et de construction d'un corps social, et la rupture des liens sociaux dans les cités.
Or, loin de rompre ces liens, on aura aussi compris que le projet social militant se fonde sur le lien de nécessité et d'interdépendance entre classes moyennes et classes populaires, et entre les petits clercs et les institutions sociales[675].

Et pourtant, même si nos analyses nuancent cette production sociologique, on ne peut nier leur pertinence et l'efficience d'un rapport d'altérité entre un « eux » et un « nous » qui construit désormais la ville et ceux qui la peuplent. Mais de mon point de vue, un autre registre de compréhension s'impose : si rupture il y a, c'est une rupture du lien moral et pratique entre l'Etat et les classes moyennes. Cet engagement mutuel voyait l'Etat déléguer aux petits clercs le rôle d'éduquer le peuple, leur reconnaissant en échange la capacité à se produire en tant que modèle vertueux et leur accordant surtout les moyens de leur promotion. Or, l'évolution des mondes du militantisme social ces vingt dernières années montre bien qu'au sein même de ces mondes s'est peu à peu construit une fracture entre les nantis, émargeant sur des projets et des statuts durables et promotionnels, et les précaires soumis aux décisions procédurières et aléatoires des institutions sociales, et aux contrats hasardeux. La différence entre les deux, on l'a vu, c'est l'engagement dans une logique entrepreneuriale. Cette sorte de privatisation des dispositifs socioculturels vient d'une injonction à produire des dispositifs économiques de promotion sociale, parce que les richesses économiques et morales du militantisme ne peuvent plus s'adosser aux ressources de l'Etat. Ce dernier, ouvrant sur des logiques libérales, en finit avec son devoir à l'égard des classes moyennes. Sur fond de crise économique, de crise des banlieues qui prend la forme et les ambiguïtés du rapport colonial, l'Etat abandonne son rôle protecteur de ceux qui travaillent à la promotion et à l'éducation du peuple, au bénéfice d'un rôle d'accompagnateur de ceux qui font richesse économique.

Ce n'est pas seulement que nous sommes passés d'un moment de l'histoire où la question sociale était la question ouvrière et plus précisément celle des conditions de vie et de moralité des ouvriers, au moment présent où la question sociale est celle de « *la société toute entière, celle de la diversité des groupes qui la constituent autant que de ses marges ou de ses « exclusions* »[676]. C'est aussi que nous sommes dans un nouvel état de l'histoire : le devoir entre l'Etat et les classes moyennes ne joue plus pour travailler à l'éducation, à l'émancipation et à la promotion du peuple. Il nous faut alors regarder la manière dont les militants sociaux recomposent la morale sur laquelle ils fondent leur rapport aux bénéficiares de leurs idéaux de promotion collective. Lorsque chacun a désormais à conquérir ses propres ressources promotionnelles, le don de soi devient un luxe que même les classes moyennes ne peuvent plus s'autoriser ; lorsque l'Etat et les petits clercs s'affranchissent mutuellement de leurs obligations réciproques, le devoir moral d'assistance aux plus faibles ne peut plus faire projet de société. Mais il peut encore faire projet individuel. Ce qui veut dire que travailler à sa propre réussite, y compris

[675] Marie-Christine JAILLET, « Réflexions autour de la question des jeunes et de la « fracture urbaine » en France. Et si malgré leur distance les classes moyennes continuaient à se préoccuper des jeunes des cités ? », In ROULEAU-BERGER, GAUTHIER, *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du Nord*, L'Aube, 2001.
[676] Michel CHAUVIERE, « Le traitement social de la question sociale », In *Vie sociale et traitements*, n°61, 2000.

aux conditions d'une économie libérale, pour la mettre au service des autres, c'est poursuivre l'ambition du militantisme social. Les logiques d'entrepreneuriat militant en témoignent, et même davantage : elles rendent l'idéal de promotion collective encore possible.

ANNEXE 1 (PARTIE 2, CHAPITRE 8)

« Moi et… des quartiers, ma cité, le social »
Analyse entretiens et récits de vie

ENTRETIENS APPROFONDIS ET RECITS DE VIE REALISES (total 96) HORS ENTRETIENS NON RETRANSCRITS ET ENTRETIENS INFORMELS

MARSEILLE ASSOCIATIONS (41)		
1	Louis BELPEER	Directeur fondateur ATOM
2	Simone BELPEER	Co-Fondatrice ATOM
3	Denis KLUMPP	Moniteur ATOM, puis directeur-fondateur AREAT
4	Danielle GRANIER TURPIN	Monitrice ATOM, puis mission union des asso. tsiganes (UNISSAT)
5	Marcelle YETTA	Monitrice ATOM, puis resp. service logement ADRIM
6	Séverin MONTARELLO	Militant JOC. Directeur maison des familles Busserine
7	Jean IRRMANN	Directeur MJC, Avignon1967-68, Marseille 1969-1992
8	Gilbert CECCALDI	Ex MJC, office municipal de la culture
9	Robert HOLZAUHER	Dr fédération des centres sociaux de Provence depuis 1979
10	Daniel CARRIERE	Dr FAS PACA 1982-1994
11	Claude LASNEL	CEFISEM-CEFREM, Dr MDEM
12	Frédéric ROSMINI	Secrétaire fédéral du PS, fondateur Léo PACA, député européen, CG
13	Alain FOUREST	Urbaniste, chef projet DSQ ZUP n°1
14	Jo ROS	Ex éduc PJJ, Université du citoyen
15	Kamel ADJINA	Chargé des communautés au CG
16	Jean Marie MORA	CAF, centres sociaux
17	Richard IDELOVICI	Sécrétaire général mairie 15-16
18	Christian PESCI	Fondateur dir. CS Flamants. Vidéaste média 2
19	Denis LOMBARD	Prètre ouvrier, Castellane
20	Fati BOUAROUA	Ex dir CS Belsunce. Fondateur dir. AMPIL
21	Kader ATIA	Ex dir CS Castellane, ex dir CS Belsunce, chef de projet DSU
22	Faouzi	Fondateur ASSUR, vidéaste
23	Zoubida MEGUENNI	Fondatrice ASSUR, DSU Bellevue, DSU CG
24	Jean ROSE	Mam Ega, éduc quartiers nord
25	Blaise FUSSIEN	Administrateur Mam Ega
26	Odette Quantin	Secours Catholique, CS et régie des Flamants
27	Zohra MAASKRI	CS et associations quartier des Flamants
28	Adda BERREBOUH	Ass flamants, femme-relai à Schebba, université du citoyen
29	David FERNANDEZ	CS flamants, Groupe hip-hop Expérience 2
30	Hocine BERRADA	Photographe cité Picon
31	Loucif IKLEF	Ex 7è Vague, Sans Paroles (théatre forum)
32	Nadia RIPOSI	Asso. Tout Horizon, ex mission locale, Dir CS Renaude
33	Robert HOMEROWSKI	Hypérion, Agesca
34	Christian De LEUSSE	CR DSU, ex administrateur ADRIM
35	Pascal CREMER	UNICIL, Centres sociaux
36	Denis	Médiation culturelle Busserine
37	Soly. Mohamed M'BAE	Groupe B-VICE, asso. Cité de la Savine
38	Didier URBAIN	Journal TAKTIK
39	Lolita	Journal TAKTIK
40	Gérard ATLAN	Ex éduc quartiers nord, fondateur May be bleues
41	Philippe FOULQUIE	Fondateur dir. Massalia, directeur SFT, la friche la belle de mai

MARSEILLE RSNL (5)		
42	Didier BONNET	Fondateur ex Directeur
43	Henri BESANCON	Fondateur, ex président
44	Kamel DACHAR	Ex Comptable, directeur
45	Nordine TAGUELMINT	Ex Chef d'équipe
46	Soraya	Secrétaire accueil

MARSEILLE LOGIREM (23)		
47	Pierre BARNIER	Dir. HMP
48	Aziz BOUNOUAR	Agent Sormiou
49	Jean Michel BRETHES	Chef d'antenne Savine
50	Jean François CASTELL	Agent Visitation
51	Michel CHRISTOPHE	Amicale locataires Mandelieu
52	Michel CRISTOFOL	Ex adjoint au logement ville Marseille
53	Stéphane DRUJON	Resp. contrôle budget
54	Antoine DUBOUT	DG PEREXIA, actionnaire principal
55	Alain FONKENEL	Président
56	Roger FRANCOIS	Pres. Departemental CNL
57	Jean Claude GARCIN	Resp financements DDE 13
58	Yves GRENIER	Dir commercial, dir exploitation
59	Marc HARROUAR	Médecin quartiers nord, prés fondation logirem
60	Paul LOMBARD	Maire de Martigues
61	Georges MANOLIS	Amicale locataires Cap Janet
62	Mr Marty	Pretre ouvrier, amicale locataires busserine
63	Monique MATTHIEU	Resp agence quartiers nord
64	Lionel MILLAUD	Secrétaire général
65	Jean Pierre PARET	Directeur général
66	Claudette PEYRANT	Administratrice représentante des locataires, fondation Logirem
67	Carmen PHEDRE	Amicale locataires Gardanne
68	Eric VITALE	Agent de médiation structure incivilités
69	Hubert VOGLIMACI	DG Provence Logis, actionnaire principal

TOULOUSE MIRAIL (11)		
70	Mr FOURNIER	Habitant Reynerie
71	Amar DJEMMAL	Habitant, prés asso. Socioculturelle des maghrébins de France
72	APSEM	Asso. alphabétisation, insertion
73	Jacques DAVID	Educateur PJJ
74	Burhan ERKAN	Restaurateur
75	Colonel HARMEL	Colonel en Algérie, Président association socioculturelle
76	Hédi BOUDERBALLAH	Etudiant algéro-tunisien, habitant Reynerie
77	Bernard ISSAC	Chef de projet DSU
78	Mina ELBAJATI	Agent DSU
79	Mme GUERIN	Habitante Reynerie
80	Mme ROUSSE	Habitante Reynerie

TOULOUSE VITECRI ZEBDA (16)		
81	Michel et Marie jo CARRIERE	Vidéastes, ex éducs, ex administrateurs Vitécri
82	Claude FABER	Journaliste
83	Dada BOUABDELLAH	Educateur CCPD
84	Evelyne MABILAT	Ex éduc, administratrice
85	Marie Françoise VABRE	Educ, administratrice
86	Magyd CHERFI	Artiste ZEBDA, président de l'asso
87	Maïté DEBATS	Ex éduc, fondatrice Vitécri
88	Monir BENDIB	Animateur éducateur bourba qui vit
89	Nadia AMOKRANE	Educatrice club de prévention
90	Rachid CHETOUANI	Voyageur
91	Salah AMOKRANE	Ex administrateur, Aménagement du territoire au CG
92	Sylvie VISCAINO	Educatrice
93	Tayeb CHERFI	Ex éduc, régie ZEBDA
94	Zina CHERFI	Ex couturière, Mère au foyer
95	Zoulie CHERFI	Ex vidéaste, mère au foyer
96	Moustapha AMOKRANE	Artiste ZEBDA

Echantillon d'analyse :
Construit à partir de 4 variables :

1- Variable « site » soit Toulouse – Marseille (parcours inscrits dans des histoires sociales différentes et des configurations socioprofessionnelles différentes)

2- variable « posture/métier » soit travailleur social – animateur – autres (militant associatif, artiste, représentant institutionnel ou politique). Variable saisie à partir de ce que les personnes énoncent de leur posture ou métier (peut être différent de leur statut professionnel. Par ex Amar Djemal est bénévole et au bureau d'une asso, mais il se présente comme animateur)

3- variable « génération » soit 1ère – 2ème – 3ème (les fondateurs, initiateurs d'un dispositif ou mouvement ; les héritiers et développeurs ; les bénéficiaires)

4- variable sexe homme – femme

+ un choix en fonction de comparaison des parcours et « d'épaisseur » des entretiens.

Soit un échantillon hypothétique de 36 entretiens/récits de vie sur une centaine recueillis. Au final, 27 entretiens/récits de vie ont été analysés. Les manques sur l'échantillonnage (9) sont dus :
. soit que les profils étaient bien représentés mais les entretiens trop inégaux en terme de contenu pour être ici analysés comparativement (signalés avec le nom entre parenthèses)
. soit que les profils ne sont pas apparus au cours du travail de terrain (signalés par **NR** : non représenté), donc absence significative, à analyser (en l'occurrence, absence de personnes se disant « travailleur social » 2è et 3è génération à Marseille).

Site	Position énoncée	Génération	Sexe	Noms (en gras, les retenus)	Nombre
TOULOUSE	travailleur social	1ère	H	**Jacques David**	1
		1ère	F	**Maïté Desbats**	2
		2ème	H	**Bernard Isaach**	3
		2ème	F	**Nadia Amokrane**	4
		3ème	H	(Monir Bendib)	
		3ème	F	**Mina Elbajati**	5
	Animateur	1ère	H	**Roland Pousse**	6
		1ère	F	(Marie Françoise Vabre)	
		2ème	H	**Amar Djemmal**	7
		2ème	F	**Sylvie Viscaïno**	8
		3ème	H	**Tayeb Cherfi**	9
		3ème	F	(Myriam Bendib)	
	Autre (pt asso)	1ère	H	**Colonel Harmel**	10
	Autre(pte asso)	1ère	F	(Mme Rousse)	
	Autre (artiste, pt asso)	2ème	H	**Magyd Cherfi**	11
	Autre (milit asso)	2ème	F	**Zina Cherfi**	12
	Autre (artiste, milit asso)	3ème	H	**Moustapha Amokrane**	13
	Autre (milit assso)	3ème	F	(filles de takticollectif)	
MARSEILLE	Travailleur social	1ère	H	**Mr Belpeer**	14
		1ère	F	**Marcelle Yetta**	15
		2ème	H	**Fati Bouaroua**	16
		2ème	F	NR	
		3ème	H	NR	
		3ème	F	NR	
	Animateur	1ère	H	**Robert Holzauer**	17
		1ère	F	(Madine Bonhomme)	
		2ème	H	**Christian Pesci**	18
		2ème	F	**Zoubida Megueni**	19
		3ème	H	**Loucif Iklef**	20
		3ème	F	(filles de shebba)	
	Autre (politiques)	1ère	H	**Daniel Carrière + Frederic Rosmini**	22+23
	Autre (milit CS)	1ère	F	**Zora Maaskri**	24
	Autre (CG, milit asso)	2ème	H	**Kamel Adjina**	25
	Autre (journaliste)	2ème	F	(Lolita)	
	Autre (resp techn)	3ème	H	**Nordine Taguelmint**	26
	Autre (secrétaire)	3ème	F	**Soraya**	27

Analyse à partir de mots, groupes de mots et pronoms :

La première des observations concerne l'emploi des pronoms et précisément l'emploi du « je » qui, bien que toutes les personnes interrogées fussent engagées dans des histoires collectives –puisque militantes-, est très abondamment énoncé et quasiment deux fois plus souvent que « nous » ou « on », eux mêmes davantage que « ils » ou « eux ». A ces pronoms, sont associés des verbes ou groupes de mots que nous avons classés en 4 types :
signifiant une « **position** » : verbe « être », plus rarement « avoir », et tous les groupes de mots qui signifient des éléments participant à la construction de la position occupée dans l'espace physique, social, politique, relationnel ou symbolique.
signifiant une « **action** » : verbe « faire », « créer », « participer », « travailler » et tous les groupes de mots signifiant des actions.
signifiant une « **opinion** » : verbe « penser », « (se) croire », « concevoir », « savoir », « (se) dire », « vouloir »…
signifiant un « **sentiment** » : « aimer », « (res) sentir », « désirer », « être sensible à »…, ainsi que les mots signifiant des émotions et sentiments tels que bouleversé, frustré, fasciné, merveilleux, colère, drôle, trahison, (mal)heureux, etc.
Le « je » est, en quantité comme en position dans les énoncés, d'abord un « je » d'opinion, puis un « je » d'action, puis un « je » de position. Et dans cet ordre là, comme si le déroulé de formulation « je pense –ou je crois- ; je fais ; je suis » pouvait s'énoncer « en conséquence de… ». C'est à dire : « je pense, donc je fais (en fonction et en conformité de ce que je pense), ce qui fait que je suis tel que je suis ». On pourrait en comprendre qu'à l'inverse, ce que je suis est le miroir de ce que je fais qui est la mise en acte de ce que je pense. Mais lorsqu'il s'agit de parler des origines familiales et/ou résidentielles, cette suite de formulations consécutives est énoncée à l'inverse : « je suis (de telle cité, ou fils de...), donc je fais et je pense »
Le « nous » ou le « on » sont quasi exclusivement d'action : « nous » est un « faire ensembles »
Le « ils » ou le « eux » désignent très majoritairement une position, associée au verbe « être », soit : « ils sont » ; parfois au verbe « avoir » au sens de « posséder », ce qui détermine également dans les énoncés une position.
Deuxième observation : dans les parties des entretiens relevant du récit de pratiques, les mots les plus souvent employés sont « quartier-s » et « social », et plus précisément « les » quartiers comme indéfinis, et « du » ou « mon » quartier en référence à des lieux et faits précis ; et « le » ou « du » social. Et dans les parties d'entretiens relevant de l'histoire personnelle, le mot le plus employé est « capacité » (ou « être capable de »). Le mot « cité » n'est finalement que très rarement employé, et quasiment toujours au pluriel.

QUARTIER(S), 443 occurrences sur 27 entretiens. 4 groupes d'association au mot «quartier» :
- appartenance : je suis (ils sont) du (des) quartier(s), j'habite, je suis issu des…
  associés à : quartiers nord, populaire, beurs, immigrés, cités, …
- qualificatif : les jeunes (des), les femmes, les mecs, arabes, pauvres, militants, les associations…
  associés à : problèmes, défavorisés, pas aidés, exclus… et travailleurs, gens biens, comme tout le monde…
- action : faire pour les, faire dans les, répondre aux besoins, changer les choses
  associés à : jeunes, drogue, problèmes, effervescence
- institutions : travailleurs sociaux dans les, DSU, centres sociaux, , maisons de, politiques des…
  associés à : contre les travailleurs sociaux, mauvais, incompétents, inéfficaces, malaise

CITE(S), 91 occurrences sur 27 entretiens
Quasiment toujours au singulier : ma cité, la cité où j'habite, je travaille, je suis, j'ai grandi
  Associé à : des gens remarquables, des femmes volontaires, des pères travailleurs, des voisins sympas, être heureux, avoir de bons souvenirs

Au pluriel, toujours associé à HLM ou d'urgence ou de transit, différencié des bidonvilles

SOCIAL, 385 occurrences sur 27 entretiens

- institutions : centre social, secrétariat social, structure, équipement, dispositifs de développement,
  associé à : déficit, professionnels, salariés, pas militants, faillite
- politiques : politiques sociales, le créneau du social, le social
  associé à : utopie, engagement, vocation, entrepreneur
  opposé à culturel, ethnique
- position : promotion sociale, position, situation
  associé à : vivre, besoin, réussir

GRILLE DE LECTURE DES TABLEAUX :

Nom et date de naissance de la personne		Statut et position socioprofessionnelle	
Je (nombre d'occurrence dans l'entretien)			
Position (le chiffre indique si le « je » de position, en 1ère, 2è me.place par rapport aux autres)	Action (idem, s'il n'y pas de chiffre c'est que le résultat n'est pas quantitativement significatif)	Opinion (idem)	Sentiment (idem)
Ici sont notés des verbes puis des mots ou groupes de mots associés à un « je » de position	Idem pour action	idem	idem

Ici sont notés quelques phrases significatives des occurrences ci dessus

Nous, on (chiffre idem « je ») ici les sens du « nous » et du « on » les plus employés			
Position idem que « je »	Action	Opinion	Sentiment
idem			

Ils, eux - idem			
Position idem	Action	Opinion	Sentiment
idem			

Christian PESCI, né en 1960 Je (129)	Animateur CS flamants, vidéaste		
Position 3	Action 2	Opinion 1	Sentiment 4
Pouvoir (j'ai dit non, j'ai pris position) Etre (sur le terrain, avec les jeunes, mêlé à, se mettre du coté du plus faible, directeur, animateur, quelqu'un, le premier, le seul)	Faire (avec les gens, dans le quartier, autre chose, des études) Intervenir sur le quartier Travailler Parler, discuter	Résister Croire (aux individus) Réfléchir, penser, s'interroger	Découvrir (le quartier, les immigrés) Avoir envie d'aider

J'ai eu envie de faire quelque chose avec ces gens, ces jeunes.
Je me suis rendu compte qu'il y avait un besoin de dire les choses
Moi, je voulais me mettre du coté du plus faible
J'ai pris position et les gens m'ont suivi. Moi, j'ai toujours su résister avec derrière moi les gens de la cité
Je suis toujours étonné de l'intérêt que les gens portent à ce que je suis

Nous, on (86) (moi et les gens du quartier, les arabes, les jeunes, les plus faibles)			
Position 2	Action 1	Opinion	Sentiment
Représenter Etre (en conflit, reconnus, sur le terrain) Se positionner (politiquement)	Créer un CS Parler, bavarder Faire (des activités, du foot, des réunions) Travailler ensemble	Vouloir (un lieu, être considéré) Politique (apolitique, affirmation très forte)	être manipulés par l'image

on a dit non, on voulait rester apolitiques… On avait une affirmation très forte, et c'est très important du point de vue politique. On pouvait se payer le luxe de cette affirmation (… car soutenus par Sanmarco)… Quand je dis « on », en fait c'est « j'ai » pris position, et les gens m'ont suivi
on était toujours en situation de conflit, d'un coté ou de l'autre
on votait communiste parce qu'on était ouvrier, c'est tout

Ils, eux (77) (1 :les gens du quartier, les arabes, les jeunes ; 2 :les politiques, les logeurs, la police, les blancs)			
Position 1	Action	Opinion	Sentiment 2
1.Etre (utilisé, sont avec moi 2. entre eux, contre les arabes	1.Faire pression 2. multiplier les moyens		1.comprendre 2. les élus ont eu peur des quartiers

Ils (l'amicale locataire) ont compris que les gens du quartier se laisseraient pas faire et qu'ils ne pourraient pas avoir le pouvoir, et qu'on irait grignoter sur l'amicale
Ils (les arabes) n'allaient pas à l'amicale parce qu'ils se rendaient compte qu'ils étaient utilisés comme prétexte

Kamel Adjina, né en 1962	Chargé de mission CG relations avec les communautés		
Je (131)			
Position 2	Action 4	Opinion 1	Sentiment 3
Etre (varois, de Marseille, arabe de service, français, connu) Militer Etre avec les autres	Tenir tête, Prendre des responsabilités Faire (de l'animation, de la musique, des études, de la politique, quelque chose de sa vie, le bonheur des autres) Travaille relations	Croire, penser sur les immigrés, les cités Sur les gens (biens : sanmarco, charles-roux, gens des cités, et pas biens : politiques, FAS, animateurs, techniciens) Femmes : salut, associations, relations	Etre bouleversé De pas être doué Avoir 2 passions (politique et musique) De pas voir réussi Découvrir (les quartiers, les immigrés) Communauté, pas communauté

Moi, mon rêve, c'était d'aller sur Paris et de passer un 1er prix de conservatoire.
Ah oui, bien sur que j'ai été l'arabe de service, mais je m'en fous un peu, c'est clair.
Je constate qu'on ne peut pas faire le bonheur des gens sans qu'ils le veuillent.
Compte tenu de la petite expérience avec les animateurs sociocul, ce sont des gens que je n'arrive pas à supporter
Si vous êtes venue me voir dans l'idée de rencontrer un maghrébin qui a réussi, vous vous trompez. Je n'ai pas réussi, et je ne pense pas avoir réussi

Nous, on (35) (copains, collègues de l'Eveil)			
Position	Action 1	Opinion	Sentiment
Dynamique Etre les rois	Faire (de la musique, de l'animation, travailler, de la politique) Débrouiller, grapiller	Penser, croire	Plaire Impression d'apporter aux gens

Avec les copains, on a monté un centre aéré parce que les mamans étaient embêtées, on a monté des expos, des soirées. C'était sans prétention mais on s'y plaisait et on avait l'impression d'apporter un peu aux gens du coin. Les conseillers municipaux nous débloquaient un peu de sous et on allait taper les commerçants. On grapillait 1000 ou 1500 balles et avec ça, on était les rois du pétrole, on décrochait la lune.

Ils, eux (75) (mes parents, copains, habitants des cités, immigrés, femmes ; élus ; animateurs)			
Position	Action	Opinion	Sentiment
Parents sont algériens, immigrés, travailleurs, lettrés, militants Grandir dans les cités, être dans le milieu associatif Maghrébins à la remorque des autres Elus, sont des princes	Elus, m'ont aidé, choisi donné des responsabilités, mis le pied à l'étrier	Animateurs, se détestent tous, se prennent au sérieux	Immigrés, avaient des griefs vis à vis des politiques. De pas être écouté.

Je pense qu'ils (les élus) m'ont choisi parce qu'ils ont du penser que j'avais un potentiel à développer. Ils ont du présumer que je pourrais faire quelque chose de ma vie.
Ils (les jeunes immigrés) disaient que le PS parlait pour eux avec un coté paternaliste, et qu'on les avait toujours roulés dans la farine.
Ces gens là (les animateurs), ils ont l'impression d'avoir un poids sur les gens et sur le social, un savoir-faire de compétence, c'est vraiment une race qui me… je suis incapable de vous dire les choses sans être…
Je suis à des années lumières de ces gens là (les élus) en termes de classe sociale, mais…
Les maghrébins, c'est la misère. Je me disais : pourquoi eux et pas moi ?
Le salut de ma communauté se fera par les femmes et les mères

Tayeb Cherfi, né en 1968		Animateur, étudiant Membre de Vitécri	
Je (131)			
Position 1	Action 2	Opinion 3	Sentiment 4
Etre (le frère de Magyd, de et dans Vitécri, beur, des quartiers, avec les autres ; séduisant, drôle) Avoir du poids	Faire des choses à Vitécri, des études, travailler Faire face Dire, parler, expliquer	Sur les beurs, sur Vitécri Avoir des choses à dire Rétablir des vérités	Vouloir être prof, changer les choses Avoir une relation particulière avec Magyd Vitécri fondamental

J'avais des choses à dire, il fallait que j'explique aux gens ce qui se passait, c'est à dire rétablir certaines vérités. Je me suis senti utile. J'ai eu une scolarité chaotique. J'étais moyen sur mes points forts et faibles sur mes points faibles. C'est pas à l'école que j'ai appris. Avec ces interventions (avec des jeunes de Vitécri dans les écoles d'éducateurs) j'ai pris conscience que je pouvais causer. J'étais intimement convaincu que j'avais les moyens de suivre une scolarité normale. Ca a cogité. C'est comme ça que peu de temps après j'ai commencé une formation d'éduc alors que je ne pensais pas du tout à mon avenir professionnel. A Vitécri, on me donnait la parole : alors tu la prends, tu apprends, tu dis des conneries, tu te récupères. Dans ma vie, Vitécri a été quelque chose de fondamental.

Nous, on (122) (Vitécri, la bande, la famille, Mous et moi)			
Position 2	Action 1	Opinion 3	Sentiment
Etre (jeunes, fils d'immigrés, voyous, mauvais à l'école, drôles,) Ensembles, collectif (Vitécri)	Vitécri : Faire des animations, du cinéma, de la musique, le festival, de la prévention, le festival Parler, dire, revendiquer Organiser Prendre en charge défendre	Penser ce qu'on est, Changer les choses, Sur l'intégration, les beurs Emmener, concevoir Quartiers : jamais rien	Désir être reconnus Amuser, sérieux Feeling désirs

Nous, on organise notre propre événement (festival) avec notre feeling, nos désirs. Nous, ce qu'on recherche, c'est faire des choses avec des gens : on concoit le projet, on l'amène à son terme, on le prend en charge, on le défend ; et en même temps, on s'amuse, on emmène un peu de musqiue dans un quartier où il n'y en a jamais.
On n'est pas en train de pleurer sur notre sort, on agit.

Eux, ils (60) (Magyd-Salah, Maité, les filles, les mères, les éducateurs)			
Position 1	Action 3	Opinion 2	Sentiment
Les grands frères : Etre avec nous, nous aider, accompagnent. Modèle Les filles : présentes, ont appris, ont apporté, pas moteur, moins gâtées que les garçons, enterrées, pas de poids, justifient une présence féminine. Parents, ont une place dans la société, nous ont élevés	Elle (maité) nous parle, prend des risques, construit la confiance. Faire du sociocul, de l'intégration Filles : animation On (les garçons) les a mises à Vitécri	Ils (intellos maghrébins) causent beaucoup Magyd-salah, pensent, savent des choses	Ils (les éducs) destructeurs, frustrés Les élus, nous utilisent maité, nous séduit, nous aime, nous respecte

Etre de gauche, c'est être humaniste. Faut voir, il y a peu être des humanistes de droite, moi j'en connais pas mais c'est possible.
Les filles ont beaucoup appris et beaucoup apporté. Au bout du compte, elles ont pas la place qu'elles auraient du prendre.

Maité Debats, née en 1954		Educatrice puis responsable associative femmes. Fondatrice de Vitécri	
Je (108)			
Position 4	Action 1	Opinion 2	Sentiment 3
Etre (dedans, avec eux)	Faire (pour eux, des choses) Rassembler Travailler comme	Penser (justice, femmes, égalité) Se dire, croire (aux liens, à la médiation)	Sentir Les connaître Double culture

Je travaillais comme éducatrice au club de prévention. C'est comme ça que je les ai connus, on faisait des activités avec le club et eux passaient pour participer, bavarder. Je connaissais aussi les familles et j'allais chez eux. Magyd, Monir, je les ai connus ils avaient 10 ans.
C'était pas familial, plutôt amical. J'avais aussi le désir qu'ils adhèrent à des convictions que j'avais. Par exemple sur l'oppression. J'étais très sensible à leur double culture. Peut être parce qu'avec mon histoire de fille de paysan, j'avais aussi ce sentiment de double culture, de confrontation à la modernité. Sur le culturel aussi : j'aurai beaucoup aimé faire de l'audiovisuel. Je m'y suis mise sur le tard, avec les femmes, sur ce truc où il n'y a que certaines classes qui ont accès à la création.

Nous, on (59) (je et les jeunes, Magyd, les adultes, les femmes)			
Position	Action 1	Opinion	Sentiment
Connus, connaître	Parler, discuter Faire pour les jeunes, les filles Faire avec Magyd, avec les femmes Travailler comme	Féminisme, discrimination sociale (de classe), médiation, accès à la culture	Fascinée, merveilleux, dur, drôle, colère

Alors il faut pas se les (les jeunes de Vitécri) imaginer comme aujourd'hui. Magyd par exemple, il était très dur, il voulait être commissaire de police, il était de droite, mais genre royaliste, il était bourré d'a priori. Monir, c'était un autre style, on a beaucoup discuté. Dada, il était complètement allumé, extrêmement dur, violent. Mais on discutait beaucoup. Et puis je leur faisais rencontrer d'autres gens, des amis à moi. Je les embarquais en week end chez moi, à la campagne, et ils voyaient d'autres façons d'être, de vivre.

Eux, ils (196) (les jeunes de Vitécri, les filles)			
Position 2	Action	Opinion	Sentiment 1
Entre eux, ensembles Les garçons, les filles (dominées) opprimés	Dispute, violence, Prendre des initiatives	Critique vis à vis des animateurs, des intellos, des films sur les maghrébins	Avaient le sentiment être opprimés, pas écoutés, pris pour des sauvages, frustrés Prouver qu'on n'est pas des mange-merde Tenir ensembles

C'était l'horreur. Ils (les jeunes) s'étaient disputés avec l'animateur parce qu'il critiquait ce qu'ils faisaient. Bref, ça s'est très mal passé, les jeunes n'avaient pas voulu démordre de leur position et l'animateur n'a pas validé notre projet, et du coup on n'a pas eu les subventions pour le matériel. Du coup, ils se sentaient une fois de plus frustrés, sanctionnés. Et quand on a fait le film, c'était pour prouver à ce mec qu'on était capables.

Sylvie Viscaino, née en 1962		Animatrice à Vitécri, éducatrice dans l'Aveyron	
Je (106)			
Position 1	Action 1 (idem position)	Opinion 3	Sentiment 4
Etre (anonyme, efficace, animatrice, vendeuse, présidente de l'assoc) Etre avec les copains, les filles Habiter travailler	Prendre un poste, passer des diplômes, faire de l'animation, apprendre, s'impliquer, découvrir, partir	Croire Se rappeler Se dire que	Ma vie, s'en sortir, comprendre, être sensible à, souffrir

Je crois que si je n'avais pas eu Vitécri, j'aurai fini en beauf bête et méchante. Ca m'a révélé, ça m'a sorti de mon quotidien poisseux.

Nous, on (68) Vitécri, avec les filles, avec les garçons			
Position	Action 2	Opinion 1	sentiment
Etre différents	Faire des choses (voyages, animation, festival, prévention…) S'organiser	Penser, dire, croire Position d'immigré, politique	Reproche S'amuser

J'ai un grand respect pour ce qu'on a fait ensembles.
Il y avait toute une effervescence politique et nous, on menait nos petites activités ici.

Ils, eux (52) Maité, les adultes, les garçons, les filles maghrébines			
Position 1	Action	Opinion 2	sentiment
Maïté : modèle Les garçons : forts, durs, libres Les filles : sans parole, brimées		Ce qu'ils (les adultes modèles) pensent de nous Les maghrébins, filles garçons	Rire, s'amuser

Maïté, ça a été mon modèle, j'ai tout découvert avec elle : le féminisme surtout, et puis faire attention à soi, être à l'écoute des autres. Elle nous faisait beaucoup travailler sur l'écrit, elle nous passait des bouquins qui sortaient de mon ordinaire. Elle nous a appris à comprendre le politique. Et elle nous valorisait beaucoup : elle reprenait ce que je disais et ça me montrait qu'elle m'écoutait, j'étais très sensible à ses attentions. Comme elle nous amenait partout, je découvrais d'autres gens, mais aussi la France. A chaque fois, elle révélait quelque chose qui me touchait, elle a été très importante pour moi.

Amar Djemmal, né en 1970		Cadre à la CAF, directeur de l'association de soutien scolaire reynerie	
Je (61)			
Position 3	Action 2	Opinion 1	Sentiment 3
Habiter le quartier Travailler (salarié) Maghrébin	Travailler Faire du soutien scolaire Parler Signaler	Savoir (sur le quartier, les éducs, les associations, les familles, les maghrébins) Vouloir (changer les choses)	Aimer, être attaché (au quartier, aux jeunes, aux familles)

C'est vrai que je suis attaché à ce boulot. J'aime ça, et puis il faut bien que quelqu'un le fasse. C'est mon coté communautaire. Je souhaite donner un coup de main aux maghrébins. Je ne me sens pas redevable mais je souhaite que quelques uns puissent profiter de mon expérience, des gamelles que j'ai pris, des pièges à éviter.

Nous, on (48) association (44), famille			
Position	Action 1	Opinion 2	Sentiment
Famille maghrébins	Travailler, faire, produire Maîtriser (l'évolution des gens, du quartier)	Penser (éducation, pédagogie) Etre concerné	

Eux (le DSU) ils sont là pour fabriquer du dispositif, et nous, on est là pour ébrécher.
Ici, on interdit l'usage de la langue arabe tout simplement parce que c'est impoli de s'adresser à quelqu'un dans une langue qu'il ne connaît pas –mais toi, tu le comprend ?- oui je le parle et je le comprend.

Eux, ils (54) négatif : 1.DSU, élus, islamistes, maghrébins 2.Positif jeunes, grands frères, parents			
Position 1	Action 1	Opinion 2	sentiment
1. sont pas d'ici, viennent pas ici 2. maghrébins condamnés	1. donnent de l'argent 2. vont au charbon, travaillent	1. respectent pas 2. respectent, veulent réussir, grandir, pacifient	

Les maghrébins, ça me fout les boules qu'ils soient tous condamnés à être manutentionnaires ou femmes de ménage.

Colonel Harmel, né en 1912		Colonel en retraite (guerre d'Algérie) Président de l'asso de soutien scolaire	
Je			
Position	Action	Opinion 1	Sentiment
Etre président de l'association Avoir des relations	Faire évoluer les choses	Arabes, colonie Politiques	Nostalgie (Algérie) Estime (pour les arabes)

Nous, on (militaires en Algérie, association)			
Position	Action 1	Opinion	Sentiment
Avoir des relations	Faire quelque chose pour eux		autorité

Les maghrébins, on (armée française) les a trahis. Nous n'avons rien fait pour les éloigner ou les protéger des fellagas. Je pense qu'il nous faut faire quelque chose pour ceux qui restent.

Eux, ils (arabes, juifs)			
Position	Action	Opinion	Sentiment
dominés		Des gens biens	trahis

Nadia Amokrane, née en 1964		Animatrice à Vitécri, éducatrice prévention	
Je (369)			
Position 2	Action 1	Opinion 3	Sentiment 4
Avoir sa place Etre fille de maghrébins Vivre En collectif Femme, fille maghrébine Du quartier	Rencontrer des gens, découvrir Faire des choses, travailler Parler Se donner les moyens	Dire, penser (jeunes)	Aimer, ressentir le besoin de changer Colère, confiance exceptionnel

Vitécri débarque dans ma vie, ou je débarque dans la vie de Vitécri, de toute façon, ça fait la paire, ça va ensemble. Et ma vie va devenir ce qu'elle devrait être.
Si je vais changer, je vais changer grâce aux autres.

Nous, on (148) nous : la famille, les familles de la cité, les jeunes maghrébins ; on : Vitécri			
Position 2	Action 1 +	Opinion	Sentiment
Famille, être ensembles, garder, pas garder Tout pousser (des habitudes, des positions, des traditions)	Vitécri Faire : association, filles, animateurs Changer les choses Connaitred'autres gens, autre chose vivre		Difficile, se battre S'amuser Heureux, pas heureux

C'est par le vécu qu'on a toutes, par les points communs qu'on a, toutes les filles du quartier. On est des filles issues de l'immigration, il faut qu'on se fasse notre place. Partager les convictions de tous ces jeunes issus de l'immigration, d'appuyer et de militer, de militer dans le combat pour la reconnaissance de nos différences, de nos droits, de notre façon d'être, de ce qu'on est.

Eux, ils (187) : Les parents, les jeunes, les filles d'immigrés, Les éducs			
Position	Action	Opinion	Sentiment
Parents : manutentionnaires, pas exister, pas vivre Jeunes : cités, pas exister, réussir Filles : brimées, Educs pas du quartier, pas présents	Educs pas intervenants		

Quand tu discutes avec les parents, ils te disent qu'ils ont du mal à aider leurs enfants, parce qu'ils ne savent pas aider, parce qu'ils ne savent pas lire, pas écrire, parce qu'ils ne comprennent pas. On se dit que pour que ces enfants là n'aillent pas systématiquement vers l'échec, pour que ces enfants là fassent sortir d'eux tout ce qu'ils ont de positif, pour que ces enfants là puissent avoir toutes les chances d'aller vers la réussite, il faut qu'on leur amène un soutien, il faut qu'on leur apporte un endroit, un lieu où ils puissent avoir leur chance.
Ils mangent comme des français, ils travaillent comme des arabes.
Le chef de projet, le conseil général, les politiques, ils utilisent le festival et ils nous utilisent. Mais il y a une sorte de contre-pouvoir qui se met en place à l'époque et on voulait que les jeunes du quartier en aient conscience.

Mina Elbajati, née en 1970		Assistante chef de projet DSU, habite reynerie	
Je (59)			
Position 4	Action 1	Opinion 2	Sentiment 3
Habiter le quartier Connaître les gens Avoir le sens du travail	Travailler, choisir Faire des études Bouger, voyager, partir Rencontrer des gens	Sur le quartier (ça craint) Penser Se poser des questions	Aimer (le travail, les gens) Impression (mal à l'aise), découvrir Avoir de la chance, plaire

DEA à aix. Je suis restée un an à Marseille et là, j'ai rencontré des gens d'horizons très différents, notamment de pays étrangers. J'aimais Marseille, mes copines étaient des quartiers nord. Là, je me suis dit que j'avais de la chance d'habiter le Mirail parce que là bas, ça craint vraiment. Moi, ce qui me plaisait beaucoup à Marseille, c'est qu'on se serait cru au Maroc, en Algérie.

Nous, on (16) La famille, les immigrés			
Position 1	Action 2	Opinion	Sentiment
Etre immigré, être élevés ensembles Habiter le quartier	Faire (pour les voisins, les gens) Investir le quartier Relations quotidiennes	Gens très différents	Chaleureux Voisins-amis de la famille

On a investi cet endroit (reynerie) ensembles, les habitudes se sont formées, avec un esprit chaleureux. Les familles se retrouvaient les unes chez les autres, plus souvent que maintenant et surtout entre gens très différents : les mais de ma famille sont des italiens, des français.

Ils, eux (9) parents, jeunes			
Position 1	Action	Opinion 2	Sentiment
Jeunes marginalisés, trouvent pas leur place	Parents travailleurs On ne sait pas répondre	Dénoncent, demandent, difficultés	

Les jeunes dénoncent et fréquentent cette vie associative en même temps. Il y a aussi beaucoup d'activités d'insertion où beaucoup de jeunes ne trouvent pas leur place ; beaucoup de demandes auxquelles on n'arrive pas à répondre.

Bernard Isaach, né en 58		Chef de projet DSU reynerie	
Je (41)			
Position 3	Action 1	Opinion 2	Sentiment
habite le quartier Ne suis pas musulman	Travailler Militer Faire de la politique	Savoir (sur les gens, sur les associations, sur les dispositifs) Politique	Méfiance challenge

J'ai décidé d'habiter sur le quartier pour gagner du temps, voir comment ça se passait avant 9h et après 19h. Ca me permet aussi d'avoir un lien avec le quartier qui ne soit pas toujours dérivé des situations de crise.
J'ai toujours été militant, mais je n'aime pas beaucoup parler de ça
Ce que j'aime avant tout, c'est le challenge et la bagarre.
(travail)J'y trouve la satisfaction de m'occuper de beaucoup de choses.

Nous, on (48) acteurs du DSU			
Position 2	Action	Opinion 1	Sentiment
Territoire Habitat social Programmes d'associations	Désamorcer Faire de la politique	Insécurité, racisme Pas dupes Sait comment faire	besoin

On fait de la politique, donc notre interlocuteur doit être la ville.

Eux, ils (38) travailleurs sociaux, associations, élus			
Position	Action 1	Opinion 2	Sentiment 3
Pas partenaires	Savent pas quoi faire Financent S'engagent pas	Affirment, déduisent Défendent leurs interets	Crise Exploitent N'importe quoi

Le problème des travailleurs sociaux c'est qu'ils ne voient que les situations de crise, et qu'ils en déduisent que c'est pour tout le monde pareil, tout le temps.
Je pars du principe que ceux qui protestent sont les plus intéressés par la vie du quartier.
Je n'aime pas cet espèce de magma institutionnel et associatif qui parle au nom de l'intérêt général.

Jacques David, né en 1948		Dir sce application des peines, dr service de prévention spécialisée (justice)	
Je (24)			
Position	Action 2	Opinion 1	Sentiment
	Criminologie Prévention apprendre	Sur les voyous, le milieu, l'histoire sur la misère des gens, justice, droit	Pas insécurité Petit milieu Curiosité, optimisme

Je suis un optimiste mais je ne crois pas en l'homme. J'ai toujours voulu découvrir les choses. Je crois à la réalité des choses.

Nous, on (5)			
	Action		
	Faire pour les jeunes		

Ca fait plusieurs années qu'on monte des plans de petits boulots pour les jeunes. Ca marche bien, ça leur fait 20 sous, et puis, il ne faut pas le cacher : pendant ce temps, ils ne sont pas dans nos pattes.

Eux, ils (51) Les jeunes, les travailleurs sociaux , les communautés			
Position	Action	Opinion	Sentiment
Jeunes sont utilisés	Manient du discours Pas de réponses	Incompétents, apprentis sorciers	

Le discours des adultes est complètement délétère. Si les jeunes arrivaient à se structurer, on assisterait à une révolte, ils partiraient en guerre contre ceux qui leur ont menti.
Les travailleurs sociaux ont atteint les sommets de leur incompétence et de leur discrédit sur les quartiers.
De toute façon, il n'y a pas plus chiant qu'un travailleur social. Ils bossent avec les mêmes acquis théoriques qu'il y a 30 ans, et il leur manque la praxis et le logos.

Zina Cherfi, née en 1964		Couturière, mère au foyer	
Je (124)			
Position 1	Action 2	Opinion	Sentiment 3
Fille maghrébine Sœur de Magyd Femme, mère	Bosser comme, à Faire des choses Rencontrer Voyager, aller à paris changer	Croire L'avenir Réussir sa vie	Aimer être avec les autres, pas débrouillardes choses Pas pouvoir

(couture chez gaultier) je n'avais rien fait, je n'étais rien du tout. Si j'avais pu à l'époque, je serai restée à Paris et j'aurai continué la couture. Mais je suis rentrée à Toulouse et j'ai repris mon père et ma mère.
Avec Maité, je m'étais mise un peu dans le mouvement féministe

Nous, on (67)les filles, les filles avec les garçons			
Position 2	Action 1	Opinion	Sentiment
Etre des filles Fille maghrébine	Faire des choses pour nous Tout faire, se battre Animation Lire, écrire		Vouloir, tout faire Réussir sa vie

Je crois qu'on se battait pour nous, les filles. On faisait ça pour nous, pour les filles de cette génération qui ne pouvaient pas sortir, pas faire ce qu'elles voulaient. On avait envie de se battre, de chercher ; et monter à Paris, c'était ça : on est des filles, on est beurs, et fières de l'être en plus, on ne voulait absolument pas renier notre race.
On ne gagnait pas d'argent mais on était contents, ça nous faisait sortir.
On avait envie de toute façon de tout. On voulait tout faire, tout voir : la danse, la couture, sortir, écrire, parler

Ils, eux (51) les garçons, Magyd Ma mère			
Position 1	Action	Opinion	Sentiment
Les garçons, libres, drôles	Parler, sortir, s'amuser		

Mes frères parlaient beaucoup, ils étaient sympas, ils étaient intelligents ; ils m'ont tout appris.
Ils m'ont aidé à sortir de ce que j'étais.

Roland Pousse, né en 1962		Scientifique, puis animateur léo lagrange	
Je (152)			
Position 2	Action 1	Opinion 3	Sentiment
Bénévole Militant Animateur, médiateur Scientifique	Travailler beaucoup Faire ce boulot Changer décider	Faire du social changer	

Moi, j'étais bénévole mandaté par les politiques
Si je n'avais pas rencontré des gens et une organisation qui m'amène vers une réflexion sur les gens, qu'est ce que je serai aujourd'hui ? Peut être quelqu'un qui vote front national. Alors je me met à la place des gens qui votent front national ; qu'est ce qui leur a manqué ? quelle est la rencontre qui leur a manqué, quel processus les a emmené là ?

Nous, on (12) animateurs			
	Action 1	Opinion	
Tous très différents	Faire travailler	Médiation Penser Croire Discuter, négocier	

Nous, on construit. Don quichotte, les curés de l'an 2000. Mais on arrivera quand même à l'explosion sociale, c'est ce que je crois.
On est des acteurs du changement social, on devrait l'être. Le travail des médiateurs, c'est de déléguer, vite.
C'est ça le lien social, c'est pas cela qu'on commence pour faire notre métier.

Ils, eux (39) élus Animateurs, jeunes, habitants			
Position			
Défavorisés, milieux difficiles			

L'approche des enfants, le travail avec des jeunes issus d'un milieu très difficile, c'est comme la découverte d'un écosystème.
Les habitants, ils venaient chercher des infos, ou ils s'intéressaient à la poésie, et ils ont pu s'intégrer comme ça dans la ville.
Les gens viennent vers toi, ça remonte !

Moustapha amokrane, né en 1968		Vitécri et chanteur de Zebda	
Je (77)			
Position 4	Action 1	Opinion 3	Sentiment 2
Etre immigré, fils d'immigré Etre animateur collectif	Faire à Vitécri Assouvir ses envies, ses rêves S'en sortir Faire des études De l'animation Chanter	Sur les jeunes (difficile de s'en sortir), sur les travailleurs sociaux, sur les cités Sur la réussite	Parano des jeunes, indépendance Etre différent, et pareil collectif

Donc, même si je suis déjà prédisposé à m'en sortir, Vitécri est un tremplin, un endroit où je calme ma parano, où j'ai du recul par rapport à ma situation d'exclu, je sors de ce mode de pensée où le seul rapport possible est la violence.
Je me fais une opinion sue ce qu'on va devenir, j'ai une grosse envie de réussir ma vie et je commence à sentir que c'est possible.

Nous, on (183) : 1 Vitécri, 2 notre génération, 3 zebda, 4 notre milieu			
Position	Action 1	Opinion	Sentiment 2
Exclu Notre milieu (immigrés, pas très lettrés, pauvres, des cités), la tribu Parents qui veulent réussir Vitécri : sans jeux financiers, bénévoles, pas de hiérarchie, pas de rémunérations	Violence des jeunes Collectif est un tremplin Faire le festival, de l'animation, aider les jeunes, s'aider soi même	Politiques et sociales S'approprier l'histoire	Prédisposés à s'en sortir Calmer la parano, échappatoire, compenser nos frustrations

Nous avons 20 ans, nous sommes nés là, nous savons lire et écrire le français et nous nous sentons français même si on ne se l'avoue pas encore.
Aller faire le service militaire en Algérie, c'était être le fils de tes parents. Dans Vitécri, on est les premiers à dire « on n'ira pas en Algérie ! »
On commence à être français ; c'est bien le fait d'être français et pas d'être Beur : faire l'armée ici, avoir les papiers français, se marier avec la fille que tu veux, française ou pas.
(font un film un jeune qui arrive du Gers) : à l'époque, c'est notre vision de ce qui est différent. Et là, la différence n'est pas entre l'arabe et le français mais entre le citadin et le paysan.
Zebda : on a envie de réussir, et si on pouvait y arriver avec ça, ce serait le rêve total.
Vitécri, c'était travailler en famille, avec des gens qu'on aime bien.
Pour nous, tous ces jobs sociaux sont présentés comme des portes de sortie.
Nous, on n'est pas éducateurs, on n'est pas présents au quotidien avec les jeunes.
Le secret de notre réussite c'est d'avoir creusé notre trou ensembles.
On a plein d'idées, on a la fibre militante ; avec ça, on devrait avancer, on le sent bien.

Eux, ils (56) les immigrés, les jeunes, les éducateurs			
Position 1	Action	Opinion 2	Sentiment
Educateurs : techniciens, professionnels, salariés, fainéants, outils du politique	Travailleurs sociaux, pas faire leur travail (mal) Jeunes : consommateurs, profiteurs, la planque S'en sortir	Envie de s'ouvrir Infléchir les parcours	injustice

On trouvait aussi que les travailleurs sociaux faisaient pas leur boulot, ou le faisaient mal, qu'ils avaient la planque. Ils ne visaient pas juste par rapport aux envies et aux besoins des quartiers : ouvrir sur l'extérieur, faire du soutien scolaire, infléchir les parcours des jeunes, les aider à s'en sortir avec l'école, les loisirs. Les éducs sur le quartiers, ils faisaient un peu tout ça, mais dans un esprit de consommation. En plus, ils fonctionnaient comme des profiteurs, ils achetaient aux jeunes des trucs volés et ils te filaient des loisirs de consommation en échange, etc. Et nous, on trouvait pas ça normal.
Les gens avaient des problèmes et on essayait de soigner.
De toute façon, il n'y a pas 36 manières de devenir riche si t'as pas envie ou pas le courage d'être voleur. Bertrand Cantat (noir désir) ou manu chao (mano negra), ils ont réussi, y compris avec l'argent, mais sur le festival, ils étaient respectés par les jeunes parce qu'ils portaient les barrières comme tout le monde.

Loucif Iklef, farid, nés en 1965		Animateurs ASSUR, 7è vague, théâtre sans paroles	
Je (3)			
Position	Action	Opinion	Sentiment
		Connais (les dealers) Pense (qu'on s'en est pas bien sortis)	

Nous, on (89)			
Position	Action 1	Opinion	Sentiment
Etre animateur Connais du monde Avoir des diplômes Rester ici	Faire, faire sur le quartier Assurer Relations aux institutions	Penser sur les jeunes, les pauvres	

Nous, on fait un travail de grands frères parce que tous les autres ont disparu : la prison, le sida, la dope, tous morts.
Tout ce qu'on voulait, c'était se monter des vacances. Après, on a laissé ça aux filles.
On faisait des milliers de choses, tout le temps.
7ème vague, ça nous sert de tremplin, ça nous permet de connaître du monde, d'assurer l'affect avec les institutions. Sinon, on pourrait très bien se vendre ailleurs, on a les diplômes qu'il faut. Mais on préfère rester ici, essayer de faire quelque chose pour le quartier.

Eux, ils (29) : Educateurs Jeunes			
Position 1	Action 2	Opinion	sentiment
Jeunes : pas de travail, (pas) diplômés, pas d'argent Animateurs : branleurs	Jeunes : font du business, de l'animation Educ, animateurs : montent des ateliers, rassemblent les jeunes		

Les jeunes, ils connaissent pas le travail, à part les 1800f par mois qu'ils gagnent à faire de l'animation. Pourtant, ils ont tous le bac, mais ils ne pensent pas qu'ils peuvent gagner de l'argent en travaillant normalement. Ils pensent pas qu'on peut faire du fric en dehors du business.
Les animateurs d'aujourd'hui, c'est vraiment des branleurs. Ils y connaissent rien. Les organismes de formation, pour faire du fric ils donnent le BAFA à tout le monde. Comme ça, les jeunes se le disent entre eux, ils vont s'inscrire parce qu'ils sont surs de l'avoir.
Les gens qui sont vraiment dans la panade, c'est nous qu'ils viennent voir, pas le Centre Social.

Soraya, née en 1969		Secrétaire RSNL	
Je (115)			
Position 1	Action	Opinion	Sentiment 2
Etre embauchée Mère de famille, mariée indépendante	Travailler Faire un stage Se marier, avoir des enfants	sur la famille (pesant, différents) sur les salariés (compliqué) pas idée, rester tranquille	De changer, d'avoir évolué D'obligation vis à vis de la régie, de Didier Je m'en fous (militer)

J'avais pas idée d'avoir mon travail. Pour moi, j'étais mariée, j'aurai voulu rester à la maison élever mon gosse, alors que Didier m'a toujours laissé cette porte ouverte, mais je ne m'accrochais pas du tout. D'ailleurs, ça me faisait chier de venir ici, je préférais aller en formation, c'était plus tranquille. Didier ne me lâchait pas, il me disait « il faut que tu t'accroches, que tu avances ». c'est venu peu à peu, à force de travailler ici, de voir que pas mal de gens avaient des problèmes, d'être amenée à leur faire des CV, les diriger. C'est là que j'ai eu une autre vision ; j'ai beaucoup changé.
Voir que j'avais un salaire, par rapport à d'autres, beaucoup d'opportunités à avancer, et pouvoir vite partir d'ici. Je vois bien que j'ai aussi mon indépendance, mon salaire, ma vie, même si je suis mariée, je n'ai rien à demander à mon mari.

Nous, on (25)			
Position	Action	Opinion	Sentiment
Famille : arabes Nordine-kamel-soraya : équipe		Arabes, différents	Equipe : problèmes

Parfois il (Didier) nous (kamel, nordine et soraya) crie, mais on ne lui en veut pas, on sait que le lendemain tout ira bien. Et puis, on le voit arriver le matin, on sait tout de suite s'il va s'énerver ou pas. On est obligés de jouer la comédie avec la plupart des gens, c'est pareil avec didier.
On a gardé de mauvais souvenirs du centre social.
Chez nous, on mange séparés (hommes et femmes) mais après pour la fête on est tous ensembles.

Ils, eux (109)			
Position	Action	Opinion	Sentiment
Gens du quartier Femmes de la régie : agressives, difficile Gitans Les parents, beaux-parents	Didier : faire, nous faire faire Travailleurs sociaux, aident pas, reprochent	Didier : me connaît	Pas confiance dans les gens Confiance dans Didier

Ici, ce que je fais ça ne les (famille) regarde pas, mais quand je suis chez eux, je suis obligée de faire comme ils disent. (…). C'est con, mais après tout ils avaient qu'à nous amener au bled ; en restant ici (France) ils ont pris le risque aussi qu'on ouvre les yeux, c'est con après de se facher.
La plupart des femmes me prennent pour un con, elles me racontent des salades alors que moi je les crois quand elles disent qu'elles ont un problème. Elles craignent davantage Nordine.
Il est vrai que les gens sont beaucoup plus agressifs qu'avant. Ils ont davantage de problèmes, et nous en posent davantage. On ne peut pas leur faire confiance, on est toujours dans le doute quand on leur fait un contrat.

Fati Bouaroua, né en 1962		Directeur CS belsunce puis dr AMPIL	
Je (121)			
Position 1	Action 2	Opinion	Sentiment
Représente (les autres, des idées) Suis (pas travailleurs social, animateur, directeur) Suis (autonome, privé, libre, dans un système économique, rentable) Suis un homme de pouvoir	Travailler Décider Proposer Faire Relations investir	Politiques, gauche Exclusion : je travaille là dessus	injustice

Donc, je participe à cette étude (sur le logement), je rassemble une petite équipe de gens que je connais.
Je ne suis pas travailleur social, je n'ai pas de diplôme de travail social, je suis animateur.
Je suis quelqu'un de pouvoir. J'aime le pouvoir, et quand j'ai des options, je veux avoir le moins d'obstacles possible pour les réaliser

Nous, on (133) ALPIL et AMPIL			
Position	Action 2	Opinion 1	sentiment
Militants Contre pouvoir aidés	Faire (logement, insertion), des choses, faire la preuve Innover Relations (aux élus, logeurs, décideurs) Savoir faire, capacité	Défendre (les mal-logés, les immigrés, isolés) Egalité Accès au droit	

Donc, je ne suis pas arrivé sur le logement par hasard : on est des intervenants sociaux avec un caractère militant, et on met en place des actions.
Je suis dans un système économique privé, j'ai une idée que je pense rentable, je vais investir pour récupérer ensuite mon argent. Pour moi, le problème, c'est que la garantie c'est notre savoir-faire, et notre capacité d'investissement financier n'existe pas. Notre seul investissement c'est notre matière grise, notre capacité à répondre.
La première opération de réhabilitation, personne ne nous a payé. Le premier immeuble, on n'a touché le fric qu'après coup. On a toujours d'abord fait la preuve qu'on était en capacité de faire, ou on s'est fait un peu aider par la fondation abbé pierre.

Ils, eux (31)			
Position	Action	Opinion	Sentiment
ALPIL : militants, de gauche Immigrés, habitants (expulsés, isolés, pas informés)	Pouvoirs publics : donnent du fric	Travailleurs sociaux, pouvoirs publics : refusent d'aider, pires	

L'entrepreneur pur, même avec ingéniosité, il embauche des gens pour faire le travail et développer, et lui ne le fait plus. Quant aux gens issus du social, ils n'ont pas envie de lâcher cette partie du développement. C'est très difficile de concilier cette partie de développement dans le cadre d'une entreprise.
La logique de l'AMPIL, c'est de loger ceux qui ne trouvent pas d'autres solutions, qui sont expulsés, avec des revenus très faibles, et qu'on n'arrive pas à reloger.

Zoubida Meguenni, née en 1960		Fondatrice ASSUR, assistante chef de projet DSU	
Je (216)			
Position 4	Action 2	Opinion 1	Sentiment 3
Etre (présidente, animatrice, mère, fille d'immigrés, des quartiers) Galère, pas tranquille	Apprendre Passer des diplômes Travailler Se mobiliser Faire de l'animation	Dire, décider Penser : critique, anti racisme, politique, être contre Je, plus que les autres (mobilisée)	Etre reconnue Réussir (ou pas) Mérite, expérience

L'ATOM, très peu de gens le fréquentaient. Moi je sais qu'en fait c'était surtout des gens du bidonville qui y allaient mais nous, on n'était pas du bidonville.
Lui (fourest), impeccable, comme de toi à moi, c'est à dire vraiment égalitaires. J'ai rarement rencontré quelqu'un dans ma vie qui me considère.
J'avais besoin de grailler. Mon père était en arrêt maladie donc il fallait que je travaille. C'est pour ça que je me suis retrouvée là, et puis j'étais très politisée. J'étais dans les mouvements plutôt interculturels. On a monté Radio Gazelle, la marche de l'égalité, j'étais plutôt en référence à ça. Dans toute la bande, il n'y avait que moi qui étais dans le réseau immigrés, le clan immigré anti-raciste. J'étais très branchée politique dès l'age de 16 ans.
Je voulais être reconnue, j'en avais marre parce que sur le plan professionnel, il y avait toujours un a priori, très péjoratif ; pas que moi, tous les copains. A priori pour nous dans le social, on n'était pas vraiment des travailleurs sociaux reconnus.(…)Oui parce que avec ASSUR, on était à la fois habitants et travailleur social. Or ils veulent que les gens soient extérieurs. On ne pouvait pas se positionner. Il y a une crainte des gens du quartier. Pour t'exploiter oui. Ils venaient, ils te mangeaient mais pour avoir un poste. Alors j'ai été dégoûtée, j'ai dit : "maintenant, j'en ai marre, je vais chercher des vrais postes, des bons postes et je mets le paquet". J'ai dit :" je veux faire agent de développement" parce que c'était nouveau, ça me plaisait. Je pense que j'avais cumulé un certain savoir, une certaine connaissance des quartiers. Et après tout, je le mérite. Savoir faire un projet, je savais le faire. J'ai dit : "après tout, tous les gens qui foutent rien, qui ne comprennent rien, je pourrais le faire". J'ai eu la chance aussi qu'il y ait un préfet chouette. Guigue avant Firscho, je l'avais vu pour SCHEBA et je ne sais pas, j'avais fait bon effet. Lors d'une intervention, j'avais fait fureur. Simone Weil était venue à SCHEBA, il paraît que tout le monde avait été impressionné. Moi, ils ne m'ont pas impressionné. Il y avait les grands chefs, Hubert Blanc, c'est moi qui ai fait l'animation. Ca a impressionné tout le monde. C'est une capacité ça, ça n'a pas explosé, rien. (…)
Moi aussi j'ai le droit de vivre
Moi, honnêtement, ce que je sais c'est que je suis très mal payée et plus ça va, plus je me rend compte que je mérite mieux. Moi j'ai pas vécu ce poste comme une promotion, je te dis la vérité. Pour moi c'était normal que je l'ai par rapport à mon parcours. A la rigueur j'aurais été chef de projet de suite, ça aurait été une promotion mais là, non. Parce que tu es encore à l'usine.

Nous, on (232)			
Position 2	Action 1	Opinion	sentiment
Assur : jeunes des quartiers, les seuls, les premiers, galérer, grandes-gueules Jeunes du quartier : + branchés, avant garde, révoltés Familles maghrébins : les premiers sur le quartier, plus modernes, plus militants	Assur : faire de l'animation, inventer, créer, travailler beaucoup Jeunes : se mobiliser faire des études, militer, promouvoir les autres	Assur : militants	Assur : été trompés, lâchés, pas reconnus, pillé nos idées, pas écoutés

Eux (les flamants) c'est plus tard, nous on est plus anciens. Maintenant, c'est pas la même chose, animateur, la pédagogie, une exigence forte. Eux, aux Flamants, ils étaient bien branchés pédagogie, mais ils étaient pas aussi formés que nous, comme nous. Nous, on avait fait des études pointues. Ils (Fourest et d'autres) nous formaient. Tu vois, on a eu la chance d'être avec des gens comme ça. C'est pas les mêmes éducs qu'aujourd'hui. C'est pas la même race, ça n'a rien à voir.
On avait fait des colos, et on s'était dit « putain, on est du 13-14 et on se connaît pas. Pourquoi on ne ferait pas quelque chose qui nous unirait, on travaillerait ensemble et on monterait des projets d'animation ? » Finalement, avec les travailleurs sociaux, on était trop assistés, on avait rejeté tout ça. On n'avait pas le même regard, toute l'idée de l'école et du quartier. Donc on a monté cette asso.
On a fait la promotion de gens, mais nous on est toujours restés en bas.

Eux, ils (161)			
Position 2	Action 1	Opinion	Sentiment
Immigrés : bidonville, pas évolués, pas instruits, usine Educateurs : viennent de l'extérieur, sont pas dans les familles, indics Jeunes : violence	Educateurs : nous entuber, pas accompagner, techniciens Dsu empêche les initiatives des habitants Fourest : se mouille, nous écoute, aide, respecte, fait connaître Jeunes : m !monter des associations	Educateurs : cassent les immigrés, reprennent nos opinions DSU : s'en fout	Educateurs : pas de courage

Les jeunes étaient en furie en fin de compte. Je me souviens, la PJ avait fait une intervention forte, et c'est là où les jeunes ont monté l'association.
ça vaut le coup d'aller les voir parce que eux, ils vont te dire autre chose. Le GRETA, tous ces stages, c'étaient les roses qui étaient arrivés au pouvoir, tandis que là (maison des familles), c'était vraiment le front rouge du quartier. Au niveau du club de prévention, maison de jeunes, c'étaient des cocos. Là, c'étaient les CIO qui géraient la maison de jeunes.
La mentalité clientéliste, pas d'initiatives, ils empêchaient les initiatives des habitants. C'étaient des emplois pour les travailleurs sociaux. C'est ce coté que je rejetais. Aussi, Schebba, je l'ai montée un peu contre tout ça.

Et ma marche de l'égalité avec Said, on a organisé une réunion à la maison de jeunes. On avait invité plein de gens et c'est là qu'on a fait le programme de la marche à partir de Marseille. Je m'étais mobilisée quand ils avaient tué Laouari. Ils l'avaient tué à Busserine, on était un groupe de jeunes et d'autres sont venus s'intégrer à nous. Et puis ça se faisait comme ça : je faisais le lien, mes collègues animateurs n'étaient pas branchés politique du tout. Ils rejetaient complètement, ils ne s'identifiaient pas du tout maintenant ils s'identifient par contre. J''i toujours été entre les animateurs et le mouvement interculturel, le mouvement immigrés.

Je ne les ai pas suivis. Tu vois, on était déjà vachement conscient et on ne s'est pas trompé. Il ne faut pas perdre de vue qu'en parallèle, on faisait toujours du social, de l'animation, donc on était vachement occupés. De l'autre côté, des fois, on se disait "mais pourquoi ils viennent nous voir", on ne comprenait pas. C'était trop, mais il y avait tellement peu de lieux... il y avait Mantes-La-Jolie, je me rappelle d'une asso de jeunes qui s'est montée. Ils étaient moins bons que nous, ils avaient du mal à percer, des gens de Toulouse. On faisait des rencontres inter-cités et tout. Ca mettait en réseau aussi pour certains emplois. C'est comme ça que Faouzi a été pris, des choses comme ça, des infos. Bania, c'est comme ça que ça lui a donné envie de faire une formation vidéo avec Renaud Mouillac. Ça lui a donné envie d'être cinéaste. Moi, par contre, je serais branchée politique avec l'âge, ça se confirme. On était des grandes gueules, surtout Bania et moi, très grandes gueules. Donc on intervenait, pour la troisième marche des beurs, on était passés par le PS et on leur était rentrés dedans. Tellement que la ville de Marseille, ils nous ont convoqué toutes les deux, Bania et moi. Et je te prie de croire qu'on était un peu avant-gardistes même si bien des choses ont été rejetées à l'époque pour que les travailleurs sociaux le reprennent à leur compte 3 ans plus tard.

Robert Holzauer, né en 1944		Directeur fédération des centres sociaux Provence	
Je (328)			
Position 1	Action 2	Opinion 3	Sentiment 4
Etre militant (42) Etre de Alger, de Marseille Statut, accéder à	Guerre Algérie Action gauchistes, défiler, militer, participer Travailler (fac, CS) Passer des diplômes	Opinions politiques, sur les immigrés Croire Prendre conscience	Amitiés en Algérie, en France

Je ne renie rien de ce que j'ai fait à ce moment là (68), je ne renie pas mes engagements de ce moment là et même s'il y avait des façons de militer ou d'agir qui étaient soit utopiques soit brutales, j'assume complètement.
A partir de 68, je crois que l'encrage en France est pour moi un encrage définitif. Maintenant, je m'enracine vraiment… j'abandonne l'illusion de pouvoir repartir à Alger
politique dans un sens large parce que je n'étais pas dans un parti politique, avec une organisation politique organisée. Dans des associations, j'y étais toujours, dans les initiatives type la librairie, des trucs comme ça, j'ai continué bien entendu. Mes engagements dans la société civile, oui. Dans un syndicat, faiblement d'ailleurs au niveau de l'organisation des syndicats des travailleurs sociaux et des centres sociaux, c'était majoritairement la CFDT à l'époque, dans le réseau, avec des hauts et des bas, certaines erreurs. Et par contre, mes engagements dans la société civile, oui bien sûr, au niveau associatif, ont continué mais c'est vrai que mon implication dans le réseau fédération des centres sociaux faisait qu'en définitive, j'y trouvais plus...

Nous, on (98)			
Position	ActioN 1	OPINION 2	Sentiment
Gauchistes Etudiants Animateurs nombreux	Actions gauchistes, mode de vie en communauté, interventions à la fac, dans les usines Animateurs : proposer, faire ensemble, réfléchir, rassembler	Etre sur des positions Réfléchir sur l'immigration, l'animation, penser	Amitiés, solidarité conflit

Si on a mis en place ce programme d'animation globale en faveur des populations immigrées dans les CS, c'est parce que justement, on estimait que les centres n'étaient pas assez ouverts, assez accueillants.

Eux, ils (50)			
Position	Action 1	Opinion	Sentiment
Institutions, politiques, notables	Anti gauchistes, interventions Immigration : ATOM, FAS Centres sociaux	Ce qu'ils pensent de moi	

Les gens savent qui je suis, ils me connaissent. Ils m'interpellent, et même s'ils ne le disent pas, ils savent, donc je suis quelqu'un de connu de cette façon là.
En 80, en 79-80, il fallait des semaines pour avoir une audience avec un fonctionnaire de la DDASS ou un élu du conseil général encore plus et même de la CAF. Maintenant, on a des rapports plus quotidiens. C'est eux qui nous appellent que ce soit des fonctionnaires ou des élus, ils nous appellent pour faire part d'une difficulté ou pour demander un avis, pour nous donner leur avis et pour nous en demander.
Quand je parlais des notables, il y a aussi les notables politiques.

Daniel CARRIERE, né en 1940		Directeur FAS	
Je (216)			
Position 2	Action	Opinion 1	Sentiment
Travail (je prend le FAS) Relations	Faire pour les associations, avec les partenaires Décider pour les immigrés, les associations	immigrés, volontaires, s'organiser, faire monter une élite/associations, pas efficaces, clientélisme local	Sur Marseille, compliqué difficile

Belpeer était parti depuis deux ou trois ans. C'est dans ces conditions là que je prends le FAS. J'avais décidé depuis quelques mois de laisser Echanges Méditerranée. Et on me faisait une proposition qui était un piège épouvantable, que j'ai évité. A cette époque là, on me demandait d'être le Directeur au Ministère de la Coopération des ONG, c'est-à-dire que si j'avais accepté, j'aurais eu à me farcir le carrefour du développement. Bien, j'avais dit "non", et au cours de l'été 84, la préfecture me fait dire qu'ils ont les pires ennuis pour la mise en place de la régionalisation du FAS et sachant que je suis disponible, est-ce que j'accepterais de devenir délégué régional du FAS. Sur le coup, j'ai dis "non", bien que connaissant tout ça, pour un tas de raisons que je vous ai expliquées. Et puis, j'ai reçu un certain nombre de coups de fils qui ont fait apparaître une quasi unanimité de tous les partenaires administratifs et syndicaux pour que je prenne le poste. Auquel cas j'ai dit : "je veux bien prendre le poste mais sous trois conditions

Nous, on (56)			
Position	Action 1	Opinion	Sentiment
	FAS : se donner le pouvoir, les moyens, faire / Aider les associations S'attaquer à la réalité Elus, décideurs, les autres	Justice, équilibre entre les gros et les petits Réussite des immigrés	FAS : limite les dégâts

Parce que je disais "si on ne les aide pas, elles vont s'essouffler très rapidement". Ce que la réalité a démontré d'ailleurs dans bien des cas. Par contre, dans cette région, on a pu limiter les dégâts dans la mesure où on s'est attaqué tout de suite, dès la régionalisation du FAS, à cet objectif là. Je ne dis pas qu'on a pleinement réussi parce que c'était un peu compliqué. Mais c'était un objectif très fort qu'on s'est donné dès le début de rééquilibrage des gros et des petits, meilleure couverture territoriale et sectorielle et rééquilibrage entre les nouveaux et les anciens. Donc c'était quelques idées peu technocratiques mais qui ont été un élément débattu très fortement dans notre Commission Régionale pour l'Insertion des Populations Immigrées (CRIPI).

Eux, ils (71)			
Position	Action	Opinion	Sentiment
Génération beur : il fallait les aider. Petiots, jeunes Immigrés, défavorisés	Centres sociaux, pas les mêmes pratiques que nous Jeunes : lutte, perspectives d'emploi	Beurs, convictions sociales	

Les petits, vous savez en fait qu'est-ce qu'il s'est produit ? Il y avait des gens qui avaient des convictions, la génération de ceux qui avaient des convictions est celle qui avait été marquée par les luttes autour des cartes de séjours, même certains ayant gardé en mémoire très fortement les grèves de la faim des années 73... Alors il y avait cette génération là dont on retrouve des traces d'ailleurs dans la Commission Régionale pour l'insertion...

Deuxièmement, on a eu une génération de leaders associatifs, et c'est encore vrai aujourd'hui, qui ont vu au travers de la vie associative, la perspective d'un emploi. Ça a été très fortement chez les jeunes.

J'espérais un peu et j'espère encore que ici ou là des flambeaux seront repris, tous ceux qui ont participé à ce mouvement, ces jeunes qui sont devenus vieux, ces gens qui se sont arrachés au milieu pour créer, pour agir, arrivés à l'âge de 40 ans, ils sont devant un mur. Ils sont devant un mur parce qu'ils n'ont pas tous les atouts de leur promotion personnelle et ils n'ont pas un environnement porteur de leur promotion. Et ça je m'en veux parce que je suis persuadé que ces hommes et ces femmes ont aujourd'hui acquis des savoir-faire, ont acquis des connaissances incomparables notamment en ce qui concerne la régulation des conflits, qu'on ne sait pas aujourd'hui utiliser au profit des nouveaux enjeux urbains, des nouveaux enjeux sociaux.

Marcelle Yetta, née en 1943		Monitrice ATOM puis ADRIL depuis 1962	
Je (94)			
Position 1	Action 2	Opinion	Sentiment
Etre d'Algérie Etre à l'ATOM Etre conseillère, animatrice, formatrice, adjointe, directrice Etre formée (insertion, alphabétisation, économie familiale)	Travailler Démarrer des actions Enseigner Faire des bilans Avoir des responsabilités	Politiques (pas) Techniques Connaître les Algériens	Belpeer : respect, autorité

(recrutement à l'ATOM en 62 : MY a 18 ans, pied noir) : Il y avait du personnel pour l'afrique noire, et du personnel pour l'afrique du nord ; moi, ce qui était ma connaissance puisque j'arrivais d'Algérie, je connaissais les algériens. – et vous parlez la langue ? – la langue non, parce que là bas on était vraiment séparés, j'habitais dans une petite ville où il y avait les français d'un coté, les algériens de l'autre.
Moi, je suis formée à l'alphabétisation puisque j'avais en charge l'alphabétisation pour les femmes et pour les jeunes.
On avait des foyers partout dans la région, dans les bidonvilles, tout ça j'y suis allée moi, j'ai tout fait, je les connais tous.

Nous, on (106)			
Position 2	Action 1	Opinion	Sentiment
Moniteurs : salariés, contrat de travail, pas de formation, pas de diplômes, mal payés ATOM, être implantés, travailler seuls	Travailler (dans le bidonville, avec – pour les immigrés, sur le logement, sur l'insertion) Aller chercher (recruter) des familles S'occuper des immigrés	Travailler sur le social On a les clés pour travailler	force

Ce qui fait notre force un petit peu, c'est vrai que ça change des assistantes sociales de la DIS ou la CAF, c'est parce qu'en fait nous on connaît les gens, et les gens nous font confiance.
Pour les familles, on avait des cours d'alphabétisation qui ont super bien marché.
Il y a 30 ans, on avait des familles qui avaient 8 ou 9 enfants, et les filles, on allait les chercher puisqu'on était dans les cités, on allaient les chercher quand elles ne venaient pas.

Eux, ils (69)			
Position 1	Action	Opinion 2	Sentiment
Les immigrés : bidonville, HLM, illettrés, pas scolarisés, pas instruits, pas santé, démunis, pas d'argent Femmes : pas scolarisées, dominées par les maris, se laissent faire Les Belpeer : gens très bien, patrons	Belpeer : s'occuper des immigrés, besoin de nous, bâtir	Belpeer : connaissance du Maghreb, paternalistes, défendre seuls, autocrates	

Les enfants des gens qu'on a, qui sont maintenant des Beurs puisqu'en fait ils sont nés en France… C'est vrai que maintenant on reçoit des gens, surtout pour le logement, on n'a pas que des immigrés ou des étrangers, on s'occupe vraiment des populations démunies, défavorisées.
L'ATOM, justement c'était très bien parce que c'était un peu apolitique, c'était pas de religion puisqu'on employait des gens qui étaient maghrébin, israélites, catholiques, protestants… Il a du vous le dire Mr Belpeer, il ne voulait pas… il voulait défendre tout seul…, il a du vous dire que c'est vrai que c'est lui qui a tout bâti seul.

Nordine Taguelmint, né en 1967		Chef d'équipe à la RSNL	
Je (168)			
Position 1	Action 2	Opinion 1	Sentiment
Se trouver au bon endroit Grand-frère Chef, leader, moteur Quitté l'école, allé en prison	Rapports de force, violence, pression Investi Travailler Aider (la régie, les gens du quartier) Dialogue	Vision des cités, de l'entreprise / Point de vue sur les quartiers, les gens, l'attribution des financements sociaux Comprendre les discours, J'ai des convictions	Pas dans mon élément à la régie Pas dans ma culture

Je prend sur moi, question de relations. Les gens, je les sens ou je les sens pas, j'aime pas qu'on m'impose mes choix. Après, c'est moi qui dois faire le ménage si quelque chose ne va pas. Etre bien payé c'est se satisfaire de ce qu'on a. Je ne me satisfait pas de ce que j'ai, mais il vaut mieux aussi ce contenter de ce qu'on a que de revendiquer trop. Kamel c'était un étudiant, il a vendu son diplôme, il avait le niveau. Moi comparativement, je me vends bien, je ne suis pas mal payé, lui bac+5, moi ce n'est pas la même vision. Aussi je ne suis pas bien payé parce que je travaille à côté. J'ai un peu arrêté, mais habitué à cette culture de débrouille, dans ma famille il y a des gens qui gagnent bien leur vie… Je ne me considère pas comme tout le monde. Parce que j'ai appris, je comprends les systèmes, comment ça fonctionne. Ce n'est pas parce qu'on est mal payé qu'on ne doit pas vivre. J'ai commencé jeune avec un gros handicap. Aujourd'hui j'arrive à peine à sortir, à stabiliser, je suis à la frontière, à la limite. Même pour gérer mon budget. C'est dur d'interpréter ce qu'on ressent au fond. Avec la famille on partage tout. Ca apporte beaucoup.

Nous, on (70)			
Position	Action 1	Opinion 2	Sentiment
Jeunes : être reconnus, être de Marseille, être des quartiers nord, de la bricarde.Régie : qualité	Jeunes des cités :manipulés, appris à connaître le système, rechercher du boulot, gagner de l'argent, faire des conneries, empecher, casser Régie : travail, donner du travail, lancer des opérations, trouver des subventions	Régie : ligne de conduite, convictions, se poser des questions, participer au social, positionné comme une entreprise	

Ca fait 25 ans qu'on est là. Quand on était jeunes, on cassait les voitures, aujourd'hui, on ramasse les ordures. Il se disent « ils s'en sont sortis. Pourquoi Nordine et pas mon fils ? » et puis « il les a fait travailler 3 mois cet été, il a pris les petits jeunes, il fait du bon travail » Leur premier chèque. c'est une fierté. Pour moi aussi… Nous, on participe au social, mais informellement.
Dans notre adolescence, on a été manipulé, on a écouté des gens avec leurs grands discours, les travailleurs sociaux, cette vision utopiste d'un monde parfait, on avait une vision trop simple de la société, on ne regardait pas comment était faite la loi, il fallait qu'on s'occupe de nous point. C'était comme un du. Après on a appris à connaître le système, tu consommes, mais tu produis aussi pour la communauté. Au début il y avait une image négative de tous les gens qui on travaillé ici, une histoire catastrophique.

Eux, ils (76)			
Position	Action	Opinion	Sentiment
Travailleurs sociaux : craignent, ne connaissent pas Mères, filles : dans le besoin	Les gens, jeunes : ne cassent plus, travaillent, font des études, se payent le permis Didier : travaille, est présent, écoute, gueule, gère	Les gens : prennent conscience du travail de la régie, de l'utilité S'identifient à nous Didier : nous donne une vision de la société, utopiste, a réussi à installer un truc dans le quartier.	Les gens : sentiment de rejet du travail social

Au début, il y a une image négative de tous les gens qui ont travaillé ici, une histoire catastrophique. Didier, il avait une logique, il tenait le coup, c'était pas des rêves comme tous les travailleurs sociaux à qui je faisais faire des chèques sans travailler, pour que je ferme ma gueule ou que je calme les autres. Les gens ont un sentiment de rejet, c'est lié à l'histoire.

Frédéric Rosmini, né en 1944		Animateur, élu PS, chargé de mission CG	
Je (292)			
Position 3	Action 2	Opinion 1	Sentiment
Etre le premier animateur Fils d'ouvrier Militant Expérience professionnelle, permanent, coordinateur Elu, membre du comité directeur de (PS, Léo Lagrange)	Développer, innover, inventer (capacité à) Travailler Intervenir (sur le terrain, dans les congrès, à la tribune politique)	Croire (je crois que) : travail, hiérarchie Pense Souci de réussir pour moi et les autres Savoir : sur les autres, les fonctionnements, les élus, les techniciens, les animateurs, les cadres, les classes moyennes, classes populaires, l'animation, la formation, la direction Crois être : militant, obstiné, travailleur, convaincu Considère ce qu'il faut, ce qu'il faut faire Parle de ce que je sais	Ami de Gaston Defferre confiance

Je ne voulais pas rester fonctionnaire, je voulais faire quelque chose d'un peu plus créatif, d'un peu plus intéressant, à la limite j'étais pas motivé pour devenir animateur mais je crois que je serais parti de l'administration pour aller ailleurs dans tous les cas de figure. Là cette opportunité s'est présenté, j'avais 24 ans donc j'avais strictement rien à perdre, je n'étais pas marié, je n'avais pas d'enfant, je considérais que même si après tout y avait un risque à prendre, il valait largement la peine d'être tenté compte tenu que je n'avais pas envie de finir ma vie fonctionnaire de la sécurité sociale des Bouches-du-Rhône.
Moi je crois que ce qui me caractérise c'est certaines capacités à inventer les choses, ce qui me fait le plus plaisir c'est quand je fais quelque chose de a jusqu'à z, je prétend pas au génie du tout mais j'ai une grosse capacité d'invention, de m'être trouvé en 64 dans un métier où on me dit, c'était écrit par Pierre Mauroy "il te faut inventer ton métier" ça c'est quelque chose qui m'a paru formidable. Et en effet, tous tant qu'on a été, la première promotion on était 15 en France aucun d'entre nous n'avait un équipement à gérer. La première génération d'équipements socioculturels est sortie après, c'est-à-dire moi j'ai été permanent à Léo et ensuite j'ai eu l'occasion grâce à Gaston Defferre, de participer à la réflexion sur le premier programme socioculturel pour Marseille, avant même qu'il y ait un seul centre social qui sorte de terre dans la ville.
Sincèrement une analyse positive malgré les déformations du métier, malgré le fait que c'est des métiers où le professionnalisme, petit à petit, a fait un petit peu reculer la notion de militant. Moi j'ai fait partie d'une génération où je considère qu'objectivement c'est pas un métier comme les autres, je dirai la même chose d'un enseignant ou d'un médecin, c'est pas des métiers comme les autres, c'est pas des métiers qu'on peut choisir en disant "je fais ça uniquement pour gagner ma vie". Je crois que normalement on devrait choisir d'être animateur socioculturel parce que on croit quand même être quelqu'un qui a un rôle à jouer dans la société, dans la diminution des tensions, quelqu'un qui ne peut qu'aspirer à une société plus juste et plus fraternelle.

Nous, on (137)			
Position	Action 1	Opinion	sentiment
Administrateurs Partenaires A la pointe, novateurs	Accueillir Réaliser Faire, être au four et au moulin Développer Former, se former Gérer (équipements, personnel)	Education populaire : monstre froid, associations affinitaires Idées, parti pris	Reconnus confiance

Moi je crois à l'intelligence et au déterminisme des individus, je crois surtout aux circonstances, les circonstances font que j'ai eu une chance inouïe de tomber sur un maire bâtisseur qui nous a fait une délégation de confiance totale, je dis bien totale. Et donc à partir de là il est bien évident qu'on aurait pu, nous, ne pas être à la hauteur du challenge que nous avons proposé Gaston Defferre, alors effectivement un personnage suffisamment raide il nous aurait enlevé sa confiance mais dès lors que pour Gaston Defferre les challenges

qu'il nous avait confiés il considérait qu'on les avait honorés, on a avancé ici comme nulle part. Par exemple sur l'ensemble des structures officielles, la ville, l'office du tourisme, l'office de la culture et des loisirs, le centre équestre municipal, le centre municipal de voile, partout j'étais membre du CA de fait, y avait aucune institution para-municipale dans laquelle chaque fois que se constituait un CA y avait pas une place réservé pour Léo L parce qu'on faisait corps avec la municipalité, on faisait partie des incontournables de l'animation de la cité sur tout ce qui était sportif, culturel, social.
A la fois développer les partis pris d'idées, des valeurs, de définir des finalités, en cela on ressemblerait à la ligue de droits de l'homme ou des associations qui prennent parti mais en même temps on est organisation gestionnaire, et on ne peut pas avoir une année lumière entre ce qu'on dit et ce qu'on fait contrairement à un parti politique, etc, puisque nous on prétend que ce qu'on développe comme partis pris en matière de loisirs, de culture et de travail social on le fait, parce que y a beaucoup d'organisation, le MRAP, la LICRA, la ligue des droits de l'homme qui disent uniquement "voilà ce qu'il faudrait faire en termes de société" mais qui n'ont pas vocation à le faire sur le terrain.

Eux, ils (134)			
Position 2	Action	Opinion	Sentiment 1
MJC : plus engagées, monstre froid Animateurs : Avant : connaissances, bénévoles, formés Maintenant : différents de nous, moins militants, moins engagés, branleurs	Irmann, MJC : innover, être sur le terrain culturel Educateurs spécialisés : pas combatifs	Pezet, weygand, Defferre : compagnon (ou pas), erreur, bataille, épreuves politiques Membres du parti (MJC aussi)	Irrmann : respect, estime, amis très proches, complicité Defferre ; résonnait en délégation de confiance

Je crois que parce qu'on est dans des milieux un peu flous dans les résultats, c'est d'ailleurs ce qui a perdu les éducateurs spécialisés en terme de profession, les éducateurs spécialisés à force de n'accepter aucune hiérarchie, à force de considérer qu'ils n'ont pas à rendre compte, ils se sont grillés et aujourd'hui tous les institutionnels parlent des éducateurs spécialisés comme fumistes alors que y a des types qui sont extraordinaires dans ces métiers, qui ont fait un don de soi phénoménal. Et bien c'est ceux-là qui devraient ruer dans les brancards aujourd'hui et dire "on doit rendre compte", parce qu'il en va de la crédibilité du métier. Et les animateurs et les cadres associatifs doivent rendre compte, doivent s'assigner des résultats tangibles, vérifiables. Et donc, si on peut être un peu prétentieux à Marseille, moi la seule chose dont j'en tire gloire c'est que tout ce qu'on a fait est quantifiable, vérifiable et répertorié.
... Je vais essayer de trouver une autre formule, on ne peut réussir à Léo L, d'après moi, que si on est à la fois respecté et estimé. Si il manque qu'une de ces dimensions, si on est que estimé, y a un tas de types estimables à Léo, des braves types, mais qui n'ont jamais fait preuve de l'autorité nécessaire dans un milieu à culture que gauchisante où de temps en temps il faut savoir taper sur la table. Donc tous ces estimables n'ont jamais payé l'objet de dire y a un moment où il faut trancher dans la vie pour se faire respecter. Donc toute une partie de cadres qui ont disparu à Léo parce qu'ils n'ont pas eu cette culture de la responsabilité. Et à l'inverse on en a d'autres qui n'ont fait preuve que de l'autorité, c'est-à-dire qui se sont comportés en petit chef et qui n'ont pas su gagner l'estime, payant de leur personne, en faisant preuve d'équité, en essayant de donner des signes que les individus existent en dehors de leur position hiérarchique. Moi ma recette si je devais la communiquer à quelqu'un qui aurait vraiment envie de faire quelque chose à Léo L au moment où je suis plutôt sur une situation où petit à petit je décroche de la responsabilité parce que j'ai 57 ans et que la vie court pour tout le monde, c'est de dire il faut s'assigner ce double objectif : être respecté et être estimé en même temps. Et je crois que dans un mouvement, d'éducation populaire qui se veut le courant socialiste humaniste, si y a pas cette dimension là... parce que le socialiste humaniste dans une association qui se veut école de la responsabilité, ça veut dire que la responsabilité doit être exercée.

EXTRAITS D'ENTRETIENS CHOISIS

Adda Berrebouh, habitante des flamants, femme-relai à l'association Schebba :
- Au début, on a commencé à faire des choses, parce qu'on n'avait pas de centre social. On avait Christian PESCI qui faisait des choses dans la rue, parce qu'il n'y avait pas de locaux. Donc, on recevait des jeunes … la maison, on essayait de s'organiser entre nous, les mamans, on essayait de mettre un peu d'animation.
- On avait un commerce, ça marchait très bien, et du jour au lendemain, je me suis retrouvée sans rien. Le directeur du centre social, Henri, il m'a propos, un CES consolidé pour m'occuper du suivi scolaire des enfants et des familles. Mon travail, c'est d'aller voir les familles quand il y a un problème avec l'école, sur tout le quartier. Les gens, ils parlent plus facilement avec moi, et je peux leur conseiller des choses avec l'école, les amener vers le collège. Moi, ça passe bien parce que je me présente comme une mère de famille, qui sait ce que c'est que les bêtises des enfants. Après, on est en confiance. Après, c'est même des fois la famille qui fait appel à moi. Pour l'échec scolaire, il y a quand même le soutien scolaire. Les problèmes, c'est surtout les absences, les enfants qui veulent pas aller à l'école. Il faut que les parents s'occupent de l'école, qu'ils aillent vers l'école, qu'ils soient présents aux conseils de classe.

Denis Lombard, 40 ans, prêtre ouvrier :
- Aujourd'hui, quand je dis que je suis prêtre, les gens me répondent : ah ouais, moi je fais du yoga c'est sympa aussi.
- L'autre différence, c'est la militance. Dans les années 50, les militants avaient un projet de société, changer le monde, avec la conviction que les gens avaient un poids sur l'histoire. Aujourd'hui on milite dans une présence et un accompagnement vers un avenir incertain.
- Globalement, la vie sociale et les quartiers se dégradent, le climat social aussi, on ne peut pas dire aux gens : « demain ce sera mieux », mais essayer de rendre la vie possible et heureuse sans passer par les destins collectifs. Ma place n'est pas d'impulser des choses sur un mode qui va disparaître. Je préfère être attentif à l'avancée de chacun, être disponible à ce qui est vital sur le moment pour les gens.

Denis KLUMPP, 55 ans. Ex moniteur ATOM, directeur de l'AREAT :
- Cest comme si des gens pauvres auraient pu passer pour incultes alors que de fait la culture, l'intelligence, ils l'avaient mais n'avaient peut-être pas les moyens de le prôner avec des éléments extérieurs tels que un métier, un habitat, pouvaient leur permettre d'être considérés.
- Je n'ai jamais abordé mon boulot dans le sens ou "moi je suis d'une manière et je vais te donner ou t'apporter quelque chose", ça n'a jamais été comme ça, ça a toujours été en termes de contrat, presque du donnant-donnant "moi y a des choses que je sais faire et que toi tu ne sais pas faire, et toi y a des choses que tu sais faire et que moi je ne sais pas faire, on peut peut-être échanger l'un et l'autre et s'apporter mutuellement un certain nombre de moyens qui peuvent nous faire aller l'un et l'autre dans les meilleures autonomie", c'était ça ma position.
Q : Donnez moi des exemples de ce genre d'échanges ?
R : Je vais vous en donner un "moi je sais remplir un papier et toi tu sais changer un joint de culasse".
- C'était pas le travail social établi et institutionnel comme de fait on est en train de le régir maintenant, on en n'était pas au patronage mais on en n'était pas loin. C'est-à-dire que ceux qui ont fait l'action sociale sont toujours des militants, sont toujours des hommes ou des femmes fortes qui ensuite ont créé des dynamiques, qui ont été ensuite reprises par l'état pour en faire des institutions. Mais ce que je veux dire c'est qu'il y avait là plus d'implication, des liens
Donc pour revenir sur ce second cheval de bataille, si je puis dire, qui répondait aux besoins de cette population, c'était soit les dossiers administratifs soit la scolarisation. Et ensuite très vite je suis passé à tout ce qui touchait aux loisirs parce que je me rendais compte qu'on ne pouvait pas uniquement faire de l'administratif et de la scolarisation mais qu'il fallait aussi créer le lien à partir du moment où ça commençait à prendre quelques proportions et qu'on commençait à... Quand je dis on c'était moi effectivement isolé mais dans une structure qui

était l'ATOM, avec d'autres camarades animateurs qui travaillaient sur d'autres lieux et pas auprès de ce public, et très vite tout ce qui touchait aux activités de loisirs, d'ouverture sur l'extérieur, de relations plus conviviales, plus proches et plus affectives étaient nécessaires pour aussi mener à bien ce que j'avais en tête qui était un promotion au niveau de l'habitat, c'était résorber ce bidonville et faire en sorte que les familles aient un lieu décent d'habiter puisque j'ai toujours pensé que la façon d'habiter et le lieu d'habiter aient conditionné indiscutablement la trajectoire des uns et des autres.
Le déclic s'est fait le jour où j'ai rencontré un préfet où je lui montrais les photos d'enfants qui étaient les pieds dans la misère, je crois que j'ai remué sa mauvaise conscience
C'est un travail de fourmis, donc on appuie davantage notre réseau sur des compétences reconnues à des techniciens ; et les élus ont la satisfaction de nous voir résoudre des problèmes qu'ils ont. Mais une fois qu'on a résolu leur problème, ils se fichent de l'AREAT comme de l'an 40.
- Moi je n'avais pas peur, les gens y allaient avec des à priori, moi je n'avais pas d'à priori. (…)
Si on n'aime pas les gitans, si on a peur ou pas envie, on ne peut pas faire ce métier pour un salaire ou u statut. Et à l'AREAT, tout le monde travaille beaucoup et il ne pourrait pas y avoir sur une aire quelqu'un qui travaille démesurément et l'autre qui ne fait rien. On réussit avec l'intérêt et la volonté de faire.
Q : Est ce que ça suffit d'aimer les gens et d'avoir envie ?
Je n'ai pas dit aimer les gens, j'ai dit ne pas avoir peur. C'est très important avec les gitans. Pas peur d'aller dans les aires et les cités ; pas peur de faire respecter le règlement, pas peur d'être sur le terrain tout le temps, d'y loger ; de poser des questions, de faire des bilans auprès des familles.
- Q : qu'est ce qui vous fait courir ?
Purée, l'acharnement à ce que les choses avancent. Et lutter contre l'absurdité. Et en plus je suis payé pour le faire, c'est mon job.

Claude Lasnel, 65 ans, directeur CEFISEM :
- c'était un engagement personnel, c'était aussitôt après l'indépendance parce que pendant mes études j'ai rencontré beaucoup d'Algériens pendant la guerre d'Algérie et y avait un espèce de solidarité militante et parce que l'indépendance était arrivée il me semblait tout à fait important de pouvoir y aller et de participer à ce qu'on pensait être un projet formidable pour la deuxième partie du XXème siècle puisque tout semblait possible dans cette Algérie nouvelle. ET je sais que personnellement j'y ai passé 14 ans que je n'aurais sans doute pas pu vivre avec la même intensité en France.
- Mais si vous voulez, pour allez vite, j'en ai pris, à la fois si je puis dire, j'en ai pris plein la gueule et en même temps j'ai à nouveau terriblement progressé
- C'était à la fois valoriser complètement langue et culture arabe mais aussi chinoise, japonaise, etc, c'était une démarche qui était tout à fait passionnante. Et donc ça nous a permis, en allant plus loin, de dire que la 2ème partie de l'interculturel c'était la relation entre les cultures venues d'ailleurs, populaires...
Et le communautarisme c'est pas forcément un communautarisme ethnique, ça peut être celui d'un quartier. Hier à la télé, je ne sais pas si vous avez vu sur la une, y avait autour de NTM aucun des deux n'est maghrébin, aucun des deux qui chantent, y en a un qui est portugais et l'autre qui est antillais, et pour moi ils étaient complètement maghrébins et il m'a fallu un petit moment pour me dire mais ils ne sont pas maghrébins ils sont l'expression de ce que sont les jeunes dans les quartiers.

Séverin Montarello, JOC, CCO, maison des familles :
- Je n'ai pas participé aux partis politiques, à des actions de parti politique, c'était pas mon job. Je n'étais pas accroché par la politique partisane. Tout ce qui intéressait la vie de quartier m'intéressait et j'y ai participé. Je ne me suis pas tellement investi dans les Comités d'intérêt de Quartier parce que y avait suffisamment de monde qui s'en occupait et puis parce que j'étais d'avantage centré sur les problèmes d'éducation populaire, moi ce me préoccupe c'était la promotion collective des gens autour de moi et avec une pédagogie qui est celle de l'éducation populaire, qui part de l'action qui va à la formation pour ensuite, avec une réflexion, améliorer l'action. Voilà cette spirale qui associe l'action, la formation, la

réflexion et qui ne s'arrête pas. Et c'est comme ça qu'on homme qui applique cette pédagogie d'éducation populaire c'est un homme cultivé parce qu'il a le souci de l'autre, le souci des gens, voilà. Qu'est-ce que je n'ai pas fait ? Y a des tas de trucs qu'on n'a pas fait... ma vie a été remplie je crois.
- Non je ne me considère pas un notable local parce que on ne milite pas 50 ans dans une ville sans être connu, bon on est connu est-ce que pour autant on est un notable ?
- Alors quand je vois des gens qui petit à petit commencent à réagir et à défendre les avantages qu'on a... on a lutté pour obtenir ces avantages là, la sécurité sociale, les conventions collectives, les semaines de congés payés, on a lutté, on a milité, on a été licencié. J'ai été licencié pas parce que j'étais pas un délinquant, j'ai été licencié parce que je demandais des augmentations de salaire, je demandais des trucs, l'amélioration des conditions de vie. Alors quand on obtient ça à coups d'actions et que du jour au lendemain on vous supprime les avantages acquis, nous qui sommes des militants et des militants anciens, ça nous fait mal.
Moi la légitimité c'est les gens qui me trouvent. Je crois que dans la mesure où on reste honnête et quand les gens vous voient auprès d'eux et toujours lutter avec eux ils comprennent que c'est comme ça que tient la légitimité. Vous comprenez que ça s'estime pas simplement en restant dans un bureau ou en écrivant. La légitimité c'est l'honnêteté aussi, l'honnêteté et puis la fidélité, la fidélité à ses amis, la fidélité à ses engagements.
j'avais affaire à des élus qui étaient des ignares, incompétents, qui ne comprenaient rien, je me disais "si j'étais à sa place, y a plein de choses qui auraient avancé".
- Vous êtes militants pour défendre une cause et à la limite il faut parfois être sectaire pour défendre sa cause mais un travailleur social ne peut pas. Un travailleur social doit être ouvert à tout et à tous, et un militant ne peut pas être ouvert à tout et à tous. Un militant défend sa cause.
- Je me présente comme un militant associatif, voilà. Le terme travailleur social je le vomis un peu, entre guillemets il faut dire, parce que j'ai tellement eu affaire à des travailleurs sociaux qui appliquaient le système de goutte à goutte, vous savez la perfusion, quand on fait tout pour que la personne reste malade quelques temps... Y a pas souvent une conscience professionnelle, y a surtout pour certains un intérêt alimentaire, et dans les exposés je leur dis que l'animateur ou le travailleur social ça doit être une béquille pour un patient ou pour une collectivité, théoriquement ça passe mais pratiquement après... Il faut dire qu'à leur actif c'est vrai que lorsque la béquille est jetée qu'est-ce qu'ils font ? Est-ce qu'il y a un système qui permet de les récupérer ? Mais je crois que si on accepte pas que les travailleurs sociaux sont là dans un temps très facultatif c'est fini, on institutionnalise tout ça et on crée tout ce que vous avez dit là, et tout l'argent passe dans ces trucs là.
- On a participé mais on n'avait pas, nous, vocation de manifester dans la rue, sinon de dénoncer des injustices.

Zohra Maaskri, habitante de la cité des Flamants :
- l'institutrice des enfants, et Farida MALI, l'infirmière du quartier, elles m'ont aidé à tenir tête au mari. Elles m'ont amené au planning familial, m'ont fait comprendre qu'il fallait que je travaille, que j'arrête de faire des petits. Tu sais, c'est pas très dur de na pas avoir d'enfants, il suffit de savoir y faire.
- Quand même, avec cette association, on a appris à avoir de l'indépendance, à sortir de la maison... Moi, j'ai travaillé pendant un an et demi, à faire des ménages pour une entreprise en cachette de mon mari. Il s'en est aperçu parce qu'il voyait bien que j'avais de l'argent, que je pouvais acheter plus qu'avec ce qu'il me donnait.
- les assistantes sociales, c'est de la merde. Elles écoutent les femmes qui racontent n'importe quoi sur leurs maris. Après les femmes, elles divorcent grace à l'assistante sociale, ou les filles, elles s'en vont de la maison à cause des pères. Par exemple, elles disent que les pères, ils vont les marier. Alors les AS les sortent de la famille, et les filles, elles deviennent des putes. Moi, je me laisse pas faire. Je suis française, je suis ici chez moi.
SORAYA (sa fille) : moi, mon assistante sociale, elle est bien. C'est une copine. Son mari, c'est le copain de Moussa, alors elle est bien avec moi. Et puis, je l'aime bien.
- Foued n'a pas de travail, "parce qu'il est toujours trop intelligent pour les boulots où il se présente. Il ferait mieux de dire qu'il ne sait rien. Il s'est fait renvoyer de l'école parce qu'il y a

eu la grève des transports pendant son stage, et il n'a pas pu se rendre chez le patron pendant trois semaines. A l'école, ils n'ont rien voulu savoir, ils l'ont renvoyé"
De toute façon, plus rien ne va dans ce CS depuis que Christian Pesci en est parti. Avant, avec lui, c'était super : on avait confiance, on s'amusait, il s'occupait de tout le monde, il était toujours là quand on avait besoin, avec les hommes, les femmes, les jeunes et les petits.

Blaise Fussien, ancien dockers, CGT, comité Mam Ega :
- Dans l'entreprise, il y avait pas mal d'abus car on abusait des gens d'origine italienne, espagnole, vietnamienne, qui connaissaient mal l'environnement social et du travail français. Ils étaient également fragiles parce qu'ils ne maîtrisaient pas la langue. On était payés à la semaine ou à la quinzaine, avec un reliquat sur les bénéfices et les heures sup. Ce reliquat n'était pas toujours correctement versé aux salariés. Un jour par exemple, un vietnamien vient me voir et me dit, texto : "camarade, moi beaucoup travailler mais pas beaucoup toucher argent". Alors j'ai été avec lui sur le chantier plusieurs samedi de suite pour compter ses heures supplémentaires car il faut être précis quand on touche à ce genre de problème auprès du patron. Ensuite, on a fait pression et on a menacé la direction en disant que s'ils n'étaient pas corrects, on leur mettrait l'union locale CGT sur le dos. A l'époque, on pouvait se permettre ce genre de choses, aujourd'hui, tu fais pression sur le patron, il te met dehors et il en a 50 qui attendent devant la porte."
- On n'avait pas une conscience politique très forte, on faisait ça (association d'antillais) juste pour être différents des anciens, du côté folklorique toujours propre, du complexe d'infériorité. On avait des relations avec les services sociaux auxquels on orientait les filles mères, on organisait des fêtes et des sorties alors quand il manquait quelqu'un, on s'inquiétait, et c'est comme cela qu'on savait tout.
- s'il y a beaucoup d'associations, c'est qu'il y a beaucoup de problèmes : les gens vivent des galères, ce ne sont ni des débauchés ni des voyous, mais ils n'ont pas d'argent. Je vois beaucoup de jeunes qui ont du talent, mais pas de travail. Malgré tout, les gens sont dignes.
- La démarche militante aujourd'hui est différente, mais je trouve que le rap participe de cela : les jeunes sont à la recherche d'une philosophie plus juste. on les a fait rêver avec la gauche, Chirac dit qu'il donne la priorité aux jeunes, au bout du compte ils n'ont pas de travail même s'ils ont des diplômes. Le monde associatif peut donner envie à des jeunes de se battre, éveiller les consciences sans les leurrer : l'association n'est ni une fin en soi, ni une entreprise. Dans le monde associatif, on a de la bonne volonté mais pas de mandat.

Danielle granier-Turpin, née en 1940. Ex monitrice ATOM :
-J'ai commencé le 16 janvier 1967, on m'a envoyé à la Paternelle. J'ai fait mon chemin de Damas en 1 heure. Pendant 6 mois j'ai fait un peu tous les centres, et puis j'ai choisi Bassens
-Belpeer régnait sur les finances et les relations publiques, et surtout voulait la paix. Sa femme recrutait tout le monde.
- Il y avait aussi le lobby protestant de la Cimade. Entre eux, ça a été la guerre : Mme Belpeer fauchait des monitrices à la Cimade. Sur l'Arenas (derrière Roi d'Espagne), la Cimade avait une équipe depuis 1960, dont faisait partie Jean Luc Recordon. Les Belpeer ont fait jouer leurs réseaux pour casser la Cimade qui a créé une nouvelle association : l'ARENA qui existe toujours et gère un centre de préformation à Mirabeau dont Recordon est directeur.
-Bassens, c'était comme un lieu de mort, maudit. Un univers concentrationnaire, sans rires ni cris. Tout était en béton, les murs, les sols, l'usine Kulmann d'un côté, la voie ferrée de l'autre. les femmes ne sortaient de là que pour accoucher. En 70, j'ai fait un rapport sur les conditions de vie à Bassens. Mr Martin, directeur de la Logirem a réagit en disant : "Bassens, c'est du remord coulé dans du béton".

Jo Ros, éducateur :
- Mon grand père, il était ouvrier, un bourrin. Mais en même temps, il avait le savoir de l'immigré, les baluchons toujours prêts, pouvoir circuler n'importe où, n'importe quand. Moi, c'est tout le contraire, je déteste me trimballer.
- Par contre ma mère, elle a été de tous les combats. Un acharnée, militante au PC, à la cellule. Tu sais, il ,y avait beaucoup de femmes, surtout des femmes. Les hommes sur le chantier, et les femmes au parti. Elles ont eu des rôles décisif dans les garndes grèves, à la fois

parce qu'elles organisait toute la vie de la ville quand les hommes ne travaillaient pas, et parce qu'elle faisaient tout le boulot des militants : les réunions de cellule, distribuer les tracs, tout le boulot de propagande.
Tu vois, 3 générations : la première, les hommes sont au chantier, les femmes militent ; la seconde, tous à l'école. Chez moi, on s'est acharné pour que ma génération réussisse à l'école. Troisième génération, celle de 68 : on conteste l'école, les femmes sont au MLF. Alors la première génération, celle de ma mère, il fallait voir la détermination de ces femmes quand elles occupaient le chantier !
- Mais je réussissais à l'école. Souvent, je me demande : pourquoi moi, fils d'ouvrier ?
- Je suis toujours sur la dette et le don. Par exemple là, je pourrais demander la retraite, j'ai les annuités. Hé bien j'ai postulé pour la direction d'une institution dont personne ne veut. Un foyer avec 35 salariés qui n'en branlent pas une et ne veulent surtout pas être emmerdés, et 130 gosses tous sous mandat judiciaire. Tous mes potes, mes collègues, ils me disent : "mais t'es barjot !"
Et alors quoi ? Moi, j'ai un parcours valorisant : fils d'immigré, j'ai un poste de direction au ministère de la justice, je travaille avec le sous préfet à la ville. Alors je vais m'arréter là, aller faire des voyages avec le 3ème âge ? Ca non ! J'ai envie, pendant 2 ou 3 ans encore, de vérifier que mon expérience peut s'appliquer. Je fais dans l'idéalisme à son paroxysme. Moi, j'ai été nourri au travail bien fait, celui du grutier.
Q :C'est un défi ?
Plutôt ne pas rater l'occasion de faire passer quelque chose aux jeunes branleurs que je cotoie. le meilleur service à leur rendre, c'est de leur faire comprendre qu'il doivent s'approprier notre histoire populaire, sans renier la leur. Des fois, quand je les vois qui font les beaux, et qui réclament, je leur dis "mais qui tu es toi pour réclamer ? Quand tu rentres chez toi, il y a de l'eau qui coule de la douche, quand tu vas au théatre, tu payes pas, au ciné, tu as des tarifs, tu fais du sportn tu vas à l'école, tu prend le bus.. Et tu te permet de faire le con, et de réclamer ? C'est des mecs comme toi qui donnent raison au front national.

Jean Rose, éducateur :
- Cette aristocratie ouvrière avait un mode de vie de classe moyenne. Leurs valeurs tenaient sur les acquis ; par exemple ils disaient : tout ce qu'on a, on l'a obtenu par la lutte, on ne nous l'a pas donné. Ils rêvaient d'études pour leurs enfants qui, de fait, devenaient au moins ouvriers qualifiés et allaient à la fac, ça n'était pas du tout incompatible. Ils récuperaient des pièces sur les chantiers pour fabriquer leur pavillon…
- Sur le terrain de l'action sociale, les nouveaux venus instaurent un élément de rupture : l'histoire des mouvements sociaux, ils ne la connaissent pas, ils prennent le train en route.

Robex, 40 ans, animateur :
Les jeunes, le seul indicateur de performance qu'ils ont, c'est la cité. Et les institutions sont à l'origine de cette dérive en légitimant abusivement des artistes sur du travail social.

Mohamed M'Bae, soly, 36 ans, animateur :
- La communauté, il faut être dedans pour accepter les règles du jeu. Il faut vivre à leur manière pour intégrer leurs valeurs, leur façon de penser. Moi, ce n'est pas ma façon de penser.
- Pour moi, l'honneur, c'est tous les jours, pas en donnant à manger au village pendant 7 jours.
- Ici, on me consulte pour tout, je suis à toutes les réunions, et si je n'y vais pas, ils viendront chez moi pour m'en parler. Ici j'ai ma place parce qu'ils ont besoin de moi : je suis instruit, je connais les rouages administratifs, je sais monter des dossiers, etc. Alors on me consulte pour organiser une manifestation, envoyer de l'argent, monter un dossier de subvention auprès du conseil de l'Europe pour le développement aux Comores.
- Je ne gagne pas beaucoup d'argent, mais le jour de ma mort, je crois qu'il y aura beaucoup de monde à mon enterrement, des gens de mondes différents, c'est ca qui est important pour moi. Pas au sens de faire partie d'une structure, je ne suis pas politiquement correct, je ne sais pas suivre un clan. Je marche sur des idées.
C : Lesquelles ?

S : L'utopie. Une société meilleure : manger à sa faim, la dignité pour tous, pas de gens à la rue, pas de misère.
- Pour ce qui est du respect, moi, je ne suis pas costaud, et quand je gueule, personne ne bouge. En même temps, je n'ai pas de problème parce qu'on me connaît, on sait qui je suis.
- Il y a plein de gamins sur lesquels je n'aurai pas parié il y a quelques années ; pour moi, ils finiraient aux beaumettes. he bien avec nous, en passant par ce système méritant, ca a payé.

David fernandez, animateur musicien :
- J'ai décidé de bosser pour mon compte, avec pour mission de sortir les jeunes du quartier, et sortir les techniciens de l'ombre. Je veux que les jeunes soient autonomes, qu'ils sachent monter eux mêmes des produits de qualité, se servir du matos. Je leur apprend à faire des produits sans les producteurs
- Moi, j'ai commencé avec la galère, les mauvais coups. J'ai payé, maintenant, il ne faut pas oublier les petits frères des overdoses.
- Tout viendra des quartiers, parce que c'est ici qu'on a assez de rage pour baiser le système. Je veux que les petits comprennent que s'ils veulent s'en sortir, il faut le faire tout seul. Ils sont seuls en pouvoir s'en sortir, et pour cela, il faut leur donner les moyens de s'exprimer, d'exprimer leur haine

Faouzi, ex animateur Assur :
- C'est là (ASSUR) que j'ai vu que le côté professionnel ne me faisait pas peur, le chômage non plus. Je ne me fais pas de souci pour mon avenir. Et puis le fait d'avoir été considéré comme leader, on est obligé de faire attention, de bien faire les choses. L'image de l'entrepreneur, c'est cette assurance que j'ai acquise.
- Je le dirai à ma manière, et beaucoup sauront qu'on a pas le droit, quand on est professionnel, de casser des outils. Et puis, je peux maintenant davantage me libérer pour retourner sur le quartier et m'interesser un peu plus au côté associatif.
Ca va être mon côté militant, ça touchera à ça, peut être à la politique...

Hocine Berrada, photographe :
- Le quartier est bien. Il y a de la pauvreté, de la misère, mais les gens ne demandent pas la charité.
- Moi, je suis un professionnel de la photo, pas un militant. Si je travaille ici, c'est juste parce que c'est pratique. Je suis fatigué par les problèmes de quartiers.

Odette quantin, association de la cité des flamants :
- De plus, on porte ici le poids des évènements. Les gens ne sont pas vraiment des exclus, plutôt des victimes. C'est tout le problème d'avoir, et des racines, et des possibilités d'avenir. On ne peut plus être un peu partout comme je l'ai été, il faut se positionner sur une chose, et s'y engager à fond. Si j'avais encore à m'investir, je le ferai dans ce sens.

Nadia Riposi, association Tout Horizon à la cité de la Visitation :
- Je me suis toujours servie de ma formation politique pour regrouper les gens, avoir les mots qu'il faut, savoir résister aux pressions. Dans tout ce projet de réhabilitation, amis aussi dans l'association aujourd'hui, c'est vrai que je suis moteur. C'est souvent moi qui entraîne la machine. Mais de moins en moins maintenant, parce que les gens ont appris à se battre, ils sont redevenus citoyens
- J'ai jamais tapé pour moi, mais je peux défoncer les portes pour les autres. Ca ne veut pas dire excuser, ni donner raison à ceux qui font des conneries
- Maintenant, la balle est dans le camp des politiques. Il faut faire de la résistance. Moi, je dis : même si Tout Horizon meurt, je serai toujours là pour vous emmerder !

Najib BENHAMAMA, directeur de l'APSEM :
- Nous faisons un énorme travail informel, par exemple rencontrer les parents des enfants que nous avons en soutien scolaire, voir les familles sur le marché... Il faut aider les gens à formuler leurs demandes.

- Pour les institutionnels, le chef de projet, c'est comme un chef du village. C'est à dire qu'il sait tout, sur tout. En réalité, il sait tout sur rien, ou rien sur tout. Mais comme il est supposé tout savoir, quant on lui demande des comptes, il brode.
C'est toute la différence entre les militants, issus des années 80, des quartiers dont le principe fondateur était le militantisme social et l'éducation populaire, et ceux qui ont ensuite envahi le terrain et qui sont des professionnels. Depuis ces années 90, beaucoup des premiers se désengagent.

Rachid Chetouani, ex de Vitécri :
- La cité Raphaël, c'est du provisoire qui a duré, à la limite du bidonville. Pour moi, je passais de la ferme à la rue. C'était vivant, il y avait des gamins qui jouaient partout.
En même temps, c'était dur dans ce quartier. Il y avait tout le temps des bagarres. Moi, j'avais la chance de courir vite, mais je trouvais ça dur ; plutôt nul en fait. Du coup, j'avais mes trucs à moi : jouer au foot, écouter de la musique...
-On était pas très ambitieux ; même nos parents, ils trouvaient ça pas mal parce que c'était de l'animation, et qu'on était ocuupés à faire des choses, mais sans plus de fierté ou de prétention. Vraiment ça nous a pas touché plus que ça. Par contre, ce qui était vraiment bien, c'est qu'on pouvait parler de ce qu'on vivait. Les Izards renvoyaient une image dure du quartier de banlieue. Nous les jeunes, on ne ressentait pas forcémment ça, on avait juste envie de s'éclater. Ce sont les autres qui nous renvoyaient cette image de nous mêmes. Et ça nous a révélé, ça a été un moment vraiment important. C'était construit, productif, pour moi ça a vraiment été bénéfique.
- C'était dans cette dynamique de la marche des beurs de 82 : ça a permis de redynamiser le mouvement.En même temps, c'était crevant parce qu'on n'avait pas trop l'habitude de bouger comme ça. Et puis, il y a aussi eu des moments difficiles, des disputes entre nous... Mais l'essentiel, c'était de partir, de rencontrer des gens, de parler de la question de l'immigration. Pour moi, ça a été une prise de conscience sociale et politique, une éducation politique.
- Tout ce que je sais, je l'ai appris à VITECRI. On ne peut pas dissocier VITECRI et moi : moi, c'est VITECRI. Si je n'avais pas eu ça, je suis sûr que je serai différent. A l'époque, j'ai compris qu'il y avait quelque chose à faire dans la vie du quartier, pour moi, et pour VITECRI. A VITECRI, ce qui nous branchait c'était la rigolade, on était des branleurs. Mais en même temps il y a eu le côté découverte et formation. On pouvait apprendre plein de choses, on se donnait les rôles qu'on voulait. Mais on n'avait pas la grosse tête. J'étais juste fier de moi, content d'en discuter avec des gens.

Michel Carrière, ex éducateur, ex vitécri, vidéaste :
- Educateur de rue c'était être avec les gens, les aider et essayer de travailler sur leurs conditions de vie, sur leurs problèmes de vie quotidienne, sur des réflexions ensemble, sur le fait que c'était à eux de se prendre en charge, quitte à ce qu'on contribue à ça par notre présence et les moyens que l'état mettait à notre disposition. C'était des gens qui n'avaient pas accès à la parole, souvent d'autres parlaient à leur place et se faisaient les traducteurs auprès de la collectivité.
- Maïté m'a demandé si je voulais prendre un mi-temps ou un quart-temps comme salarié pour mettre les comptes en ordre, mettre en place la gestion et poser les bases de l'association. C'est à partir de là que j'ai commencé à être partie prenante de Vitécri ; avant pour moi c'était un groupe de gens qui avions la même recherche idéologique, philosophique, sociale et qui essayions ensemble de réfléchir et de faire des expériences.
- Ce qu'on mettait en avant c'était la parole des minorités, des immigrés. Tant que cette parole n'était pas suffisamment mûre pour qu'ils la prennent, ce n'était pas à nous de la prendre à leur place. Donc on s'est jamais positionné politiquement pour ou contre la mairie même si les uns et les autres étaient connus comme militants dans d'autres secteurs de tel bord.
- Et puis en dehors de Vitécri chacun avait ses engagements personnels, en tout cas pour ce qui était des adultes, et pour les jeunes ils avaient leur propre vie. Et je pense que c'est essentiel.

- c'est aussi parce qu'on y trouvait du plaisir, parce que ces jeunes nous étonnaient, parce qu'on s'étonnait, parce qu'on arrivait à rendre palpable des choses qu'on avait conçues et puis tout à coup on on voyait que c'était possible que des gamins se tapent de la comptabilité même si c'était pas facile tous les jours, qu'on pouvait exprimer un certain nombre de points de vue et essayer de les faire avancer et qu'en même temps ils étaient aussi entendus, qu'on trouvait un écho. Ca se transformait en trucs visibles, concrets, palpables.
Et à travers ça on donnait aux jeunes l'impression qu'ils pouvaient échapper aux réalités du monde tel qu'il est autour d'eux et qu'on pouvait se démerder à vivre même si les temps étaient difficiles, même si la société était ce qu'elle était, qu'il y a avait des interstices, des failles, un certain nombre de choses sur lesquelles on pouvait jouer, qu'on pouvait utiliser pour vivre pas trop mal...
- Jouer de la musique, c'est de l'utopie, il faut se fixer des utopies.Il fallait que ce soit en vrai, ils se sont enfermés pour répéter et ils l'ont fait d'eux-mêmes...C'est là que l'échange a été super, parce que à leur manière ils prennent l'utopie et ils font quelque chose de vraiment bien, c'est cela la jouissance propre à Vitécri... Bon il y avait des problèmes, des trucs qui ne tournaient pas rond, mais au niveau organisation rien n'est simple.
- On s'est dit : maintenant ils sont adultes, ils sont en âge de prendre en charge les choses, donc il faut qu'on ait des vrais relations, d'égal à égal, qu'ils assument pleinement les contraintes, les problèmes, les difficultés. Maintenant ils sont en mesure de maîtriser l'intégralité des réseaux institutionnels pour obtenir les financements, ils savent mettre en place une manifestation, ils ont un certain bagage, ils ont des réseaux qu'ils se sont ouverts eux-mêmes. Donc dans un premier temps on s'est dégagé de toute responsabilité dans le Conseil d'Administration, puis on est partis.

Claude Faber, Vitécri :
- A l'époque j'était autant attaché de presse que rédacteur, j'ai fait beaucoup de textes pour la mission locale, ils m'ont dit, « il faut que tu viennent à Vitécri parce que ça peut nous servir ». Il fallait faire parler de Vitécri auprès des financeurs, auprès de tous les partenaires, auprès des autres associations. Ils voulaient simplement que les choses se sachent.
- A ce moment là, je voyais Vitécri comme un point de repère qui n'était pas simplement géographique. Il y avait un point de repère aux yeux de tous ces jeunes que je côtoyais. Je voyais bien que c'était un élément, que c'était à la fois un prétexte de rencontre, un prétexte pour envisager ou projeter certaines choses, que c'était un outil indispensable par exemple pour les filles qui voulaient se faire connaître. A l'époque je n'envisageais pas que Zebda prenne cette tournure là. C'était pour moi, un point de repère, ça avait un sens plus social que politique. Le lieu, en plus, n'existait pas. Il y avait l'appart des Carriere simplement. Vitécri existait, voilà.
- Je sais qu'on est très proche, ça c'est pas négligeable dans l'histoire de Vitécri. Beaucoup de choses dans Vitécri se sont faites ou ne se sont pas faites, se sont dites ou ne se sont pas dites parce qu'il y a ce truc là. Vraiment, il y a un état d'esprit, on s'appelle souvent, même quand on a rien à faire, pendant les vacances, il y a toujours des messages sur le répondeur, on s'inquiète pour l'un pour l'autre.
- Après il y a le fait que quand j'étais gosse, je suis passé à la jeunesse communiste, surtout à l'UNCAL, après j'ai fait deux ans au PS, puis je me suis toujours barré parce que je ne m'y retrouvais pas, parce que j'aime pas l'appareil politique, j'aime pas le jeu politique, je me sens beaucoup plus proche de "visions" anarchistes dans le sens où il y a un refus de l'appareil politique.
- Je crois aussi que l'une des forces de ce groupe, encore aujourd'hui, c'est l'ambition ; l'ambition collective. On a toujours eu envie de faire ensemble, et la réussite (ou au moins l'expérience) sans les autres ne nous a jamais intéressée. Ceci étant, nous avons tous, individuellement, nos ambitions (politiques, artistiques, sociales...). Et cette somme d'ambitions constitue depuis toujours un réel moteur. Peut être n'en sommes nous pas conscients, peut être aussi qu'à une époque, le cadre associatif nous "interdisait" de l'avouer. Mais pourquoi le cacher ? Sans notre ambition, sans nos ambitions, nous n'y serions jamais arrivés. Et nous n'aurions jamais donné envie à d'autres. Attention ceci dit, nous n'avons pas été porteurs

d'ambitions aveugles et compromettantes, nous n'avons jamais été prêts à tout accepter. C'est aussi une explication à notre longévité.
- Tous les jeunes du quartier, tous les gosses du quartier connaissent Magyd parce qu'il y a Zebda, ils connaissent tous Salah. Moi, il y a un tas de gens de cette génération qui ne me connaît pas, je n'ai pas habité là-bas, je ne suis pas arabe, il y a plein de trucs qui font que la notoriété de Vitécri, elle est portée par Magyd et par Salah.
- On a un truc sûrement très profond, très complexe dans notre rapport avec Vitécri. Toutes nos relations sont très affectives et les conflits et les ententes ne sont gérés que par rapport à ça et c'est vrai qu'au fond de nous, je suis sûr que ça nous aurait fait chier que d'autres mecs un jour gèrent Vitécri. De quel droit, de quelle légitimité ? Qui tu es pour tout d'un coup dire, "tiens j'ai envie d'être président de Vitécri". Donc, c'était dur de passer le relais. Il fallait quasiment montrer patte blanche et là, on a peut être pas su le faire.
- le festival, c'était vraiment l'illustration de notre état d'esprit, à la fois la fête, la réflexion, le militantisme, l'ouverture, la solidarité.

Dada bouderballah, ex Vitécri, éducateur :
- Maïté, je la connais depuis 76 au moins. Elle venait parfois aux boums, on ne se gênait pas pour taxer sa photocopieuse pour les tracts. Ces gens là, on leur doit beaucoup : des idées, on en a tout le temps, mais Maïté, Carrière, ils nous ont permis de les réaliser. Dans les films aussi, il y a eu parfois des moments houleux avec Maïté parce qu'il y avait des scènes un peu dures vis à vis des filles, on était machos, on frappait des filles - enfin, Kamel habillé en nana – et Maïté ne nous a pas laissé faire n'importe quoi, même si on ne comprenait pas trop à l'époque. On était monté très haut avec toutes ces activités
- Moi, je suis aussi reconnaissant, le reconnaissance du ventre : la France m'a permis d'avancer, j'ai un peu loupé le coche, j'ai travaillé très jeune, à 14 ans. J'étais très mauvais à l'école, mais j'ai toujours travaillé, toujours progressé, j'ai connu très tôt le racisme et c'est là que j'ai milité au PC. Moi, j'étais tout petit, pas reconnu, j'affichais, et c'est pas plus mal parce que je ne me suis pas éparpillé.
- Tu sais, je connaissais le fascisme avec le FLN en Algérie, et j'avais déjà senti la violence monter, alors ce joli mouvement où l'on se faisait croire qu'on allait changer le monde… En fait, on n'a rien changé du tout. Si on veut changer, il faut bosser. Et s'il faut manifester, cette manifestation là (marche des Beurs) était trop loufoque pour changer quoi que ce soit. J'aime pas beaucoup les mouvements de masse, je suis un peu rebelle.
- Ce qui est bien et dommage aussi, c'est que je suis resté un peu voyou : le type qui m'emmerde, je le prend par le col et il a intérêt à réagir, vite !
- Voilà, il y a eu les festivals, je me suis investi beaucoup, et puis j'ai eu mon coup de gueule et je suis parti. Moi, je continue avec honnêteté, si on peut, je peux ; si on ne peut pas, je m'en vais. Ce qui me plaît dans Vitécri, c'est que Vitécri à permis d'avoir du rêve. Et moi, ça m'a fait rêver parce que j'ai vu qu'on pouvait faire avancer des gens.
- Les jeunes venaient, buvaient un café, ils étaient là, mais on ne leur a pas donné les moyens d'agir. pour moi, c'est pas ça militer. Le militantisme pour moi, c'est d'abord un sacrifice de soi, parce que tu dois t'investir corps et âme ; mais il faut aussi prendre du recul, parce qu'on n'adhère pas à une secte, on développe des idées pour faire avancer le monde. Des idées sociales, faire progresser la société.
- Tant qu'on parlera d'immigration, il n'y aura pas d'intégration. Il y a des jeunes de banlieues qui posent problème ? Hé bien il faut taper dur, et faire avancer les choses en leur donnant les moyens de réussir. Et ceux qui ne veulent pas réussir, il existe pour eux comme pour tout le monde, des lois et des règles. Si un jeune doit se faire coffrer, qu'on le coffre, et ensuite, il sera suivi. On ne va pas le lâcher comme ça dans la nature, il faut lui donner les moyens de se réintégrer, sinon ça sert à rien.
Q :Ca veut dire quoi, réussir ?
Réussir sa vie, c'est avoir un chez-soi, et de quoi payer son loyer ; avoir un salaire pour un travail qu'on a fait, de l'amusement, des amis, avoir des rêves. Et travailler pour quelque chose qui soit utile, c'est ça réussir sa vie.Moi, je dis aux jeunes " franchement, je suis payé. Je foutrais rien de ma journée au boulot, je serais payé quand même. Alors profites que je passe un peu de temps à me soucier de toi, je suis là pour t'aider, si tu veux pas, il y en a d'autres qui ont besoin.

Q : Tu serais payé pareil, même sans rien faire, alors pourquoi tu te foules ?
Je sais pas. Je pourrais être catho, musulman, faire partie d'une secte, c'est pas le cas. Mais quand même j'y crois. Et puis, il y a le côté " on m'a aidé, c'est à mon tour d'aider ".

Evelyne Mabilat, ex Vitécri :
- On discutait beaucoup de ce qu'ils (les jeunes pensaient de la vie, de la politique, de leurs histoires d'amour, du rapport hommes-femmes, des parents -ces discussions là sont pour moi des souvenirs très forts- ; ils nous interrogeaient beaucoup sur notre vie car nous étions trois femmes à vivre dans la même maison, nous étions féministes.
- Avoir des livres quand on est petit, tenir une caméra, c'est un luxe un peu bourgeois : tout le monde n'a pas cela dans son enfance ou son adolescence. Je crois qu'il y a des outils de la création qui sont un luxe financièrement, et aussi un luxe culturel. Et je trouve cela extraordinaire ; je voudrais que, dans les quartier, il y ait les plus belles bibliothèques et pas seulement au centre ville, qu'on donne les privilèges qui peuvent emmener un plus. Et même si je ne connais pas la situation familiale et sociale de ces jeunes, je pense qu'ils n'étaient pas dans une grande pauvreté : donc ça n'a rien à voir avec la misère et je suis persuadée qu'il y avait chez eux des atouts culturels. Par exemple, je pense que le Coran a quelque chose à voir avec la culture, la religion permettant à certains de transcender les choses et avoir des atouts culturels. Donc ça n'est pas une histoire d'argent, mais j'étais touchée par le fait qu'ils aient accès à des privilèges culturels.
- Les garçons ne laissaient pas beaucoup de place aux filles, les filles y arrivaient en criant très fort et poussées par nous, et il n'y a jamais vraiment eu d'actions mixtes
- c'était très compliqué : comment ils rendaient des comptes, comment ils se parlaient, comment ils reconnaissaient ou pas le travail des autres. Comme cela se passe dans tous les groupes, sinon que là, tout était dit. Les choses se parlaient beaucoup, tous les conflits éclataient et ils n'en avaient pas peur : c'était à celui qui dirait le plus la vérité, et tout le monde, à un moment ou un autre, s'est fâché avec tout le monde. Ils sont allées de conflit en conflit : ça a été très éprouvant, mais en même temps ils se sont personnellement et professionnellement construits avec ça. Et ces conflits qu'ils posaient nous faisaient réfléchir. Donc, ils avaient des conflits, ils n'étaient pas toujours aux rendez vous, ils ne faisaient pas toujours ce qu'ils devaient faire, mais -en tous cas pour ma part- je n'ai jamais désespéré d'eux. Parce qu'ils avaient une telle richesse, une telle volonté d'agir dans le quartier, que je trouvais ça formidable, on sentait qu'ils ne se forçaient pas. Et je pense que c'était profondément politique même s'ils n'en avaient pas conscience ou qu'ils ne le disaient pas comme cela : ils avaient une position de citoyen dans leur proximité.
- je sais qu'ils me reconnaissent là toujours, et qu'ils ne me méprisent pas. Et je sais qu'ils vont se poser des questions, sur leur vie de famille, leurs rapports avec leur femme, leurs enfants. Je ne sais pas précisément la vie qu'ils mènent, mais je sais qu'ils ne se contentent pas d'une petite vie rangée sans se questionner. Ils sont marqués positivement par cette histoire. Je suis persuadée que cette histoire fait trace dans leur vie ; et dans la mienne aussi. Dans ma vie professionnelle et dans ma vie politique, c'est toujours une référence. Pour moi, c'est aussi un privilège : même si je suis issue d'un milieu modeste, je n'ai jamais vécu dans un quartier comme les Izards, je n'y ai jamais travaillé, et donc, ni dans ma vie, ni dans mon travail je n'aurai pu rencontrer ces jeunes. Et là, je les ai rencontrés à la fois de façon personnelle, et à la fois de façon collective et c'est un privilège dans ma vie.

Marie françoise Vabre, ex vitécri :
- Mon investissement au départ n'allait pas plus loin que donner un nom pour permettre à ces choses d'être possibles dans le quartier. Et puis, je m'y suis impliquée un peu plus que cela parce qu'il y avait avec ces jeunes tout l'apprentissage de la vie citoyenne et de la démocratie, autour de la question de l'utilisation de l'argent de Vitécri, des prises de décision, des choix, des responsabilités, notre but étant de permettre aux jeunes d'être autonomes. Je souhaitais avoir cette place : être un adulte qui peut aider à l'émergence d'un projet, puis à la prise en charge de ce projet par un groupe de jeunes faisant l'apprentissage du collectif, en arrivant à se réaliser individuellement dans ce collectif.
- Je n'ai pas trouvé cette expérience facile du tout : je sentais qu'il fallait bien qu'on ne se renie pas, que chacun progresse dans la nature de son engagement, tout en se disant que

ces jeunes ne se réappropriaient que ce qu'ils voulaient bien ; ils n'étaient pas réceptifs, par exemple, au débat sur le politique ; ils n'étaient que dans le plaisir.
- C'est très gratifiant le fait qu'ils aient pu et su se mettre en relation et réaliser des choses avec d'autres, s'inscrire dans des mouvements culturels et prendre position sur le plan de la société par rapport à la monté des idées d'exclusion fascisantes et sur la question du racisme.

Monir Bendib, ex Vitécri, animateur :
- Avec Maïté, ça a marché parce qu'elle n'a pas ce langage des éducateurs qui te prennent la tête pour rien, qui ne font que discuter, qui nous prenaient pour des petits mecs de quartier qui ne comprennent rien à rien. Elle, elle était elle même, simple et cool.
- l'intérêt, c'est qu'on était reconnus : on montrait qu'on était cappables de faire quelque chose, et les gens s'intéressaient à notre production. Souvent tu fais ton travail et ça en reste là : avec ces films, on pouvait parler du travail qu'on avait fait, de la façon dont on s'était pris pour produire ces films. C'est pour ça qu'on a pris ensuite des itinéraires cools. Si on n'était pas rentrés dans cette mouvance associative, on n'aurait pas pris conscience du monde qui nous entoure.
- Dans le quartier, je pense que Vitécri n'a rien changé ; ça a changé des choses pour quelques jeunes qui avaient déjà envie de bouger, et la force de caractère pour cela, mais pas pour le quartier de façon globale.

Mme Guérin, association des locataires de la cité Reynerie :
- Les rapatriés n'étaient pas bien vus : ils ne sont pas revenus les mains vides, contrairement à ce que l'on dit. Ils ont ramené leur fortune, et leurs femmes de ménages et leurs ouvriers algériens avec
- Ca s'est beaucoup dégradé.
- Il y a de plus en plus de maghrébins, de moins en moins intégrés. Par ex : de plus en plus de femmes voilées, avec la robe.On se sent absorbés par les étrangers : ils ont la plupart des commerces. A Reynerie, il n'y a plus que le pharmacien et le tabac qui sont français. Et encore, le pharmacien emploie une algérienne et une chinoise. A la boulangerie, ce sont des françaises qui servent, mais le patron est maghrébin.
Même au casino, on vend maintenant des produits asiatiques, de la semoule en quantité, de la viande casher. Avant, tout cela n'existait pas.

Myriam Bendib, ex vitécri, éducatrice :
- Les trucs qu'on faisait ensemble, c'était dans le cadre de Vitécri. Vitécri c'était la bande, et je pense que Vitécri, c'était la famille parce qu'on se connaissait tous. C'était même pas des relations de copinage, c'était des liens, il y avait des frères et des soeurs, les parents se connaissaient depuis vachement longtemps, avant ma naissance même parce qu'on habitait à côté. Ils se sont toujours fréquentés. Tout le monde se voyait pendant les fêtes, quand il y avait un baptême ou un mariage, toute la cité était invitée.
Je ne sais si on peut parler d'amis pour nos parents, mais c'était des voisins.
- je ne sais plus qui m'a dit, "tu n'as qu'à faire un TUC à Vitécri". J'avais rien dit mais dans ma tête, mon projet n'était pas de travailler à Vitécri, c'était de participer, d'être là quand il fallait. Dans les associations, tu as toujours besoin des petites volontés pour faire les trucs. Mais à mon avis, si on avait pas été là, Vitécri aurait marché quand même. J'étais pas un maillon indispensable. Les maillons indispensables, tu les as rencontrés : Sylvie, Magyd, Maïté, Mounir et compagnie. Moi j'étais à la fac et je n'étais pas branchée animation.
Ce n'est pas parce que tu es arabe que tu n'as rien à dire, que tu ne fais pas des choses. Tu es un individu à part entière qui a ses idées, ses points de vue, qui a de l'imagination, qui a des choses à dire et qui a surtout envie de les dire.

Zoulie Cherfi, épouse de Magyd, ex Vitécri :
- En plus j'étais fiancée avec Magyd ; j'allais me marier. C'était tout le temps très dur parce qu'il fallait faire les devoirs, le ménage et après si tu as un peu de temps, tu vas faire de la couture.

- Et le fait que je n'étais pas Beur. Elles ne m'ont jamais considéré comme une fille Beur. Il y avait les Beurs, les Arabes et les Français. J'avais une culture arabe, je venais d'arriver, je ne parlais pratiquement que l'arabe. Dans ma manière de fonctionner, je savais tellement où j'en étais au niveau de mes racines que ça leur faisait peur. Une telle arabité, aussi aiguë, aussi franche, ça les faisait flipper. Elles qui étaient dans le doute. On est le cul entre l'occident et les parents qui viennent d'Algérie. Ils étaient à peu près tous dans la même histoire ces jeunes là, les filles. En plus, le fait que ce soient des nanas, elles se sentaient encore plus opprimées. Moi j'arrive, pas opprimée du tout, ça marchait bien à l'école, j'étais la femme de Magyd, et en plus de ça, j'étais l'Arabe. Or, le mouvement Beur quand il a commencé, c'était surtout "oublions qu'on est Arabes". Une fille de mon âge qui parlait aussi bien l'arabe, qui savait où elle en était, quelles sont ses valeurs, ça foutait la trouille.
- Je distingue vraiment Maïté et Michel. Ils sont complètement différents . Maïté, sa grandeur ça a été d'avoir cultivé de l'affect dans l'esprit de l'association. Quand elle est partie, il restait encore un peu de parfum d'affect. Et puis quand Michel est arrivé, c'était tout à l'intellect. On va être politisés, on va intellectualiser. Les choses vont fonctionner comme ça, le coeur c'est terminé. Moi, j'ai été un peu malheureuse de ça. C'est ça aussi qui a fait fuir les filles, qui a déplu à Sylvie, Myriam, Zina, Louisa. C'est de là aussi que vient notre exclusion : quand on nous a forcé à théoriser, à être politisés, il n'y avait pas une seule fille qui suivait la route et il ne restait que des clans de mecs dans les réunions. Juste une fille pour prendre les notes, c'était un peu navrant.
- Je savais que Maïté était une féministe, je savais qu'elle défendait l'idée des femmes, je ne savais pas si c'était de gauche ou de droite de défendre l'idée de la femme.
- Là pour moi c'était fini Vitécri. Dès que j'ai commencé à penser individuel, c'était fini l'association, petit à petit l'idée du collectif commençait à partir. Et puis, chacun a pris sa route. Tout le monde s'est dit, "il y a ma vie, mon boulot mais il ne faut pas s'attendre à ce qu'on soit formé". Aujourd'hui, il n'y a pas de gens formés de la part de Vitécri. Une petite formation au niveau de la barjote pour certains mais c'est tout, il n'y a pas de gens formés, ni en compta, ni au niveau de la vidéo. Vitécri, ça a été surtout un tremplin. Moi, c'est à Vitécri que m'est venue l'idée de faire de la vidéo. Zina, c'est les défilés de mode. Magyd, s'il a fait de la musique, c'est aussi parce que Vitécri a entretenu un peu ce délire, ce rêve là. Vitécri est vivant en chacun de nous aujourd'hui. C'est pas une histoire qu'on peut comme ça balayer.
Surtout parce qu'on s'est beaucoup, beaucoup aimés même ceux qui se sont haïs, tu as les frères et soeurs qui se tapent dessus mais dans le fond, tu sais que c'est ton frère, c'est ta soeur, c'est une histoire de famille. C'était une famille, c'est aussi pour ça qu'on a eu beaucoup de mal à faire rentrer les gens de l'extérieur.
- C'est une jeunesse, une période de notre vie et beaucoup d'affect, même si on s'est déchiré la gueule, on était ensemble face à l'extérieur, à l'ennemi, on était ensemble.
- Les parents étaient bien pour ce qui est de se nourrir, pour ce qui était d'étudier. Mais dès qu'il s'agissait de luxe, ils n'étaient plus d'accord. Et à cet âge là, on avait envie de luxe, on avait envie de briller un peu, d'être à la mode, de ne pas être une guenille, tu n'as pas envie d'être habillé par le Secours Populaire.
- Et puis les travailleurs sociaux, nous disaient, "ça c'est génial, c'est super, c'est beau". Donc, on avait moins honte. On osait leur montrer.

Salah Amokrane, ex animateur Vitécri :
- J'ai toujours été militant, dès le lycée. Militant politique d'abord, au parti communiste, jusqu'à la fin du lycée. Puis, je me suis intéressé à l'association VITECRI, dans les années 80. J'ai participé à La Marche. Ensuite, j'ai fait des aller retour : par moments, j'étais beaucoup à VITECRI, puis, à d'autres moments je travaillais... Et puis, il y a trois ans, j'ai été licencié. J'avais du temps et j'ai saisi l'occasion : je me suis investi bénévolement à VITECRI. On a monté le premier festival, et voilà. Ca s'est fait un peu naturellement. Ca n'était pas, par exemple, une vocation professionnelle. Ca fait maintenant un peu plus de deux ans que je suis salarié de l'association, avant, j'avais un travail à part, mais j'ai toujours eu le souhait de faire œuvre.- Même s'il y a des particularités selon les cultures d'origine, je pense que le problème social est celui de l'exclusion, et pas de l'intégration.

Ca ne concerne pas le seul discours politique, ça ne concerne pas que les populations d'origine étrangère.
- Les institutions s'adressent à moi plutôt pour tous les problèmes administratifs. Les problèmes politiques aussi. Dans ce cas, je suis perçu comme un porte-parole, quand ils ont besoin de savoir ce qu'on pense dans le coin, des questions qui touchent les jeunes, leurs stratégies d'action, nos choix par rapport à des événements.
Moi, ce qui m'intéresserait, ce serait soit d'arriver avec VITECRI à créer un vrai rapport de force et que l'on devienne des interlocuteurs sur des questions de fond, où l'on soit intéressés à la conception des politiques - et j'y crois assez peu-, soit que certains d'entre nous y soient intéressés à titre individuel.
- C'est très fatigant de toujours être en position d'exécutant, de subir les politiques. Et même si celles ci sont parfois à bon escient, le temps de réaction des décideurs est toujours très long et les décisions sont prises trop tard. Et puis, ils ne sont pas en phase avec les valeurs des jeunes aujourd'hui, ils ne comprennent pas ce qui se passe. De manière générale, les politiques qu'on nous propose sont assez inadaptées.
Donc, je pense que ce serait intéressant d'avoir, de manière non isolée, des gens qui nous sont proches et qui puissent approcher le niveau de conception des politiques.
- Ce que veulent les jeunes, c'est travailler. La différence, c'est qu'ils veulent travailler pour vivre, et pas forcément pour l'amour d'un métier. Ce n'est pas de la démagogie de dire que les jeunes d'ici ne sont pas moins respectueux que ceux d'ailleurs. Par exemple, le vol, à 15 ans, ça n'est pas par besoin qu'on le pratique. C'est pareil pour tous les jeunes.
Je rêve vraiment d'une époque où l'on aura les moyens de vivre. J'en ai marre de voir tant de gens qui restent sur le carreau. Je rêve du moment où tout le monde pourra vivre dignement. Je voudrais être un peu plus sûr de l'avenir pour pouvoir souffler, diminuer la pression de temps en temps.
_ Je pense que le problème qui se pose aux plus jeunes, ce n'est pas seulement celui des situations économiques et sociales déficitaires, c'est aussi le fait que le milieu associatif militant est en déclin. Il n'existe plus que des associations de services, et plus de militants comme nous l'avons été. Nous avons aussi fait du service, mais on a toujours été suffisamment malins pour se surveiller les uns les autres, quitte à tout arrêter quand on sentait qu'on perdait nos convictions militantes. Et s'il n'y a plus d'associations de militants, c'est parce qu'il n'y a plus de démocratie, de libre expression. On ne peut plus être un collectif dans un quartier, et avoir des moyens pour intervenir publiquement en toute liberté. Aujourd'hui, il y a une séparation entre les usagers et les décideurs d'une association ; chez nous, usagers et décideurs étaient les mêmes.
- Alors, le reste de l'année, tu essaie de répondre à des urgences, en ayant l'ambition de faire participer les jeunes, mais ces jeunes sont dans un rapport d'usager avec toi. Alors, peu à peu, ils te mettent au même niveau qu'une institution. Moi, cela me posait un vrai problème de conscience. Je suis persuadé qu'on a tous besoin de revenir à des choses plus radicales, plus politiques : certains d'entre nous pensent qu'il faut continuer à faire ce type de travail de terrain, parce qu'il y a des urgences et parce qu'il faut être en contact avec les gens, le quartier ; et c'est vrai qu'on ne peut pas agir sincèrement si on ne connaît pas les gens. Mais je crois qu'il nous faut arriver à redevenir les représentants d'une parole.
- Je savais que je ne voulais pas faire de l'animation, parce que j'avais déjà essayé. A une époque, j'avais travaillé pendant un an pour Vitécri sur des interventions en milieu scolaire, et je n'en ai pas gardé un bon souvenir. Donc, je ne voulais pas faire des activités de loisirs avec des enfants ou des jeunes, et on était d'accord là dessus...Gérer, je ne savais pas vraiment le faire, en fait je ne savais pas faire grand chose, mais la question ne s'est pas posée. J'ai quand même fait un stage de comptabilité, et puis je me suis débrouillé. Je rencontrais les financeurs, et ça ne me posait pas de problèmes de demander aux gens comment il fallait faire les dossiers.
- Q : Ca représentait quoi, les Beurs ?
C'était nous. On acceptait bien cette appellation, et c'était en plein dans les questions qu'on se posait, ça ressemblait aux films qu'on a fait. A ce moment, on a commencé à clairement assumer ce truc de la double appartenance : l'assumer, la revendiquer et aussi accepter. Pour beaucoup d'entre nous, c'est un moment où s'est mise en place l'idée qu'on n'est pas Algériens. Jusque là, il y avait encore le mythe du retour, au début des années 80.

Et nos parents aussi se sont dit à ce moment : "nos enfants sont Français. On ne retournera pas, peut être même pas à la retraite". Mes parents, ils étaient au courant de ce qui se passait avec ces mouvements, et ils trouvaient ça bien ; ils trouvaient très bien qu'on se manifeste. Ils ont compris ce qui se passait en France, et ils ont surtout compris que nous, leurs enfants , on avait changé. Et c'est vrai qu'on était un peu différents de nos copains de la cité qui n'étaient pas à Vitécri : on était plus ouverts aux autres, on commençait tous plus ou moins à prendre un logement et quitter la famille, sans forcément pour se marier. On refusait davantage la violence, on n'était pas voleurs, on allait à l'école ou on travaillait. On serrait moins nos soeurs, on les amenait avec nous et c'était une sacré différence même si c'était difficile à accepter que nos soeurs sortent et soient avec des mecs. Mais bon, on se forçait un peu les uns les autres à accepter l'émancipation de nos soeurs. En fait, on était moins proches de la culture de nos parents que nos copains qui restaient dans la cité, qui parlaient arabe ou kabyle entre eux, alors que nous ne parlions que français entre nous, et même avec nos parents. Vitécri nous a permis de nous positionner et d'évoluer. Et à ce moment des marches, on a vraiment commencé à dire non au retour. Il n'était pas question de refuser le pays, on peut y aller en vacances ; mais c'était dire : "maintenant, on est Français. On s'intéresse à l'Algérie, mais on ne vivra pas là bas." Après, une fois qu'on a réglé cette question de ne pas être Algérien, il fallait savoir ce qu'on était. Et tous les débuts de Vitécri, c'était pour régler cette question. Et on était tout le temps ensembles à discuter. Des nuits entières. Alors on allait là, et on délirait sur des projets, on rigolait, on picolait, on fumait... Et on discutait de tout et toutes les nuits.

- On faisait des trucs culturels, mais on n'était pas sur le terrain politique, ou militant. On y a été plus tard, avec le festival "Ca Bouge Au Nord". Mais tout cela n'était pas vraiment idéologique. C'était plutôt l'expression des valeurs qu'on souhaitait défendre : au départ, justice, égalité et antiracisme. Ensuite, ça a été une affaire entendue et on ne souhaitait même plus débattre sur la question de l'intégration. Pour nous, l'intégration ne se posait plus : on était là, c'est tout.
- La galère, les politiques d'immigration, ça nous concerne trop directement pour qu'on ne se positionne pas sur ces terrains là. Alors on continuera à dire aux jeunes qu'ils faut s'affirmer, qu'ils sont ici chez eux et qu'ils doivent se comporter comme chez eux sans malaise, mais on leur dira aussi que ça viendra pas tout seul. Pour eux, ce sera plus difficile que ça ne l'a été pour notre génération.
- Ce dont je suis sûr, c'est qu'on doit plus faire les choses comme des professionnels. Moi, je ne veux plus être salarié d'une association. La professionnalisation nous a tué, nous a coupé des gens, nous a donné un statut inintéressant vis a vis des jeunes. Depuis que je ne suis plus salarié, la nature de mes rapports avec les jeunes de la cité a changé. On me reprochait un petit peu de gagner de l'argent, mais surtout, je représentait une institution, je devenais aux yeux des gens la mairie, comme si je faisait du contrôle social. Le seul truc qui nous a sauvé, c'est qu'on était de la cité. Sinon, on aurait été carrément des éducateurs et des agents de la mairie. Et c'est vrai qu'on était un peu ça, parce qu'on avait des positions un peu institutionnelles.

ANNEXE 2 (3ème PARTIE, CHAPITRE 1)

Les protagonistes de Vitécri

Les jeunes d'avant la création de l'association :
Lorsque Maïté Débats et Michel Carrière, alors éducateurs du club de prévention, sortent les premières caméras prêtées par Marie Françoise Vabre, une multitude de jeunes de la cité des Izards à Toulouse répondent à l'appel. Pourtant, très vite, et parce qu'il se s'agit pas avec eux de consommer de l'activité, beaucoup disparaîtront de l'entourage de ceux qui feront Vitécri.
Magyd : "*Au départ, c'est juste de la discussion : on se retrouve avec des gens, des travailleurs sociaux dans des locaux et on parle. Il nous fallait comprendre que la démarche de faire un film, par exemple, ça nécessitait du temps, des étapes, des rendez-vous réguliers... Rien que ça, tu épures tout le monde et les plus têtes brûlées explosent au premier rendez vous.*"
Il reste un noyau actif, qui fera le premier film : Magyd, Monir, Dada et Rachid ; un groupe de filles autour des ateliers d'écriture : Myriam, Zina, Sylvie, etc. Les garçons et les filles se retrouvent pour des vacances qu'organise Maïté. Ceux là ont été les fondateurs de Vitécri, y ont été longtemps encore. Ils seront rapidement rejoints par d'autres, les petits frères (Tayeb, Mous, Hakim, etc.) et les copains (Salah, Claude, Nadia, Zoulie, etc.)

Magyd Cherfi : Ses parents ont émigré de Kabylie dans les années 1960 et se sont installés dans un premier temps au camp de Ginestou, avant d'être logés à la cité d'urgence des Izards. Magyd grandit dans l'univers cosmopolite de la rue Raphaël, entre les jeux et les bagarres sur le terrain vague, l'école, où l'on rencontre les enfants des autres coins du quartier, puis les activités de loisir du club de prévention, et déjà l'écriture de textes et de poèmes.
Il fait partie du groupe fondateur de Vitécri, autour des activités de réalisation et de présentation du premier film : "Autant en emporte la gloire" avec Rachid, Dada, et Monir. Il est à l'époque lycéen, puis fera un bout de premier année de fac.
En 1982, lorsque l'association Vitécri reçoit ses premières subventions conséquentes, Magyd en est, avec Rachid, Salah et Sylvie, l'un des premiers animateurs salariés. Ils montent alors des activités de soutien scolaire, de loisirs, de cinéma, avec les jeunes du quartier et des collèges. Magyd est salarié de Vitécri jusqu'en 87, date à laquelle le collectif décide de cesser ses activités. Entre temps, deux autres films ont été tournés : "Prends tes cliques et t'es classe", et "Salah, Malik, Beurs". Le scénario de ce dernier film met en scène un groupe de rock, ce sont les débuts de ZEBDA dont Magyd est le chanteur, et l'auteur des textes. Un premier disque trois titres est édité.
En 1990, après un passage à vide, Salah, Lili et Magyd remontent l'association Vitécri, avec des activités d'animation et le festival "Ca bouge au Nord". Parallèlement, Zebda redémarre avec des concerts, puis un deuxième album.
Magyd est alors président de Vitécri. Le festival réalise sa dernière édition en septembre 94, et en mai 96, il décide de cesser l'ensemble des activités de Vitécri pour se consacrer à de nouveaux projets : le "collectif ça bouge au nord", avec Claude, Salah, Tayeb, Moustapha, Hakim et quelques autres.
Magyd et Zoulie se marient en 1985.
Aujourd'hui, Magyd est auteur et chanteur, et toujours membre actif du tactikollectif.

Dada Bouhabdallah : Ses parents ont émigré d'Algérie, il a grandi dans la cité. Une scolarité chaotique le mènera très tôt au travail. Il fait parti du groupe fondateur, est un acteur-clef dans deux films : « Autant en emporte la gloire » et « Salah, Malik, Beurs ». Il rate le tournage de « Prends tes cliques et t'es classe » car il fait alors son service militaire en Algérie. Il n'y est pourtant pas oublié : au dessus du bureau du professeur de frime qui apprend aux jeunes de la cité à danser, s'habiller et se battre, trône le portrait « de son meilleur élève » : une photo de Dada.

Dada ne sera jamais salarié de Vitécri, mais en est un membre très actif depuis les débuts et en particulier pour l'organisation et la réalisation du festival « Ca bouge au nord », après la dernière édition du festival en 94, il quitte l'association.
Il a fait entre temps une formation d'éducateur et travaille au Centre Communal de Prévention de la Délinquance des quartiers nord.

Monir Bendib : Ses parents ont émigré d'Algérie dans les années 1960, Monir a grandi aux Izards. Une scolarité vite abandonnée, en alternance avec les activités de Vitécri dont il est l'un des fondateurs. Il participe aux films, aux actions et aux discussions au sein de l'association sans en être ni salarié, ni administrateur car il travaille, et a une famille. Lorsque se monte l'association Bourba qui vit dans la cité de Bourbaki, il fait partie du groupe moteur. Il y travaille, passe un BEATEP (brevet d'état d'animateur), puis est engagé comme animateur en milieu scolaire.

Rachid Chetouani : Ses grands parents ont émigré d'Algérie, le grand père est agriculteur à Saint Gaudens, environ 60 km de Toulouse. Sa mère est née en France, Rachid a fait sa scolarité dans une école « de bonnes sœurs ». Son père est arrivé d'Algérie dans les années 60, la famille s'est installée aux Izards lorsque Rachid était enfant. A l'école et dans la rue, il rencontre ceux qui deviendront ses copains et sera dans le premier groupe de Vitécri. Rachid va au lycée et se passionne pour la vidéo qu'il pratique avec ceux de Vitécri, en particulier la partie technique. Il tentera sans grand succès plusieurs écoles d'audiovisuel, travaille de temps en temps dans ce domaine pour des boîtes d'audiovisuel. On dit qu'il est le « rêveur » de la bande, c'est un voyageur imprévisible. C'est lui qui, représentant de Vitécri, traversera la France en mobylette pour Convergence.

Zina Cherfi : Soeur cadette de Magyd. Elle fait partie du premier groupe de filles de l'atelier d'écriture avec Maïté. Elle prendra réellement part aux activités de Vitécri, notamment autour de l'atelier de mode dont elle est la principale couturière, et sera l'une des trois choristes de ZEBDA au moment des défilés. Elle fait plusieurs formations de modéliste, travaillera dans un atelier de confection, puis chez Marité et François GIRBAUB. Elle s'éloigne alors un peu de Vitécri, mais y reviendra comme bénévole au moment des festivals. Entre temps, elle cesse ses activités professionnelles pour s'occuper de ses enfants.

Myriam Bendib : Soeur cadette de Monir. Comme Zina, elle fait partie des fondateurs de l'association autour des activités d'écriture, puis des défilés de mode ainsi que quelques activités d'animation avec Sylvie. Elle passe le bac, puis une licence de droit. Après quoi, elle suivra une formation d'éducatrice spécialisée. En 88, elle quitte Toulouse et travaille comme éducatrice spécialisée.

Sylvie Vizcaïno : Elle est la toute première fille du groupe fondateur, notamment parce que sa famille la laissait davantage sortir que les filles maghrébines, ce qui lui permet de participer davantage. Lorsqu'un premier poste de permanent est crée à Vitécri en 82, elle l'occupera à mi temps avec Magyd. Elle s'intéresse particulièrement à l'animation auprès des enfants et des jeunes du quartier, et montera avec Magyd les premiers ateliers vidéo dans les collèges. Elle fait ensuite une formation DEFA (diplôme d'état aux fonctions d'animateur). En 88, lorsque l'association se met en sommeil, Sylvie quitte Toulouse et part s'installer dans l'Aveyron où elle travaille comme animatrice.

Et aussi, Malika Chétouani, la soeur de Rachid qui participait aux ateliers d'écriture, ainsi que Louisa et d'autres.

Les adultes

Maïté Debats : Après une formation d'éducatrice spécialisée, elle vient exercer au Club de Prévention des Izards, c'est son premier poste.
Aux Izards, elle rencontre Magyd, Monir, Dada, qui ont à peine 13 ou 14 ans, tisse des relations avec leurs familles. Ainsi démarrent entre 1977 et 1980, dans le cadre du club de prévention, les premières actions : des camps de castrage du maïs, du cinéma très prisé par les garçons, un atelier d'écriture avec les filles. Avec elle, les jeunes découvrent des mondes qui leur sont inconnus : elle les emmène à la campagne, dans sa famille ; ils rencontrent ses amis, découvrent le militantisme féministe et syndical ; par son intermédiaire, ils présentent leur premier film dans les écoles d'éducateurs toulousaines et auprès de professionnels de l'action sociale ou culturelle ; elle les emmène au cinéma, leur prête des livres...
En 1981, le club de prévention refuse de valider un nouveau projet de film : Maïté crée alors, sur les recommandations de Béatrice Granchamp de la DRAC, et avec quelques amis, l'association Vitécri ; et démissionne du club.
Au chômage, elle en profite pour s'investir dans Vitécri, et monte une autre association : L'Apiaf.
En 83, elle pense à passer le relais, mais il lui semble nécessaire que les jeunes soient accompagnés : elle sollicite Michel Carrière qui connaît bien les jeunes et s'investit dans Vitécri.
Maïté s'éloigne peu à peu des activités de l'association, tout en restant très proche des jeunes. Aujourd'hui, elle travaille à l'Apiaf, fait partie de l'équipe Simone, équipe de recherche et d'enseignement universitaires sur les politiques sociales et rapports sociaux de sexe à l'Université de Toulouse-le-Miral..

Marie Françoise Vabre : A la fin des années 70, Marie Françoise était animatrice au Centre Culturel Croix Baragnon de la ville de Toulouse, en charge de gérer le budget servant à offrir des prestations culturelles aux différentes associations et organismes, et à favoriser la création culturelles. C'est ainsi qu'elle rencontre Maïté qui lui fait part de son projet culturel avec les jeunes des Izards. Marie Françoise est présente lors du premier tournage, et aide à sa réalisation en prêtant du matériel, et parfois des locaux. Lorsque Maïté la sollicite pour créer l'association Vitécri, Marie Françoise est partante pour ce projet collectif. Elle restera quelques années au bureau et participera aux nombreuses discussions au sein de l'association, qu'elle quitte en 85-86 lorsqu'elle pense qu'il est temps de passer le relais.

Evelyne Mabilat : Educatrice de formation, Evelyne est une amie de Maïté. C'est ainsi qu'elle rencontre les jeunes des Izards, et qu'elle participe de loin aux activités que Maïté met en place sur les quartiers nord. Elle crée Vitécri avec Maïté et Marie Françoise, et participera bénévolement aux premières années de l'association jusqu'en 85-86 où elle laisse la place aux jeunes. Elle travaille avec Maïté à l'Apiaf.

Michel Carrière : Pendant sa formation d'éducateur spécialisé, Michel fait un stage au club de prévention des Izards. C'est ainsi qu'il rencontre le groupe qui formera plus tard Vitécri. Il est présent pendant les premières années, et se montrera très actif à partir de 84, autour notamment du tournage de "Salah, Malik, Beurs", des défilés de mode et des débuts de Zebda. Entre temps, il exerce comme éducateur spécialisé à l'association Oc-Drogue où les jeunes passent le voir de temps en temps, puis fait une formation de cinéma. Il s'investira particulièrement dans la partie vidéo de Vitécri, et dans la gestion administrative et financière de l'association à laquelle il initiera les jeunes. En 88, il monte son association de vidéo avec son épouse Marie Jo et prend de la distance avec Vitécri, tout en revenant filmer au moment des festivals.

Marie Jo Carrière : Au cours de ses études universitaires, puis d'éducatrice, Marie Jo s'intéresse à la population Gitane, très représentée dans les quartiers nord. C'est ainsi qu'elle y vient en stage et rencontre les jeunes de Vitécri. Aux cotés de Michel, elle participe aux activités de l'association. Elle s'occupe aujourd'hui, avec Michel, de leur association de vidéo et cinéma.

A partir de la création de Vitécri

Les mêmes, plus :

Nadia Amokrane : Nadia grandit aux Izards, puis à Bourbaki où ses parents s'installent. Elle vit sans histoires entre lycée, maison et fiançailles au pays jusqu'au jour où Magyd convainc sa mère de la laisser partir à Paris pour la Marche des Beurs en 84. C'est à partir de cet événement qu'elle va envisager différemment le cours de sa vie. Elle s'investit dans Vitécri, participe aux tournages et aux défilés de mode, fait du soutien scolaire avec Vitécri à partir de 86, de l'animation au centre de loisirs des Izards en 87-88. A Bourbaki, elle crée l'association Bourba Qui Vit en décembre 88 et s'y investit bénévolement tout en faisant par ailleurs des petits boulots. En 91, l'équipe du club de prévention des Izards se disloque, et un nouveau projet est envisagé avec le conseil d'administration. Nadia participe à la réflexion, et sera éducatrice au club. C'est à ce moment que Vitécri met en place le festival, sur lequel Nadia tient un rôle important au titre de sa mission éducative sur les quartiers nord.
Nadia a fait la formation d'éducatrice spécialisée, elle travaille au club de prévention.

Zoulie Cherfi : Zoulie a grandi au Maroc, et arrive avec sa famille aux Izards en 1978. Elle côtoie certains jeunes du quartier au lycée, mais ne fera vraiment connaissance avec eux que plus tard, lorsqu'elle rencontre Magyd. Elle participe aux défilés de mode dont elle crée certains vêtements, et aux activités de l'association avec notamment en 88, un atelier vidéo au collège de Bellefontaine qu'elle anime avec Salah et Rachid. Elle participera aux festivals comme vidéaste et fera quelques reportages sur l'association. Par ailleurs, elle a fait une formation vidéo et travaille ponctuellement pour la télévision.
Magyd et Zoulie se sont mariés en 1985.

Salah Amokrane : Salah fait partie du groupe d'amis du quartier. Ses parents ayant déménagé à Bourbaki, il ne sera présent qu'épisodiquement dans les débuts de Vitécri, passant de temps en temps voir les copains aux Izards. En 82, à la fac, il retrouve Magyd et s'investit dans l'association. Il participe activement aux marches des Beurs et à l'ensemble des activités vidéo, défilés, et ateliers dans les collèges. Parallèlement, il travaille à la SCNF. Licencié en 90, il décide de profiter de son temps libre pour s'investir de nouveau dans Vitécri : avec Magyd, ils créeront le festival. En 91, Salah devient permanent de l'association qu'il gérera au quotidien jusqu'en 95, assurant notamment l'organisation du festival. En 95, il démissionne et décide de reprendre des études d'urbanisme. Lors des élections municipales de 2001, il est tête de liste de la candidature Motivé-e-s et sera élu.

Claude Faber : C'est un copain de lycée de Magyd, mais il ne connaîtra Vitécri qu'en 85, lorsque Michel Carrière lui propose un emploi sous contrat TUC dans l'association. Il s'occupera alors de toutes les relations de presse, et animera des ateliers auprès des jeunes collégiens avec entre autres la rédaction d'un journal : "Tust". Lorsqu'en 90 Magyd et Salah décident de lancer le festival, Claude fera partie de l'équipe de bénévoles. Durant les éditions de "Ca bouge au nord", il gérera les relations de presse, et le quotidien de Vitécri en tant qu'administrateur.
Il est par ailleurs journaliste et écrivain, et participe au Tactikollectif.

Tayeb Cherfi : Petit frère de Magyd, il séchera les cours du collège pour le suivre dans les aventures de Vitécri, de la première marche des Beurs jusqu'à ce jour. Il participe à toutes les activités, les tournages, les animations, le festival où il est "chef des merguez".
Après une scolarité chaotique, il entre en formation d'éducateur, qu'il abandonne ; fait quelques petits boulots puis commence un DEFA, qu'il abandonne aussi. De nouveau petits boulots, puis des études universitaires d'histoire. Tayeb est un des fondateurs du tactikollectif, et tourneur avec les musiciens de Zebda et Motivé-e-s.

Moustapha Amokrane : Il est le petit frère de Nadia et Salah, de l'âge de Tayeb. Comme lui, il viendra à Vitécri pour les tournages de « Prends tes cliques et t'es classe », puis de « Salah, Malik, Beurs » et se découvrira une passion de militant pendant la marche des Beurs. Danseur fou de la cité avec son frère Hakim, il sera de tous les défilés de mode. En 88, lors de la reprise de Zebda, Magyd lui propose ainsi qu'à Hakim de rejoindre le groupe comme chanteur et danseur. Quelques mois plus tard, il cesse ses activités d'animateur socioculturel pour se lancer à temps plein dans Zebda. Il est aujourd'hui l'un des principaux leaders du Tactikollectif, fondateur de Motivé-e-s et artiste avec son frère Hakim.

Et aussi :

Lili Garcès qui fut animatrice à Vitécri et monta les activités pour enfants à partir de 1990 ; Mohamed Bounouara qui monta l'atelier de théâtre vers 1983 ; Hakim Amokrane ; Mamoud Cherfi ; Azou Bendib ; Céline Chenel ; Rémi Sanchez ; Joël Gérard ; et bien d'autres ayant joué un rôle important dans Vitécri, et pour certains encore actifs dans le collectif.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ALINSKY Saul, *Manuel de l'animateur social*, Seuil, 1976.
ANCELIN Jacqueline, *L'action sociale familiale et les caisses d'allocations familiales, un siècle d'histoire*, Comité d'histoire de la sécurité sociale, 1997.
ANCELIN Jaqueline, *L'action sociale familiale et les caisses d'allocation familiale ; un siècle d'histoire*, Association pour l'étude de l'histoire de la sécurité sociale, 1997.
d'ANGEVILLE Adolphe, *Essai sur la statistique de la population française, considérée sous quelques-uns de ses rapports physiques et moraux*, Bourg, 1836, réédition d'Emmanuel Le Roy Ladurie, Paris/La Haye, Mouton, 1969.
ANSELME Michel, *Du bruit à la parole*, l'Aube, 2000.
ANSELME Michel, *Entre logeurs et logés, T V : La médiation ambiguë*, Cerfise, 1990.
ANSELME Michel, BEHAR Daniel, *Gérer le quartier : un avant-goût de démocratie ?* Plan Urbain, 1990.
Associations les femmes et la ville, *Germaine Poinso-Chapuis*, Edisud, 1978.
ASTIER Isabelle, *Revenu minimum et souci d'insertion*, Desclée de Brouwer, 1997.
AUDIGANNE A, *Mémoires d'un ouvrier de Paris 1871-1872*, Charpentier libraire-éditeur, 1873.
BACHMANN Christian, LEGUENNEC Nicole, *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Albin Michel, 1996.
BARTHELEMY-MADAULE Madeleine, *Marc Sangnier 1873-1950*, Seuil, 1973.
BATTEGAY Alain, BOUBEKER Ahmed, *Les images publiques de l'immigration*. L'Harmattan, 1992.
de BEAUVOIR Simone, *Pour une morale de l'ambiguïté*, Gallimard, 1947.
BECKER Howard, *Les ficelles du métier*, version imprimée avant édition.
BECKER Howard, *Outsiders*, Métaillié, 1985.
BEGAG Azouz, DELORME Christian, *Quartiers sensibles,* Seuil 1994.
BENDA Julien, *La trahison des clercs*, Grasset, 1975 (1ère édition en 1927).
BITOUN Pierre, *Les hommes d'Uriage*, La découverte, 1988.
BLANC Louis, *Le catéchisme des socialistes*, Paris, 1849.
BLEITRACH Danielle, LOJKINE Jean, OARY Ernest, DELACROIX Roland, MAHIEU Christian, *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*, Problèmes/Editions Sociales, 1981.
BOLTANSKI Luc, THEVENOT Laurent, *De la justification, les économies de la grandeur*, Gallimard, 1991.
BOLTANSKI Luc, *L'amour et la justice comme compétences, trois essais de sociologie de l'action,* Métaillié, 1990.
BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*. Gallimard, 1999.
Ahmed BOUBEKER, *La communauté d'expérience des héritiers de l'immigration maghrébine*, Balland, 2001.
BOURDIEU Pierre, *La distinction, critique sociale du jugement,* Minuit, 1979.
CACERES Bénino, *Histoire de l'éducation populaire*, Seuil, 1964.
CALVEZ Jean-Yves, PERRIN Jacques, *Eglise et société économique, L'enseignement social des papes de Léon XIII à Pie XII*, Montaigne, 1961.
CAMUS Albert, *L'homme révolté*, Les temps modernes, 1952.
CASTEL Robert, *L'insécurité sociale, qu'est ce qu'être protégé*, Seuil, 2003.
CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Fayard, 1995.

CHAUVIERE Michel, *Le travail social dans l'action publique. Sociologie d'une qualification controversée*, Dunod, 2004.
CHERFI Magyd, *Livret de famille*, Actes Sud, 2004.
COLLECTIF, *Ces quartiers dont on parle, en marge de la ville, au cœur de la société*, l'Aube, 1997.
COLLECTIF, *Développement social urbain, stratégies et méthodes*, L'Harmattan, 1991.
COMTE Bernard, *Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage 1940-1942*, Fayard 1991.
CORNU Marcel, *Libérer la ville*, Casterman, 1977.
DELESTRE Antoine, *Uriage, une communauté et une école dans la tourmente*. 1940-1945, Presses universitaires de Nancy, 1989.
DOLLEANS Edouard, *Histoire du mouvement ouvrier*, Editions Armand Colin, 1947.
DONZELOT Jacques (avec Philippe Estèbe), *L'État animateur : essai sur la politique de la ville*, Esprit, 1994.
DONZELOT Jacques, *L'invention du social : essai sur le déclin des passions politiques*, Fayard, 1984.
DUBET François (avec A. Touraine, Z. Hegedus et M. Wieviorka), *Le pays contre l'Etat Seuil*, 1981.
DUBET François, *Le mouvement ouvrier* (dir. Alain Touraine et Michel Wieviorka), Fayard, 1984.
DUBET François, *Les quartiers d'exil* (avec Didier Lapeyronnie), Seuil, 1992.
DUBET François, *Le déclin de l'institution*, Seuil, 2002.
DUMAZEDIER Joffre, *Vacances et valeurs*, Autrement, n°111, 1990.
DUNOYER de SEGONZAC Pierre, *Le vieux chef, Mémoires et pages choisies*, Seuil, 1971.
DURAND Robert, *Histoire des centres sociaux ; du voisinage à la citoyenneté*, Syros, 1996.
DURIEZ Bruno, *Les catholiques dans la république, 1905-2005*, Editions ouvrières, 2005.
EHRENBERG Alain, *Le culte de la performance*. Calmann-Lévy, 1991.
ELIAS Norbert, SCOTSON John L., *Logiques de l'exclusion*, Fayard, 1997.
ELIAS Norbert, *Qu'est ce que la sociologie ?* Fayard, 1970.
ELIAS Norbert, *Engagement et distanciation*, Fayard, 1983.
ENGELS Friedrich, *La question du logement*. Ed Sociales, 1969, p 12. (première édition en 1872.
D'ESTERNO Ferdinand, *De la misère, de ses causes, de ses effets, de ses remèdes*, Paris, chez Guillaumin, 1842. Lauréat d'une Bourse de l'Académie.
FOUCAULT Michel, *Sécurité, territoire, population. Cours au collège de France 1977-1978*, Gallimard, 2004.
FOUCAULT Michel, *L'ordre du discours*, Gallimard, 1971.
FOUCAULT Michel, *les mots et les choses, archéologie des sciences humaines*, Gallimard, 1966.
FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir*, Gallimard, 1975.
FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité, l'usage des plaisirs*, Gallimard, 1984.
FOUREST Alain, *Chroniques de la ville ordinaire*, l'Aube, 1995.
FOURQUET François, MURARD Lion, *Les équipements du pouvoir,* Recherches n° 13, 1973.
FOURQUET François, *Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Encres, 1980.
de GERANDO Joseph-Marie, *Le visiteur du pauvre*, 1820. Prix de l'Académie de Lyon. Réédition Jean Michel Place, 1989.

GHAYET Ahmed, *La saga des Beurs d'origine marocaine en France,* Eddif, 1997.
GROETHUYSEN B., *J.-J. Rousseau*, Gallimard, 1949.
GUERRAND Roger-Henri, *Les origines du logement social en France*, Ed Ouvrières, 1967.
HABERMAS Jürgen, *la technique et la science comme idéologie*, Gallimard, 1978.
HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1986.
HALBWACHS Maurice, *Esquisse d'une psychologie des classes sociales*, Marcel Rivière, 1938.
HALLS Wilfred Douglas, *Les jeunes et la politique de Vichy*, Syros, 1988.
HATSFELD Marc, *Topo-guide des régies de quartier, tisser le lien social*, Desclée de Brouwer,1998.
HATZFELD Hélène, *Construire de nouvelles légitimités en travail social*, Dunod, 1998.
HOBBES Thomas, *Le Léviathan : Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la République ecclésiastique et civile*, Ed Vrin, 1971, p 369.
HUET Armel (Dir.), *L'action socioculturelle dans la ville*, L'Harmattan, 1994.
HUGUES Everet, *Le regard sociologique*, textes rassemblés par jean Michel Chapoulie, EHESS, 1996.
ION Jacques, *Le travail social à l'épreuve du territoire*, Dunod, 1992.
ION Jacques, *Le travail social au singulier*, Dunod, 1998.
ION Jacques, *La fin des militants ?*, l'Atelier, 1997.
ION Jacques, *Militer aujourd'hui*, (avec Spyros Franguiadakis et Pascal Viot), Autrement, 2005.
IZZO Jean-Claude*, Les marins perdus*, J'ai lu, 1997.
JAILLET Marie-Christine, DONZELOT Jacques, *La nouvelle question urbaine*, Recherches PUCA, 2001.
JAZOULI Adil, *Les années banlieues*, Seuil, 1992.
KANT Emmanuel, *Critique de la faculté de juger, suivi de Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolite, et de Réponse à la question : qu'est ce que les Lumières ?* Gallimard, 1989.
KAUFMANN Jean-Claude, *La vie HLM, usages et conflits*, Editions Ouvrières, 1983.
Mgr KETTELER, évêque de Mayence, *La question ouvrière et le christianisme*, Paris, 1864.
KOKOREFF Michel, *La force des quartiers – de la délinquance à l'engagement politique*, Payot, 2003.
LAE Jean-François, *L'instance de la plainte, une histoire politique et juridique de la souffrance*, Descartes, 1996.
LAMONT Michèle, *La morale et l'argent. Les valeurs des cadres en France et aux États-Unis*, Métailié, 1995.
LEVY Bernard-Henri, *L'idéologie Française*, Grasset, 1981.
LOEW Jacques, *En mission prolétarienne, étapes vers un apostolat intégra*, Casterman, 1961.
LOEW Jacques, *Journal d'une mission ouvrière (1941-1959*), Le cerf, 1959.
LUC Jean-Noël, *L'invention du jeune enfant au XIXe siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Belin, 1997.
MARIE Michel, *Les terres et les mots. Une traversée des sciences sociales*, Ed Méridiens Klincksieck, 1989.
MARTIN Marie-Madeleine, *Les doctrines sociales en France et l'évolution de la société française du 18è siècle à nos jours*, Ed du conquistador, 1963.
MARTIN Jean-Baptiste, *La fin des mauvais pauvres ; de l'assistance à l'assurance*, Champ Vallon, 1983.

MARX-SCOURAS Danielle, *La France de Zebda 1981-2004*, Autrement, 2005.
MASCLET Olivier, *La gauche et les cités, enquête sur un rendez-vous manqué*, La dispute, 2003.
MAURRAS Charles, *La politique religieuse*, Paris, 1912.
MOREL Bernard, SANMARCO Philippe, *Marseille, l'endroit du décor*, Edisud, 1985.
MORETON Jean, *Une vie heureuse*, Edition à compte d'auteur, imprimerie Grignan, Marseille, 1996.
Baron de MOROGUES, *De la misère des ouvriers et de la marche à suivre pour y remédier*, Huzard, 1832.
MOUNIER Emmanuel, *Manifeste au service du personnalisme*, Seuil, 1961 et février 2000.
MOUNIER Emmanuel, *Révolution personnaliste et communautaire*, Seuil, 2000. p 97.
MOZERE Liane, *Le printemps des crèches, Histoire et analyse d'un mouvement*, L'Harmattan, 1992.
MURARD Lion, ZYLBERMAN Patrick, *Le petit travailleur infatigable, ou le prolétaire régénéré*, Recherches, 1976.
MURARD Numa, *La morale de la question sociale*, La dispute, 2003.
NEVEU Catherine, *Citoyenneté et espace public. Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*, Presses Universitaires du Septentrion, 2003.
PAUGAM Serge, *La disqualification sociale*, PUF, 1991.
PAUGAM Serge, *La société française et ses pauvres*, PUF, 1993.
PAUGAM Serge, *L'exclusion, l'état des savoirs* (dir), La découverte, 1996.
PEILLON Pierre, *Utopie et désordres urbains, essai sur les grands ensembles d'habitation*, l'Aube, 2001.
PERALDI Michel, *Entre logeurs et logés, T1 : les figures de la dégradation,* CERFISE, 1987.
PERALDI Michel, SAMSON Michel, *Gouverner Marseille. Enquète sur les mondes politiques marseillais*, La découverte, 2005.
PETONNET Colette, *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Galilée, 1979.
PETONNET Colette, *Ces gens-là*, Maspero, 1968.
POUJOL Geneviève, *Des élites de société pour demain ?* Eres, 1996.
POUJOL Geneviève, *Dictionnaire biographique des militants, de l'éducation populaire à l'action culturelle*, L'Harmattan, 1996.
POUJOL Geneviève, LABOURIE Raymond, *Les cultures populaires : permanence et émergences des cultures minoritaires locales, ethniques, sociales et religieuses*, Privat, 1979.
PRETECEILLE Edmond, *La production des grands ensembles. Essai d'analyse des déterminants de l'environnement urbain*, CSU, 1971, 1972.
Ouvrage privé, *Eugène CLAUDIUS-PETIT, Lignes de vie*. Landais Imprimeur, 1990.
PROUDHON Pierre-Joseph, *Qu'est ce que la propriété ?* Reproduction de l'Edition de Paris, 1926.
RANCIERE Jacques, *Le philosophe et ses pauvres*, Fayard, 1983.
RANCIERE Jacques, *La nuit des prolétaires*, Fayard, 1981.
REY Philippe, L*a laïcité est une chance*, avant propos de Bernard STASI, Seuil, 2004.
ROSANVALLON Pierre, *Le peuple introuvable, histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, 1998.
ROULEAU BERGER Laurence, *La ville intervalle. Jeunes en centre et banlieue*. Méridiens Klincksiek, 1991.
ROULEAU BERGER Laurence, *Les mondes de la petite production urbaine*, LEST, 1997.
ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social*, Paris, 1752.

de SAINT-SIMON Claude-Henri, *La physiologie sociale*, Œuvres choisies par Georges Gurvitch, Presses universitaires de France, 1965.
de SAINT-SIMON Claude-Henri, *Le nouveau christianisme*, Paris, 1825.
SANGNIER Marc, *Le Sillon, esprit et méthode*, Sillon, 1905.
SANGNIER Marc, *L'éducation sociale du peuple*, Rondelet, 1899.
SAY Jean-Baptiste, Catéchisme d'économie politique, Paris, 1815.
SARIN Elysée, *Introduction conceptuelle à la science des organisations*, L'harmattan, 2003.
SCHNAPPER Dominique, *La France de l'intégration, sociologie de la nation en 1990*, Gallimard, 1991.
SIMMEL Georg, *Philosophie et société*, Vrin, 1987.
SIMMEL Georg, *Les pauvres*, PUF, 1998.
TILLION Germaine, *A la recherche du vrai et du juste*, Seuil, 2001.
de TOCQUEVILLE Alexis, *Mémoire sur le paupérisme*, avocat à la Cour royale de Paris, associé correspondant de la Société royale académique de Cherbourg, 1835. Source CEDIAS, centre d'études, de documentation, d'information et d'action sociales, Paris.
TOURAINE Alain, *Qu'est ce que la démocratie*, Fayard, 1994.
TOURAINE Alain, *La parole et le sang*, Editions Odile Jacob, 1988.
TRIBALAT Michèle*, Faire France*, La découverte, 1995.
VENKATESH Sudhir, *American Project : The Rise and Fall of a Modern Ghetto*. Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 2000.
VERDES-LEROUX Jeanine, *Le travail social*, Minuit, 1978.
VIEILLARD-BARON Hervé, *Les banlieues Françaises ou le ghetto impossible*, l'Aube, 1994.
VIET Vincent, *La France immigrée. Construction d'une politique (1914- 1997),* Fayard, Paris, 1998.
de VILLENEUVE Alban, *Economie politique chrétienne*, Paris, Paulin, 1834, 3 vol.
VOLTAIRE, *Pensées sur le gouvernement*, Paris, 1752.
WACQUANT Loïc, *Les Prisons de la misère*, Raisons d'Agir, 1999.
YOURCENAR Marguerite, *Alexis ou le traité du vain combat*, Folio, 1987.

ARTICLES

BEHAR Daniel, « L'intégration à la française: entre rigueur et pragmatisme », In *Le culture dell'abitare,* Edizioni Polistampa, 2000.
BELAID Lakhdar, « Plongée dans une une cité toulousaine », In *L'événement du jeudi*. Octobre 1995.
BENSUSSAN Gérard, « Qu'est ce qu'aider ? Questions sur la justice et la responsabilité », In *Précarisation du travail et lien social*, l'Harmattan, 2001.
BENZINE Rachid, DELORME Christian, « Jeunes militants musulmans de banlieue », *Etudes* n°3, 1997.
BEUVE-MERY Hubert, « Révolutions nationales, révolution humaine », *Esprit*, 98, mars 1941.
BIDOU-ZACHARIASEN, « La prise en compte de « l'effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains »*, Revue Française de Sociologie*, vol 38, 1997.
BODY-GENDROT Sophie, « L'émergence des élites dans les quartiers défavorisés », in *Elites et médiations dans le monde interculturel*, Presses Universitaires de Paris la Sorbonne n° 7, 1995.
BOUMAZA Nadir, « L'ethnicité dans la question urbaine en France », in *Courrier du CNRS* n° 82, 1996.

BOUREGBA-DICHY Myriam, « Des militants maghrébins de la deuxième génération en France », *Tiers Monde* n°123, 1990.
BOURQUIN Jacques, « René Bérenger et la loi de 1898 », In *Cent ans de répression et violences à enfants* , revue d'histoire de l'enfance « irrégulière », n° 2, 1999.
BRANCA-ROSOFF Sonia, « La sémantique lexicale du mot « quartier » à l'épreuve du Frantext (XIIè–XXè siècles) », In *Langage et société* n° 96, Juin 2001.
BRAUMAN Rony, In hors série *Mythologies d'aujourd'hui*, Nouvel Observateur, Août 2004.
CABANEL Patrick, « Militants catholiques (XIXè et XXè siècles) », in M.I.R.E.H.C. n°4, 2000.
CESARI Jocelyne, « L'émergence d'une élite intermédiaire parmi les Franco-Maghrébins », *Annuaire de l'Afrique du Nord,* t. 28, 1990.
CHAMBOREDON Jean-Claude, LEMAIRE Madeleine, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement ». In *Revue française de sociologie*, vol XI, 1970.
CHAUVIERE Michel, "Le monde de l'action catholique spécialisée". In *Les chantiers de la paix sociale*, ENS, 1995. Jean François RICHOU, "Apprendre à combattre : l'engagement dans la JOC". In *Le mouvement social*, ed de l'atelier, 1994.
CHAUVIERE Michel, « Le traitement social de la question sociale », In *Vie sociale et traitements*, n°61, 2000.
COUSIN Olivier, « Les mutations du travail social », *Sociologie du travail*, n°2, 1996.
DONZELOT Jacques, *La discrimination positive face à l'affirmative action. L'urgence du rattrapage*, D'un monde à l'autre, n°6.
DUBET François, « Qui vit dans les grands ensembles de banlieue ? », In *Courrier du CNRS*, n° 82, 1996.
DUBET François, WIEVIORKA Michel , « Comment nommer les "classes populaires" ?», in ouvrage collectif, *En marge de la ville au coeur de la société : ces quartiers dont on parle*, L'Aube, 1997.
DUPORT Claire, « Militants sociaux : passation diffuse d'une génération à l'autre », In *Jeunesse et génération(s), jeunesse et transmission*, EMPAN n° 50, juin 2003.
DURIEZ Bruno, (avec CHAUVIERE Michel), « le groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux. Une longue co-production entre chercheurs et militants », In *Vie sociale*, n°2, 2004.
ELKARATI Nourredine, « les grandes étapes de l'histoire du Fonds d'Action Sociale », *Hommes et migrations* n° 1121, avril 1989.
ESTEBE Philippe, « La politique de la ville, de la discrimination positive à la cohésion territoriale ». In *l'évaluation de la politique de la ville*, Cahiers du CRDSU, juin 2001.
ESTEBE Philippe, « Les métiers de la ville », In *A quoi sert le travail social ?* Revue Esprit, mars-avril 1998.
FAURY Jean, « Le militantisme anticlérical », In *M.I.R.E.H.C*, n°4, 2000.
FAVREAU Louis, « Le travail social au Québec (1960-2000) : 40 ans de transformation d'une profession ». In *Nouvelles pratiques sociales*, volume 13, 2000.
FOUCAULT Michel, « Les intellectuels et le pouvoir ». In *Dits et écrits*, tome 2, Gallimard, 1994.
FOUCAULT Michel, « Pour une chronique de la mémoire ouvrière », In *Dits et écrits*, tome 2, Gallimard, 1994.
FOUCAULT Michel, « La Gouvernementalité », In *Dits et Ecrits*, vol III, Gallimard, 1994.
FOUCAULT Michel, « Des espaces autres », In *Dits et écrits*, vol 4, 1984.
FOUCAULT Michel, « La fonction politique des intellectuels », In *Dits et écrits*, vol 3. Ed Gallimard, 1994. pp 109-114.

GOFFMAN Erving, « Le travail de terrain », In *Journal of contemperrary ethnography* n° 2, 1989.
GUERRAND Roger-Henri, « Un art nouveau pour le peuple et les « habitations à bon marché ». In *Vie sociale* n° 11-12, 1991.
ION Jacques, « Cité, cités et droit de cité. Urbanisation périphérique des groupes sociaux en France (1955-1985) », In *Espaces et Sociétés* n° 51, 1987.
ION Jacques, « De la formation du citoyen à l'injonction à être soi : l'évolution des référents dans le champ de l'action socio-culturelle », in *Espaces et Sociétés*, n° 38-39, 1981.
JAILLET Marie-Christine, « Réflexions autour de la question des jeunes et de la « fracture urbaine » en France. Et si malgré leur distance les classes moyennes continuaient à se préoccuper des jeunes des cités ? », In ROULEAU-BERGER, GAUTHIER, *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du Nord*, L'Aube, 2001.
LAPEYRONNIE Didier, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue. française. de sociologie*, vol. XXVIII, n° 2, avr.-juin 1987.
NEGRI Toni, « l'entrepreneur politique ». In Michel PERALDI et Evelyne PERRIN (dir.), *Réseaux productifs et territoires urbains*, PUM, 1996.
PERALDI Michel, « Les noms du social dans l'urbain en crise ». In *Gérer les crises urbaines*, CERFISE, 1989.
PERALDI Michel, « La vie publique des cités », in L. MOZERE, M. PERALDI, H. REY, *Intelligence des banlieues*, L'Aube, 1999.
PERALDI Michel, « Frontière ethnique et société locale urbaine, ethnicités sédentaires à Marseille », In BEKKAR, REMY, Ethnicité et lien social : Politiques publiques et stratégies résidentielles, L'Harmattan, 2005.
PERALDI Miche, « Le cycle du fusible », In *Annales de la Recherche Urbaine, n° 68-69, 1995*.
RAVON Bertrand, « L'engagement personnel : une critique sociale de l'individuation ». In *Actions associatives, solidarités et territoires*, Presses Universitaires de Saint Etienne, 2001.
RONCHI Yves, « Devoir d'intention », In Michel ANSELME, *Du bruit à la parole*, l'Aube, 2000.
SAEZ Guy, « L'animation et l'éducation populaire dans les années 60 : variations sur le thème changement et continuité », In Armel HUET (dir), *L'action socioculturelle dans la ville*, L'Harmattan, 1994.
SAWICKI Frédéric, « La fabrication des adhérents ». In *Actions associatives, solidarités et territoires*, Presses Universitaires de Saint Etienne, 2001.
STORA-LAMARRE Annie, « La lacune et le remède : la tâche du législateur républicain », In *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 2, 1999.
TANTER Annick, TOUBON Jean-Claude, « Mixité sociale et politiques de peuplement : genèse de l'ethnicisation des opérations de réhabilitation », In *Sociétés contemporaines*, n° 33/34, avril-juillet 1999.
THEVENOT Laurent, « S'associer pour composer une chose publique », In *Actions associatives, solidarités et territoires,* PUSE, 2001.
TOURAINE Alain, « Face à l'exclusion », In Revue Esprit, *La France des banlieues*, février 1991.
WIHTOL de WENDEN Catherine, « Naissance d'une Beurgeoisie », in *Migrations et Sociétés*, Vol 2, n° 28, 1990.
WIHTOL de WENDEN Catherine, « Les associations "beur" et immigrées, leurs leaders, leurs stratégies », *Regards sur l'actualité*, n° 178, fév. 1992.

ZOIA Geneviève, VISIER Laurent, *Ce que Motivé-e-s veut dire*, Le Monde, 22 Mars 2001.

RAPPORTS

Animations sportives et socioculturelle en région PACA, activités, emploi et qualifications, marché du travail, Mission régionale d'observation de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle, juin 2002.
ANSELME Michel, BEHAR Daniel, *Gérer le quartier : un avant-goût de démocratie ?* CERFISE, ACADIE, rapport au Plan Urbain, Novembre 1990.
BONETTI Michel, CONAN Michel, ALLEN Barbara, *Sport et animation socioculturelle, du parcours de formation au marché de l'emploi*, Enquête CEREQ, ISSN 0758 1858.
BONHOMME Marie-Adeline, *Monographie Marseille ZUP n° 1, secteur Busserine*, Rapport à l'INFAC, septembre 1978.
BONNEMAISON Gilbert, *Face à la délinquance, prévention, répression, solidarité*, Rapport au premier ministre de la Commission des Maires sur la sécurité. La documentation française, 1983.
BOUBEKER Ahmed, BATTEGAY Alain, *Parcours et mouvances associatives : entre affirmation d'un droit de cité et gestions politiques*. ARIESE, rapport au FAS, 1996.
BOUBEKER Ahmed, BATTEGAY Alain, *Cultures urbaines, expérience des quartiers et travail de conviction : la construction des mondes de banlieue*, rapport intermédiaire au FAS, 1997.
CHAFFI Malika, *Les associations issues de l'immigration depuis la loi d'octobre 1981*, Agence pour le Développement de Formation, d'Information et de Coordination, 1989.
CHAFFI Malika, SPINOUSA Nancy, *Parcours d'adaptation des algériens : des dispositions aux acquisitions*, Rapport au FAS, 1996.
CHAUVIERE Michel, DURIEZ Bruno, *La bataille des squatters et l'invention du droit au logement, 1945-1955*. GRMF, n°7, 1992.
Images de la France de l'an 2000, DATAR, 1971.
L'opération DEFA 300, ses problématiques et ses enjeux. Actes de la table ronde des 3 et 4 février 1986 à Lyon, ARIESE.
DUBECHOT Patrick, *Comprendre des insertions professionnelles « réussies » parmi les jeunes des quartiers en difficulté*, CREDOC, février 1998.
DUBEDOUT Hubert, *Ensemble, refaire la ville*, La documentation française, 1983.
DUPORT Claire, PERALDI Michel, *Action culturelle, politiques de la ville et mobilité sociale : la longue marche des classes moyennes*, Rapport au Plan Urbain, FAS, DIV, Ministère de la Culture, 1998.
DUPORT Claire, *Gestion des cités et militantisme, les nouveaux entrepreneurs socioculturels*, Rapport au PUCA, sept 2000.
DUPORT Claire, Vitécri, *Les gens de Vitécri : L'histoire d'une association des quartiers nord de Toulouse*. Bourse Michel Anselme, 1996.
DUPUY Sabine, GIACOBBE Nora, *L'Alma-Gare à la croisée du temps*, Rapport au Ministère de l'Equipement, 1989.
FABRE DU PASQUIER Christine, *Les centres sociaux et socioculturels en PACA*, rapport d'étude Fédération des Centres Sociaux PACA, Juin 1984.
FABRE Christine, AUTES Michel, LEROY Jacques (Dir.), *Agir sur le lien social en Europe*, APASSE, 1991.
FAYMAN Sonia, *Le devenir d'associations créées dans les années 1980 par des jeunes issus de l'immigration*, FAS-ACT, 1997.

FAYMAN Sonia, BA Assane, BELHEINE Khelil, BENATTIG Rachid, *Le devenir d'associations créées dans les années 1980 par des jeunes issus de l'immigration*, Rapport au FAS, 1997.
Mme GOUIN, *Evolution de l'esprit social en France de 1850 à 1950*, Direction du bureau d'information et d'orientation sociale, 1960.
ION Jacques (dir), *Le militantisme en question. Enquête sur l'évolution des formes de groupements intervenant dans l'espace public*, CRESAL, mai 1992.
LAE Jean-François, MURARD Numa, *Mémoire des lieux. Une histoire des taudis*, DRI, 1988. Dossiers des séminaires du GRASS-DRI 1986-1988.
MILLIOT-BELMADANI Virginie, *Quand la cité investit la culture pour redéfinir l'espace commun*, Rapport au Ministère de la Culture, FAS, DIV, Plan Urbain, juillet 1998.
MOREAU Marie-Pierre, *Etude sur les emplois dans les associations cofinancées par le FAS*, Rapport au FAS, novembre 2000.
MURARD Numa (Dir.), *Pauvres et citoyens ? Faites vos preuves !* Rapport de recherche au FAS, TRASS, Mai 1995.
PINCON Michel, *Les HLM, structure sociale de la population logée*, Agglomération de Paris, 1968.
PINCON Michel, *Cohabiter. Groupes sociaux et modes de vie dans une cité HLM*, Plan construction et Architecture, Collection "Recherches", 1982.
RAMON Patricia, *Autour d'une mémoire*, Rapport de recherche, MJC, 1996.
VIET Vincent, *Les structures administratives des politiques d'immigration, 1914-1986*, Rapport de recherche pour la DPM, le FAS et la MIRE. 1997.

AUTRES DOCUMENTS ET THESES

Citoyens chiche ! Le Livre Blanc de l'Education Populaire, les Editions de l'Atelier, avril 2001.
Journal COMPAGNONS, n° 45, 25 octobre 1941.
Journal COMPAGNONS, n°113, 19 décembre 1942.
Journal COMPAGNONS, n°3, 2 novembre 1940.
Journal COMPAGNONS, 14 juin 1941.
Journal COMPAGNONS, 26 octobre 1940, article signé Philippe Gaussot.
Journal COMPAGNONS, n° 47, 6 septembre 1941.
Journal de l'Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires, supplément à 4 millions de jeunes travailleurs n°4, non daté.
Manifeste « A nos frères de vingt ans », le Sillon n°1, 10 janvier 1894.
Promotion collective et action sociale, Bulletin du réseau universitaire de formation de formateurs de travailleurs sociaux, n°10, 1978.
Revue Le Sillon, n°1, 10 janvier 1894.
CHAUVEL Louis, *La déstabilisation des classes moyennes*, Observatoire des inégalités, www.inegalites.fr/article.php3?id_article=378.
CONNAC Sylvain, *Evaluation formative et relation éducative*, Mémoire de Maîtrise des Sciences de l'éducation, Université Paul Valéry Montpellier III, 2001.
DUPORT Claire, *La médiation dans le domaine socioculturel,* Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) de Sociologie urbaine sous la direction de Alain TARRIUS, Université de Toulouse le Mirail.
Esprit, Revue *A quoi sert le travail social ?* Mars-Avril 1998.
GEISSER Vincent, *Ethnicité et politique dans la France des années 90*, Thèse de sciences politiques, Université de Aix, 1995.
GEISSER Vincent, « L'évolution du statut et du rôle des élus issus des migrations dans la vie politique locale (1989-2001) », Actes du colloque*, 1901-2001 Migrations et vie*

associative : entre mobilisations et participation , Institut du monde arabe, 8 octobre 2001.
GIRARD Bernard, *Une histoire des théories du management en France de 1800 à1940*, http://www.bernardgirard.com/BernardGirard/Management/essai.html.
LASSAVE Pierre, *Le ministère urbain des sociologues ; approche d'une configuration intellectuelle dans la France des années 80*, Thèse de doctorat, EHESS, 1995. p 32.
PARISIS Jean-Louis, PERALDI Michel, *La mise au vert, des rapports de l'Etat et du mouvement associatif dans l'institutionnalisation des loisirs de nature*, Thèse de doctorat en sociologie, université de Provence Aix-Marseille I, 1981.
COMOLLI Jean-Louis, SAMSON Michel, *Rêves de France à Marseille*, Doriane Films, 2002.
MOZERE Liane, *Micropolitiques et changement social*, Synthèse des travaux pour l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction de Eugène Enriquez, Université de Paris VII, 1993.
QUET Eugène, *Les origines, le développement des mouvements de jeunesse français et leurs attitudes devant les problèmes économiques, politiques, sociaux, de 1830 à 1914*, Mémoire pour le diplôme de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, direction Pierre BOURDIEU, 1973.
RAMOGNINO Nicole, *De la montée en généralité à la montée en objectivité*, Texte non publié, séminaire du LAMES, 2004.
SUZANNE Gilles, *Les glaneurs de sons et le cheminement des musiques. Constitution de genres musicaux et emprise urbaine des mondes de la musique*. Thèse de doctorat de sociologie, Université de Provence, 2005.